Les rôles politiques des militaires fidjiens : une histoire des guerriers, héros des conflits mondiaux, soldats de la paix, putschistes et hommes d'Etat, des premiers contacts avec les Occidentaux au gouvernement Bainimarama

Hélène Goiran

▶ **To cite this version:**

Hélène Goiran. Les rôles politiques des militaires fidjiens : une histoire des guerriers, héros des conflits mondiaux, soldats de la paix, putschistes et hommes d'Etat, des premiers contacts avec les Occidentaux au gouvernement Bainimarama. Histoire. Université de la Nouvelle-Calédonie, 2011. Français. ⟨NNT : 2011NCAL0036⟩. ⟨tel-02970701⟩

HAL Id: tel-02970701

https://unc.hal.science/tel-02970701v1

Submitted on 25 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HAL Authorization

Université de la Nouvelle-Calédonie
École doctorale du Pacifique (ED 469)
Centre des Nouvelles Études pour le Pacifique (CNEP, EA 4242)

Les rôles politiques des militaires fidjiens

Une histoire des guerriers, héros des conflits mondiaux, soldats de la paix, putschistes et hommes d'État, des premiers contacts avec les Occidentaux au gouvernement Bainimarama.

Thèse
pour obtenir le grade de docteur en histoire
présentée et soutenue publiquement le 5 mai 2011 par

Hélène GOIRAN

Sous la direction de

Claire LAUX, MCF/HDR à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3 (CEMMC, EA 2958)

Bernard RIGO, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (CNEP, EA 4242)

JURY :
Pierre-Yves BEAUREPAIRE, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie
Jean-Pierre DOUMENGE, Professeur émérite à l'Université Paul Valéry Montpellier 3
Claire LAUX, MCF/HDR à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3
Jean-Marc REGNAULT, MCF/HDR honoraire à l'Université de la Polynésie française
Bernard RIGO, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie

DOI:10.6098/2011NCAL0036

Remerciements

Je n’aurais pas pu mener ma recherche à son terme sans l’aide de nombreuses personnes à qui j’exprime ma sincère et profonde reconnaissance.

Feu les Professeurs Paul de Deckker et François Doumenge sont à l’origine de cette étude. Sans leurs conseils, leurs encouragements, leur confiance, je n’aurais jamais entrepris ni, *a fortiori*, accompli ce travail.

J’espère qu’ils l’auraient trouvé satisfaisant.

Je remercie aussi très sincèrement les universitaires qui m’ont encadrée et soutenue, en particulier mes directeurs de recherches, Claire Laux et Bernard Rigo, ainsi que les diplomates français, les militaires fidjiens, mes nombreux correspondants, chercheurs, bibliothécaires, archivistes, fidjiens, australiens, néo-zélandais, tongiens, français, et tous ceux qui se sont intéressés à ce travail : j’ai bénéficié de leur expertise, de leurs réseaux de connaissances, de leurs bibliothèques.

Mes parents et mes enfants m’ont apporté le soutien sans faille sans lequel je n’aurais pas pu parvenir au bout de cette thèse. Davantage que quiconque ils ont subi les conséquences de mon engagement dans cette entreprise personnelle, avec ses doutes et ses difficultés. Mes enfants y ont en outre participé directement en réalisant des illustrations que je souhaitais voir figurer dans mon texte.

J’espère que, au-delà de leur soulagement de voir cette thèse terminée, ils sont fiers de moi.

Résumé

L'État fidjien est fortement marqué par le fait militaire et le militarisme. La société précoloniale était largement fondée sur la guerre et l'art de la faire. L'administration britannique et les missions chrétiennes ont fait cesser les conflits armés mais les Fidjiens, héritiers d'une puissante tradition guerrière, ont cherché à la maintenir en l'adaptant et l'ont utilisée pour rétablir puis consolider leur pouvoir politique ; d'abord dans le cadre de la colonisation, puis pour préparer l'indépendance et donner à leur pays souverain une place significative sur la scène internationale.

Depuis 1978, des milliers de soldats fidjiens ont été, et sont déployés au Liban et au Sinaï, ainsi que sur de nombreux autres théâtres extérieurs, s'illustrant par leur courage et leur efficacité. Aujourd'hui encore, du fait de leur valeur, et, malgré le coup d'État du 5 décembre 2006 et les sanctions internationales décidées contre le gouvernement Bainimarama, l'ONU confie aux militaires fidjiens la protection de ses représentants et de ses installations en Irak.

L'armée occupe une place prépondérante dans la société fidjienne et joue un rôle politique majeur, qui a, sur le plan intérieur, complètement changé d'orientation en quelques années : il y a vingt ans, les *Royal Fiji Military Forces*, avec le colonel Rabuka, avaient pris le pouvoir pour protéger les intérêts des Mélanésiens menacés par les Indo-Fidjiens. Depuis 2006, solidaires du *Commodore* Bainimarama, ils se présentent comme les promoteurs d'un futur État multiracial et démocratique, dans lequel chaque citoyen, quelle que soit son origine ethnique, aura les mêmes droits et devoirs. En attendant, ils tiennent le pays sous contrôle étroit et il n'est pas question d'élections avant 2014.

Mots clefs :
Fidji – Armée – Militaires – Politique – Coup d'État – Maintien de la paix – Guerres mondiales.

Abstract

The Fiji Military have long-lasting political roles. Their ancestors, the Chiefs' warriors, were determining in making or maintaining the leaders. During the early colonial days, constituted in an Armed Native Constabulary, some of them were employed for the « pacification » of tribes resisting the British and missionary presence. In 1914, subjects of the Crown, they wanted to fight for the Queen, but the British Command refused these coloured men.

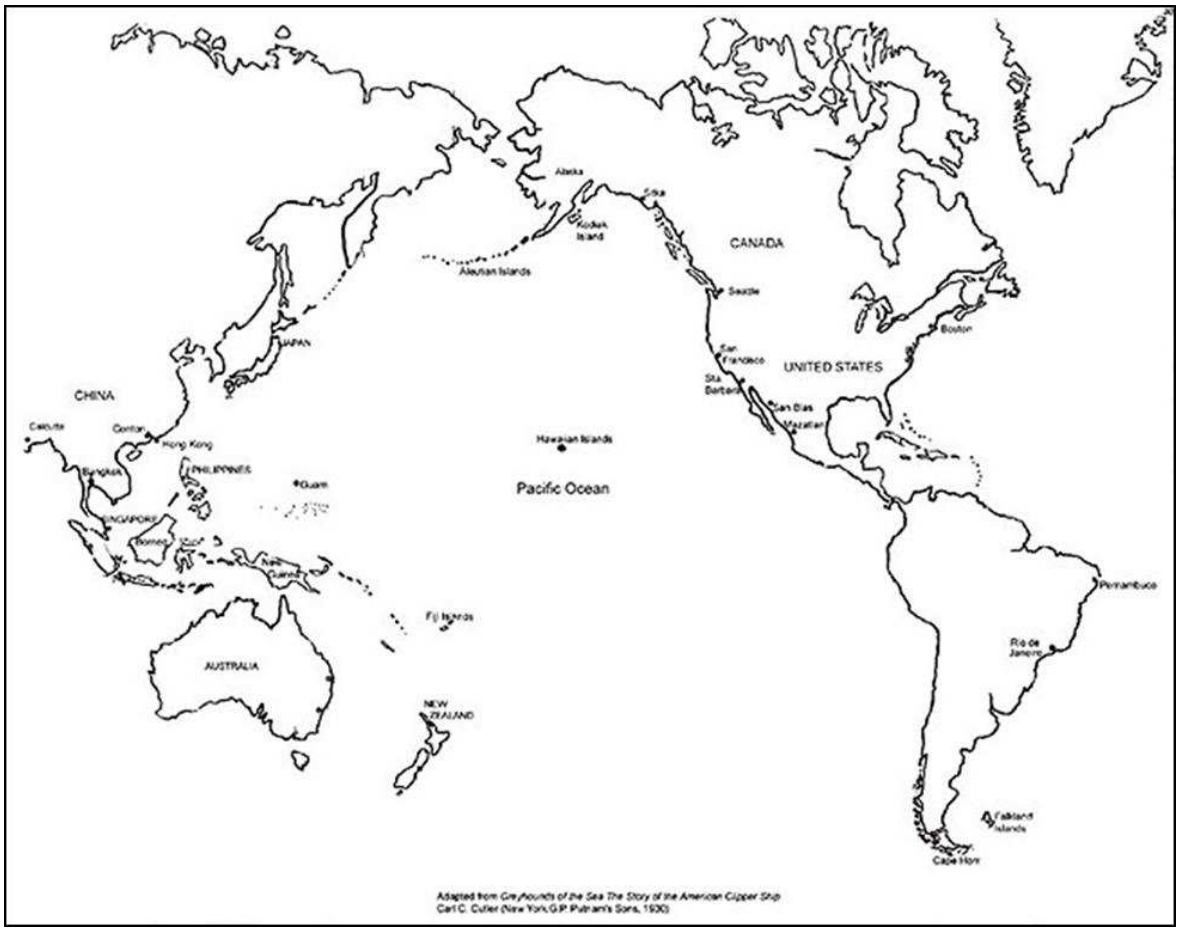
The famous Ratu Sukuna enlisted in the French Foreign Legion. He later convinced the colonial authority to send a Labour Detachment of about one hundred Fijians to Europe. During the Second World War, thousands of Fijians fought in Bougainville and the Solomons. Despite the perilous situation, the Fijian losses were scarce, because of their skills and aptitudes. The impression they left was enduring: in the 1950s, London asked for a Fijian Battalion for the Malayan Campaign. In 1970, the new sovereign State turned the Fiji Defence Force into the Royal Fiji Military Forces, soon to participate in peacekeeping missions, becoming a powerful instrument of international policy.

Since the beginning of the Fiji history, the Military Forces have been the strong support of the long-established customary leaders and Methodist Church, including by conducting the coup of 1987 with Sitiveni Rabuka to protect the traditional Melanesian interest. From the year 2000, behind Commodore Bainimarama, the Army reinforced its political role but completely changed its position, declaring to want equal rights and duties for all the citizens, and contesting the archaic customary power, until conducting the 2006 Coup that led to the current military regime.

Key words:

Fiji – Military – Politics – Coup d'etat – Peace keeping – World Wars.

Carte des Fidji dans le Pacifique[1]

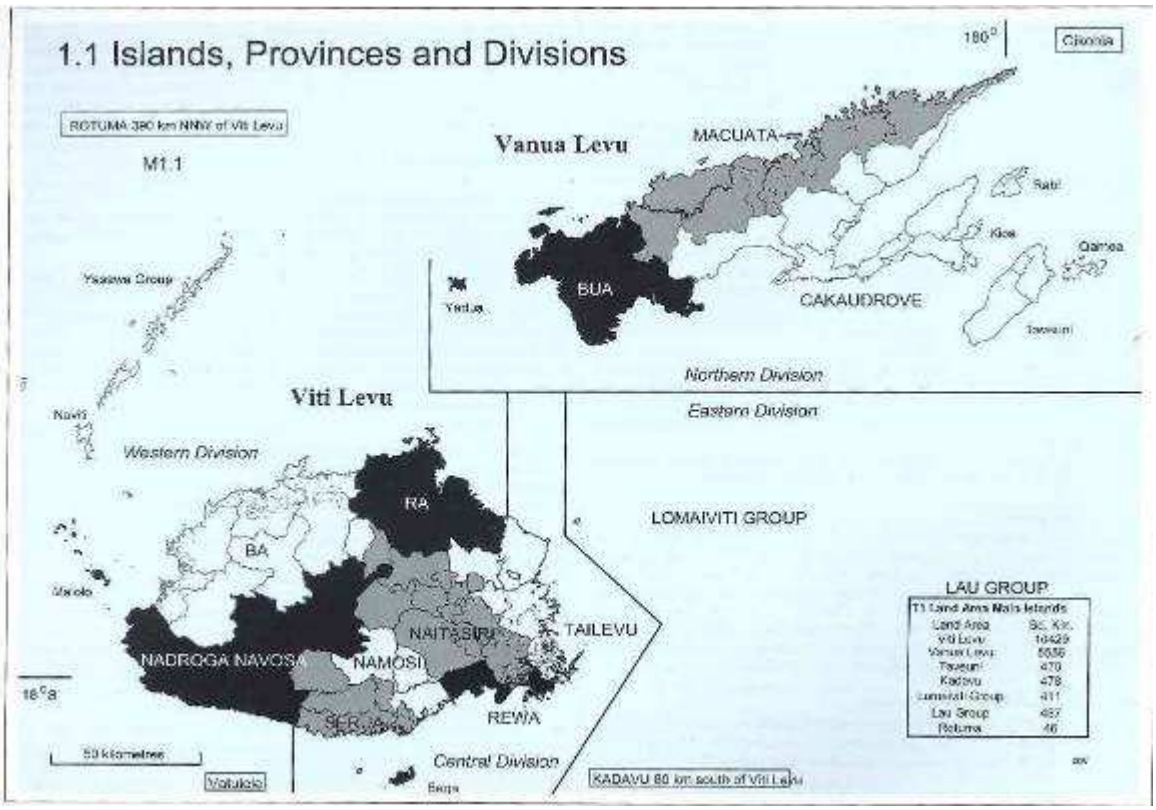


[1] Carte du site Internet http://whale.wheelock.edu consulté le 30 avril 2011.

Carte générale des Fidji[2]

[2] Carte du site officiel du gouvernement fidjien: www.fiji.gov.fj consulté le 5 septembre 2006.

Carte des 14 provinces et des 4 divisions des Fidji[3]



[3] Crosbie WALSH, *Fiji: An Encyclopedic Atlas*, 2006, p. 2. Cet ouvrage contient de nombreuses cartes thématiques précises et commentées. L'auteur anime un « blog » consacré aux Fidji, http://crosbiew.blogspot.com dont les bulletins quotidiens permettent de suivre l'évolution de la situation. Les « blogs » sur la situation aux Fidji sont nombreux. Certains sont très critiques, voire outranciers ; celui de Crosbie Walsh, sous-titré : « *Fiji: the way it was, is and can be* » est modéré et encourage les Fidjiens à aller de l'avant : « *What's happening in Fiji and why. Reports, opinions and comments that aim to help Fiji move forward to the election of a truly representative government serving all the people in 2014. What's happened has happened… We can't change that. But let's try and be positive, focus on ways of trying to instil hope…* »

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE. L'EXCEPTION FIDJIENNE

PREMIERE PARTIE. HISTOIRE DES MILITAIRES FIDJIENS JUSQU'EN 1987 : DES GUERRIERS ET SOLDATS AU SERVICE DE L'ESTABLISHMENT

CHAPITRE PREMIER. LES GUERRIERS DES TEMPS PRECOLONIAUX
SECTION 1 : LES COMBATTANTS DES CHEFS
SECTION 2 : L'INFLUENCE DES OCCIDENTAUX SUR LES GUERRES
SECTION 3. LE « ROI » CAKOBAU ET SON ARMÉE
CONCLUSION DU CHAPITRE. LES GUERRIERS, PUISSANT INSTRUMENT DE POUVOIR

CHAPITRE 2. LES SOLDATS DE LA COLONIE
SECTION 1 : LES FIDJI DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
SECTION 2 : LES FIDJI DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE
SECTION 3. LES FIDJI DANS LA CAMPAGNE DE MALAISIE
CONCLUSION DU CHAPITRE. LES SOLDATS DE L'EMPIRE, DIGNES HÉRITIERS DES GUERRIERS.

CHAPITRE 3 : L'ARMEE DES FIDJI INDEPENDANTES, 1970-1987
SECTION 1. LA CRÉATION DES *ROYAL FIJI MILITARY FORCES*
SECTION 2. LES *RFMF* ET LES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX
SECTION 3. LA PLACE DES *RFMF* DANS LES FIDJI DE *RATU* MARA
CONCLUSION DU CHAPITRE. L'ARMÉE, UN OUTIL EFFICACE DE LA POLITIQUE DE *RATU* MARA

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE. LES ROLES POLITIQUES DES MILITAIRES FIDJIENS JUSQU'EN 1987, CONFORMES AUX PRINCIPES GENERAUX DU DROIT

DEUXIEME PARTIE. LES ANNEES RABUKA : L'APOGEE DU « RATUISME »

CHAPITRE PREMIER. LE CONTEXTE DU COUP D'ÉTAT DU 14 MAI 1987
SECTION 1. LES FIDJI EN 1987
SECTION 2 : LES ÉLECTIONS D'AVRIL
SECTION 3. LES PROTAGONISTES
CONCLUSION DU CHAPITRE. TRADITIONS, RELIGION CHRÉTIENNE, RUGBY ET « RATUISME »

CHAPITRE 2. LES COUPS D'ÉTAT DE SITIVENI RABUKA
SECTION 1 : LE « COUP » DU 14 MAI 1987
SECTION 2 : LES SUITES DE L'ACTION DE FORCE
SECTION 3 : LE COUP DU 25 SEPTEMBRE 1987
CONCLUSION DU CHAPITRE : *TURAGA* ET *BATI* OU RABUKA COMME UNE INCARNATION DU GUERRIER TRADITIONNEL ?

CHAPITRE 3. SITIVENI RABUKA, PREMIER MINISTRE.
SECTION 1 : LES ÉLECTIONS DE MAI 1992 ET LA TRANSFORMATION DU PUTSCHISTE EN LEADER ÉLU
SECTION 2 : LES POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS RABUKA
SECTION 3. LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION : UNE ATTÉNUATION DU NATIONALISME
CONCLUSION DU CHAPITRE. LE GÉNÉRAL - PREMIER MINISTRE ET SON ARMÉE

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE. LE BILAN DES ANNEES RABUKA, 1987-1999 : D'UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE ULTRA-NATIONALISTE A UN ETHNO-CENTRISME TEMPERE

TROISIEME PARTIE. LES FIDJI DU *COMMODORE* BAINIMARAMA : UNE CULTURE DU COUP D'ÉTAT ?

CHAPITRE PREMIER. LE COUP D'ÉTAT DE GEORGE SPEIGHT
SECTION 1. LES ÉLECTIONS DE MAI 1999
SECTION 2. L'ARMÉE FIDJIENNE DE 1999
SECTION 3 LE COUP D'ÉTAT DE GEORGE SPEIGHT
SECTION 4. LE COUP DANS LE COUP : LE *COMMODORE*, CHEF DE L'ÉTAT
SECTION 5. UNE ARMÉE DIVISÉE
CONCLUSION DU CHAPITRE. LE RÔLE DU GÉNÉRAL RABUKA DANS LES ÉVÉNEMENTS DE 1999 ET 2000

CHAPITRE 2. LES GOUVERNEMENTS QARASE
SECTION 1. LE GOUVERNEMENT DE 2001
SECTION 2 : LE GOUVERNEMENT DE 2006
SECTION 3. LE COUP D'ÉTAT DU 5 DÉCEMBRE 2006 : DES « OFFICIERS LIBRES » ?
CONCLUSION DU CHAPITRE. UNE ARMÉE DEVENUE UNE FORCE POLITIQUE D'OPPOSITION

CHAPITRE 3. LE *COMMODORE*, CHEF DE GOUVERNEMENT
SECTION 1. 2007 - 2008 : DIX-HUIT MOIS DE PROMESSES DÉMOCRATIQUES
SECTION 2. JUILLET 2008 : LE RENIEMENT
SECTION 3. 2009 : LA MISE EN PLACE D'UNE DICTATURE ?
CONCLUSION DU CHAPITRE. FRANK BAINIMARAMA : UN PUTSCHISTE VERTUEUX ?

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE. LA VOLTE-FACE IDEOLOGIQUE DES MILITAIRES FIDJIENS : DU CONSERVATISME MELANESIEN AU PROGRESSISME PLURICULTUREL

CONCLUSION GENERALE. LES FIDJI, UN ÉTAT PRETORIEN

SOURCES
SITOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES
(Incluant une TABLE DES ANNEXES)

INDEX

ANNEXES

AVANT-PROPOS

> Un ouvrage qui embrasse de telles dimensions dans le temps et dans l'espace contiendra mainte erreur. Mais celui qui pense que faire de la science consiste à ne jamais avoir tort, n'a pas commencé à avoir la moindre lueur de ce qu'est la science. Elle n'est pas l'infaillibilité : c'est une puissance qui domine les faits[4].

Arthur Maurice Hocart faisait ce constat en 1933 dans un ouvrage majeur de l'anthropologie. Nous faisons référence à cette grande figure pour expliquer que notre recherche, qui porte sur plus de deux siècles d'histoire des Fidji, ne prétend pas à l'exhaustivité, et encore moins à la perfection. Mais nous avons sincèrement essayé de contribuer à la connaissance du passé, et, par conséquent, du présent de ce pays.

Notre méthodologie est présentée dans l'introduction générale ; nous précisons ici que le corpus documentaire a été constitué et étudié en fonction de la problématique retenue ; les informations en ont été extraites et exploitées afin de l'étayer. Malgré le soin apporté à la réflexion puis à la rédaction, il reste beaucoup de zones d'ombre. La période considérée est trop longue pour que l'étude puisse être exhaustive.

Les seules sources primaires véritablement innovantes, c'est-à-dire les archives militaires fidjiennes (conservées au quartier général des *Republic of Fiji Military Forces*, *Queen Elizabeth Barracks*, à Suva), ne sont pas accessibles aux chercheurs. Mais l'entourage du *Commodore* Bainimarama, a accepté de communiquer certains textes. L'administration fidjienne chargée des anciens combattants (*Fiji's Ex-Servicemen After*

---

[4] *The Progress of Man* (1933) d'Arthur Maurice HOCART a été publié en français sous le titre *Les Progrès de l'Homme* en 1935. L'extrait que nous reprenons y figure en p. 9-10. Il nous semble approprié d'évoquer, en ouverture de notre étude, cet anthropologue franco-britannique (1888-1939) qui a travaillé aux Fidji avant la Première Guerre mondiale. Il a été directeur d'école à Lakeba et a été mobilisé sur place avant se servir en Grande-Bretagne (Christine LIAVA'A, *Qaravi na'i Tavi*, 2009, p. 210). Cette expérience professionnelle est évoquée dans ses travaux et l'école a été un terrain pour l'anthropologue (en particulier *Lau Islands, Fiji*, 1929, *The Northern States of Fiji*, 1952, et *Caste, a comparative study*, 1968). Les travaux de Maurice Hocart sur les Fidji sont évoqués dans ceux de Marshall SAHLINS (*Culture and Practical Reason*, 1978 ; *Islands of History*, 1985 ; *Apologies to Thucydides: understanding history as culture and vice versa*, 2004). *Ratu* Sukuna a connu Maurice Hocart, qu'il a remplacé à la tête de l'école de Lau à Lakeba en 1912 (*Fiji: The Three-legged Stool*, écrits de *Ratu Sir* Lala SUKUNA édités par Deryck SCARR, 1983, p.12).

Care Fund) a fourni de nombreux éléments. Les diplomates français en poste aux Fidji ont ouvert les archives de l'ambassade. Les archives nationales fidjiennes n'ont apporté pour cette recherche que peu d'éléments qui n'étaient pas disponibles par ailleurs.

Lors des rencontres avec des officiers fidjiens, les discussions ont été aisées, sauf, parfois, lorsqu'il a été question des tensions entre catégories de personnels ou du rôle joué par certains d'entre eux lors des événements survenus depuis mai 2000. Les attitudes ont notablement évolué au cours des années pendant lesquelles cette recherche a été conduite : en 2010, le général Rabuka, les universitaires fidjiens rencontrés, des protagonistes de 1987 et 2000, de même que les proches collaborateurs du *Commodore* Bainimarama, ont montré beaucoup plus de facilité à évoquer ces événements, expliquant souvent, que, avec le temps, les blessures s'étaient refermées, des réconciliations étaient intervenues. Les attachés de défense français aux Fidji dans les années 2005 à 2011 ont fait part de réflexions intéressantes. D'autres militaires français qui ont côtoyé des militaires fidjiens ont facilement parlé de cette expérience et ont été unanimes pour en faire l'éloge : la réputation des soldats des *Republic of Fiji Military Forces* est excellente au sein de l'armée (de terre[5]) française. Des militaires australiens, néo-zélandais, papouasiens et tongiens[6] ont parlé facilement à condition de préserver leur anonymat.

Nous avons rencontré des universitaires et des responsables militaires fidjiens, en particulier le général de brigade Mohammed Aziz (proche collaborateur du *Commodore* Bainimarama) et le Docteur Sitiveni (Steve) Ratuva (Président de la *Pacific Islands Political Studies Association*), qui nous ont communiqué des documents non publiés d'intérêt majeur et permis des rencontres indispensables, dont celles avec le Général Rabuka.

De nombreux chercheurs, aux Fidji, en Nouvelle-Calédonie, en Métropole, dans d'autres États du Pacifique ont accepté de partager leur connaissance des Fidji et de leurs militaires. Deux d'entre eux ont joué un rôle majeur dans cette étude : avec son cours intitulé « anthropologie du coup d'État » le Professeur Paul de Deckker a été le premier à présenter l'intérêt du sujet. Il a ensuite suivi avec attention les premières années de la progression de ce travail[7]. Le Professeur François Doumenge, expert de « l'Homme dans le Pacifique Sud[8] », qui a consacré ses derniers écrits à cet « État prétorien en Océanie », a

[5] Au sein de l'armée française, ce sont essentiellement des personnels de l'armée de terre qui ont eu l'occasion de côtoyer des Fidjiens en opération. Au Liban, le bataillon français occupait une zone voisine de celle du bataillon fidjien.

[6] Adjectifs conformes à la Recommandation publiée au Journal officiel de la République française le 24 septembre 2008.

[7] Les études en l'honneur du Professeur de Deckker, *Mondes océaniens*, publiées en 2010 sous la direction de Jean-Yves Faberon et Armand Hage, contiennent des contributions relatives aux coups d'État aux Fidji (Richard Herr et nous).

[8] Titre de sa thèse d'État, publiée en 1966.

été un conseiller irremplaçable : il a attiré l'attention sur certains phénomènes mal perçus, permettant d'assembler des pièces essentielles du puzzle fidjien[9]. Ces grands connaisseurs de l'Océanie ont aidé à la perception et à la compréhension du « continent invisible[10] » : leur disparition a été profondément ressentie. Le relais a été pris par le Professeur Jean-Pierre Doumenge, qui a suivi dans le détail la finalisation de cette histoire des rôles politiques des militaires fidjiens.

[9] L'ouvrage collectif élaboré en hommage au Professeur Doumenge, le numéro double de la revue *Conflits actuels* paru en avril 2010 et intitulé *Une géopolitique du Pacifique et de ses îles*, publie ses derniers écrits, consacrés aux militaires fidjiens et plusieurs communications sur les Fidji (Jean-Pierre Doumenge, Christian Huetz de Lemps, Paul de Deckker et nous).

[10] Formule de JMG Le Clézio dans *Raga, Approche du continent invisible* (2006) : « On dit de l'Afrique qu'elle est le continent oublié. L'Océanie c'est le continent invisible. Invisible, parce que les voyageurs qui s'y sont aventurés la première fois ne l'ont pas aperçue, et parce qu'aujourd'hui, elle reste un lieu sans reconnaissance internationale, un passage, une absence en quelque sorte ».

INTRODUCTION GENERALE. L'EXCEPTION FIDJIENNE

Ce n'est pas un État qui a une armée mais une armée qui a un État, écrivait en substance Mirabeau[11] à propos de la Prusse de Frédéric II. L'auteur est souvent oublié[12], mais la formule est appliquée à d'autres pays[13] dans lesquels les militaires ont une fonction politique qui excède celle qu'établissent les principes généraux du droit international. Elle pourrait correspondre aux îles Fidji, où les soldats jouent un rôle extra-militaire qui n'a pas d'équivalent dans le Pacifique, où la culture militaire, « expression de la singularité des armées et de leur finalité » est un « élément constitutif du paysage culturel national[14] » plus prégnant qu'ailleurs. Les militaires fidjiens sont les seuls d'Océanie à avoir conduit des coups d'État. De surcroît, ces prises du pouvoir par la force ont été motivées par des objectifs opposés : de champions du nationalisme mélanésien, avec le général Rabuka, ces soldats sont devenus, avec le *Commodore* Bainimarama, les défenseurs d'un projet progressiste de société intégrée et égalitaire. Il est intéressant de chercher à comprendre, par l'étude de l'histoire de ces militaires, comment s'est forgé ce paradoxe. La question centrale qui justifie notre intérêt pour le régime prétorien des Fidji est donc de savoir pourquoi les militaires de ce pays insulaire du Pacifique ont pris le pouvoir, et pourquoi ils ont radicalement changé d'orientation au cours des dix dernières années. Évidemment, cette question en suggère une autre : à moins de s'engager et de réussir une transition démocratique, ce régime peut-il s'inscrire dans la durée, sachant que dans le monde

---

[11] « Les Etats ont une armée mais la Prusse est une armée qui a un État », dans *De la monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, publiée en 1788.

[12] Ou confondu avec Danton ou Voltaire.

[13] Selon les époques, l'Algérie (FULLER, G., 1996, *Algeria: the next Fundamentalist State?*, Arlington, Rand Corporation) Israël (AVNERY, U., 2002, « The Army that has a State », www.zcommunications.org/the-army-has-a-state-by-uri-avnery.pdf) ou l'Egypte (LACOUTURE, J., LACOUTURE, S., 1956, *L'Egypte en mouvement*, Paris, Editions du Seuil).

[14] Formules de François LECOINTRE dans « Pour une culture armée », in *Inflexions* N°11 intitulé *Cultures militaires, culture du militaire*, juin-septembre 2009.

contemporain ce type de gouvernement a vocation à laisser place à un gouvernement démocratique[15] ?

Les militaires ont toujours un rôle politique : il serait naïf de penser que, dans les États les plus démocratiques, les grands commandeurs ne participent pas aux prises de décision. Le problème est de savoir jusqu'où doit aller cette implication. Le commandement militaire doit-il être totalement subordonné au pouvoir civil ou doit-il disposer d'une certaine autonomie afin d'être en mesure d'assurer la sécurité nationale ? La question, largement étudiée par les sciences sociales[16], a été tranchée de nombreuses manières différentes, mais, lorsque l'action extra-militaire des officiers s'inscrit dans un cadre non-démocratique, elle est immanquablement contestée. Néanmoins, les cas sont assez nombreux dans lesquels des régimes militaires installés par des coups d'État ont cédé la place à des gouvernements démocratiques et ont même accompagné la transition, dans le tiers monde comme dans le premier[17]. Dans l'imaginaire collectif, l'idée prédomine selon laquelle les militaires qui réussissent à prendre le pouvoir sont réticents à le restituer. Or, depuis la fin de la Guerre froide, la majorité des coups d'État militaires sont suivis, moins de cinq ans après, par des élections démocratiquement valides[18].

Le premier coup d'État aux Fidji date du 14 mai 1987. Beaucoup considèrent que Sitiveni Rabuka, quelques mois après, conduit un deuxième coup d'État lorsqu'il empêche la formation d'un gouvernement d'union nationale, abroge la Constitution et transforme les Fidji en une République. La littérature sur les coups d'État fidjiens est presque unanime à ce sujet pendant une quinzaine d'années. Le coup d'État de mai 2000 est considéré comme le troisième de l'histoire du pays. La prise du pouvoir par le *Commodore* Bainimarama, le 5 décembre 2006, est le quatrième. Mais ses démarches pour le conserver, en avril 2009, ont rendu problématique le comptage des coups. Désormais, des observateurs considèrent que les coups d'État fidjiens sont doubles, la prise du pouvoir étant suivie, quelques semaines ou mois après, par une autre action de force, en particulier l'abrogation de la

---

[15] On évoque ici, sur une suggestion du Professeur Jean-Pierre Doumenge, le Brésil des années 1950, le Chili des années 1970 et l'Argentine des années 1980, l'Espagne franquiste et la Grèce des Colonels, aujourd'hui la Tunisie de Ben Ali et l'Egypte de Moubarak.

[16] En France, citons Raymond ARON, qui fut l'un des parrains de la revue *Armed Forces and Society*, dans laquelle s'expriment, depuis un demi-siècle, les spécialistes mondiaux des relations entre civils et militaires : http://afs.sagepub.com.

[17] Parmi les ouvrages de référence sur le rôle des militaires dans les transitions démocratiques, on peut retenir celui de Juan José LINZ et Alfred C. STEPAN, 1996, *Problems of Democratic Transition and Consolidation, Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, JHU Press. Un point en français sur les travaux en sociologie et science politique sur les rapports entre armée et pouvoir civil est présenté par Jean JOANA dans la *Revue française de Sociologie* : « La démocratie face à ses militaires : où en est l'analyse des relations civils-militaires ? » (Volume 48-1, 2007, p. 133-159), disponible sur Internet : www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RFS_481_0133.

[18] Cette intéressante théorie est présentée, données chiffrées à l'appui, par Hein GOEMANS et Nikolay MARINOV dans « Putsch for Democracy : The International Community and Elections after the Coup », disponible en ligne : www.nikolaymarinov.com/wp-content/files/GoemansMarinovCoup.pdf.

Constitution[19]. Selon ce décompte, le régime Bainimarama ne serait « que » le troisième coup d'État. Pour d'autres, il serait le quatrième et demi[20]. Pour l'administration Bainimarama, les Fidji ont vécu quatre coups d'État : mai 1987, septembre 1987, mai 2000, décembre 2006[21].

Les îles qui constituent le territoire de la République des îles Fidji ont été connues des Occidentaux sous différents noms (*Feejee*, *Fejee*, *Viti*, *Bligh Islands*, îles du Prince Guillaume)[22]. Par commodité, elles seront ici appelées « Fidji » quelle que soit la période considérée. Le nom est féminin pluriel, conformément aux dispositions de la Recommandation sur les noms d'États, d'habitants, de capitales (selon la liste établie par le ministère des Affaires étrangères et européennes) publiée au Journal officiel de la République française n°0223 du 24 septembre 2008[23]. Ce texte indique que, en français, on utilise l'expression « la République des Iles Fidji[24] », ou plus simplement « les Fidji » (féminin pluriel). Néanmoins, certains textes officiels en français, tels que des documents des Nations Unies, utilisent encore Fidji au féminin singulier. En anglais, *Fiji* est féminin singulier. Aux Fidji, dans le langage courant et dans les constitutions (1970, 1990, 1997), on utilise le mot *Fijian* pour désigner ce qui est relatif aux Fidjiens de souche. Pour évoquer ce qui concerne le pays ou la population dans toutes ses composantes, on emploie *Fiji* dans le sens « des Fidji ». Ainsi, on parle du « *Fiji Government* » tandis que l'administration des affaires indigènes a longtemps été celle des *Fijian Affairs*[25]. Le pays est officiellement la *Republic of the Fiji Islands*. Selon la Constitution de 1997[26], les citoyens dans leur ensemble sont les *Fiji Islanders*. Le choix du gentilé officiel est un sujet sensible : il symbolise l'appartenance, ou non, à la communauté légitime. C'est d'ailleurs d'un des éléments des réformes entreprises par le *Commodore* Bainimarama depuis sa prise du pouvoir : tous les citoyens fidjiens sont désormais des *Fijians*. Déjà, au moment

---

[19] Cette idée est notamment présentée par Jon FRAENKEL, tandis que d'autres auteurs, comme Robert (Robbie) ROBERTSON, continuent à compter l'action de septembre 1987 comme un deuxième coup d'État (voir *From Election to Coup in Fiji* publié en 2007, dont Jon FRAENKEL est l'un des directeurs et Robbie ROBERTSON l'un des contributeurs).

[20] En anglais cela se dit « *coup four and a half* » Un « blog » d'opposition au régime du « *Commodore* » a choisi cette formule comme intitulé : www.coupfourandahalf.com.

[21] *People's Charter for Change, Peace and Progress*, 2008, p. 81. Disponible sur un site internet dédié : www.fijipeoplescharter.com.fj/.

[22] Le terme « Fidji » est d'usage ancien en français, mais n'a pas toujours désigné l'ensemble actuel. Voir l'annexe 1 : Histoire des noms des Fidji et des Fidjiens.

[23] L'arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la terminologie des noms d'États et de capitales, du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'éducation nationale, donnait les mêmes termes pour les Fidji, à l'exception du nom complet de l'Etat, qui était « République des Fidji ».

[24] En 2011, il conviendrait de s'aligner sur la décision du gouvernement fidjien, selon laquelle le nom de l'Etat est « *Republic of Fiji* », et le nom et l'adjectif « *Fijian* » désignent désormais tous les habitants et tout ce qui est relatif au pays.

[25] Voir l'annexe 1.

[26] Abrogée en avril 2009, elle reste un texte de référence en attendant une nouvelle Constitution.

de l'indépendance, *Ratu* Mara[27] a suggéré que le terme *Fijian* s'applique à tous les citoyens, et que les Fidjiens de souche soient désignés par le terme vernaculaire *iTaukei*[28]. Les nationalistes s'y sont opposés. Pour eux, comme pour la majorité des Fidjiens de souche, les choses sont simples : il y a les *Fijians* et les autres, tous des *vulagi*[29].

Les universitaires et les journalistes continuent à réserver le mot *Fijian* aux Mélanésiens et adoptent celui d'*Indo-Fijian* pour les descendants des immigrés indiens, dont la plupart sont venus comme travailleurs sous contrat entre 1879 et 1916. Il n'est jamais question d'Euro-Fidjiens ni de Sino-Fidjiens : ceux-ci demeurent *European* ou *Chinese* quel que soit le nombre des générations qui se sont succédé depuis l'arrivée de leurs ascendants. Aux Fidji, la plupart des gens disent seulement *Indians* et *Fijians* (*Ratu* Mara, dans ses mémoires, fait de même). On rencontre désormais un joli néologisme : « *Fijindian* »[30]. Pour faciliter la lecture et s'adapter au contexte, le terme « fidjien » est utilisé ici à la fois dans le sens de « ethniquement fidjien » et dans celui de « des Fidji ». Lorsque l'appartenance communautaire des personnes est importante, les Fidjiens d'origine sont distingués des Indo-Fidjiens, et dits Fidjiens de souche, indigènes, autochtones[31] ou mélanésiens, comme ils sont en anglais *Indigenous Fijians* ou *Melanesian Fijians*[32]. Selon le sujet évoqué ou l'époque considérée, les Indo-Fidjiens peuvent être dits seulement Indiens, conformément à l'usage local.

---

[27] *Ratu Sir* Kamisese MARA, chef coutumier et homme d'État fidjien de premier plan. Leader charismatique, il est une figure majeure de l'histoire des Fidji et de l'Océanie. Voir ses mémoires, *A Pacific Way*, sa biographie par Deryck SCARR, *Tuimacilai, a life of Ratu Sir Kamisese Mara*, ou *Grands hommes et petites îles*, d'Elise HUFFER.

[28] Le terme *Taukei*, surtout avec le « T » majuscule, peut ne désigner que les personnes inscrites au registre officiel des clans tenus par la *Native Lands Commission* (*Vola ni Kawa Bula*). Voir par exemple GATTY, R., 2009, *Fijian-English Dictionary*, Suva, Ronald Gatty. Mais tous les Fidjiens autochtones ne figurent pas dans le registre *Vola ni Kawa Bula*. En 2010, il en manquerait des milliers, voire des dizaines de milliers (voir l'article du *Fiji Times* du 9 juin 2010 : « 6000 people missing from registry » selon lequel, pour la seule province de Cakaudrove, 6000 habitants sur 49000 n'ont pas été enregistrés.

[29] Le terme « *vulagi* » signifie invité. Lorsqu'il est utilisé par opposition à « *iTaukei* », il prend le sens d'étranger et s'applique à toutes les personnes qui ne sont pas autochtones. Voir l'annexe 1.

[30] Le terme figure dans le titre de l'ouvrage dirigé par Kavita I. NANDAN : *Stolen Worlds: Fijindian Fragments*, collection d'écrits d'Indo-Fidjiens publiée en 2005, à l'occasion du 125e anniversaire de l'arrivée aux Fidji des premiers travailleurs indiens sous contrat. Voir l'annexe 1.

[31] On ne rentre pas ici dans le débat sur la connotation éventuellement coloniale et péjorative des termes pour ne retenir qu'une acception générale de « personne dont les ancêtres sont à l'origine du peuplement du lieu où elle vit » (DULUCQ, S., KLEIN, J.-F., STORA, B., 2008, *Les mots de la colonisation*, Toulouse, Presses de l'Université du Mirail, p. 55).

[32] On ne rentre pas non plus dans le débat sur la « mélanésianité » des Fidji : le pays se considère lui-même, d'une façon générale, comme mélanésien, ainsi qu'en témoigne, par exemple, son appartenance au Groupe du Fer de lance mélanésien (*Melanesian Spearhead Group*). La question, très intéressante, est notamment traitée par Serge TCHERKÉZOFF (en particulier dans *Polynésie, Mélanésie : l'invention française des « races » et des régions de l'Océanie, XVIe-XXe siècles*, 2008, Papeete, Au vent des îles).

La transcription de la langue fidjienne a été établie au XIX[e] siècle par des missionnaires anglophones[33] : elle ne reflète pas clairement, pour le lecteur français, la prononciation de certaines lettres. Ainsi, le « b » se prononce comme « *mb* » en anglais, le « d » se prononce « *nd* », le « g » et le « q » à peu près « *ng*, » le « c » correspond à la diphtongue « *th* », comme dans *the*, *this* ou *that*. Ainsi, Rabuka s'entend « *Rambuka* », Qarase, « *Ngarase* » et Cakobau, « *Thakombau* » (le « e » étant toujours « é » et le « u » un « ou » français). Il n'est pas rare de trouver des transcriptions plus phonétiques des noms, en particulier ceux souvent employés par ou avec des étrangers, comme la ville de Nadi/Nandi, où est situé l'aéroport international.

Les documents officiels des Fidji sont en anglais, comme l'essentiel des sources. Les traductions sont nôtres (nous portons donc l'entière responsabilité des éventuelles erreurs d'interprétation). Certains termes ou passages parfaitement intelligibles ont été laissés en anglais lorsque leur traduction ne pouvait rien apporter ou qu'elle risquait d'en limiter ou déformer le sens. Quelquefois, la version originale et sa traduction sont proposées ensemble, dans un objectif d'exactitude.

Les acteurs majeurs de cette étude sont des militaires. Le lecteur peu familier avec l'ordre hiérarchique n'aura besoin que de retenir quelques éléments : les grades des officiers de l'armée de terre française sont, de façon simplifiée et dans un ordre croissant : lieutenant, capitaine, commandant, lieutenant-colonel, colonel, général de brigade, général de division. L'organisation de l'armée de terre fidjienne reprenant celle de l'armée britannique, les grades des officiers y sont, selon la même classification : *Lieutenant*, *Captain*, *Major*, *Lieutenant Colonel*, *Colonel*, *Brigadier*, *Major General*. Dans la marine, le grade de *Commodore* n'a pas d'équivalent en français et se situe entre celui de capitaine de vaisseau et celui de contre-amiral, c'est pourquoi il est laissé en anglais. Une section (de l'armée de terre) compte une trentaine d'hommes ; plusieurs sections constituent une compagnie (de l'ordre de 100 à 120 hommes). Un bataillon comporte plusieurs compagnies et un état-major. Un régiment est composé de plusieurs bataillons, selon le système britannique que les Fidji ont hérité de l'époque coloniale. Il est fréquent, dans le milieu militaire, d'utiliser le substantif « personnel » au pluriel. On pourra donc trouver dans ce texte l'expression « les personnels ».

Une histoire des rôles politiques des militaires fidjiens ne peut être retracée sans vocabulaire juridique et politique. Il est notamment nécessaire de définir certains termes.

En droit constitutionnel, la **démocratie** est, « étymologiquement, [le] gouvernement du peuple par le peuple, ce qui suppose en théorie l'identification des

[33] Les méthodistes wesleyens David Cargill et William Cross, établis à Lakeba, dans les îles Lau. Voir l'annexe 2 : Les langues des Fidji.

gouvernants et des gouvernés. Plus concrètement, [c'est un] un régime dans lequel tous les citoyens possèdent à l'égard du pouvoir un droit de participation (vote) et un droit de contestation (liberté d'opposition) »[34]. En tant que valeur universelle et mode d'administration des affaires publiques, la démocratie est invoquée fréquemment à propos de la situation aux Fidji. L'étymologie du mot lui attribue un sens relativement vague de « gouvernement par le peuple ». La Charte des Nations Unies n'emploie pas le terme ; la Déclaration universelle des droits de l'homme non plus. Cependant, les principes de la démocratie constituent les fondements de ces textes, et le lien entre la démocratie et les droits humains apparaît clairement dans la Déclaration. Son article 21-3 dispose que : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote ». Le fait que les principes démocratiques soient universels alors que le terme n'est pas expressément défini est extrêmement intéressant et indique la sensibilité du sujet : on s'accorde pour ériger le concept la démocratie en valeur fondamentale à condition de ne pas en préciser le contenu[35].

L'action de l'ONU fait largement référence aux principes démocratiques. Ainsi, l'organisation a décidé en 2007 que le 15 septembre de chaque année sera la « Journée internationale de la démocratie ». Un Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (*United Nations Democracy Fund*, ou *UNDEF*[36]) a été créé en juillet 2005 par le Secrétaire général de l'organisation. Le Fonds ne définit pas la démocratie, mais énumère les éléments qui la constituent : « La liberté, le respect des droits de l'homme et le principe de la tenue d'élections honnêtes et périodiques au suffrage universel sont des valeurs qui constituent des éléments essentiels de la démocratie ». Le Fonds affirme aussi que « la démocratie est une valeur universelle, qui émane de la volonté librement exprimée des peuples de définir leur propre système politique, économique, social et culturel et qui repose sur leur pleine participation à tous les aspects de leur existence ». Il s'agit là des termes du document final du Sommet mondial de l'ONU de 2005 (New York, 14 au 16 septembre). Le même document ajoute : « Nous réaffirmons également que, quand bien même les démocraties ont des caractéristiques communes, il n'existe pas de modèle unique de démocratie et que la démocratie n'est pas l'apanage d'un pays ou d'une région, et réaffirmons qu'il faut respecter pleinement la souveraineté et le droit à l'autodétermination. Nous soulignons que

---

[34] Cette définition est celle du *Lexique des termes juridiques Dalloz* de R. GUILLIEN et J. VINCENT, 2007, Paris, Dalloz, p. 225.

[35] Sur ce point voir notamment BOWDEN, B., CHARLESWORTH, 2009, "Defining Democracy in International Institutions", *in* BOWDEN, B., CHARLESWORTH, H., FARRALL, J., *The Role of International Law in Rebuilding Societies after Conflict: Great Expectations*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 90-110.

[36] www.un.org/democracyfund/ Le site Internet du Fonds n'existe qu'en anglais, mais ses activités sont régulièrement présentées en français.

la démocratie, le développement et le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement[37]. »

Comme la démocratie, l'**État de droit** est une notion communément admise, mais sans signification juridique précise qui « implique que la liberté de décision des organes de l'État est, à tous les niveaux, limitée par l'existence de normes juridiques supérieures, dont le respect est garanti par l'intervention d'un juge[38] ». L'État de droit est considéré comme la garantie de la démocratie et des droits de l'Homme. On emploie en anglais l'expression « *rule of law* » pour désigner cette idée de limitation du pouvoir par la prééminence de la loi.

Un **coup d'État** est une « action de force contre les pouvoirs publics exécutée par une partie des gouvernants ou par des agents subordonnés, notamment des militaires (dans ce cas on parle de putsch[39] ou de pronunciamiento), et qui vise à renverser le régime établi (exceptionnellement à le défendre)[40] ». L'ONU n'en donne pas de définition mais emploie facilement l'expression (qui reste française en anglais et dans beaucoup d'autres langues). Ainsi, le 5 décembre 2006, l'ONU annonce que le Secrétaire général Kofi Annan « a fermement déploré aujourd'hui la prise de pouvoir en République des Fidji par le commandement militaire qui constitue le quatrième coup d'État en 20 ans dans cette île du Pacifique ».

Une **dictature**, dans le monde contemporain, est un

> régime dans lequel les détenteurs du pouvoir, qui s'en sont emparés souvent par la force (coup d'État, révolution), l'exercent autoritairement, sans véritable participation du peuple et sans tolérer d'opposition. La dictature peut être soit une réaction de défense de l'ordre établi insuffisamment protégé par la démocratie […], soit un instrument de transformation de la société[41].

Le terme évoque violence et répression, il est souvent associé à des régimes de terreur africains, asiatiques et sud-américains. L'ONU emploie le mot (jamais pour caractériser la situation aux Fidji) et en indique le sens contrario : « la liberté politique a fait des progrès dans le monde lorsque, d'abord, les peuples d'Asie et d'Afrique se sont

---

[37] www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/1 consulté le 31 juillet 2010.

[38] Formule de Jacques CHEVALLIER dans *L'Etat de droit*, 1999, p. 149.

[39] Par commodité de langage, et conformément à un usage répandu, le terme de putschiste est utilisé dans cette recherche pour désigner les auteurs des coups d'État, y compris celui de mai 2000, bien qu'il ne s'agisse pas d'un coup d'État militaire.

[40] Raymond GUILLIEN et Jean VINCENT, 2007, p. 193

[41] *Ibid.*, p. 205.

libérés du colonialisme et que, ensuite, un nombre croissant de peuples ont secoué le joug de la dictature, affirmant leur droit de choisir leurs propres dirigeants[42] ».

L'adjectif **prétorien** fait référence aux gardes rapprochées des prêteurs dans la République romaine antique. Des unités ont été organisées sur ce modèle sous l'Empire, et les gardes prétoriens ont joué un rôle politique en intervenant dans les luttes de succession. Un État prétorien moderne peut se caractériser par le fait que l'institution militaire y « détient la capacité d'arbitrage et de veto », que « l'armée devient une sorte de balancier qui occupe une place centrale dans le système politique en intervenant de manière décisive dans les conflits sociopolitiques ». L'armée à laquelle ils appartiennent étant plus professionnalisée et mieux organisée que dans l'État prétorien antique, les militaires d'un État prétorien moderne gouvernent avec responsabilité et s'appuient sur l'organisation sociale, « les obstacles à l'affermissement du pouvoir civil dans ce type de système prétorien reproduisant, sinon renforçant par-là le pouvoir militaire sont nombreux. Ils relèvent à la fois des structures sociétales et des caractéristiques de l'institution militaire »[43].

L'historiographie des Fidji s'inscrit évidemment dans celle du Pacifique insulaire[44]. Les travaux en français sur les Fidji dans les domaines abordés dans cette recherche sont relativement peu nombreux[45]. En revanche, les travaux en anglais de

---

[42] Discours de Kofi Annan devant l'assemblée générale de l'ONU, le 21 mars 2005, pour présenter son rapport « Dans une liberté plus grande » par lequel il propose une réforme en profondeur de l'organisation. Le Secrétaire Général y ajoute : « Il y a vingt ans, il était pratiquement impensable que l'ONU puisse prendre parti entre la démocratie et la dictature, ou essaie d'intervenir dans les affaires intérieures de ses membres. Aujourd'hui, en revanche, pratiquement tous les États membres de l'ONU acceptent l'idée que la démocratisation est quelque chose de souhaitable, au moins en théorie, et l'ONU elle-même fait plus que toute autre organisation pour promouvoir et renforcer les institutions et les pratiques démocratiques dans le monde entier. » Le document est disponible "en ligne" sur le site de s Nations Unies : http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N05/270/79/PDF/N0527079.pdf?OpenElement consulté le 31 juillet 2010.

[43] Levent UNSALDI, *Le militaire et la politique en Turquie*, 2005, p. 295. Le parallèle entre le rôle politique des militaires fidjiens et celui des militaires turcs est particulièrement intéressant, du fait de la succession des coups d'État, le maintien de l'ingérence des militaires dans les affaires d'État même pendant les périodes de gouvernement civil, et la capacité des officiers putschistes à gouverner effectivement.

[44] L'ouvrage dirigé par Brij V. LAL et Doug MUNRO, *Texts and Contexts: Reflexions in Pacific Islands Historiography*, publié en 2006, présente l'évolution de la recherche historique et son état actuel en étudiant et en replaçant dans leur contexte les textes fondateurs. En ce qui concerne les Fidji spécifiquement, la thèse de Robert NICOLE, *Disturbing History: Aspects of Resistance in Early Colonial Fiji 1874–1914* (Canterbury, 2006, publiée en 2009) et celle de Sanjay RAMESH, *Hegemony, Anti-Hegemony and Counter Hegemony : Control, Resistance and Coups in Fiji* (Sydney, 2008), entre autres, dressent des bilans précis des différentes théories qui se sont succédé et affrontées.

[45] En France, de grands géographes ont étudié et étudient les Fidji : François Doumenge, Jean-Pierre Doumenge, Alain Huetz de Lemps, Christian Huetz de Lemps. Parmi les autres recherches en français, nous nous référons en particulier à celles d'Elise Huffer et Viviane Cretton. Nous suivons ceux de Simonne Pauwels (sur le devenir de la chefferie traditionnelle) et ceux d'Emilie Nolet (sur les relations entre systèmes politiques local et national). Au-delà de l'Océanie, la lecture de travaux sur le rôle extra-militaire des armées dans certains pays nous a apporté un éclairage utile, en particulier sur la Turquie (Levent Unsaldi) et l'Amérique latine (Lucie Bullick, Hubert Gourdon). Plus généralement, nous avons lu avec beaucoup d'intérêt *The Soldier and the State: the theory and politics of civil-military relations*, de Samuel HUNTINGTON (1959), *The Professional Soldier: A Social and Political Portrait*, de Morris JANOWITZ

chercheurs fidjiens, britanniques, australiens, néo-zélandais, étatsuniens, etc. sont innombrables.

La littérature relative aux guerriers et aux militaires fidjiens commence avec les écrits des premiers Occidentaux abordant l'archipel. Leur histoire a d'abord été écrite par des témoins qui ont apprécié les événements au travers de prismes occidentaux. Les guerres précoloniales, la « pacification » des groupes rebelles, la progression de la christianisation, ont été décrites par des explorateurs, des administrateurs britanniques, des missionnaires. Aucun, évidemment, n'a envisagé de manière positive la « résistance » qui a pu y être opposée. L'histoire, telle qu'elle a été écrite *a posteriori*, ne considère les faits qu'au regard de l'action des colonisateurs, et ne s'intéresse quasiment qu'à eux, puisque les insulaires ne jouent qu'un rôle passif dans les phénomènes, selon le point de vue de l'histoire coloniale. Dans ce cadre, les plus importants travaux s'intéressant à l'histoire des Fidji sont les grandes monographies sur l'histoire du Pacifique[46] et, spécifiquement, l'*History of Fiji* de R.A. Derrick (1950).

A cette histoire perçue exclusivement du côté occidental et polarisée sur les « grands hommes », a succédé, à partir de 1955, une histoire « décolonisée » incarnée par le mouvement « *island-centered* » ou « *island-oriented* » emmené par James W. Davidson, premier professeur d'histoire du Pacifique à l'*Australian National University* (Canberra). L'empirisme, les expériences personnelles, les travaux de terrain sur les perceptions locales des événements ont remplacé la recherche sur les archives et la théorie dominante de l'action civilisatrice des Empires. D'agents passifs, les insulaires sont devenus des participants actifs de leur propre histoire, acteurs déterminés et déterminants des changements sociaux. A partir de 1966, *The Journal of Pacific History*, dirigé par J. W. Davidson et H. E. Maude, est la vitrine de nombreux travaux de cette nouvelle histoire du Pacifique, avec sa méthodologie originale et son rapprochement avec l'ethnologie. Pour les Fidji, l'évolution du pouvoir politique est réétudiée (« Jim » Davidson), comme les traditions (Peter France), tandis que les « *beachcombers*[47] » sont pour la première fois

(1960), et T*he man on Horseback: the role of the military in politics*, de Samuel FINER (1962), ouvrages de référence sur les relations entre armée et Etat.

[46] Entre autres : The Pacific: its Past and Future and the Policy of the Great Powers from the Eighteenth Century (G. H. SCHOLEFIELD, 1919), The Story of the Pacific (H. W. VAN LOON, New York, 1940) Anatomy of Paradise (J. C. FURNAS, New York, 1948). Ces ouvrages, malgré leurs qualités, ne sont pas considérés comme de véritables recherches historiques. Le premier ouvrage universitaire de référence est The Pacific Islands (Douglas OLIVER, 1951) qui n'est pas non plus l'œuvre d'un historien, mais celle d'un anthropologue.

[47] Ce terme apparaît en littérature pour la première fois, semble-t-il, à propos du roman *Omoo* d'Herman MELVILLE (1847). Dans ses notes, l'auteur indique que le mot est en usage dans le Pacifique et désigne des marins nomades qui ne s'embarquent sur un navire qu'avec l'assurance qu'ils pourront le quitter lors du mouillage suivant (Kevin J. HAYES, *The Cambridge introduction to Herman Melville*, 2007, p. 34). Plus généralement, le mot, qui peut être traduit par « écumeur de plage », désigne des individus d'origine européenne qui se livrent à des activités de toutes sortes sur les rivages du Pacifique. Missionnaires égarés, déserteurs ou rescapés, ils adoptent le mode de vie fidjien, apprennent la langue, choisissent des épouses locales et apportent leurs compétences européennes aux leaders coutumiers. Ils sont acteurs et témoins des

appréhendés en tant que protagonistes de premier plan (Christopher Legge), de même que les santaliers (Dorothy Shineberg)[48]. Dans une vaste recherche fondatrice, K. L. Gillion retrace l'histoire des travailleurs sous contrats indiens[49] et suscite d'autres études également novatrices, empiriques et détaillées[50]. Bien que portant sur des sujets très différents traités de manières diverses, ces travaux indiquent tous que les groupes sociaux vivant aux Fidji ont réagi très activement à l'impact de la colonisation et du capitalisme et contré les tentatives occidentales pour contrôler l'archipel et ses populations[51] . Certains ont adopté une approche marxiste, mettant en avant une organisation par classes plutôt que par groupes sociaux[52]. Paradoxalement, cette histoire proche de l'anthropologie[53], focalisée sur les îles et les insulaires s'est peu intéressée au présent du terrain et de ses acteurs. Le paradigme a totalement changé à partir du (ou des) coup(s) d'État de Sitiveni Rabuka. Le centre de gravité est brutalement passé du XIX^{e} au XX^{e} siècle. Une autre revue de premier plan est née à ce moment-là à Honolulu, *The Contemporary Pacific*, dont le deuxième numéro est consacré aux événements fidjiens de 1987[54]. Bien que récente, l'historiographie des coups d'État aux Fidji est volumineuse.

Parallèlement, de nombreux chercheurs se sont intéressés à l'histoire récente, notamment en vue de comprendre le bouleversement du présent fidjien, et la littérature sur l'histoire des Fidji au sens large a augmenté dans des proportions considérables, rendant la connaissance de l'ensemble pratiquement impossible. Les textes précédents ont été oubliés ou jugés dépassés et il n'existe aucune historiographie globale du Pacifique insulaire. Pourtant, la réflexion a été et reste intense sur la méthodologie et la déontologie[55]. Les successeurs de Jim Davidson ont constitué des écoles de pensée concurrentes, et ils entretiennent des débats pour le moins vifs : Brij. V. Lal et Deryck Scarr, chercheurs et analystes prolifiques, s'affrontent régulièrement. Tous ces travaux sont les fondations sur

---

premiers contacts entre européens et insulaires. (Ian C. CAMPBELL et Jean-Paul LATOUCHE, *Les insulaires du Pacifique: histoire et situation politique*, 2001, p. 311.)

[48] Voirl'article de Jean-Paul FAIVRE, « The Journal of Pacific History, vol. 1, 1966 », dans le *Journal de la Société des Océanistes*, 1967, vol. 23, p. 157.

[49] *Fiji's Indian Migrants: A History to the End of Indenture in 1920*, Melbourne, 1962.

[50] Entre autres : *The Charter of the Land: Custom and Colonisation in Fiji* (Peter FRANCE, Melbourne, 1969), *Plantation to Politics: Studies on Fiji Indians* (Ahmed ALI, Suva, 1980), *The Fijian Colonial Experience: A Study of the Neotraditional Order under British Colonial Rule prior to World War II* (Timothy MCNAUGHT, Canberra, 1982), *Fiji: a Short History* (Deryck SCARR, Sydney 1984), *Matanitu: Struggle for Power in Early Fiji* (David ROUTLEDGE, Suva, 1985).

[51] Robert NICOLE, 2006, p. 8.

[52] *The violence of Indenture in Fiji* (Vijay NAIDU, Suva, 1980), *Beyond the Politics of Race: An Alternative History of Fiji to 1992* (William SUTHERLAND, Canberra, 1992).

[53] L'histoire du Pacifique ne peut être évoquée sans référence à l'anthropologue Marshall SAHLINS, figure majeure des études océanistes. Sa production fondatrice, qui s'étend déjà sur plus d'un demi-siècle, dépasse largement l'anthropologie pour rejoindre l'histoire et affecte significativement toutes les études humanistes sur le Pacifique, et particulièrement sur les Fidji.

[54] Doug MUNRO et Brij V. LAL, 2006, p. 3-4.

[55] *Pacific Islands History: Journeys and Transformations*, Brij V. LAL (dir.), 1992,

lesquelles une réflexion sur les rôles politiques des militaires fidjiens pouvait (et devait) se construire.

Conformément à l'étymologie du mot histoire, cette recherche est une enquête, une investigation sur la constitution d'un État prétorien[56], basée sur le contenu de nombreux documents et entretiens. Dans la mesure où la période considérée couvre environ deux siècles, l'approche a différé selon les époques. Le temps historique fidjien a été logiquement périodisé autour des ruptures constituées par la cession de l'archipel à la Grande-Bretagne, les Guerres mondiales, l'accession à l'indépendance, les coups d'État de 1987, de 2000 et de 2006. Pour les temps les plus anciens, par définition, les seules sources disponibles sont des archives occidentales, les comptes-rendus des premiers visiteurs occidentaux, dont la compréhension des cultures rencontrées est très marquée par leur formation, leurs croyances et les raisons qui les ont conduits aux Fidji. Certains de ces textes relatent l'histoire des communautés insulaires, telle qu'elle est présentée par la tradition orale, avec ses évolutions successives et telle qu'elle a été perçue par les transcripteurs.

Pour les époques les plus récentes, c'est-à-dire l'histoire du temps présent, outre les documents officiels, travaux universitaires et reportages de presse, des entretiens nous ont permis de recueillir des informations complémentaires ; pour l'ensemble de la recherche, des échanges nous ont donné l'occasion de confronter les points de vue, de faire apparaître des questionnements, de découvrir l'existence d'autres sources documentaires. Pour étudier le rôle politique des militaires dans toute l'histoire des Fidji, il s'est avéré nécessaire de travailler bien au-delà des sources primaires : les documents d'archive strictement militaires sont assez peu nombreux et il a fallu chercher des informations dans toutes sortes de documents. La démarche a consisté à lire, dans les documents officiels, les travaux universitaires, la littérature générale, la presse, ce qui concerne les militaires fidjiens et à demander des entrevues à des personnes connaissant le sujet ou ayant participé aux événements. Les sources primaires sont déséquilibrées car elles présentent majoritairement le point de vue des autorités coloniales ou de l'administration d'État. Les documents officiels sont marqués par le cadre dans lequel ils ont été établis : leur rapprochement avec la presse ou la littérature a pu permettre d'en relativiser le contenu. Pour les deux conflits mondiaux, par exemple, on manque d'informations émanant des soldats ou de ceux, indo-fidjiens en particulier, qui n'ont pas été engagés dans les forces.

[56] L'expression État prétorien (*Praetorian State*) est appliquée aux Fidji par quelques chercheurs depuis quelques années seulement. François DOUMENGE a consacré ses derniers écrits à ce sujet : « Fidji depuis 1987, un État prétorien en Océanie » (titre de l'article publié dans le numéro 23-24 de la revue d'étude politiques *Conflits actuels* (2009). Mais le caractère prétorien de l'armée fidjienne est admis depuis près de vingt ans par Stephanie LAWSON (*Regime change as regime maintenance: the military versus democracy in Fiji*, 1992) et repris par d'autres auteurs, ou contesté (par Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH en particulier – voir infra).

Les écrits en fidjien et en hindi[57] des Fidji n'ont été accessibles qu'au travers de leurs traductions en anglais.

Le débat sur la manière dont le passé peut et doit être représenté par les historiens ne sera pas évoqué ici, mais le souci d'éviter trop de subjectivité a (évidemment) été permanent. Il s'est concrétisé par l'accumulation des sources d'information et leur confrontation en vue d'entendre, et de comprendre, les voix divergentes qui se sont exprimées. Les images brouillées qui apparaissent à la lecture de différents écrits, une fois juxtaposées, peuvent donner une représentation cohérente. Les voix de certains acteurs du passé, à peine audibles, peuvent être amplifiées par les témoignages de leurs descendants ou successeurs. C'est particulièrement vrai dans le milieu militaire, où les traditions sont extrêmement fortes et valorisées.

Le but de cette recherche est en effet d'examiner si la situation actuelle des Fidji, avec des militaires au pouvoir alors que ce n'est le cas nulle part ailleurs dans le Pacifique, s'explique historiquement par les rôles et la place des guerriers puis des soldats dans la société. Une approche chronologique des éléments a été choisie afin de suivre leur évolution dans le temps. Souvent, il est nécessaire de faire référence à des événements antérieurs ou ultérieurs, mais dans l'ensemble, le développement de l'étude suit le cours du temps. A l'intérieur de l'examen de la continuité et de la cohérence des rôles politiques nous effectuons un suivi de l'évolution démographique, culturelle et économique de la société fidjienne, indispensable du fait que les trois aspects sont étroitement liés. Enfin, nous tentons une analyse du revirement de l'orientation politique de l'armée, passée, en moins de vingt ans, de la position de défenseur des intérêts mélanésiens à celle de promoteur d'une égalité de droits et de devoirs entre tous les citoyens. Quelle que soit l'idéologie sur laquelle elle fonde son action, elle conserve un rôle extra-militaire antinomique avec l'État de droit (dans lequel l'institution militaire est subordonnée au pouvoir politique). Notre « enquête » s'inscrit donc dans le cadre d'un questionnement général sur la compatibilité des principes sociopolitiques océaniens avec le fonctionnement de la démocratie pluraliste, et sur l'importance du contexte insulaire, facteur déformant des rapports entre l'État et la population[58].

La particularité du peuplement est un élément déterminant de l'évolution historique des Fidji : aux habitants d'origine océanienne se sont ajoutés, à partir de 1879, de très nombreux immigrants indiens. Ils ont été amenés, dans le contexte de la politique

---

[57] La majorité des Indiens ayant immigré aux Fidji étaient originaire du Nord de l'Inde et parlaient hindi et hindustani. La langue des Indo-Fidjiens du XXI[e] siècle, dite indifféremment « *Fiji Hindi* » ou « *Fiji Hindustani* » est basée sur plusieurs dialectes d'hindi, mais moins complexe que les dialectes d'origines. Voir Stephen WURM, Peter MÜHLHÄUSLER et Darrell TRYON, *Atlas of languages of intercultural communication in the Pacific, Asia and the Americas*, 1996, p. 447, et l'annexe 2.

[58] Formulation du Professeur Jean-Pierre Doumenge (communication personnelle).

impériale britannique, immédiatement après la cession de l'archipel, en 1874 pour mettre en valeur la jeune colonie. Le sucre était alors un produit en expansion ; il exigeait une main-d'œuvre abondante et adaptée au travail sur les plantations[59]. Les autochtones étaient en déclin démographique et le « *blackbirding*[60] » était combattu par Londres. L'Empire des Indes fournissait déjà, depuis quatre décennies et par centaines de milliers, des travailleurs aux autres colonies britanniques. C'est donc là que le recrutement a été effectué, dans le cadre de contrats aux termes desquels la majorité des ouvriers agricoles a choisi de rester dans l'archipel. Il y avait parmi eux beaucoup de femmes, voire des familles constituées. En 1920, alors que le recrutement est officiellement terminé, ces Indiens constituent plus du tiers de la population des Fidji[61]. A la première vague succèdent d'autres migrants indiens tout au long du XX^{e} siècle. Ils contribuent à étoffer un groupe ethnique qui, par volonté politique des autorités coloniales et par choix communautaire, maintient ses spécificités linguistiques, religieuses et sociales. Une génération plus tard, les « Indo-Fidjiens » sont plus nombreux que les autochtones[62]. Ceux-ci sont maintenus dans une organisation « traditionnelle » par une politique coloniale « fondée sur un paternalisme protecteur qui leur accord[e], suivant les termes mêmes de l'Acte de cession de 1874, d'être gouvernés par le colonisateur « avec justice et en accord avec leurs usages et coutumes[63] ». Leur lien particulier à la terre a été pris en compte. Les clans possèdent environ 80% de la superficie de l'archipel. Les Indo-Fidjiens, qui ne peuvent accéder à la propriété foncière, l'exploitent dans le cadre de baux. Ils réussissent néanmoins à gagner, petit à petit, une situation économique meilleure. Lors de l'accession à l'indépendance, la place politique des deux communautés est définie sur une base qui confine à l'apartheid. Mélanésiens et Indo-Fidjiens vivent séparément et le métissage est très marginal. Malgré un statut protecteur et la propriété de la terre, les Fidjiens se sentent menacés par la population d'origine étrangère, dont l'essor démographique et économique les marginalise. L'élection, en avril 1987, du docteur Timoci Bavadra, le leader autochtone progressiste du parti travailliste majoritairement indo-fidjien, est immédiatement suivie par le premier coup d'État militaire, conduit au nom des intérêts des Mélanésiens. Ce putsch bouleverse l'histoire des Fidji et de l'Océanie tout entière. En 1999, lorsque l'Indo-Fidjien Mahendra Chaudhry est élu Premier ministre, les partisans d'un pouvoir exclusivement mélanésien, attisés par des affairistes, ont vu là la confirmation de leur crainte[64] » et ils ont conduit, en

---

[59] Ce passage s'appuie sur l'article « Aux origines de la crise fidjienne » de Christian HUETZ DE LEMPS dans le numéro double de la revue *Conflits actuels* qui rend hommage au Professeur François Doumenge (2010, p. 6-30).

[60] Terme employé pour désigner le recrutement d'insulaires océaniens par des trafiquants occidentaux peu scrupuleux.

[61] Lors du recensement de 1921, ils représentent 38% des habitants : il y alors aux Fidji 84 000 Fidjiens, 60 000 Indiens et 12 000 « Autres ».

[62] Lors du recensement de 1946, ils représentent 46% des 260 000 habitants des Fidji.

[63] Christian HUETZ DE LEMPS, 2010, p. 16.

[64] Formule de Jean-Marc REGNAULT dans l'article « Conflits et Balkanisation » (*Le Monde Diplomatique*, juin 2005).

mai 2000, un nouveau coup d'État. Enfin, en décembre 2006, le *Commodore* Bainimarama, commandant de l'armée, a pris le pouvoir, cette fois au nom d'un projet démocratique et progressiste fondé sur l'intégration des différentes communautés. Le rôle politique des militaires, leur place dans la société, sont particuliers aux Fidji, comme peuvent en témoigner des officiers français qui peuvent les comparer à d'autres :

> Héritier d'une puissante tradition guerrière, le militaire fidjien est généralement bien formé et il est mû par une volonté permanente d'acquérir davantage de connaissances dans le strict respect des règles de discipline générale. Du point de vue potentiel humain, il importe de souligner que la hiérarchie accorde une place de choix à la formation des hommes et à l'exemplarité du comportement. Contrairement à certaines armées africaines par exemple, le militaire fidjien n'est pas au-dessus de la société, il est plutôt à l'intérieur ; c'est un citoyen comme tous les autres qui, en dépit de la spécificité de sa fonction subit aussi tous les problèmes liés à l'environnement socio-économique du pays. La place du militaire dans la société fidjienne est étroitement liée à sa mission de défense de l'intégrité territoriale et de sécurisation des personnes et de leurs biens. Les effets de l'exécution de cette mission sont tellement bien ressentis par l'opinion que l'armée jouit d'une image positive auprès de la population avec laquelle elle vit en symbiose[65].

Pour les Fidjiens, le passé (*nanoa*) est devant nous : il constitue ce que l'on peut (et doit) voir, tandis que le futur est invisible, derrière. Un Fidjien qui fait un geste pour évoquer le passé montre devant lui. Aux Fidji, comme ailleurs en Polynésie, on considère que le passé est devant nous. En Mélanésie il n'y a pas de distinction linguistique entre le passé et le présent: c'est le réel; alors que le futur est l'irréel ou le potentiel[66]. Plus largement, « le passé n'est pas le présent, mais il est présent[67] » ; « il y a ce qui est arrivé avant moi, ce qui m'a précédé : le passé et il y a ce qui se produira après moi, ce qui me succèdera, le futur[68] ». D'une certaine manière, il nous semble que cette conception rejoint celle d'Alain, résumée dans la formule « L'histoire est un grand présent, et pas seulement un passé[69] ». Nous entreprenons ici de regarder, devant nous, le passé plus ou moins lointain des militaires fidjiens et tentons, à sa lumière, de décrypter le présent. Notre première partie est consacrée à l'histoire des militaires fidjiens jusqu'en 1987 : les guerriers des temps précoloniaux, les soldats de la Colonie, l'armée des Fidji indépendantes. La deuxième partie s'intéresse aux « années Rabuka » (1987-1999), dans

---

[65] Communication personnelle du lieutenant-colonel Gaëtan LE HENAFF, attaché de défense français en République des îles Fidji de 2005 à 2008, s'exprimant après le coup d'État du *Commodore* Bainimarama.

[66] Communication personnelle du Professeur Darrell TRYON. Ce concept est contesté, aux Fidji, comme ailleurs en Océanie, notamment à Tahiti.

[67] Bernard RIGO, Altérité polynésienne, ou les métamorphoses de l'espace-temps, 2004, p. 94.

[68] *Ibid*. p. 97.

[69] *Les aventures du cœur*, 1945, p. 166.

lesquelles nous voyons l'apogée du « ratuisme » : le contexte du premier coup d'État militaire de l'Océanie moderne, les putschs de Sitiveni Rabuka, le Général-Premier ministre. La dernière partie présente les Fidji du *Commodore* Bainimarama (depuis 2000) caractérisées par une « culture du coup d'État » : le coup de mai 2000, les gouvernements Qarase et le putsch de décembre 2006, le *Commodore* chef de gouvernement. Notre conclusion envisage l'évolution de cet État prétorien et les possibilités d'une transition démocratique.

PREMIERE PARTIE. HISTOIRE DES MILITAIRES FIDJIENS JUSQU'EN 1987 : DES GUERRIERS ET SOLDATS AU SERVICE DE L'ESTABLISHMENT.

INTRODUCTION

Les recherches des archéologues et des linguistes indiquent que les premiers hommes arrivent dans l'archipel fidjien il y a environ 3000 ans. Ce sont des Austronésiens de la culture lapita venus de l'Ouest. Ils s'installent, puis certains continuent à conquérir de nouvelles terres, vers l'Est. Leurs traces ont été retrouvées sur de nombreuses îles, les sites les plus anciens étant situés sur la côte occidentale de Viti Levu[70].

Pendant plus de 2500 ans, l'organisation sociale de ces groupes évolue par sa propre dynamique et par les échanges avec d'autres communautés austronésiennes, proches et distantes, et particulièrement les habitants de l'archipel tongien[71], au point que, lorsque les premiers Occidentaux arrivent, les Fidjiens ont déjà développé un langage simplifié destiné aux échanges avec les étrangers[72].

[70] Voir l'annexe 3 : L'archéologie aux Fidji. Sur le peuplement de l'Océanie et la culture lapita, lire en particulier les travaux en français de Christophe SAND et Jean-Christophe GALIPAUD.

[71] Ces relations anciennes entre Fidjiens et Tongiens sont notamment étudiées par 'Okusitino MAHINA dans « Myth and History » *in Voyages and Beaches: Pacific Encounters 1769-1840*, Alex CALDER, Jonathan LAMB et Bridget ORR (dir. 1999).

[72] Dans *Pacific Pidjins and Creoles*, D. TRYON et J.-M. CHARPENTIER, citant notamment P. GERAGHTY, indiquent qu'il y a environ 300 « *communalects* » aux Fidji, que l'on peut rassembler en dialectes appartenant à l'une ou l'autre des deux langues fidjiennes correspondant à l'Est et à l'Ouest de l'archipel (2004, p. 113).

CHAPITRE PREMIER. LES GUERRIERS DES TEMPS PRECOLONIAUX

Meda dau doka ka vinakata na vanua[73]

SECTION 1 : LES COMBATTANTS DES CHEFS

Malgré des distinctions régionales dans l'organisation des communautés, la société fidjienne précoloniale fait partout une place majeure aux guerriers : c'est la puissance militaire qui permet aux leaders d'établir et de maintenir leur domination sur un territoire. L'organisation de la société reflète ce rôle des combattants, dont les services sont reconnus et récompensés. Les armes sont diverses, précieuses et sophistiquées. Les stratégies militaires et politiques font une large place aux renversements d'alliances et aux conspirations ; les coups d'État sont une réalité de l'évolution de la puissance des différentes chefferies74. Les premiers contacts avec les Occidentaux, navigateurs,

[73] Ce qui peut se traduire par : « Montrons notre fierté et honorons notre peuple ». C'est le premier vers de l'hymne national des Fidji modernes, qui reflète une attitude caractéristique des Fidjiens de toutes les époques. On peut noter que la version en anglais de l'hymne n'est pas une traduction de la version en fidjien : les deux textes sont complètement différents (voir l'annexe 4 : Les signes identitaires des Fidji). Le premier vers de la version en anglais est : « *Blessing grant oh God of nations on the isles of Fiji* » (« O Dieu des Nations, bénis les îles Fidji »). Sur les circonstances du choix des paroles dans les deux langues et de la mélodie, voir les Mémoires de *Ratu* MARA (*The Pacific Way: A Memoir*, p. 108).

[74] Les termes de rois et royaumes (*kings, kingdoms*) sont utilisés par les Occidentaux qui côtoient les Fidjiens au XIX^{e} siècle comme par les chercheurs des XX^{e} et XXI^{e} siècles (M. A. HOCART, M. SAHLINS, etc.). Ils côtoient souvent ceux de chefs et chefferies. Tous ces mots étant des adaptations occidentales de concepts et réalités fidjiens, ils ne sont que des approximations. Nous préférons chefs et chefferies, et réservons roi et royaume à Cakobau et Bau puisqu'ils sont ainsi désignés généralement dans la littérature.

beachcombers, trafiquants et missionnaires, influent sur le cours des guerres et leur nature même, ainsi que sur le pouvoir, jusqu'à la cession de l'archipel à la Couronne britannique. Le Roi Cakobau constitue une véritable armée qui fournit l'embryon des forces militaires de la Colonie.

1. L'organisation sociale et politique[75]

Aux yeux des premiers visiteurs occidentaux, l'organisation de la société fidjienne présente une certaine homogénéité malgré des différences locales, notamment entre les zones côtières et l'intérieur des grandes îles, et entre l'Est et l'Ouest de l'archipel. La société est hiérarchisée et des élites gouvernent avec autorité. Les chefs disposent d'un pouvoir rituel divin ou quasi divin, en particulier à l'Est[76] et d'un pouvoir personnel. A l'Ouest, les opportunités d'accéder au pouvoir sont plus ouvertes et dépendent davantage des qualités individuelles qu'à l'Est, où le rang est déterminé par l'appartenance à une lignée et où le chef régnant incarne l'ancêtre fondateur (*vu kalou*[77]). Nulle part la naissance ne suffit pour détenir le pouvoir : même à l'Est, les dirigeants doivent non seulement appartenir à une famille de chefs, mais encore avoir été sélectionnés pour leur valeur par les anciens parmi d'autres prétendants ou s'être imposés par la force. Aux Fidji, où « les choses vont généralement par paires »[78], les observateurs occidentaux ont souvent mentionné la cohabitation de deux personnages dénommés communément « chefs » à la tête des regroupements lignagers et plus encore des confédérations pluri-claniques: l'un d'eux appelé « chef de guerre[79] » assure tout à la fois la protection armée du territoire de la chefferie et des expéditions militaires périodiques menées en périphérie ; l'autre est

---

[75] Cette sous-section s'appuie notamment sur les ouvrages de R. A DERRICK, A. M HOCART, R. NAYACAKALOU, G. K. ROTH, M. SAHLINS et surtout K. R. HOWE (en l'occurrence le chapitre consacré aux Fidji de *Where the waves fall*, 1984). Les journaux des commandants de navires d'exploration ou de commerce, les textes des missionnaires sont des sources intéressantes, d'autant plus qu'elles émanent d'acteurs très nombreux, aux intérêts souvent divergents. Le récit de la mission d'exploration étatsunienne qui passe une centaine de jours aux Fidji, en 1840, par son commandant, Charles WILKES (*Narrative of the United States Exploring Expedition*, 1845), présente ainsi en détails la société fidjienne telle que l'ont perçue les navigateurs.

[76] « *Divine chieftainship is the religion of Eastern Fiji* » écrit M. A. HOCART dans The Life-Giving Myth (2004, p. 237).

[77] Sauf mention contraire, les termes fidjiens employés sont ceux généralement admis et utilisés en 2010 et, donc, souvent ceux de la langue de Bau.

[78] La formule de M. A. HOCART, « *In Fiji all things go in pairs, or the sharks will bite* » (1952, p. 57) reprenant une expression en usage dans les îles Lau, symbolise ce dualisme.

[79] Surtout à l'Est : « The title of the second chief makes it clear that he is specially concerned with war ». (M. A HOCART, Kings and Councillors, 1936, p. 159-160).

nommé « poteau central de la chefferie » puisqu'il est garant des alliances (internes et externes).

Souvent, en Mélanésie insulaire, l'exercice du pouvoir et l'ordre social dans son ensemble prennent une forme duale : ainsi, à l'échelle de tout groupe, pour qu'une charge de « chef » soit opératoire, il faut qu'existe un corps de « serviteurs » ; de même, à l'échelle des regroupements politiques dénommés « chefferies », cohabitent un mandataire chargé de la « négociation », un autre chargé de la « défense » car la vie politique y est instable, faite à la fois de temps de paix et de moments de guerre[80].

A chaque niveau de cohésion sociale, le chef (*turaga*) connaît ses responsabilités envers les membres de sa communauté ; elles se réfèrent à des pratiques coutumières ayant fait leurs preuves et pour cela reconnues comme règles « sacrées ». Le chef et ses sujets sont ainsi interdépendants[81], unis par des liens mutuels d'assistance et d'obligations. Des familles ou groupes de familles apparentées (*itokatoka*) constituent des communautés (souvent qualifiées de claniques) « propriétaires[82] de terres » (*mataqali*) vivent dans un village (souvent fortifié[83]). Un ensemble de *mataqali* constitue un *yavusa* (souvent assimilé au concept de « tribu »).

L'organisation du pouvoir est diverse et mouvante selon les régions, mais les « chefferies » encadrant la société autochtone sont partout des institutions bien définies, construites autour de clans aristocratiques assumant des taches politiques et religieuses autour desquels gravitent des clans de moindre extraction nobiliaire exerçant toutefois des fonctions économiques et sociales spécialisées nécessaires à la permanence des organisations territoriales coutumières, infra-régionales ou régionales, tandis que la masse des familles constituant l'ordre roturier sont quasiment réduites au statut de serfs sur lesquels le chef a droit de vie ou de mort.

Avant l'arrivée des Occidentaux, l'archipel fidjien comporte plusieurs grandes chefferies » (*matanitu*[84]) d'envergure régionale ; aucune ne se trouve en position

---

[80] Ce passage s'appuie beaucoup sur des indications données par le Professeur Jean-Pierre-Doumenge.

[81] L'interdépendance rend contestable la pertinence du terme « sujets », qui est néanmoins employé par référence à une acception assez répandue, jusque dans le quotidien des Océaniens francophones du XXI[e] siècle qui vivent dans un cadre coutumier.

[82] Le terme est entre guillemets pour rappeler la relation particulière des Océaniens à la terre, qui ne correspond pas à la notion occidentale de propriété. Sur ce sujet, voir notamment les travaux de Bernard RIGO et Serge TCHÉRKEZOFF.

[83] Voir l'annexe 3.

[84] Le nombre de ces *matanitu* est estimé à huit ou neuf par R. Nayacakalou. En 1874, treize chefs signent l'acte de cession de l'archipel à la Grande-Bretagne, mais l'administration britannique, s'appuyant sur les structures traditionnelles, divise les Fidji en douze provinces (*yasana*) dirigées par un *roko*. En 1939, l'administration indigène en compte dix-neuf. Le nombre actuel de quatorze a été fixé dans les années 1960.

durablement dominante par rapport aux autres. L'organisation politique est fluctuante. Vers le milieu du XIX[e] siècle, au moment du développement de la présence européenne, une tendance à la centralisation voit tout de même l'émergence de quelques chefs qui, en compétition avec d'autres, rassemblent des populations plus importantes sous leur autorité[85].

Les groupes battus au combat passent sous la domination du vainqueur à qui ils remettent des femmes de haut lignage (dont les enfants uniront les communautés) et des paniers remplis de terre arable prélevée sur leurs terroirs symbolisant ainsi les droits fonciers transmis. Mais le pouvoir d'un chef n'est jamais définitivement acquis : il doit sans cesse légitimer ses actes pour maintenir son autorité.

Du fait de son statut (presque) divin ; le chef possède une puissance mystique, le *mana*[86]. L'une des formes de salutation des roturiers envers lui signifie « mangez-moi ![87] ». Dans la partie Sud-Est de l'archipel, le *Vunivalu*, chef de guerre, est chargé notamment de procurer les corps humains nécessaires aux rituels. Les temples (*bure kalou*, c'est-à-dire les maisons des dieux) consacrés aux dieux de guerre sont de véritables armureries. Les massues, lances, arcs et flèches y sont alignés ; ils sont noircis par la fumée des feux rituels, qui confère une puissance sacrée à ceux qui seront employés. Certaines de ces armes ne sortiront plus du temple, ayant été offertes aux dieux (*vu*) ou ayant appartenu à de glorieux combattants morts. Celles qui sont employées dans les combats sont supposées infliger des blessures toujours mortelles[88].

Traditionnellement, il se dit que les dieux et les chefs fidjiens ont en commun deux choses : en plus de faire la guerre pour asseoir leur puissance, ils font la fête, car sans générosité régulièrement entretenue, un chef (comme un dieu) perd rapidement de son prestige, voire toute légitimité[89]. Voilà pourquoi aux îles Fidji, l'exercice du pouvoir s'appuie obligatoirement sur la pratique de la polygamie pour assurer des alliances matrimoniales étendues, des guerriers valeureux garant de la protection du territoire, des terroirs agricoles et des plans d'eau poissonneux pour assurer le bon ravitaillement de la population et la tenue périodique de festins, l'opulence[90] étant pour l'occasion perçue

---

[85] Cette situation est comparable à ce qui se passe à Tahiti et qui est étudié par Jean-François BARÉ dans *Tahiti, les temps et les pouvoirs* (1987).

[86] Voir Bernard RIGO, en particulier *Lieux-dits d'un malentendu culturel : analyse anthropologique et philosophique du discours occidental sur l'altérité polynésienne* (1997).

[87] Rapporté par le révérend Joseph WATERHOUSE dans *The King and the people of Fiji* (1866, p. 338) et évoqué par M. SAHLINS (1985, p. 75).

[88] Charles WILKES, 1852.

[89] Bernard RIGO, 2004, p. 163.

[90] Sur ces points, voir Paul DE DECKKER et Laurence KUNTZ, *La bataille de la coutume et ses enjeux pour le Pacifique Sud* (1998).

comme la marque absolue de la réussite sociale des individus comme des groupes invitants.

Telle que les Européens la perçoivent, la société fidjienne préchrétienne est donc un mélange de charme, de vitalité, de drame et de cruauté. Les manières sont policées, mais on étrangle les veuves, on enterre des vivants, on fait des festins des ennemis morts au combat[91] au point que les Fidji ont été un temps nommées « *Cannibal Islands* »[92]. La guerre est sophistiquée et particulièrement meurtrière, mais en temps de paix, les Fidjiens sont « doux et généreux envers leurs amis et plus affectueux envers leurs proches que beaucoup d'Occidentaux[93] ».

La société est très ritualisée : les affaires publiques sont menées avec solennité. Les échanges de biens précieux (*iyau*) marquant les grands événements se font au cours de cérémonies formelles (*solevu*). Depuis la fin du XVII^e^ siècle, au moins, la dent de cachalot (*tabua*) est l'objet symbolique majeur dont la présentation accompagne toutes les grandes occasions : événement familial, lancement d'une pirogue de guerre, construction d'un temple ou d'une maison de chef[94]. Au-delà de sa valeur propre d'objet rare (les cachalots fréquentent peu les eaux fidjiennes et les Fidjiens ne les chassaient pas[95]) le *tabua* subit un traitement élaboré et il est investi d'un pouvoir symbolique : la dent est teintée, polie, huilée, fumée et fixée à des cordons qui permettent de la suspendre.

Une boisson joue également un rôle important dans les rituels : le *yaqona*, appelé *kava* ailleurs en Mélanésie et en Polynésie : c'est une décoction de la racine de *Piper methysticum*, préparée cérémonieusement et consommée uniquement par les « chefs » et les « anciens », hommes d'un certain âge respectés pour leurs connaissances et leur grande expérience de la vie.

---

[91] Même si certains chercheurs la contestent encore, l'anthropophagie est admise par la plupart d'entre eux et par les Fidjiens eux-mêmes. Voir l'annexe 5 : L'anthropophagie aux Fidji.

[92] D'autres groupes d'îles, notamment l'actuel Vanuatu, voire l'Océanie dans son ensemble, ont été ainsi caractérisés, mais les Fidji l'ont apparemment été davantage. En 1937, encore, est publié à Londres un ouvrage intitulé *King of the Cannibal Isles: A Tale of Early Life and Adventure in the Fiji Islands* (Adolph B. BREWSTER). Voir l'annexe 5.

[93] Cité par Fergus CLUNIE dans *Fijian Weapons and Warfare*, 2003 p. v.

[94] Le *tabua* et le *yaqona* conservent dans les Fidji du XXI^e^ siècle un rôle fondamental. Voir Viviane CRETTON : *Négocier le conflit à Fidji* (2007) et l'annexe 4a : *Tabua*, et l'annexe 4b : *Yaqona*.

[95] Ces cétacés s'échouent parfois : en décembre 1949, les gens de Matanuku, petite île du sud des îles Kadavu, ont ainsi récupéré quarante-quatre dents : une fortune (R. A. DERRICK, *History of Fiji*, 1950, p. 9).

2. L'usage du « coup d'État »

Le pouvoir sur les hommes est chroniquement instable : à la tête des chefferies la compétition existe en permanence tant les ambitions sont multiples : à la mort d'un chef, ses frères, voire ses fils espèrent lui succéder. Pour arriver à leurs fins, ils usent de divers stratagèmes de persuasion ou d'intimidation, voire manient le casse-tête. Le chef régnant atteint par la vieillesse ou la maladie risque d'être destitué, frappé à mort ou enterré vivant ; ses femmes le suivant alors dans la mort[96]. La polygamie entraîne la multiplication des successeurs possibles ; les demi-frères peuvent être rivaux jusqu'à l'assassinat.

Dans la guerre, toutes les stratégies et toutes les tactiques sont admises. Le changement d'alliance et la trahison sont des moyens répandus de remporter des victoires, la fin recherchée justifiant les moyens employés. Le changement de chef s'opère aussi en usant de ces méthodes ; les « coups d'État[97] » sont donc fréquents. Une expression, « *vere vaka Bau* », ou « conspiration à la Bau[98] » caractérise la politique du grand chef de Bau, qui recourt aux tromperies et aux trahisons[99]. La destitution de *Ratu*[100] Tanoa en 1832, puis sa sanglante restauration en 1837, par son fils Seru Cakobau, sont qualifiées de « coup »[101] : de « coup d'État[102] » et de « contre-coup[103] ».

---

[96] Deryck SCARR, 1984, p. 4-5.

[97] Les guillemets indiquent ici que nous avons conscience du caractère abusif de l'expression lorsqu'elle est employée pour décrire un changement de pouvoir par la force dans une société sans Etat. Notre justification réside dans le fait que d'éminents auteurs font de même depuis longtemps.

[98] Marshall SAHLINS, *Culture in Practice*, 2000.

[99] *Ibid*. p. 383. Marshall SAHLINS indique que l'expression *vere vakaBau* est « proverbiale ». Effectivement, il n'est pas rare de l'entendre et de la lire au XXI[e] siècle, en particulier en relation avec le gouvernement militaire de Frank Bainimarama, sur les « blogs » d'opposants et dans la presse. A titre d'exemples : « *Deep in the dark recesses of the deviant dictator's mind sits his box of tricks of the Machiavellian school known to all Fijian as the Vere vaka Bau (conspiracy a la Bau)* » (www.matavuvale.com/forum/topics/back-to-democracy-for-fiji? consulté le 28 septembre 2010) ou « *Ratu Epeli Nailatikau has shown his support for the interim government, the very regime which mocked and insulted the Great Council of Chiefs and lacked the chiefly approach of negotiation and dialogue. His presence in the interim regime brings to Fijian minds the saying of vere-vaka-Bau.* » Dans « *Voice of the People* » (le courrier des lecteurs) du *Fiji Times* du 13 avril 2009.

[100] *Ratu* est un titre, placé devant le nom de certains chefs et utilisé pour s'adresser à lui. Aujourd'hui répandu dans presque tout l'archipel et employé pour des chefs de niveaux différents, ce titre était à l'origine réservé au leader du *matanitu Verata*. Le chef Tanoa ne portait pas ce titre, qui a été associé à son nom ultérieurement, jusqu'à ce que cela devienne systématique. Il en est de même pour son fils Seru Cakobau.

[101] Voir James SIERS (*Fiji in Colour*, 1979, p. 11, 13). Le parallèle entre l'action de Seru en 1832 et celle du lieutenant-colonel Rabuka en 1987 est fait par les Fidjiens (P. BELWOOD, J. FOX et D. TRYON, *The Austronesians : historical and comparative perspectives*, 1995, p. 301).

[102] Voir J. WATERHOUSE (1866, p. 61, 64), B. THOMSON, B. CORNEY et J. STEWART, *The Fijians: a study of the decay of custom* (1908, p. 34) et M. SAHLINS (2004, passim).

[103] « *Counter coup* » (voir Jim DAVIDSON et Deryck SCARR, *Pacific Islands Portraits*, 1970, p. 98).

3. Le rôle des guerriers

Tous les hommes d'un groupe sont supposés combattre pour protéger la communauté : il n'y a pas, dans ce domaine, de spécialisation par classe sociale[104]. La guerre est une occupation naturelle des hommes, qui sont d'abord entraînés par la participation à des attaques de faible envergure, des embuscades, des assauts contre de petites unités. Mais il existe aussi des groupes de combattants spécialisés pour affronter l'ennemi : les communautés dont la participation aux combats est requise de façon formelle et généreusement récompensée sont des *bati*[105]. Le *matanitu* regroupe sous un même gouvernement les « gens de la terre » (*vanua*) et des étrangers. Les combattants étrangers sont plus ou moins intégrés : les premiers sont au plus près du pouvoir et dits *kai wai dina*, les derniers sont situés au-delà des frontières de la chefferie et appelés *bati balavu*[106]. Parmi les soldats, on distingue certains individus, les *bati kadi*[107] (guerriers solitaires) qui peuvent mener de véritables actions de commando jusqu'au cœur des lignes ennemies[108].

Les guerriers occupent une place majeure dans cette société de la compétition à outrance. Beaucoup de temps est consacré à la préparation à l'affrontement ; de nombreux rituels sont accomplis avant, pendant et après la bataille[109]. L'entraînement militaire constitue une part importante de l'initiation virile des adolescents. Les futurs combattants sont instruits très jeunes dans la pratique du lancer de javelot et de la lutte au corps à corps. Ils peuvent s'entraîner au tir sur les enfants capturés parmi les vaincus[110] et ligotés à des arbres ou s'exercer à les tuer au casse-tête. L'importance de leur rôle social est telle que, à l'image des nobles, ils sont suivis dans la mort par leurs femmes. Le nombre des victimes

---

[104] M. A. HOCART, *Social Origins*, 1954, p. 141.

[105] Le terme s'applique à la fois à un *mataqali* de guerriers et à un *yavusa* dont les relations avec un autre *yavusa* plus puissant ou un *matanitu* en font une unité sollicitée lors d'une guerre. *Bati* signifie aussi « dent ».

[106] Marshall SAHLINS, 1985, p. 99.

[107] *Bati kadi* peut se traduire la « dent de la fourmi noire ».

[108] C'est ce que rapportent, entre autres, le révérend Thomas WILLIAMS (*Fiji and the Fijians*, 1858, p. 102) et Marshall SAHLINS (2004, p. 282).

[109] Les actions d'autrefois sont par exemple racontées par J. SHARPHAM dans sa biographie du Général Rabuka (*Rabuka of Fiji*, 2000, p. 259) qui fait le rapprochement entre les guerres du XIX^{e} siècle et le coup d'État de 1987 (p. 106 et 141). Cela indique l'importance de ces gestes et de la tradition qu'ils représentent.

[110] Expliqué par K. HOWE dans *Where the waves fall* (1984). Sur ce sujet, voir aussi l'*Anthologie des Lettres des missionnaires maristes en Océanie, 1836-1854* : « Ces peuples sont presque toujours en guerre. Après le combat, on ramasse tous les corps laissés sur le champ de bataille. On va les offrir au démon dans une maison ou espèce de temple qui lui est consacré. Puis on les rôtit tout entier (sic) et on les mange » (Charles GIRARD, dir. 2008, p. 381).

sur le champ de bataille est ainsi doublé par celui de leurs épouses tuées au village à l'issue du combat[111].

Chaque village possède un temple où les prêtres consultent et apaisent les nombreux dieux du panthéon fidjien. En échange de la sécurité des voyages, de l'abondance des récoltes et de la victoire au combat, les dieux réclament des sacrifices humains ; les guerres donnent l'occasion d'obtenir les victimes. Guerres et religion étaient ainsi étroitement mêlées. Sans guerre, on risque de manquer d'offrandes, d'affamer les dieux et les prêtres, ce qui peut entrainer des désastres[112].

Les fréquentes guerres opposent les aspirants aux titres de noblesse, au contrôle de territoires toujours plus étendus, à un prestige toujours plus grand. La guerre n'est pas un affrontement des forces du bien contre celles du mal[113]. Chacun se devant de soutenir la politique du chef, des milliers d'hommes armés partent à l'assaut de l'ennemi. Mais la confrontation est généralement de courte durée et le nombre des victimes est généralement limité, la victoire symbolique suffisant à satisfaire la faction dominante[114].

Les Fidjiens admirent les démonstrations de force physique. La guerre offre à l'homme la meilleure des opportunités de prouver sa vigueur, de démontrer sa pugnacité, son courage et son adresse. Les conflits ne visent généralement pas à exterminer l'ennemi, qui a pu être un allié auparavant et pourrait le redevenir, mais à rétablir ou à instaurer un pouvoir politique. Néanmoins, les lances, haches d'armes, casse-tête, arcs et frondes sont meurtriers dans les combats rapprochés. Les grandes guerres opposant des coalitions (*i valu rabaraba*) engagent des « armées » alliées (*mata i valu*[115]) composées de milliers de « soldats[116] » et peuvent durer des mois. Parfois, les ambitions des grands chefs et leurs rivalités peuvent impliquer qu'ils se mènent une guerre totale, ne cessant qu'à la mort des

---

[111] Kim GRAVELLE, *Fiji's Heritage: A History of Fiji*, 2000, p. 23.

[112] Dans *Fijians at War*, Asesela RAVUVU précise : « *As war gods demanded human sacrifices it was feared that without wars there would be no offerings, the gods and the priests would go hungry, and disaster would befall the land* » (1988, p. 2).

[113] Idée développée par A. M. HOCART (1954).

[114] S. FIRTH, D. TARTE, (dir.), *Twentieth Century Fiji: People Who Shaped this Nation* (2001, p. 14) : « *Thousands of warriors would sally forth against enemies, carrying spears, clubs, bows and arrows, and with faces painted black or red to lend an air of ferocity. Yet warfare itself was usually restrained. While massacres occurred, they were rare and warriors more often satisfied themselves with a few token dead and injured before bringing the affray to an early conclusion.* »

[115] Aujourd'hui, l'armée fidjienne est la « *Mataivalu ni Viti* » et la revue des *Republic of Fiji Military Forces* est intitulée « Mataivalu News ».

[116] Les termes anachroniques « armées » et « soldats » sont choisis ici pour évoquer un parallèle avec les militaires des Fidji modernes. Sur le statut des guerriers dans les sociétés océaniennes, on lira avec intérêt *L'altérité polynésienne* de B. RIGO (2004, p. 180 et suivantes), dans laquelle il rappelle que l'efficacité d'une armée « dépend de la soumission de chaque soldat aux ordres et à l'ordre ».

concurrents et à la soumission totale de leur peuple qui devient alors inféodé au chef victorieux[117].

Les batailles les plus importantes obéissent à des règles précises. Des émissaires sont envoyés pour déclarer officiellement la guerre ; on peut s'entendre sur l'heure de l'attaque. Mais la traîtrise est admise comme élément de stratégie. Les exemples de ruses sournoises ponctuent les récits épiques, dans lesquels des chefs peuvent être assassinés au cours même de cérémonies d'allégeance[118].

Les guerriers sont donc un instrument majeur de la conquête et du maintien du pouvoir et les chefs aptes à mobiliser, entraîner et conduire les hommes au combat établissent la domination de leur chefferie sur de plus vastes zones. La chefferie de Bau est celle qui émerge lors de l'arrivée des Européens. Seru Cakobau, son leader, va être perçu comme supérieur à tous les autres, un véritable « Roi des Fidji », *Tui Viti*. Il tient ce nom de ses exploits guerriers[119]. Bau est fréquemment en guerre[120], et ses guerriers sont redoutés dans tout l'archipel.

4. Les armes : art de la guerre et art de l'objet[121]

La diversité extrême des armes fidjiennes, le raffinement de leur fabrication, la fréquence de leur utilisation ont frappé les premiers visiteurs occidentaux[122]. Les modèles

---

[117] P. DE DECKKER et L. KUNTZ, 1998 p. 30-31.

[118] « *The first Tui Nayau was killed during a yaqona ceremony when a small child, the assassin daughter, smuggled a club into the house wrapped in vudi or plantain leaves. Some high chiefs customarily refused to allow weapons near them because they feared assassination – but who would suspect a small child, crying for her father at the bure's doorway?* » (K. GRAVELLE, 2000, p. 26).

[119] La référence guerrière du nom de Cakobau est admise par tous mais les interprétations diffèrent : on trouve souvent « fléau de Bau ». M. SAHLINS le traduit par « guerres de Bau » ou « Bau est mauvais » (« *Bau wars or Bau is bad* » 2004, p. 253). Seru a un autre nom, Cikinovu, le scolopendre, parce qu'il attaque sans prévenir (David ROUTLEDGE, *Matanitu: the struggle for power in early Fiji*, 1985, p. 54, 56, et R. GATTY, 2009, p.45)

[120] M. SAHLINS (2004) étudie en détails les guerres de Bau contre son principal rival, Rewa. Il les compare à la guerre du Péloponnèse. Bau, puissance navale, est comme Athènes, qui domine des territoires vastes et lointains sans les administrer. Sa puissance s'appuie sur la violence et l'intimidation. Rewa, puissance terrestre, est comme l'austère Sparte. La victoire finale de Bau sera obtenue grâce à l'intervention des Tongiens, comme celle d'Athènes grâce aux Perses.

[121] Une version antérieure de ce passage a été présentée au XXI[e] Colloque CORAIL: « *Objet d'art et art de l'objet* » (Nouméa, 2009) et doit paraitre dans les actes du colloque avec les mêmes illustrations de Rodolphe Ponsard-Goiran. Sur le sujet des « objets d'art » on pourra notamment lire *Objets d'Océanie, Regards sur le marché de l'art primitif en France* de Sophie CAZAUMAYOU (2007).

ressemblent à ceux d'autres archipels de Mélanésie et de Polynésie, mais c'est aux Fidji qu'ils sont les plus nombreux.

Les massues et les casse-tête, en particulier, ont retenu l'attention du fait du nombre de leurs formes, dénominations et conditions d'emploi. La massue est en effet l'arme préférée du guerrier, celle dont il ne se sépare jamais, en temps de paix comme en temps de guerre[123]. Ce n'est qu'en tuant un homme avec sa massue qu'un jeune accède au statut de guerrier[124]. Lorsqu'il a ainsi mis à mort son premier ennemi, un combattant acquiert un certain *mana*, reçoit un titre honorifique, *koroi*, qui indique qu'il a déjà tué. Son arme aussi gagne du *mana* elle est honorée et nommé, elle devient « *gadro*[125] » et s'orne d'une décoration symbolique (une encoche, un morceau d'ivoire de cachalot, une dent de la victime). Les victoires suivantes s'accompagnent de titres supérieurs et de marques supplémentaires[126].

La massue est lourde, elle est tenue à deux mains. Appelée *iwau*, *iravu* ou *malumu*, elle peut prendre de très nombreuses formes. Si l'arme est destinée à un homme riche ou puissant, elle est fabriquée par un artisan spécialisé, le *matai-ni malumu*. Celui-ci maîtrise les techniques (séchage, trempage, sculpture, huilage), dispose d'outils précis (hachettes en pierre ou bois dur, râpes en corail ou peau de requin, polissoirs en pierre-ponce ou feuillages), connaît les essences et sait même faire évoluer la forme du végétal encore vivant[127]. Un autre artisan ou artiste peut se charger de fabriquer une sparterie et de

---

[122] Pour des images de ces armes, voir par exemple le site « *Fiji's Treasured Culture. Highlighting the collections of Museum Victoria & the Fiji Museum* » www.museumvictoria.museum/fiji/index.aspx (consulté le 31 juillet 2010). On trouve des armes dans toutes les collections anciennes d'objets fidjiens. La variété et le degré d'élaboration des armes fidjiennes ont fasciné les Occidentaux dès les premiers contacts et jusqu'à nos jours comme en témoigne la production de souvenirs pour les touristes. Parmi ces collections, les armes fidjiennes les plus anciennes connues sont celles qui furent collectées par Cook puis d'Entrecasteaux aux Tonga, durant le dernier quart du XVIII^{e} siècle. L'une des plus intéressantes collections pour les armes anciennes est la « *Collection Wilkes* »: composée en 1840, elle compte plus de 500 casse-têtes, la plupart aujourd'hui conservés au *National Museum of Natural History* de la *Smithsonian Institution*, à Washington. Il y a également de très beaux spécimens à Salem, au *Peabody Essex Museum* dans le Massachusetts (l'une des collections les plus anciennes au monde, résultat des activités de commerce des marins de Nouvelle-Angleterre aux Fidji dès le tout début du XIX^{e} siècle). A Cambridge, *University Museum of Archeology and Anthropology*, les très belles collections Von Hugel, Gordon, etc. (réunies juste après la Cession), donnent de nombreux exemples, un peu plus tardifs. Il y a aussi de beaux spécimens au *Fiji Museum* (Suva) qui a une très belle collection de la fin XIX^{e} et du début XX^{e}, et à Auckland, Melbourne, Londres et Paris. Communication personnelle de Stéphanie Leclerc-Caffarel, dont le mémoire de Master 2 en histoire de l'art appliquée aux collections, sur les collections fidjiennes Dumont d'Urville en France (Paris, Ecole du Louvre, juin 2008) est une source précise d'informations.

[123] Dans ses « Notes on Fijians Clubs », R. A. DERRICK indique qu'en temps de paix, la massue peut être plus petite, plus légère, plus ornée : une version symbolique de l'instrument de mort (*The Journal of the Polynesian Society*, 1957, p.391-395).

[124] Fergus CLUNIE, 2003, p. 50.

[125] Outre Fergus CLUNIE, on peut se référer sur ce point à Douglas OLIVER, *Oceania: the natives cultures of Australia and the Pacific Islands*, 1989, p. 452.

[126]

[127] Fergus CLUNIE, 2003, p. 94-95.

décorer l'arme. Pour les gravures, il emploie des dents (requin, rat, roussette), des épines d'oursin, fixées sur des manches en bois. En l'absence de sparterie, les décors sur le manche contribuent à la bonne tenue de la massue.

Les guerriers qui n'ont pas les moyens de rémunérer le travail d'un *matai*, et n'ont pas l'occasion de se procurer leur arme par d'autres procédés (héritage d'un parent, remise solennelle par le chef reconnaissant, récupération sur le champ de bataille, etc.), sculptent eux-mêmes leur casse-tête, comme ils réalisent leurs autres armes et pièces d'équipement. C'est d'ailleurs leur principale occupation en dehors des combats.

Une fois la massue terminée, elle doit, dès que possible, frapper un ennemi afin que cette première victime soit offerte au dieu de la guerre au cours d'une cérémonie.

Au début du XIX^{e} siècle, lorsque les premiers Occidentaux les voient, les massues fidjiennes ont des formes variées mais catégorisées, dont la fabrication et l'emploi ont été formalisés par des décennies, voire des siècles d'usage. Ils vont d'ailleurs demeurer jusqu'à la cession à la Grande-Bretagne, malgré l'introduction progressive des armes à feu.

Chaque type de massue porte un nom (comme toutes les sortes d'armes de lancer) qui varie évidemment selon le dialecte[128]. La plupart du temps, le nom est descriptif et fait référence au végétal dans lequel l'arme a été fabriquée (*vunikau* et waka signifient « racine d'arbre ») ou à la forme qu'elle évoque (*gugu, sali, madrali* sont des noms de poisson, fleur, coquillage). A ces noms relatifs à la forme peuvent s'ajouter des termes indiquant de quel bois la massue est faite : ainsi les massues droites sont souvent appelées *gadi*, du nom du bois qui servait presque exclusivement à leur fabrication.

Chaque massue peut aussi avoir un nom propre : « Pour la guerre », « Quoique la paix règne », Celui qui disperse » ou « Dommage irréparable », par exemple[129].Les premiers visiteurs occidentaux ont aussi noté l'absence de bouclier dans la panoplie du combattant fidjien[130].

Il y a toutes sortes de massues droites ; celle dont l'extrémité est renflée et arrondie, et dont le manche aussi est évasé est dite *bowai*.

---

[128] La classification reprise ici est celle établie par Fergus CLUNIE et R.A. DERRICK.

[129] Noms figurant dans le *Catalogue de l'Exposition universelle de 1867 à Paris, Section des Missions protestantes évangéliques* (Théodore VERNES, 1867, p. 19).

[130] La massue en forme de pagaie peut être employée comme un petit bouclier ; la massue droite, tenue par ses deux extrémités, peut aussi servir à parer les coups (Fergus CLUNIE, 2003, p.101).

La massue *bowai*, la seule arme dont la forme permette qu'elle puisse être posée verticalement, est en outre employée dans des rituels de divination, son équilibre ou sa chute étant interprétée comme un présage. Seru Cakobau possède, entre autres, une massue bowai, appelée *Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau*[131] avec laquelle il a tué de nombreux ennemis.

D'autres armes d'autrefois font encore partie des rituels d'aujourd'hui : comme elles n'ont jamais cessé de l'être dans l'histoire des Fidji, comme les *kiakavo*, massues à crosse et éperon arrondi, servant pour les danses et cérémonies, représentant l'arme courante du « fantassin » ordinaire, *gata* ou *sali*, destinée à briser les os de l'adversaire.

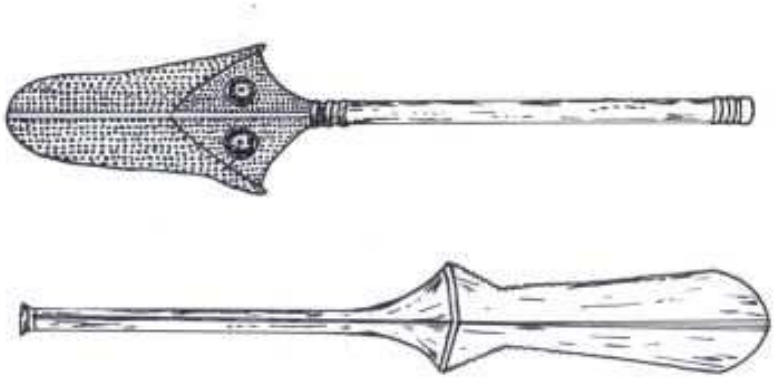
Parfois appelées à tort « massue en forme de crosse de fusil » et considérées comme reproduisant la forme d'un mousquet, les *kiakavo* existaient bien avant l'arrivée des armes occidentales et tirent leur forme et leur nom d'un serpent (le boa du Pacifique) en position d'attaque, la gueule ouverte[132].

Les *culacula* et *kinikini*, armes de combat ou de cérémonie, sont des massues-palettes ou massues-pagaies, le plat servant à parer les coups et les bords tranchants à infliger de profondes coupures à l'adversaire.

---

[131] Ce qui peut se traduire par « protecteur de la reine de Bau » (Une traduction anglaise généralement admise est : « *The coverlet of the Queen of Bau* » on trouve aussi « *the root of war* » (*Fiji: Our new Province in the South Seas*, James Herman de RICCI, 1875, p. 125). *Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau* est l'orthographe du gouvernement des Fidji : www.fiji.gov.fj/publish/page_145.shtml (consulté le 18 octobre 2009). On trouve aussi *Ai Tutuvi ni Ranadi i Bau* (R. A. DERRICK, 1950) et *Tutuvi-i-Ranimbau* (A. BREWSTER, 1937).

[132] Fergus CLUNIE orthographie *Engyrus*. (2003, p. 104-105). Il s'agit probablement de l'espèce *Enygrus bibroni*, largement distribuée dans l'arc mélanésien. www.endemia.nc/pub/BoaPacifiq_B_Suprin.pdf consulté le 1er août 2010.



Culacula et *kinikini*, plus défensives qu'offensives, peuvent aussi être employées comme boucliers. Portées par les chefs, elles montrent des symboles de leur rang et de leur autorité. Lors de combats, leurs bords tranchants sont efficaces.

Les *vunikau* sont des casse-tête fabriqués avec des souches choisies pour leur forme. Les tronçons de racines sont coupés de manière à être contondants.

Perce-crâne lourd avec rehaut en forme de fruit du pandanus et pointe effilée, le *totokia* est très représentatif de la massue fidjienne[133]. C'est cette arme que portent les Fidjiens qu'exhibe le Cirque *Barnum* aux États-Unis dans les années 1870[134].

[133] Ce casse-tête est connu dans le monde entier car sa forme a été reprise par les créateurs de « *Star Wars* » pour le « *gaderffii* », arme des guerriers du désert de la planète « *Tatooine* ». www.starwars.com/databank/technology/gaderffii/ consulté le 31 juillet 2010.

[134] Voir l'annexe 5.

Les massues de jet *iula*, à manche cylindrique et tête sphérique ou lobée, sont des armes de combat très souvent utilisées, non seulement lancées à distance mais aussi parfois pour des phases décisives de combat rapproché, puisqu'elles sont beaucoup plus petites[135], donc plus légères et maniables que les casse-tête.

Elles sont glissées dans la ceinture, parfois par deux, comme une paire de révolvers. On les voit très souvent sur les photographies du XIX^e^ siècle[136]. De plus petites servent à la chasse pour abattre les oiseaux et les roussettes.

L'arme préférée d'un chef ou d'un guerrier le suit dans la mort, pour indiquer dans l'autre monde son statut dans celui-ci : « *the body is dressed as in life, and a club is placed in the right hand lying across the breast, to indicate in the next world that the deceased was a chief and a warrior in this* »[137].

Le guerrier fidjien n'a pas de bouclier, il affronte l'ennemi sans protection. Le chef peut porter un pectoral de nacre et d'ivoire, *civavonovono*, mais il s'agit d'un objet de

[135] Environ 40 cm de long, contre un mètre pour les massues évoquées auparavant.

[136] Ce sont aujourd'hui des objets très prisés de collectionneurs. Elles sont recherchées pour leur esthétique indéniable et la variété de leurs formes. Et d'autant plus appréciées, comme les autres types de massues fidjiennes, qu'elles portent des marques de leur usage mortel (incrustations de dents humaines ou encoches dénombrant les ennemis tués).

[137] J. H. de RICCI (1875, p. 32).

prestige et d'ornement[138]. Il se rend sur les zones de combat en pirogue. Les grandes pirogues de guerre sont des vaisseaux perfectionnés qui peuvent emmener jusqu'à 200 hommes[139]. Des charpentiers tongiens ou samoans viennent aux Fidji, où se trouvent les très grands arbres les plus adaptés à la construction navale, pour construire des pirogues de guerre parmi les plus convoitées de la région[140].

SECTION 2 : L'INFLUENCE DES OCCIDENTAUX SUR LES GUERRES

1. Les premiers contacts

La première vision connue des rivages fidjiens par des Occidentaux date de 1643, lorsqu'Abel Janszoon Tasman, missionné par le Conseil suprême des Indes orientales hollandaises, à Batavia, entreprend, avec la frégate *Heemskerck* et la flûte *Zeehaen*, un voyage d'exploration des « Terres du Sud ». Au cours des premières semaines de l'année 1643, dans de mauvaises conditions météorologiques, il approche le Nord-Est de l'archipel fidjien. Il ne trouve pas de mouillage sûr, ne rencontre aucun indigène et quitte la zone par le Nord à proximité de Cikobia en effectuant les premiers relevés géographiques.

Aucun Européen n'est réputé avoir abordé les Fidji pendant près d'un siècle et demi. En juillet 1774, au cours de son deuxième voyage autour du monde, le *Captain* James Cook, avec les sloops *Resolution* et *Adventure*, en provenance des Tonga, approche Vatoa. Les habitants fuient à l'arrivée des quelques marins qui débarquent et aucune rencontre n'a lieu. Cook fait déposer des présents sur l'île : un couteau, des clous et

---

[138] Le marin anglais William Mariner raconte qu'un guerrier fidjien au service du chef tongien Finau s'est fabriqué un pectoral avec une pièce de vaisselle en céramique récupérée sur l'épave du Port-au-Prince (J. LAMB, V. SMITH, N. THOMAS, *Exploration and Exchange: a South Seas Anthology*, 1680-1900, p. 199).

[139] Sur ces grandes pirogues, leurs performances et leur rôle dans la société, voir notamment Hélène GUIOT, *Waka et construction navale*, thèse de doctorat, 1997, et Morgan TUIMALEALI'IFANO, *Samoans in Fiji: Migration, identity and communication*, 1990.

[140] Leur rapidité de déplacement et leur excellente capacité à manœuvrer en faisaient des engins redoutables qui expliquent les incursions fréquentes organisées, aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, par les chefferies polynésiennes, sur les rivages des grandes terres mélanésiennes du Pacifique Sud central et occidental (communication personnelle du Professeur Jean-Pierre Doumenge).

quelques médailles[141]. Dans son journal, il nomme l'île *Turtle Island*, du fait du nombre de ces reptiles[142], puis il repart vers les Nouvelles-Hébrides sans chercher à découvrir davantage de ces îles *Viti* dont les Tongiens lui ont parlé. Durant le transit, il passe probablement sans les voir à proximité des Kadavu et de Moala.

En 1777, au cours de son troisième voyage autour du monde, le capitaine de vaisseau Cook, avec les navires *Resolution* et *Discovery*, rencontre des Fidjiens résidant aux Tonga et note dans son journal de bord que les hommes des « *Feejee* » sont des guerriers redoutés et cannibales et que leurs armes sont sophistiquées :

> D'après les instructions qu'on nous a données, Feejee gît au nord-ouest quart ouest de Tongataboo, à trois jours de navigation. On nous en parla comme d'une terre élevée, mais très fertile, où il y a beaucoup de cochons, de chiens, de volailles, et toutes les espèces de fruits et de racines qu'on trouve dans ces parages : on nous assura qu'elle est beaucoup plus étendue que Tongataboo, dont elle ne dépend pas, ainsi que les autres îles de cet archipel ; que Feejee et Tongataboo sont souvent en guerre. Plusieurs circonstances nous firent connaître que les habitants de Tongataboo redoutent beaucoup les insulaires de Feejee ; pour exprimer le sentiment de leur infériorité, ils avaient coutume de plier leur corps en avant et de se couvrir de leurs mains le visage ; il ne faut pas s'étonner de l'effroi qu'inspiraient les naturels de Feejee, car la dextérité avec laquelle ils manient l'arc et la fronde les rend redoutables : et comme ils mangent, à l'exemple des Zélandais, les guerriers qu'ils tuent dans les batailles, cet usage abominable ajoute encore à la frayeur de leurs voisins. Les habitants de Tongataboo, qui les accusaient d'être cannibales, ne les ont point calomniés, car plusieurs personnes de Feejee que nous interrogeâmes, convinrent du fait. Puisque je parle des anthropophages, je demande à ceux qui soutiennent que le défaut de subsistance a déterminé les premiers cannibales à manger de la chair humaine, ce qui a déterminé les habitants de Feejee à conserver cet usage au milieu de l'abondance. Les insulaires de Tongataboo qui, sans doute par crainte, s'efforcent de vivre en paix avec leurs farouches voisins, les détestent beaucoup ; cependant ils vont quelquefois les combattre, et ils rapportent du pays ennemi des trophées de plumes rouges, qu'on trouve en grande quantité à Feejee, et qui sont très estimées aux îles des Amis, ainsi que je l'ai dit tant de fois. Lorsque les deux îles sont en paix, la communication entre les deux terres est assez vive ; il parait qu'elles se connaissent depuis peu; autrement, Feejee ayant beaucoup de chiens, ce quadrupède se serait répandu plus tôt à Tongataboo et aux îles

[141] Il s'agit des médailles conçues par l'Amirauté britannique pour ce voyage et destinées à être offertes aux indigènes rencontrés. Elles étaient frappées à l'effigie du roi George III, le revers représentant les deux navires de l'expédition. Aucune trace n'a été retrouvée des cadeaux de Cook aux hommes de Vatoa. (R. A DERRICK, 1957, p. 33, citant une introduction de 1784 aux récits des voyages de Cook.)

[142] Il n'y a pas davantage de détails dans le journal de COOK (édition citée : *The Journals of Captain James Cook on His Voyages of Discovery: The voyage of the Resolution and Adventure, 1772-1775*, John C. BEAGLEHOLE, 1974, p. 452).

> des environs, où j'en laissai les premiers couples en 1773. Les naturels de Feejee, que nous rencontrâmes ici, étaient d'une couleur plus foncée que celle des habitants des îles des Amis en général. L'un d'eux avait l'oreille fendue, et le lobe si allongé qu'il touchait presque les épaules : singularité que j'avais observée sur d'autres îles de la mer du Sud dans mon second voyage. Il me parut qu'on avait pour eux beaucoup d'égards; au reste, la vivacité de leur esprit ne contribuait peut-être pas moins à ce bon accueil que la puissance et la cruauté de leur nation. Leur pénétration est bien supérieure à celle des naturels de Tongataboo, si j'en juge par quelques-uns de leurs ouvrages mécaniques que nous aperçûmes ; ils ont des massues et des piques sculptées de la manière la plus adroite, des étoffes en compartiments d'un dessin exact, des nattes dont les couleurs sont nuancées avec goût, enfin des pots de terre et d'autres meubles qui annoncent de très habiles ouvriers[143].

En avril 1788, lorsque le lieutenant de vaisseau Bligh, alors commandant de la *Bounty*[144], est victime de la fameuse mutinerie, il est abandonné avec dix-huit de ses hommes dans une chaloupe non-pontée à proximité de l'île tongienne de Tofua. La chaloupe y accoste pour s'approvisionner en eau et en vivres, mais les échanges se passent mal. L'un des compagnons de Bligh est tué, plusieurs sont blessés (ils n'ont pas d'arme à feu pour se défendre). Tahiti est la moins éloignées des destinations envisageables, mais elle est à l'Est, d'où viennent les vents dominants dits « alizés » induits, dans les latitudes tropicales des deux hémisphères, par la force de Coriolis. Bligh doit donc mener sa chaloupe vers l'Ouest, où la seule destination sûre est Timor, à plus de 3600 milles nautiques (environ 6700 kilomètres). Se rappelant ce qu'il a appris sur les Fidji avec Cook, douze ans auparavant, lorsqu'il faisait partie de l'équipage de la *Resolution*, William Bligh sait qu'elles seront les premières îles sur son parcours. Il se souvient aussi de la réputation de férocité des Fidjiens. Bligh et ses compagnons passent à proximité de Moce, Yagasa, Nairai et Gau. Le 8 mai, deux grandes pirogues à voile tentent de s'approcher, mais Bligh ne veut pas prendre le risque d'une rencontre. Pendant des heures, il demande à son équipage de redoubler d'efforts aux avirons pour distancer les pirogues, avec succès. « Nous aurions peut-être tiré avantage d'une rencontre mais, dans notre situation sans défense, il était trop risqué de tenter l'expérience »[145]. Traversant tout l'archipel jusqu'au nord des Yasawa, les victimes de la mutinerie de la Bounty sont les premiers Occidentaux à naviguer entre Viti Levu et Vanua Levu. Malgré les conditions de sa traversée, Bligh

---

[143] Traduction en français telle qu'elle figure dans le tome cinquième de la *Nouvelle bibliothèque des voyages anciens et modernes*, (Paris, 1845, p. 29, 30). Version originale, par exemple, dans *A Voyage to the Pacific Ocean undertaken by command of His Majesty*, 1784, p.270 à 272.

[144] *His Majesty's Armed Vessel Bounty*, comme la *Discovery* de Cook, est un navire charbonnier transformé.

[145] D'après *A Narrative of the Mutiny on Board his Majesty's Ship Bounty*, by William Bligh, tel qu'il est reproduit dans *The Bounty Mutiny* (2001, p. 24-25).qui réédite les textes de William BLIGH et Edward CHRISTIAN (juriste connu et frère de Fletcher Christian, le chef des mutins).

dresse les premières cartes de la zone, avec la précision et la rigueur qui caractérisent cet officier de marine hors du commun.

En 1791, la frégate *Pandora*, commandée par le capitaine de vaisseau Edwards, vient dans la zone à la recherche des mutins de la *Bounty*. A Tahiti, quatorze mutins sont retrouvés et arrêtés. Le bateau qu'ils avaient construit est saisi pour naviguer ensuite de conserve avec la *Pandora*. Séparée d'elle par une tempête, cette embarcation, commandée par le « maître » Oliver, a accosté aux Fidji, probablement à Matuku[146] où son équipage s'est ravitaillé et est resté pendant cinq semaines, mais il n'y a pas de trace écrite de ce qui fut sans doute la première véritable rencontre entre des Occidentaux et des Fidjiens[147].

L'année suivante, Bligh lui-même revient dans la région avec la *Providence*, afin d'accomplir ce qui avait été sa mission avec la *Bounty*, acquérir des plans d'arbre à pain pour les Antilles britanniques. Il saisit l'occasion de retrouver les îles fidjiennes qu'il avait découvertes, et complète la cartographie de ce que les Britanniques connaitront un certain temps sous le nom d'« îles de Bligh »[148.] La *Providence* ne mouille nulle part mais entre en contact et effectue des échanges avec les pirogues venues de Moce.

Dans les dernières années du XVIII[e] siècle, d'autres Occidentaux explorent les Fidji : en avril 1793, Bruni d'Entrecasteaux, à la recherche des navires de Lapérouse[149], voit Vatoa (la *Turtle Island* du *Captain* Cook).

En avril 1794, le capitaine de vaisseau Barber, commandant l'*Arthur*, en transit entre l'Australie et la côte occidentale des États-Unis, mouille dans une baie de la côte

---

[146] Le lieu n'est pas identifié avec certitude, mais les éléments connus, c'est-à-dire la durée du trajet depuis la dernière escale connue, Tofoa, les courants, les vents habituels à cette période de l'année, la description de l'île et la prospérité de ses habitants désignent Matuku, comme l'établit, au début du XX[e] siècle, l'historien *Sir* Basil THOMSON dans son introduction au récit du Captain EDWARDS (*Voyage of HMS Pandora: Despatched to Arrest the Mutineers of the "Bounty" in the South Seas, 1790-91*, Edwards EDWARDS, 1915, p.8-13-15).

[147] Pour les dates des premiers contacts, voir par exemple l'ouvrage de M. QUANCHI et J. ROBSON, *Historical dictionary of the discovery and exploration of the Pacific islands* (2005).

[148] La carte des « *Bligh Islands* » établie par le Captain Bligh se trouve à la *National Library of Australia*, à Canberra, de même que l'un de ses carnets contenant des notes relatives à ce voyage des Tonga au Timor. Ces objets extraordinaires sont présentés dans le livre *National Treasures from Australia's Great Libraries* de N. WILLIAMS et M. DENT (2005 p. 64-65). Aujourd'hui, bien que Bligh ait contribué de façon significative à la découverte des Fidji, son nom ne figure sur les cartes fidjiennes que pour la mer qui sépare Viti Levu et Vanua Levu, appelée « *Bligh Water* ».

[149] « Chargé, au mois de septembre 1791, de visiter, avec les frégates *La Recherche* et *L'Espérance*, toutes les côtes que Lapérouse avait dû parcourir après son départ de Botany Bay, le 10 mars 1788, et de découvrir quelque trace de cet infortuné navigateur, d'Entrecasteaux eut aussi ordre de poursuivre les recherches scientifiques que son prédécesseur n'avait pu terminer ». (*Annales maritimes et coloniales*, janvier 1847, p. 50.)

occidentale de Viti Levu, où les échanges avec les indigènes sont difficiles : deux membres d'équipage sont blessés par des flèches, les marins ripostent avec mousquets et canons[150].

En septembre 1797, le capitaine de vaisseau Wilson, commandant le navire *Duff*[151] de la *London Missionary Society*, circule dans tout l'Est de l'archipel et en complète significativement les cartes sans en rencontrer vraiment les habitants : à plusieurs reprises, les passagers et l'équipage du *Duff* ont vu des indigènes armés sur les côtes[152].

Enfin, en décembre 1799, le navire américain *Ann and Hope*, commandé par le capitaine de vaisseau Bentley, en route pour l'Australie, s'arrête brièvement à Kadavu.

Lorsque le XVIII[e] siècle se termine, les Occidentaux et les Fidjiens ne se sont donc que brièvement rencontrés.

Les premiers Occidentaux à vivre dans l'archipel seraient les survivants du naufrage du schooner *Argo*, au tout début du XIX[e] siècle[153]. Le navire vient de Chine et se dirige vers l'Australie lorsqu'il s'échoue à proximité de Lakeba. Des survivants sont récupérés par des pirogues venues d'Oneata. Quelques-uns d'entre eux vont rester sur place assez longtemps[154] non seulement dans la zone du naufrage, mais aussi plus à l'Ouest. Des objets inconnus, provenant de l'*Argo*, circulent dans les îles. Certains rescapés, à Lakeba, comme l'équipage de l'embarcation des mutins de la *Bounty* récupérée par la *Pandora*, à Matuku, ne passent que quelques jours ou semaines à terre, mais ils sont porteurs de maladies inconnues. Bénignes pour eux, elles sont meurtrières pour les insulaires[155].

---

[150] R. A. DERRICK, 2001, p. 35.

[151] Le récit du voyage a été publié par le capitaine de vaisseau James WILSON : *A Missionary Voyage to the South Pacific Ocean (1796-98) in the Ship Duff* (1799).

[152] R. A. DERRICK, 1950, p. 36.

[153] La date est incertaine : selon les auteurs le naufrage a lieu en 1800, 1803 ou 1806. R. A. DERRICK penche pour 1800, considérant que les arguments en faveur de cette date sont les plus solides (théorie de *Sir* Everard Im Thurn qui a été Gouverneur des Fidji et Haut Commissaire britannique pour le Pacifique occidental de 1904 à 1910, il invoque en particulier des informations locales et la presse australienne pour défendre sa théorie).

[154] Des détails sont donnés dans le journal de William LOCKERBY (*The journal of William Lockerby, sandalwood trader in the Fijian Islands during the years 1808-1809 with an introduction & other papers connected with the earliest European visitors to the Islands* édité par *Sir* Everard IM THURN, 1925). Sir Everard a été un collectionneur averti d'objets fidjiens (donnés ensuite au *National Museum of Scotland*) et s'est beaucoup intéressé aux premiers contacts entre Occidentaux et Fidjiens. On peut lire un intéressant portrait de Sir Everard par Rosamund DALZIELL, "Everard Im Thurn in British Guiana and the Western Pacific", dans *Writing, Travel, and Empire: In the Margins of Anthropology* édité Peter HULME et Russell MCDOUGALL (2007).

[155] On n'entrera pas ici dans le débat sur l'impact sur les communautés insulaires des premiers contacts avec les Occidentaux, notamment du fait des épidémies. Sur la question de l'évolution démographique des populations fidjiennes consécutive à l'arrivée des premiers étrangers, lire par exemple les travaux de Norma MCARTHUR, *Island Populations of the Pacific* (1967), Donald DENOON et al., (dir.) *The Cambridge*

Dans les premières années du XIX^e^, les contacts se multiplient, jusqu'à devenir des relations durables qui participent de façon déterminante aux évolutions sociales et politiques. Les premières rencontres provoquent l'étonnement et ceux qui y participent font circuler les informations les plus incroyables. Les objets et animaux échangés par les marins suscitent d'autres échanges : on connaît l'exemple d'un navire santalier dont des hommes de Bau ont reçu un singe et un chat[156]. Par ailleurs, des hommes blancs, survivants de naufrages ou débarqués de navires (volontairement ou non), vivant à terre parmi des Fidjiens, vont jouer différents rôles dans la société et participer à sa transformation.

2. Les *beachcombers*, santaliers et autres *traders*

Les premiers Européens que les Fidjiens côtoient durablement sont les santaliers, qui font des voyages réguliers et ont besoin d'avoir des relations avec les insulaires plus développées que celles des navigateurs qui avaient seulement besoin d'eau et de vivres. Les Fidji sont le premier archipel d'Océanie à ressentir les effets de la ruée vers le santal, au cours des toutes premières années du XIX^e^ siècle[157] et même le seul pendant la première décennie[158]. A partir de 1804, les santaliers fournissent des outils de métal, de l'alcool, des armes à feu, des munitions et de nombreux autres articles pour acquérir le bois précieux, qui est échangé principalement dans la baie de Bua, au Sud-Ouest de Vanua Levu, devenue la « baie du Santal[159] ».

L'un de ces navires santaliers joue un rôle important dans les premiers rapports entre Fidjiens et Occidentaux : l'*Eliza*. Début 1808, ce brick américain, commandé par E. H. Corey, quitte Port Jackson, en Australie, pour aller chercher du santal à Vanua Levu. Là il doit retrouver un autre navire, la *Jenny*. Lors d'une escale à Tongatapu, le commandant a embarqué deux marins qui se présentent comme des rescapés d'un naufrage, celui du

---

History of the Pacific Islanders (1997), J. A. R. MILES, *Infectious Diseases: Colonising the Pacific?* (1997) ainsi que le récent ouvrage dirigé par M. JOLLY, S. TCHERKEZOFF et D. TRYON : *Oceanic Encounters : exchange, desire, violence* (2009).

[156] Le singe a vite été considéré comme un cadeau pour un chef, car il s'est avéré inutile, tandis que le chat, bon chasseur de rats, a été beaucoup plus apprécié (anecdote racontée par le révérend J. WATERHOUSE, 1866, p. 25).

[157] Dorothy SHINEBERG, *Ils étaient venus chercher du santal*, 1981, p. 22.

[158] D. TRYON et J.-M. CHARPENTIER, *Pacific pidjins and creoles: origins, growth and development*, 2004, p. 113.

[159] Pour la même raison, une baie de Lifou (îles Loyauté, Nouvelle-Calédonie, porte le même nom).

corsaire *Port au Prince*[160,] et déclarent s'appeler John Husk et Charles Savage. Sur le transit vers les Fidji, l'*Eliza* s'échoue sur les récifs Mocea, l'une à quelques milles au Sud de Nairai (dans le groupe des Lomaiviti). Comme le temps est calme, l'équipage peut quitter le bateau en chaloupe, en emportant une partie de sa cargaison, qui se révèle être très précieuse, puisque composée d'armes à feu et de plusieurs milliers de dollars espagnols[161].

A terre, les marins sont relativement bien traités par les insulaires, mais dépouillés de tout ce qu'ils possèdent. Savage, qui a passé dix-huit mois aux Tonga, communique avec les Fidjiens. Par son entremise, le commandant et une partie de l'équipage peuvent rapidement quitter Nairai avec l'annexe de l'*Eliza* pour rejoindre la baie du Santal. La plupart des marins finissent par quitter les Fidji, mais Savage et quelques autres restent dans l'archipel.

Des chefs des zones environnantes viennent à Nairai pour voir ces étranges visiteurs. Un chef de Verata convainc quatre d'entre eux de le suivre, tandis que Savage, cédé par le chef de Nairai, le *Tui Lawaki*, est emmené par les passagers d'une pirogue qui navigue entre Lakeba et Bau. Là, Charlie Savage devient l'homme de confiance de Naulivou, le *Vunivalu* de Bau.

Savage dispose d'armes provenant de l'*Eliza*, il est très adroit au tir et c'est un habile stratège. Il est le premier *beachcomber* à parler couramment la langue locale. Il prend une place importante à Bau, et joue un rôle majeur dans sa montée en puissance[162]. Les mousquets sont peu fiables et d'une efficacité limitée[163] ; les Fidjiens les utilisent avec réticence, mais Savage, parce qu'il est très bon tireur, en fait une arme redoutable. En outre, il commande d'autres Occidentaux entrés eux aussi au service de Bau qui, eux aussi, savent manier les armes à feu. Avant une attaque contre Verata, Savage prévient secrètement ses compagnons de l'*Eliza*. Ceux-ci rejoignent Bau et renforcent sa puissance

---

[160] L'histoire du *Port au Prince* et de son trésor est racontée en details par John MARTIN : *An Account of the Natives of the Tonga Islands, in the South Pacific Ocean, with an original grammar and vocabulary of their language, compiled and arranged from the extensive communications of Mr. William Mariner, several years resident in those islands* (1817).

[161] On peut voir quelques unes de ces pièces d'argent au *Fiji Museum*. Sur l'île de Narai, un hôtel, le *Nautauloa Beach Resort*, raconte à ses visiteurs l'histoire de l'*Eliza* et la légende du trésor de pièces d'agents de Charlie Savage. http://natauloafiji.com/attractions.php consulté le 2 août 2010.

[162] On admet généralement que sans l'impulsion donnée par Charlie Savage, Bau n'aurait jamais pris part à la compétition pour la prééminence suprême sur les Fidji Sur ce point, lire H. MAUDE (*Of Islands and Men: Studies in Pacific History*, 1968) et M. SAHLINS (*Culture in Practice*, 2000).

[163] Surtout si on les compare avec les lances qui sont maniées avec une précision mortelle. Sur cette question, voir l'article « Guns and Men in Melanesia" de D. SHINEBERG (*The Journal of Pacific History*, Vol. 6, 1971, p. 61-82). Le même auteur évoque ailleurs l'emploi comme armes de guerre des haches et hachettes d'acier fournies par les Occidentaux (1981, p. 270).

militaire. Il semble que d'autres marins nomades, attirés par les dollars espagnols[164], se joignent à eux. Ces hommes blancs ont, dans les combats, l'avantage psychologique de leur présence et de celle de leurs armes, jugées d'une efficacité redoutable.

Effectivement, pendant cinq ans, les guerriers de Bau, menés au combat par Charlie Savage, déciment des ennemis très supérieurs en nombre. Jusqu'à sa mort, l'homme blanc du *Vunivalu* va aider Bau à prendre l'ascendant sur ses adversaires. Sa mort, en 1813, est une lourde perte. Peter Dillon raconte :

> Divers chefs sauvages avaient monté et s'étaient approchés jusqu'à quelques pas de nous avec des prosternations en signe d'amitié, nous promettant toute sûreté pour nos personnes, si nous consentions à descendre parmi eux. Je ne voulus pas me fier à ces promesses, ni laisser aller aucun de mes hommes. Cependant je finis par céder aux importunités (sic) de Charles Savage. Il avait résidé dans ces îles pendant plus de cinq ans et en parlait couramment la langue. Persuadé qu'il nous tirerait d'embarras, il me pria instamment, de lui permettre d'aller au milieu des naturels avec les chefs à qui nous parlions, parce qu'il ne doutait pas qu'ils ne tinssent leurs promesses , et que, si je le laissais aller, il rétablirait certainement la paix et nous pourrions retourner tous sains et saufs à bord de notre navire. Je lui donnai donc mon consentement ; mais je lui rappelai que cette démarche était contraire à mon opinion, et j'exigeai qu'il me laissât son fusil et ses munitions. Il partit et s'avança jusqu'à environ deux cents verges de notre poste. Là, il trouva Bonassar (sic) assis et entouré de ses chefs qui témoignèrent de la joie de le voir parmi eux, mais qui étaient secrètement résolus à le tuer et à le manger. Cependant ils s'entretinrent avec lui pendant quelque temps d'un air amical, puis ils me crièrent dans leur langage : « Descends, Peter, nous ne te ferons pas de mal ; tu vois que nous n'en faisons point à Charley ! » Je répondis que je ne descendrais pas que les prisonniers ne fussent débarqués. Pendant ce colloque, le Chinois Luis, à mon insu, descendit du côté opposé avec ses armes pour se mettre sous la protection d'un chef qu'il connaissait particulièrement et à qui il avait rendu des services importans (sic) dans quelques guerres. Les insulaires, voyant qu'ils ne pouvaient me décider à me remettre entre leurs mains, poussèrent un cri effrayant. Au même moment, Charles Savage fut saisi par les jambes et six hommes le tinrent la tête en bas et plongée dans un trou plein d'eau jusqu'à ce qu'il fût suffoqué. De l'autre côté, un sauvage gigantesque s'approcha du Chinois par derrière et lui fit sauter le crâne d'un coup de son énorme massue. Ces deux infortunés étaient à peine morts qu'on les dépeça et qu'on les fit rôtir dans des fours préparés pour nous[165].

---

[164] Les Fidjiens ne sont pas très intéressés par ces milliers de pièces d'argent et les marins de l'*Eliza*, notamment Savage, ont pu en récupérer une grande partie auprès des hommes de Nairai.

[165] *Voyage aux îles de la mer du Sud, en 1827 et 1828, et relation de la découverte du sort de La Pérouse*, « dédié au Roi par le Capitaine Peter DILLON » (1830, p. 18-19).

Avec le développement du commerce[166] du santal, d'autres chefs peuvent se procurer des armes à feu. D'autres Occidentaux se mettent à leur service. Mais Savage était plus efficace que beaucoup d'entre eux ; de ce fait, il a été l'un des premiers à résider durablement aux Fidji : il reste l'un des plus fameux des nombreux beachcombers[167] des Fidji, à l'image, ailleurs, de Peter Dillon[168], connu dans tout le Pacifique.

L'exploitation du santal fidjien est tellement intensive que la ressource est épuisée en une dizaine d'années[169].

Des Occidentaux reviennent alors aux Fidji pour la bêche-de-mer[170], dont l'exploitation porte sur une plus longue période (1820-1850[171]) sur des zones plus étendues, sur de plus grands volumes marchands[172]. Ce commerce entraîne encore d'autres conséquences sociales et économiques pour l'archipel. Bien davantage que les autres produits, la bêche-de-mer requiert une participation importante des insulaires pour la pêcher et, surtout, la préparer : sous l'autorité des *traders*, les Fidjiens apprennent de nouvelles techniques et travaillent sous le contrôle d'Occidentaux. La demande est importante et donne aux chefs avec lesquels les *traders* traitent l'occasion d'acquérir les objets et produits occidentaux en quantités bien plus grandes qu'auparavant. Les armes à feu et les munitions passent en nombre aux mains des Fidjiens, augmentant la puissance de ceux qui les possèdent. Mais, là encore, la clef de l'ascension de certains leaders s'explique sans doute davantage par les ressorts de la politique locale que par l'influence d'acteurs extérieurs ou d'équipements importés. Au delà des mousquets, ce sont les relations personnelles établies entre des visiteurs extérieurs et certains chefs qui peuvent augmenter

---

166 Le « commerce » est extrêmement déséquilibré : R. A. DERRICK (1950, p. 40) donne en exemple de la *Jenny* qui, en échange de 50 livres de marchandises, quitte la baie du Santal avec 250 tonnes du bois précieux dont le prix, en Chine, s'élève à 80 livres par tonne (soit une cargaison d'une valeur de 20 00 livres).

167 Sur les *beachcombers* qui ont marqué l'histoire des Fidji, on peut lire *Men from under the sky: the arrival of Westerners in Fij*i, de S. BROWN (1973), *Matanitu: the struggle for power in early Fiji*, de D. ROUTLEDGE (1985), ou *« Gone Native » in Polynesia: Captivity Narratives and Experiences from the South Pacific* de I. C. CAMPBELL (1998).

168 Sur Peter Dillon, lire tout particulièrement *Peter Dillon of Vanikoro, chevalier of the South Seas*, sa biographie par James W. DAVIDSON (inachevée, elle a été complétée et éditée par O. H. K. SPATE (1975), mais aussi *Peter Dillon, capitaine des mers du Sud: le découvreur des restes de La Pérouse*, de Jean GUILLOU (2000).

169 Depuis quelques dizaines d'années, le santal est de nouveau cultivé aux Fidji. Voir l'annexe 6: Le santal dans les Fidji du XXI[e] siècle.

170 Outre les holothuries, les Occidentaux viennent aux Fidji pour l'huile de coco, l'écaille de tortue et le coton. Du fait de leur localisation éloignée des zones de pêche aux cétacés, les Fidji ne sont pas très intéressantes pour les baleiniers, qui n'y installent qu'une petite station (à Levuka).

171 R. G. WARD indique 1813 comme date de la toute première cargaison de bêche-de-mer pêchée et préparée aux Fidji et 1822 comme date de la deuxième, précisément à Bua, par Benjamin Vanderford et son navire *Roscoe*. En 1827, Vanderford retourne aux Fidji et « inaugure huit ans d'activité relativement intense par des navires de Salem. » Un deuxième pic d'activité intervient au début des années 1840. Le commerce des holoturies aux Fidji continue jusqu'en 1850 (*Man in the Pacific Islands: essays on geographical change in the Pacific Islands*, 1972, p. 97-99).

172 Ibid.

le prestige de ces derniers aux yeux de leur communauté, notamment par la valeur des cadeaux qui sont échangés.

Les chefs qui savent tirer les bénéfices les plus grands des contacts avec les Occidentaux sont précisément ceux qui, à commencer par Cakobau, dominant déjà une grande population sur de vastes territoires, sont en mesure de fournir aux négociants les produits qu'ils viennent chercher et la main-d'œuvre nécessaire pour les recueillir et les traiter[173]. Il est à noter cependant, que, bien davantage que tous les autres produits convoités par les Occidentaux, le commerce de la bêche-de-mer a des conséquences sur la politique et le pouvoir aux Fidji. En effet, ce sont des holothuries préparées que Cakobau doit fournir en paiement d'un schooner de 68 pieds portant son nom construit à Salem[174]. Malgré les milliers d'individus dont il peut exiger le labeur, il est incapable de réunir les quantités promises et entre en guerre contre Macuata dans le but de les obtenir.

Les connaissances « occidentales » des *beachcombers* devenus hommes de confiance de certains chefs sont au moins aussi importantes que leurs armes. De tels personnages jouent un rôle déterminant pendant les premières décennies du XIX^e^ siècle. Parmi eux, David Whippy[175], arrivé en 1822, s'établit à Levuka[176] vers 1825 ; il entre lui aussi au service du souverain de Bau.

David Whippy est né en 1802 ; il est originaire de Nantucket[177]. Fils d'une bonne famille qui a donné à la Nouvelle Angleterre plusieurs officiers de la marine marchande, il a embarqué sur le navire commandé par Peter Dillon à Valparaiso et en a débarqué à Bua, la région du bois de santal, à la fin de 1824. Le santal n'étant plus disponible, Dillon a chargé Whippy de rassembler une cargaison de bêche-de-mer et d'écaille de tortue. Le capitaine a prévu de revenir quelques mois, plus tard, mais son absence se prolonge pendant 13 ans, car c'est à cette période qu'il découvre le lieu du naufrage de Lapérouse : cet événement (qui lui vaudra la Légion d'honneur) l'occupe pendant plusieurs années.

---

[173] Des centaines de travailleurs sont nécessaires pour opérer une station de préparation de la bêche-de-mer : il faut les pêcher, construire l'immense bâtiment de séchage, collecter le bois pour le fumage, etc.

[174] Deryck SCARR, 1984, p. 98.

[175] Les descendants de certains *beachcombers* constituent aujourd'hui plusieurs grandes familles fidjiennes. C'est le cas de la famille Whippy, mais aussi de la famille Pickering, par exemple. Ces noms se retrouvent régulièrement dans les listes d'officiers des *Fiji Military Forces*. Le colonel Sam Pickering a commandé le bataillon fidjien au Sinaï en 2002-2003. Le *Commodore* Bainimarama serait l'un des descendants de Charles Pickering, arrivé d'Australie en 1827, fils d'un couple de déportés de droit commun. (Communications personnelles de Fidjiens.) On retrouve l'information sur des « blogs » d'opposition au *Commodore* pour expliquer son manque de respect envers les chefs par son origine « *part European* », et ses « forfaits » par son aïeul criminel (http://latestfijinews.blogspot.com ou http://fijiboardexiles.yuku.com par exemple).

[176] Levuka, sur l'île d'Ovalau, n'était pas le siège d'une chefferie particulièrement puissante, mais c'est là que se sont installés les premiers Occidentaux, donnant au lieu son importance. Levuka a été la capitale des Fidji jusqu'en 1882. En 2011, un projet vise à faire inscrire Levuka au patrimoine mondial de l'humanité.

[177] Les paragraphes qui suivent s'inspirent notamment du chapitre consacré à « David Whippy of Fiji » par I. C. CAMPBELL dans « *Gone native* » *in Polynesia* (1998, p. 62-68).

Whippy ne saisit pas l'opportunité d'embarquer sur l'un des nombreux navires qui touchent les Fidji au cours de ces années : il met son temps à profit pour apprendre la langue, et rejoint Levuka, où la chefferie apprécie sa connaissance des méthodes de la guerre et son habileté à manier le mousquet font de lui un homme apprécié. Dans les combats, il a en outre le bon sens de se vêtir comme un guerrier fidjien afin d'être moins visible de l'ennemi. Comme son compatriote William Cary[178], arrivé à Levuka en 1826 après avoir survécu au naufrage du baleinier *Oeno*, David Whippy s'est vite rendu compte qu'il n'a pas d'autre choix que de participer aux batailles qui opposent Bau à ses différents ennemis. Il refuse néanmoins de prendre part aux repas anthropophages qui suivent[179]. En dehors des combats, Whippy agit comme interprète et médiateur entre les Fidjiens et les navires de passage. A bord de ceux-ci, on remarque son efficacité, sa connaissance des îles et l'influence qu'il exerce sur les Fidjiens. Apprécié par les leaders, il joue un rôle politique significatif dans l'essor de la chefferie de Bau, agissant non plus seulement comme combattant d'élite et comme conseiller stratégique et tactique, mais aussi comme son ambassadeur : *Mata ki Bau.*

Au début des années 1830, David Whippy réunit autour de lui à Levuka d'autres Occidentaux. Cette petite communauté se comporte de manière à satisfaire les Fidjiens mais adopte un mode de vie particulier. Ces hommes ne se contentent plus d'agir en intermédiaire pour les échanges de biens avec les navires étrangers, ils négocient pour leur propre profit et s'enrichissent. En association avec certains d'entre eux, Whippy construit un bateau qui navigue entre les îles et commerce avec les insulaires. Rapidement, d'autres bateaux sont construits et ces beachcombers deviennent des colons.

En vingt ans de présence de ces premiers Occidentaux, les guerres fidjiennes changent de nature et d'échelle ; les petits affrontements diminuent au profit d'opérations plus importantes. Bientôt, les mousquets ne suffisent plus à satisfaire les guerriers fidjiens. En 1834, ils attaquent par deux fois des navires occidentaux pour s'emparer de leurs canons. Ainsi, l'*Aimable Joséphine* est capturée, son équipage massacré (sauf quelques marins nécessaires pour la manœuvrer), et ses canons employés par les hommes de Bau pour défaire la chefferie de Naselai, sur la rivière Rewa. Le *Charles Doggett*, de Salem, réussit à échapper à une autre attaque, en abandonnant dix morts.

---

[178] Seul rescapé, William S. CARY a raconté son expérience de naufragé dans *Wrecked on the Feejees : An* account of the Nantucket *whaling ship Oeno, wrecked on Turtle Island in the Pacific Ocean, April 5, 1825*. Au cours de ses contacts avec les équipages des navires venus chercher des marchandises, W. Cary a évoqué son aventure et sa famille finit par avoir de ses nouvelles. Il a reçu en 1830 une lettre de ses proches, probablement le premier courrier privé à parvenir aux Fidji (I. C. CAMPBELL, 1998, p. 64). Cary est retourné à Nantucket en 1834, après neuf ans d'absence.

[179] Il semblerait même qu'il ait tenté de faire abandonner la pratique et évité ce traitement à certains corps de vaincus, en les faisant passer par-dessus bord lors des trajets de retour en pirogue (*Ibid*. p. 63).

Lors des naufrages, Whippy intercède pour que les survivants soient épargnés. Sa bonne éducation fait de lui un leader responsable et la communauté qui s'est constituée autour de lui n'a plus les comportements critiquables des écumeurs de plages. Aux yeux des Fidjiens, ces Occidentaux constituent un nouveau groupe dans la société locale. Cakobau, vers 1844, s'inquiète même du pouvoir qu'ils sont en train d'acquérir. Il leur demande de quitter Levuka. Whippy et ses compagnons s'installent à Solevu, su la côte méridionale de Viti Levu. En 1849, Cakobau permet leur retour à Levuka : tant qu'ils n'apparaissent pas trop nombreux et qu'ils ne s'organisent pas en entité dominante, les Occidentaux sont considérés comme une chance pour les chefferies autochtones.

A partir des années 1820, de nombreux étrangers, Blancs, Asiatiques, Océaniens, s'installent aux Fidji plus ou moins durablement et jouent des rôles divers, influençant à des degrés variables l'organisation sociale et la politique. James Maggon[180], seul rescapé du naufrage du brick *Fawn*, de Salem, sur la côte de Somosomo vers 1834, est employé comme armurier. Charles Pickering est « l'artilleur » de Rewa dans les années 1840[181].

Aux yeux des explorateurs[182], des négociants et des missionnaires, ils sont désormais plus respectables[183].

3. Les missionnaires

Davantage encore que les *beachcombers*, les missionnaires contribuent à l'évolution du pouvoir politique aux Fidji. En 1830, déjà, des Chrétiens se sont implantés aux Fidji. Ce sont des catéchistes tahitiens de la *London Missionary Society* : Taharae, Hatai et Faarua[184]. Le *Tui Nayau*[185] ayant refusé leur implantation à Lakeba, Takai et ses

---

[180] Ce personnage est aussi appelé "McGoon » (pour CLUNIE, 2003), ou « Magoun » (I. C. CAMPBELL, 1998) et la date du naufrage est différente selon les sources : 1830 pour J. M. CALLAHAN dans *American Relations in the Pacific and the Far East, 1784-1900* (1901) ou 1834 (H. E. MAUDE, *Beachcombers and Castaways*, 1964).

[181] Fergus CLUNIE, 2003, p. 186.

[182] L'appréciation de Charles Wilkes, le commandant de l'*United States Exploring Expedition*, est particulièrement élogieuse. Elle contribue certainement à l'intérêt que va porter le gouvernement des États-Unis à David Whippy.

[183] Whippy a fini sa vie aux Fidji. Il est mort à Bua le 27 octobre 1871, père d'une douzaine d'enfants et fondateur d'une grande famille fidjienne. Voir l'annexe 7 : Les descendants de David Whippy.

[184] Introduction historique de Claire LAUX aux *Lettres des missionnaires maristes en Océanie* (op. cit. p. 377).

[185] Grand chef des îles Lau.

acolytes se sont établis à Oneata. En 1835, deux missionnaires wesleyens[186], William Cross et David Cargill, parviennent à Lakeba en provenance des Tonga, accompagnés par des émissaires du roi converti Taufa'ahau[187]. Les relations entre Lakeba et les Tonga sont telles que le *Tui Nayau* ne peut cette fois empêcher leur présence, mais il refuse que sujets se convertissent. Les Tongiens installés à Lakeba échappant à son autorité, des centaines d'entre eux deviennent des chrétiens pratiquants[188]. La prospérité de la mission suscite la curiosité, puis l'envie d'autres chefs fidjiens, qui souhaitent à leur tour bénéficier de la présence de missionnaires. En 1840, quatre missions wesleyennes sont établies à Lakeba, Rewa, Viwa et Somosomo. Le *Tui Nayau*, craignant les représailles de Bau, « résiste » jusqu'en 1849.

L'un des missionnaires de Lakeba, visitant Bau en 1838, est si horrifié par ce qu'il voit qu'il juge impossible d'y établir une mission, se tournant plutôt vers Rewa et le grand rival de Cakobau, le *Tui Dreketi*[189], qui accueille le projet avec enthousiasme. Cakobau en gardera un ressentiment tenace à l'égard des évangélisateurs.

Malgré le fait que leur installation est souvent souhaitée et facilitée, les missionnaires ne convertissent guère les chefs fidjiens qui voient surtout dans la présence de ces Européens l'opportunité de développer leurs contacts extérieurs et donc les occasions de s'enrichir. Ils ne veulent pas abandonner leurs dieux et leurs usages pour autant, ne voyant pas d'avantage à tirer de leur conversion. Les missionnaires prêchent contre les guerres et de nombreux usages des Fidjiens, donc les chefs empêchent aussi leurs sujets de se convertir. La très faible progression de l'évangélisation est décourageante pour les missionnaires ; les guerres fidjiennes entraînent la fermeture de certaines missions. Les perspectives du christianisme aux Fidji sont sombres. Le commandant Wilkes, en 1840, pendant l'*United States Exploring Expedition*, rencontre les missionnaires méthodistes. Il raconte :

> On ne doit pas s'imaginer qu'en face de l'état déplorable des habitants, les succès des missionnaires soient bien décisifs et de nature à récompenser

---

[186] John Wesley (1703–1791) est un réformateur religieux anglais. Les membres du groupe spirituel qu'il a formé à Oxford sont appelés « Méthodistes » parce qu'ils s'astreignent à une méthode d'ascétisme et de spiritualité. Wesley se concentre sur la doctrine luthérienne de la justification par la seule foi, base de la Réforme, et provoque un immense renouveau religieux dans le monde anglo-saxon. Ce « méthodisme » repose essentiellement sur l'affirmation de la liberté de l'homme dans l'œuvre du salut, de la possibilité de la sanctification immédiate et de l'assurance du salut donné par le témoignage intérieur de l'Esprit. Il y aurait en 2010 douze millions de Méthodistes dans le monde, dont dix millions aux Etats-Unis. L'Eglise méthodiste est la plus importante Eglise des Fidji : elle compte 290 000 fidèles (sur une population de 837 000 personnes, la seconde communauté religieuse étant celle des hindouistes, avec 234 000 affiliés). Source : *Fiji Islands Bureau of Statistics*, www.statsfiji.gov.fj chiffres de juillet 2008.

[187] Taufa'ahau a été baptisé en 1831 sous le nom de « George », que porteront aussi les souverains tongiens des XX^{e} et XXI^{e} siècles.

[188] K. R. HOWE, 1984, p. 267.

[189] Le grand chef de la région de Rewa.

> suffisamment leurs pénibles labeurs et les souffrances auxquelles ils sont exposés avec leurs familles. Il est peu de positions au monde qui réclament autant de courage physique et moral que celle où se trouvent placés ces hommes pieux et dévoués. Il n'y a qu'un vif sentiment du devoir et une vaillante détermination de l'accomplir coûte que coûte qui puisse pousser des personnes habituées à la civilisation à se soumettre au spectacle des scènes horribles et dégoûtantes dont ils sont les témoins journaliers. Je ne connais surtout aucune position aussi pénible que celle-là pour une femme aimable et bien élevée, comme nous en avons rencontré à Somosomo[190].

Seuls les Tongiens des Fidji, à l'image de ceux restés aux Tonga, se sont convertis en nombre. Malgré la conversion notable du grand guerrier *Ratu* Ravisa, dit Varani[191], obtenue par le Révérend John Hunt en 1845, il faut attendre la conversion de Cakobau, le 30 avril 1854, puis son baptême, sous le nom d'Ebenezer (Apenasi pour les Fidjiens), le 11 janvier 1857[192], pour que les Fidjiens deviennent massivement chrétiens, en l'occurrence méthodistes. En adoptant la nouvelle religion d'un chef victorieux, ils associent cette croyance, leurs terres et l'autorité de leurs chefs dans un tout[193].

La Bible[194] devient la référence absolue, le texte d'inspiration des missionnaires d'où ils extraient les principes d'où découlent les règles sociales. D'autres éléments apportés par les missionnaires, notamment les outils perfectionnés et produits manufacturés, apparaissent comme des preuves de la supériorité de la civilisation occidentale, et donc de son Dieu. Par contraste, « la pauvreté vraiment évangélique des missionnaires catholiques [est] une cause puissante de mépris »[195].

Dans le même temps, la lignée de Bau acquiert une suprématie qui va perdurer au cours du siècle suivant. Corrélativement, la langue de Bau devient celle de tout le pays[196]. Dans la course à la prééminence du pouvoir, il reste à Cakobau à éliminer un dernier

---

[190] Cité, en français, par Matthieu LELIEVRE dans sa biographie de John Hunt, *L'Apôtre des Cannibales* (1886, p. 81-82).

[191] *Varani* signifie « France » : *Ratu* Ravisa reçoit ce surnom à l'occasion de l'attaque de l'*Aimable Joséphine*, en 1834. Sur cet événement, voir John GARRETT, *To live among the Stars: Christian Origins in Oceania* (1982, p. 109).

[192] Soit neuf ans après la mort du Révérend Hunt.

[193] Pendant longtemps, pour beaucoup, le christianisme a été la religion de Cakobau : « *Na* Lotu *nei Ratu Cakobau* » (R. A DERRICK, 1950, M. SAHLINS, 1985).

[194] Le Nouveau Testament est traduit par le Révérend John Hunt dans la langue de Bau à partir d'une version en grec entre 1838 et 1848. Cette traduction évolue ensuite au cours des années et des changements de missionnaires. Au XXI[e] siècle, la traduction originale est ré-établie. Voir l'annexe 2.

[195] Communication personnelle du docteur Sylvette Boubin-Boyer, citant les Archives de la propagation de la foi, à Rome : *Vicariat des Fidji, années 1885-1886, historique de la mission catholique*.

[196] S. FIRTH et D. TARTE, 2001, p. 16-17. Ceci s'explique notamment par le fait que c'est dans cette langue que la Bible est traduite, dans les conditions décrites par une note précédente.

concurrent : son allié tongien Henele Ma'afu. Celui-ci est sans doute le plus puissant[197], mais les Européens pèsent dans la balance. Ils favorisent Cakobau, qui l'emporte.

4. Les diplomates

David Whippy, le *beachcomber* devenu colon, est officiellement désigné par le gouvernement des États-Unis comme consul adjoint en 1846. Son supérieur, l'agent commercial en titre, John Brown Williams, ne l'apprécie guère mais reconnaît ses compétences.

Le 4 juillet 1849, pendant les célébrations de la fête nationale étatsunienne, un feu accidentel prend dans la résidence de Williams et son entrepôt de Nukulau[198]. Des insulaires profitent de l'occasion pour se livrer au pillage. Bien qu'il ait acquis Nukulau, en 1846 pour 30 dollars et que la valeur de sa maison soit estimée à 200 dollars, Williams affirme avoir été spolié de 5000 dollars et 38 *cents*. En outre, il rend Cakobau responsable des actes de ses sujets.

En 1855, sa maison ayant de nouveau été détruite par un incendie, Williams sollicite l'aide du gouvernement des États-Unis. Washington envoie un navire, l'*USS John Adams*, commandé par le capitaine de frégate Boutwell, pour s'enquérir de la requête de Williams. Le commandant Boutwell en profite pour s'enquérir d'autres atteintes portées aux intérêts américains, en particulier à l'occasion du naufrage du brick *Tim Pickering*, de Salem. La cargaison de ce navire a été pillée par les hommes du *Tui Levuka* qui signe la reconnaissance de dette suivante :

> *USS John Adams*
>
> *Lavaka, Ovalan (sic), October 2, 1855.*
>
> *I, Tui Levuka, do promise to pay into the hands of Mr. Whippy, United States vice consul at this place, fifteen hundred dollars: one thousand and two hundred for the property taken from the brig « Tim Pickering », of*

[197] En 1869, Ma'afu a les prérogatives et exerce depuis une dizaine d'années les fonctions d'un chef fidjien Il a formellement rompu les liens qui l'unissaient encore aux autorités de Tongatapu. C'est expressément pour lui qu'a été créé le titre de *Tui Lau*. Il a été étudié en particulier par John SPURWAY, qui lui a consacré sa thèse de doctorat : *Ma'afu : the making of the Tui Lau* (*Australian National University*, 2001)

[198] Îlot de la baie de Suva. C'est là que sera installée la station de « traitement » des immigrés, à commencer par les travailleurs sous contrat indiens. Nukulau abritera ensuite une prison, celle ou a été incarcéré George Speight après sa condamnation à l'incarcération à perpétuité pour le coup d'État du 19 mai 2000.

> *Salem, Massachusetts, and wrecked on Ovalu; three hundred dollars for not punishing the native who committed a rape on the daughter of an American citizen formerly of this place. This amount is to be paid in beche le mer, or cocoanut (sic) oil, and within ten months from this date*.

Le document est signé d'une croix par le *Tui Levuka*, et signé, à titre de témoins par J. B. Williams, David Whippy, Charles Pickering et *Ratu* Mara (lui aussi par une croix)[199].

La dette de Cakobau a alors été réévaluée et se monte à 43 531 dollars, d'autres Américains ayant été victimes d'attaques et d'extorsions. Convoqué à bord du *John Adams,* Cakobau signe, sous la menace, une reconnaissance de dette aux termes de laquelle il s'engage à verser dans les deux ans la somme exigée par les Américains, faute de quoi il subira les représailles du premier bâtiment américain qui visitera les eaux fidjiennes.

Cakobau ne verse rien. En 1858, l'*USS Vandalia* arrive à Levuka. Cakobau est convoqué à bord. Il doit signer une nouvelle reconnaissance de dette qui, avec les intérêts, se monte à 45 000 dollars et doit être réglée avant un an.

Incapable de payer, et donc menacé par les Américains de mesures de rétorsion, Cakobau est au même moment défié par la puissance grandissante de Ma'afu, son grand rival. Il approche donc le consul britannique W. T. Pritchard, en poste depuis 1857, et offre de céder la souveraineté sur les Fidji à la Grande-Bretagne et la propriété de 82 000 hectares de terres, à condition qu'il conserve le titre de *Tui Viti* et que Londres règle sa dette contractée auprès des Américains.

Pritchard voit d'un mauvais œil une possible domination des Fidji par le pouvoir « impérial » des Tongiens ; il s'inquiète de l'accroissement des activités commerciales allemandes[200] dans le Pacifique Sud ; il estime qu'avec l'augmentation du nombre des Européens qui s'y installent, les Fidji devraient rapidement être placées sous la « protection » de la puissance britannique. Pour cela, il part pour Londres afin d'y présenter le plus vite possible l'offre de Cakobau, compte tenu des perspectives de production de coton sur les terres proposées par l'homme fort de l'ordre coutumier fidjien. Il dispose d'un autre argument : les Fidji peuvent constituer une importante base navale et un centre de ravitaillement et de négoce sur la route maritime existant entre Panama et l'Australie orientale et méridionale.

---

[199] *U.S. Senate Congressional serial set Number 281, United States Government Printing Office*, Washington, 1836, *Paper* « At the Feejee Islands » p. 25. (consultable sur Internet : www.archive.org/details/unitedstatescon754offigoog)

[200] La maison Godeffroy, basée à Samoa, manifestait un intérêt grandissant pour les Fidji. Voir Douglas OLIVER, *The Pacific Islands*, 1989, p. 69.

Dans l'attente d'une décision de Londres, Pritchard rentre rapidement aux Fidji en particulier pour convaincre Ma'afu de renoncer à conquérir l'archipel. Ma'afu et les autres chefs se rallient à la proposition de Cakobau et signent un document aux termes duquel tous s'engagent à protéger les Chrétiens, à renoncer au cannibalisme et à l'infanticide, à reconnaître les droits des Européens à posséder des terres et à se livrer au commerce. Ils admettent que Pritchard peut être amené à gouverner les Fidji et édicter les lois nécessaires à une bonne cohabitation des autochtones et des allochtones.

Arbitrant les conflits fonciers entre Fidjiens et Européens, le consul Pritchard enregistre les titres de propriété de ces derniers lorsqu'il juge l'acquisition honnête. Malgré sa tentative sincère d'établir la loi et l'ordre (ou précisément à cause d'elle) ses décisions dans différents domaines lui attirent la désapprobation d'un nombre croissant d'Occidentaux. Ayant décidé en faveur des Catholiques contre les Wesleyens en une occasion, il cristallise les alors les récriminations de tous ordres et finit par recevoir de Londres un sévère avertissement. Il retourne alors à son seul rôle de consul[201].

Londres envoie le colonel W. J. Smythe aux Fidji pour étudier l'offre de cession des droits de souveraineté dans l'archipel et évaluer la situation politique qui y prévaut. Sur son trajet, Smythe fait escale en Nouvelle-Zélande, où il est le témoin des troubles liés à la question foncière qui préfigurent une guerre de grande envergure entre colons britanniques et autochtones maori. Il passe dix mois aux Fidji, rencontrant un certain nombre de chefs coutumiers. Il entend largement le point de vue des missionnaires qui sont opposés à Pritchard et lui assurent que ses propositions sont mauvaises. Le rapport de Smythe expose que Cakobau n'est pas le roi des Fidji, qu'il ne peut donc pas céder un territoire qui n'est pas la sien et qu'il n'agit qu'à cause de sa dette envers les Américains. Malgré les affirmations du botaniste de renom qui l'accompagne, Smythe déclare que le coton ne pourra pas s'adapter aux Fidji. Il juge que les Fidji ne sont pas une étape intéressante pour les navires, étant situées en dehors des grandes routes maritimes et du fait que les îles sont entourées de récifs dangereux. Il affirme que le coût de cette colonie serait élevé et son rapport faible. Quant aux Fidjiens, ce sont, selon lui, des païens aux pratiques barbares, difficiles à contrôler. Il recommandait la mise en place d'un pouvoir indigène fort, appuyé par des Européens « respectables »[202]. Mais, en 1862 Londres refuse officiellement l'offre de cession de Cakobau. Pritchard est alors remplacé par le capitaine de vaisseau H. M. Jones, *VC*[203] comme représentant de la puissance britannique.

---

[201] Deryck SCARR, 1984, p. 33.

[202] R. A DERRICK, 1950, p. 144.

[203] *VC* : la prestigieuse *Victoria Cross*, plus importante décoration de l'Empire britannique, qui indique que cet officier est un héros.

SECTION 3. LE « ROI » CAKOBAU ET SON ARMEE

Pendant plusieurs décennies, le grand chef de Bau est le leader fidjien autour duquel s'articulent les tentatives de centralisation du pouvoir politique. C'est le « Roi[204] » Cakobau qui est l'initiateur persévérant de la cession de l'archipel à la Grande-Bretagne ; celle-ci se concrétise en 1874.

1. Seru Cakobau, « *Tui Viti* »

A la fin du XVIII[e] siècle, il semble qu'il y a aux Fidji sept grands groupes (*matanitu*) : ceux de Bau, Rewa et Verata au sud-est de Viti Levu ; ceux de Lakeba, l'une des îles Lau, souvent sous contrôle tongien ; ceux de Cakaudrove, Macuata et Bua, sur Vanua Levu.

La grande chefferie de Bau est alors de création récente. Descendants de pêcheurs, ses hommes sont des navigateurs de talent, maîtres de grandes pirogues. L'influence de la petite île de Bau a augmenté du fait que ses chefs se sont mariés au sein d'autres familles régnantes, donnant à leurs successeurs une place prépondérante à la fois à Bau et dans les *vanua* (ou « pays ») d'origine de leurs mères. En effet, un homme doit assistance au fils de sa sœur : il est automatiquement un allié en vertu du système de *vasu*, le lien particulier qui unit un individu à la communauté de sa mère, plus particulièrement à son oncle maternel. Les héritiers ne manquent pas de prendre part, à leur avantage, dans les affaires des *vanua* dont ils sont issus, étendant ainsi leur puissance.

En 1829, à la mort de son leader *Ratu* Naulivou, la chefferie de Bau étend son influence sur une grande partie de l'archipel fidjien. Seul l'intérieur des terres des îles de Viti Levu et Vanua Levu échappe à son contrôle. Du fait de grands mariages, le meilleur allié de la grande chefferie de Bau est celle de Rewa, qui lui fournit d'importants contingents de guerriers. Bau a su établir des relations suivies avec les premiers Européens

[204] Sur la question plus vaste des « monarchies » créées dans le Pacifique insulaire lors de l'évangélisation, voir notamment Claire LAUX : *Les Théocraties missionnaires en Polynésie au XIX[e] siècle: des cités de Dieu dans les mers du Sud ?* (2000).

venus fréquenter ces régions en autorisant et protégeant leurs activités en échange d'outils de métal, d'armes à feu et de munitions.

Tanoa, fils et successeur de Naulivou, passe des années loin de Bau, banni par d'autres chefs rebelles à son autorité. Mais son fils Seru sait constituer une force suffisante pour restaurer en 1837, par l'extermination de ses adversaires, la domination de Tanoa. A partir de cette date, sans être le chef en titre, Seru a la réalité du pouvoir au sein de son vanua et par conséquent au sein de tout le *matanitu*, dans lequel son *vanua* est dominant[205]. Leader du *matanitu*, il conquiert encore d'autres groupes. Le fait que son père ait le titre empêche la question de sa succession de se poser : Seru renforce son pouvoir par ses actions et par son mariage avec *Adi* Samanunu, fille du *Roko Tui Bau*, un chef puissant ; il n'a pas à gérer la politique et se consacre à la guerre.

La tradition indique que *Seru* Cakobau serait né en 1817[206], le haut rang de sa mère fait de lui le plus important des fils de Tanoa.

Au cours des années 1840, la chefferie de Bau est constamment en guerre, jamais satisfaite de ses relations avec les autres vanua, même lorsque celles-ci sont déjà à son avantage. Son plus grand combat l'oppose à Rewa. Alliés ou ennemis selon les périodes, Bau et Rewa entretiennent des rapports étroits. Une contre-attaque de Bau, en 1844, après une attaque par Rewa de son vassal de Suva, est la bataille la plus meurtrière que les contemporains de l'événement ont connue. Les affrontements durent une douzaine d'années sans que l'un ou l'autre des protagonistes réussisse à prendre un avantage significatif.

Outre Rewa, Cakobau lutte contre la plupart des autres chefferies. A partir de 1850, il s'oppose aussi à un autre leader, le Tongien Ma'afu, installé à Lakeba.

Seru Cakobau devient Vunivalu en 1852, à la mort de son père. Il se fait appeler *Tui Viti*, c'est à dire « Roi des Fidji ». Il est décrit comme un homme dont l'ambition est d'établir une suprématie totale sur l'ensemble des Fidji, pour la chefferie de Bau et pour lui-même. S'il aime festoyer et la compagnie de ses femmes, il reste obnubilé par l'exercice du pouvoir et, pour le consolider, il ne pense qu'à la guerre[207]. Les témoignages abondent pour décrire sa cruauté et les sacrifices humains qu'il exige. Même si son comportement semble avoir été dans le ton de ce qui se fait alors (rituels anthropophages, écrasement de rangées d'hommes pour déplacer à terre les grandes pirogues, enfoncement

---

[205] R. NAYACAKALOU, *Leadership in Fiji*, 1975, p. 42.

[206] Deryck SCARR, dans ses *Pacific Islands Portraits*, indique que la description qu'en fait le négociant Eagleston en 1832 correspond à un jeune homme de beaucoup plus de 15 ans.

[207] K. HOWE, 1984, p. 261.

de vivants dans les fondations de bâtiments) Cakobau est craint dans l'ensemble de l'archipel.

La contrepartie de cette puissance est un ressentiment croissant de la part des Fidjiens dominés. En outre, les relations avec les Occidentaux installés, négociants, interprètes, pilotes, jusqu'alors bonnes, se détériorent au cours des années 1840. Cakobau exige de contrôler toutes les activités, celles des Fidjiens comme celles des Blancs. Certains d'entre eux se rangent aux côtés de ses ennemis.

Devenu chef de Bau en titre depuis la mort de son père en 1852, Cakobau voit son autorité attaquée de toutes parts. Les guerres contre les autres grandes chefferies se soldent par plusieurs défaites cinglantes. Il va trouver un appui inattendu dans l'improbable association du christianisme et de l'impérialisme tongien[208]. Après avoir accepté de se convertir, Cakobau obtient le soutien militaire du roi des Tonga, qui lui envoie le concours de trois mille guerriers à bord d'une trentaine de grandes pirogues de guerre. La guerre contre Rewa, qui durait depuis douze ans, se solde alors par la victoire éclatante de Cakobau et de ses alliés tongiens, lors de la bataille de Kaba. Les Fidjiens y voient la victoire du christianisme sur le paganisme. Les conversions deviennent alors massives : en 1854, après avoir « évité » le christianisme pendant vingt ans, *Ratu* Cakobau abandonne soudain ses femmes et se coupe les cheveux[209] pour embrasser la nouvelle foi.

Dans les années qui suivent, les Occidentaux sont de plus en plus nombreux, attirés par le profit à tirer du coton, de la bêche-de-mer, de l'écaille de tortue et de l'huile de coco. Il ne s'agit plus seulement de navires de passage venus charger les produits, mais de colons qui s'installent pour exploiter et vendre aux négociants. Ceux-là veulent être protégés contre les dangers que représentent les indigènes en guerre ou avides de s'approprier leurs biens. Reprenant la recommandation de Smythe, le consul Jones réunit les chefs de Bau, Rewa, Lakeba, Bua, Cakaudrove, Macuata et Naduri afin qu'ils constituent une confédération qui gouvernera l'ensemble de l'archipel à un niveau national (chacun d'entre eux conservant le pouvoir sur son propre territoire). Cakobau en est élu président. Mais les chefs s'entendent mal et ce gouvernement ne disposait ni d'une administration ni d'une police en mesure de mettre en œuvre ses décisions. Ayant échoué dans sa tentative de devenir président, Ma'afu se retire, entraînant la fin du dispositif.

---

[208] *Ibid*. p. 266.

[209] Les cheveux d'un homme sont sa parure : ils sont longuement traités, teints et coiffés. Les grands chefs ont un coiffeur qui prend soin de leur chevelure et portent un grand turban blanc de *tapa* fin. (T. WILLIAMS, 1858, p. 105). Le renoncement à la masse de cheveux qui fait sa fierté est, pour un Fidjien, le signe de son changement de vie et de son « entrée dans la lumière » de la foi chrétienne, comme l'adoption d'un vêtement couvrant (Adolph B. BREWSTER, *The Hill Tribes of Fiji*, 1922). Seuls les chefs ont le droit de porter un couvre-chef. (Au XXI^{e} siècle, encore, un homme, même occidental, ne doit pas pénétrer dans un village fidjien avec un chapeau.)

D'autres essais de gouvernements succèdent à la tentative de Jones : un royaume de Bau est créé à l'ouest par Cakobau, tandis que Ma'afu se déclare chef d'une confédération du Nord et de l'Est. Cette confédération de Ma'afu couvre Lau, Cakaudrove et Bua. Son gouvernement stable assure la paix. Les chefs locaux conservent leur autorité ; une assemblée lève l'impôt et gère les affaires confédérales. Tout en laissant le *Tui Nayau* porter le titre suprême, Ma'afu détient l'essentiel du pouvoir. Il introduit un nouveau système foncier dans lequel chaque homme peut se voir attribuer une terre en échange du versement de taxes sur l'huile de coco. Les planteurs de coton européens peuvent louer des terrains, notamment ceux que les propriétaires coutumiers n'exploitent pas de façon satisfaisante. En 1869, Ma'afu est déclaré « grand chef fidjien » par les chefs des îles Lau, qui créent pour lui le titre de *Tui Lau*. Ma'afu met en place un système d'administration des terres qui empêche leur cession à des Européens, mais favorise leur location. De son côté, le royaume de Bau couvre alors toutes les zones qui ne sont pas dominées par Ma'afu, en particulier l'île principale : Viti Levu.

La Constitution du Royaume de Bau dispose que Cakobau est le roi des Fidji à l'exception des terres relevant de la confédération du Nord et de l'Est. Le souverain y promulgue des lois, lève des impôts et convoque des réunions de chefs. Cakobau s'entoure de ministres occidentaux. Mais la plupart des colons refusent de payer les taxes et les caisses du royaume sont bientôt vides. En 1867, lorsqu'un navire américain vient encore une fois réclamer le paiement de la somme due par Cakobau, une nouvelle reconnaissance de dette est signée. Les ministres blancs, n'ayant ni pouvoir ni budget, démissionnent. Cakobau est seul et incapable de contrôler ses sujets. Pour la première fois, un missionnaire est assassiné[210]. L'expédition punitive envoyée par Cakobau est attaquée et rentre bredouille. Ni les colons ni les Fidjiens n'acceptent plus la loi de Cakobau.

2. Le concurrent : le Tongien Ma'afu

Les contacts entre les îles orientales de l'archipel fidjien et les îles Tonga remontent aux temps des premières occupations humaines de ces régions. Vers la fin du XVIII^e^ siècle, les échanges s'intensifient parce que l'on trouve aux Fidji le bois nécessaire à la construction des pirogues hauturières ; par ailleurs, l'éloignement permet à certains

[210] Le révérend Thomas Baker, le 21 juillet 1867, à Navatusila, dans l'actuelle province de Nadroga/Navosa. Il a été tué et mangé par ses assaillants. Ses effets personnels sont conservés (et présentés au public) au *Fiji Museum* de Suva. En novembre 2003, les villageois ont invité les descendants du Révérend Baker à une cérémonie de pardon et de réconciliation. Ceux-ci sont venus d'Angleterre pour l'occasion. Depuis, ils financent des projets de développement pour le village.

d'échapper à l'agitation politique alors croissante aux Tonga. Vers le milieu du XIX^e^ siècle, les établissements tongiens sont nombreux dans les îles Lau. La construction des grandes pirogues pouvait prendre des années, au cours desquelles les Tongiens s'emploient comme mercenaires dans les guerres entre Fidjiens.

Henele Ma'afu est né vers 1826, c'est-à-dire au moment de l'arrivée des premiers missionnaires wesleyens. Il est le fils d'Aleamotu'a qui est nommé par ses pairs, en 1827, à la fonction de *Tui Kanokupolu*, l'une des deux plus hautes au sein des institutions politiques tongiennes qu'il occupe jusqu'à sa mort, survenue en 1845. Ma'afu a alors environ 19 ans. Il ne succède pas à son père ; c'est l'un de ses cousins, Taufa'ahau qui se voit choisi. Les perspectives de Ma'afu de parvenir à de hautes fonctions sont dès lors incertaines, d'autant plus que les missionnaires wesleyens officiant autour de John Thomas (dont l'influence est majeure) ne l'apprécient pas : Ma'afu refuse en effet ostensiblement de conformer son comportement aux nouveaux principes établis par les missionnaires.

En 1847, Ma'afu quitte les Tonga. Il part au moment où *Ratu* Mara, demi-frère de Cakobau, rentre aussi aux Fidji après dix-huit mois d'exil dû à un manque (ou un excès) d'égards pour une princesse mariée. Ma'afu, comme d'autres jeunes « nobles » tongiens, aurait été désigné par Tupou pour accompagner Mara dans son voyage de retour, à la fois pour l'honorer et l'appuyer dans sa démarche de retour en grâce, en rappelant aux Fidjiens la réalité du pouvoir tongien.

Ma'afu s'établit à Lakeba auprès du *Tui Nayau*, Taliai Tupou, auquel il est apparenté. Là, il évite les contraintes du pouvoir des autorités tongiennes et les exigences des missionnaires. Il peut faire effectuer d'importants travaux de remise en état de grandes pirogues. Cette action lui vaut la reconnaissance de Taufa'ahau qui le désigne, en 1853, « gouverneur » des Tongiens vivant aux Fidji. Ma'afu devient ainsi le défenseur des Wesleyens dans l'archipel. Peu à peu, il devient le chef le plus puissant de sa région d'adoption, en mesure de contester la suprématie de Cakobau et sa politique.

3. L'« armée royale » de Cakobau[211].

Un nouveau gouvernement Cakobau est constitué en 1871. Sa légitimité étant remise en cause, elle doit être imposée par la force à l'ensemble de l'archipel. Le

[211] Paragraphes basés notamment sur les informations diffusées par les *Republic of Fiji Military Forces* ainsi que sur les ouvrages d'Asesela RAVUVU (1988, p. 3-4) et Kim GRAVELLE (2000, p. 129).

recrutement d'une « armée royale » commence rapidement, sous l'autorité du capitaine Blackmore, qui constate que les Fidjiens font des soldats splendides, dont les danses guerrières ressemblent à des mouvements d'unités militaires en ordre serré[212].

Les guerriers que Cakobau entretient à son service ne sont plus en nombre suffisant. En 1868, plusieurs dizaines d'entre eux sont morts dans l'assaut mené contre Navatusila pour venger la mort du Révérend Thomas Baker. Le Gouvernement Cakobau constitué en 1871 comporte un ministre de la guerre, *Ratu* Timoci[213]. Celui-ci décide de former une unité permanente et, en 1871, une « *Royal Army* » est constituée. Cette armée compte un millier d'hommes ; elle est commandée par un officier britannique ayant servi en Crimée et en Inde, le capitaine Fitzgerald. L'encadrement est à la fois occidental et local, les soldats sont des Fidjiens issus de tribus loyales à *Ratu* Cakobau et des Tongiens. L'armement est constitué par les armes à feu (mousquets, fusils et même canons) acquis auprès des Occidentaux depuis plusieurs années[214].

Cette armée est même connue des Occidentaux sous le nom de *Native Infantry Regiment*[215]. L'entraînement suit les méthodes britanniques qui plaisent beaucoup aux insulaires. Les missions consistent en la « pacification » des tribus rebelles des montagnes et des régions de l'Ouest de Viti Levu. Les hommes qui sont capturés à l'occasion de telles opérations sont vendus comme main-d'œuvre aux planteurs par le gouvernement Cakobau.

4. La cession des Fidji à la Grande-Bretagne

Cakobau, pressé par les Américains d'acquitter d'une dette excédant largement ses moyens, continue de chercher un soutien extérieur. En 1868, une *Polynesia Company*[216], constituée à Melbourne, propose de régler la somme en échange d'avantages

[212] A. B. BREWSTER, 1937, p. 160.

[213] Le « Roi » a décrété : « we, of our especial grace, by virtue of our own authority, and also of the powers granted to us by the laws of Bau, do constitute and appoint […] Ratu Timoci, a member of our Executive Council, as the Minister of War and Police, who shall see faithfully executed in the respective islands, all the duties assigned to the following bureaux, viz. : (1st.) Of internal insurrections ; (2nd.) of the civil constabulary ; (3rd.) of the military ». Voir Fiji: Its Political Aspect from 1870–1873, VINDEX (pseudonyme), 1873.

[214] Dans la littérature, « l'armée royale » et les *beachcombers* de Levuka sont évoqués par Jack LONDON dans *A Son of the Sun* (1912). Le chef suprême y est appelé « *Tui Tulifau* ».

[215] Terme employé par exemple par A. B. BREWSTER (1922, p. 123) et par Jonathan RICHARDS (*The Secret War: a True history of Queensland's native police*, 2008, p. 193)

[216] Le nom de la « Compagnie de Polynésie » est choisi en référence à la Compagnie des Indes, dont on espère suivre l'exemple prospère.

fonciers et économiques. Après de nombreux atermoiements et une révision à la baisse des exigences de la Compagnie, un accord est ainsi conclu, aux termes duquel Cakobau accorde à cette compagnie, dans l'archipel fidjien, la propriété de 82 000 hectares de terres et certains privilèges, en particulier bancaires. Le Roi est alors libéré de ses créanciers, mais la *Polynesia Company* n'exploite guère son investissement fidjien. Ses membres s'installent surtout sur la péninsule de Suva, y entraînant le déplacement de la capitale au détriment de Levuka. La plupart de ces colons font faillite et leurs terrains sont vendus par lots, permettant pour l'occasion de tracer le premier plan de la ville[217].

A partir de 1870, profitant du « boom » du coton[218] contemporain de la guerre de Sécession américaine, les colons débarquent en grand nombre ; on ne peut dès lors se passer d'une administration[219]. En Australie, on souhaite vivement que les Fidji deviennent une colonie : en 1870, une conférence « intercoloniale » est organisée à Melbourne, au cours de laquelle est adoptée une résolution pressant le gouvernement de l'Empire à annexer l'archipel. Mais le gouvernement Gladstone n'est pas prêt à affronter une situation conflictuelle à la néo-zélandaise[220]. En 1871, Cakobau est une nouvelle fois proclamé roi des Fidji (*Cakobau Rex*[221] porte pour l'occasion une petite couronne), à Levuka. Etant donné les échecs précédents et le manque de consensus sur sa personne, cette décision est considérée par certains comme une sorte de « coup d'État ». Mais, pour la plupart, les protagonistes fidjiens et européens ont intérêt à ce que les Fidji demeurent stables pour le développement de leurs affaires ; aussi se rallient-ils à Cakobau, d'autant que les décisions gouvernementales essentielles sont prises par un cabinet composé de cinq Européens. C'est alors que Ma'afu est nommé vice-roi, gouverneur des îles Lau et commandant en chef de l'armée royale[222].

Confronté aux attentes divergentes des Fidjiens et des Européens, le gouvernement Cakobau voit monter de multiples preuves de défiance, induisant peu à peu une véritable force d'opposition. Les ministres dépensant sans compter, le gouvernement s'endette. En 1873, il faut se rendre à l'évidence, la banqueroute est proche, ce qui accroît

---

[217] Les noms des grandes rues de Suva sont ceux des commerçants de cette époque. (T. DONNELLY, M. QUANCHI, G. KERR, *Fiji in the Pacific*, 1994, p. 30.)

[218] Cette flambée des prix correspond à la Guerre de Sécession et au déclin de la production cotonnière des Etats-Unis.

[219] On en comptait une quarantaine en 1857, ils sont près de 2000 en 1871. (S. FIRTH et D. TARTE, 2001, p. 17.)

[220] Voir J. R. M. BUTLER, "Imperial questions in British politics, 1868-1880", *in The Cambridge history of the British Empire, Vol. III, The Empire-Commonwealth, 1870-1919*, 1967, p. 34.

[221] Ces initiales royales figurant sur les timbres poste que Cakobau faisait imprimer depuis 1872. En 1874, lorsque la Grande-Bretagne accepte la cession des Fidji, les initiales comparables de la Reine Victoria, *VR*, leurs sont substituées (*Histoire de la poste aux lettres et du timbre-poste depuis leurs origines jusqu'à nos jours*, Arthur de ROTHSCHILD, 1880, p. 403). Précisément, les timbres du roi Cakobau continuent à être employés, avec une surcharge.

[222] K. HOWE, 1984, p. 276.

d'autant les mécontentements. Des colons sont attaqués par des Fidjiens défendant leurs terres. Déjà, des Européens ont créé un mouvement destiné à défendre leurs intérêts, un chapitre local du *Ku Klux Klan* (directement inspiré du *Klan* du Sud des États-Unis). Bien que moins extrême et violent que son original américain, le *Ku Klux Klan* des colons installés aux Fidji prévoit que ses membres se déplaceront armés, qu'ils se réuniront au signal de trois coups de canon et qu'ils œuvreront à déposer le gouvernement Cakobau. Majoritairement sujets de sa Gracieuse Majesté britannique, les colons européens donnent rapidement à leur organisation une apparence moins extrémiste, en lui choisissant le nom plus respectable de « *British Subjects' Mutual Protection Society* ». En parallèle, ils constituent un « *Volunteer Corps* » armé qui mène des actions jusqu'à ce que la Cession intervienne, ce qui contribue au transfert du pouvoir aux représentants de la Couronne britannique[223]. Parmi les membres des deux groupes figure le consul britannique, M. March. Outre des déclarations déterminées et outrancières et des manœuvres d'intimidation, le *Klan* mène quelques actions violentes. Au nom des intérêts supérieurs des Blancs, il s'oppose à la politique du gouvernement Cakobau. Dans le même ordre d'idées a été créée une « *White Residents Political Association* », dans laquelle le consul des États-Unis, C. W. Drury, occupe une place importante. Le *boom* mondial sur le coton s'achevant, la situation économique des colons implantés dans l'archipel fidjien devient mauvaise. Les attaques se multiplient[224], des rumeurs de guerre civile entre Européens et Fidjiens circulent, notamment dans les régions occidentales.

Des troubles majeurs s'annoncent. Le Britannique J. B. Thurston, secrétaire particulier de Cakobau, aide celui-ci à reformuler sa proposition de cession à la Grande-Bretagne. Après de longs mois de réflexion, de débats et l'envoi d'une délégation sur place ; après, surtout, le remplacement du libéral Gladstone[225] par le conservateur Disraeli[226], Londres accepte, arguant du fait qu'il est de son devoir d'accorder sa protection à « une terre où affluent les capitaux anglais, où résident des colons anglais, où […] règne

---

[223] Voir, entre autres, les éléments sur le *Ku Klux Klan* des Fidji dans les ouvrages de Caroline RALSTON (*Grass Huts and Warehouses: Pacific Beach Communities of the Nineteenth Century*, 1978, p. 170, 177, 184, 195), Jane SAMSON (*Imperial Benevolence: Making British Authority in the Pacific Islands*, 1998, p. 156-157) et, surtout, de R Gerald HORNE (*The White Pacific: U.S. imperialism and Black slavery in the South Seas after the Civil War*, 2007) qui évoque aussi le *KKK* australien.

[224] Parmi les planteurs les plus durs, on peut citer le cas du sinistre James Toutant Proctor, connu aussi dans d'autres îles du Pacifique : « colonel » des Confédérés, il n'a plus qu'une jambe, ce qui ne l'empêche pas de mener des « expéditions punitives » contre les indigènes dont le comportement lui déplaît (SCARR, 1973, p. 221). Sur James T. Proctor, lire l'article que lui ont consacré Christopher LEGGE et Jennifer TERRELL (1970).

[225] William Ewart Gladstone, quatre fois chef du gouvernement britannique (entre 1868 et 1894) a joué un rôle majeur dans l'histoire de la Grande-Bretagne, mais moins dans les affaires de son empire colonial. Néanmoins, de toutes les colonies, c'est aux Fidji qu'il s'est le plus intéressé… surtout pour tenter d'empêcher leur annexion. Voir le *Gladstone 1809-1898* de H. C. G. MATTHEW, 1997. (Cet historien d'Oxford a consacré de nombreux travaux à Gladstone, et a notamment édité son journal).

[226] La carrière politique de Disraeli, Premier ministre de la Reine Victoria (brièvement, en 1868, puis de février 1874 à avril 1880, est retracée notamment par Jonathan PARRY (*Benjamin Disraeli*, 2007).

l'illégalité anglaise et où l'établissement d'institutions anglaises a été tenté en vain »[227]. La Grande-Bretagne veut aussi mettre fin aux mauvais traitements infligés à la main-d'œuvre insulaire (fidjienne ou « recrutée » dans d'autres archipels).

Le 10 octobre 1874, après de longs atermoiements[228], les Fidji deviennent ainsi « Colonie de la Couronne », suite à la signature de l'acte de cession par lequel le *Tui Viti* et « plusieurs grand chefs » cèdent l'archipel et ses habitants à sa Majesté :

> *[…] in order to the establishment of British government within the said islands the said Tui Viti and other the several high chiefs thereof for themselves and their respective tribes have agreed to cede the possession of and the dominion and sovereignty over the whole of the said islands and over the inhabitants thereof and have requested Her said Majesty to accept such cession,- which cession the said Tui Viti and other high chiefs, relying upon the justice and generosity of Her said Majesty, have determined to tender unconditionally […]*[229]

Le *Deed of Cession* est paraphé du côté fidjien par Cakobau (*Vunivalu ni Bau* et *Tui Viti*), Ma'afu (*Roko Tui Lau*), le chef de la chefferie conquise de Rewa (*Roko Tui Dreketi Rabici*) et plusieurs autres leaders coutumiers (auxquels une délégation conduite par Cakobau est venue présenter le document). Cakobau offre son casse-tête préféré *Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau* à la Reine Victoria, en signe de soumission. Auparavant, il l'a envoyé à Sydney, afin qu'il soit décoré de motifs d'argent. En juin 1873, selon la presse[230], un orfèvre de Sydney a terminé pour H. F. M Thakombau (sic) l'ornementation de cette massue de guerre ainsi transformée en masse cérémonielle, symbole de la soumission du *Tui Viti* au monarque britannique et du passage de la loi du casse-tête à la loi de la Reine.

---

[227] Mots de *Lord* Carnarvon, *Colonial Secretary* du gouvernement Disraeli, à la Chambre des *Lords*, cités par J. R. M. BUTLER, 1967, p. 45. *Lord* Carnarvon est un impérialiste convaincu.

[228] Les détails des débats parlementaires et des rapports officiels sur la question de l'annexion des Fidji sont notamment relatés dans International *Rivalry in the Pacific Islands 1800-1875* (Jean Ingram BROOKES, 1941) dont un chapitre est consacré à « Fiji, from Kingdom to Crown Colony ».

[229] Extrait du *Deed of Cession*. Voir l'annexe 9.

[230] Par exemple le *West Coast Times and Westland Observer* néo-zélandais daté du 16 juin 1873, consultable sur le site Internet de la Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande : http://paperspast.natlib.govt.nz .

Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau est désormais parée de grandes feuilles de fougères, de deux colombes tenant dans leur bec un rameau d'olivier ; et à son extrémité, de la couronne fidjienne. Recevant cette massue, la Reine Victoria la fait placer dans les collections royales du château de Windsor[231] .

En Grande-Bretagne on considère généralement que l'Empire compte bien assez de colonies et celle-ci est un dominion de trop, c'est-à-dire un fardeau[232]. Néanmoins, acceptant la cession au nom de la couronne d'Angleterre, *Sir* Hercules Robinson s'engage à ce que « les droits et intérêts dudit *Tui Viti* et des autres grands chefs, parties de l'Acte de cession [soient] reconnus dans la mesure où ils [sont] conformes à la souveraineté britannique et au gouvernement colonial ». Cependant, dans la version anglaise du document, il est clairement indiqué que les chefs ont « décidé de transmettre sans condition » leur souveraineté sur leurs îles à la Reine Victoria et à ses successeurs[233].

Londres envoie, comme premier gouverneur, *Sir* Arthur Gordon[234], qui a servi à Trinidad et Tobago et à l'île Maurice. Le gouverneur Gordon gèle la vente des terres : en chrétien sincère, Gordon se sent investi de la mission de sauver les Fidjiens de l'extinction. Sir Arthur Gordon arrive aux Fidji en 1875, juste après qu'une épidémie de rougeole a causé la mort de plusieurs dizaines de milliers d'insulaires. La situation qu'il découvre est

---

[231] Voir l'annexe 8 : L'histoire d'*Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau*.

[232] Voir par exemple une lettre du populaire écrivain Anthony TROLLOPE écrite de Sydney pendant un voyage en « Australasie » et publiée en 1875 dans le *Liverpool Mercury* : « *There is, I think, at home, a general opinion that Great Britain possesses enough of the world – as much as she can well manage- and that the new territorial possessions must be regarded rather as increased than increased strength* ». *The Tireless Traveler: twenty letters to the Liverpool Mercury, 1875, 1978*, p. 181.

[233] Voir l'annexe 9 : *Deed of Cession*.

[234] Sur Sir Arthur Gordon, voir sa biographie par Colin NEWBURY (*Patronage and politics in the Victorian Empire: the personal governance of Sir Arthur Hamilton Gordon (Lord Stanmore)*, 2010). Il a commencé sa carrière comme secrétaire particulier de son père, qui a été Premier ministre de 1852 à 1855. En 1858, il est devenu le secrétaire particulier de William Gladstone, qu'il connaissait déjà bien. Leur correspondance publiée, *Gladstone-Gordon correspondence, 1851-1896: selections from the private correspondence of a British Prime Minister and a Colonial Governor* (1961) fournit des informations de grand intérêt sur les Fidji, et surtout sur la perception qu'en avait leur Gouverneur. Pour une biographie synthétique, voir l'annexe 10 : Arthur Hamilton Gordon.

affligeante. Il n'est pas question de compter sur les *Natives*, en déclin démographique, pour constituer la main-d'œuvre nécessaire à la mise en valeur économique de l'archipel. Et le recours aux Océaniens d'autres îles du Pacifique, amenés jusqu'à présent dans le cadre du *Blackbirding*, n'est plus une situation acceptable. C'est l'Empire des Indes qui fournira l'essentiel des travailleurs : le 14 mai 1879, le schooner *Leonidas* jette l'ancre devant Levuka avec 481 hommes, femmes et enfants qui avaient quitté Calcutta soixante-douze jours auparavant[235]. Soixante mille autres « *Girmitiyas*[236] » arriveront au cours des trente-cinq années suivantes.

Avec la cession de l'archipel, Londres « récupère » aussi l'armée royale, qui est rebaptisée *Armed Native Constabulary* en 1876, tout en conservant ses effectifs (2000 hommes[237]), son organisation militaire et son équipement[238]. Les Fidjiens appellent les cadres de cette unité « *Turaga ni valu* » (chefs de guerre) et ses hommes du rang « *sotia* » (soldats). Cette force armée indigène[239] plus prestigieuse que la police civile, est commandée par l'aide de camp du gouverneur (jusqu'en 1886), a des boutons dorés sur sa veste (alors que ceux de la police civile ne sont qu'argentés), participe aux cérémonies officielles (elle tire les salves d'honneur aux funérailles des grands chefs) et constitue la garde rapprochée du gouverneur[240]. Comme l'armée royale, l'*ANC* continue à être employée à des opérations de « pacification » contre les tribus (de l'Ouest et de l'intérieur de Viti Levu) qui résistent à la présence coloniale britannique. L'administration recrute des auxiliaires en fonction des besoins : le gouverneur Gordon demande des hommes aux *Roko*. Ce faisant, il évite que les affrontements opposent « Blancs » et « Noirs » : ce sont des Fidjiens qui affrontent des Fidjiens.

Composée d'hommes du littoral, l'*ANC*, alors commandée par le capitaine Knollys[241], est envoyée pour réduire l'action des tribus des hauteurs qui refusent l'ingérence étrangère. Il y a alors aux Fidji des militaires britanniques, en l'occurrence des

---

[235] Leur histoire est étudiée par Kenneth GILLION dans *Fiji's Indian Migrants: A History to the End of Indenture in 1920* (1962).

[236] Ce surnom vient de la deformation du mot hindi significant « accord » et désignant le contrat d'engagement. Un site Internet intéressant est consacré aux Girmitiyas : www.fijigirmit.org.

[237] Jim SANDAY, *The military in Fiji: historical development and future role* (1989, p. 5).

[238] Et lorsque Londres veut créer une police indigène en Nouvelle-Guinée, en 1890, ce sont des personnels de l'*ANC* qui sont choisis pour en constituer l'encadrement (J. RICHARDS, 2008, p. 193).

[239] Police armée indigène : le terme « *constabulary* » correspond plutôt à une formation aux missions comparables à celles de notre Gendarmerie.

[240] A. B. BREWSTER, 1922, p. 123.

[241] Knollys est aussi l'aide de camp du gouverneur Gordon. Il est d'abord lieutenant : il signe, en 1876, « *L. F. Knollys, Lt. 32d Light Infantry, Commanding in Colo* ». Les Fidjiens l'appellent *Turaga ni valu*. Son journal, intitulé « *In the Devil Country of Fiji* » est reproduit dans les « *Letters and notes written during the disturbances in the Highlands* (known as the *Devil country) of Viti Levu, Fiji, 1876* (Arthur H. GORDON, 1879). Knollys y désigne les hommes qu'il commande par les termes « *soldiers* » et « *auxiliaries* » et ceux qu'il combat par « *cannibals* ».

Royal Engineers qui effectuent des travaux d'infrastructures pour la colonie[242], mais ces hommes sont trop peu nombreux pour agir seuls ; ils ne connaissent pas le terrain et le Gouverneur n'imagine pas les associer à des indigènes.

En outre, le Gouverneur Gordon préfère ne pas les employer, afin de ne pas donner davantage d'importance et de visibilité aux mouvements de rébellion qu'il combat et, surtout, pour ne pas transformer les affrontements en une guerre entre Blancs et Noirs[243]. Il prend garde à éviter le mot « guerre » et veille à ce que ses collaborateurs fassent de même. La colonie dispose déjà d'une unité de police, armée de fusils, complétée par des auxiliaires ; les « *special constables* ». Les « *Government Soldiers* » sont considérés comme efficaces par ceux qu'on les envoie combattre, et des chefs rebelles entraînent leurs hommes comme ces *sotia*[244].

La *Fiji Little War* prend fin en août 1876[245]. L'archipel est alors unifié : le 28 octobre 1876, le gouverneur Gordon, après la fin des opérations commencées environ six mois plus tôt et l'exécution de ceux qui semblent être les meneurs des tribus rebelles, proclame le pardon de toutes les tribus des montagnes. L'*ANC* peut considérer qu'elle a accompli sa mission. En 1898, le colonel Claude Francis, qui commande l'*Armed Native Constabulary*, met en place un corps de volontaires, le *Fiji Volunteer Corps*, une unité destinée à assurer la sécurité intérieure de la Colonie[246], comme il en a tant dans l'Empire. L'*ANC* est utilisée pour des missions semblables, de façon intermittente et sur une petite échelle, jusqu'à son démantèlement, en 1905 : ses membres sont intégrés à la force de police de la Colonie.

---

[242] Le Gouverneur Gordon consulte le commandant du détachement, le lieutenant-colonel Pratt, sur la conduite des opérations et l'emploi éventuel de ses hommes. Celui-ci considère qu'ils ne doivent effectivement pas être engagés (ce ne sont pas des combattants), mais que des renforts devraient être demandés.

[243] « *Moreover, the introduction of a regular force would have given to the operation a different and objectionable character. It would have at once converted into a war between whites and natives what, properly considered, was only the repression by the peaceably disposed and orderly portion of the native community of illegal outrages committed by another section of the native population*. » Lettre du Gouverneur au Comte de Carnarvon, datée du 18 novembre 1876, (GORDON, 1879, volume II, p. 353). *Lord* Carnarvon est le Secrétaire aux Colonies du gouvernement Disraeli ; le fort alors construit à une cinquantaine de kilomètres de Nadi, sur un site choisi par le capitaine Knollys, pour abriter le premier détachement posté dans l'intérieur des terres, porte son nom.

[244] Robert NICOLE, 2006, p66.

[245] Deryck SCARR, 1984, p. 76.

[246] Greg KENNEDY (dir.), *Imperial Defence: the old world order 1856-1956*, 2008, p. 237.

CONCLUSION DU CHAPITRE. LES GUERRIERS, PUISSANT INSTRUMENT DE POUVOIR

Lorsque la Grande-Bretagne ajoute à l'Empire la Colonie des Fidji, elle hérite de la colonisation « sauvage » des décennies précédentes une situation complexe marquée par « des pressions politiques contradictoires dans une société plurielle créée par l'interaction des colons, des missionnaires, des immigrants tongiens et des chefferies côtières »[247].

Dès les premières opérations de l'armée royale et de l'*Armed Native Constabulary*, le « militaire fidjien » est au service de l'aristocratie coutumière, de l'administration coloniale, de l'économie capitaliste[248]. Il en sera ainsi pendant des décennies.

Une division géographique s'instaure aussi : les membres des forces de sécurité sont originaires du Sud-Est et des côtes, ceux contre lesquels on les envoie sont originaires de l'Ouest et de l'intérieur de Viti Levu.

Les structures fidjiennes du pouvoir, telles qu'elles ont été perçues au début de la colonisation, c'est-à-dire au moment de la prééminence de Bau, ont été appliquées à l'ensemble de l'archipel. Ce qui était mouvant et modifiable en fonction des victoires et des alliances a été figé. Les chefferies alors soumises à l'autorité de Cakobau n'ont plus eu l'opportunité de faire évoluer la situation en leur faveur. Leurs aspirations n'ont pas été éteintes pour autant. Placées sous l'éteignoir de la colonisation, elles demeureront réelles et ressurgiront dès que l'occasion se présentera.

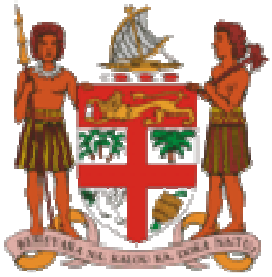
L'image du guerrier traditionnel, en 2010, c'est-à-dire presqu'un siècle et demi après la cession, et quarante ans après l'accession à l'indépendance, reste un élément majeur de l'identité nationale. Les armoiries de l'État représentent deux guerriers armés, l'un d'une lance et l'autre d'un casse-tête de type *totokia*[249].

---

[247] Colin NEWBURY, 2010, p. 86.

[248] Cette idée est notamment défendue par Jim SANDAY, 1989. Elle est reprise par le gouvernement Bainimarama, vingt ans après : « *The RFMF was created by British colonial authorities as the coercive arm of the State. Its primary role was the maintenance of internal stability required for the development of a capitalistic economy. In essence, the military was required to defend stat structures set up by the British colonial regime to defend monopoly capitalism*. » (Extrait d'un document de travail sur le rôle des *RFMF*, communiqué personnellement par le général de brigade Mohammed Aziz en juin 2010.)

[249] Voir l'annexe 4 : Les signes identitaires des Fidji.



Cette représentation emblématique du combattant fidjien est également très présente dans le tourisme[250] (désormais le premier secteur de l'économie). Ainsi, tous les « *wedding packages* » comprennent une escorte de « *warriors* », l'objet souvenir typique est la « fourchette de cannibale[251] » en bois et la quatrième de couverture de la brochure « *Romance Me* »[252] est entièrement occupée par la photo d'une jeune mariée occidentale ravie portée par deux fiers « guerriers »[253]. Le stéréotype d'une société fidjienne cruelle et violente continue aussi d'être propagé en parallèle avec le cliché de paradis des Mers du Sud (sable blanc et lagon bleu) : les séries télévisées étatsuniennes utilisent volontiers les deux images : la bouteille de *Fiji Water* et son décor de jungle idyllique apparaît dans de nombreux épisodes, jusque « A la Maison Blanche ». Mais ce feuilleton, « *The West Wing* », consacré à la vie au sein du bâtiment officiel de l'exécutif étatsunien, fait aussi apparaître un grand reporter qui déclare avoir échappé de peu à la mort parce qu'il a été « le seul homme blanc à assister aux rites sacrificiels de la tribu Bau aux Fidji[254] ».

---

[250] Elle s'inscrit dans le cadre d'un vaste « musée vivant ». Voir Lorenzo BRUTTI (« Le musée vivant: l'offre de la "tradition" dans l'industrie hôtelière à Fidji », communication au Colloque « *Livre Blanc sur les SHS dans le Pacifique* », Paris, 10-12 mars 2010). Plus généralement, sur le « passage du rite au spectacle », Voir Alain BABADZAN, *Le spectacle de la culture : globalisation et traditionalismes en Océanie* (2009).

[251] Voir l'annexe 5 : L'anthropophagie aux Fidji.

[252] Voir le site Internet officiel du tourisme fidjien : www.fijime.com.

[253] Voir l'annexe 11 : Le tourisme aux Fidji.

[254] « *I am the only white man to ever witness the sacrificial rites of the Bau tribe of Fiji. I was almost a victim myself* », dit le journaliste Will dans le sixième épisode de la troisième saison (première diffusion aux États-Unis en octobre 2002).

CHAPITRE 2. LES SOLDATS DE LA COLONIE

Eda na sega ni kilai na i Taukei kevaka ena sega mada ni dave e liu na noda dra[255].

Londres ne veut pas que le train de vie de sa colonie des Fidji, comme d'autres, soit un poids pécuniaire excessif pour le trésor royal ; il faut qu'elle s'autofinance et qu'elle participe, dans la mesure du possible, à l'enrichissement de l'Empire. Le potentiel économique n'a pas semblé important, mais le développement est la priorité de l'administration coloniale[256]. C'est avec cet objectif qu'est dessiné le gouvernement local.

La Colonie est dirigée par un Gouverneur, assisté par un conseil exécutif et un conseil législatif. Ce conseil législatif est composé du « *Chief of Justice* » (le plus haut magistrat du système judiciaire), de cinq chefs de département et de six membres « non-officiels » nommés à vie par Londres, c'est-à-dire des représentants des habitants de la colonie qui ne sont pas des fonctionnaires[257].

A partir de 1875, le Gouverneur des Fidji est également Haut-Commissaire pour le Pacifique occidental, c'est-à-dire essentiellement les îles Salomon méridionales, les Nouvelles-Hébrides, les Tonga et les Samoa. Le Haut-Commissaire préside une cour de commissaires : des commissaires adjoints, qu'il désigne, et des commissaires judiciaires, qui sont les juges des Fidji[258].

---

[255] « Les Fidjiens ne seront reconnus qu'après avoir versé leur sang » : c'est la formule que *Ratu* Sukuna a employée pour expliquer aux chefs l'importance de l'engagement en masse pendant la Seconde Guerre mondiale.

[256] Michael HAVINDEN et David MEREDITH, *Colonialism and Development. Britain and her Tropical Colonies*, 1996, p. 60.

[257] Ce que l'on appelle aujourd'hui des représentants de la société civile.

[258] Alpheus TODD, *Parliamentary Government in the British Colonies*, 1894, p. 102.

Le pouvoir législatif reste entre les mains de Londres, les textes applicables dans la colonie étant votés à Westminster.

En 1876 est formalisé un Conseil des Chefs inspiré des structures informelles existantes et une administration des affaires indigènes est mise en place, afin d'associer les Fidjiens à la gestion de leurs propres affaires et de limiter les coûts d'administration de la Colonie. Les administrateurs locaux sont rémunérés à un faible niveau, et l'essentiel de leurs revenus provient des « taxes » perçues auprès de leurs sujets, qui doivent fournir main-d'œuvre et produits en grandes quantités.

Le premier gouverneur est celui de la Nouvelle Galles du Sud, *Sir* Hercules Robinson, dont la compétence est étendue aux Fidji. Il est chargé de mettre en place les premières structures de gouvernement et propose de laisser les indigènes s'administrer eux-mêmes comme avant la cession[259].

Le premier gouverneur résident, *Sir* Arthur Gordon se considère investi d'une mission divine pour faire des Fidji une exception heureuse dans le paysage sinistre de la colonisation britannique[260] et a un idéal d'organisation, inspiré du système des clans écossais[261] et du dispositif colonial hollandais en Indonésie. Il veut préserver le mode de vie et la culture des insulaires par une administration séparée[262]. Il reprend les bases posées par *Sir* Hercules Robinson, les précise et les développe. En élaborant l'organisation spécifique des Fidji, il imagine une politique d'administration plus tard constituée en une doctrine, l'*Indirect Rule*, qui deviendra le modèle colonial britannique[263].

Douze provinces sont créées, chacune ayant à sa tête un *Roko*. Les provinces sont divisées en districts, administrés par des *Buli*[264]. Sous les *Buli* se trouvent les chefs de

---

[259] Brij V. LAL, 1992, p. 12.

[260] Timothy MACNAUGHT, 1982, p. 2 : « *Gordon felt he had a divine mission to make the islands an exception to the dismal history of colonialism* ».

[261] Les Fidjiens, écrit Gordon en en octobre 1876, « *are in much the same state of civilisation that our Scotch rural ancestors were four hundred years ago. –Like those Scotch, they are eminently improvable* ». (*Gladstone-Gordon correspondence*, 1961, p. 69.). Il considère donc comme particulièrement approprié le modèle de l'Ecosse moderne.

[262] Stephanie LAWSON, *The Failure of Democratic Politics in Fiji*, 1991, p. 60.

[263] Initié en Inde, développé en parallèle aux Fidji et en Malaisie, le système d'administration cololoniale dit « *indirect rule* » a été conceptualisé plus tard par *Sir* Frederick Lugard après son expérience de gouverneur du Nigéria : comme d'autres administrateurs britanniques, il avait développé la colonie dans l'intérêt de l'Empire tout en veillant au bien-être des populations autochtones. Pour une vision générale, voir *The Oxford History of the British Empire: the twentieth century*, Judith M. BROWN et W. M. Roger LOUIS (dir.) 1999.

[264] *Roko* et *Buli* sont des termes employés dans le Sud-Est des Fidji et correspondant à l'organisation de cette partie de l'archipel. Ils se trouvent ainsi appliqués à l'ensemble de la Colonie. Voir Geoffrey M. WHITE et Lamont LINDSTROM (dir.) *Chiefs Today: traditional leadership and the post-colonial state*, 1997, p. 115. L'organisation des conseils de districts sert de modèle pour d'autres colonies : Londres l'applique en Rhodésie, sous le nom de *Local Native Councils*

village. Ces subdivisions correspondent ou sont supposées correspondre aux structures traditionnelles, et les dirigeants sont les leaders coutumiers de leur zone de compétence. Il y a aussi des magistrats, des *constables*[265] et beaucoup d'autres quasi-fonctionnaires. Cette administration indigène dépend d'un membre du gouvernement en charge des affaires fidjiennes[266].

La colonie prend le contrôle des troupes de Cakobau. Quelles qu'aient été les motivations du *Tui Viti* lorsque, avec les autres grands chefs, il a cédé à Londres sa souveraineté, les populations fidjiennes se sont trouvées placées sous l'autorité d'un pouvoir supérieur, échelon supplémentaire au-dessus des chefs coutumiers. Le souverain britannique est devenu le chef suprême des Fidjiens. La question ne se pose même pas : s'il est en danger, s'il décide la guerre, les Fidjiens se battront pour lui.

SECTION 1 : LES FIDJI DANS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le rôle des Fidji dans la Première Guerre mondiale[267] est important malgré l'éloignement : les théâtres d'opérations sont en Europe et ne concernent l'archipel que dans la mesure où il est une colonie de la Grande-Bretagne, elle-même très engagée dans le conflit.

Les choses changent lorsque, en octobre 1914, Suva est choisie comme centre d'opérations dans le Pacifique par l'Amirauté britannique, au détriment de Nouméa, initialement préférée en raison de son meilleur port et de sa proximité avec Sydney[268]. L'Allemagne a des colonies en Océanie : la Nouvelle-Guinée et les Samoa et des mesures

---

[265] *Constable* : membre de la *Constabulary*. Les organisations n'étant pas similaires, le terme peut se traduire, par analogie avec les forces de sécurité en France mais approximativement, par agent de police ou gendarme.

[266] Pour des détails sur la *Fijian Administration*, voir notamment le site Internet du *Native Lands Trust Board*, www.nltb.com.fj/ et R. NAYACAKALOU, 1975.

[267] Cette section s'appuie notamment sur *Qaravi na'i tavi = They did their duty : soldiers from Fiji in the Great War* (Christine LIAVA'A, 2009) ouvrage de référence sur le sujet, et sur les informations recueillies auprès du *Fiji's Aftercare Service Fund*.

[268] Sylvette BOUBIN-BOYER, *De la Première Guerre Mondiale en Océanie : les guerres de tous les Calédoniens* (2003). En particulier les pages 176 et suivantes : Londres a changé la localisation du centre des opérations pour ne pas mécontenter ses possessions du Pacifique qui envoient tant d'hommes en Europe.

sont prises à l'égard de ses ressortissants. Le commerce avec eux est interdit et des attaques contre les territoires sont prévues.

Sur place, une force de défense est créée pour la protection des populations. Pour le ministère britannique de la Guerre, il n'est pas question d'envoyer au front des indigènes dont on n'est pas sûr du comportement. Aux Fidji, seuls des Européens occupent des postes d'encadrement au sein de la force de défense. Beaucoup d'entre eux quittant l'archipel pour le front, les autorités coloniales doivent se retourner vers les autres communautés : d'abord les métis d'Européens (« *Part Europeans* ») puis, avec réticence[269], des indigènes.

1. La participation à l'effort de guerre

Les événements qui se déroulent en Europe sont suivis au quotidien à Suva : depuis 1902, les liaisons télégraphiques entre la côte occidentale des États-Unis, d'une part, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, passent par les Fidji[270]. Immédiatement après la déclaration de guerre, le 4 août 1914, la colonie se prépare à prendre part au conflit.

A Suva, l'administration considère d'abord que la colonie participera de la manière la plus appropriée en contribuant financièrement aux différents fonds créés pour soutenir l'effort de guerre. En octobre 1914, le Gouverneur, *Sir* Ernest Bickham Sweet-Escott[271], lance un appel pour une levée de fonds qui réunit la somme de 6 000 livres sterling, envoyée à Londres pour alimenter le *Prince of Wales National Relief Fund,* destiné à venir en aide aux familles des soldats. En novembre, 10 000 livres sont données par les Fidji au même fonds. D'autres contributions sont apportées, pendant toute la durée de la guerre, à différents organismes. La province de Rewa achète un petit aéronef pour le *Royal Flying Corps*, celles des Lau et de Lomaiviti financent l'acquisition de trois

[269] *Defending Fiji, Defence White Paper 1997* évoque très pudiquement cet épisode en ne signalant, comme motif acceptable du refus de Londres que le fait qu'un trop petit contingent serait un poids plutôt qu'un avantage dans le dispositif européen.

[270] Le réseau qui relie Londres à son empire est alors complet, transformant les relations politiques et économiques. Voir par exemple *The Oxford History of the British Empire: the twentieth century*, Judith M. BROWN et W. M. Roger LOUIS (dir.) 1999, p. 5. Des accords ont été conclus avec des quotidiens australiens afin que le *Fiji Times* (publié à Levuka puis à Suva depuis 1869) puisse utiliser les informations télégraphiques destinées aux premiers qui transitent par les Fidji (*Fiji Times* du 4 septembre 1969).

[271] *Sir* Ernest Bickham Sweet-Escott a été gouverneur des Fidji de 1912 à 1928. L'histoire locale a retenu son nom, entre autres, parce qu'il a offert l'« Escott Shield » le plus ancien trophée du rugby fidjien.

ambulances pour la *British Red Cross Society*, la province de Cakaudrove contribue au budget d'un l'hôpital militaire, etc.[272].

Suva se prépare aussi pour une invasion ennemie, la colonie étant un important relais de télécommunications et occupant une situation stratégique sur les routes maritimes du Pacifique. Des bâtiments de la *Royal Australian Navy* surveillent donc attentivement les approches de l'archipel.

Les habitants de la colonie veulent prendre une part encore plus active. Beaucoup de jeunes Européens rejoignent spontanément l'Australie et la Nouvelle-Zélande, où ils s'engagent dans les forces expéditionnaires qui y sont constituées. D'autres partent pour la Grande-Bretagne et intègrent l'armée de sa Majesté. D'autres encore s'enrôlent ailleurs : en Afrique du Sud, au Canada ou, plus tard, aux États-Unis.

2. Les « *Fiji Contingents* »[273]

Il existe dans la Colonie différentes structures réunissant des hommes entraînés aux activités militaires et au maniement des armes : clubs de tirs, en particulier, et unités de volontaires, telles que la *Suva Defence Cadet Force*[274].

Au sein du Conseil législatif, des voix s'élèvent en faveur de la constitution et de l'équipement d'unités de combattants qui partiraient pour le front. Une résolution est adoptée, sollicitant l'approbation de Londres. Le *Secretary of State for the Colonies*, Lewis Harcourt accepte la proposition. Un télégramme, daté du 28 décembre 1914, confirme que soixante hommes peuvent être envoyés en Grande-Bretagne, à condition qu'ils soient des Britanniques d'origine purement européenne et qu'ils soient aptes au service sous tous les climats :

> *Army Council will accept sixty recruits from Fiji provided they are British subjects of pure European descent and medically fit for service in any climate and are passed for military service by competent authority; height*

---

[272] Les détails des contributions des Fidji à ces fonds figurent par exemple dans *The Colony of Fiji, 1874-1929*, d'Arthur A. WRIGHT, 1929.

[273] De nombreux documents d'archives, dont des photographies des *Fiji Contingents*, sont conservés au *Fiji Museum*.

[274] « *The Suva Defence Cadet Force was formed in 1911 for youths aged 13 to 20* » (*Transactions and Proceedings of the Fiji Society*, vol. 8 to 11, 1960, p. 72).

> *should be at least five feet three inches with suitable chest measurement according to height and age between nineteen and thirty eight.*[275]

Effectivement, les cinquante-huit hommes du *First Fiji Contingent*, aux ordres du capitaine Charles A. Swinbourne[276], quittent Suva le 1er janvier 1915[277] à bord du *RMS Makura*. Le navire s'éloigne du quai au cri de *Na cava na ka / Tou na qara / Na Dra*[278].

La plupart de ces volontaires intègrent, entre le 29 janvier et le 1er février 1915, à Birmingham, les rangs du *King's Royal Rifle Corps* (*KRRC*), l'un des plus prestigieux régiments britanniques[279].

Les Fidji envoient un *Second Fiji Contingent* rejoindre le *King's Royal Rifle Corps* pour compenser les lourdes pertes subies en quelques mois de combats. Encore aux ordres du capitaine Swinbourne, ce deuxième détachement, comptant soixante hommes, s'illustre, comme son prédécesseur, sur les champs de bataille du Nord de la France. A partir de cette époque, le *King's Royal Rifle Corps* porte, en lettres d'or, le nom des « *Fiji* » sur son drapeau.

En avril 1916, un premier groupe de renforts (dix-neuf hommes, aux ordres du sergent William H. Statham) quitte Suva pour rejoindre le *KRRC*. Un deuxième (dix-neuf hommes, aux ordres du capitaine Swinbourne) le suit en juillet 1917. Le troisième (vingt-sept hommes) arrivé en Angleterre en août 1918, est en route pour le front lorsque l'armistice est signé.

En août 1918, un *Third Fiji Contingent*, à bord du *RMS Niagara*, quitte Suva pour Auckland (Nouvelle-Zélande). Après une période d'entraînement, ces soixante et un hommes, commandés par le sous-lieutenant irlandais Arthur E. Howard, sont sur le point d'embarquer pour l'Egypte lorsque la fin de la guerre est annoncée. Ils servent néanmoins presque tous à bord du *SS Talune*, dont l'équipage a été décimé par la grippe espagnole[280],

---

[275] Christine LIAVA'A, 2009, p.3.

[276] Charles Augustus Swinbourne est un Australien arrivé aux Fidji en 1909. Successivement officier de la *Fiji Constabulary* et du *Fiji Cadet Corps*, il était aussi membre de deux clubs de tir au fusil. Il a rejoint le *Royal North Lancashire Regiment* en janvier 1914. En septembre de la même année, il est de retour aux Fidji et capitaine au sein de la *Fiji Defence Force*.

[277] Le *Royal Mail Ship Makura*, de l'*Union Royal Mail Line*, desservant habituellement la ligne Sydney-Vancouver, aurait du appareiller plus tôt, mais les conditions météorologiques l'en ont empêché.

[278] « Qu'est ce que nous cherchons ? Du sang ! » Cri de guerre du *First Fiji Contingent* (Christine LIAVA'A, 2009, p. 3).

[279] Les *Republic of Fiji Military Forces* du XXIe siècle sont toujours liées à ce régiment britannique, devenu, par fusion avec d'autres grandes unités britanniques d'infanterie, les *Royal Green Jackets*, en 1966, puis les *Rifles*, en 2007.

[280] Voir l'annexe 12 : Le *SS Talune* et la grippe espagnole.

et ils participent à l'acheminement de l'aide alimentaire et médicale aux Tonga et aux Samoa avant de rentrer aux Fidji en février 1919.

3. La *Fiji Defence Force*

Depuis le démantèlement de l'*Armed Native Constabulary*, en 1905, la colonie n'a plus de force armée, seulement une police. Les hommes formés au maniement des armes sont les membres de la douzaine d'associations de tir au fusil et une *Suva Defence Cadet Force* formée en 1911, composée de jeunes gens de 13 à 20 ans qui sont encouragés à rejoindre les *Rifle Clubs* à leur majorité[281].

La *Fiji Defence Force* est difficile à constituer à un niveau véritablement opérationnel, parce que le gouvernement la restreint d'abord aux hommes d'origine européenne alors que ceux-ci ne sont pas intéressés par la défense du territoire : ils préfèrent partir pour le front, en Europe.

Prévue pour avoir les effectifs d'un bataillon, la *Fiji Defence Force* est constituée, en 1914, des personnels de la police et des *Suva Defence Cadets*, des agents de sécurité du câble télégraphique (*Pacific Cable Guard*) ainsi que par des tireurs amateurs (*Fiji Rifle Association, Rewa Mounted Rifles, Legion of Frontiersmen*). En 1917, elle ne comporte encore que quatre sections : deux « *European* », une « *part-European* », une « *Fijian* » pour un total de moins de deux cents hommes.

Malgré leur volonté réitérée de partir pour le front, les indigènes continuent d'être refusés par *Lord* Kitchener[282]. Quelques-uns réussissent pourtant à participer aux combats : *Ratu* Tiali (Charley) W. T. Vuiyasawa (il est le fils de *Ratu* Joni Madraiwiwi, le *Roko Tui Tailevu*) et *Ratu* George Brown Toganivalu, étudiants au *Wesley College* de Melbourne, en

---

[281] R. J. ACKLAND (capitaine du *First Infantry Regiment, RFMF*), "Notes on the Historical Development of the Fiji Military Forces", in *The Fiji Society Transactions and Proceedings for the Years 1962 and 1963*, Vol. 9: 67-77, cité par Christine LIAVA'A (2009, p.118).

[282] Cette attitude est comparable à celle d'autres puissances : au début de la Guerre, les indigènes de l'Océanie française, eux aussi, ne sont pas envisagés par Paris comme pouvant être des soldats, car ils sont sujets et non citoyens. Mais la France change d'opinion et, fin 1915, il est fait appel aux indigènes de toutes les colonies. Dans le Pacifique, et en Nouvelle-Calédonie en particulier (pour choisir un exemple en Mélanésie), il s'agit d'une innovation, puisque les Canaques n'ont jamais été recrutés dans l'armée et n'ont pas été soumis au service militaire (alors qu'ils ont été engagés en grand nombre dans la milice et dans la police, pour rechercher des transportés évadés, participer à la répression des révoltes (voir Sylvette BOUBIN-BOYER, 2003, notamment p 324). *Defending Fiji, Defence White Paper 1997* indique pudiquement que les raisons invoquées alors « semblent difficilement convaincantes aujourd'hui ».

Australie rejoignent les renforts maoris en Nouvelle-Zélande (en se faisant passer pour des Maoris). *Ratu* Tiali combat en France pendant deux ans avec la division maorie, puis en Palestine jusqu'à l'armistice au sein de la *Royal Field Artillery*[283].

Le frère de *Ratu* Tiali, étudiant à Oxford, se porte volontaire. Il est aussi écarté pour motifs ethniques. C'est *Ratu* Josefa Lalabalavu Vanayaliyali Sukuna.

4. *Ratu* Sukuna, le légionnaire

Ratu Sukuna est le seul Fidjien indigène suivant des études supérieures en Grande-Bretagne lors de la déclaration de guerre (et le premier à avoir jamais accédé à ce niveau d'éducation). Refusé par l'armée britannique, et informé de l'attitude plus pragmatique des Français en la matière, *Ratu* Sukuna quitte Oxford et traverse la Manche en décembre 1914 : le 16 il est à Paris pour s'engager dans la Légion étrangère. Les volontaires sont si nombreux que ce n'est que le 8 janvier 1915 qu'il peut effectivement être recruté[284].

En février 1915, *Ratu* Sukuna est près du front avec le 1er Régiment Marocain, qui est composé de légionnaires, de zouaves et de tirailleurs algériens. Il reçoit très vite le baptême du feu dès les premiers jours et les conditions sont très difficiles, mais il est heureux d'être légionnaire et écrit à sa marraine de guerre, *Miss* Agnes Gardner King, qu'il n'aurait pas voulu manquer cela[285]. Il est sensible au caractère romantique de la Légion et fasciné par la personnalité des légionnaires, dont certains sont très hauts en couleurs. Il se lie d'amitié avec plusieurs de ses compagnons d'armes, en particulier un jeune Américain, récemment diplômé de Harvard, Henry Farnsworth. Ce jeune homme a déjà publié un « journal d'un aspirant correspondant de guerre[286] » et évoque souvent ce « prince fidjien » dans ses lettres à sa famille[287].

---

[283] Kim GRAVELLE, 2000, p. 179.

[284] Deryck SCARR, *Ratu Sukuna: soldier, statesman, man of two worlds*, 1980, p. 32. Cette biographie écrite par Deryck SCARR est la première source d'information sur *Ratu* Sukuna.

[285] Lettre de J. L. V. SUKUNA à Agnes Gardner King du 24 février 1915, reproduite dans *The Three-Legged Stool* (p. 18). Agnes GARDNER KING a publié, après la guerre, un ouvrage illustré, *Islands Far Away: Fijian pictures with pen and brush* (1921), dans lequel elle évoque *Ratu* Sukuna.

[286] Henry Weston FARNSWORTH, *The log of a would-be war correspondant* (1912) dans lequel il décrit ses expériences dans les Balkans. A l'été 1914, il retourne en Europe avec l'idée d'écrire sur la guerre, mais, à Paris, il décide finalement de participer à la guerre sous un uniforme français, celui de la Légion étrangère, parce que « *nothing can over-express the quiet fortitude of the French people* »

[287] Les *Letters of Henry Weston Farnsworth* ont été publiées par ses parents en 1916.

En mai, *Ratu* Sukuna participe avec ses compagnons d'armes à l'offensive d'Arras : le 9 mai, il reçoit sa première citation pour la Croix de Guerre. L'ordre n° 102 de la dixième Armée indique qu'il « charge une position allemande très retranchée, avec un élan extraordinaire, baïonnette au canon, sans être conduit par un officier, parcourant une grande distance d'un seul trait malgré la résistance acharnée de l'ennemi et sous le feu d'une mitrailleuse ».

Pendant l'été 1915, *Ratu* Sukuna suit les restes de son unité vers l'autre extrémité de la ligne de front de Champagne. Jamais à l'époque, ni dans ses évocations ultérieures des événements, *Ratu* Sukuna ne remet en question les décisions des états-majors ; il obéit aux ordres sans éprouver de doute, et profite de ses permissions pour découvrir avec exaltation les paysages et l'architecture du nord de la France. Plus que les pertes humaines inévitables dans les affrontements armés, ce qui marque *Ratu* Sukuna est l'impact de la guerre moderne sur l'environnement, en comparaison duquel les cyclones qui frappent les Fidji ne sont rien.

En septembre 1915, *Ratu* Sukuna participe à la bataille de Champagne, au cours de laquelle il reçoit une autre citation. Celle-ci évoque son « admirable esprit de sacrifice ». Le sang de ses ancêtres, coulant dans ses veines, en fait un homme prêt à courtiser la mort sur le champ de bataille. Ses citations pour la Croix de Guerre et la Médaille militaire le montrent. Devant Souain, le 28 septembre, après deux jours de bombardements, il est atteint par une balle à la tempe[288]. Il estime lui-même ne pas être gravement blessé, mais il est hospitalisé à Lyon pendant trois mois, peut-être sur pression de Londres.

En janvier 1916, les autorités britanniques le convainquent de quitter la Légion et d'embarquer sur un navire à destination des Fidji. Le 30 mars, la tête encore couverte de bandages, il débarque à Suva où il est accueilli en héros. A Bau, la réception traditionnelle est grandiose : on lui présente évidemment le *tabua* et il boit cérémonieusement le *yaqona*. *Ratu* Sukuna apprécie l'aspect exclusif de la société britannique, qui permet aux Fidjiens de rester ce qu'ils ont toujours été. Mais à son retour de la Grande Guerre, il regarde du côté de la Nouvelle-Calédonie, dont des Mélanésiens intègrent le Bataillon du Pacifique, et déclare sans ambages qu'il aurait bien voulu subir la colonisation française qui assimile ses sujets de couleur, au moins pour leur permettre de mourir pour elle[289]. De retour aux Fidji, *Ratu* Sukuna est chargé de fonctions administratives. Malgré les positions subalternes dans lesquelles son statut d'indigène le cantonne, il se dit heureux de contribuer directement au bien-être de son peuple. Il est fonctionnaire de l'administration indigène, expert officiel de

[288] Beaucoup de ses compagnons sont tués, dont Henry Farnsworth.

[289] *The Three-legged Stool*, p. 39.

la langue fidjienne, sous-inspecteur indigène honoraire[290] de la *Fijian Constabulary* et sous-lieutenant dans la *Fiji Defence Force.*

Avec d'autres grands chefs, *Ratu* Sukuna insiste auprès des autorités coloniales pour que des Fidjiens puissent être envoyés au front. A Londres, le ministère de la guerre reste intransigeant, ne voyant pas de quelle utilité ils pourraient être en dehors des garnisons du Pacifique. Les seuls autorisés à partir pour l'Europe sont des hommes de souche européenne et les métis dits « *Part Europeans* ». Les petites unités locales restent strictement encadrées par des Occidentaux. En juin et juillet 1916, *Ratu* Sukuna, promu lieutenant, est chargé de l'entraînement d'une section de Fidjiens. Il est ensuite, pendant quelques semaines, le sous-secrétaire aux affaires indigènes par intérim.

Il devient un personnage de premier plan. Impeccablement vêtu d'une veste de costume à l'européenne et d'un *sulu*[291], ou en uniforme, marqué de cicatrices de guerre, il est le seul Fidjien à évoluer avec aisance parmi les colons[292].

5. Le *Labour Corps*

Avec force, les Fidjiens veulent s'engager : puisqu'ils ont le souverain britannique pour chef suprême, (depuis la cession de leurs îles à la Grande-Bretagne), il leur apparaît évident de pouvoir joindre leurs forces à celles des autres sujets de l'empire, même si les autorités coloniales locales le leur refusent. Le retour de *Ratu* Sukuna à Suva est déterminant : sa force de persuasion, jointe à la détermination des volontaires, finit par convaincre les autorités coloniales d'envoyer des troupes fidjiennes vers l'Europe.

Il ne s'agira pas de soldats pour le front, mais de manœuvres affectés à des tâches annexes. A de nombreuses reprises, il rappelle par écrit aux autorités sa volonté de retourner en Europe pour participer à la guerre, quelles que soient les conditions. En mars 1917, il adresse au secrétaire aux affaires indigènes un bref courrier accompagnant une

---

[290] *Honorary Native Sub-Inspector*.

[291] *Ratu* Sukuna semble être le premier à porter cette combinaison de vêtements qui deviendra la tenue « habillée » des Fidjiens, mais aussi des Tongiens ou des Papouasiens : une chemise claire, une cravate, une veste de costume d'une couleur sobre, souvent foncée, et une jupe à mi-mollet assortie.

[292] *Ibid*.

coupure du *Bulletin du commerce de la Nouvelle-Calédonie* qui relate la satisfaction que donnent les soldats de la colonie au ministère français de la Guerre[293].

En mai 1917, un détachement de main-d'œuvre fort d'une centaine d'hommes, le *Labour Corps,* s'embarque pour le vieux continent. Le sergent *Ratu* Sukuna est parmi eux. C'est une entreprise locale, *Henry Marks & Co*. qui a offert, en mars, de financer leur recrutement, leur équipement et leur transport jusqu'en France[294]. Bien que principalement cantonnés dans des emplois de manutention dans les ports de Calais et Marseille, puis en Italie[295], ces hommes mettent tout leur cœur dans leurs missions. Des témoignages concordants rapportent que là où les Fidjiens sont à l'œuvre, le nombre d'hommes nécessaire est réduit d'un tiers[296]. Puisqu'ils ne sont pas soldats, ces hommes n'ont pas d'uniforme. Certains d'entre eux portent la tenue du soldat britannique une seule fois, en octobre 1919, lorsque le roi George V salue des représentants du *Labour Corps* avant leur retour aux Fidji. Parmi eux se trouvent seize chefs de haut rang. Il est probable que cette unité est organisée, même si les cadres britanniques ne le voient pas forcément, selon les liens de subordination coutumiers. Les ordres de l'encadrement européen, relayés par les chefs, sont exécutés avec enthousiasme.

A Londres, le *Times* salue l'effort de guerre de la lointaine colonie. Les Fidjiens en ressentent évidemment une grande fierté.

6. La capture du Comte Von Luckner

Le comte Felix Von Luckner, commande le *Seeadler* (« l'Aigle des mers »), un vaisseau corsaire camouflé en voilier de commerce battant pavillon norvégien. Après avoir capturé quatorze navires marchands dans l'Atlantique et trois dans le Pacifique, il s'échoue le 2 août 1917 sur l'atoll de Mopelia, dans les îles de la Société[297]. Avec quelques-uns de ses hommes, à bord d'une annexe du *Seeadler* de vingt-six pieds, il rejoint les Fidji,

---

[293] *Ratu Sukuna to the Secretary for Natives Affairs*, 7 mars 1917 (reproduite dans *The Three-legged Stool*, p. 49-50).

[294] On les appelle donc les *Marks' boys*. Kim GRAVELLE, 2000, p. 180.

[295] Deryck SCARR, 1984, p. 120.

[296] Kim GRAVELLE, 2000, p. 181.

[297] René MONIOT BEAUMONT, *Histoire de la littérature maritime*, 2008, p. 338.

parcourant 2800 milles nautiques en vingt-huit jours[298]. C'est à Wakaya, dans les Lomaiviti, qu'il accoste le 21 septembre. Là, il espère capturer un navire et reprendre ses activités de corsaire. En effet, plusieurs bâtiments sont au mouillage et un joli schooner approche, visiblement bien équipé et entretenu, qui vient mouiller à proximité. Son commandant accepte d'embarquer des passagers lorsqu'il repartira vers l'Australie, ce qui facilitera encore sa capture. Mais une petite embarcation rejoint Wakaya et se dirige droit sur le bateau de Von Luckner. En débarquent quelques policiers non armés dont les Allemands auraient facilement pu prendre le dessus, leur embarcation étant armée d'une mitrailleuse. Mais Von Luckner et ses hommes ne sont pas en uniformes et le Comte n'envisage pas de combattre, ni même de résister dans ces conditions. Ils n'opposent aucune résistance et se laissent arrêter par ces *constables* venus mener l'enquête, après avoir entendu dire que des Allemands faisaient escale à Wakaya. Les « prisonniers de guerre »sont emmenés à Levuka, puis à Suva, où leur arrivée fait sensation (la guerre est arrivée aux Fidji !), puis ils sont envoyés en Nouvelle-Zélande[299].

7. Une voix divergente : Apolosi Nawai

Pendant la Première Guerre mondiale, et loin de l'engouement manifesté, entre autres, par *Ratu* Sukuna pour la défense des intérêts de la Couronne, un Fidjien prône une toute autre attitude : Apolosi R. Nawai. Né à Nadi vers 1876, ce roturier éduqué par les méthodistes s'élève contre l'exploitation que les planteurs et négociants occidentaux exercerait à l'encontre de biens de ses compatriotes. Apolosi parle bien l'anglais et a des qualités de meneur d'hommes. En 1912, il fonde la *Viti Company*, une société qui organise l'agriculture commerciale à grande échelle. Cette « Compagnie des Fidji » encourage les autochtones à parvenir à l'autonomie économique en s'organisant de manière collective pour éviter les intermédiaires et exiger que les acheteurs paient des prix plus élevés aux producteurs.

En 1913, le mouvement prend assez d'ampleur pour inquiéter les planteurs et donc les autorités[300]. Le succès de la *Viti Company* menace les intérêts des colons et lui

[298] Cette performance est parfois comparée à l'exploit de Bligh, 130 ans plus tôt. Dans tous les cas, Felix Von Luckner est un personnage extraordinaire, qui aurait capturé dix-sept navires sans faire une seule victime et traité ses prisonniers avec beaucoup d'égards. Beaucoup d'écrits lui sont consacrés. Voir, par exemple, *The Sea Devil - The Story of Count Felix Von Luckner, the German War Raider*, de Lowell THOMAS, 1928.

[299] L'histoire du Comte Von Luckner ne s'arrête pas là : en Nouvelle-Zélande, il réussit à capturer un bateau et prendre la fuite avant d'être à nouveau arrêté.

[300] Voir Peter J. HEMPENSTALL et Noel RUTHERFORD, *Protest and Dissent in the Colonial Pacific* (1984). Cet ouvrage replace le mouvement d'Apolosi Nawai dans son contexte régional et compare la *Viti*

attirent les foudres des autorités coloniales. Malgré une première arrestation en mai 1915 et une condamnation à dix-huit mois de travaux forcés sur l'île de Rotuma pour emploi non justifié des fonds de la compagnie, celle-ci continue ses opérations en son absence et, une fois sa peine effectuée, il retrouve sa place de dirigeant avec l'auréole de martyr de la cause. La *Company* rassemble des milliers de partisans.

Début 1917, on lui reconnaît 3000 actionnaires qui refusent de vendre leur production, en particulier les bananes appréciées par le marché australien, en dessous des prix fixés par la compagnie et publiés dans la presse locale[301]. Preuve de la reconnaissance de ses qualités et de son efficacité, Apolosi Nawai reçoit de la *Viti Company* la rémunération extrêmement élevée de 100 livres sterling par mois. La presse australienne présente en détails son mouvement[302] et cite un communiqué qu'Apolosi Nawai a publié aux Fidji, dans lequel il présente les objectifs de la compagnie et assure les planteurs et les négociants de ses bonnes intentions :

> *To all the inhabitants of the Colony of Fiji. Sirs,-This is my letter of confession, which I wish you all to be acquainted with before I commence my business (1) I shall love all my brethren. (2) I shall honour all the chiefs. (3) I will honour the King through all his subjects. (4) I will fear the Lord our God. The foregoing is the foundation of my work at the present time. (Signed) Apolosi, R, Nawai, Suva, Oct. 10, 1916.*

Du fait de son charisme, Apolosi est considéré comme dangereux. Il lui est reproché de vouloir « *Fiji for the Fijians* » et de propager des idées politico-religieuses subversives[303]. *Ratu* Sukuna déploie beaucoup d'efforts pour contrer son action et recommande sa déportation[304]. Apolosi Nawai est condamné en septembre 1917 à sept ans d'exil sur Rotuma. La *Viti Company* continue à opérer, mais elle est surveillée de près. Plusieurs de ses dirigeants sont critiqués par les missionnaires méthodistes et inquiétés par la police coloniale[305].

Company à d'autres entreprises aux objectifs similaires : la coopérative Oloa (ou Aotasi) aux Samoa à partir de 1904, le mouvement *Tonga Ma'a Tonga Akutaha* (« *Tonga for the Tongans* ») fondé en 1909 à Tongatapu.

[301] L'article est intitulé « The Viti Company and the Banana Industry ». Sa lecture intégrale (Annexe 14) donne un intéressant éclairage sur les mentalités de l'époque.

[302] Voir l'annexe 14.

[303] Pendant plusieurs années, la presse australienne et néo-zélandaise suit l'évolution de la situation. Voir par exemple l'article de l'*Advertiser* (d'Adelaïde) du 7 mars 1917 (p. 8) « Mission Work in Fiji – Problems that have to be faced – Dangerous Native Trading Company », qui évoque la *Viti Company* comme un « danger politique »).

[304] Mémorandum de *Ratu* SUKUNA au Secrétaire aux Affaires indigènes du 12 mars 1917 (*The Three-legged Stool*, p. 51-58).

[305] Exilé pendant la plus grande partie de sa vie, Apolosi reste connu et populaire au point que, en 1940, il est déplacé en Nouvelle-Zélande pour éviter qu'il puisse favoriser le Japon. Sa figure reste très connue et son mouvement a inspiré d'autres leaders, à d'autres époques, notamment Apisai Tora. Le personnage n'a pas encore fait l'objet de la biographie qu'il mériterait mais il est évoqué dans de nombreux ouvrages,

8. Les Indiens des Fidji et la Guerre.

Pendant la Première Guerre mondiale, les Indiens, qui ne sont que des travailleurs sous contrat, ne sont pas en mesure de s'engager. Ils n'ont en outre aucune raison de vouloir mourir pour leurs colonisateurs et Londres ne les veut pas dans les rangs de ses unités. D'autres événements et conflits font perdurer la différence de posture entre les Fidjiens et les Indiens.

La filière sucre est dominée par la *Colonial Sugar Refining Company* (*CSR*) australienne. Avec la fin du dispositif des contrats d'engagement[306], en 1920, la *CSR* transforme ses immenses plantations de l'Ouest de Viti Levu et de Vanua Levu en lots d'environ cinq hectares (dix acres) loués aux anciens ouvriers agricoles indiens[307]. A l'expiration de leurs contrats, les Indiens sont libres. Ils veulent faire valoir leurs droits. Les conditions sont très dures pour les métayers ; le prix des denrées alimentaires augmente régulièrement. Les Indiens se mettent en grève pour obtenir de meilleures rémunérations. Le 27 janvier 1920, un millier de manifestants se rassemble à Naduruloulou, sur le fleuve Rewa. Le déploiement de la section d'artillerie légère de la *Defence Force* et la présence de trente *special constables* réussit à les disperser. Dans les jours qui suivent, les protestataires mènent différentes actions. A partir du 5 février, la *Defence Force* assure la garde du ponton de Nausori pour empêcher les Indiens de traverser le fleuve en nombre et de se diriger vers Suva. La situation devient sérieuse et le gouverneur sollicite un soutien militaire extérieur, que l'Australie et la Nouvelle-Zélande acceptent de fournir. Le 12 février, soixante soldats néo-zélandais tiennent des points de contrôle à Suva et Nausori. Tout le delta du fleuve Rewa est une zone de tension. Le gouverneur déclare que la grève est devenue agitation politique. Le vendredi 13, un affrontement entre les manifestants et les *constables* se solde par de nombreux blessés de part et d'autre. Trois Indiens sont atteints par des tirs d'armes à feu ; l'un d'eux en meurt.

Des milliers d'Indiens, ayant perdu l'espoir d'un avenir meilleur, veulent alors quitter les Fidji, mais la plupart ne peuvent trouver à s'embarquer[308]. Cette intervention de maintien de l'ordre est la première opération interne de la *Fiji Defence Force* en tant que telle. La *FDF* est ailleurs maintenue après la Première Guerre mondiale avec pour objectif principal d'assurer la sécurité intérieure. Cela marque les esprits, fixant le rôle des Fidjiens à l'égard des Européens, défendant leurs intérêts, notamment économiques, contre les

notamment *Broken Waves* (Brij V. LAL, p. 47 à 55), et *More Pacific Islands Portraits* (Deryck SCARR, 1978, p. 178 à 186).

[306] Le gouvernement indien, informé des conditions de travail des ouvriers agricoles, mit fin à leur départ en 1916 et obtint la fin du système aux Fidji en 1920. Voir Deryck SCARR, 1984, p. 125.

[307] Donald DENOON *et al*. (dir.), 1997, p. 268-269.

[308] Kim GRAVELLE, 2000, p. 190-191.

Indiens. Ces derniers ne sont pas acceptés au sein des effectifs. Quelques-uns, appartenant à une minorité chrétienne, sont considérés comme acceptables mais ne sont jamais effectivement intégrés.

En 1920, les Indiens, en tant que groupe, ont affronté pour la première fois les autres communautés des Fidji pour obtenir un meilleur traitement de la part des Européens. Les autorités coloniales déportent leurs leaders et s'interrogent sur l'opportunité de continuer à faire appel à une main-d'œuvre strictement indienne. Les Indiens ne leur semblent plus loyaux ni dignes de confiance ; ils recherchent ces qualités chez les Fidjiens, qui se sont rangés à leurs côtés durant la grève et qui n'ont pas hésité, comme les Européens, à mourir pour la Couronne[309].

SECTION 2 : LES FIDJI DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Entre 1939 et 1945, les Fidji vont davantage contribuer à l'effort de guerre qu'en 1914-1918. Le caractère davantage « mondial » du conflit, de même que l'évolution des moyens de transport maritime et aérien, ont changé la donne géopolitique. L'archipel présente un intérêt bien plus important que vingt ans auparavant. Comme L'Australie, l'Inde, Ceylan ou l'île Maurice, les Fidji deviennent une base importante pour les opérations alliées[310].

Toutes proportions considérées, le soutien des Fidji aux alliés est énorme. Les Fidjiens, les Européens, les métis et les originaires d'autres îles du Pacifique s'impliquent en masse à cet effort. En comparaison, la participation des Indiens, qui sont pourtant désormais aussi nombreux aux Fidji que les indigènes, est remarquablement faible. Quoi qu'il en soit, de généreuses contributions permettent l'acquisition de plusieurs aéronefs, chasseurs ou bombardiers[311].

---

[309] Voir la liste des hommes des Fidji (Fidjiens de souche et autres) morts au champ d'honneur depuis 1916 : voir l'annexe 21 : *Roll of Honor*.

[310] Ashley JACKSON, *The British Empire and the Second World War*, 2006, p. 5.

[311] On lit parfois que les contributions en provenance des Fidji ont financé l'acquisition d'un navire de guerre, *Her Majesty's Ship Fiji*. Ce croiseur léger (CL 58), le premier de huit croiseurs britanniques de la classe *Fiji*, fait partie d'un programme de la marine royale britannique décidé plusieurs années avant la

La population autochtone masculine compte environ 55 000 hommes ; 6000 portent l'uniforme en réponse à l'appel de *Ratu* Sukuna qui déclare que les Fidjiens ne seront reconnus et respectés qu'après avoir versé leur sang : pour pouvoir espérer reprendre leur part dans la gestion de leurs propres affaires, il faut donc que les Fidjiens montrent leur valeur. D'abord cantonnés à la seule défense de l'archipel, les Fidjiens finissent par être acceptés par Londres sur les théâtres extérieurs, où ils suscitent l'admiration.

1. La montée en puissance de la *Fiji Defence Force*

Depuis l'attaque japonaise contre la Chine, le *Commonwealth* redoute l'expansion japonaise dans le Pacifique. En 1936, la Nouvelle-Zélande est chargée de la défense des Fidji. En avril 1939, lors de la *Pacific Defence Conference* organisée à Wellington, il est décidé que, s'il est impossible de défendre l'ensemble du Pacifique insulaire, il faudra tenir les Fidji (comme les Tonga, les Nouvelles-Hébrides et la Nouvelle-Calédonie[312]) parce que leur prise par le Japon perturberait largement le trafic maritime et aérien et mettrait la Nouvelle-Zélande à la portée d'une attaque aérienne japonaise.

Juste avant le déclenchement de la guerre, le 3 septembre 1939, la *Fiji Defence Force* est composée d'un quartier général et d'un bataillon « *territorial* » (c'est-à-dire des réservistes volontaires rémunérés) placés sous le commandement du colonel J. E. Workman, qui est aussi le préfet de police. Le bataillon est constitué de trois compagnies de combat, d'une section d'artillerie légère et d'un petit groupe de transmetteurs[313] mais ses effectifs sont réduits et sa valeur opérationnelle faible. Dans les jours qui suivent l'entrée en guerre, les hommes de la *FDF* sont rassemblés lors d'une cérémonie publique en soirée, devant les bâtiments du gouvernement illuminés. La fanfare militaire joue et les soldats chantent avant que, d'un balcon, le gouverneur s'adresse à la foule. *Ratu* Sukuna traduit pour les Fidjiens, expliquant les causes et les raisons du nouveau conflit mondial[314].

---

guerre. La décision de donner ce nom au bâtiment date de décembre 1937. Il n'a pas été financé par les Fidji. Il a sombré en Méditerranée, coulé par les bombes ennemies, le 22 mai 1941 pendant la bataille de Crète (www.world-war.co.uk/fiji et www.warships.net/royalnavy/ship-histories/fiji, consultés le 23 mai 2010).

[312] Ashley JACKSON, 2006, p. 476.

[313] R. A. HOWLETT, *History of the Fiji Military Forces 1939-1945*, 1948, p. 13-14.

[314] Entrée du journal de *Ratu* SUKUNA du mercredi 13 septembre 1917, reproduite dans *The Three-Legged Stool* (p. 245).

Malgré la localisation stratégique des Fidji, reconnue depuis longtemps, il n'y a aucun moyen de défense contre une attaque maritime ou aérienne. A Suva, on craint que cette vulnérabilité ne soit exploitée par l'ennemi. La crainte est si grande que, dans un but dissuasif, deux canons factices sont acheminés en secret depuis la Nouvelle-Zélande et installés de nuit sur les hauteurs de Suva[315]. En février 1940, deux canons sont mis en place sur les collines de Muanikau pour protéger l'entrée du port de la capitale. D'autres, plus performants, suivront.

Pendant les deux premières années de la guerre, la menace principale vient des navires allemands camouflés en bâtiments de commerce qui opèrent dans l'océan Pacifique pour intercepter les cargos en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande chargés de ravitailler le Royaume Uni via le canal de Panama. Les Alliés craignent aussi que les Allemands coupent le câble télégraphique sous-marin qui relie les États-Unis à Sydney et Wellington, et qui passe par Suva.

Il n'y a pas d'aérodrome aux Fidji : un seul aéronef s'est posé, sur une zone dégagée de Suva, en 1928. Dès le 3 septembre, jour de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, les travaux commencent pour la construction de pistes d'aviation à Nadi (la zone la plus adaptée du point de vue des conditions météorologiques) et Nausori (à proximité de Suva). Les pistes sont prêtes à être utilisées en mars 1940. Parallèlement, la rade de Suva sert de base d'hydravions.

En octobre 1939, la *Fiji Volunteer Naval Reserve* est formée, en prévision de l'arrivée des unités néo-zélandaises qui doivent venir renforcer les moyens locaux. La *Fiji Defence Force* se prépare à des raids aériens ennemis. Partout dans l'archipel des hommes sont chargés de surveiller la mer, le ciel et les côtes et de prévenir les autorités au moindre signe inhabituel. Comme dans le reste du Pacifique insulaire, ces *coast-watchers* jouent un rôle important.

En mai 1940, les autorités locales proposent à Londres d'envoyer, aux frais de la Colonie, une compagnie d'infanterie d'une centaine de Fidjiens vers un théâtre d'opérations, car « c'est le vœu de la population des Fidji de contribuer de son mieux à aider l'Angleterre[316] ». Mais Londres refuse et suggère, en juillet, que la population de la Colonie manifeste son soutien en finançant des aéronefs, ce qu'elle fait généreusement : ses dons se matérialisent en bombardiers et en chasseurs qui combattent dans le ciel

---

[315] Sur cette anecdote, voir Judith M. BROWN et W. M. Roger LOUIS (dir.), *The Oxford History of the British Empire: the twentieth century*, 1999, p. 306 et Robert LOWRY, *Fortress Fiji: Holding the line in the Pacific War, 1939-1945*, 2006, p. 5.

[316] Asesela RAVUVU, 1988, p. 11.

européen et portent des noms tels que « *Comrades in arms – Fiji* » ou « *Fijian Chiefs and People*[317] ».

En juin 1940, Londres décrète que l'entraînement militaire est obligatoire pour les Européens âgés de 18 à 36 ans. Les Fidjiens et les Indiens peuvent suivre l'entraînement en tant que volontaires. Quelques Européens et un Fidjien, *Ratu* Dovi Komaisavia, s'engagent dans la *Royal Air Force* et partent pour la Rhodésie où ils s'entraînent avant de rejoindre leurs unités. *Ratu* Dovi devient pilote de chasse en Angleterre avec le grade de capitaine[318].

En novembre 1940, la 8e brigade d'infanterie néo-zélandaise arrive aux Fidji. Son arrivée a été préparée par des sapeurs néo-zélandais et des centaines d'ouvriers locaux, fidjiens et indiens, qui ont construit les bâtiments destinés à l'accueillir.

Dans le même temps, la *Fiji Defence Force* a été renforcée et son entraînement a été intensifié[319]. Les matériels et équipements arrivent en masse à Lautoka et Suva. Pour faire face aux besoins en manutention, un bataillon d'ouvriers est constitué : le *1st Battalion, Fiji Labour Corps*, basé au camp de Baniwai, près de Suva.

Début décembre 1941, les Fidji sont devenues un élément essentiel du dispositif allié. Cinq bataillons d'infanterie (trois néo-zélandais et deux locaux) sont prêts aux combats ; des batteries d'artillerie protègent les approches maritimes de Suva, Nadi et Lautoka ; un escadron d'avions bombardiers est en place à Nadi.

Le 7 décembre 1941, l'attaque japonaise contre Pearl Harbour, les Philippines et la péninsule malaise fait brutalement monter le niveau d'inquiétude et d'alerte. Le lendemain, le Gouverneur, *Sir* Harry Luke, déclare au Conseil législatif qu'il faut s'attendre à d'autres événements du même type « dans cet océan dont le nom est désormais tragiquement inapproprié[320] ».

Effectivement, les Fidji sont l'un des objectifs du Japon : en mai 1942, à Tokyo, le quartier-général impérial donne l'ordre à ses forces navales dans le Pacifique Sud-Ouest de s'emparer de la Nouvelle-Calédonie, des Fidji et des Samoa, qui doivent permettre d'isoler l'Australie. Le renseignement nécessaire à une attaque des Suva a été recueilli avant le début de la Guerre du Pacifique : en décembre 1940, un navire de commerce japonais a délibérément provoqué des tirs de semonce de la batterie d'artillerie de Suva afin de

---

[317] A la fin de l'année 1944, les Fidji ont financé neuf chasseurs, cinq bombardiers, des camions et des ambulances. Robert LOWRY, 2006, p. 3.

[318] *Ibid*. p.4.

[319] *Ibid*. p. 19.

[320] *Ibid*. p. 6.

pouvoir la localiser précisément. A plusieurs reprises, des sous-marins japonais ont effectué des missions de reconnaissance

Dans toute la Colonie, chacun est appelé à la vigilance. Les insulaires sont chargés de surveiller le ciel, les côtes et la mer. Ils s'acquittent de leur mission avec conscience et rendent compte de ce qu'ils voient. A Kadavu, en mars 1942, ils racontent qu'un « grand oiseau s'est posé sur la mer et est entré dans un bateau qui a immédiatement coulé[321] ». Ils ont assisté au retour d'une mission de reconnaissance aérienne effectuée au-dessus de Suva par l'hydravion embarqué du sous-marin *I-25*[322], le 19 mars.

Le général Kawaguchi doit commander l'invasion des Fidji par la 35e brigade d'infanterie, soit plus de six mille hommes[323]. Les Alliés ont connaissance de ces projets, puisqu'ils ont déchiffré le principal système de codage des messages japonais dans les premières semaines de 1942[324].

2. La présence américaine

Après l'attaque japonaise contre Pearl Harbour, le commandement étatsunien donne l'ordre à l'amiral Nimitz, le nouveau commandant en chef de la flotte du Pacifique, de tenir la ligne de communication entre la côte occidentale des États-Unis et l'Australie, qui passe par les Fidji (dont le nom de code est *Fantan*[325]). L'archipel est considéré comme menacé par les avancées des forces impériales[326]. Les raisons de craindre l'arrivée des Japonais sont avérées par différents incidents. En janvier 1942, un sous-marin japonais ouvre le feu contre un navire marchand néo-zélandais, le *Monowai*, à quelques milles nautiques du port de Suva. Le *Monowai* faisant usage de son armement, le sous-marin s'éloigne[327].

---

[321] R. LOWRY, 2006, p. 32.

[322] Sur la flotte sous-marine japonaise, ses hydravions embarqués et leur action aux Fidji, voir *The Japanese submarine force and World War II* (Carl BOYD et Akihiko YOSHIDA, 2002).

[323] R. LOWRY, 2006. p. 12.

[324] *Ibid*. p. 31.

[325] Nadi est baptisée « *Fantan 1* », Suva est « *Fantan 2* ». Guadalcanal est appelée « *Cactus* », la Nouvelle-Calédonie « *Poppy* ». Christopher CHANT, *The encyclopedia of codenames of World War II*, 1986, p. 50. Le fantan ou fan-tan est un jeu de hasard chinois.

[326] Voir l'annexe 15a : Carte des avancées japonaises au début de la Guerre du Pacifique.

[327] Ian MCGIBBON et Paul GOLDSTONE, *The Oxford companion to New Zealand military history*, 2000, p. 36.

En mars 1942, des unités américaines arrivent à Viti Levu pour construire des infrastructures supplémentaires pour les forces navales et aériennes. Un *Fiji Labour Corps* d'autochtones est constitué au sein de la *Fiji Defence Force* pour participer aux innombrables tâches logistiques : construction et entretien d'infrastructures et de logements, chargement et déchargement de navires, etc. La guerre n'est pas très loin. Les alertes sont fréquentes[328]. En mai 1942, les États-Unis prennent le relais de la Nouvelle-Zélande pour assurer la défense terrestre des Fidji (et des Tonga), permettant aux forces néo-zélandaises de rentrer dans leur pays. Le gros des forces étatsuniennes commence à arriver mi-juin et, le 18 juillet 1942, la responsabilité de la défense de la zone est formellement transmise de Wellington à Washington. La Nouvelle-Zélande ramène ses forces sur son territoire mais laisse aux Fidji environ trois mille hommes chargés de l'encadrement, de la formation et de l'entraînement de la *Fiji Defence Force.*

Les Américains sont deux fois plus nombreux que l'étaient les Néo-Zélandais et beaucoup mieux équipés : une division d'infanterie de 15 000 hommes, des aéronefs, des moyens de lutte anti-aérienne et de défense anti-char. Leur puissance de feu est cinq fois supérieure. A Suva, les autorités considèrent avec soulagement que l'archipel est enfin protégé. Le commandement local est confié au général de division Robert S. Beightler[329], le commandant de la 37e division d'infanterie. Son quartier général est installé à Suva, puis déplacé à Naboutini, sur la côte occidentale de Viti Levu. La *Fiji Defence Force* est placée sous le contrôle opérationnel de la 37e division.

Fin juillet 1942, les répétitions préparatoires aux débarquements aux îles Salomon ont lieu sur l'île de Koro. La plus importante force de frappe jamais rassemblée sous commandement étatsunien (72 navires et 19 000 hommes) s'exerce pendant quatre jours, avec beaucoup de difficultés[330]. Les Fidji ont un nouveau gouverneur depuis le 22 juillet 1942. *Sir* Philip Mitchell a été nommé par Londres dans le but d'améliorer les relations avec les administrations et commandements américains, australiens et néo-zélandais[331]. Cet

---

[328] Un *Airacobra* étatsunien est perdu près de Nadi le 22 avril 1942, pendant l'une de ces alertes. L'épave de l'aéronef a été retrouvée en 2004. Le « *Prisoners of War and Missing Personnel Office* » du *Department of Defense* a récupéré les restes du pilote et les a remis à sa famille, comme il le fait régulièrement lors d'opérations de recherches effectuées dans tous les pays où des Américains ont disparu. Voir le site Internet : www.dtic.mil/dpmo/.

[329] Avant la guerre, Robert Beightler était gouverneur de l'Ohio. Il n'était pas militaire de carrière et a été le seul des trente-deux officiers généraux étatsunien dans ce cas à conserver son commandement pour toute la durée de la guerre. Un portrait de ce personnage original est dressé par le haut-fonctionnaire britannique Philip SNOW qui le compare au flamboyant général Patton (*The years of hope: Cambridge, colonial administration in the South Seas and cricket*, 1997, p. 93).

[330] Les répétitions ratées n'augurent heureusement pas du déroulement effectif du débarquement. Voir, par exemple, les articles publiés par l'*U.S. Naval Insitute* : www.usni.org, notamment « What Went Wrong at Koro? » (www.usni.org/magazines/navalhistory/2009-08/what-went-wrong-koro).

[331] Dans l'Empire, les relations sont parfois tendues entre les administrateurs britanniques et les commandants américains. Londres cherche à les aplanir et remplace certains de ses gouverneurs. C'est

ancien officier a servi avec distinction pendant la Première Guerre mondiale et a été promu général de division honoraire. Pour se rendre à Suva, il passe par Washington et Pearl Harbour pour s'entretenir avec les autorités militaires étatsuniennes et les assurer de son total soutien. Il préfère l'uniforme militaire à sa tenue de gouverneur[332], et les excellentes relations qu'il sait établir et maintenir avec les représentants alliés facilitent la conduite des opérations pendant toutes la guerre.

Jusqu'à l'arrivée de Philip Mitchell, les Fidjiens ont été cantonnés à des tâches indispensables mais subalternes. Le grand nombre de troupes alliées relègue au second plan ces hommes avides de combat et d'honneur. Le nouveau gouverneur, déterminé à soutenir de tout son poids l'effort de guerre allié, examine toutes les possibilités, consulte largement sans distinction de race et entend la voix des Mélanésiens qui veulent prendre part à la guerre au-delà de leurs îles et combattre aux côtés des Alliés[333]. Quelques jours après son arrivée, il propose au général Beightler d'organiser l'envoi, sur le front des îles Salomon, d'un petit groupe de Fidjiens, afin de se rendre compte s'ils peuvent combattre[334].

Les forces américaines aux Fidji sont chargées avant tout de protéger la colonie pour éviter qu'elle soit prise par les Japonais. Des patrouilles aériennes et navales sont régulièrement effectuées autour des Fidji, empêchant plusieurs attaques des bâtiments japonais qui croisent dans les parages.

C'est sur l'île de Koro qu'a lieu, fin juillet 1942, la répétition du débarquement aux Salomon. Puis des petits détachements d'hommes stationnés aux Fidji sont envoyés sur le front à partir de novembre 1942. Peu après, au début de 1943, après les succès remportés à Guadalcanal, la 37e division part des Fidji pour y remplacer l'*Americal Division*[335].

Tout en assurant la défense des Fidji, les forces étatsuniennes s'entraînent au combat en jungle. La *Fiji Defence Force* est sollicitée pour contribuer à cet entraînement en jouant le rôle de l'ennemi lors d'un exercice des unités de reconnaissance : tandis que

---

notamment le cas dans l'Océan Indien. Voir *The British Empire and the Second World War*, par Ashley JACKSON, 2006, p. 82.

[332] *Ibid*. p. 183.

[333] Richard FROST, *Enigmatic proconsul: Sir Philip Mitchell and the twilight of Empire*, 1992, p. 145. Cet administrateur remarquable sera nommé en 1944 gouverneur du Kenya où il restera sept ans mais échouera, comme d'autres, à contenir l'agitation.

[334] Robert LOWRY p. 73, citant le journal du gouverneur Mitchell à la date du 30 juillet 1942.

[335] Et celle-ci est envoyée aux Fidji pour se « remettre en condition » et se reposer. La division « *Americal* » est la seule de l'armée des États-Unis à ne pas porter de numéro. Elle a été constituée à partir des différentes unités américaines stationnées en Nouvelle-Calédonie et a été ainsi baptisée en référence à la nationalité des hommes et leur localisation géographique. *World War II in the Pacific: an encyclopedia*, Stanley SANDLER, 2001, p. 69.

les soldats américains doivent capturer tous les Fidjiens qu'ils voient, ceux-ci doivent mettre des marques à la craie sur les équipements américains qu'ils réussissent à approcher. Dès la première nuit, les autochtones sont capables de faire des marques partout dans le campement américain sans même être aperçus[336]. Reconnaissant leur efficacité, le commandement américain décide d'accepter l'engagement qu'ils proposent en vain depuis si longtemps.

3. Les Fidjiens sur les théâtres extérieurs

Sans attendre qu'une suite soit donnée à sa proposition au général Beightler de tester des Fidjiens dans les conditions réelles de la guerre aux îles Salomon, et avec l'accord enthousiaste du Grand Conseil des Chefs, le gouverneur annonce, le 20 novembre 1942, que la *Fiji Defence Force* est renommée *Fiji Military Forces*, et qu'une brigade va être constituée, formée de deux bataillons, pour servir sur des théâtres d'opérations extérieurs (aux îles Salomon).

Les autochtones sont nombreux dans les rangs des *Fiji Military Forces*. Au 31 décembre 1942[337], les *FMF* comptent plus de six mille cinq cents hommes répartis en quatre bataillons d'infanterie, des éléments d'artillerie, de transport et de transmission, deux commandos, deux bataillons de main-d'œuvre du *Labour Corps*.

Le gouverneur charge *Ratu* Sukuna, alors lieutenant-colonel en poste au sein de l'état-major administratif de la force et conseiller aux affaires indigènes d'organiser l'enrôlement. Celui-ci se tourne vers les chefs coutumiers : chaque province fournira un quota de recrues. Le plus difficile est de limiter le nombre de volontaires. C'est un honneur pour tous ceux qui sont choisis, et leur départ du village est marqué par de grandes fêtes. Ils sont investis de la mission de représenter leur communauté.

Parmi eux, peu sont capables, ou plutôt considérés comme capables de commander. Les officiers et sous-officiers sont majoritairement des Néo-Zélandais et des

---

[336] *The Army quarterly and defence journal*, Volume 126, 1996, p. 304, et Leslie BAILY, *Travellers' tales: a series of BBC programmes broadcast throughout the world, people and places overseas seem through the eyes of travellers*, 1945, p. 230.

[337] R. HOWLETT, 1948, p. 39-40. En août 1943 l'effectif atteint son maximum : 8513 hommes. La répartition ethnique est alors la suivante : 6371 Fidjiens de souche, 264 Indiens, 808 Européens de la force expéditionnaire néo-zélandaise et 1070 autres Européens.

résidents européens de la colonie, surtout au début. C'est l'efficacité des Fidjiens, leur courage, leur compétence qui vont leur permettre de « prendre du galon ».

Enfin, en décembre 1942, un groupe spécial de trente commandos, dont vingt-deux Fidjiens, est envoyé à Guadalcanal pour une mission qui est un test. Les responsables étatsuniens qui assistent à cette première opération sont impressionnés et demandent immédiatement que davantage de ces hommes soient mis en place. Début février 1943, le gouverneur Mitchell se déplace à Guadalcanal. Le général Patch lui annonce qu'il souhaite la présence, dès que possible, d'un bataillon et d'un commando des *Fiji Military Forces*. Ces unités quittent les Fidji le 13 avril et débarquent à Guadalcanal le 23. Elles sont déployées sur l'île Florida[338].

Leurs qualités sont indéniables : tous ceux qui les approchent sont impressionnés. Leur réputation est rapidement connue au-delà du Pacifique : en juin 1943, Winston Churchill adresse au gouverneur Mitchell un message télégraphique par lequel il demande combien de Fidjiens seraient disponibles pour aller en Birmanie. Le gouverneur considère qu'ils sont trop peu nombreux, que la main-d'œuvre manque déjà aux Fidji et que, compte tenu de leurs expériences et formations limitées, il vaut mieux faire intervenir dans le Pacifique.

En novembre 1943, le premier commando rentre aux Fidji, remplacé par le deuxième. Ce *Second Commando* est employé à Bougainville, puis cette unité est dissoute et ses hommes sont intégrés aux deux bataillons des *FMF*. En décembre 1943, à Bougainville, les deux bataillons rendent des services remarquables, pistant les Japonais dans la jungle et les tuant par centaines. Le commandant des forces américaines sous les ordres duquel il sert souligne leurs états de services exceptionnels par une *Commendation for Outstanding Services*. L'un des commandants de compagnie est un Fidjien, c'est un très grand chef, évidemment, car il serait presque impossible, sans cela, de faire fonctionner efficacement une unité. C'est le commandant *Ratu* Edward T. T. Cakobau.

4. Un héros de l'Empire : Sefanaia Sukanaivalu, « *VC* »

L'un des personnels du *3rd Battalion* marque l'histoire militaire des Fidji : le caporal Sefanaia Sukanaivalu. Il est tué en action le 23 juin 1944 à Mawaraka à l'âge de 26 ans. Rampant sous le feu des Japonais pour secourir des camarades blessés, il en sauve

[338] Ou îles Nggella, dans l'actuelle *Central Province* de l'Etat des îles Salomon.

deux en les ramenant à l'abri, puis il est sérieusement blessé en tirant le troisième ; voyant que d'autres prennent des risques pour l'aider, il s'expose volontairement en se relevant devant l'ennemi et meurt criblé de balles. Il reçoit la *Victoria Cross* à titre posthume[339]. Le texte officiel indique que :

> *This brave Fiji soldier, after rescuing two wounded men and being gravely wounded himself, deliberately sacrificed his life because he knew it was the only way in which the remainder of his platoon could be induced to retire from a situation in which, had they remained, they must have been annihilated.*

Son corps est retrouvé par des soldats australiens en octobre 1944. Il est inhumé en février 1945 avec les honneurs, en présence de hauts responsables militaires alliés et Fidjiens.

Le caporal Sukanaivalu n'a pas été tué dans la jungle mais sur une plage, pendant une opération de retrait face à des Japonais très supérieurs en nombre. Le commandant (néo-zélandais) du bataillon, remarque que cette opération a montré que les Fidjiens, dont on connaissait l'aptitude extraordinaire au combat en jungle, avec de l'espace pour manœuvrer et de la végétation pour se dissimuler, se sont comportés là comme les meilleurs des soldats occidentaux, stoïques sous le feu incessant de l'ennemi[340]. Le *1st Battalion* rentre à Suva fin juillet 1944. Le *3rd Battalion* y arrive début septembre. Une compagnie de manœuvres reste à Bougainville jusqu'en mars 1945.

Le nom des Fidji fait partie de l'histoire de la Guerre du Pacifique : au total, plus de deux mille Fidjiens[341] ont été déployés aux îles Salomon entre fin 1942 et mi-1944. Ils ont servi avec distinction et courage. Il n'y a eu dans leurs rangs que quarante-deux morts[342], notamment grâce à leur aptitude à se déplacer dans la jungle. En février 1944, à Bougainville, un bataillon de cinq cents hommes, sur le point d'être isolé par les Japonais, a été conduit à travers les montagnes du *Crown Prince Range* jusqu'à Torokina par un missionnaire méthodiste fidjien installé là depuis vingt ans, le révérend Usaia Sutotu. Malgré le caractère indéniable de son exploit, et les démarches effectuées par des officiers et hauts fonctionnaires pour qu'il soit distingué, Usaia Sutotu n'a pas été décoré.

---

[339] La Croix de Victoria est la plus haute distinction militaire britannique. Le caporal Sefanaia Sukanaivalu est enterré à Bougainville au cimetière militaire de Bita Paka, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Rabaul, près de la localité de Kekopo. Aucun autre Fidjien n'a encore partagé l'honneur d'une « *VC* » fait au caporal Sukanaivalu. Son nom a été donné à la caserne des 7e et 8e bataillons, à Labasa, Vanua Levu. En mai 2002, lors d'une visite aux personnels engagés au sein du *Peace Monitoring Group* régional de Bougainville, le ministre chargé de la défense, Joketani Cokanasiga, et le commandant des *RFMF*, le *Commodore* Bainimarama, ont déposé une gerbe au monument érigé à sa mémoire.

[340] *Fiji Times* du 3 novembre 1944 : « Postumous Honour for Fijian ».

[341] Auxquels est associée une section de Tongiens.

[342] K. HOWE, R. KISTE et B. V. LAL, 1994, p. 158.

5. Les Indo-Fidjiens et la guerre (bis)

Alors que les Fidjiens de souche se portent volontaires par milliers, les Indiens participent à l'effort de guerre d'une manière qui n'impressionne pas : leur action consiste surtout en la fourniture de produits agricoles en grande quantité, conformément à la volonté des autorités. Toutefois, il n'y a pas, chez les Indiens des Fidji, une attitude unique à l'égard de la guerre et de la Grande-Bretagne. Leur situation est complètement différente de celle des Fidjiens qui se sont volontairement placés sous l'autorité de la Grande-Bretagne en 1874 (en tous les cas c'est le discours officiel et il est profondément ancré dans les esprits). Certains adhèrent aux idées nationalistes qui prévalent dans leur sous-continent d'origine et se sont propagées dans la diaspora[343]. Pourtant, beaucoup d'Indiens se joignent aux efforts et aux sacrifices consentis par les membres des autres communautés. Des dons sont envoyés pour le financement des aéronefs de la *Royal Air Force*. L'un d'eux est baptisé « *Indian Fighter Fund*[344] ». La communauté indienne est numériquement aussi importante que celle des Fidjiens, mais un seul de ses membres, un médecin, est officier[345]. Néanmoins, en 1942, une unité indienne est constituée : la 3e compagnie (*Company C*), à Nadi. Elle compte cent soixante hommes employés à la construction des pistes et à l'entretien des infrastructures[346].

Comme lors de la Première Guerre mondiale, le comportement des Britanniques à l'égard de leur pays d'origine n'incite pas les Indiens à vouloir défendre la Grande-Bretagne et ses alliés. Les Indiens considèrent aussi que les différences de soldes entre Européens et Indiens sont inacceptables, et ils demandent l'égalité de traitement, au motif que leur vie vaut autant que celle d'un Britannique. Les autorités refusent et décident la dissolution de la compagnie.

Pour comprendre les attitudes inverses des Indiens et des Fidjiens, il faut aussi prendre en compte l'organisation sociale des communautés : les immigrés ne vivent pas de telle manière que le groupe puisse prendre en charge les familles quand les hommes sont au front. La communauté indienne n'est pas non plus assez fortement structurée autour de leaders qui auraient mobilisé des recrues : au contraire, les seuls responsables à se manifester sont des activistes opposés à un tel engagement. Et pendant ce temps, Européens et Fidjiens s'entendent pour organiser en leur propre faveur le système des baux

---

[343] En Inde, un important mouvement politique, porté notamment par le parti du *National Congress*, s'oppose à la participation à l'effort de guerre, qui est immense : entre octobre 1939 et juillet 1945, les effectifs de l'*Indian Army* passent de 205 000 à 2,2 millions d'hommes.

[344] R. LOWRY, 2006, p. 3.

[345] Capitaine dans l'*Army Medical Corps*.

[346] R. HOWLETT, 1948, p. 43.

agricoles[347]. En 1943, ont l'a vu, les métayers indiens de la *Colonial Sugar Refinery* mènent une longue grève, réduisant de beaucoup la production de sucre[348] et aggravant encore la pénurie qui sévissait en Europe. Dans le même temps, Britanniques et Américains ne tarissent pas d'éloges sur les Fidjiens et leur courage en opérations.

Les expériences militaires sont un facteur de cohésion au sein de la communauté fidjienne et un facteur majeur de division entre les deux communautés majoritaires : aux yeux des Fidjiens comme des autres communautés, qui ont toutes participé avec détermination voire enthousiasme à l'effort de guerre, les Indiens sortirent des grands conflits marqués par leur non-engagement.

Les prises de position successives des autorités militaires à l'égard des Indo-Fidjiens et l'attitude de ces derniers vis-à-vis de l'engagement militaire vont peser longtemps sur leur place aux Fidji en s'ajoutant aux autres facteurs de séparation des deux communautés que sont notamment les langues et les religions[349].

6. Les conséquences de l'engagement des Fidjiens

Le 1er septembre 1945, les *Fiji Military Forces* sont démobilisées. Le 21 novembre, le commandement de ce qu'il en reste est rendu au *Commissioner of Police* de la colonie, comme avant la guerre. Le 18 mars 1946, les *FMF* reçoivent du gouvernement britannique une invitation à envoyer un contingent pour participer à la parade de la Victoire, à Londres, le 8 juin. Le commandement désigne 82 hommes, dont 10 officiers et 6 membres des *Tonga Defence Forces*, placés sous les ordres du lieutenant-colonel *Ratu Sir* Lala Sukuna, désormais anobli (*KBE*)[350].

---

[347] En 1940, les autorités coloniales, en association étroite avec *Ratu* Sukuna et le Grand Conseil des chefs, établirent le *Native Land Trust Board*, *NLTB*, organisme chargé de déterminer quelles terres pouvaient être proposées à bail aux métayers indiens et dans quelles conditions. Voir R. Gerard WARD, *Land use and population in Fiji: a geographical study*, 1965.

[348] D. DENOON *et al.*, 1997, p. 302.

[349] Pour un point de vue récent, voir notamment « Clarifying why Indo Fijians were absent from Fiji army during the wars » de Thakur Ranjit SINGH, *Pacific Scoop*, 26 avril 2010. Cet étudiant indo-fidjien de l'*Auckland University of Technology* s'exprime à l'occasion de l'*ANZAC Day* (25 avril, anniversaire de la bataille de Gallipoli, en 1915, cérémonie qui honore chaque année la mémoire des soldats australiens et néo-zélandais morts en opérations. Les Etats océaniens qui ont été le théâtre des Guerres Mondiales et/ou dont les hommes ont combattu auprès de ceux de Canberra et Wellington, célèbrent aussi l'ANZAC Day, dont les Fidji et la Nouvelle-Calédonie). T. R. SINGH s'appuie largement sur les travaux de Brij LAL et critique sévèrement ceux d'Asesela RAVUVU. http://pacific.scoop.co.nz/2010/04/clarifying-the-lies-on-why-indo-fijians-were-absent-from-fiji-army-during-the-wars/#more-8650 consulté le 28 avril 2010.

[350] *Knight of the British Empire* (R. HOWLETT, 1948, p. 157), c'est-à-dire Chevalier de l'Ordre de l'Empire.

En 1949, un accord avec la Nouvelle-Zélande établit que l'administration et la formation des *FMF* seront soutenues par du personnel, des finances et du matériel néo-zélandais. C'est la renaissance des forces qui ont montré leur compétence pendant la Guerre. Mais les forces fidjiennes sont désormais très réduites.

SECTION 3. LES FIDJI DANS LA CAMPAGNE DE MALAISIE (1952-1956)

En 1951, la Grande-Bretagne, confrontée depuis trois ans à l'insurrection communiste en Malaisie, souhaite y engager un bataillon de Fidjiens. L'appel adressé par Londres à Suva fait la fierté des Fidjiens : « *How proud we were to receive this call* » déclare *Ratu Sir* Lala Sukuna[351]. Des vétérans de la Seconde Guerre mondiale, qui ont subi l'épreuve du feu aux îles Salomon, constituent le cœur d'une unité, préparant une centaine de nouvelles recrues pour le *Malaya Battalion*.

1. Le contexte de l'intervention[352]

La péninsule malaise est sous contrôle britannique depuis 1874 (l'année de la cession des Fidji). La Fédération de Malaisie a été créée le 31 janvier 1948. Les États malais qui la composent sont des protectorats du Royaume Uni, tandis que Malacca et Penang restent des colonies de la Couronne. L'insurrection a commencé en juin 1948, lorsque les communistes ont lancé une série d'attentats terroristes, ravageant des propriétés et tuant des Européens. De ce fait, le 17 juin, le Haut-Commissaire *Sir* Edward Grant

[351] *Translation of an address in the Council of Chiefs*, 23 juillet 1952, reproduite dans The Three-Legged Stool, p ; 473-478.

[352] Cette sous-section s'appuie sur l'article « La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire. Enseignements de l'expérience britannique en Malaisie » du lieutenant-colonel James BUTLER, dans le numéro 13 (septembre 2007) de *Doctrine*, la « revue militaire générale trimestrielle des forces terrestres » françaises, consacrée aux études sur l'emploi des forces. Le lieutenant-colonel Butler rappelle que cette campagne de Malaisie est le seul conflit où l'Occident a vaincu le communisme.

déclare l'état d'urgence. Les Britanniques réorganisent la police malaise et améliorent sa formation, permettant à l'armée de se consacrer aux missions de « recherche et destruction » dans la jungle. Toutefois, l'ennemi parvient à échapper aux opérations de ratissage menées à grande échelle. Elles impliquent plusieurs bataillons, du fait de leur lenteur. Les Britanniques comprennent qu'ils doivent adapter leur stratégie, notamment en améliorant l'entraînement au combat en jungle et en reconnaissant l'importance des forces spéciales.

Les changements sont couronnés de succès mais, début 1952, l'emprise communiste sur la Malaisie reste forte. Un nouveau commandant militaire est nommé : le Général *Sir* Gerald Templer. Celui-ci intègre les aspects politiques et militaires dans un projet cohérent qui va finalement conduire à la victoire. C'est à ce moment-là aussi que Londres engage, aux côtés des unités de Britanniques, de Malais et de Gurkhas, de renforts venus d'Afrique, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et des Fidji. L'engagement des Fidjiens aux Salomon et à Bougainville, pendant la Seconde Guerre mondiale, a été pour eux la première véritable épreuve du feu. L'engagement de type classique, sur de longues lignes, impliquait alors des troupes nombreuses, régulièrement renouvelées. En Malaisie, l'ennemi est très diffus, donc peu visible. Même si l'encadrement reste occidental, les méthodes de guerre doivent considérablement évoluer pour pouvoir s'adapter à un contexte de *guérilla* en pleine jungle: de par les pratiques de la guerre d'antan, les Fidjiens s'y adaptent très bien et s'y montrent efficaces.

2. Le *Fiji Battalion*

Le bataillon fidjien est spécialement formé pour l'engagement en Malaisie. Avec bon sens, les autorités coloniales chargent des vétérans fidjiens des combats de la Seconde Guerre mondiale aux îles Salomon de choisir les hommes les plus aptes. Un Néo-Zélandais, le lieutenant-colonel Ron Tinker[353], est placé à la tête de l'unité. Le commandant *Ratu* Edward T. Cakobau, qui a reçu la *Military Cross* pour ses faits d'armes à Bougainville, est désigné commandant en second[354].

[353] Voir l'annexe 15b : Ronald Tinker.

[354] Harry MILLER, dans *The Communist Menace in Malaya* (1954), indique que *Ratu* Cakobau a rencontré des « bandits » malais à Londres en 1946, à l'occasion du Défilé de la Victoire.

Un élément précurseur de 16 hommes arrive à Singapour le 3 janvier 1952, par un aéronef de la *Royal Australian Air Force*. Le 8 janvier 1952[355], le *First Battalion, Fiji Infantry Regiment* quitte les Fidji à bord du *RMS Asturias*[356]. Il suit un entraînement complémentaire à la *Jungle Training School* de Kotta Tingi avant d'être basé à Bahu, puis à Batu Pahat. En 1953, huit cent cinquante hommes sont rassemblés pour former ce bataillon ; huit cents de ces hommes sont des Fidjiens de souche (les autres étant surtout des Néo-Zélandais).

En juin 1953, promu lieutenant-colonel, *Ratu* Edward Cakobau prend le commandement du bataillon, devenant le premier officier non-européen à commander une unité dans la campagne de Malaisie[357]. Un second grand chef, *Ratu* Penaia Ganilau, commande lui aussi le bataillon.

Sur le terrain, le combat est le plus souvent un corps à corps mené au poignard, donc où on tue par contact direct, d'où la devise « *Hunt and Kill* » choisie par le« *Fiji Batt* ». L'environnement des combats est très difficile ; les combattants fidjiens, très « rustiques[358] », s'y sentent à l'aise. Ils sont « extrêmement aptes et agiles[359] ». Leur longue tradition de guerriers les amène à exterminer l'ennemi sans hésiter. « Ils tuaient en chantant. A chaque fois qu'ils tuaient un terroriste, ils sont comme des enfants ravis[360] ».

Londres a laissé aux Fidjiens le choix des méthodes, qui sont terribles[361], car sur le plan politique seul importe le résultat. Et le résultat est là[362]. Les Fidjiens, davantage encore qu'aux Salomon, se révèlent être des commandos de valeur. De tous les bataillons du *Commonwealth* qui ont servi en Malaisie (et il y en a eu jusqu'à vingt-trois en même

---

[355] Information du site Internet des *Republic of Fiji Military Forces* dans sa version d'avant 2009.

[356] Le *Royal Mail Ship Asturias*, lancé en 1925, a été transformé en bâtiment de transport de troupes en 1945.

[357] Information du *Straits Times* du 24 juin 1953.

[358] Dans le jargon militaire, la rusticité est une grande qualité : la capacité à supporter des conditions rigoureuses et à survivre dans un environnement hostile.

[359] Formule de John SCURR dans *The Malayan Campaign* (1982).

[360] « *They sang as they killed* » (H. MILLER, 1954, p. 198)

[361] Communication personnelle du Professeur François Doumenge qui, autour de 1960, aux Fidji, entendit les récits de soldats qui ont participé à la campagne de Malaisie. Il y a finalement très peu d'écrits sur le sujet. Nous avons connaissance d'un seul ouvrage, écrit en fidjien *Ai Matai Malaya: 1st Battalion, Fiji Infantry Regiment, Far-East Land Forces 1952-1956*, de Tevita R. NAWADRA, publié en 1995. Ce document couvre avec exhaustivité l'engagement des Fidji dans l'intervention, depuis le recrutement des hommes par les chefs coutumiers jusqu'aux conditions de leur démobilisation. Communication personnelle de Jone Kotobalavu, secrétaire du *Fiji Servicemen's After Care Fund* (le service social des anciens combattants et de leurs ayants droits).

[362] *Ratu* Sukuna devait déclarer devant le Grand Conseil des chefs, dès 1952, que les soldats engagés en Malaisie faisaient honneur à leur pays. Il leur a rendu visite en 1953, de retour de Londres où il a porté avec fierté l'uniforme de colonel du *1st Infantry Regiment* (Deryck SCARR, 1980 (2), p. 180)

temps), c'est celui des Fidji qui a tué le plus grand nombre de « terroristes »[363]. Les Fidjiens sont, avec les personnels des unités d'Afrique de l'Est, les seuls à pouvoir être comparés aux *Gurkhas* de l'Inde. Par comparaison, les bataillons formés de Britanniques, bien que performants, sont relativement moins efficaces[364].

Le « *Fiji Batt* » est rentré à Suva en 1956 avec le sentiment d'avoir accompli sa mission et beaucoup de décorations pour le prouver (deux *Orders of the British Empire*, deux *Military Crosses*, deux *Distinguished Conduct Medals*, cinq *Military Medals* et vingt-quatre citations)[365].

Beaucoup de ces hommes reviennent aussi marqués par les moments terribles qu'ils ont vécus, par les actes brutaux auxquels ils ont assisté et qu'ils ont commis[366]. Parmi les expériences humaines un peu hors du commun, on peut citer le cas d'un jeune homme de vingt ans, Apisai Vuniyayawa Tora, converti à la cause communiste[367].

3. L'identification par certains leaders fidjiens des Chinois de Malaisie aux Indiens des Fidji, une comparaison pertinente ?

Dans les années 1950, à l'occasion de la participation des forces fidjiennes à la campagne de Malaisie, des Indo-Fidjiens cherchent à s'engager. Le Gouverneur (par intérim) leur refuse cette possibilité au motif qu'ils n'ont pas les qualités requises pour être des soldats[368]. Pour les Fidjiens, la présence des Chinois communistes en Malaisie peut se comparer à celle des Indiens aux Fidji : dans les deux cas, ils perçoivent ces allochtones comme des « visiteurs » gênants dont les autochtones doivent se débarrasser car ils leur

---

[363] Comme l'affirment volontiers les *RFMF* sur leur site Internet (page des déploiements extérieurs).

[364] John COATES, *Suppressing Insurgency: An Analysis of the Malayan Emergency, 1948-1954* (1992), p.166-167.

[365] Inventaire donné par Brij V. LAL dans *Broken Waves*.

[366] En 2010, lorsqu'on s'entretient avec des vétérans, ils racontent volontiers des anecdotes, évoquent avec beaucoup de détails les conditions de vie très difficiles, en particulier la chaleur et l'humidité extrêmes ; ils se rappellent avec émotion de la camaraderie qui régnait et qui unit encore ceux qui ont partagé l'expérience. Mais ils évitent de répondre aux questions précises que l'on pose sur les méthodes employées. Communication personnelle du *Major* William Sorby, membre de l'*Order of the British Empire*, vétéran du *Fiji Batt* dans la campagne de Malaisie.

[367] Apisai Tora, plus tard Apisai Mohammed Tora à la suite d'une inhabituelle conversion à l'Islam, aura une carrière politique surprenante et jouera un rôle important dans les événements aux Fidji pendant plus de cinquante ans.

[368] Mais, dans le secteur civil, les Indiens sont déjà plus de cinquante à être juristes, médecins ou dentistes. Il n'y a aucun juriste fidjien, un seul médecin, un seul dentiste. Voir John SHARPHAM, 2000, p. 39.

prennent leurs terres et qu'ils deviennent pour partie puissants grâce à leur savoir-faire commercial. Cela peut expliquer, au moins en partie, pourquoi les Fidjiens ont mis autant d'enthousiasme à accomplir leur mission, les autres raisons étant leur habitude d'obéir aux chefs (qui les ont encouragés à se porter volontaires et ont été plusieurs à le faire eux-mêmes), leurs ancestrales habitudes guerrières et les décennies passées à attendre que les autorités coloniales les considèrent comme de véritables combattants et leur donnent l'opportunité de le montrer.

Dans sa biographie de *Ratu* Sukuna, Deryck Scarr évoque le moment, où, revenant du couronnement d'Elizabeth II (en 1953) et faisant escale en Malaisie pour rencontrer les hommes *du Fiji Batt*, son personnage fait le parallèle avec la situation aux Fidji : pour Sukuna les combattants fidjiens, dont il est le « colonel honoraire », défendent le bon droit des Malais vis-à-vis d'immigrants chinois trop envahissants[369]. Brij V. Lal[370], présente lui aussi de nombreuses indications de la comparaison faite par certains Fidjiens. Il reproduit en ce sens le contenu d'un courrier d'A.C. Reid (Secrétaire aux Affaires fidjiennes, successeur de *Ratu* Sukuna) à I.S. Wheatley (haut-fonctionnaire du *Colonial Office*), datée du 10 mai 1962. Dans cette lettre, Reid rappelle que trois des quatre membres fidjiens du *Legislative Council* ont participé à la campagne de Malaisie[371] et sont enclins à partager les sentiments des Malais envers les Chinois, puisque, comme eux, ils « partagent leur pays natal avec une race étrangère mieux équipée pour la guerre économique[372] ».

Ratu Penaia Ganilau, commandant d'une compagnie puis de l'ensemble du bataillon, tire de cette expérience un enseignement important : si l'on n'y prend pas garde aux Fidji et que le décalage de développement économique entre Indiens et Fidjiens se maintient ou, pire encore, s'aggrave, le ressentiment des derniers à l'égard des premiers pourra conduire à une situation dangereuse[373].

---

[369] Deryck SCARR, 1980, p. 180.

[370] Brij V. LAL, *Fiji, British Documents on the End of Empire*, 2006.

[371] *Ratu* Edward Cakobau, *Ratu* George Cakobau, *Ratu* Penaia Ganilau.

[372] « *…sharing their homeland with a foreign race better equipped for the cold war of economics* ».

[373] Peter THOMSON, *Kava in the Blood, A Personal and Political Memoir from the Heart of Fiji*, 2008, p. 72. Les ascendants paternels et maternels du diplomate Peter Thomson, d'origine britannique, sont installés aux Fidji depuis plusieurs générations. Son père, Ian Thomson, lui-même haut fonctionnaire de la colonie puis de l'Etat souverain, a été ami avec *Ratu Sir* Penaia Ganilau au point d'être son témoin de mariage, en 1949. *Kava in the Blood* est un récit captivant et intéressant.

CONCLUSION DU CHAPITRE. LES SOLDATS DE L'EMPIRE, DIGNES HERITIERS DES GUERRIERS

Lorsque les Européens ont abordé leurs îles, les Fidjiens ont reconnu leur supériorité. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les succès obtenus dans l'action militaire, comme un peu plus tard ceux obtenus dans le sport[374], leur a donné l'occasion de se montrer les égaux de ceux qui passaient pour leurs maîtres. Dans *Fijians at War*[375], Asesela Ravuvu insiste sur le fait que ce conflit a offert aux Fidjiens l'opportunité de se trouver au même niveau que les Européens (désormais considérés comme des amis et des égaux, et non plus comme des supérieurs) et de surmonter leurs oppositions traditionnelles tribales pour partager une solidarité politique plus globale[376].

L'insigne des *Republic of Fiji Military Forces* est un héritage de l'engagement des Fidjiens dans la Seconde Guerre mondiale et de leur participation à la campagne de Malaisie : à l'issue de la mission valeureuse du « *Fiji Batt* », la Reine Elizabeth aurait remis cet insigne à *Ratu* Sukuna au titre des Forces fidjiennes. Le rouge (*peony red*) et le vert (*rifle green*, pour la couleur de la vareuse du *King's Rifle*) représentent le sang des Fidjiens versé sur le champ de bataille aux côtés des soldats britanniques au profit de la Couronne. L'étoile à huit branches est celle du *Kings Rifle*, auquel les forces terrestres fidjiennes sont encore affiliées. Le lion représente évidemment la monarchie britannique[377].

---

[374] La tendance avait commencé avant la guerre : en septembre 1939, notamment, l'équipe des Fidji rentre invaincue d'une tournée en Nouvelle-Zélande.

[375] 1974, p. 58.

[376] Les écrits d'Asesela RAVUVU sont marqués par ses opinions nationalistes, et les événements de mai 2000 ne permettent plus de croire à une solidarité politique fidjienne.

[377] Informations obtenues lors de communications personnelles de soldats, fidjiens. Elles correspondent aussi aux éléments figurant sur le site Internet des *RFMF* et ont été, par exemple, évoquées dans un éditorial du *Fiji Times* signé par le Général Rabuka : « *The chiefs gave many who went to join the ranks and files of the British Army that marked the beginning of the great association and tradition of the Fiji Military Forces, particularly the Fiji Infantry Corps and the then King's Royal Rifle Corps laser (sic) known as the Royal Green Jackets. This is where the Fiji army drew its regimental colours of rifle green and peony red.* » (6 mai 2007). Malgré la proclamation de la République, en 1987, ces symboles ont été conservés.

Le monde militaire en général et l'armée britannique en particulier sont en adéquation avec les traditions fidjiennes. L'armée, comme la société coutumière, est un dispositif autoritaire et hiérarchique, dans lequel l'individu existe par le groupe. Le soldat fidjien, comme le guerrier qu'était son ancêtre, s'engage totalement dans sa mission et accorde aux ordres de son chef un caractère quasiment sacré. A ce titre, la défense du territoire, c'est à dire de la terre et de ses hommes, est un objectif jugé primordial. Tradition et modernité se trouvent ainsi associées : c'est sur cette base dialectique que va se construire progressivement la personnalité politique fidjienne.

Dans le même temps, la part des Fidjiens de souche dans la population totale de la Colonie ne cesse de diminuer. C'est au moment de la Seconde Guerre mondiale que les Indo-Fidjiens les ont supplantés numériquement : au recensement de 1946, on compte 46,4% d'*Indians* et 45,5% de *Fijians*. Dix ans plus tard, le comptage indique qu'il y a 49% d'*Indians* et 42,8 de *Fijians*. A l'approche de l'indépendance, les *Indians* sont « absolument majoritaires » avec 50,5%, contre 42, 4% pour les *Fijians* (et 7,1% pour les *others*)[378]. La communauté fidjienne est minoritaire sur sa terre, qu'elle possède presque totalement mais dont elle ne retire que peu de profits économiques. Ce sont souvent les Indiens qui l'exploitent et gagnent leur vie grâce à elle et leur travail.

Ratu Sir Lala Sukuna

[378] Voir l'annexe 29 : Evolution de la population des Fidji.

CHAPITRE 3 : L'ARMEE DES FIDJI INDEPENDANTES, 1970-1987

Rerevaka na kalou ka doka na Tui[379]

Les hommes qui ont combattu avec honneur pendant la Guerre du Pacifique puis pendant la campagne de Malaisie ont acquis un indéniable prestige dans leur communauté. Le fait d'avoir servi les uns aux côtés des autres sans distinction de *mataqali* ou de *vanua* a contribué à l'émergence d'un sentiment national, notamment par opposition aux Indiens qui n'ont quasiment pas participé à la guerre.

Des glorieuses *Fiji Military Forces* des années 1940 et 1950, il ne reste qu'un noyau de quelques centaines d'hommes, fier de ses accomplissements et prêt à les renouveler. Les grands chefs coutumiers qui ont eu des responsabilités militaires pendant la Seconde Guerre mondiale et la campagne Malaisie sont devenus, pour la plupart, des leaders politiques, continuateurs de l'action de *Ratu* Sukuna, qui participent activement à la préparation de l'indépendance. *Ratu* Mara, son dauphin, dont il a orienté et suivi de près l'éducation et la formation, devient le premier chef de gouvernement.

Ratu Sir Kamisese Mara

[379] « Craindre Dieu et honorer la Reine » (*Fear God and Honour the Queen*), devise des Fidji depuis l'indépendance, telle qu'elle figure encore sur les armoiries de la République. Le terme *Tui* peut s'appliquer à toute autorité supérieure, notamment les chefs de confédérations coutumières : *Tui Nayau*, *Tui Cakau*, etc.

Les premières années de souveraineté sont l'occasion, pour l'armée fidjienne, de se constituer un encadrement entièrement local, après des décennies de présence extérieure, de développer différentes activités sur le territoire nationale dans le cadre du développement général du pays, puis de s'engager dans les opérations internationales de maintien de la paix.

SECTION 1. LA CREATION DES ROYAL FIJI MILITARY FORCES

L'armée des Fidji indépendantes succède aux forces de la Colonie. Les Britanniques et les Indo-Fidjiens considèrent qu'il vaudrait mieux que le nouvel État n'ait pas de forces militaires, mais, pour les leaders fidjiens, il n'est pas concevable de s'en passer.

1. La question des forces armées dans la préparation de l'indépendance

L'indépendance des Fidji s'inscrit dans le vaste mouvement britannique d'émancipation des colonies mais elle est contestée par une partie de la classe politique et de l'administration britanniques, qui considèrent que Londres doit assumer la responsabilité de la situation délicate qu'elle a créée en « important » la main-d'œuvre indienne[380]. L'indépendance n'est pas souhaitée non plus par l'establishment fidjien : « *We are not as stupid as that !* » affirme Ratu Mara en 1961, n'y voyant aucun avantage : « *what would we get out of it ? There would be no advantage in independence !*[381] ».

---

[380] La présence massive d'Indiens a similairement transformé l'île Maurice, la Malaisie, les Antilles et la Guyane britanniques : « *there were delicate racial problems which Britain must accept the responsibility of having created in the first place by the introduction of Indian labourers* ». *The Oxford History of the British Empire: the twentieth century*, p. 274-275.

[381] Déclaration de *Ratu* Mara au journaliste Homer Bigart, citée par Brij V. LAL dans *A Vision for Change: AD Patel and the Politics of Fiji*, 1997, p. 159.

Les Indo-Fidjiens, en revanche, sont depuis longtemps demandeurs de l'indépendance, puisque leur supériorité numérique, atteinte dans les années 1940, leur donnerait automatiquement, selon les principes universels de la démocratie moderne prônés par l'ONU, la prééminence politique. Leur aspiration date de cette époque, qui a été celle de l'émancipation de l'Inde[382].

A contrario, et pour les mêmes raisons, les Fidjiens ne veulent que d'une autonomie, dans des conditions qui préserveraient leurs intérêts. Les discussions sont longues, animées, difficiles. Elles culminent avec la *Constitutional Conference* organisée à Londres en juillet 1965. La Grande-Bretagne réussit à faire admettre l'essentiel : les Fidji seront indépendantes, la Grande-Bretagne ne sera plus responsable de quoi que ce soit, le pouvoir politique sera partagé sur la base d'une représentation des communautés qui préserve la prééminence politique des Fidjiens sur les Indo-Fidjiens.

Les citoyens d'origine européenne sont surreprésentés dans les institutions, avec l'assentiment des Fidjiens. Lors de la conférence constitutionnelle de Londres, les Indo-Fidjiens tentent d'obtenir une atténuation de cette disproportion. *Ratu* Mara dénonce une manœuvre pour introduire une dissension entre Fidjiens et Européens : « Si on supprime le tampon de la culture européenne, il y aura une conflagration, parce que nous devrons décider quelle culture domine –une culture fidjienne ou une culture indienne[383] ». Ce point de vue va l'emporter[384].

La question du format de la future force de défense est posée en détails. Depuis 1949, la Nouvelle-Zélande assure son soutien. Juste avant 1970, cette assistance s'élève à vingt mille dollars néo-zélandais par an : Wellington forme une cinquantaine de cadres fidjiens chaque année, fournit de l'équipement et des conseils, détache quatre cadres et le commandant des *Fiji Military Forces*, mais n'en règle pas la solde, qui reste à la charge de la colonie. Ces arrangements, dont le coût est minime, pourront être maintenus, assure-t-on à *Ratu* Mara[385].

Celui-ci tente avec acharnement d'obtenir de Londres la garantie que le gouvernement britannique continuera, après l'indépendance, à assurer, si nécessaire, la défense et la sécurité intérieure du nouvel État. En août 1970, trois mois avant l'accession

---

[382] Voir Robert E. NORTON, *Race and Politics in Fiji*, 1977, p. 39.

[383] Déclaration de *Ratu* Mara devant le conseil législatif des Fidji en 1965, citée par Robert NORTON, 1977, p. 36.

[384] Sur ce point, voir notamment « Le paradoxe du multiculturalisme : gestion des préférences dans l'Etat syncrétique des Fidji » de Steven RATUVA, in Paul DE DECKKER et Jean-Yves FABERON, *L'Etat pluriculturel et les droits aux différences*, 2003.

[385] Brij. V. LAL, 2006, p. 477.

à la souveraineté, il se rend encore en Angleterre et évoque le sujet en vain[386]. La participation des soldats fidjiens à la campagne de Malaisie et même à la Seconde Guerre mondiale est encore fraîche dans les mémoires. Les leaders politiques indo-fidjiens sont bien conscients du caractère sensible de l'armée. En 1966, la plateforme politique du *Federation Party* (le grand parti rassemblant une majorité d'Indo-Fidjiens) appelle en effet au recrutement de davantage d'Indiens dans l'armée[387], composée essentiellement d'autochtones fidjiens.

Au même moment, François Doumenge constate :

> Les Anglais […] ont peu à peu réduit l'effectif et la puissance d'intervention d'unités qui ont fait leurs preuves dans les combats des Salomon de 1942 à 1944, puis en Malaisie de 1951 à 1956. Ils ont redouté que les sentiments belliqueux des Fidjiens ne se retournent contre les Indiens. Les combattants fidjiens de la guerre du Pacifique ont acquis une réputation méritée de bravoure et d'habileté dans les combats de jungle. Les volontaires ayant servi en Malaisie, ont vite disposé d'une large influence auprès des communautés villageoises. Leurs sentiments anti-asiatiques se sont affirmés de plus en plus au grand jour. Aussi l'administration britannique, quoique à contrecœur, a laissé se réduire les effectifs en ne reprenant pas de nouveaux volontaires pour combler les départs après la fin de l'engagement. Les Fidjiens ont cependant pu acquérir une très nette conscience de leurs capacités militaires. Ils ont quelques officiers supérieurs, issus de familles de chefs, capables de commander valablement des troupes en opération.
>
> On parle de plus en plus, dans les milieux fidjiens, de la nécessité de maintenir un fort noyau de troupes pour assurer l'ordre dans l'archipel, et stopper éventuellement toute tentative indienne d'agitation. Cette force militaire, rodée dans de dures opérations, glisse donc d'un rôle stratégique à une position de pression politique intérieure[388].

Effectivement, Londres tente de persuader le gouvernement fidjien de dissoudre l'armée et de créer une force de police mobile destinée à faire face aux situations d'urgence civile. *Ratu Sir* Penaia Ganilau, ministre des Affaires fidjiennes dans le gouvernement issu des élections de 1966, persuade ses collègues ministres fidjiens de refuser ce projet qui priverait les autochtones du seul moyen de contrer une prise de pouvoir par les Indiens[389]. L'attitude des Indo-Fidjiens pendant la Seconde Guerre

---

[386] *Ibid*. p. 503.

[387] Brij V. LAL, *Power and Prejudice: the making of the Fiji crisis*, 1988, p.56.

[388] *L'Homme dans le Pacifique Sud*, 1966, p. 571. D'autres chercheurs considèrent déjà depuis longtemps que la société fidjienne est menacée par sa fragmentation : « Le feu couve aux îles Fidji » écrit Christian HUETZ DE LEMPS dès 1953 dans *Les Cahiers d'Outre-Mer* (cité par Christian HUETZ de LEMPS : « Aux origines de la crise fidjienne », *Conflits actuels*, N°1-2, 2009, p. 6).

[389] Ron CROCOMBE, *The South Pacific*, 2001, p. 565.

mondiale est rappelée et utilisée comme argument contre la possibilité de leur accession au pouvoir politique : *Ratu* Penaia déclare que ceux qui seront amenés à diriger le pays devront être prêts également à prendre les armes pour le défendre, or les Indo-Fidjiens sont rares dans les *Royal Fiji Military Forces*[390].

Parmi les plus hauts dignitaires fidjiens qui participent aux préparatifs de l'indépendance, trois ont commandé des unités militaires en opérations, en l'occurrence pendant la terrible campagne de Malaisie : *Ratu* Edward Cakobau, *Ratu* George Cakobau, *Ratu* Penaia Ganilau[391]. Ils y ont acquis, en plus de leur prestige traditionnel, une aura de chef militaire qui dépasse largement les clivages coutumiers. Les idées qu'ils expriment sur le sujet de la future armée, les arguments qu'ils avancent, sont écoutés et entendus.

Les Fidji restent, dans les années 1960, d'intérêt stratégique dans le Pacifique[392]. Le port de Suva fait partie du réseau d'installations portuaires, de systèmes de télécommunications, d'infrastructures aéroportuaires utilisé par les Alliés. Le contrôle ne doit pas leur en échapper et les conditions de l'indépendance doivent tenir compte de cet impératif. Le souverain britannique, en sa qualité de chef du Commonwealth, sera le chef de l'État fidjien.

2. Les Fidji en 1970

Le 9 octobre 1970 au soir, à Suva, le drapeau britannique est amené pour la dernière fois. Le 10 octobre 1970, par le *Fiji Independence Act 1970* promulgué par Londres, la colonie de la Couronne devient un Dominion du Commonwealth et le nouveau drapeau est hissé pour la première fois[393], en présence du Prince de Galles, venu remettre à *Ratu* Mara les instruments de l'indépendance. Le *Fiji Independence Order 1970* fournit aux Fidji leur Constitution. Ce texte ne fait pas l'objet d'un référendum, ni même d'un grand débat national. Le texte, complexe et technique, est rédigé en anglais et n'est traduit ni en fidjien ni en hindi.

---

[390] Brij V. LAL, 2006, p. 94.

[391] Voir sa biographie par Daryl TARTE : *Turaga: the Life and Times and Chiefly Authority of Ratu Sir Penaia Ganilau*, 1993.

[392] Yoshihazu SAKAMOTO, Asia, *Militarization and Regional Conflicts*, 1988, p. 62.

[393] John KELLY et Martha KAPALN, *Represented Communities: Fiji and world decolonization*, 2001, p. 132.

Le dernier gouverneur de la Colonie, *Sir* Robert Foster, devient le premier Gouverneur Général du Dominion. Le *Chief Minister* du gouvernement autonome de la Colonie, *Ratu* Mara, devient le premier Premier ministre.

Le régime est dérivé du modèle parlementaire de Westminster, adapté pour préserver les intérêts des Fidjiens mélanésiens. Les accommodements avec les principes démocratiques sont justifiés par *Ratu* Mara devant l'assemblée générale des Nations Unies dès le 21 octobre 1970[394] : les situations particulières nécessitent des solutions particulières.

> *There must be particular diagnoses of the problems and special treatment for special cases. In general terms tolerance, harmony and justice must surely be universal standards, and they are certainly our aim in our small land of Fiji with its multiracial society. But to achieve these ends, we have to work out our own particular solution and political framework. We have done this between the parties with give and take and goodwill, and, with the encouragement, understanding and sympathetic assistance of the United Kingdom*[395].

Les jeunes Fidji comptent environ 525 000 habitants, dont 43% de Fidjiens mélanésiens et 51% d'Indiens. Depuis janvier 1969, une devise nationale, le dollar des Fidji, a remplacé la livre sterling[396]. Les apports en devises étrangères proviennent surtout du sucre, du tourisme (environ 110 000 visiteurs pour l'année[397]), de l'or et du copra. Les exportations (surtout le sucre, produit dans le cadre de la *Fiji Sugar Corporation*, créée par la nationalisation de la puissante *Colonial Sugar Refining Company*[398]) sont destinées principalement à la Grande-Bretagne (35%), aux États-Unis (16%) et à l'Australie (10%). Les importations (majoritairement des produits alimentaires, des textiles, des véhicules et des appareils électriques) arrivent d'Australie (25%), de Grande-Bretagne (20%) et du Japon (15%[399]).

De nombreux périodiques sont publiés en anglais, en fidjien et en hindi, mais il n'y a qu'un seul quotidien, le centenaire *Fiji Times*. La *Fiji Broadcasting Commission* régit

---

[394] Les Fidji sont devenues membres de l'ONU le 14 octobre 1970.

[395] Extrait du discours de *Ratu Sir* Kamisese Mara devant la vingt-cinquième Assemblée Générale des Nations Unies, à New York, le 21 octobre 1970, reproduit dans le *Fiji Annual Report 1970*, p. 7-11.

[396] Le dollar des Fidji reste lié à la livre sterling : 1 livre = 2,09 dollar. Voir le *Fiji Annual Report 1970*, p. 28.

[397] *Ibid*. p. 122.

[398] La littérature sur la *CSR* est importante. En français, on lira, pour replacer le sucre fidjien dans un contexte plus vaste, « Grandeur et décadence des îles à sucre*"* » d'Alain HUETZ DE LEMPS, in *Comme un parfum d'îles*, florilège offert à Christian Huetz de Lemps dirigé par Olivier SEVIN et Jean-Louis CHALEARD (2010, p. 163-173).

[399] *Ibid*. p. 30.

la radio diffusion de *Radio Fiji*, de la *BBC* et de ses équivalents australien (*ABC*) et néo-zélandais (*NZBC*)[400].

Le pays est desservi par cinq compagnies aériennes : *American Airlines*, *Pan American Airlines* (PanAm), *British Overseas Airways Corporation* (BOAC), *Air Pacific Limited* et *Fiji Airways Limited*, qui le relient à Sydney, Auckland, Honolulu et Pago Pago[401].

Les Fidji de 1970 sont plus développées et ont davantage d'atouts que beaucoup d'autres colonies britanniques devenues indépendantes ou sur le point de l'être[402], mais la société est nettement polarisée. La masse des Fidjiens est maintenue par des dirigeants coutumiers, administratifs et religieux dans le mode de vie établi un siècle auparavant. Ils n'ont commencé qu'en 1963 à élire leurs représentants au conseil législatif[403]. La gestion des affaires autochtones ne fait pas l'unanimité : les politiques mises en œuvre sont destinées à protéger les intérêts des Fidjiens face aux autres communautés, mais, par là-même, elles entretiennent leur infériorité économique. Le système en place freine la croissance économique et le développement de l'entreprise et contraint les individus à rester dans leurs villages et y travailler sans rémunération au profit de la communauté et de ses leaders. Il renforce la hiérarchie coutumière et fige la gestion archaïque des terres au profit des « nobles » sous le prétexte de la préservation des traditions[404].

3. Les missions des *RFMF* dans les premières années de souveraineté

Les forces armées du jeune dominion sont toujours commandées par un officier néo-zélandais, le colonel Morris. Les minuscules *Fiji Military Forces* coloniales (350 hommes) deviennent les *Royal Fiji Military Forces*. Elles ont, en 1970, un budget de 410 000 dollars fidjiens, soit 0,74% du budget national[405]. La Constitution dispose que ces forces sont chargées de la défense de l'État, du maintien de l'ordre et de toute autre

---

[400] *Ibid*. p. 123-124.

[401] *Ibid*. p. 114-116.

[402] La première indépendance a été celle des Samoa occidentales, en 1962. Dans les années 1970, les Fidji sont suivies notamment par la Papouasie-Nouvelle-Guinée (1975) et les îles Salomon (1978).

[403] Auparavant ils étaient nommés par le Gouverneur sur proposition du Grand Conseil des Chefs, alors que les représentants indo-fidjiens sont élus par leur communauté depuis 1929. Marion BASTOGI, *Le gouvernement pluraliste en Nouvelle-Calédonie et aux Fidji*, 2008, p. 79.

[404] Robert NORTON, 1977, p. 52-53.

[405] Winston HALAPUA, *Tradition, Lotu, and Militarism in Fiji*, 2003, p. 52.

mission fixée ultérieurement par le ministre de la Défense. Ces forces sont placées sous le commandement suprême du Gouverneur général et commandées par un Commandant désigné par le Gouverneur Général. Elles sont composées d'une force régulière, d'une force territoriale et de forces de réserve :

> *There shall be established in Fiji forces to be known as the Royal Fiji Military Forces. The Forces shall be charged with the defence of Fiji, with the maintenance of order and with such other duties as may from time to time be defined by the Minister. The Forces shall be under the supreme command of the Governor-General and, through the Minister, under the command of the Commander who shall be appointed by the Governor-General upon the advice of the Minister. […]The Forces shall comprise a Regular Force, a Territorial Force, a Reserve of Officers and a Reserve*[406].

La force régulière est composée d'un quartier général et d'une compagnie d'infanterie constituée de deux sections, dont l'une est la musique des *RFMF*. La force territoriale est composée d'un bataillon d'infanterie constitué d'un quartier général, d'une compagnie de quartier général et de cinq compagnies de combat (trois à la caserne *Queen Elizabeth* de Suva, une à la caserne *Duke of Edinburgh* de Lautoka, une à la caserne Sefanaia Sukanaivalu de Labasa.

En 1970, le budget des *Royal Fiji Military Forces* s'élève à 363 000 dollars[407]. Outre les cinquante personnels en formation en Nouvelle-Zélande, comme avant l'indépendance, deux élèves officiers sont en formation à l'académie militaire royale de Sandhurst, en Angleterre, et un jeune officier est en formation de chef de musique en Inde. Les *RFMF* participent à toutes les cérémonies officielles d'importance, montent la garde devant la résidence du Gouverneur Général.

En 1974, le commandement des *RFMF* est assuré, pour la première fois, par un citoyen des Fidji (en l'occurrence un Rotuman), le colonel Paul Fanifau Manueli. Le Premier ministre, *Ratu* Mara, qui envisage depuis plusieurs années d'engager des militaires fidjiens dans les missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies[408], charge le colonel Manueli, en 1975, d'aller à New-York pour s'entretenir avec les responsables de ce domaine afin d'évaluer la possibilité et l'opportunité de ce projet. *Ratu*

---

[406] Texte disponible sur le site Internet du *Pacific Islands Legal Information Institute* de l'*University of the South Pacific School of Law*, www.paclii.org/fj/legis/consol_act/rfmfa276/ consulté le 17 octobre 2010.

[407] *Annual Report 1970*, p. 106.

[408] Différentes formulations sont employées pour désigner ces interventions : opérations ou missions, de maintien de la paix, de soutien de la paix, de paix. Pour l'ONU, il s'agit génériquement d'opérations de maintien de la paix, gérées par le Département des opérations de maintien de la paix, mais l'organisation intitule « Opérations de paix 2010 » le processus de réforme de ces interventions. On utilisera ici indifféremment les expressions « opérations de maintien de la paix » et « opérations de paix ». Sur ces opérations et leur historique, voir l'annexe 16 : Le maintien de la paix des Nations Unies.

Mara considère que ce cela fournirait des emplois et des occasions pour de nombreux jeunes gens d'acquérir une formation ainsi qu'une expérience professionnelle à l'étranger[409]. La mission est concluante et le gouvernement se prépare à mettre le projet à exécution.

Parallèlement, le gouvernement Mara cherche d'autres moyens de fournir aux jeunes gens une formation qui puisse déboucher sur une activité professionnelle dans leur province d'origine. En attendant la concrétisation du projet d'engagement dans les missions onusiennes, une division du développement rural est créée au sein des *RFMF*. Cette *Rural Development Division* donne une formation professionnelle d'un an, en particulier dans le domaine de l'agriculture, à des jeunes hommes qui sont ensuite renvoyés dans leurs villages pour y travailler.

En 1975, une composante maritime est ajoutée aux *RFMF*. Le *Naval Squadron* a des missions de garde-côtes, d'hydrographie, de surveillance et protection des pêches, augmentant les effectifs de l'armée d'environ soixante-dix hommes. Les Indo-Fidjiens y restent extrêmement minoritaires, car peu attirés par la carrière militaire et peu souhaités dans les rangs, même s'il n'y a aucun obstacle formel à leur recrutement[410].

Les officiers sont souvent de jeunes chefs, en particulier des fils des chefs qui exercent les responsabilités politiques les plus importantes. Les roturiers en situation de commandement sont sélectionnés pour leur loyauté et leur allégeance. Sous leur égide, les *RFMF* soutiennent l'*Alliance*, le parti politique de *Ratu* Mara[411]. Les Fidjiens des classes les moins favorisées constituent le gros des troupes. Ils assurent la défense d'un système qui empêche la plupart de leurs congénères de s'émanciper individuellement[412].

Au milieu des années 1970, alors que les autochtones constituent 44% des 580 000 habitants et les Indo-fidjiens 51%, la force régulière (c'est-à-dire les hommes servant à plein temps en activité) des *Republic of Fiji Military Forces* totalise 395 hommes, dont 372 Fidjiens, 5 Indo-Fidjiens et 18 « autres[413] ». La force territoriale (les

---

[409] *Ratu Sir* Kamisese MARA, 1997, p. 140.

[410] Voir la déclaration devant le Parlement, en 1975, de *Ratu Sir* Penaia Ganilau, alors ministre de l'intérieur, citée dans *The Parliamentarian: Journal of the parliaments of the Commonwealth*, Volumes 57 à 58, 1976, p. 264.

[411] Le parti occupe une place majeure dans la vie politique fidjienne. Ses objectifs et ses réalisations sont présentées dans une revue, *Nation*, dont le rédacteur en chef est un conseiller politique et rédacteur de sdiscours de *Ratu* Mara, David Seidler. Cet homme a offert des archives de son séjour aux Fidji (1967-1972) à la *Turnbull Library* de Wellington, évoquées par Marshall SAHLINS dans *Islands of History* (1985). Début 2011, David Seidler est dans l'actualité, étant le scénariste d'un film britannique qui connaît un succès international et a obtenu plusieurs « Oscars », dont celui du meilleur scénario, *The King's Speech*.

[412] Ces points sont développés par Winston HALAPUA (2003), en particulier p. 29-30.

[413] C'est par le terme « *others* » que les statistiques officielles des Fidji désignent ceux qui ne sont ni Fidjiens autochtones ni Indo-Fidjiens.

hommes qui ne sont pas employés à plein temps mais sont régulièrement mobilisés et formés) compte 563 hommes, dont 502 Fidjiens et 29 Indo-Fidjiens. La composante navale est constituée de 71 personnels, dont 59 Fidjiens et seulement 2 Indo-Fidjiens[414].

4. Les Indo-Fidjiens et l'uniforme

En 1970, les différences entre Indiens et Fidjiens de souche restent un aspect majeur de la société fidjienne et sont un élément déterminant des évolutions politiques à venir. La question de la propriété foncière est déterminante : la grande majorité des terres (83%) reste propriété autochtone collective (*native land*) des *mataqali*. Le domaine de l'État est constitué du *Crown land*. Une toute petite proportion du territoire (*freehold land*) peut librement être acquise et vendue. Les Indo-Fidjiens n'ont pas de possibilité d'acheter la terre qu'ils travaillent dans le cadre de baux fonciers consentis par les propriétaires coutumiers. La terre est aussi fondamentale pour les uns que pour les autres, mais de manières dissemblables : pour les Fidjiens, elle est liée à leur existence même, pour les Indo-Fidjiens, elle est leur moyen d'existence.

De surcroît, il y a au sein de la communauté indo-fidjienne des groupes qui se distinguent en fonction de leur origine géographique, leur classe sociale, leur religion. Sikhs, Musulmans et Hindous ne partagent pas les mêmes valeurs. Les cultivateurs de canne à sucre n'ont pas grand-chose en commun avec les employés citadins[415].

Parce que l'armée de l'État fidjien indépendant ne fait guère de place aux Indo-Fidjiens qui, de toute façon, sont rares à vouloir rejoindre une structure aussi ostensiblement mélanésienne, ceux qui choisissent l'uniforme font preuve d'une motivation hors du commun. Plusieurs paient jusqu'au sacrifice ultime le prix de leur engagement : en janvier 1979, au Liban, lorsque le bataillon fidjien fait l'objet d'une attaque à la roquette et à la mitrailleuse et subit ses premières pertes, il y a deux morts, dont un Indo-Fidjien (le caporal Vidya Sagar, 32 ans) et quatre blessés, dont un autre Indo-Fidjien[416].

---

[414] Ralph R. PREMDAS, "Balance and ethnic conflict in Fiji", *in* John MCGARRY et Brendan O'LEARY (dir.), *The Politics of ethnic conflict regulation: case studies of protracted ethnic conflicts* (1993, p. 267-269).

[415] John KELLY et Martha KAPLAN, 2001, p.70.

[416] *Pacific Islands Monthly*, décembre 1979.

SECTION 2. LES RFMF ET LES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

En proposant à l'ONU que ses hommes participent à la force déployée au Liban, Suva entend démontrer au monde sa capacité à participer à la sécurité internationale, tout en assurant à ses jeunes hommes une expérience d'action dans la discipline et de formation à l'étranger.

1. Les *RFMF* au Liban avec l'ONU

Pendant les années 1970, et notamment après la réinstallation, au Liban, d'éléments armés palestiniens venus de Jordanie, la tension monte le long de la frontière israélo-libanaise. Les Palestiniens multiplient les opérations commando contre Israël, qui réplique par autant d'actions de représailles. Le 11 mars 1978, l'une de ces attaques commando, revendiquée par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) fait de nombreux morts et blessés. Dans la nuit du 14 au 15 mars, l'armée israélienne envahit le Liban. Le 15, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, le gouvernement libanais proteste contre l'invasion et affirme être étranger à l'opération palestinienne. Le 19 mars, le Conseil de sécurité adopte les résolutions aux termes desquelles Israël doit cesser immédiatement son action militaire et retirer ses forces de l'ensemble du territoire libanais. Le Conseil de sécurité décide aussi la création de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban. Très rapidement, Suva propose d'y participer.

Les objectifs fixés à la FINUL sont de confirmer le retrait des troupes israéliennes du Liban Sud, restaurer la paix et la sécurité internationale et aider le gouvernement libanais à assurer le rétablissement de son autorité effective dans la zone. A l'origine, le Conseil de sécurité des Nations Unies prévoit que la FINUL comptera 4 000 hommes ; par la suite les effectifs seront portés jusqu'à 7 000. Le contingent fidjien est intégré en mai 1978, c'est le premier bataillon du Régiment d'Infanterie, le *1FIR* (*First, Fiji Infantry Regiment*), commandé par le jeune colonel *Ratu* Epeli Nailatikau (noble coutumier[417] et

[417] Le père de *Ratu* Epeli Nailatikau est *Ratu Sir* Edward (Etuate) Tuivanuavou Tungi Cakobau. Né en 1908, *Ratu* Etuate est le fils illégitime du Roi des Tonga, Tupou II, et d'*Adi* Litia Cakobau. Il a reçu le nom de Cakobau de la famille de sa mère. La vie de *Ratu* Etuate est présentée en trois pages dans *Twentieth Century Fiji : People who shaped this nation* (de Stewart FIRTH et Daryl TARTE, dir. 2001, p. 111-113).

gendre du Premier ministre). Comme en Malaisie dans les années 1950, on le désigne familièrement comme le « *Fiji Batt* ».

Au plus haut niveau de l'État, l'engagement dans la FINUL est suivi de très près[418]. Les meilleurs éléments des *RFMF* sont sélectionnés pour y participer. Le premier commandant du *Fiji Batt* est *Ratu* Epeli Nailatikau, un très grand chef, gendre de *Ratu* Mara, qui deviendra commandant des *RFMF* en 1982.

La mission est délicate, difficile et dangereuse[419]. Le bataillon fidjien a fait preuve, tout au long de ses 25 ans de présence au Liban, d'une efficacité opérationnelle avérée. Selon le colonel Jim Sanday[420], celle-ci est la résultante de plusieurs facteurs : le dispositif tactique, la délégation du commandement, le soutien de l'opinion publique et la bonne connaissance de la nature de la mission.

Le dispositif tactique est « serré » : les patrouilles sont fréquentes, de jour comme de nuit, en véhicule et à pied ; les *check points* sont nombreux et une réserve mobile est en mesure d'être déployée en tout point de la zone d'opérations sur très court préavis.

Le commandement est délégué à de nombreux niveaux : la dispersion des éléments dans la zone d'opérations a conduit à remettre le pouvoir de décision entre les mains d'officiers subalternes jusqu'au niveau du chef de section, qui sont amenés à faire preuve d'esprit d'initiative et à négocier avec les groupes armés pour éviter des problèmes plus importants.

Aux Fidji, les autorités font connaître leur satisfaction et la population apprécie la mission : elle est fière du comportement du *Fiji Batt* et sait que les retombées économiques sont importantes, pour les familles concernées mais aussi pour tout le pays. Dès la troisième année de la mission, de nombreux personnels reviennent au Liban pour la deuxième fois : ils font preuve d'une bonne compréhension de la nature de la mission et des particularités de ce type de mandat.

---

[418] Dans le bureau de *Ratu Sir* Penaia Ganilau, président de la République, en 1988, un mur est occupé par une grande carte du Moyen Orient sur laquelle sont localisées les implantations de la FINUL. Des punaises de couleur symbolisent les unités et signalent notamment les soldats membres de sa famille. *Ratu* Penaia allait sur place deux fois par an. Communication personnelle du professeur François Doumenge, alors président de l'ORSTOM, reçu par le Président fidjien en mai 1988.

[419] Voir, par exemple, le témoignage du colonel Sanday dans l'article du *Fiji Times* du 10 novembre 2009 : « The Battles we must never forget ».

[420] *UN Peacekeeping, UNIFIL and the Fijian Experience*, 1998, p. 33.

Le septième commandant de la force est un Fidjien, le général Jioji Konousi Konrote[421] du 1er octobre 1997 au 30 septembre 1999.

Trente-cinq militaires Fidjiens ont perdu la vie au Liban, et souvent dans le feu de l'action. Parce qu'ils ont toujours mené leur mission avec la plus grande conscience professionnelle, démontrant ainsi leur efficacité opérationnelle.

Le retour du dernier contingent, en décembre 2002, donne lieu à des cérémonies fastueuses. Un défilé militaire est notamment organisé à Suva, au cours duquel défilent des unités représentant tous les *Fiji Batt* successifs. Le général Rabuka, toujours fringant, marche en tête de l'un d'eux.

En participant à la FINUL pendant 25 ans, les militaires fidjiens côtoient des militaires venus de tous les pays contributeurs. Les Français qui servent au Liban sont frappés par la valeur de ces soldats océaniens, qu'ils sont en mesure de comparer à beaucoup d'autres. Et cela ne s'explique pas seulement par le fait que la plupart des « casques bleus » fidjiens ont, du fait de la petite taille de leur armée, souvent effectué plusieurs missions : dès les premières années, les Fidjiens sont remarqués[422].

Entre mai 1978 et décembre 2002, les *Republic of Fiji Military Forces* fournissent en permanence un bataillon d'infanterie qui compte jusqu'à 725 hommes. Beaucoup d'entre eux ne sont pas des personnels de la force régulière, mais des membres de la force territoriale qui ne rejoignent les rangs que pour ces missions et rentrent dans leurs villages, enrichis et admirés, entre deux rotations. Au total, environ 10 000 Fidjiens servent au Liban, marquant profondément l'histoire de l'armée fidjienne et celle du pays tout entier[423].

2. Les *RFMF* au Sinaï

Le succès de la participation à la force des Nations Unies au Liban amène rapidement le gouvernement fidjien à envisager un autre engagement comparable. En 1979, au Proche Orient, la situation amène à décider de la création d'une force multinationale.

---

[421] Le mandat du général Konrote dure d'août 1997 à décembre 1998.

[422] Voir l'annexe 17 : Témoignages d'officiers français de la FINUL.

[423] Voir l'annexe 18 : L'expérience du Liban vue par la presse fidjienne en 2009.

> Suite à la création de l'État d'Israël, plusieurs conflits éclatent entre le nouvel État et ses voisins arabes. Ces conflits, à l'origine intercommunautaires, se généralisent et deviennent des guerres israélo-arabes. Pour mettre fin à ce cycle de violence, plusieurs tentatives d'offrir une paix durable à la région voient le jour. Ainsi, la signature des accords de Camp David le 17 septembre1978 par le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin, sous la médiation du président américain Jimmy Carter, puis du Traité de paix en 1979, marque la fin de l'état de guerre entre l'Égypte et Israël. L'Égypte devient ainsi le premier pays arabe à reconnaître Israël et à signer un traité de paix avec ce dernier.
>
> Le Traité de paix prévoit le retrait des troupes israéliennes du Sinaï et entérine la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des deux États. Il délimite quatre zones, trois en Égypte (A, B et C) et une en Israël (D), à l'intérieur desquelles le niveau de personnel et d'équipement militaires autorisé est réduit. Il prévoit également le déploiement d'une force multinationale et d'observateurs des Nations Unies, dans son Annexe I, relatif au retrait israélien et aux arrangements de sécurité. Cependant, alors que le mandat de la Seconde Force d'Urgence des Nations Unies (FUNU II) expire en juillet 1979, l'ONU n'a pas envisagé le déploiement d'une nouvelle force. Pendant près de deux ans, ce sont les Américains qui assumeront les responsabilités de la Force prévue dans le Traité de Paix. Le 18 mai 1981, le président du Conseil de sécurité annonce l'échec des tractations visant à établir la mission onusienne. Des négociations entre l'Égypte, Israël et les États-Unis aboutissent à la création d'une force multinationale et d'observateurs (FMO), financée en majeure partie par les trois États.[424]

Le gouvernement fidjien est approché au milieu de l'année 1981 pour participer à la *MFO* et se réjouit de cette sollicitation, considérant qu'il s'agit de la reconnaissance des services rendus par le *Fiji Batt* de la FINUL depuis quatre ans[425]. Un deuxième bataillon destiné au service en opérations extérieures est constitué au sein des *RFMF*, le *2FIR*, jusqu'alors réduit à des effectifs très limités. Le *2FIR* est composé, comme le premier, de personnels de la force régulière et, surtout, de la force territoriale. Cinq cents hommes devront être sur place en mars 1982[426]. Cela suppose des évolutions du format des *RFMF* : tous les hommes envoyés dans les opérations de paix y serviront pour une durée de douze

[424] Ces deux paragraphes sont tirés de la page *MFO* du site internet du Réseau francophone sur les opérations de paix (Université de Montréal) www.operationspaix.net/FMO,566, consulté le 13 octobre 2010.

[425] *Ratu Sir* Kamisese MARA, 1997, p. 150.

[426] *Report of the Review of Fiji's Peace Keeping Operations*, 1993, p. 8.

mois ; il sera fait appel en majorité aux personnels de la force territoriale ; 400 jeunes hommes supplémentaires seront recrutés chaque année dans la force territoriale[427].

Le *2FIR*, comptant finalement 340 hommes, est mis en place en septembre 1982[428], avec l'appui logistique et financier de l'Australie[429]. Ces « *Lions of the Desert*[430] » sont chargés de l'observation de la zone C du Secteur Nord et fournissent des personnels d'état-major[431]. Ils arment six *check points* et cinq postes d'observation dans des lieux isolés[432]. Les éléments les plus prometteurs de la force territoriale sont intégrés, avec promotion, dans la force régulière. Le gouvernement considère en effet que la participation de centaines de jeunes gens, chaque année, à ces opérations extérieures contribue de manière significative au développement national : ils apprennent la discipline, servent leur pays et expérimentent le service actif. De surcroît, ils le font en Terre Sainte[433].

Des difficultés apparaissent néanmoins : d'une part, les membres de la force territoriale, qui ne sont pas des « militaires à plein temps », peuvent avoir des difficultés à quitter un emploi pour répondre à l'appel. De fait, certains employeurs deviennent réticents pour l'expatriation de leurs employés au point de menacer le dispositif mis en place pour le déploiement du détachement fidjien implanté au Sinaï, comme au Liban. Ce sont les hommes qui occupent souvent des postes à responsabilités dans la vie civile qui sont cadres dans l'armée. Ils sont les plus concernés par le problème ici posé. Seuls les chômeurs qui, de par leur état, sont volontaires pour repartir fréquemment tirent profit du recrutement. Toutefois, pour des raisons budgétaires, le recrutement va en se ralentissant. Alors, progressivement, les sous-officiers et officiers participant aux opérations extérieures sont presque exclusivement des personnels de la force régulière, et les soldats, sans distinction de grade, sont de plus en plus âgés[434].

Les absences toujours longues (douze mois à chaque fois) et souvent répétées de près d'un millier d'hommes en permanence a des conséquences sociales : les familles en

---

[427] *Defending Fiji, Defence White Paper 1997* p. 57. Ce Livre Blanc de la Défense, émis par le Parlement des Fidji en tant que *Parliamentary Paper n°3 of 1997*, est un document publié auquel on a accès assez facilement.

[428] Communiqué de presse du gouvernement fidjien, le 3 septembre 2002.

[429] Rodney GOUTTMAN, *Bondi in the Sinai: Australia, the MFO and the Politics of Participation*, 1996, p. 121.

[430] Les hommes du *Fiji Batt* du Sinaï sont surnommés « *Lions of the Desert* », alors que le *Fiji Batt* du Liban n'a pas eu de tel surnom (communication personnelle du colonel Jim Sanday). Voir l'annexe 20 : L'expérience du Sinaï vue par la presse fidjienne en 2010.

[431] Michael E. O'HANLON, *Expanding global military capacity for humanitarian intervention*, 2003, p. 40.

[432] Jon FRAENKEL, Stewart FIRTH, Brij V. LAL, *The 2006 Military Takeover in Fiji: A Coup to end all coups?* 2009, p. 119.

[433] *Defending Fiji* p. 58.

[434] *Ibid*.

souffrent, surtout dans une société où l'autorité du père et du mari est très forte. Tirant les leçons des expériences et des études menées dans des États gros contributeurs de troupes (les États-Unis et le Canada) le gouvernement fidjien considère qu'il faudrait deux ans d'intervalle entre deux déploiements à l'étranger, au lieu de dix mois en moyenne pour les personnels des *RFMF*.

Comme au Liban, les Fidjiens se sont fait remarquer ; les militaires français qui ont eu l'occasion de les côtoyer en font l'éloge[435].

3. Les *RFMF* dans les autres missions multinationales

Entre 1978 et 1987, outre leur participation à la FINUL et à la *MFO*, les soldats fidjiens sont engagés dans une dizaine de missions de maintien de la paix[436].

En Rhodésie Zimbabwe, en 1980, quelques personnels des *RFMF* participent à la *Commonwealth Monitoring Force*. La Grande-Bretagne ne veut pas que les Nations Unies soient impliquées dans cette intervention, préférant gérer cette situation sensible entre partenaires du *Commonwealth*[437]. Cette organisation accepte de mettre en place une mission, en souhaitant y associer différents États membres : outre une majorité d'hommes déployés par la Grande-Bretagne, sont sollicités l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Fidji et le Kenya. Ils fournissent les personnels d'une force de surveillance du fragile cessez-le-feu, chargée de contrôler le rassemblement organisé des rebelles sur des points particuliers[438]. Les détachements de la force du *Commonwealth* sont positionnés entre les lieux de rassemblement assignés aux rebelles pour éviter ou au moins limiter les affrontements. Les Fidjiens, stoïques, passent la nuit allongés sur le sol pendant que des tirs sont échangés au-dessus d'eux[439], attendant le matin pour reprendre leur observation et leur rôle, *de facto,* de force d'interposition.

---

[435] Voir l'annexe 19 : Témoignage d'un officier français de la MFO.

[436] Site Internet des *Republic of Fiji Military Forces* : www.rfmf.mil.fj/news/PeaceOperations.html, consulté le 17 octobre 2010.

[437] Mortimer N. S. SELLERS, *The New World Order: sovereignty, human rights, and the self-determination of peoples*, 1996, p. 280.

[438] Un groupe d'observateurs du Commonwealth regroupant des représentants de onze États a également été mis sur pied pour surveiller le déroulement des élections (remportées par Robert Mugabe)

[439] Stephen CHAN, *Robert Mugabe: a life of power and violence*, 2003, p. 26.

A la fin des années 1980, l'Organisation des Nations Unies, qui apprécie la contribution des Fidji à la FINUL et connaît son comportement au Sinaï, accepte, en 1988[440], la candidature de Suva à la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan[441]. La mission est chargée de veiller au retrait des forces soviétiques. Ses membres sont prélevés sur les effectifs d'autres missions onusiennes, notamment la FINUL, d'où proviennent les personnels fidjiens. Cette *United Nations Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan* (*UNGOMAP*) est créée en mai 1988 et autorisée par une résolution du Conseil de Sécurité en octobre. Son mandat est d'aider le Représentant personnel du Secrétaire Général à prêter ses bons offices aux parties pour assurer l'application des Accords sur le règlement de la situation et, dans ce contexte, enquêter et faire rapport sur les violations éventuelles des dispositions de ces accords[442]. Les Fidjiens sont sur place jusqu'à la fin de la mission, en mars 1990.

Les Fidjiens sont aussi en Irak et au Koweït, depuis 1992, avec la mission d'observation des Nations Unies. La MONUIK (*UNIKOM*) a été créée début avril 1991. Son mandat, dans le cadre du Chapitre VII, est de surveiller la zone démilitarisée le long de la frontière entre l'Iraq et le Koweït ainsi que la voie navigable du Khor' Abdullah, de prévenir les violations de la frontière, et d'observer tout acte hostile commis à partir du territoire d'un État à l'encontre de l'autre. En février 1993, à la suite d'une série d'incidents constatés sur la nouvelle ligne de démarcation, le Conseil de Sécurité décide de renforcer les effectifs de la MONUIK et d'élargir son mandat en la chargeant en outre de prévenir ou remédier aux violations de la zone démilitarisée et de la frontière. Cette mission prend fin en octobre 2003[443]. Pendant onze ans, les Fidjiens accomplissent cette mission extérieure, comme leurs autres engagements internationaux, avec efficacité et compétence : les Français qui les y côtoient apprécient leur valeur militaire et leur camaraderie généreuse[444].

Pendant quelques mois, les *RFMF* participent à l'Opération des Nations Unies en Somalie. L'ONUSOM I, créée en avril 1992, est chargée de surveiller le respect du cessez-le-feu à Mogadiscio, d'assurer la protection du personnel, des installations et du matériel de l'ONU dans les ports et aéroports, et d'escorter les convois d'acheminement de l'aide humanitaire. Elle se termine en mars 1993[445].

---

[440] On peut noter que cela se passe après les coups d'État du lieutenant-colonel Rabuka.

[441] *Report of the Review of Fiji's Peace Keeping Operations*, 1993, p. 8-9.

[442] www.operationspaix.net/UNGOMAP, consulté le 15 octobre 2010.

[443] www.operationspaix.net/MONUIK, consulté le 15 octobre 2010.

[444] La mission est moins difficile et la situation moins complexe qu'au Liban, et les Fidjiens s'en acquittent de manière irréprochable. Communication personnelle du capitaine Eric Paul, de la Légion étrangère, qui a participé à la MONUIK dans les années 1990.

[445] www.operationspaix.net/ONUSOM-1, consulté le 15 octobre 2010.

Pour une brève période également, les Fidji fournissent du personnel à la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda. La MINUAR, créée en octobre 1993, a pour mandat de contribuer à assurer la sécurité de la ville de Kigali, de superviser l'accord de cessez-le-feu appelant à la délimitation d'une nouvelle zone démilitarisée, de superviser la sécurité générale, de participer au déminage et d'aider à coordonner les activités d'assistance humanitaire. La MINUAR contribue aussi à assurer la sécurité du Tribunal international pour le Rwanda et soutient la mise en place et la formation d'une nouvelle force de police nationale jusqu'à la fin de la mission, en mars 1996[446].

Pour la première fois, à partir de 1994, les Fidji sont engagées dans des missions de paix dans le Pacifique : la *South Pacific Peace Keeping Force*, puis le *Truce Monitoring Group* et le *Peace Monitoring Group*, à Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans le cadre du seul « conflit majeur[447] » en Océanie depuis la Guerre du Pacifique. Le financement est essentiellement australien et les personnels majoritairement australiens et néo-zélandais. Ces interventions prennent fin après la signature de l'accord de paix de Bougainville conclu à Arawa le 30 août 2001[448].

Les *RFMF* sont engagées une deuxième fois en Asie-Pacifique à l'occasion des missions successives au Timor oriental à partir de 1999. Une guerre civile sanglante y oppose diverses factions mélanésiennes au pouvoir gouvernemental de l'Indonésie depuis l'annexion par ce pays de cette ancienne colonie portugaise, en 1975. La résistance nationale et les représailles indonésiennes font de dizaines de milliers de victimes. La mort du président indonésien Suharto débloque en partie la situation, le nouveau régime acceptant la tenue, en août 1999, du référendum demandé par l'ONU et supervisé par ses observateurs. Le vote est largement en faveur de l'indépendance, mais des actions violentes ravagent le pays. Une force multinationale dirigée par l'Australie, l'*InterFET*, est mise en place avec un double mandat, sécuritaire et humanitaire. Dans ses effectifs figure une compagnie fidjienne, intégrée dans un bataillon australien, ce qui ne pose aucun problème, « les Fidjiens étant considérés comme très fiables et très aisément intégrables [449]». L'*InterFET* est remplacée par l'Administration temporaire des Nations Unies au Timor Oriental, qui devient, avec l'indépendance, le 20 mai 2002, la Mission

---

[446] www.operationspaix.net/MINUAR, consulté le 15 octobre 2010.

[447] Avec ses 10 000 morts au moins en une dizaine d'années, le conflit sécessionniste de Bougainville est sans équivalent dans le Pacifique. La caractérisation en « conflit majeur » s'appuie sur la classification établie par Bruno TERTRAIS dans *La Guerre* (2010).

[448] Voir l'annexe 43 : Le conflit sécessionniste de Bougainville.

[449] Communication personnelle du général Thierry Durand, « RepFrance » (représentant militaire français) au Timor oriental en 2000. Des conversations avec les officiers australiens, il garde l'impression que « sans avoir le caractère de troupe d'élite des Gurkhas, les Fidjiens partagent avec eux une solidité certaine, une discipline et une fidélité aux ordres reçus qui évoque celles des troupes indigènes de l'armée française : solidité au poste, rigueur dans le respect de la consigne et de tout ce qui vient du chef ».

d'appui des Nations Unies au Timor Leste (MINUT), dont le mandat se prolonge jusqu'en 2005 ; le contingent fidjien y prend également part.

Une troisième fois, les Fidjiens participent à une intervention dans leur région en prenant part, à partir de juillet 2003, à la *Regional Assistance Mission to Solomon Islands*. La *RAMSI*, « *a partnership between 15 countries and Solomon Islands*[450] » décidée, organisée et déployée sous l'égide du Forum des îles du Pacifique, est une force policière et militaire multinationale chargée de ramener la paix et la sécurité et ainsi de contribuer à la restauration des services publics et de l'économie dans ce pays déstabilisé par plusieurs années d'affrontements armés entre communautés rivales. Fin 2010, la *RAMSI* est toujours en place, et son retrait n'est pas envisagé avant plusieurs années.

Initiée par *Ratu* Mara dans les années qui ont immédiatement suivi l'accession des Fidji à l'indépendance, la participation des soldats fidjiens aux opérations de maintien de la paix est ainsi devenue un élément majeur de la politique étrangère du pays et de sa politique de défense.

SECTION 3. LA PLACE DES RFMF DANS LES FIDJI DE RATU MARA

Ratu Sir Kamisese Mara, *Tui Lau*, *Tui Nayau*, assure le leadership du pays à partir de son indépendance. Eduqué dans des établissements différents et guidé depuis son plus jeune âge par *Ratu* Sukuna, *Ratu* Mara a la formation, la stature et la sagesse nécessaires pour conduire les affaires des Fidji. Il est bien conscient du fait que l'avenir du pays ne peut se concevoir sans participation de sa composante indienne, mais il incarne l'establishment fidjien dont la prééminence lui semble, comme pour les autres chefs traditionnels, devoir être garantie de manière perpétuelle, l'antériorité d'établissement dans l'archipel des chefferies océaniennes fondant durablement, à leur yeux, cette prééminence au plan du politique et du foncier (bases intangibles de l'organisation de la société pluri séculaire).

[450] www.ramsi.org/ consulté le 17 octobre 2010.

1. *Ratu* Mara : la voix du Pacifique et l'inventeur de la *Pacific Way*

Ratu Kamisese Kapaiwai Tuimacilai Mara Uluilakeba, la « voix » du Pacifique, l'inventeur de la *Pacific Way*[451]est né le 6 mai 1920 à Vanuabalavu, l'une des îles Lau. De son père, *Ratu* Tevita Uluilakeba, le jeune Mara hérite le titre de *Tui Nayau*. Recevant deux autres titres prestigieux, ceux de *Tui Lau* et *Sau Ni Lau*, il acquiert une aura coutumière de premier rang. Il est en outre le petit-neveu de *Ratu* Sukuna qui, n'ayant pas d'enfant, s'occupe de ceux de ses proches et les prépare à assumer les responsabilités liées à un rang aristocratique des plus élevés.

Ratu Mara entre à la *Queen Victoria School*, qui accueille les enfants des meilleures familles fidjiennes. Il y est donc traité, par l'encadrement comme par les autres élèves, avec les égards dus à son rang. En 1939, on l'envoie au lycée des frères maristes à Suva. Il est le seul Fidjien de souche mélanésienne de sa classe (elle compte vingt-cinq Indiens sur trente-trois élèves). Il y apprécie le fait d'être traité comme les autres élèves et la qualité de l'enseignement. Il est en outre séduit par les règles fondant le catholicisme et s'y convertit.

Par la suite, sa famille et les autorités coloniales, au sein desquelles *Ratu* Sukuna joue un rôle important, décident qu'il convient de lui donner une formation plus approfondie et *Ratu* Mara part en Nouvelle-Zélande. Il y brille par ses capacités intellectuelles et physiques. Devant une qualité jugée exceptionnelle, son entourage refuse qu'il participe, comme tant d'autres jeunes grands chefs, aux combats de la Guerre du Pacifique. Lui espère devenir docteur en médecine, mais *Ratu* Sukuna l'amène à abandonner cette voie pour aller à Oxford, suivant ainsi les traces de son mentor, pour se préparer aux plus hautes responsabilités politiques. Il soutient donc en Angleterre une maîtrise d'histoire moderne, suivie d'un diplôme en économie du développement à la *London School of Economics*. En sportif accompli, il se distingue dans le même temps sur les terrains de cricket et dans les stades d'athlétisme.

En septembre 1950, *Ratu* Mara épouse *Adi* Lalabalavu Litia Katoafutoga. Comme lui, elle a statut de grand chef coutumier, *Roko Tui Dreketi*. La même année, *Ratu* Mara devient fonctionnaire de l'administration coloniale britannique. En 1953, il commence sa carrière politique en devenant membre du Conseil législatif de la colonie. A nouveau, tandis que d'autres grands chefs se distinguent sur divers théâtres d'opérations, au cours de la campagne de Malaisie, *Ratu* Mara est maintenu à l'écart, continuant ses expériences administratives. En 1963, il accède au Conseil exécutif. En 1964, alors que le mouvement

[451] Formule d'Elise HUFFER dans *Fidji ou la Pacific Way : une histoire contemporaine du rôle de Fidji dans la région océanienne 1970-1992*, 1998, p. 5.

vers l'indépendance est bien enclenché, *Ratu* Mara devient très naturellement membre du Gouvernement autonome.

Début 1966, à l'approche des élections qui désigneront les membres des organes qui assureront la transition entre le statut de colonie et celui d'État souverain, *Ratu* Mara fonde le Parti de l'*Alliance*. Il rassemble en une structure unique et multiraciale, trois mouvements politiques à base communautaire : la *Fijian Association*, la *General Electors Association*, l'*Indian Alliance*[452]. Ce nouveau parti remporte les élections. *Ratu* Mara se trouve ainsi porté à la tête de son pays dont il fait le leader du Pacifique insulaire. Il formalise le concept de la « *Pacific Way*[453] », qui pourrait se traduire par « la voie du consensus[454] » ou le « compromis unanime »[455], dans tous les cas un « chemin de vie collective » fondé sur des décisions prises après de longs débats afin d'obtenir un agrément quasi unanime. C'est la façon dont les gens originaires du Pacifique disent avoir l'habitude de fonctionner … lorsqu'ils sont en temps de paix. Un « socle de références perçues comme spécifiquement océaniennes » est rappelé pour l'occasion par *Ratu* Mara. Il va servir durablement de base idéologique à l'action des dirigeants du ¨Pacifique insulaire en recherche de « discours autres que ceux de l'Occident et du christianisme[456] » afin de pouvoir légitimer les traits spécifiques de leur personnalité. La *Pacific Way* combine « le 'meilleur' du passé et le 'meilleur' de l'apport chrétien […] dans une synthèse harmonieuse permettant d'emprunter une voie originale, […] porteuse en quelque sorte de la promesse d'un développement sans occidentalisation[457] ».

Par sa dimension d'inspirateur des États insulaires du Pacifique, *Ratu Sir*[458] Kamisese Mara acquiert une dimension emblématique sur le plan international. Sous son *leadership*, les Fidji, à peine indépendantes, commencent à occuper une place saillante.

---

[452] *Ratu Sir* Kamisese MARA, 1997, p. 80.

[453] Contrairement à ce que l'on peut lire parfois, l'expression n'est pas employée dans le discours de *Ratu* Mara du 21 octobre 1970 devant l'Assemblée Générale des Nations Unies. Dans ses mémoires, *Ratu* Mara ne précise pas quand il l'a formulée en public pour la première fois. En quelques années, l'expression est devenue emblématique de l'Océanie. Un geste la symbolise même à partir de 1974 (la main est levée, le pouce, le majeur et l'annulaire sont repliés sur la paume, l'index et l'auriculaire sont tendus et écartés), imaginé par *Sir* Albert Henry, le Premier ministre des îles Cook lors du Sommet du Forum du Pacifique Sud organisé dans son pays. Ron G. CROCOMBE, *The Pacific Way: an emerging identity*, 1976, p. 36.

[454] Paul de DECKKER et Pierre-Yves TOULLELAN, *La France et le Pacifique*, 1990, p. 292.

[455] « *Unanimous compromise* » serait une formulation de *Sir* Albert Henry (Carlton SKINNER, « Pacific Ocean Countries : A Fourth World », *Journal de la Société des Océanistes*, Volume 32, numéro 53, 1976, p. 319).

[456] Ces deux expressions sont d'Eric WITTERSHEIM dans *Des sociétés dans l'Etat : anthropologie et situations post-coloniales en Mélanésie*, 2006, p. 56.

[457] Alain BABADZAN, « Le crépuscule de la Coutume : culture et politique à l'heure du tournant néolibéral dans le Pacifique Sud », *Critique internationale*, 2007/4 n° 37, p. 71-92.

[458] *Ratu* Mara est anobli en 1969 lorsqu'il est nommé à la tête du gouvernement qui va conduire les Fidji vers l'indépendance. Il est en Angleterre à ce moment-là et passe la soirée dans la famille du haut-fonctionnaire colonial Philip Snow (Philip SNOW, 1997, p. 132).

C'est aux Fidji que se constitue, l'année même de l'indépendance, un mouvement anti-nucléaire régional puissant[459]. L'action diplomatique en tête des revendications du tiers-monde s'étend au-delà de l'Océanie : dès le début des années 1970, le représentant des Fidji auprès des Nations Unies, l'Indo-Fidjien Satya Nandan, est l'un des principaux acteurs de l'élaboration du Droit de la Mer[460]. *Ratu* Mara oriente aussi la politique de son pays vers des opérations de maintien de la paix dont ils tirent des bénéfices sur un plan diplomatique, mais aussi social et financier.

2. L'intérêt financier de la participation des *RFMF* à des opérations extérieures

Pour de petits États, les *Peace Keeping Operations* sont une source importante de devises étrangères. Toutefois, les engagements des soldats fidjiens dans des opérations de maintien de la paix commencent par peser sur le budget national, car la lourde machine onusienne ne rembourse qu'avec beaucoup de retard les soldes des militaires engagés et les frais de fonctionnement des unités. En 1977, le budget annuel des *Royal Fiji Military Forces* s'élève donc à 3,83 millions de dollars fidjiens, soit environ 2% du PIB[461]. L'année suivante, l'engagement d'un bataillon de cinq cents hommes au Liban entraîna une augmentation de 108% de cette allocation, qui atteint même 8 millions en 1979 (l'essentiel soit 6,17 millions, consiste en solde des personnels). En effet, le *1FIR* est une unité d'infanterie, dont les besoins en équipement sont faibles[462].

Lors de la mise en place du *1FIR* au Liban, les Nations Unies se sont engagées à dédommager les Fidji au même niveau que les autres nations contributrices en versant au gouvernement[463] :

---

[459] En français, sur la question nucléaire dans le Pacifique, on peut lire l'ouvrage collectif dirigé par Jean-Marc REGNAULT, *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique, 1981-1988, mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français* (2003), et en particulier l'article de Paul DE DECKKER : « Le secrétariat d'Etat au Pacifique Sud. Pour une politique du développement ou un développement du politique ? » p. 493-506.

[460] Sur le rôle des Fidji dans l'élaboration du Droit de la Mer, on lira, en français, Elise HUFFER (*Grands hommes et petites îles*, 1993) ou Nathalie MRGUDOVIC (*La France dans le Pacifique Sud*, 2008). Satya Nandan a une carrière exceptionnelle. Il a notamment été, de 1983 à 1992, Sous-Secrétaire Général des Nations Unies. Il a aussi été le premier Secrétaire Général de l'Autorité internationale des fonds marins et il a présidé, à partir de janvier 2009, la Commission thonière du Pacifique central et occidental, qu'il a contribué à créer.

[461] Jim SANDAY, 1998, p. 27.

[462] *Defending Fiji*, 1997, p. 97.

[463] Jim SANDAY, 1998, p. 29.

- l'équivalent de la solde et des indemnités de base des personnels,

- leurs primes de spécialisation,

- des indemnités pour l'habillement et l'équipement individuel,

- une indemnité pour l'armement et les munitions.

Ces quatre éléments cumulés correspondent à 1 010 dollars américains par homme et par mois en 1977. Il faut y ajouter :

- l'indemnité de dépréciation de l'équipement de l'unité (permettant son renouvellement tous les quatre ans),

- les indemnisations en cas de blessure ou décès,

- tout autre coût engagé par les Fidji à la demande ou avec l'accord de l'ONU.

En outre, une indemnité individuelle est versée directement, en dollars américains, aux personnels sur le terrain : 1,28 dollars par jour, auxquels s'ajoutent 10,50 dollars pour chacun des quatorze jours de permissions accordés chaque année. Entre 1978 et 1986, les sommes perçues en raison de la participation à la FINUL et à la *MFO* ne couvrent pas les dépenses engagées par les Fidji. En 1987, les versements de l'ONU commencent seulement à compenser les dépenses jusqu'à devenir un revenu substantiel pour Suva. Ainsi en 1992, ils rapportent 30 millions de dollars auxquels viennent s'ajouter les sommes envoyées par les militaires expatriés à leurs familles, par simple prélèvement sur les indemnités de mission attribuées directement sur le terrain. Pour une grande part, cet argent onusien participe au développement de l'économie fidjienne, puisque les populations tribales qui le réceptionnent achètent les produits conditionnés à Suva et dans les villes secondaires. Au total, les bénéfices tirés de la participation des *RFMF* à des opérations de paix deviennent alors la troisième source de revenus du pays[464].

Huit ans après le premier départ de personnels des *RFMF* en opérations extérieures, les missions de paix, qui se sont multipliées, participent au budget des Fidji de manière encore plus significative. Le bénéfice n'est plus seulement financier : les Fidji de *Ratu* Mara occupent, grâce à leurs soldats, une place significative sur la scène internationale.

[464] *Report of the Review Committee on Peace Keeping Operations*, p. 34.

3. Un instrument de politique étrangère

« *You have helped us to keep our head high in the international scene* » déclare Ratu Mara aux soldats fidjiens de la FINUL dès 1978[465]. Les États, selon leur importance sur la scène internationale, ont des motivations et des objectifs différents et tirent des bénéfices divers de leur participation à des *Peace Keeping Operations*. Les grandes puissances agissent en « gardiens de la paix » à l'échelle de la planète, pesant largement sur le choix et l'envergure des interventions par l'importance de leurs contributions en termes de financements et de mise à disposition en effectifs. Les puissances moyennes peuvent, pour leur part, justifier l'existence même de leurs forces armées face à une opinion publique réticente et exprimer l'indépendance de leur politique étrangère[466].

En justifiant l'utilité de leur force armée, les plus petits États, comme les Fidji, se construisent pour leur part une légitimité sur la scène politique internationale, faute de pouvoir se positionner favorablement sur la scène économique. Leur participation à des opérations de paix est d'autant plus bénéfique qu'elle n'exige pas beaucoup de moyens logistiques tout en leur permettant en retour de pouvoir convenablement financer l'acquisition d'équipements modernes et d'armements souvent coûteux.

Pour *Ratu* Mara, le rôle joué dans les « affaires du monde » est un élément important de politique étrangère, qu'il convient de manier avec discernement pour pouvoir s'inscrire dans la durée[467]. En 1980, au moment de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides devenues Vanuatu, et face à la rébellion de Santo, le Père Walter Lini demande l'aide de l'armée fidjienne. *Ratu* Mara la lui refuse, en lui recommandant de résoudre le problème par la négociation, ni plus ni moins qu'en suivant la *Pacific Way*[468]. Il n'est probablement pas question pour lui de compromettre une armée qui commence à apporter à son pays une image favorable et des bénéfices de toutes sortes, bien supérieurs à ce que pourraient laisser espérer sa superficie, sa population et ses ressources.

Les successeurs de *Ratu* Mara à la tête du gouvernement fidjien perpétuent cette politique qui ne consiste pas seulement à fournir des hommes pour des missions, mais

---

[465] Sandra WHITWORTH, *Men, militarism, and UN peacekeeping: a gendered analysis*, 2004, p. 35.

[466] David S. SORENSON et Pia Christina WOOD, *The politics of peacekeeping in the post-cold war era*, 2005.

[467] Les relations extérieures sont développées. Des relations diploatiques formelles ont été établies avec de nombreux Etats. Celles avec la France datent de 1974. L'aide au développement provient de sources diverses. Ainsi la Chine a offert, en 1985, 800 000 dollars. Voir Hervé COUTAU-BEGARIE, *Géostratégie du Pacifique*, 1987, p. 288.

[468] Communication personnelle du Professeur Jean Guiart évoquant une conversation avec *Ratu* Mara, chez lui à Nouméa, dans les années 1980.

aussi à faire en sorte de peser sur les décisions prises sur la scène internationale. Les représentants du pays sont donc chargés d'intervenir et de faire entendre bien haut « la voix des Fidji » dans le concert des nations. L'ambassadeur Poseci Bune s'y prend fort bien, en 1998, devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix des Nations Unies :

> L'engagement des Fidji procède de leur profonde croyance en la paix internationale et en la diplomatie préventive. Le soutien inconditionnel au maintien de la paix des Fidji se reflète dans l'importance des effectifs originaires des Fidji dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. M. Bune a mis l'accent sur la priorité qui devrait être donnée aux actions préventives en matière de maintien de la paix, et a souligné le soutien de sa délégation aux efforts du Secrétaire général entrepris dans ce cadre. M. Bune a insisté sur les conditions nécessaires au déploiement d'une opération de maintien de la paix, qui, dans l'éventualité de l'échec d'une action préventive, doit avoir une direction politique et un mandat clairement définis, des règles d'engagement précises et une structure de commande efficace. Abordant les conditions de sécurité insatisfaisantes du personnel des Nations Unies se trouvant sur le terrain, M. Bune considère que l'Organisation se doit de faire davantage afin d'éviter, et de résoudre, les incidents survenus dans ce cadre. Cela est d'autant plus important que les opérations de maintien de la paix comportent de plus en plus des composantes civiles importantes et non armées. Les Fidji appellent tous les États Membres à ratifier dans les meilleurs délais la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et personnel associé de 1995, et de s'impliquer dans le processus d'établissement de la Cour criminelle internationale. Par ailleurs, les Fidji considèrent que les Nations Unies doivent faire davantage pour assurer le remboursement des États fournisseurs de contingents. Compte tenu de l'augmentation importante des États Membres de ce Comité, les Fidji sont en faveur de l'élargissement de son Bureau afin qu'il y ait une répartition géographique plus équitable des sièges[469].

4. L'engagement militaire, une opportunité pour des milliers de Fidjiens

Des opérations de maintien de la paix, les Fidji tirent aussi l'avantage de procurer un emploi à des milliers d'hommes jeunes, même si cela n'est que temporaire pour ceux qui sont « réservistes » dans l'armée nationale. Avant le retrait du *Fiji Batt* de la FINUL,

[469] Débat général du Comité spécial des opérations de maintien de la paix du 1er avril 1998. www.un.org/News/fr-press/docs/1998/19980401.GAPKO153.html consulté le 15 octobre 2010.

un millier d'hommes est ainsi déployé en permanence hors des Fidji dans des missions placées sous l'égide des Nations Unies ou dans d'autres cadres de coopération internationale. En quelques années, les Fidji deviennent de la sorte un contributeur de troupes « traditionnel »[470] des Nations Unies.

Grâce à leurs multiples missions de maintien de la paix, les *RFMF* permettent aux jeunes Fidjiens non seulement d'apprendre le métier des armes, mais aussi de sortir de leur archipel, de connaître de nouveaux horizons. Dans la continuité de leur engagement onusien, des centaines de ces jeunes soldats servent aussi dans l'armée (de terre) britannique. Ils sont engagés sur des théâtres particulièrement difficiles (Irak, Afghanistan, entre autres). L'opinion publique fidjienne suit donc avec intérêt les événements, souvent dramatiques qui s'y manifestent. Des personnels d'origine fidjienne servent enfin au sein de l'*US Army*.

Avec un palmarès aussi éloquent au service de l'État et donc du pouvoir politique, il semble à première vue improbable que l'armée fidjienne devienne son « adversaire ». Et pourtant, c'est à la suite de leur engagement sur des terrains difficiles, principalement dans le cadre de missions onusiennes que l'armée fait irruption sur la scène politique des Fidji. Les retards pris par le gouvernement pour verser les soldes à ses soldats, dès lors qu'un versement onusien était consenti, sont à la base d'un reproche soutenu de mauvaise « gouvernance ». Par ailleurs, les militaires ont le sentiment, une fois retournés au pays, de ne plus bénéficier de la considération qu'on leur témoigne à l'étranger, lorsqu'ils sont en mission extérieure.

Dès 1990, François Doumenge qui observe depuis une dizaine d'années la situation ainsi créée considère comme inéluctable leur « radicalisation [par] coups d'État militaires successifs s'appuyant sur les revenus tirés du mercenariat international[471] ». Devant la montée en puissance des Indo-Fidjiens, dans les années 1980, tant au plan économique que politique, ces militaires (particulièrement leurs chefs) deviennent de fait un recours pour le pouvoir traditionnel afférent aux chefferies polyno-mélanésiennes, le jour où, par le simple jeu des institutions démocratiques, les tenants de ces chefferies perdent leur prééminence à l'échelle de l'État. Ces chefs militaires se veulent ni plus ni moins que les « bons fils » de *Ratu* Mara, restaurant la *Pacific way* et ses rentes traditionnelles.

Les grandes démocraties influençant l'ONU, particulièrement l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui participent pleinement à la vie du Pacifique, ont beaucoup de mal à comprendre le cheminement intellectuel de ces militaires jugés exemplaires lorsqu'ils sont

---

[470] Alex J. BELLAMY, Paul WILLIAMS, Stuart GRIFFIN, (dir.), *Understanding Peacekeeping*, 2010, p. 98.

[471] *Géopolitique du Pacifique Sud* (tiré à part des *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 170/avril-juin 1990), p. 159.

en opération de maintien de la paix. Par contre, au sein de la population autochtone fidjienne, ces mêmes militaires deviennent des référents qu'on est prêt à suivre.

CONCLUSION DU CHAPITRE. L'ARMEE, UN OUTIL EFFICACE DE LA POLITIQUE DE *RATU* MARA.

La participation à la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban est le premier engagement des Fidji dans une opération de maintien de la paix. Elle donne rapidement aux soldats des *RFMF* une renommée de compétence et de courage ; et à leur pays la réputation d'un contributeur disponible et efficace des opérations onusiennes de maintien de la paix. De nombreuses autres « OpEx » suivent, confirmant cette image valorisante.

L'armée fidjienne est un outil politique utilisé par le gouvernement de *Ratu* Mara à différents niveaux dans différents buts diplomatiques, financiers et sociaux. Au début des années 1980, une préparation militaire est dispensée dans certains lycées sélectionnés, ceux qui accueillent les jeunes Fidjiens de bonne famille[472]. Être soldat est une fierté pour les Mélanésiens, qui perpétuent ainsi une tradition toujours ravivée de courage, d'esprit de sacrifice et de dévouement à la Patrie.

Les Indiens, qui avaient été tenus à l'écart des forces militaires par les autorités coloniales, ne trouvent pas davantage leur place dans l'armée mélanésienne et chrétienne des Fidji indépendantes. Fidjiens et Indiens sont maintenus séparés par des institutions dont l'appartenance communautaire est marquée. L'accession à la souveraineté s'est faite en s'accommodant d'atteintes aux principes de la démocratie pluraliste : toute l'organisation de l'État a été prévue en tenant compte de la particularité de la population et afin de préserver la prééminence des autochtones. Une quinzaine d'années après l'indépendance, la différence numérique entre les deux principales communautés s'est un peu réduite, mais les *Indians* restent plus nombreux que les *Fijians*, qui ne représentent que 46% de la population totale (contre 48,7% pour les Fidjiens et 5,3% pour les « autres »[473]).

---

[472] Ces établissements sont : *Queen Victoria School, Ratu Kadavulevu School, Sila Central High School, Ratu Sukuna Memorial School, Natabua College*. Les unités d'élèves suivant la formation paramilitaire constituent des unités de « *cadets* ». Depuis les coups d'État de 1987, cet entraînement préparatoire est dispensé dans des établissements scolaires de plus en plus nombreux, manifestant une militarisation de la société. Voir Winston HALAPUA, 2003, p. 59.

[473] Voir l'annexe 29 : Evolution de la population des Fidji.

Pour autant, les Indo-Fidjiens sont très minoritaires dans le processus de prise de décision politique : là encore, le contexte insulaire spécifique est supposé justifier les transgressions. La notion de « fleur exotique » n'a pas encore été invoquée, mais la démocratie est amendée au profit des intérêts du « peuple premier ».

Malgré tout, la pression politique intérieure est d'abord sans conséquences trop visibles ni trop négatives : les leaders des deux communautés sont conscients de la menace que représente l'inégalité de développement entre elles. Immédiatement après la proclamation de l'indépendance, des mesures économiques de discrimination positive en faveur des Mélanésiens sont décidées et mises en œuvre pour rééquilibrer la situation[474]. Mais rien n'est fait pour favoriser le recrutement dans l'armée de jeunes Indo-Fidjiens : c'est le domaine réservé des Fidjiens, dont les chefs gardent ainsi le contrôle de la force légale.

[474] Ces mesures seront amplifiées après le coup d'État de 1987. Steven RATUVA développe ce sujet dans « Addressing inequality ? Economic affirmative action and communal capitalism in post-coup Fiji », *in Confronting Fiji Future*, A. H. AKRAM-LODHI (dir.), 2000).

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE. LES ROLES POLITIQUES DES MILITAIRES FIDJIENS JUSQU'EN 1987, CONFORMES AUX PRINCIPES GENERAUX DU DROIT.

Les « années Mara » sont celles du succès de la décolonisation des Fidji. Néanmoins, en 1977, une crise constitutionnelle manque d'avoir des conséquences majeures : aux élections législatives de mars, les Fidjiens ont été nombreux à s'abstenir ou à refuser leurs suffrages à l'Alliance de *Ratu* Mara, qui perd 25% de ses électeurs. Le *National Federation Party* l'emporte de justesse en nombre de sièges au parlement. Son leader, Sidiq Koya, doit logiquement former le prochain gouvernement. A *Queen Elizabeth Barracks*, le quartier général des forces armées, un certain nombre d'officiers envisagent d'empêcher par la force la constitution d'un gouvernement indo-fidjien. C'est le cas du commandant Sitiveni Ligamamada Rabuka, le protégé du gouverneur général *Ratu* Sir Penaia Ganilau. Le colonel Paul Manueli rappelle à tous qu'il est de leur devoir d'obéir au gouvernement légalement constitué et qu'ils sont libres de démissionner[475]. Pendant ce temps, les leaders du *NFP*, qui ne s'attendaient pas à un tel résultat, se divisent, étant incapables de s'entendre sur le nom d'un Premier ministre. Le gouverneur général *Ratu* Sir George Cakobau demande à *Ratu* Mara de former un « gouvernement provisoire » en attendant de nouvelles élections.

> *In the recent general election, the people of Fiji did not give a clear mandate to either of the major political parties. It therefore became the duty of the Governor-General under the Constitution to appoint as Prime Minister the Member of the House of Representatives who appeared to him best able to command the support of the majority of the Members of the House*[476].

Elles ont lieu en septembre, et sont très largement remportées par l'Alliance. La crise n'a donc duré que quelques jours. Mais la question du pouvoir politique à conférer

---

[475] Deryck SCARR, 2008, p. 230, citant des entretiens avec Sitiveni Rabuka et Paul Manueli.

[476] *Fiji Times* du 9 avril 1977.

aux Indo-Fidjiens se pose concrètement puisque le mode d'élection n'arrive plus à dégager une majorité où domine l'élément autochtone.

Une autre évolution survient lors des élections de 1982 : un nouveau parti, le *Western United Front* (*WUF*), dirigé par *Ratu* Osea Gavidi, déclare défendre les intérêts Fidjiens de l'Ouest de Viti Levu face aux abus des chefferies de l'Est et du Grand Conseil des Chefs. Le *WUF* s'allie avec le *NFP* sur le thème *« it's time for change »*. Les élections sont remportées de justesse par l'*Alliance Party* (avec 28 sièges contre 24 à la coalition *NFP/WUF* et aucun au *FNP* de Sakeasi Butadroka). Après cette défaite, Sidiq Koya se retire de la vie politique, remplacé à la tête du *NFP* par Jai Ram Reddy.

Ratu Osea Gavidi et Sidiq Koya clament en vain que les élections ont été faussées par la puissance financière de l'*Alliance*. Le *statu quo* politique et social demeure : *Ratu* Mara et l'establishment coutumier conservent le pouvoir malgré le fait que leur domination est de moins en moins bien acceptée. Londres les soutient et le manifeste ostensiblement. En novembre 1982, la Reine Elizabeth accepte l'invitation du Grand Conseil des Chefs et en ouvre une session, ce qu'aucun monarque britannique n'a fait auparavant. En cette circonstance historique, les grands chefs critiquent ouvertement les roturiers qui leur ont manqué de respect en les critiquant pendant la campagne électorale. En présence de la Reine des Fidji, ils réaffirment officiellement la prééminence des autochtones dans la conduite des affaires de la Nation. Ils déclarent que les trois quarts des sièges au Parlement devraient être réservés à des Fidjiens de souche. Une motion en ce sens est soumise au vote. *Ratu* Mara, le promoteur d'un État multiracial, s'abstient. En ne s'opposant pas à une prise de position aussi radicale, il donne aux Indo-Fidjiens des raisons de craindre pour leurs droits[477].

Pour ce chef suprême et ses partisans, l'armée est un instrument de politique intérieure et de politique extérieure employé avec profit. Il est efficace, solide, loyal au gouvernement et respectueux de la démocratie, comme l'exigent les principes généraux du droit international. Mais le pouvoir politique repose sur une élite mélanésienne qui bénéficie des privilèges établis de l'aristocratie coutumière. On peut, en l'observant, faire référence à March Bloch :

> Une démocratie tombe en faiblesse, pour le plus grand mal des intérêts communs, si ses hauts-fonctionnaires, formés à la mépriser et, par nécessité de fortune, issus des classes même dont elle a prétendu abolir l'empire, ne la serve qu'à contrecœur[478].

---

[477] Voir Brij V. LAL, 1992, p. 250.

[478] Marc BLOCH, *L'Etrange défaite*, 1946, p. 177.

DEUXIEME PARTIE. LES ANNEES RABUKA : L'APOGEE DU « RATUISME ».

INTRODUCTION

Malgré des soubresauts, les Fidji de *Ratu* Mara sont marquées par la cohabitation paisible de communautés bien distinctes. De nombreuses relations interpersonnelles rapprochent des Fidjiens et des Indo-Fidjiens, dans le travail en particulier, mais les groupes en tant que tels demeurent séparés, chacun conservant ses valeurs et son mode de vie. Le métissage reste exceptionnel, mais il n'y a pas de revendications de la part des Mélanésiens comparables au mouvement « *Black Power* » étatsunien[479].

Le Parti de l'Alliance domine la vie politique et rappelle régulièrement, notamment à l'occasion des campagnes électorales, qu'il est le garant de la prééminence des intérêts des Mélanésiens. Ses leaders, à l'image de *Ratu* Mara, se présentent comme les protecteurs des coutumes, des traditions et des droits fonciers qui caractérisent la société fidjienne. L'Alliance protège le *vanua* dans tous ses aspects vitaux: hommes, terre et organisation sociale.

Sans employer le mot, c'est le « Ratuisme » que *Ratu* Mara et l'Alliance promeuvent en maintenant les Fidjiens dans un système contraignant de solidarité communautaire et d'obéissance respectueuse envers les chefs[480].

Les Mélanésiens sont liés entre eux par la religion, le rugby, le royalisme et le « Ratuisme », par opposition aux Indo-Fidjiens qui, dans leur ensemble, ne sont pas chrétiens, préfèrent le football, sont indifférents à la couronne britannique et n'ont pas de chefs coutumiers. Cela n'empêche pas que le pays donne une impression harmonieuse, même à des observateurs attentifs et bien informés : le diplomate indien qui était le chef de la mission diplomatique à Suva en 1986 se rappelle qu'il n'y avait alors aucun signe pour

---

[479] Ce mouvement, largement internationalisé, a pourtant des échos dans le Pacifique, en particulier en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Voir, par exemple, *Papua New Guinea: a political history*, de James GRIFFIN, Hank NELSON et Stewart FIRTH, 1979, p. 208.

[480] Ces points sont présentés dans une étude du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique : *Review of the Role and Dynamics of Land-Related Politics and Political Parties in Conflict and Conflict Escalation in the Pacific Islands*, de Tarcisius Tara KABUTAULAKA et Ponipate ROKOLEKUTU, 2009, p. 75-76.

croire que le feu couvait : chacun constatait et appréciait l'ordre, la prospérité et l'harmonie qui régnaient apparemment entre les communautés[481].

[481] T. P. SREENIVASAN, *Words, Words, Words : Adventures in Diplomacy*, 2008, p. 185

CHAPITRE PREMIER. LE CONTEXTE DU COUP D'ÉTAT DU 14 MAI 1987

Dabe e na ibe qai kisi ki na tabakau[482]

Au milieu des années 1980, un coup d'État militaire dans le Pacifique semble un événement hautement improbable. En 1981, dans un travail sur le rôle politique de l'armée fidjienne, un étudiant de l'Université du Pacifique Sud estime que l'establishment militaire ne prendra pas une part active à la politique dans ce pays où la démocratie de masse a émergé[483]. En 1987 encore, un universitaire français reconnu peut publier un essai sur le Pacifique dans lequel il écrit que « si depuis l'indépendance les crises politiques n'ont pas épargné les États insulaires, si des gouvernements sont tombés, c'est à la suite, ou d'élections générales ou d'un vote du parlement. Ces crises s'y sont résolues sans violence, sans arrestation, évidemment sans coup d'État militaire puisque l'armée n'existe pas, sauf à Tonga, aux Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée ; la *Pacific way* est une réalité[484] ».

---

[482] « S'asseoir d'abord sur une natte fine puis sur une natte de qualité inférieure » : cette expression populaire est employée pour évoquer la situation d'une personne qui, après avoir été dans une position sociale enviable, la perd et s'en trouve humiliée (Eci KIKAU, *The Wisdom of Fiji*, 1981, p. 25). Ici, on peut l'appliquer à *Ratu* Mara qui, le 12 avril 1987, perd largement les élections législatives et se trouve relégué dans l'opposition parlementaire après avoir dirigé les Fidji et même dominé l'Océanie pendant presque vingt ans.

[483] T. CROCOMBE, *The Role of the Military in a Multiethnic Developing Democracy: Royal Fiji Military Forces*, 1981 (*School of Social and Economic Development, The University of the South Pacific*). Aucune référence n'a été trouvée à cette recherche d'une vingtaine de pages consultée à la bibliothèque de l'*USP*. Elle contient des informations intéressantes, d'autant plus qu'il n'y a guère de travaux sur ce sujet à cette période. Il ne semble pas que cet auteur ait produit autre chose.

[484] Jean CHESNEAUX, *Transpacifiques. Observations et considérations diverses sur les Terres et Archipels du Grand Océan*, 1987, p. 90. C'est lui qui ne met pas de majuscule à *pacific*. La situation paisible et prospère des Fidji a fait oublier, dans les années 1980, les constats faits, dans les années 1950 et 1960, par François DOUMENGE (*L'Homme dans le Pacifique Sud*, 1966, déjà cité) ou Alain HUETZ DE LEMPS, qui écrivait en 1953 que « le feu couve » (cité par Christian HUETZ DE LEMPS dans « Aux origines de la crise fidjienne », 2010, déjà cité).

Pourtant, les *Republic of Fiji Military Forces* sont commandées par *Ratu* Epeli Nailatikau, grand chef très titré et gendre de *Ratu* Mara. Cela révèle la collusion entre le gouvernement et l'armée. Les *RFMF*, engagées à hauteur de deux bataillons dans les opérations de maintien de la paix depuis des années, font la fierté du pays et contribuent à lui donner sur la scène internationale une place et un rôle significatifs. En outre, le Commonwealth, qui permet une circulation facile des cadres militaires entre États membres, fournit aux officiers des *RFMF* de nombreuses opportunités d'acquérir des formations et des expériences à l'étranger.

SECTION 1. LES FIDJI EN 1987

Dans la première moitié des années 1980, les Fidji sont considérées comme un exemple de réussite dans la transposition du système, dit de Westminster, de gouvernement parlementaire. Le pays apparaît comme un modèle de développement réussi et même d'harmonie multiraciale. En 1986, à l'occasion d'une visite dans l'archipel, accueilli par des guerriers traditionnels, le Pape Jean Paul II décrit le pays qu'il découvre comme un symbole d'espoir pour le monde[485]. En dehors de certains cercles[486], on s'inquiète peu du fait que le régime politique déroge sérieusement aux principes démocratiques prônés par le droit international.

---

[485] « *Symbol of Hope for the World* ». Les images du Pape escorté par des guerriers ont fait le tour du monde et sont visibles sur Internet. Voir, par exemple, une page illustrée du site du *Boston Globe* : www.boston.com/news/specials/pope/articles/fiji/ consulté le 19 octobre 2010. La formule de Jean-Paul II a marqué les esprits aux Fidji, malgré le fait que les Catholiques y sont minoritaires, et elle a souvent été citée : en avril 2005, le Premier ministre Qarase rend hommage au Pape disparu et cite son expression (www.fiji.gov.fj/cgi-bin/cms/exec/view.cgi/56/4355/printer consulté le 19 octobre 2010). *Ratu* Mara évoque l'épisode dans ses mémoires (1997, p. 191).

[486] L'Organisation des Nations Unies a insisté en vain, dans les années 1960, pour que le principe « un homme, une voix » soit appliqué aux Fidji (Thomas B. MILLAR, *The Commonwealth and the United Nations*, 1997, 118). Une fois la Constitution adoptée et l'indépendance obtenue, le débat s'éteint mais la question demeure sensible. En 1979, par exemple, la *CIA* note que « *one of the principals issues of contention in Fiji is the voting system* » (*Countries of the World and their Leaders, Central Intelligence Agency*, 1979, p. 475).

1. L'organisation constitutionnelle

Le Chef de l'État est la reine Elizabeth, *Queen of Fiji*, qui désigne un « *Governor-General and Commander-in-Chief* » pour la représenter sur place. Aucune durée n'est fixée pour ce mandat, que *Ratu* Sir Penaia Ganilau exerce depuis février 1983. Entre autres compétences, le « GG » dispose du pouvoir de dissoudre la Chambre des Représentants, provoquant ainsi des élections législatives anticipées[487].

Le Premier ministre est *Ratu* Sir Kamisese Mara, qui assure ces fonctions depuis l'accession des Fidji à la souveraineté, dix-sept ans plus tôt. Déjà important dans les années 1970, il est devenu la figure dominante du Pacifique insulaire et incarne l'Océanie sur la scène internationale. Son autorité et son habitude dans l'exercice du pouvoir sont telles que son gouvernement prend des décisions majeures sans qu'elles soient débattues au parlement, notamment en ce qui concerne l'engagement des soldats dans les opérations extérieures[488]. Ratu Mara règne véritablement sur les Fidji, dans le cadre du système particulier « sur mesures » élaboré avant l'indépendance.

Le parlement est composé de deux assemblées : la *House of Representatives* et le *Senate*, dont la composition est complexe. Les rédacteurs britanniques et fidjiens de la Constitution ont élaboré des mécanismes précis de manière à garantir que les autochtones seront majoritaires au parlement malgré la supériorité numérique des électeurs indo-fidjiens. Le Sénat ne peut être que dominé par les Fidjiens. Il compte vingt-deux membres nommés par le Gouverneur Général. Pour huit d'entre eux, il le fait sur avis du Grand Conseil des Chefs ; pour sept sur avis du Premier ministre, pour sept encore sur avis du chef de l'opposition parlementaire et pour le dernier sur avis du Conseil de Rotuma. Leur mandat est de six ans.

La Chambre des Représentants compte cinquante-deux membres élus pour quatre ans : douze Fidjiens, douze Indiens et huit « autres ». Les votants sont inscrits sur l'une des trois listes électorales établies sur la base de leur appartenance communautaire : le *Fijian Roll*, l'*Indian Roll* et le *Common Roll*. Les trois listes sont réunies pour former un registre de l'ensemble des votants, le *National Roll*. Parmi les vingt-deux élus fidjiens, douze sont choisis par les électeurs fidjiens du *Fijian Roll* et dix par l'ensemble des votants (*National Roll*). Parmi les vingt-deux élus indiens, douze sont choisis par les électeurs de l'*Indian*

---

[487] C'est ce qu'a fait son prédécesseur, *Ratu* George Cakobau, en 1977, pour dénouer la crise constitutionnelle à laquelle le pays était confronté après la défaite de l'Alliance aux législatives d'avril.

[488] Brij V. LAL (1992, p. 256) rapporte ce fait et indique aussi que *Ratu* Mara a fait de même sur la très délicate question des escales de navires étatsuniens potentiellement nucléaires. Ce que souligne également Deryck SCARR dans sa biographie de *Ratu* Mara (2008, p. 291) et Michael C. PUGH dans *The ANZUS crisis, nuclear visiting and deterrence* (1989, p. 165).

Roll et dix par l'ensemble des électeurs. Parmi les huit membres qui ne sont ni Fidjiens ni Indiens, trois sont choisis par le *Common Roll* et cinq par le *National Roll*[489].

2. La place et le rôle des chefs coutumiers

Après presque un siècle de colonisation et plus d'un quart de siècle de souveraineté, le système fidjien de leadership correspond encore très largement à celui qui était en place avant la cession à Londres, en 1874. La hiérarchie coutumière s'est adaptée et se décline désormais du poste de Gouverneur général à celui de chef du village le plus isolé. Le choix des dirigeants modernes suit les modes de désignation des chefs traditionnels, les mêmes lignées assumant le pouvoir ou le convoitant. Les événements politiques ne peuvent se comprendre qu'en fonction des places qu'occupent les protagonistes dans le système des chefferies.

Dans les années 1980, les chefs, y compris ceux qui n'appartiennent pas à la haute administration, restent des leaders : ils bénéficient de préséance, privilèges et respect. Compte tenu de leur position sociale, ils vivent dans des habitations cossues. Ils peuvent compter sur le soutien de leur « peuple » en cas de difficultés, quelles qu'elles soient. En contrepartie, ils sont responsables du bien-être de leurs sujets[490]. Mais souvent, comme le souligne Rusiate Nayacakalou, une fois nommés à des postes de chefs administratifs, ils cessent d'être des chefs de groupe usant de leur autorité pour atteindre les buts communs du groupe pour devenir des bureaucrates bien rémunérés pour mettre en œuvre la politique décidée par les responsables des affaires autochtones[491]. Le dispositif maintient (plus ou moins bien) la structure traditionnelle mais la vide de sa raison d'être, engendrant inévitablement l'insatisfaction de ceux qui sont tenus à la sujétion et privés de ses contreparties… à condition qu'ils en soient conscients.

---

[489] Frederick MADDEN (dir.), *The End of Empire: Dependencies since 1948*, 2000, p. 411. Les dispositions de l'accession à l'indépendance prévoyaient que le mode d'élection des députés ainsi établi serait transitoire et ne s'appliquerait qu'en 1972. En 1975, une commission de constitutionnalistes du Commonwealth a été chargée de le réviser. Elle a conclu que si une majorité de représentants pouvaient continuer à être choisis sur des bases communautaires, il serait souhaitable que vingt-cinq d'entre eux soient choisis sans distinction d'ethnie, ni pour les électeurs, ni pour les candidats. *Ratu* Mara a refusé, la majorité (*Alliance*) du Parlement l'a suivi et le mode de scrutin prévu pour être transitoire a perduré, fixant la vie politique fidjienne dans un cadre complètement racial (voir, entre autres les travaux de Brij V. LAL).

[490] R. NAYACAKALOU, *Leadership in Fiji*, 1974, p. 81.

[491] Cité par Deryck SCARR, 1980, p. 185.

Dans les milieux urbains s'amassent désormais des hommes auxquels le dispositif de sélection traditionnel ne permet pas d'accéder au pouvoir, et qui se sont éloignés de leur communauté précisément pour échapper à un système qui les contraint. Ceux-là espèrent que les principes démocratiques seront mis en œuvre. Ils sont aussi prêts à utiliser les moyens fidjiens habituels, c'est-à-dire la compétition, armée s'il le faut, pour écarter des dirigeants dont l'action ne les satisfait pas et qui ne sont plus assez puissants pour pouvoir se faire respecter.

Face à la détérioration du système traditionnel fidjien, on constate l'émergence d'une classe moyenne d'Indo-Fidjiens de plus en plus étoffée. Chaque jour d'avantage, la société voit donc dériver ses deux grandes composantes ethnoculturelles. Ces communautés évoluent sans réelle interaction : leurs langues et religions sont fort éloignées, leurs expressions culturelles ont tendance à ignorer celles « d'en face ». Les mariages mixtes restent une exception. Nul métissage des valeurs sociétales n'émerge donc. Le paysage politique reflète bien cette polarisation, les partis ayant une base largement ethnique. A l'approche des élections d'avril 1987, face à l'*Alliance*, se constitue une coalition composée de l'ancien *National Federation Party* et du nouveau *Fiji Labour Party.*

3. Un nouveau venu dans le paysage politique : le *Fiji Labour Party*

Le *National Federation Party* déçoit les syndicats qui le considèrent trop conciliant avec le gouvernement. En mars 1985, la puissante *Fiji Public Servants' Association* modifie ses statuts pour se permettre de s'associer à toute organisation dans le but de défendre les intérêts des travailleurs. Les dirigeants de ce syndicat de fonctionnaires sont un Fidjien, Timoci Uluivuda Bavadra, et un Indo-Fidjien, Mahendra Chaudhry[492]. Une situation économique et sociale alors difficile explique cette évolution : face à une crise causée par des intempéries exceptionnelles et une forte baisse du cours mondial du sucre, le gouvernement Mara décide un gel des salaires, auquel le *NFP* ne s'oppose pas vraiment.

Le *Fiji Labour Party*[493] est officiellement formé en juillet 1985, dans le but de « créer une force politique qui représente véritablement et [d'] apporter une réponse aux

[492] Différents auteurs, notamment Brij V. LAL dans les années 1980, orthographient « Chaudhary », mais « Chaudhry » est l'orthographe la plus répandue ensuite.

[493] Un *Fiji Labour Party* a déjà été créé dans les années 1960, mais le paysage politique de gauche est alors dominé par le *NFP*, et ce *FLP* n'a eu qu'une existence éphémère (Brij v. LAL, 1992, p. 258).

besoins, aux aspirations et aux vœux de la population des Fidji ». Le parti entend aussi « créer une véritable démocratie dans ce pays[494] ». Son président est Timoci Bavadra, et son secrétaire général est un indo-fidjien, ancien proviseur de lycée, Krishna Datt, également président d'un syndicat d'enseignants, la *Fiji Teachers' Union*.

Le parti travailliste des Fidji affiche une orientation « socialiste démocratique » et promeut la justice sociale, le développement économique équilibré et davantage d'égalité entre régions. Il propose une politique radicalement différente pour en finir avec le séparatisme ethnique et les préférences communautaires, notamment par le biais d'une grande réforme foncière et la nationalisation de certaines entreprises dans des secteurs d'intérêt majeur : le sucre, les mines d'or, le transport routier[495].

Le *National Federation Party* est en plein désarroi. Certains de ses membres les plus actifs sont en conflit ; beaucoup d'adhérents déplorent un conservatisme prudent. De leur côté, des supporters mélanésiens citadins de l'Alliance sont également déçus par la politique menée par le gouvernement. Les deux grands partis sont dominés par les classes moyennes supérieures, dont ils défendent les intérêts, et ont largement convergé[496]. Ceux qu'ils ont déçus sont intéressés par l'alternative offerte par la création du nouveau mouvement.

Pour beaucoup d'électeurs modérés, les lignes ethniques qui caractérisent à la fois le *NFP* et l'*Alliance* ne sont plus acceptables. Ils sont donc logiquement séduits par le Labour qui, dès l'origine, se veut résolument « multiracial ». En outre, le *FLP* se démarque des autres mouvements en s'affranchissant des clivages entre fonctionnaires et travailleurs du secteur privé, entre Est et Ouest de l'archipel. Il confie des responsabilités à des jeunes et à des femmes. En juillet 1986, après seulement douze mois d'existence, le parti compte trois mille adhérents dans trente structures locales[497].

En 1986, le *FLP* remporte les élections municipales de Suva et manque de peu de conquérir le siège de député Indien lors d'élections partielles dans une circonscription de l'Ouest de Viti Levu, celle de la province de Ba. Le parti est tellement encouragé par ses rapides succès qu'il envisage de se présenter seul aux élections législatives de 1987. Le manifeste du parti qualifie le *NFP* de mouvement qui « représente les intérêts d'une poignée d'entrepreneurs et de juristes, souvent aux dépens de ceux qu'il déclare

---

[494] Formules employées dans le discours d'investiture de Timoci Bavadra à la tête du parti, en juillet 1985, et citées par William SUTHERLAND, 1992, p. 175.

[495] Brij V. LAL, 1992, p. 258.

[496] Simione DURUTALO, *Internal Colonialism and unequal development: the case of Western Viti Levu*, 1985, p. 205.

[497] Stephanie LAWSON, 1991, p. 235.

représenter[498] ». Mais le réalisme l'emporte[499], les critiques contre le *NFP* sont atténuées et des consultations sont menées. Au nom du *FLP*, Timoci Bavadra, Mahendra Chaudhry et le Docteur Tupeni Baba (un enseignant de l'*University of the South Pacific)* négocient avec le leader du *NFP*, Jai Ram Reddy. Une coalition est formée sur des bases tenues secrètes mais dont il est clair que les deux partis se sont entendus pour se partager les circonscriptions. Le fait le plus remarquable est l'acceptation, par le très indo-fidjien *NFP*, de la désignation du mélanésien Bavadra à la tête de la coalition : les leaders du *NFP* sont conscients à la fois de l'affaiblissement de leur parti face à l'émergence du *Labour* et de l'impossibilité, pour beaucoup de Mélanésiens, d'accepter un Premier ministre indo-fidjien.

SECTION 2 : LES ELECTIONS D'AVRIL 1987

Le début du scrutin est prévu pour le samedi 4 avril ; les résultats sont attendus une semaine plus tard. Pour *Ratu* Mara et ses partisans, ces élections s'annoncent comme une formalité, d'autant plus que la coalition adverse vient tout juste de se constituer et donc qu'elle est inexpérimentée et faiblement financée.

1. La campagne électorale

La coalition formée par le *Fiji Labour Party* et le *National Federation Party* ne peut pas concurrencer l'*Alliance Party* dans les médias. Elle est jeune, dispose d'un budget très réduit, n'est pas en mesure d'organiser de grandes réunions publiques. Elle fait campagne sur un programme de compromis qui abandonne certaines des positions les plus

[498] Cité par Brij V. LAL, 1992, p. 259.

[499] Les enseignements sont tirés de la législative partielle de Ba où l'*Alliance* a été victorieuse avec seulement 37,5% des suffrages parce que le *Labour Party* et le *Federation Party* ont chacun présenté un candidat.

radicales du *Labour*, notamment la participation des travailleurs à la gestion des entreprises et la nationalisation de certaines sociétés[500].

Les deux partis s'entendent pour proposer aux électeurs des candidats incarnant le changement : seuls cinq de leurs vingt-deux députés sortants sont investis[501], les dix-sept autres sont des nouveaux venus en politique[502]. Face à la coalition *Labour-Federation*, outre l'*Alliance*, se présente le *Fijian Nationalist Party* de Sakeasi Butadroka, dont la plate-forme consiste (comme tous les mouvements nationalistes émergeant périodiquement aux Fidji depuis des décennies) en un projet de réduction de la communauté indo-fidjienne par une politique d'encouragement à l'émigration, que l'on demanderait à la Grande-Bretagne de financer, puisque c'est elle qui avait organisé la venue des travailleurs sous-contrat. Le FNP affirme que le petit nombre de Fidjiens dans les entreprises industrielles et commerciales est la conséquence directe d'une conspiration des hommes d'affaires européens et indo-fidjiens. Il appelle à une révision de la Constitution de 1970 pour que le Parlement soit composé exclusivement de Mélanésiens, « les originaires du pays »[503].

Il y a aussi une faible coalition réunissant ce qui reste du *Western United Front* et une faction dissidente du *National Federation Party*, mais son impact est faible, et l'essentiel de la confrontation se fait entre l'*Alliance Party* et la coalition. L'Alliance est confiante, elle est bien établie et abondamment financée. Elle s'appuie sur un réseau solide de leaders coutumiers dont l'autorité est forte sur la majorité des Fidjiens. Elle ne s'inquiète pas de la menace que pourrait constituer la coalition, qu'elle accuse de menacer les valeurs fondamentales de la culture fidjienne et les intérêts occidentaux, comme le confirme, dit-elle, les visites à Moscou de certains leaders syndicaux. Pour décrédibiliser la coalition, l'Alliance affirme à grand renfort de pages achetées dans les quotidiens que « les factions d'opposition sont divisées et rivales. Leurs programmes sont confus et ils changent à chaque fois qu'un groupe ou un leader gagne de l'ascendant sur les autres. Des principes sont présentés comme fondamentaux avant d'être abandonnés à cause de pressions ou d'opportunisme[504] ». L'*Alliance Party* se présente comme un modèle de stabilité, d'unité, de cohérence et d'expérience de la chose publique : « *Bavadra has never been in Parliament. He has no experience. He has no influence. The Council of Chiefs does not listen to him. The international scene where we sell our sugar has never heard of*

[500] Brij V. LAL, 1992, p. 260.

[501] *Ibid*.

[502] Un examen attentif révèle que, malgré le discours très anti-chefs de la *coalition*, sur les 7 Fidjiens qu'elle investit comme candidats, 4 peuvent être considérés comme des chefs, alors que l'*Alliance*, toute appuyée qu'elle soit sur l'aristocratie traditionnelle, propose comme candidats une large majorité de « roturiers » (Deryck SCARR, 2008, p. 310).

[503] Brij V. LAL, 1992, p. 261.

[504] Extrait d'un communiqué publié par l'*Alliance* dans la presse pendant la campagne électorale. *Ibid*.

him.[505] » *Ratu* Mara fait de l'élection une affaire très personnelle (et parlant de lui-même à la troisième personne du singulier), accusant la coalition de vouloir l'évincer : « *Their expressed object is to topple the Alliance. What they really mean is, knock over Ratu Mara*[506] » et rassurant aussi les électeurs : « *I will keep the faith. Fear not, Ratu Mara will stay*![507] ».

Pour la première fois dans l'histoire des Fidji modernes, les deux mouvements principaux en compétition pour les élections sont dirigés par des Fidjiens. L'un, *Ratu* Mara, incarne l'aristocratie coutumière qui souhaite le maintien du *statu quo* politique et social ; l'autre, le Docteur Bavadra, personnifie les roturiers qui aspirent au changement profond. Le premier est très connu et populaire, le second presque inconnu hors du cercle des syndicats et de leurs sympathisants. Au fur et à mesure que la campagne se déroule, et alors que le grand *Ratu*, sûr d'une large victoire, continue d'inspirer respect et déférence, Timoci suscite la sympathie et la confiance par son attitude simple et ouverte. Pour la première fois depuis les années 1960, une alternative crédible est proposée aux électeurs.

Le fait que le leader de la « gauche » soit un Fidjien, comme celui de la « droite », différencie également cette campagne électorale de celles qui l'ont précédée dans la mesure où les arguments communautaires ne peuvent pas être mis en avant de la même manière par les partisans de la continuité. Beaucoup d'électeurs voient dans la compétition un clivage entre régions (L'Est de *Ratu* Mara contre l'Ouest de Timoci Bavadra) et entre ordre des aristocrates et ordre des roturiers)[508].

Beaucoup de choses sont nouvelles, mais la plupart des électeurs et des observateurs s'attendent à ce que le parlement d'avril 1987 ressemble à celui issu des élections précédentes, dans lequel l'*Alliance* compte vingt-neuf députés, le *Federation Party* vingt-et-un et le *Labour* deux.

---

[505] Extrait d'un communiqué de l'*Alliance* dans le *Fiji Times* du 15 mars 1987.

[506] Deryck SCARR, 2008, p.312, citant une déclaration de *Ratu* Mara du 3 avril 1987 (la veille du début du scrutin).

[507] *Ibid*. p.314.

[508] Brij V. LAL, *Islands of Turmoil: Elections and Politics in Fiji*, 2006, p. 57.

2. Les résultats et la formation du gouvernement

Après une campagne dure et intense, le scrutin se déroule sans incident. La participation est en très forte baisse : à peine 70% des électeurs se sont exprimés, contre 85% en 1982[509]. Le dépouillement est long. Pendant des jours, les commentateurs font des pronostics sur l'issue de la consultation, imaginant les conséquences possibles. La presse locale voit plus loin que les frontières nationales, sachant que le succès, extrêmement improbable, de la coalition de gauche serait un problème pour l'Occident : « Si j'étais Tim [Bavadra] » écrit en une l'éditorialiste du *Fiji Times*, le samedi 11 avril 1987, « j'agirais très, très prudemment pendant une longue période. Peut-être une très longue période. On sait ce qu'a fait Ronald Reagan à la Grenade[510] ».

Les résultats ont proclamés de dimanche 12 avril, en milieu de journée. La surprise est totale : personne ne s'attendait à une large victoire de la gauche. La coalition remporte vingt-huit sièges, l'*Alliance Party* seulement vingt-quatre. L'Alliance fait vite remarquer que 48,5% des électeurs l'ont choisie, contre 46% pour la coalition, mais seul le nombre de députés compte réellement, sauf à remettre en cause le complexe système d'élection existant, voulu et mis en place par le parti de *Ratu* Mara, aujourd'hui battu.

Dans l'ensemble, la polarisation communautaire demeure ; aucun des sièges réservés au vote des Fidjiens n'échappe à l'Alliance, mais elle est un peu moins tranchée : près de 80% des inscrits sur le la liste électorale fidjienne ont voté pour l'*Alliance Party*, soit 7% de moins qu'aux élections de 1982. Plus de 80% des inscrits sur la liste indienne ont voté pour la coalition, soit 1% de moins que lors du précédent scrutin. Les nouvelles tendances sont nettes : puisque un Fidjien sur cinq a préféré un autre candidat que celui de l'Alliance, le parti de *Ratu* Mara n'est plus la voix de toute la communauté mélanésienne. C'est surtout visible parmi les Fidjiens citadins, ceux qui sont restés dans leurs villages continuant très majoritairement à suivre l'Alliance.

La première réaction de la population, toutes communautés confondues, le dimanche 12 avril, est plutôt celle d'une attente inquiète. Beaucoup pensent à ce qui s'est passé en 1977. Mais il suffit de quelques heures pour que *Ratu* Mara admette sa défaite : « l'intérêt général des Fidji doit l'emporter » affirme le communiqué officiel, « il n'y a pas de place pour la rancœur ni pour l'amertume et je vous appelle à manifester votre bonne

---

[509] *Ibid*. p. 69 : les raisons supposées de cette très importante augmentation du taux d'abstention sont diverses. Brij V. LAL invoque des approximations et des modifications tardives dans les listes électorales qui ont empêché beaucoup d'électeurs de voter, la certitude de partisans de l'*Alliance* que leur parti allait encore largement l'emporter, la déception d'électeurs habituels de l'*Alliance* face à la politique conduite et la campagne menée, la déstabilisation d'Indo-Fidjiens de voir leurs intérêts défendus par un Fidjien, etc.

[510] Robert Keith-Reid cité par Deryck SCARR (2008, p. 307).

volonté dans l'intérêt de notre Nation. Les Fidji ont récemment été décrites comme un symbole d'espoir pour le reste du monde. Pourvu qu'il en soit longtemps ainsi[511] ». De son côté, depuis son modeste domicile de Viseisei, près de Lautoka, Timoci Bavadra se déclare « prêt et impatient » de former un gouvernement[512].

La passation de pouvoir semble se faire en douceur et les commentateurs les plus avisés de la vie politique locale peuvent écrire que les éléments les plus sombres de la longue campagne électorale appartiennent au passé : « la démocratie est bien vivante aux Fidji[513] ».

Lundi 13 avril, le Docteur Bavadra est nommé Premier ministre par le Gouverneur Général et il prête serment. Lors d'une conférence de presse, il souligne lui aussi le caractère « paisible et honorable » du changement de gouvernement, qui manifeste « les profondes racines démocratiques de [la] société et l'unité intense de [la] population. Il considère sa victoire comme l'aube d'une ère nouvelle, pleine de potentialités et d'opportunités. « Ecrivons ensemble un nouveau chapitre » dit-il, « qui, si Dieu le veut, fera notre fierté et celle de nos enfants[514] ».

Mardi 14 avril, le nouveau Premier ministre présente son gouvernement[515]. Les ministres sont très majoritairement membres du *Labour* (tous sauf trois), ils sont élus pour la première fois[516] (tous sauf trois), ils sont titulaires d'un diplôme universitaire (tous sauf trois) et ils sont jeunes (la moyenne d'âge est de quarante-cinq ans).

Le choix des ministres est fait avec discernement et tient compte de la nécessité d'apaiser les craintes de beaucoup de Fidjiens qui redoutent d'être gouvernés par une majorité de non-fidjiens. Les portefeuilles sont partagés à égalité entre Fidjiens et Indo-

---

[511] Cité par Brij V. LAL, 1992, p. 265-266.

[512] *Ibid*.

[513] *Sir* Leonard G. USHER, *Mainly about Fiji: A Collection of Writings, Broadcasts, and Speeches, 1930-1987* (1987, p. 146. *Sir* Leonard est d'origine néo-zélandaise; il a passé l'essentiel de sa vie aux Fidji, où il a commencé sa carrière comme enseignant à la *Queen Victoria School* (où il a été le professeur de *Ratu* Mara) et notamment dirigé la rédaction du *Fiji Times* avant d'être maire de Suva pendant quatre mandats successifs. Il est reconnu comme l'un des plus fins observateurs de la vie politique fidjienne, qu'il analyse et commente depuis des décennies. Ses mémoires, qui contiennent le commentaire cité sur la démocratie fidjienne sont publiés fin avril 1987, entre la formation du gouvernement Bavadra et le coup d'État du lieutenant-colonel Rabuka.

[514] Cité par Brij V. LAL, 1992, p. 266.

[515] Les éléments qui suivent sont repris, pour l'essentiel, de Brij V. LAL (1992, p.269-271) complétés par des informations extraites des pages consacrées à l'historique du *Fiji Labour Party* sur le site Internet du mouvement : www.flp.org.fj/history.htm consulté le 23 octobre 2010.

[516] Dans le système de Westminster, seuls les membres du parlement peuvent être membres du gouvernement : il est impossible d'être ministre si l'on n'est pas d'abord parlementaire.

Fidjiens ; Timoci Bavadra ne déroge pas à l'usage qui veut, depuis l'indépendance, que certains ministères soient confiés à des Mélanésiens :

> - Le Premier ministre Timoci Bavadra (*Labour*) est aussi ministre de l'Intérieur (le *Ministry of Home Affairs* est le ministère de tutelle de l'armée et de la police) et des Affaires indigènes (*Fijian Affairs*),
>
> - *Ratu* Jo Nacula (*Labour*) est ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts,
>
> - *Ratu* Mosese Volavola (*Labour*) est ministre des Terres, de l'Energie et des Ressources minérales,
>
> - Joeli Kalou, un enseignant syndicaliste, (*Labour*) est ministre du Travail et de l'Immigration,
>
> - Le Docteur Tupeni Baba (*Labour*) est ministre de l'Education, de la Jeunesse et des Sports.
>
> Les Indo-Fidjiens du gouvernement sont chargés de domaines qui, même sous Ratu Mara, revenaient à des non-Fidjiens :
>
> - Harish Sharma (*Federation*) est vice-Premier ministre et ministre du logement, des affaires urbaines et de l'information,
>
> -Krishna Datt (*Labour*) est ministre des Affaires étrangères et de l'aviation civile,
>
> - Navin Maharaj, un entrepreneur, ancien maire de Suva et précédemment élu de l'Alliance (*Labour*) est ministre du Commerce, de l'Industrie et du tourisme,
>
> - Le Docteur Satendra Nandan (*Labour*) est ministre de la Santé et des Services sociaux,
>
> - Mahendra Chaudhry (*Labour*) est ministre des Finances et de la planification économique,
>
> - Ahmed Bhamji (*Federation*) est ministre des Transports, des Travaux publics et des Communications,
>
> - Le Sénateur Jai Ram Reddy (*Federation*) est ministre de la Justice et *Attorney General* (chef des services juridiques).

Très vite le gouvernement Bavadra commence à prendre certaines décisions sur lesquelles la *Coalition* s'est engagée pendant la campagne électorale. L'attitude est aimable à l'égard de *Ratu* Mara (qui est à Honolulu), dont on maintient le dispositif de gardes du corps alors que le chef de l'opposition parlementaire n'en dispose normalement pas. On ne

le presse pas non plus de libérer la résidence officielle du Premier ministre, à Veiuto[517]. Les leaders de la coalition rendent hommage aux précédents gouvernements et à *Ratu* Mara, en particulier pour leur « contribution au développement des Fidji depuis l'indépendance ».

Les premières mesures sont surtout symboliques, comme la gratuité des transports terrestres pour les personnes âgés et les militaires en retraite. Une proposition de loi est préparée pour contraindre les membres du parlement à déclarer leur patrimoine, dans le but d'éviter les conflits d'intérêt. Mais les sujets les plus importants et les plus idéologiquement marqués ne sont pas abordés tout de suite. Les positions radicales prises pendant la campagne électorale sont adoucies : l'idée de procéder à des nationalisations est mise de côté et le Docteur Bavadra annonce rapidement que la politique étrangère évoluera à petits pas, en gardant toujours à l'esprit que le bien-être de la Nation dépend du Pacifique sud et des États avec lesquels les Fidji ont des relations historiques. L'adhésion au Mouvement des Non Alignés ne fait pas partie des priorités du gouvernement, il n'y aura pas d'ambassade de l'Union soviétique à Suva[518] et la question de l'accès aux ports fidjiens des navires étatsuniens à propulsion nucléaire sera longuement réfléchie[519]. Malgré cette prudence, ce pragmatisme, cette modération, le gouvernement Bavadra suscite crainte et désapprobation, à l'intérieur du pays et parmi ses alliés étrangers traditionnels.

3. Les réactions nationales

Après la proclamation des résultats officiels et l'admission publique de sa défaite, *Ratu* Mara quitte Suva pour se rendre à Hawaii afin de participer à une réunion du *Pacific Islands Development Programme* étatsunien[520]. Dès le 15 avril, plusieurs membres

---

[517] Brij V. LAL, 1992, p. 269.

[518] Victor LAL, Fiji: *Coups in Paradise. Race, Politics and Military intervention*, 1990, p. 186-187. Victor LAL n'est pas apparenté à Brij V. LAL. Il a été journaliste au *Fiji Sun* jusqu'à la fermeture de ce quotidien en 1987, après laquelle il est parti à Oxford grâce à différentes bourses d'études et y a rédigé un ouvrage sur le coup d'État de Sitiveni Rabuka, publié en 1990, auquel il est fait référence ici. Il travaille sur la diaspora indienne et s'exprime régulièrement sur les « blogs » qui s'opposent au régime militaire du *Commodore* Bainimarama. En particulier, il est un contributeur régulier du « blog » d'opposition au régime Bainimarama www.coupfourandahalf.com.

[519] Propos de Timoci Bavadra rapportés par le mensuel *Islands Business* d'avril 1987, tels que les cite Brij V. LAL (1992, p. 271).

[520] Cette réunion à Honolulu pourrait être un prétexte permettant à *Ratu* Mara d'aller rencontrer le Commandant en Chef des forces armées étatsuniennes dans le Pacifique (voir par exemple, Michael C. PUGH, *The ANZUS crisis, nuclear visiting and deterrence*, 1989, p. 165), ce que dément Deryck SCARR dans sa biographie de *Ratu* Mara (2008, p. 322).

éminents et candidats malheureux de l'*Alliance* se réunissent pour décider de la conduite à tenir. Parmi les plus engagés et plus déterminés figurent Taniela Veitata (un politicien vétéran et député de l'Alliance dans le nouveau parlement), *Ratu* Finau Mara (le fils aîné de *Ratu* Mara), Filipe Bole (ancien ambassadeur auprès de l'ONU, Qoroniasi Bale (l'*Attorney General* du précédent gouvernement), et *Ratu* Inoke Kubuabola (le président du *Fiji Council of Churches* et secrétaire de la *Bible Society in the South Pacific*)[521].

Des actions de protestations commencent, des routes sont bloquées, des inscriptions anti-coalition apparaissent. Le 21 avril, deux mille personnes manifestent dans le village de Bavadra, Viseisei, exigeant que le pouvoir soit restitué à ses « détenteurs légitimes » : les chefs. De nombreux responsables coutumiers vont dans ce sens. La presse internationale se fait l'écho de l'appel « *Fiji for Fijians* ».

Parmi les élus de la nouvelle majorité, les Fidjiens, considérés comme des traîtres à la cause de leur peuple, font l'objet de violentes attaques verbales ou sont présentés comme manipulés par les politiciens indo-fidjiens : « *Reddy the Pilot, Bavadra the Boat* » affirme une banderole[522]. C'est ce qu'assènent les organisateurs de manifestations à leurs troupes : le Docteur Bavadra est instrumentalisé par ceux qui veulent déposséder le peuple fidjien légitime, le *Taukei*[523].

Une dizaine de jours après l'annonce de la victoire de la coalition, un mouvement nationaliste s'est organisé : le *Taukei Movement*, qui incarne, aux yeux du reste du monde, la volonté générale des Fidjiens mélanésiens. Internationalement, les partis et les médias de gauche soutiennent la revendication de ces autochtones océaniens qui, comme ceux d'Australie, de Nouvelle Zélande, d'Hawaii ou de Nouvelle-Calédonie, sont marginalisés sur leurs propres terres. A la tête du *Taukei Movement*, on retrouve Apisai Tora, qui déclare que les Indiens, qui ne cherchent pas à s'intégrer et abusent de la « générosité » des Fidjiens, doivent partir : « *We took the Indians which Britain brought us, let them live in peace and harmony and let them make money from our generosity. There has been no single act of reciprocity. They won't learn our language, our customs, join our political parties. It is time for them to pack and go*[524]. »

Le dimanche 24 avril, les adversaires du nouveau gouvernement organisent une manifestation dans Suva, à laquelle participent plusieurs milliers de Fidjiens aux cris de « *Fiji for Fijians* » qui est devenu le slogan phare du mouvement[525]. Les *RFMF* sont en

---

[521] Deryck SCARR, Fiji*: The Politics of Illusion*, 1988, p. 55.

[522] Kamisese MARA, 1997, p. 193.

[523] Eric P. KAUFMANN, *Rethinking ethnicity: majority groups and dominant minorities*, 2004, p. 231.

[524] Apisai Tora au *Fiji Times*, cité par Victor LAL, 1990, p. 188.

[525] Matt TOMLINSON, *In God's Image, the Metaculture of Fijian Christianity*, 2009, p. 164

alerte, et une unité anti-émeute est prête à intervenir[526] mais la marche se déroule sans incident. Un appel au calme a été lancé par de grands chefs, en particulier *Ratu Sir* Penaia Ganilau et *Ratu Sir* George Cakobau, et par le révérend Josateki Koroi, le président de l'Église méthodiste à laquelle appartiennent probablement tous les manifestants.

Le caractère plutôt pacifique de la manifestation laisse croire au gouvernement et à ses partisans que la raison va l'emporter. Mais le *Taukei Movement* appelle à la désobéissance civile, des routes sont encore bloquées, des cocktails Molotov sont lancés contre les domiciles et bureaux de plusieurs ministres[527]. Pendant les quelques dizaines de jours très agités qui suivent la passation de pouvoir, on remarque le silence assourdissant de *Ratu* Mara[528]. Il est revenu d'Honolulu et continue à occuper la résidence des Premiers ministres, où il reçoit de nombreux visiteurs. Il ne se prononce ni pour, ni contre la désobéissance civile à laquelle appellent ses partisans[529].

4 Les réactions internationales

Comme aux Fidji, les réactions internationales ne se font pas attendre. Le jour même de la proclamation des résultats, la presse étatsunienne[530] souligne que les élections sont perdues par « le parti résolument pro-occidental qui a gouverné depuis l'indépendance » et remportées par « une coalition de gauche qui s'est engagée à bannir des ports fidjiens les navires de guerre des États-Unis à propulsion ou armement nucléaire » et qui souhaite l'ouverture d'une ambassade d'URSS à Suva. Cette victoire « pourrait changer radicalement, la politique étrangère des Fidji et avoir des conséquences importantes dans le Pacifique[531] ».

---

[526] Bob BREEN, *Struggling for Self Reliance*: *Four Case Studies of Australian Regional Force Projection in the Late 1980s and the 1990s*, 2008, p. 28.

[527] Victor LAL, 1990, p. 187-189.

[528] « *Thundering silence* » dit le Premier ministre néo-zélandais David Lange (cité par Victor LAL, 1990, p. 189).

[529] Deryck SCARR, 1988, p. 55.

[530] Article du *New York Times* du 13 avril 1987 : « Foes of U.S. A-Vessels Victors in Fiji Election » (www.nytimes.com/1987/04/13/world/foes-of-us-a-vessels-victors-in-fiji-election.html consulté le 19 octobre 2010).

[531] La Nouvelle-Zélande interdit déjà l'accès à ses ports aux navires militaires dont les gouvernements ne garantissent pas qu'ils sont « *nuclear-free* ». Et comme les États-Unis refusent, par principe, de donner ce genre d'information sur ses bâtiments, aucun d'entre eux ne fait escale en Nouvelle-Zélande depuis 1985.

Fin avril, le Général Vernon Walker, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies (et ex-organisateur de coups de force de la *CIA* dans le monde), est en visite à Suva. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Krishna Datt, l'assure que toute décision relative à la question du nucléaire sera prise avec discernement. Le Général Walker affirme à Timoci Bavadra que Washington n'entreprendra rien contre son gouvernement[532].

On est encore dans la Guerre froide : la rivalité entre l'Occident et le monde communiste domine le monde ; on voit la « main de Moscou » ou celle de Washington dans la plupart des événements politiques nationaux et internationaux. On évoque la nécessité, pour les États-Unis et leurs alliés, de laisser tomber un petit État aussi important que les Fidji aux mains de l'ennemi. Dans le monde entier, les regards se tournent vers Suva. Les services de renseignement et les rédactions des organes de presse cherchent à savoir qui sont les hommes clefs de la situation aux Fidji.

SECTION 3. LES PROTAGONISTES

1. Le Docteur Timoci Bavadra

Le Docteur Timoci Uluivuda Bavadra a 53 ans, il est né le 22 septembre 1934 à Viseisei, un village de la côte occidentale de Viti Levu (Province de Ba) considéré comme le lieu d'arrivée des premiers habitants de l'archipel[533]. Chef subalterne, Timoci Bavadra est le chef du *Tokatoka Werecakaca*. Son éducation secondaire est effectuée, comme il convient à son rang, à la *Queen Victoria School* et sa formation supérieure à la *Fiji School of Medecine* (suivie d'une année d'internat à l'hôpital de Lautoka).

De 1961 à 1976, Timoci Bavadra exerce la médecine en milieu rural, dans différentes régions de l'archipel (Serua, Lautoka, Vatukoula, Lakeba et Rewa), où il

[532] Deryck SCARR, 2008, p. 322-323.

[533] Viseisei est aussi le siège d'un important titre de noblesse, celui du *Tui Vuda*, dont le titulaire, en 2010, est *Ratu* Josefa Iloilovatu Uluivuda, né le 29 décembre 1920, président de la République de 2000 à 2009.

s'occupe avec générosité des personnes les moins favorisées, contribuant à l'établissement de dispensaires[534]. Il sert aussi aux îles Salomon, alors protectorat britannique. En 1969, il complète sa formation par un diplôme en santé publique de l'université néo-zélandaise d'Otago. A partir de 1972, il publie des travaux universitaires, en particulier sur la planification des naissances. A partir de 1975, il exerce des responsabilités au sein de l'association nationale des praticiens de santé (*Fiji Medical Association*). En 1978, il devient, pour sept ans, le très apprécié président d'un grand syndicat de fonctionnaires, la *Fiji Public Service Association*[535], dont le secrétaire général est Mahendra Chaudhry. C'est avec lui, notamment, qu'il fonde, en juillet 1985, le *Fiji Labour Party*.

Dr Timoci Bavadra

Elu président du nouveau parti, Timoci Bavadra quitte la fonction publique pour exercer ses fonctions politiques. En novembre 1986, il est choisi par son parti et par le *National Federation Party* pour diriger la coalition qui est formée en vue des élections législatives de l'année suivante. De par sa personnalité généreuse, son souci permanent de l'intérêt général, son attention à l'égard des plus faibles et son humanité profonde, Timoci Bavadra est choisi par ses pairs pour les conduire dans les combats syndicaux et politiques[536].

2. Les *Ratu* (Ganilau, Mara, Nailatikau)

Dans les Fidji du début de l'année 1987, les *Ratu* ou « grands chefs » détiennent l'essentiel du pouvoir politique, en vertu de ce qui est présenté comme une tradition

[534] Stewart FIRTH et Daryl TARTE, 2001, p. 172.

[535] Jacqueline LECKIE, *To labour with the state: the Fiji Public Service Association*, 1997, p. 71.

[536] Disparu en 1989, le docteur Bavadra est regretté par beaucoup. Soixante mille personnes, soit un habitant des Fidji sur dix, assiste à ses funérailles. Ses écrits et déclarations sont rassemblés par Tupeni BABA et 'Atu BAIN dans *Bavadra, Prime Minister, Statesman, Man of the People: selection of speeches and writings, 1985-1989* (1990).

immémoriale. Il s'agit en réalité d'un traditionalisme construit sur l'organisation administrative et sociale mise en place par les colonisateurs britanniques, à partir de la situation de l'archipel prévalant dans les années 1870, des ambitions des chefs dominants de l'époque et de leur volonté d'exister de façon autonome au sein de la colonie. La rencontre entre les intérêts des chefs mélanésiens et ceux des colonisateurs européens entraîne l'élaboration d'une identité fidjienne mettant l'accent sur les valeurs océaniennes, réinterprétant, grâce au filtre confessionnel méthodiste (d'obédience presbytérienne), toute forme d'influence extérieure (occidentale). La pureté supposée de la tradition pluriséculaire mélanésienne, et donc de l'identité fidjienne qui en découle, constitue la base sur laquelle repose la légitimité de la prééminence des chefs. Ce sont eux, les *Ratu*, qui défendent l'identité nationale fidjienne contre ce/ceux qui pourrait la menacer. Ce sont les *Ratu* qui incarnent la tradition, c'est-à-dire la continuité entre le passé et le présent, et protègent la population contre les dangers étrangers (évidemment, les Indo-Fidjiens[537]). Ce sont les chefs qui, par leur rang, sont les seuls à pouvoir exercer le pouvoir politique, et *Ratu* Mara, le premier d'entre eux, est naturellement fondé à continuer à conduire le gouvernement fidjien : « *I have not yet finished the job I started and until I can ensure that unshakable foundations have been firmly laid and cornerstones are set in place, I will not yield to the vaulting ambitions of a power crazy gang of amateurs* [538]».

Dans la campagne électorale de 1987, le challenger de *Ratu* Mara, pour la première fois, est aussi un Fidjien. L'ennemi, cette fois, vient de l'intérieur. C'est un autochtone qui conteste le leadership des chefs, en vertu de principes démocratiques (présentés par l'Alliance comme contraires à la tradition et aux intérêts de la communauté autochtone). L'idéologie politique qui défend la prééminence des chefs fondée sur la tradition et la primauté d'installation des populations océaniennes est en opposition avec les valeurs dites occidentales d'égalité et de liberté individuelle. Pour les théoriciens politiques de l'aristocratie fidjienne contemporaine, la liberté ne s'exerce que dans le contexte du rang social de chacun et l'égalité n'existe que dans le cadre d'une hiérarchie sociale précise[539].

En avril 1987, le Gouverneur Général, représentant du souverain dans l'archipel est *Ratu* Penaia Kanatabatu Ganilau ; le Premier ministre, depuis presque vingt ans, est *Ratu* Mara ; le commandant des *RFMF* est *Ratu* Epeli Nailatikau. Ils portent les titres

---

[537] Cette idée est développée par Stephanie LAWSON dans "Chiefs, Politics, and the Power of Tradition in Contemporary Fiji", *in Chiefs Today: Traditional Leadership and the Postcolonial State*, de Geoffrey M. WHITE et Lamont LINDSTROM (dir.), 1997. La couverture de cet ouvrage collectif sur les chefs en Océanie est illustrée par une photo de *Ratu* Mara jeune en tenue traditionnelle et tenant un *tabua*. Stephanie LAWSON fait notamment référence aux travaux d'Alain BABADZAN sur l'idéologie nationaliste océanienne (voir en particulier *Le spectacle de la culture: globalisation et traditionalismes en Océanie*, 2009).

[538] Déclaration de *Ratu* Mara pendant la campagne électorale, citée par Brij V. LAL, 2006, p. 60.

[539] Stephanie LAWSON, 1997, p. 118.

coutumiers les plus prestigieux. Ils peuvent se prévaloir d'une descendance directe d'avec Cakobau, le *Tui Viti* du siècle précédent.

Ratu Penaia fait partie de la lignée dans laquelle sont choisis les *Tui Cakau*, chefs suprêmes du Nord-est des Fidji, les « Seigneurs des Récifs[540] ». Il a été un soldat courageux et apprécié : pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Fidjiens ont eu, pour la première fois, l'occasion de combattre pour l'Empire, il a été choisi pour commander une compagnie du First Battalion. Il a ensuite été envoyé à Oxford pour suivre une formation universitaire et devenir un haut-fonctionnaire des *Fijian Affairs*. De 1953 à 1956, il a servi en Malaisie, d'abord comme commandant d'une compagnie, puis comme commandant de l'ensemble du bataillon. Il a ensuite continué sa carrière de grand chef et de haut-fonctionnaire dans sa province de Cakaudrove. Son statut coutumier (de *Tui Cakau* en puissance), son expérience et ses qualités personnelles l'ont conduit à être choisi comme Gouverneur général pour succéder à *Ratu Sir* George Cakobau, lui-même grand chef de la légendaire île de Bau (*Turaga na Vunivalu ni Bau*).

Le général de brigade *Ratu* Epeli Nailatikau a alors 46 ans. Il est le deuxième fils de *Ratu* Edward Cakobau, héros de la Seconde Guerre mondiale et de la campagne de Malaisie. Par son père, il appartient au clan des *Vunivalu ni Bau*. *Ratu* Epeli est aussi l'un des gendres de *Ratu* Mara et un proche cousin du roi des Tonga[541]. Il est *Commander RFMF* depuis 1982. Pour lui, le devoir d'obéissance de l'armée au gouvernement, quel qu'il soit, ne se discute pas et il a affirmé sa loyauté, et rappelé aux hommes qu'il commande que c'est leur devoir[542]. Autour de lui, d'autres grands chefs sont officiers supérieurs : au moment des élections de 1987, le commandant du bataillon fidjien de la FINUL est le colonel *Ratu* Epeli Ganilau, fils du Gouverneur Général.

Les seuls individus fondés à diriger sont les chefs ou, à la rigueur, ceux des roturiers qu'ils distinguent à cet effet. Dans l'armée, par exemple, quelques *commoners*, choisis pour leurs qualités, leur place dans l'organisation sociale traditionnelle et leur loyauté, exercent des responsabilités importantes. Le chef d'état-major du *Brigadier* Nailatikau (c'est-à-dire le numéro deux dans la hiérarchie des *RFMF*) est le colonel Jim Sanday. Le chef des opérations interarmées (le numéro trois) est le lieutenant-colonel Sitiveni Ligamamada[543] Rabuka. Tous deux sont des *bati*, des « guerriers ». Ils sont

---

[540] Cette expression « *Lord of the Reefs* » désignant le *Tui Cakau* est employée par Peter THOMSON (2008, p. 72) mais on la trouve déjà dans les ouvrages du XIX[e] siècle, par exemple dans *Two Years in Fiji* de Litton FORBES, 1875, p. 141 et 180. Le *Tui Cakau* est le grand chef de la province moderne de Cakaudrove, et le chef suprême de la confédération de Tovata.

[541] Nous avons déjà signalé que son père, *Ratu Sir* Edward Cakobau, est le fils illégitime du Roi des Tonga.

[542] Robert T. ROBERTSON et Akosita TAMANISAU, *Fiji: Shattered Coups*, 1988, p. 99.

[543] Ce nom est un adjectif qualifiant la force exceptionnelle d'un guerrier : pour ses mains (*ligana*) tout est léger (*mamada*). Ronald GATTY, 2009, p. 138.

membres de clans qui dépendent, coutumièrement, de l'autorité de *Ratu* Epeli Nailatikau. Tous deux lui doivent donc doublement le respect et l'obéissance, sur le plan militaire et sur le plan coutumier. En termes de perspectives d'avancement, Jim Sanday a un désavantage de plus que Sitiveni Rabuka, il n'est pas « *Fijian* » mais « *Part-European* »[544].

3. Le lieutenant-colonel Sitiveni Ligamamada Rabuka

Sitiveni Ligamamada Rabuka[545] est né le 13 septembre 1948 à Nakobo sur la côte sud de Vanua Levu (province de Cakaudrove). Ses parents sont enseignants. Son application et ses résultats scolaires lui permettent d'être admis dans le meilleur lycée prévu pour les Fidjiens mélanésiens, la *Queen Victoria School*. Il s'y fait remarquer pour son travail en classe, ses résultats sportifs et ses qualités personnelles particulières de meneur d'hommes. Le principal du lycée, Keith Walker, a une forte personnalité, très appréciée des élèves comme des professeurs. Il est officier de réserve et aime porter son uniforme[546]. C'est lui qui commande le corps de cadets du lycée. Il remarque, parmi les élèves, le jeune Ligamamada que l'uniforme attire tant. Il le choisit, en 1967, comme *Head Boy*, c'est-à-dire, comme un lycée de tradition britannique, l'élève de terminale auquel le principal confie des responsabilités particulières. Il remplit ses missions avec détermination, efficacité et esprit de camaraderie[547].

Sitiveni veut être soldat depuis qu'il est petit. Au lycée, il se distingue parmi les cadets, devenant vite le plus gradé d'entre eux, le plus performant dans toutes les épreuves. Son esprit d'initiative, son aptitude au commandement, sont évidents. Chaque été, lorsque, pendant les vacances scolaires, les jeunes cadets lycéens sont invités à la caserne *Queen Elizabeth* de Suva pour une période d'entraînement intensif aux côtés des soldats d'active, Sitiveni est le plus enthousiaste[548]. A la fin de ses études secondaires, il est facilement sélectionné par l'armée comme élève-officier. Le 7 février 1968, il formalise son engagement dans les *Fiji Military Forces* par la prestation de serment réglementaire aux

---

[544] Les deux grand-mères de Jim Sanday sont fidjiennes, ses deux grand-pères occidentaux (des Australiens d'origine britannique). Son grand père-maternel, Norman Faddy, a été officier pendant la Première Guerre mondiale. Les deux frères et la sœur de celui-ci ont aussi participé à la guerre pour les Fidji. Jim Sanday se considère comme héritier d'une digne tradition militaire : « *I came from a highly respected family with a strong military tradition* ». Communication personnelle du colonel Jim Sanday.

[545] Un résumé biographique constitue l'annexe 22a : Sitiveni Rabuka.

[546] John SHARPHAM, Rabuka of Fiji: The Authorised Biography of Major-General Sitiveni Rabuka, 2000, p. 30.

[547] Eddie DEAN et Stan RITOVA, *Rabuka: No Other Way*, 1988, p. 24.

[548] John SHARPHAM, 2000, p. 35.

termes de laquelle il jure de servir loyalement la Reine, de combattre ses ennemis, de défendre la paix et de toujours respecter les lois :

> *I swear I will well and truly serve our Sovereign Lady the Queen in the Fiji Military Forces until lawfully discharged, dismissed or removed, and will resist her Majesty's enemies and cause her Majesty's peace to be kept and maintained and will in all matters appertaining to my service discharge my duties according to law*[549].

Sa formation supérieure militaire est effectuée en Australie, en Nouvelle-Zélande, à Hong Kong et en Inde où en plus de la formation strictement militaire, il passe une maîtrise en études de défense. Pour son mémoire, il étudie en détail le rôle social et politique des forces armées dans les États en développement, s'intéressant notamment aux coups d'État militaires en Afrique et en Amérique latine[550].

Depuis son adolescence, Sitiveni Ligamamada suit un entraînement de sportif de haut niveau : en 1970, il est le capitaine de l'équipe nationale de rugby pour une grande tournée en Angleterre et au Pays de Galles ; il représente son pays dans plusieurs disciplines d'athlétisme aux Jeux du Commonwealth de 1974 (tenus en Nouvelle-Zélande) ; à cette occasion, il est le porte-drapeau de la délégation fidjienne. Plus tard, Sitiveni Rabuka devient un adepte du golf, activité qui lui fournit des occasions intéressantes de côtoyer, dans le monde entier, des personnalités qui l'intéressent dans des circonstances favorables à des entretiens[551].

Sitiveni Ligamamada Rabuka est aussi un soldat héroïque : en 1980, lorsqu'il commande le *Fiji Batt* de la FINUL, il sauve la vie d'un colonel français blessé lors d'une attaque contre le quartier général onusien et organise un raid réussi contre un camp de l'armée de libération de la Palestine. Pour ces actions, il reçoit *l'Order of the British Empire*[552]. Il commande ensuite le *Fiji Batt* au Sinaï. Outre ses qualités de soldat, Sitiveni Rabuka dispose d'un atout supplémentaire : il est un prêcheur laïc méthodiste aux qualités d'orateur reconnues[553]. Première Église[554] du pays, l'Église méthodiste dispose d'une

---

[549] Extrait du dossier militaire personnel de Sitiveni Ligamamada Rabuka, cité par John SHARPHAM, 2000, p. 43,

[550] Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 29, et John SHARPHAM, 2000, p. 66.

[551] Dans les années 1990 et 2000, Sitiveni Rabuka est même à la tête du golf amateur fidjien.

[552] C'est officiellement en reconnaissance de cette action d'éclat que le gouvernement le fait, quelques années plus tard, officier de la Légion d'honneur (voir infra).

[553] Voir, par exemple le témoignage de T. J. MACNAUGHT dans sa recension des ouvrages de Deryck SCARR sur *Ratu* Sukuna (*The Journal of the Polynesian Society*, Vol. 97, 1988, n°3, p. 357). T. J. MACNAUGHT rapporte avoir assisté à un office en décembre 1987 et avoir admiré sa conviction, son idéalisme, son éloquence, qu'il rapproche de ceux attribués au grand *Ratu* Sukuna.

[554] Environ 80% des Fidjiens mélanésiens appartiennent à l'Église méthodiste ; les quelque 20% restant sont catholiques, adventistes du septième jour, témoins de Jéhovah, etc.

structure hiérarchisée qui couvre l'ensemble de l'archipel : chaque village a son temple. Les responsables religieux ne sont pas choisis en fonction de leur place dans la société traditionnelle et peuvent aussi bien être nobles que roturiers et ne pas appartenir à la communauté au sein de laquelle ils servent[555].

Lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka

En mai 1987, Sitiveni Rabuka a 38 ans ; il est lieutenant-colonel depuis l'âge de 31 ans. Il occupe, en tant que responsable des opérations, la troisième place dans la hiérarchie des *Royal Fiji Military Forces*. Il a les plus hautes ambitions et considère, à presque 40 ans, qu'il pourrait être le commandant des forces militaires des Fidji. Il sait que des erreurs passées[556], qui lui ont fait perdre un peu d'ancienneté, et son statut de roturier, jouent contre lui. *Ratu* Epeli Nailatikau, l'un des gendres de *Ratu* Mara, a été placé à la tête des *RFMF* quand lui-même aurait pu être choisi, si seules les qualités personnelles et le parcours militaires avaient été pris en compte. Pourtant, et il le sait, il est un protégé du Colonel Manueli et, surtout, de *Ratu Sir* Penaia Ganilau avec qui il s'entretient régulièrement. Ainsi, le lundi 13 avril, il lui rend visite dans sa résidence. Pour l'officier, le Gouverneur Général pourrait inviter *Ratu* Mara et le Docteur Bavadra à former ensemble un gouvernement d'unité nationale, ou faire comme *Ratu* George Cakobau en 1977, et charger *Ratu* Mara de former un gouvernement minoritaire. *Ratu Sir* Penaia Ganilau lui répond qu'il est trop tard, car il a invité Timoci Bavadra à venir le jour-même pour prêter serment[557].

La campagne électorale de la coalition et le programme du *Labour Party* lui font craindre que la politique du prochain gouvernement se réalise au détriment de l'armée. Depuis ses expériences en opérations au Moyen Orient, il prend au sérieux et redoute les possibles actions de la Libye dans le Pacifique insulaire[558]. Aussi, le dimanche 10 mai, sur

---

[555] Rusiate NAYACAKALOU, 1974, p. 93.

[556] Il s'agit notamment de décisions prises en situation de commandement en infraction avec des ordres reçus, de dettes, de liaisons extra-conjugales un peu trop nombreuses et ostensibles. Voir, en particulier, John SHARPHAM, 2000, p. 42-87.

[557] Deryck SCARR, 2008, p. 315.

[558] Deryck SCARR, 2008, p. 315. On suit avec intérêt à cette époque les relations que peuvent avoir le Vanuatu et le mouvement indépendantiste kanak de Nouvelle-Calédonie avec la Libye. Sur ce point, voir par exemple Sarah MOHAMED-GAILLARD, « La Nouvelle-Calédonie durant la Guerre froide : 'd'où le danger

le terrain de golf de *Pacific Harbour*, situé à une heure de route environ de Suva, le lieutenant-colonel Rabuka rencontre *Ratu* Mara pour lui faire état de ses craintes et des moyens pour les résorber.

CONCLUSION DU CHAPITRE. TRADITIONS, RELIGION CHRETIENNE, RUGBY ET RATUISME[559]

Dans les Fidji des années 1970 et 1980, dans la continuité du système élaboré et consolidé par la colonisation britannique jusqu'à l'indépendance, le pouvoir politique est aux mains des grands chefs coutumiers. Leur légitimité est fondée sur une identité fidjienne héritée de ce qu'on présente comme « une tradition ancienne qu'il convient de préserver des influences extérieures néfastes ».

La religion chrétienne, et particulièrement le méthodisme, fait partie intégrante de cette tradition : les missionnaires ont fait entrer les Fidjiens dans la lumière en leur révélant une vérité qu'ils n'avaient pas encore découverte mais qui est un élément fondamental de leur identité[560]. Les missionnaires ont posé les bases du lien particulier entre l'aristocratie coutumière et le clergé : ils ont fait entrer des éléments de la culture fidjienne dans les pratiques de l'Église méthodiste, organisant au niveau du village et de la province les relations entre les chefs (*turaga*), leur peuple (*vanua*) et l'Église (*lotu*). Avec l'urbanisation, les Fidjiens ont reproduit ce schéma en ville, où les bâtiments de l'Église méthodiste sont devenus le lieu de la plupart des activités sociales[561].

---

peut-il venir ?' » in Sylvette BOUBIN-BOYER (dir.), *Révoltes, Conflits et Guerres mondiales en Nouvelle-Calédonie et dans sa région*, 2008, p. 131-146.

[559] Ce passage s'inspire de la démonstration de Simione DURUTALO dans *The paramountcy of Fijian interest and the politicization of ethnicity* (1986). Ce chercheur de l'*University of the South Pacific* publie, l'année qui précède la victoire de la « gauche » aux élections et le coup d'État du lieutenant-colonel Rabuka, un travail qui démontre le mécanisme qui assure la prééminence des chefs coutumiers et le rôle, en particulier, que jouent la religion et le rugby dans la cohésion de la communauté fidjienne.

[560] Jacqueline RYLE, *My God, My Land: Interwoven Paths of Christianity and Tradition in Fiji*, 2010, p. 142.

[561] Winston HALAPUA, *Tradition, Lotu and Militarism in Fiji*, 2003, p. 72-73.

La religion imprègne toute la société fidjienne : les rituels de l'Église méthodiste sont aussi intégrés dans le cérémonial des *RFMF*. Parallèlement, les comportements et les valeurs militaires, hérités d'un passé guerrier tumultueux, parviennent à entretenir les valeurs coutumières multiséculaires. Ainsi, la hiérarchie militaire comme la vie politique fait une large place aux chefs[562]. La communauté fidjienne, organisée selon cette « tradition », est dirigée par ses chefs coutumiers et ses leaders religieux ; elle magnifie tout particulièrement les valeurs militaires qu'elle transpose naturellement sur les terrains de sport. Le rugby est ainsi devenu le sport national des Fidjiens, tout spécialement des militaires fidjiens. Dans les années 1880, déjà, des Fidjiens de l'*Armed Native Constabulary* jouaient contre des Occidentaux au *veicaqe vaka-Peritania* (le jeu de ballon à la britannique). Le premier club local est formé officiellement en 1911. Un tournoi est organisé régulièrement à partir de 1914, sous la direction de *Ratu* Epeli Ganilau (le père de *Ratu* Penaia, le Gouverneur général des années 1980, et le grand-père de *Ratu* Epeli, le *Commander RFMF* des années 1990). Le rugby n'échappe pas à la règle « traditionnelle » qui veut que les chefs soient ses dirigeants naturels. *Ratu* Edward Cakobau est capitaine de l'équipe dans les années 1930 et manager dans les années 1940. Et dans les années 1970 et 1980, *Ratu* Mara est président d'honneur de la fédération fidjienne[563].

Sitiveni Ligamamada Rabuka, *bati*, officier supérieur des *RFMF*, prêcheur laïque de l'Église méthodiste et rugbyman accompli, incarne tous les caractères principaux de la société fidjienne. Il est l'homme idéal pour défendre ce qui peut être défini comme le « Ratuisme », une « idéologie selon laquelle les chefs sont de droit divin, les dirigeants que les Fidjiens autochtones doivent obéir aveuglément[564] » et qu'ils doivent, de ce fait, défendre si leur autorité est menacée. Ce discours s'éloigne de fait de la voie consensuelle dite *Pacific way*, à moins que cette dernière n'ait de pertinence que pour les seuls insulaires océaniens d'enracinement millénaire.

---

[562] Teresia K. TEAIWA, "Articulated Cultures: Militarism and Masculinities in Fiji during the mid-1990s" (*Fijian Studies* Volume III, Numéro 2, 2002, p; 201-222).

[563] Ce passage s'appuie sur le très intéressant article de Sébastien DARBON, « Pourquoi les Indo-Fidjiens ne jouent-ils pas au rugby ? » (*Etudes rurales* 1/2003, n° 165-166, p. 103-121, www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2003-1-page-103.htm. consulté le 23 octobre 2010).

[564] Simione DURUTALO, 1986, p. 1.

CHAPITRE 2. LES COUPS D'ÉTAT DE SITIVENI RABUKA

Sa noda na qaqa[565]

Dès le jour de l'annonce de la défaite électorale de *Ratu* Mara, le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka réfléchit à ce qu'il va faire. Pour lui, il n'est pas question de laisser le pays être dirigé par des païens étrangers. En tant qu'officier, en tant que méthodiste engagé, en tant que Fidjien respectueux de la tradition et donc du pouvoir des chefs, il considère qu'il ne peut pas laisser cette catastrophe continuer. Comme en 1977, il estime qu'il ne pourra pas servir un gouvernement dont le programme politique est contraire aux intérêts des Fidjiens, dont les leaders coutumiers sont les seuls à pouvoir légitimement diriger le pays. Il a un devoir, une mission, et Dieu compte sur lui.

Il en est convaincu depuis que, le mercredi 15 avril, il a rencontré, à la caserne *Queen Elizabeth Barracks*, trois leaders politiques et religieux importants : *Ratu* Inoke Kubuabola, Viliame Gonelevu et Jone Veisamasama. Ils sont venus demander au commandant de l'armée ce que feraient les *RFMF* en cas de troubles graves à l'ordre public. *Ratu* Epeli Nailatikau leur a répondu que ses hommes feraient leur devoir et obéiraient aux ordres : ils tireraient, s'il le fallait, même sur des Fidjiens. Rabuka partage leur point de vue et leurs inquiétudes : on ne peut pas laisser un tel drame survenir. Et, de toutes façons, les Fidji ne doivent pas être dirigées par un gouvernement dominé par des non-Fidjiens, non-chrétiens de surcroît.

Les quatre hommes doivent discuter plus longuement et plus discrètement : ils conviennent de se retrouver un peu plus tard dans les bureaux de l'Église méthodiste. Rabuka, en tant que prêcheur laïque et trésorier de sa paroisse, est tout à fait fondé à se

[565] « La victoire est à nous », déclare Sitiveni Rabuka le 22 mai depuis le balcon du *Civic Center* de Suva après que le Grand Conseil des Chefs lui a unanimement accordé son soutien (Brij V. LAL, 1992, p. 278).

rendre à *Epworth House*. C'est là que, le 15 avril, le projet de coup d'État militaire prend forme : les trois leaders approuvent la proposition du lieutenant-colonel de « neutraliser » le gouvernement afin que le gouverneur Général puisse, face à cette situation exceptionnelle, demander à *Ratu* Mara d'assurer l'intérim. Mais, Rabuka en est convaincu, ni le *Commander RFMF*, *Ratu* Epeli Nailatikau, ni son chef d'état-major, Jim Sanday, ne cautionneront une telle intervention. « *Then you have to do it ! It is up to you. God has placed you here to carry out this coup.* » Ses interlocuteurs sont formels : il s'agit pour lui d'une mission divine, et leurs prières l'accompagnent[566].

Un coup d'État militaire ne s'improvise pas. Il faut le préparer et préparer les hommes qui vont le conduire. Mais le temps manque : la situation est difficile, les nationalistes sont déterminés, les incidents se succèdent. Le jeudi 14 mai, le *Fiji Sun* fait sa une sur le sénateur Jona Qio qui a comparu la veille devant le tribunal d'instance de Lautoka : il a été mis en examen pour incendie volontaire et deux tentatives d'incendie volontaire contre les locaux d'entreprises appartenant à des Indo-Fidjiens.

SECTION 1. LE « COUP » DU 14 MAI 1987

Des journalistes étrangers ont été dépêchés aux Fidji pour suivre sur place l'évolution des événements. Beaucoup s'attendent à un renversement brutal du gouvernement Bavadra. Les locaux, pour leur part, ne croient pas à une escalade de la violence. Ce matin-là, 14 mai, quelques reporters sont réunis dans le bureau du haut-fonctionnaire chargé de l'information du gouvernement, Peter Thomson, en quête de renseignements particuliers. Il leur assure que l'affrontement qu'ils prévoient n'aura pas lieu. Pour le *Government's Permanent Secretary for Information*, les paroles du Pape, quelques mois auparavant, sur l'espoir que les Fiji représentent pour le monde, doit les inciter à réviser leur jugement, se détendre un peu, et reprendre du *kava* :

[566] Ces faits sont rapportés dans différentes sources sous différentes formes, notamment par John SHARPHAM dans sa biographie de Sitiveni Rabuka (2000, p. 96). Les ouvrages, témoignages et récits les plus anciens, en particulier la première biographie (Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988), présentaient Sitiveni Rabuka comme seul concepteur du coup d'État.

> *This is Fiji, not Angola. […] Only a few months ago Pope John Paul stayed here and told us Fiji was a symbol of hope for the world. Just relax a bit. See this country through our yes. Come on, let's have another round of kava.*

A ce moment-là, un collègue de Peter Thomson lui suggère discrètement de regarder par une fenêtre qui donne sur le parlement : il se passe quelque chose de bizarre. Le Secrétaire voit en effet quelques soldats en tenue et armés, équipés de masques à gaz, se diriger vers l'entrée. Personne n'est au courant de quoi que ce soit : cela doit être un exercice de défense civile...[567]

Il est exactement dix heures du matin, ce jeudi 14 mai 1987, lorsque des militaires armés et masqués dirigés par le lieutenant-colonel Rabuka passent à l'action, conformément aux ordres précis qu'il leur a donnés.

1. La préparation de l'opération *Kidicala*

Sitiveni Rabuka a donné à son opération le nom de code « *Kidicala* », la surprise. Il l'a préparée en secret et a choisi des hommes de confiance parmi les officiers qui sont sous ses ordres. Le leader de l'unité constituée pour l'occasion et chargée de la conduite militaire du coup d'État est le capitaine Isireli Dugu, l'un de ses plus proches amis. Ils se connaissent, se côtoient et s'apprécient depuis que Sitiveni Rabuka est entré dans l'armée, vingt ans plus tôt. Dugu est un instructeur dont les compétences sont reconnues : il sait sélectionner et préparer des hommes pour les missions les plus difficiles. Rabuka ne lui révèle pas exactement en quoi consistera l'opération, mais Isireli Dugu comprend qu'il s'agira de rétablir la situation de prééminence politique des autochtones qui vient d'être bouleversée par la victoire de la coalition aux élections.

Rabuka étant le responsable des opérations et de l'entraînement des *RFMF*, il peut décider la tenue d'un exercice majeur, dont la conduite, au sein de la grande caserne *Queen Elizabeth Barracks* (« *QEB* »), n'a pas de raison d'attirer l'attention. Soixante hommes, particulièrement expérimentés, sont sélectionnés par le capitaine Dugu. Ils forment une petite unité spéciale qui commence un entraînement intensif. Leur instruction commence à *QEB*. Elle se poursuit, plus discrètement, dans un bâtiment désaffecté de la banlieue de

[567] Ce passage reprend le récit de Peter THOMSON dans *Kava in the Blood*, 2008, p. 21—22.

Suva, où ces « *Sixty Elite* » comme les appelle Sitiveni Rabuka[568], sont préparés à faire face à des parlementaires qui refuseraient d'obéir aux ordres et chercheraient à fuir. Enfin, leurs performances de tireurs sont améliorées sur les champs de tir.

Dans le même temps, et toujours dans le cadre de cet « exercice » qu'il élabore et dirige, le lieutenant-colonel Rabuka demande aux personnels administratifs de l'état-major des *RFMF* de mettre à jour les listes de réservistes et de retraités et de vérifier leurs coordonnées, pour le cas où on aurait besoin de les mobiliser en urgence.

Le « *Chief Operations* » n'a donné au capitaine Dugu qu'un minimum d'information sur l'objectif de l'entraînement particulier de la petite unité qu'ils ont constituée. Minutieusement, il en élabore les détails. Il a souvent préparé ce genre d'action pendant ses missions au Moyen Orient. Ses qualités dans ce domaine ont été reconnues. Le texte qui accompagne et justifie sa distinction dans l'Ordre de l'Empire (*Order of the British Empire*) indique qu'il a fait preuve d'imagination et d'innovation dans l'exercice de son commandement, réussissant de manière exceptionnelle à contenir et limiter les opérations de l'Organisation de Libération de la Palestine.

Son *Operation Kidicala* est planifiée dans un ordre d'opération manuscrit : *OPORD 1/87 – THE NEUTRALISATION OF THE COALITION GOVT OF FIJI*[569]. Dans sa description de la situation, Sitiveni Rabuka note les raisons pour lesquelles ce gouvernement doit être « neutralisé ».

En matière de politique étrangère, le nouveau gouvernement subit des influences communistes. Sa proximité avec l'Inde l'amènera à se rapprocher des Russes et une adhésion au Mouvement des Non Alignés mettrait fin aux liens entre les Fidji et la couronne britannique. Le non-alignement entraînerait le retrait du bataillon engagé au Sinaï, la mise au chômage de cinq cents hommes, la chute du moral des troupes.

En termes de politique de défense, le lieutenant-colonel écrit que la coalition ne fait pas confiance aux militaires et doute de leur loyauté : elle va vraisemblablement prendre des mesures pour les contrôler étroitement et en modifier la composition en imposant une « *racial parity* » qui amoindrirait la valeur opérationnelle que les *RFMF* se sont construites : « *This we cannot and should never accept* ».

---

[568] Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 40.

[569] La majorité des documents officiels des *RFMF* relatifs à cette période ont été détruits, mais l'ordre d'opérations manuscrit du lieutenant-colonel Rabuka a été conservé. Son contenu est cité dans la biographie de Sitiveni Rabuka par Eddie DEAN et Stan RITOVA (p. 60-63), ainsi que le *fac simile* de l'original (p. 163-171). Rabuka explique qu'il ne s'agissait pas exactement d'un ordre d'opération destiné à ses hommes, mais de notes pour préparer les instructions orales qu'il allait leur donner avant le déclenchement de l'intervention.

Sur le plan intérieur, Sitiveni Rabuka est persuadé que, sans une intervention radicale, les troubles continueraient, la situation se détériorerait gravement, amenant le nouveau gouvernement à employer la police et l'armée pour rétablir l'ordre dans le sang, causant encore davantage d'affrontements. Des forces extérieures (Nations Unies, Commonwealth) seraient sollicitées. Les Fidji pourraient ressembler au Liban.

« Notre mission est de renverser le gouvernement et d'installer un nouveau régime qui garantira que l'intérêt des *RFMF* et l'intérêt national seront protégés », écrit le lieutenant-colonel, qui termine par : « Que Dieu soit loué. Alléluia ! Amen ! ».

2. La décision du passage à l'action

Le lieutenant-colonel Rabuka et les concepteurs politiques et religieux du projet de coup d'État ont retenu le vendredi 15 mai comme date de l'opération. Ratu Epeli Nailatikau doit être alors à Perth, en Australie, pour assister à une cérémonie dans le cadre du programme australien des *Pacific Patrol Boats* : pour améliorer les moyens de surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) des États insulaires du Pacifique, Canberra a lancé un programme de construction de vingt-deux petits patrouilleurs hauturiers. Le premier va être remis à la Papouasie-Nouvelle-Guinée ; ceux destinés aux *RFMF* doivent être prêts dans les mois à venir pour augmenter nettement les capacités de la marine fidjienne[570]. En outre, la fin de la semaine semble plus propice à la gestion des réactions de la population que les jours ouvrés. Mais, le mercredi, on apprend que le parlement ne siègera pas le 15 mai, pour cause d'inauguration d'une grande scierie, à laquelle le Premier ministre et son cabinet doivent assister.

Le jeudi 14 mai est donc retenu comme date d'une action qui doit transformer définitivement les Fidji ; or la date prévue pour déclencher l'opération *Kidicala* est une date de commémoration célèbre aux Fidji : c'est le 14 mai 1879 que le navire *Leonidas* a mouillé au large de Suva, pour livrer les premiers travailleurs indiens sous contrat nécessaires au fonctionnement des plantations de canne à sucre aux Fidji.

Le 13 mai, le lieutenant-colonel Rabuka prévient le capitaine Dugu que l'opération aura lieu le lendemain : ses hommes et lui doivent être prêts à passer à l'action

---

[570] Les coups d'État de Sitiveni Rabuka vont perturber la partie fidjienne du programme australien des patrouilleurs du Pacifique Voir Ian ANTHONY, *The naval arms trade*, 1990, p. 99. Suva ne recevra ses trois bâtiments, les *Republic of Fiji Ships Kula*, *Kikau* et *Kiro* qu'en 1994 et 1995.

dès que l'ordre final sera donné. Le *Chief Operations* fait en sorte que le colonel Sanday, le chef d'état-major, qui assure l'intérim du commandement des *RFMF* en l'absence du général Nailatikau, ne puisse pas s'opposer à la manœuvre prévue : il arrange un rendez-vous avec le Gouverneur Général pour un point de la situation, en particulier sur les bataillons engagés au Moyen-Orient, comme cela se fait régulièrement.

Ratu Mara est à Sigatoka, sur la côte Ouest de Viti Levu, à plusieurs heures de route de Suva : il préside une conférence de la *Pacific Democratic Union*, une organisation réunissant des partis politiques conservateurs créée cinq ans plus tôt pour « promouvoir la démocratie, la liberté individuelle et la libre entreprise dans le Pacifique par la coopération et l'échange d'idées entre ses membres[571] » et dans laquelle le Parti Républicain étatsunien joue un rôle central[572].

3. La conduite de l'opération

Au matin du 14 mai 1987, pour la première fois depuis des semaines, il pleut sur Suva. Le lieutenant-colonel Rabuka estime que ses prières ont été entendues : les putschistes pourront dissimuler leurs armes sous des imperméables[573]. Un peu avant 10 heures, Rabuka se rend au Parlement, pour la première fois de sa vie. Il ne porte ni arme, ni uniforme : il a choisi un *sulu* gris et une veste de costume assortie, et la cravate rouge et verte rayée aux couleurs du Régiment : « *rifle green and peony red* ». Il s'installe sur un des bancs destinés au public. C'est le leader de l'opposition, le nationaliste Taniela Veitata qui parle ; « *Big Dan* » prononce un discours tout à fait dans le ton de l'événement imminent, puisqu'il est question des chefs coutumiers, de leur rôle de « leaders », du casse-tête de Cakobau devenu masse cérémonielle du parlement et qui, pour cela, est placé devant lui. Il rappelle que cet objet cérémoniel à valeur hautement emblématique « n'est pas un morceau inerte de bois fidjien, mais un symbole animé qui influence la vie de tous les habitants des Fidji, chrétiens comme non-chrétiens ». Il clame que « *Fiji belongs to the Fijians* » lorsque dix heures sonnent à la grande horloge des *Government Buildings*. Avant le dixième coup, onze hommes armés surgissent dans la grande salle et se placent en ligne derrière le président de l'assemblée, face aux députés et au public, leurs pistolets tenus à

---

[571] Kamisese MARA, 1997, p. 194.

[572] Ron G. CROCOMBE, *The Pacific Islands and the USA*, 1995, p. 286.

[573] Le déroulement de l'opération a été raconté à de nombreuses reprises par de nombreux acteurs et témoins. On le retrouve en particulier dans Rabuka, No Other Way (1988, p. 67 à 71, dans lequel le capitaine Dugu est désigné comme « *Captain X* »), The Politics of Illusion (1988, p. 69 à 73, *Rabuka of Fiji* (2000, p. 89 à 92).

deux mains et pointés vers le plafond (chargés mais pas armés). Ils sont tous en civil et portent des masques à gaz, sauf le leader qui est cagoulé[574]. C'est le capitaine Dugu, qui annonce :

> *Sit down everybody, sit down. This is a military take-over. Ladies and gentlemen, we apologise for any convenience caused. You are requested to stay cool, stay down, and listen to what we are going to tell you.*

C'est la stupeur. La « surprise » est totale. Personne ne bouge. Rabuka se lève, il se dirige vers le président de l'assemblée, son oncle, et prend la parole : « S'il vous plaît, restez calmes, mesdames et messieurs, restez calmes. » Il demande au Premier ministre de conduire son groupe hors du Parlement. Le seul à résister un peu, à plusieurs reprises, est le Docteur Tupeni Baba. Pendant que les membres de la coalition gouvernementale quittent la salle, l'opposition est invitée à se rassembler dans la cafétéria.

La première phase de l'opération est terminée. Il est 10 heures et 4 minutes. Le lieutenant-colonel Rabuka et ses hommes ont renversé le gouvernement Bavadra et pris le pouvoir. Un public assez nombreux et des journalistes ont assisté à la scène : ils étaient venus pour entendre plusieurs nouveaux députés prononcer leur discours inaugural, ce *maiden speech* qui revêt une grande importance dans la vie parlementaire à la britannique[575].

Les membres du gouvernement sont emmenés en camion militaire à *Queen Elizabeth Barracks*. Ceux de l'opposition sont autorisés à quitter librement le Parlement après avoir indiqué le moyen de les joindre. Rabuka se rend alors dans les bâtiments du gouvernement, pour ordonner à Peter Thomson de faire diffuser un communiqué de presse afin que le public sache au plus vite que l'armée a pris le contrôle du gouvernement, afin d'éviter une aggravation des troubles et un bain de sang, que l'assentiment du Gouverneur Général va être immédiatement sollicité, qu'il est demandé à chacun de continuer à travailler normalement et que les Fidjiens, en particulier, ne profitent pas de la situation :

> *The Royal Military Forces have taken control of the Fiji government to prevent any further disturbance and bloodshed in the country. I am on my*

---

[574] Les masques à gaz sont prévus pour le cas où la police utiliserait des gaz lacrymogènes et dissimulent le visage. Isireli Dugu porte une cagoule pour pouvoir parler, son masque à gaz est accroché à sa ceinture. Leur port a contribué à étayer des allégations de participation de non-Fidjiens au coup d'État.

[575] Lors de ce « discours de jeune fille », un membre du parlement britannique qui s'exprime pour la première fois devant ses pairs n'a pas à craindre d'être contredit, hué ni interrompu (www.parliament.uk/site-information/glossary/maiden-speech/ consulté le 1er novembre 2010). Il s'agit d'une épreuve redoutée, suivie avec attention et qui est considérée comme l'occasion de juger de la valeur d'un nouvel élu Aux Fidji, terre de tradition politique britannique, donc « *there is a convention in the House that a maiden speech is heard without interjection or interruption and the Chair will normally address the attention of the House to the fact that a Member is making a maiden speech. In return for this courtesy, it is considered that the Member should not be unduly provocative*. » (www.parliament.gov.fj, consulté le 1er novembre 2010)

> *way to Government House to seek recognition. I ask that the public remain calm and continue with their daily work. In particular I ask that the Fijian community do not take advantage of the situation.*

Pendant ce temps, d'autres hommes du capitaine Dugu ont pris position sur les sites permettant de contrôler les télécommunications : l'office central des postes, *Fiji International Telecommunications Limited* et sa station satellite : à 10 heures, les communications internationales sont interrompues. Ils sont prêts, si cela s'avère nécessaire, à suspendre aussi les émissions des stations de radio, publiques et privée[576].

SECTION 2 : LES SUITES DE L'ACTION DE FORCE

Quelques dizaines de minutes après avoir fait embarquer les élus de la coalition dans des véhicules de transport de troupes à destination de *Queen Elizabeth Barracks*, le lieutenant-colonel demande audience à *Ratu* Penaia Ganilau.

1. La confusion politique

Le *bati* Sitiveni Ligamamada Rabuka vient remettre le pouvoir de gouverner les Fidji, dont il vient de s'emparer, à son supérieur coutumier, qui exerce en outre les fonctions les plus élevées aux Fidji, en particulier celle de commandant en chef des *Republic of Fiji Military Forces*. Mais c'est en Gouverneur Général que *Ratu* Penaia le reçoit[577], et il n'approuve pas l'action illégale qui vient d'être menée. Le Gouverneur Général, qui n'est pas un spécialiste de droit constitutionnel, ne pense pas pouvoir refuser le renversement du gouvernement Bavadra, mais il refuse de l'approuver.

---

[576] En 1987, il n'y a qu'une radio commerciale aux Fidji, *FM96*, et pas de télévision.

[577] Sur ce point, voir Deryck SCARR (1988, p. 74 et 2008, p. 329).

Sitiveni Rabuka est déçu et contrarié : non seulement son opération pourrait être contrée, mais encore il pourrait se trouver en grande difficulté : il a enfreint le serment d'allégeance de son entrée sous l'uniforme, ce qui relève de la haute trahison[578]. Il continue néanmoins à dérouler son plan, informe le colonel Sanday qu'il l'a démis de ses fonctions et donne une conférence de presse. Il veut faire savoir à la population des Fidji et au reste du monde que les otages sont bien traités, pourront bientôt voir leurs proches et seront libérés dès qu'un gouvernement provisoire sera en place. Il explique qu'il a pris le pouvoir pour :

- éviter le bain de sang qu'entraînerait l'intention du gouvernement de coalition d'utiliser la force militaire pour réprimer l'agitation politique orchestrée par le mouvement nationaliste appelant au renversement du gouvernement ;

- contrer la menace libyenne et russe qui pesait sur la sécurité nationale ;

- sauvegarder les intérêts des Fidjiens de souche menacés par un gouvernement de coalition qui utiliserait dans ce but les imperfections de la Constitution de 1990.

Malgré la tension du moment et la gravité de la situation, le nouvel homme fort des Fidji conduit cette première conférence de presse avec fermeté, clarté et humour. Il apparaît comme un leader charismatique, photogénique de surcroît[579].

Dans l'après-midi du 14 mai, le lieutenant-colonel Rabuka rétablit les communications téléphoniques internationales pour que son message puisse être relayé. Il prend les contacts nécessaires pour composer un gouvernement provisoire dans lequel l'Alliance domine, avec *Ratu* Mara comme ministre des affaires étrangères. Celui-ci se démarque de l'attitude du Gouverneur Général et accepte immédiatement le portefeuille[580], entérinant ainsi le coup d'État. Pour Rabuka, déstabilisé par la désapprobation de *Ratu* Penaia, ce soutien est un soulagement et un encouragement : l'aura de *Ratu* Mara est telle, aux Fidji, en Océanie et au-delà, que sa participation à elle seule crédibilise le régime en cours d'instauration. Aux yeux des Fidjiens, le fait que *Ratu* Mara rejoigne le gouvernement provisoire du lieutenant-colonel Rabuka donne à celui-ci une immédiate légitimité, celle de la puissance (*mana*) d'un très grand chef[581]. Pour se justifier, *Ratu* Mara

---

[578] En 1987, la peine de mort est théoriquement en vigueur aux Fidji. Elle n'a jamais été appliquée, mais reste constitutionnellement possible, comme dans l'ensemble du Commonwealth. Rabuka le sait et y pense (John SHARPHAM, 2000, p.120).

[579] Peter THOMSON, 2008, p. 32.

[580] Brij V. LAL, 1992, p. 275.

[581] Cette idée est avancée par le colonel Jim SANDAY. Il l'a reprise, entre autres, dans son article The Coups of 1987: A Personal Analysis publié dans la revue Pacific Viewpoint de l'université Victoria de Wellington (Vol. 30 N° 2, 1989).

déclare plus tard qu'il ne pouvait délaisser les affaires publiques dans cette période difficile et qu'il doit contribuer à stabiliser une situation confuse. Il se présente comme très grand chef responsable de son peuple, quelle que soit l'irrationalité de ses actions. Il ose une comparaison : sa maison est en feu avec sa famille à l'intérieur ; il doit tout tenter pour les sauver[582].

Dans le même temps *Ratu Sir* Penaia Ganilau a entendu les arguments et les conseils des hauts magistrats, conduits par le *Chief Justice*, *Sir* Timoci Uluiburetu Tuivaga, pour refuser officiellement d'entériner le coup d'État : en conséquence, il décrète l'état d'urgence. Il écrit et enregistre une déclaration qui est radiodiffusée avant la fin de la journée du 14 mai par *FM96* (mais pas par la *Radio Fiji* gouvernementale) et publiée en une du *Fiji Sun* du vendredi 15 : il refuse la « capture illégale » des membres de son gouvernement et, « en l'absence temporaire » des ministres de la Couronne, il assume le pouvoir que la Constitution confère à sa Majesté la Reine. La Constitution restant la loi suprême des Fidji, les responsables légalement investis doivent être maintenus. En tant que Commandant-en-Chef des *RFMF*, le Gouverneur Général ordonne aux militaires, aux policiers et aux fonctionnaires de reprendre leurs missions dans le cadre légal, conformément au serment qu'ils ont prononcé et au devoir d'obéissance qui s'impose à eux :

> *As commander-in-chief in Fiji, I now call upon all officers and men of the Royal Fiji Military Forces, the Royal Fiji Military Police and members of the public service to return to their lawful allegiance in accordance with their oath of office and their duty of obedience without delay*[583].

Le 15 mai, le *Fiji Times* titre « *Coup. Army Seizes Power*[584] ». Dans la même veine, le *Fiji Sun* choisit « *Army Takes Over* », ajoute « *Ratu Penaia Saddened by Coup* » et déplore dans son éditorial que l'armée fidjienne, en une seule opération, l'armée fidjienne ait « terni sa réputation, ses membres ayant individuellement rompu leur serment d'allégeance à la souveraine, et s'étant collectivement rabaissés au niveau des guérilleros d'une République bananière[585] ». Ce journal demande :

> *What right has a third-ranking officer to attack the sacred institutions of Parliament? … to presume he knows how best this country shall be governed for the good of all? The answer is: None. But… was he*

---

[582] Cité par Peter THOMSON, 2008, p. 41.

[583] *Ibid*. p. 27.

[584] Voir l'annexe 22 : *Fiji Times* du 15 mai 1987.

[585] Cité par Peter THOMSON, 2008, p. 40.

> *encouraged by others to act? And if so, who were they? Did others stand by and lend silent approval to these unlawful actions?*[586]

Rabuka interdit aux journaux de continuer à paraître et place les radios sous contrôle. La situation est confuse : le Gouverneur Général maintient qu'il exerce légalement le pouvoir, tandis que le lieutenant-colonel Rabuka affirme contrôler le pays et le diriger avec le gouvernement qu'il a désigné. Ce vendredi 15 mai, il réunit le conseil des ministres[587] et donne une nouvelle conférence de presse en tant que *Chairman of the Council of Ministers*.

Le samedi 16 mai, *Ratu Sir* Penaia Ganilau s'éloigne de Suva : il va à Taveuni pour les obsèques de sa tante, la noble *Adi* Makitalena de Naselesele. Là, il reçoit l'accueil dû au chef de la confédération de Tovata et il y rencontre beaucoup de personnes, dont il comprend qu'elles approuvent le renversement du gouvernement Bavadra par un homme de la confédération.

A son retour à Suva, dimanche 17 mai, *Ratu* Penaia investit Sitiveni Rabuka comme président d'un conseil des ministres et annonce qu'il nommera les membres de ce conseil le mardi suivant. Mais le *Chief Justice*, peu après, propose au Gouverneur Général un processus de sortie de crise qui suppose que ce soit lui, et non pas l'auteur du coup d'État, qui forme un gouvernement provisoire. Il lui suggère d'annoncer qu'il exercera son droit de grâce envers tous ceux qui ont participé au renversement du gouvernement[588] Bavadra, en toute illégalité.

Lundi 18 mai, conformément à ce plan, *Ratu* Penaia Ganilau annonce, par un communiqué radiodiffusé, qu'il ne peut pas, constitutionnellement, reconnaître le conseil des ministres du lieutenant-colonel Rabuka : il va appeler les électeurs aux urnes, dès que possible pour qu'ils élisent de nouveaux députés. En attendant, il va exercer le pouvoir exécutif avec un « *Council of Advisers* » qu'il va rapidement composer[589]. Il demande à Sitiveni Rabuka de libérer les otages et de renoncer à son action, mais celui-ci abat alors judicieusement une carte maîtresse[590] : ses partisans appellent les membres du Grand Conseil des Chefs à se réunir.

---

[586] Cité par Victor LAL, 1990, p199.

[587] Sitiveni Rabuka ne sait pas trop comment se comporter, mais le personnel du bureau du Premier ministre l'accueille comme le chef du gouvernement, tous les « ministres » se lèvent à son entrée dans la salle et *Ratu* Mara propose d'ouvrir la séance par une prière, « comme d'habitude » (John SHARPHAM, 2000, p. 115).

[588] Brij V. LAL, 1992, p. 276.

[589] Peter THOMSON, 2008, p. 46.

[590] Brij V. LAL, 1992, p. 277 : « *Rabuka and his unsworn interim cabinet played their trump card* ».

Mardi 19 mai, jour de la libération des otages, le Grand Conseil des Chefs se réunit dans le *Civic Center* de Suva : il est présidé par le ministre des Affaires fidjiennes du gouvernement Mara, comme si les élections d'avril n'avaient pas eu lieu. Le Gouverneur Général est invité à présider son ouverture officielle. Le discours de *Ratu* Penaia déçoit car les grands chefs, dans leur ensemble, approuvent le renversement du gouvernement Bavadra.

Le lendemain, *Ratu* Penaia retourne devant le Grand Conseil et s'exprime différemment : il dit aux Chefs ce qu'ils veulent entendre… Un accord est alors trouvé : les militaires vont rentrer dans leur caserne et le conseil des ministres constitué par Sitiveni Rabuka ne sera pas installé, mais le « conseil de conseilleurs » du Gouverneur Général comprendra des personnalités désignées par le Grand Conseil, dont *Ratu* Mara et Sitiveni Rabuka. Ces dix-neuf représentants (quinze Fidjiens, trois Indiens, un Européen) gouverneront le pays jusqu'à ce que des élections soient organisées, dans un cadre constitutionnel amendé de manière à assurer la prééminence des Fidjiens. Le lieutenant-colonel sort en vainqueur sur le balcon du *Civic Center* et crie à la foule qui l'acclame : nous avons gagné, *sa noda na qaqa !*

Le 24 mai, ce gouvernement provisoire est installé et sa composition rendue publique avec indication d'un rang protocolaire. Sitiveni Rabuka est le plus haut placé, avec le « portefeuille » de l'intérieur. Timoci Bavadra n'est que quatorzième sur dix-neuf, chargé de la santé et des affaires sociales[591]. Il refuse de siéger dans ce « *Council of Advisers* », tout comme Harish Sharma, vice-Premier ministre dans le gouvernement de la Coalition récemment renversé.

2. Les réactions des militaires

Lorsque l'opération *Kidicala* a lieu, le *Commander RFMF* est à Perth. Il s'exprime immédiatement sur le coup d'État : le *Fiji Times* du 15 mai est en mesure de faire figurer en première page quelques lignes de « dernière minute » dans lesquelles Ratu Epeli écarte la possibilité d'une intervention militaire australienne et en appelle à une normalisation rapide : en ce qui le concerne, il est toujours le commandant des forces.

> *LATE NEWS The head of the Royal Fiji Military forces, Brigadier-General Ratu Epeli Nailatikau, said last night he did not wish to see Australian*

[591] Selon le *New York Times* du 26 mai 1987.

> *military intervention in the Fiji coup. He opposed the action by some members of his forces but believed there was still discipline and that it was 'just a matter of talking to the people concerned'. 'As far as I am concerned I am still the commander'*[592].

Les autorités militaires et politiques australiennes le font immédiatement acheminer vers Canberra à bord d'un aéronef de la *Royal Australian Air Force* pour qu'il s'entretienne avec le Premier ministre Hawke et le ministre de la défense Beazley[593]. Il est brièvement envisagé d'intervenir militairement et de rapatrier les deux bataillons fidjiens servant au Moyen Orient pour contrer Rabuka et ses partisans. Très vite, cette option est écartée : *Ratu* Epeli la considère comme risquée et inefficace. Une conversation téléphonique avec *Ratu* Penaia Ganilau le conforte dans cette idée : à l'évidence, le coup d'État est largement approuvé par les Fidjiens de souche mélanésienne, tout particulièrement les militaires[594]. En outre, l'organisation logistique d'une action venant en représailles du coup d'État s'avère trop lourde et trop complexe. Dans tous les cas, le retour de troupes supposées être « loyalistes » risquerait de compliquer encore une situation déjà confuse et dangereuse[595].

Le gouvernement australien de Bob Hawke discute néanmoins cette option pendant quelques jours, malgré la réticence de l'état-major de l'*Australian Defence Force*, avant de choisir de mobiliser l'opinion publique plutôt que les militaires[596], en condamnant fermement le coup d'État. Il prône une forte pression internationale en faveur d'un retour rapide à la démocratie en refusant la reconnaissance diplomatique du changement de pouvoir[597]. Ceci n'empêche évidemment pas l'Australie de se préparer à évacuer, si cela devenait nécessaire, les milliers de ressortissants australiens alors présents aux Fidji[598].

Aux Fidji, les militaires sont très majoritairement en faveur de l'action du lieutenant-colonel Rabuka. Le 14 mai, le colonel Jim Sanday, le chef d'état-major assurant l'intérim du commandement des *RFMF* en l'absence du général Nailatikau, a été mis à

---

[592] *Fiji Times* du 15 mai 1987.

[593] Robert T. ROBERTSON et Akosita TAMANISAU, *Fiji: Shattered Coups*, 1988, p. 53.

[594] Deryck SCARR, 1988, p. 78.

[595] Bob BREEN, *Struggling for Reliance*, 2008, p. 32.

[596] Voir l'article "Hawke mobilises opinion instead of the military", dans *The Australian* du 18 mai 1987.

[597] Voir l'article "Why Canberra accepts Rabuka's regime as a fact of life", dans le *Sydney Morning Herald* du 19 mai 1987.

[598] Ils sont entre 4000 et 5000. Une opération d'évacuation de ressortissants est planifiée, sous le nom de code « *Operation Morris Dance* » (une danse folklorique britannique). Elle est décrite en détails par Bob BREEN, 2008, p. 23-52.

l'écart par son subalterne sans que cela ne suscite véritablement de réprobation[599]. En tant que « *part-European* » et malgré ses antécédents familiaux et ses états de services, il est mis à l'écart par les officiers nationalistes et traditionnalistes de l'entourage du lieutenant-colonel Rabuka, qui voient aussi en lui un proche du général Nailatikau et un partisan des idées défendues par le *Labour Party* de Timoci Bavadra[600]. Dans l'après-midi, conformément à ce qui a été prévu par le lieutenant-colonel Rabuka, la radio diffuse un appel à la mobilisation des réservistes. Avant le crépuscule, plusieurs centaines d'hommes se présentent à la caserne *Queen Elizabeth*. Ils continuent à affluer les jours suivants, si nombreux qu'on les renvoie chez eux, faute d'uniformes pour les équiper et de place pour les accueillir. En quelques jours, les *RFMF* passent de 2000 à 5000 hommes en situation d'activité[601]. Leur nombre est représentatif du soutien populaire à l'action de Rabuka, ce qu'indique aussi le grand nombre des personnes qui se présentent à la caserne pour apporter de la nourriture et des cadeaux au « Colonel » et à ses hommes.

3. Les actions du gouvernement renversé

Le mardi soir 19 mai, le Docteur Bavadra et ses ministres sont libérés. Immédiatement après sa libération Timoci Bavadra clame qu'il est le Premier ministre légitime et qu'il doit être restauré dans ses fonctions. Il remercie le Gouverneur Général d'avoir refusé d'entériner le renversement de son gouvernement et réalise avec déception qu'il n'est question pour personne de rétablir la situation antérieure. Il refuse de participer au *Council of Advisers* de *Ratu Sir* Penaia Ganilau. Pendant près de trois semaines, il tente d'obtenir d'être rétabli dans ses fonctions, il cherche à mobiliser le plus grand nombre de citoyens et de responsables en sa faveur, il sollicite la communauté internationale avec des résultats mitigés.

Une semaine après le coup d'État, le Groupe mélanésien du Fer de lance, réuni à Rabaul, se prononce contre une intervention visà-vis des Fidji fomenté de l'extérieur ; il n'est pas question pour les chefs de gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et du Vanuatu de cautionner des atteintes à la souveraineté des Fidji ; la crise en cours relève strictement des affaires intérieures fidjiennes :

---

[599] Rapidement, Jim Sanday a quitté les Fidji pour l'Australie, où il est devenu universitaire. Il a écrit plusieurs études sur les militaires fidjiens. Une trentaine d'années plus tard, le Général Rabuka s'est réconcilié avec lui. Communications personnelles du Général Rabuka et du Colonel Sanday.

[600] Deryck SCARR, 1988, p. 68.

[601] Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 77.

> *We will not hesitate to take appropriate diplomatic action do deal with external threats to Fiji's sovereignty from wherever they might come. Fiji's future, including any change to the Fiji constitution, should be determined by the people and leaders of Fiji*[602].

Fin mai, lors du sommet annuel du Forum du Pacifique Sud, qui se tient cette année-là à Apia, les représentants de la Coalition rencontrent la même hostilité. Krishna Datt, Joeli Kalou et Tupeni Baba tentent en vain de convaincre les chefs d'État et de Gouvernement océaniens de soutenir le rétablissement du gouvernement Bavadra, en vertu des grands principes de constitutionnalité de l'État de droit.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, où la Coalition a envoyé des émissaires, le soutien est franc. D'importantes communautés d'Indo-Fidjiens expatriés se mobilisent contre le coup d'État. Les syndicats décident de boycotter les échanges de marchandises avec les Fidji en refusant de charger ou décharger les cargaisons en provenance ou à destination des Fidji.

Le 29 mai, le Docteur Bavadra commence une action en justice en vue d'un rétablissement de son gouvernement : il dépose un recours contre la dissolution du parlement et la mise en place d'un gouvernement provisoire auprès de la Cour suprême des Fidji. Cette démarche déclenche évidemment la fureur des nationalistes. Aussi, Timoci Bavadra part-il le 7 juin pour Londres, accompagné d'une petite délégation. Il met la Reine et son gouvernement devant le fait accompli, annonçant son arrivée par un bref message expédié sur le trajet vers la Grande-Bretagne, pendant une escale en Australie. Elizabeth II, en tant que souveraine des Fidji et chef du *Commonwealth*, a adopté une attitude mesurée à l'égard des événements fidjiens, manifestant bien le caractère ténu que l'indépendance fidjienne a donné aux relations entre Londres et Suva : il n'est plus question que Londres soit responsable en quoi que ce soit de ce qui se passe dans son ex-colonie. La Reine a adressé des messages au Gouverneur Général, affirmant son soutien et son « admiration », mais le gouvernement britannique refuse une implication directe dans la gestion de la crise. Timoci Bavadra n'est donc pas reçu par la souveraine. Il ne s'entretient qu'avec le Secrétaire général du Commonwealth, l'Indien *Sir* Shridhat Ramphal, et le secrétaire particulier d'Elizabeth II, dont il n'obtient aucun soutien véritable : *Sir* William Heseltine est en contact quotidien avec *Ratu Sir* Penaia Ganilau. *Sir* Shridhat et *Sir* William exhortent Timoci Bavadra à rentrer au plus vite aux Fidji et de soutenir le Gouverneur Général dans ses efforts pour trouver une solution à la crise. Elizabeth II, écrit son secrétaire particulier, a le sentiment qu'elle n'a pas d'autre choix que de soutenir l'action de *Ratu Sir* Penaia et que, ce faisant, elle agit dans l'intérêt à long terme de toute la population des Fidji :

---

[602] Extrait d'un article du *Fiji Times* du 22 mai 1987, cité par Brij V. LAL, 1992, p. 283.

> *Her Majesty feels that in lending her support to the Governor General in the actions which he has taken so far, not only is she following the only course open to her, but also taking the course which is best calculated to serve the long term interests of Fiji and all its people*[603].

De Londres, le Docteur Bavadra part pour Washington. C'est en vain que le gouverneur Général Ganilau lui a demandé de rentrer à Suva pour participer à une tentative de réconciliation nationale. Aux États-Unis, la délégation de la *Coalition* est accueillie par James Anthony, un ex-leader syndicaliste, citoyen des Fidji au sang mélangé[604]. C'est avec lui, le 18 juin, à Washington, que sont lancées devant la presse les allégations selon lesquelles l'administration Reagan a initié le coup d'État pour empêcher son gouvernement d'interdire aux navires militaires des États-Unis l'accès aux ports fidjiens. Parmi les arguments avancés figure le fait que Vernon A. Walters, le représentant étatsunien aux Nations Unies, était en visite à Suva fin avril[605]. Les États-Unis démentent ces allégations et confortent la position qu'ils ont adoptée dès le début : le jour-même du coup, Washington a annoncé un réexamen du programme d'aide au développement en faveur des Fidji. Le *New York Times* du 15 mai s'en est fait l'écho :

> *The State Department will review the $1.4 million United States aid program to Fiji as a result of the crisis there, an official said today. The department is examining the implications of a section of the law financing foreign aid programs this year that calls for cutting off money in the event of a coup, the official said.*[606]

Pendant que Timoci Bavadra est aux États-Unis, l'ex-leader du *National Federation Party* et ministre de la justice du gouvernement Bavadra, Jai Ram Reddy, se rend à New Delhi où il rencontre le Premier ministre Rajiv Gandhi, qui lui apporte un soutien formel et l'assure que l'Inde fera entendre la voix des démocrates des Fidji, et en particulier des Indo-fidjiens sur la scène internationale (ce qui sera fait[607]).

La tournée à l'étranger des leaders de la *Coalition* se termine dans la déception, comme elle a commencé. Les déclarations outrancières sur l'implication de la *CIA* ont

---

[603] Cité par Peter THOMSON, 2008, p. 100.

[604] Les ascendants de James Anthony sont des Indiens chrétiens, des Irlandais, des Polynésiens. En 1959, lorsqu'il était à la tête du syndicat des employés de commerce (*Wholesale and Retail General Workers' Unio*n), il a été l'un des meneurs de la grande grève sur les conditions de travail et les salaires, avant de suivre une formation universitaire à Hawaii, où son mémoire de maîtrise a été consacré à la guérilla (voir Brij V. LAL, 2006, p ; 320).

[605] *New York Times* du 19 juin 1987.

[606] *New York Times* du 15 mai 1987. www.nytimes.com/1987/05/15/world/fiji-colonel-names-government-but-control-of-islands-is-in-doubt.html consulté le 1er novembre 2010.

[607]Brij V. LAL, 1992, p. 284.

décrédibilisé le mouvement et lui ont aliéné certains soutiens. A Canberra, le Premier ministre Hawke trouve une excuse pour ne pas rencontrer Bavadra qui fait escale en Australie sur le chemin du retour aux Fidji. Le 26 juin, le Premier ministre renversé est invité à la *Government House* par *Ratu Sir* Penaia Ganilau. Le Gouverneur Général espère beaucoup de cette entrevue destinée à amener le Docteur Bavadra à négocier un compromis. Mais, à son arrivée à la résidence, les militaires chargés d'assurer la sécurité des lieux et de leurs habitants lui font subir une fouille humiliante[608] et la discussion n'est guère productive. Il faudra des semaines pour que le dialogue s'instaure de manière constructive entre *Ratu* Penaia, *Ratu* Mara et Timoci Bavadra.

SECTION 3 : LE COUP DU 25 SEPTEMBRE 1987

Le *Council of Advisers* de *Ratu Sir* Penaia Ganilau gère les affaires du pays pendant quatre mois. La situation est très difficile, l'économie et les finances publiques se détériorent : les sanctions économiques imposées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande (et surtout leurs syndicats) sont pénalisantes ; les touristes sont peu nombreux, la saison sucrière commence mal, les Indo-Fidjiens émigrent par milliers vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada, surtout les plus aisés. Le Gouverneur Général déploie beaucoup d'efforts pour obtenir la levée des sanctions, effective en juillet. Il s'efforce de rassurer les cultivateurs et les coupeurs de canne et les convaincre de procéder à la récolte annuelle, dont les résultats seront très inférieurs à ceux des années précédentes. Il mobilise des spécialistes pour promouvoir le tourisme, encouragé, à partir de juin, par l'allègement des mesures d'urgence et la dévaluation du dollar fidjien.

En juillet, le Gouverneur Général promeut Sitiveni Rabuka au grade de colonel et le nomme commandant des *RFMF*[609]. Malgré la situation économique, il lance un programme de triplement des effectifs et d'acquisition de matériel et d'armement. Il envoie des officiers en Indonésie, en Malaisie, en Corée du Sud et à Taïwan pour choisir les

[608] Peter THOMSON, 2008, p. 152.

[609] John SHARPHAM, 2000, p. 127.

fournisseurs. Deux patrouilleurs sont achetés à une société étatsunienne. Rabuka annonce que tous ces hommes et ce matériel permettront d'assurer l'ordre et le calme[610].

1. Le projet de gouvernement d'unité nationale et l'accord de Deuba

L'impasse constitutionnelle continue : depuis que les mesures d'urgence ont été assouplies, des réunions politiques sont organisées. La coalition appelle toujours à la restauration du gouvernement Bavadra et au maintien en l'état de la Constitution de 1970. Le mouvement *Taukei* mobilise les nationalistes en faveur d'une révision radicale de la Constitution afin que les Fidji ne puissent être gouvernées que par de « vrais » Fidjiens.

Le Gouverneur Général installe un « Comité de révision de la Constitution » composé de 16 membres nommés en nombre égal par lui-même, le Grand conseil des Chefs, l'Alliance et la Coalition. Ce *Constitution Review Committee* doit consulter largement les citoyens et présenter des propositions sur « la manière et les moyens de renforcer les droits politiques des Fidjiens autochtones[611] ». Sur la base de ces recommandations, un Conseil de réconciliation nationale devra rechercher un consensus permettant d'inscrire dans la Constitution les changements proposés après un vote de la chambre des représentants, composée telle qu'elle l'était avant le coup d'État du 14 mai. Une fois la Constitution amendée, de nouvelles élections seront organisées.

Le lieutenant-colonel Rabuka approuve ce plan de sortie de crise : « *I have seen the plans and I believe they can achieve the objectives I set out to achieve*[612] ». Mais la Coalition, fidèle à la ligne de conduit qu'elle suit depuis le 14 mai, le refuse : il est évident, du fait de la composition du comité de révision, que ses recommandations iront dans le sens des nationalistes. La seule concession possible serait une proposition de révision de la Constitution par une Commission royale composée de juristes éminents étrangers[613]. Le Gouverneur Général modifie les termes de référence du Comité, ajoutant que ses recommandations en faveur des « droits politiques des Fidjiens autochtones » devront « tenir compte des intérêts du reste de la population ». La Coalition, encouragée par de nombreuses interventions locales et internationales, accepte alors de participer au *Constitution review committee.* Elle compte saisir l'occasion pour faire connaître au plus

---

[610] David ROBBIE, *Blood on their banner: Nationalist Struggles in the South Pacific*, 1989, p. 238.

[611] Cité par Brij V. LAL, 1992, p. 285.

[612] *Fiji Times* du 13 juin 1987.

[613] *Fiji Times* du 4 juillet 1987.

grand nombre de citoyens le contenu exact et l'esprit de la Constitution de 1970, qui protège fortement les intérêts des Mélanésiens, et démonter les arguments du mouvement *Taukei*[614]. Cette décision contribue à faire baisser la tension dans le pays et la coupe de la canne à sucre est effectuée sans restriction, ce qui est un indicateur significatif de la situation sociale et politique.

Le Comité de révision de la Constitution commence ses consultations à la mi-juillet. Il est présidé par un dix-septième membre (qui n'a pas de droit de vote dans ses décisions), *Sir* John Falvey, ex-sénateur, spécialiste de droit constitutionnel ayant participé à la rédaction de la Constitution de 1970 et ministre de la justice dans les gouvernements de *Ratu* Mara. Le Comité reçoit des centaines de contributions, qui, dans leur très grande majorité, correspondent au clivage ethnique : les Indo-Fidjiens souhaitent le *statu quo* constitutionnel, tandis que les Fidjiens mélanésiens demandent une évolution protégeant leurs intérêts. Parmi ceux-ci, certains évoquent pour justifier leur point de vue le fait que les Indo-Fidjiens n'ont pas combattu avec les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, et sont restés auprès de leurs familles, augmentant leur situation matérielle et le nombre de leurs enfants[615]. Les Mélanésiens progressistes sont minoritaires qui, comme le Docteur Bavadra, considèrent que le mouvement Taukei ne défend pas les intérêts de tous les Fidjiens autochtones mais seulement ceux d'une élite qui profite d'un système féodal. Le Grand Conseil des Chefs présente un projet de constitution qui assure un pouvoir politique presque total des Fidjiens.

Le consensus que le Gouverneur Général appelle de ses vœux pour créer un nouveau régime et réconcilier la nation est irréaliste. Le 17 août, le Comité rend son rapport, que le quotidien *Fiji Sun* décrit comme le « document de l'espoir et de la crainte ». Ses conclusions sont beaucoup plus mesurées que la composition nationaliste du comité pouvait le laisser penser. Ni la République, ni la religion d'État ne sont préconisées, mais, comme on pouvait s'y attendre, le rapport recommande qu'une nouvelle constitution impose au gouvernement et au parlement de protéger et améliorer les conditions de vie des Fidjiens mélanésiens et des Rotumans : « *safeguard and advance the welfare of the two indigenous communities, and in particular their social, educational and economic well-being*[616] ». Le 30 août, le Gouverneur Général s'adresse à la nation sur le sujet, présentant les conclusions du comité comme compatibles avec sa mission de représentant de la Reine qui lui impose de veiller sur toutes les composantes de la population. La première phase de son plan de normalisation de la situation est terminée. Il annonce pour le 4 septembre la réunion de préparation du Conseil de réconciliation nationale. Cette réconciliation semble improbable, le Docteur Bavadra continue à se proclamer Premier ministre et la Coalition à

---

[614] Brij V. LAL, 1992, p. 285.

[615] Deryck SCARR, 1988, p. 117.

[616] *Report of the Constitution Review Committee*, p. 56.

appeler au rétablissement de la situation antérieure au coup d'État. Le mouvement *Taukei* refuse les compromissions locales et internationales : les Fidjiens devraient exercer pleinement leur souveraineté et ne pas se préoccuper de la Reine ni du Commonwealth. Mais *Ratu* Mara, qui a surmonté l'amertume de sa défaite électorale, s'engage totalement dans la recherche d'une solution. Il rencontre secrètement Timoci Bavadra, en tête-à-tête, et se montre ouvert et conciliant, bien différent du *Turaga* hautain que le jeune médecin fréquentait à Lakeba, vingt ans plus tôt[617].

Les entretiens, auxquels se sont associés *Ratu* Penaia et un gouvernement d'unité nationale, se succèdent : ils se concrétisent le 4 septembre, par des déclarations publiques convergentes de *Ratu* Mara et de Timoci Bavadra. Le mouvement *Taukei* s'en inquiète ostensiblement, allant jusqu'à creuser un four traditionnel dans la pelouse des bâtiments du gouvernement, aux pieds de la statue de *Ratu* Sukuna, menaçant de faire cuire leurs adversaires dans ce *lovo* : « *We want to show the judges and Dr Bavadra that this* lovo *is going to be the ultimate end*[618] ». Des « guerriers » [619] armés de casse-tête s'agitent autour du four, poursuivent et frappent Richard Naidu, le porte-parole de la Coalition, qui s'est imprudemment approché[620]. En retour, Timoci Bavadra et ses proches s'écartent de la table des négociations, mais le Gouverneur Général poursuit son action en vue d'une réconciliation nationale. Le mouvement *Taukei* intensifie des opérations d'intimidation : mi-septembre, à plusieurs reprises, des incendies sont allumés dans le centre de Suva, visant évidemment des commerces indiens. Sitiveni Rabuka, concentré sur son rôle de chargé des affaires intérieures et de commandant des forces armées, s'inquiète de la dégradation de la situation sécuritaire : « *Perhaps I'd better have another look at the situation*[621] ». Les négociations entre *Ratu* Mara et Timoci Bavadra reprennent, discrètement. Les deux hommes se rencontrent dans des hôtels de la côte touristique de Viti Levu. Le 21 septembre, alors que la tension monte entre partisans des deux camps et que les incidents se multiplient à Suva, *Ratu Sir* Penaia Ganilau exhorte Timoci Bavadra et *Ratu* Mara à s'entendre pour former sans plus tarder un gouvernement provisoire. Les entretiens ont lieu à Deuba, dans l'hôtel *Beachcomber*, où un accord est enfin trouvé le 23 septembre, et logiquement intitulé « *Deuba Accord* ». La presse est invitée à assister à une petite cérémonie au cours de laquelle *Ratu* Mara et Timoci Bavadra coupent un gâteau et lèvent leur verre au succès de leur pacte[622]. Aux termes de cet accord de Deuba, le

---

[617] Deryck SCARR, 1988, p. 124.

[618] *Fiji Times* du 5 septembre 1987.

[619] Il s'agit d'artistes du groupe « *Rootstrata* », qui promeuvent la « tradition » et que le mouvement *Taukei* emploie pour attirer le public. Voir Deryck SCARR, 1988, p. 109 et 125, ou Robert T. ROBERTSON et Akosita TAMANISAU, 1988, p. 53.

[620] Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 102.

[621] *Fiji Times* du 14 septembre 1987.

[622] Les photos des protagonistes souriants et du gâteau sont dans le *Fiji Times* et le *Fiji Sun* du jeudi 24 septembre.

Gouverneur Général présidera un Conseil d'État composé à égalité de représentants de la Coalition et de l'Alliance. Ce *Council of State* devra gouverner le pays, le ramener dès que possible et faire des propositions pour une évolution constitutionnelle qui tienne compte des aspirations des Fidjiens mélanésiens tout en allant dans le sens d'une société multiraciale : « *Provide for a framework for a multi-racial society in which the rights and interests of all the communities are safeguarded, thereby laying a foundation for just and harmonious relations between all communities*[623] ».

Le jeudi 24 septembre, les quotidiens fidjiens font leur une avec l'accord de Deuba. Les nationalistes du mouvement Taukei protestent, voyant dans ce compromis une solution britannique à un problème fidjien et jurant de reprendre le contrôle, selon les termes de *Ratu* Meli Vesikula[624]. Le colonel Rabuka est montré par le *Fiji Times* enlevant ses affaires du bureau qu'il occupait depuis quatre mois au ministère de l'Intérieur pour n'être plus que le commandant de l'armée : « *I believe I am still Commander of the RFMF until I am informed otherwise* ». Mais comme il ajoute qu'il est toujours engagé par la promesse qu'il a faite au peuple fidjien au moment du coup d'État du 14 mai : « *I am also bound by a promise which I made to the Fijian people at the time of the May 14 coup* », on s'attend à ce qu'il intervienne pour empêcher la mise en œuvre de l'accord de Deuba.

2. « Rabuka II[625] : le retour »

Le matin du 25 septembre, réunissant ses officiers à *Queen Elizabeth Barracks* à l'occasion du retour d'un contingent qui revient du désert du Sinaï, le colonel Rabuka obtient leur accord unanime : il faut reprendre l'action. Les méthodes sont rodées. En milieu d'après-midi, les unités désignées prennent position sur les points clefs. Le contrôle des infrastructures sensible et des moyens de communication est encore plus étroit qu'en mai. Les deux quotidiens sont fermés, les deux radios autorisées à émettre sous surveillance militaire, devenant la voix des militaires. Un couvre-feu est imposé toutes les nuits de 20 heures à 5 heures, les départs à l'étranger des citoyens des Fidji interdits.

---

623 Eléments publiés par sur les pages historiques du site Internet du *Fiji Labour Party* : www.flp.org.fj/history.htm consulté le 13 novembre 2010.

624 Cités par Deryck SCARR, 1988, p. 135. *Ratu* Meli est un grand chef de Verata ; il a passé 23 ans sous l'uniforme britannique, est marié avec une Irlandaise et veut commencer une carrière de fonctionnaire provincial. Il va prendre une part active à l'histoire des Fidji des 20 ans qui suivent.

625 Rabuka, prononcé « Rambuka », est inévitablement devenu « Rambo » pour certains. Voir évidemment Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 117, mais aussi, par exemple, Douglas KEAY, *Elizabeth II: Portrait of a Monarch*, 1991, p. 193.

Comme le 14 mai, Sitiveni Rabuka se rend à la *Government House* pour prévenir le Gouverneur général qu'il a pris le contrôle du pays pour la seconde fois. Il informe *Ratu Sir* Penaia Ganilau qu'il n'est plus Gouverneur général et n'a plus aucun pouvoir exécutif : la Constitution de 1970 est abrogée et il assure lui-même le pouvoir exécutif.

En quelques jours, Sitiveni Rabuka réduit la contestation : environ deux cents personnes, élus et militants de la Coalition, journalistes, universitaires, hauts-fonctionnaires, magistrats sont arrêtés. Ils sont détenus pour quelques heures ou quelques jours dans des conditions souvent pénibles. Timoci Bavadra et quelques-uns de ses proches sont les derniers à être libérés.

Le 29 septembre, après ce deuxième coup d'État, Rabuka donne sa première conférence de presse. Il annonce à la population que le pays est devenu *de facto* une République, mais qu'il tient à lui conserver un lien étroit avec le Commonwealth et la Couronne britannique. *Ratu Sir* Penaia Ganilau est respectueusement invité à prendre la tête du nouveau régime. Le 1er octobre, la Constitution est formellement abrogée. Rabuka déclare que les Fidji, qui ont été cédées en 1874 à la Grande-Bretagne par les Grands Chefs, ne leur ont pas été rendues en 1970 et qu'ils veulent reprendre leur souveraineté :

> *Fiji was ceded to Great Britain by the Tui Viti, the Vunivalu of Bau, and other chiefs of Fiji, and at independence the sovereignty of the country was never returned to the Fijian chiefs. Now, they want it back*[626].

Le 5 octobre, une rencontre est organisée avec *Ratu* Penaia Ganilau, *Ratu* Mara et Timoci Bavadra, au cours de laquelle Sitiveni Rabuka propose qu'une décision commune soit prise pour adopter une nouvelle Constitution, conformément aux propositions qu'a faites le Grand Conseil des Chefs au comité de révision et pour garantir aux militaires une participation à la gestion des affaires politiques. La Coalition refuse ces exigences[627].

---

[626] Cité par Deryck SCARR, 1988, p. 132-133.

[627] Brij V. LAL, 1992, p. 293.

3. L'instauration de la République et le gouvernement militaire

Dans la soirée du 6 octobre (*Yom Kippour*[628]), Sitiveni Rabuka enregistre une allocution radiodiffusée pour annoncer à la population que les Fidji sont désormais une République et qu'il a désigné un conseil des ministres pour l'aider à gouverner le pays : lui-même est chargé des affaires intérieures et de la fonction publique. Ses ministres sont surtout des nationalistes très engagés dans le mouvement *Taukei* :

- Filipe Bole, ministre des affaires étrangères et de l'aviation civile,

- Josua Cavalevu, ministre des finances,

- Sakeasi Butadroka, ministre des terres et des ressources minérales (a été le fondateur du Fijian Nationalist Party[629]),

- Livai Nasilivata, ministre du logement et de l'urbanisation,

- Apenisa Kurisaqila, ministre de la santé,

- Irene Jai Narayan, ministre des affaires indiennes (elle est hindoue et a été vice-présidente du National Federation Party),

- Taniela Veitata, ministre de l'emploi et des relations avec les syndicats,

- *Adi* Litia Cakobau est ministre de la culture et des femmes,

- Filimone Ralogaivau, ministre de l'éducation (il était le ministre des affaires fidjiennes dans le gouvernement Bavadra),

- Meli Vesikula (un ancien officier de l'armée britannique, porte-parole du mouvement Taukei[630]) est ministre des affaires fidjiennes,

- Josaia Tavaiqia, ministre des forêts,

- Viliame Gonelevu, ministre des industries primaires,

---

[628] Sitiveni Rabuka a déclaré ensuite avoir pensé la date appropriée, puis que le Grand Pardon des Juifs est l'occasion de prendre un nouveau départ (Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 114).

[629] Ancien ministre de *Ratu* Mara, Sakeasi Butadroka a été exclu de l'*Alliance* en 1973 et a fondé, l'année suivante, le *Fijian Nationalist Party* qui a remporté 25% des suffrages des Fidjiens autochtones aux élections d'avril 1977. En 1975, il avait proposé au Parlement de faire rapatrier les Indo-Fidjiens en Inde aux frais de la Grande-Bretagne. Il est, comme Sitiveni Rabuka, un prêcheur laïque de l'église méthodiste. Voir David ROBBIE (1989), William SUTHERLAND (1992), ou Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH (2007). Son signe distinctif est un nœud papillon rouge.

[630] Après 1987, *Ratu* Meli Vesikula change radicalement d'orientation politique et participe aux efforts en vue de créer une société multiraciale juste. Son parcours est décrit par Michael HENDERSON dans *Forgiveness : Breaking the Chain of Hate*, 2003, p. 152-154.

- lieutenant-colonel Ilaisa Kacisolomone, ministre de la jeunesse et des sports,

- Apisai Tora, ministre des communications, du travail et des transports,

- *Ratu* Inoke Kubuabola, ministre de l'information,

- David Pickering, ministre du tourisme et de l'énergie,

- Tomasi Raikivi, ministre des affaires sociales,

- Jone Veisamasama, ministre du développement rural,

- Docteur Ahmed Ali, ministre sans portefeuille (comme son nom l'indique, il est musulman).

Ce gouvernement est officiellement désigné comme le gouvernement militaire des Fidji : « *The title name and style by which the Government of the Republic of Fiji shall be known is the Fiji Military Government*[631] ». Le colonel Rabuka affirme à ses ministres que la jeune République, ce conseil et la politique qu'il va mener bénéficient du soutien de la nation et de la bénédiction de Dieu : « *I firmly believe and I am sure that the nation is with me that the declaration of the Republic, the formation of the council, the selection of its members and the choice of the objectives have the blessing of God*[632] ». Les questions religieuses sont très présentes et parmi les ordonnances[633] prises par le gouvernement Rabuka[634] figure celle sur le respect du repos dominical (*Sunday Observance Decree*) qui dispose que le dimanche est un jour sacré consacré au culte. Du samedi à minuit au dimanche à minuit, toute personne, qu'elle soit chrétienne ou non, ne doit se livrer qu'à des activités conformes à ce que représente le dimanche pour les chrétiens, sous peine d'une amende pouvant s'élever à cent dollars et/ou d'une peine d'emprisonnement d'un mois :

> *Sunday shall be observed in the Republic of Fiji as a sacred day and a day of worship and thanksgiving to Christ the Lord. […] All persons irrespective of whether or not they profess the Christian faith shall respect Sunday and shall […] neither do nor omit to do any act that may undermine the*

---

631 *Fiji Military Government Decree No. 9 of 1987* (du 9 octobre 1987) disponible sur le site internet du *Pacific Islands Legal Information Institute* www.paclii.org/fj/promu/promu_dec/fmgdn91987313/ consulté le 14 novembre 2010.

632 Cité par Brij V. LAL, 1992, p. 293.

633 Ordonnance est le terme du droit français qui nous semble traduire le moins inexactement l'anglais *decree*, compte tenu des différences entre les systèmes constitutionnels, puisqu'il s'agit d'une mesure à portée législative prise par le pouvoir exécutif. Selon les périodes de l'histoire française, ces actes normatifs ont eu une valeur législative ou une valeur réglementaire. Ainsi, en 1944, lorsque le Parlement n'était pas encore installé, le gouvernement du général de Gaulle légiférait par ordonnances, comme celui du général Rabuka (et, plus tard, celui du *Commodore* Bainimarama). Communication personnelle du Docteur Marion Bastogi.

634 La liste de ces ordonnances constitue l'annexe 23 : *Military government Decrees 1987.*

> *significance of Sunday to the Christians in the Republic of Fiji. […] Any person who is in breach of any of the provisions of this Decree shall be guilty of an offence and upon conviction shall be liable to a fine of not exceeding $100.00 or to 1 month's imprisonment or liable to both such fine and term of imprisonment*[635].

Au-delà des pratiques religieuses, les libertés individuelles sont atteintes : le « *Fundamental Freedoms Decree* » rend illégales les activités politiques d'opposition et autorise les militaires à faire usage de leurs armes dans de nombreuses situations. Les Indo-Fidjiens sont écartés de nombreux postes à responsabilité et le « *Fiji Service Commission and Public Service (Amendment) Decree* » dispose qu'au moins la moitié de tous les postes de fonctionnaires de tous les niveaux soient occupés par des Fidjiens ou des Rotumans[636]. Rabuka s'occupe particulièrement de la police, jusqu'alors (légèrement) majoritairement indienne[637]. Une ancienne rivalité entre armée et police donne lieu, depuis le 14 mai, à des conflits ouverts. Désormais, la police est encadrée par des officiers de l'armée.

Le « *Brigadier General*[638] *Sitiveni Ligamamada Rabuka, O.B.E. (Mil.), Commander and Head of the Fiji Military Government* » exerce un pouvoir autoritaire et contrarie les plus grands chefs de l'Est, *Ratu* Mara et *Ratu* Penaia Ganilau, en particulier, en nommant dans son gouvernement des chefs de rang intermédiaire de régions habituellement peu actives politiquement : *Ratu* Meli Vesikula de Verata et *Ratu* Filimone Ralogaivau de Bua. Le pouvoir passe des grands chefs héréditaires dirigeant les plus grandes maisons à des chefs qui ont acquis leur statut par leur formation, leur expérience et leur volonté. La prééminence de la naissance est présentée comme une manière polynésienne d'introduction récente, par opposition au système mélanésien d'ascension par la valeur et les capacités individuelles[639]. L'ultranationaliste Sakeasi Butadroka, en particulier, est un adversaire acharné de l'*establishment* de l'Est : il a gravement insulté *Ratu* Mara, au moment du Premier coup d'État, en le qualifiant de « *bastard who sold Fiji*[640] ». On peut craindre que le pays plonge dans un affrontement ouvert entre Fidjiens. Rabuka lui-même est dépassé par les déclarations outrancières de ce ministre qui projette

---

635 Voir l'annexe 24 : *Sunday Observance Decree*, 1987.

636 Brij V. LAL, 1992, p. 294.

637 Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p. 118.

638 En novembre, la Commission de la fonction publique autorise la promotion, par le Président, de Sitiveni Rabuka au grade de général de brigade, justifiant sa décision par le fait qu'il commande l'ensemble des forces de sécurité, et que l'armée dépasse désormais le volume d'une brigade. Dans les documents relatifs à cette promotion, les forces ne sont plus « royales » (Eddie DEAN et Stan RITOVA, 1988, p.116). Début décembre, dans les mêmes conditions, il devient général de division (*Major General*).

639 Brij V. LAL, 1992, p. 295.

640 Cette expression a été employée par S. BUTADROKA lors d'un entretien sur la radio australienne *ABC* le 18 mai 1987. Elle est citée par Brij V. LAL (Ibid).

de confisquer toutes les terres possédées par des allochtones, considérés à ce titre comme « non-Fidjiens ». Des voix se font entendre, jusqu'au sein du *Military Government*, pour que *Ratu* Penaia Ganilau et *Ratu* Mara reviennent au pouvoir et sortent le pays d'une situation incontrôlable qui se dégrade rapidement. Rabuka accepte, à condition qu'aucun représentant de la Coalition n'intègre un tel gouvernement, que lui-même et deux autres officiers supérieurs en fassent partie, et que les militaires soient chargés d'élaborer une nouvelle Constitution[641].

4. Un nouveau gouvernement Mara

Le 5 décembre 1987, le général Rabuka dissout son gouvernement militaire, abandonne ses fonctions et transmet le pouvoir à *Ratu* Penaia, président de la République :

> *I hereby appoint Ratu Sir Penaia Kanatabatu Ganilau as the first President and Commander-in-Chief of the Republic of Fiji, who, until a Parliament of Fiji is elected in accordance with a Constitution yet to be adopted-*
>
> *(i) shall have the power to appoint the Prime Minister by decree;*
>
> *(ii) shall have the power to make laws for the peace, order and good government of Fiji by decree, acting in accordance with the advice of the Prime Minister and the Cabinet;*
>
> *(iii) shall exercise the executive authority of Fiji which is hereby vested in him;*
>
> *save as otherwise provided, that executive authority may be exercised in accordance with the advice of the Cabinet or by any Minister authorised by the Cabinet.*[642]

Une grande cérémonie est organisée, en présence de dignitaires coutumiers et de guerriers, au cours de laquelle le général Rabuka rend hommage au statut de chef suprême de *Ratu* Penaia, lui demande de pardonner son manque (involontaire) de respect et l'assure qu'il n'a pas d'ambition personnelle. Le général conclut son discours en rappelant les liens qui unissent tous les Fidjiens entre eux et en appelant ses compatriotes à porter ensemble et pour toujours la même arme : « *Firm is the cord that binds all Fijians together.* […] *Let us*

---

[641] Brij V. LAL, 1992, p. 296.

[642] « *Appointment of Head of State and Dissolution of Fiji Military Government Decree 1987* ».

shoulder one club for all time.[643] ». *Ratu Sir* Penaia Ganilau remercie à son tour et bénit les militaires qui protègent le peuple fidjien.

Le lendemain, le nouveau président de la République appelle *Ratu* Mara à former un gouvernement. Celui-ci conserve plus de la moitié des membres du gouvernement militaire du général Sitiveni Rabuka, et confie à celui-ci le portefeuille de l'intérieur tout en officialisant son commandement des *Fiji Military Forces*[644]:

- Général de brigade Sitiveni Rabuka, ministre de l'intérieur,
- Sialosi Kepa, ministre de la justice (*Attorney General*),
- Filipe Bole, ministre de l'éducation,
- Verenado Vunibobo, ministre de commerce,
- Josefa Kamicamica, ministre des finances,
- William Toganivalu, ministre des terres et des ressources minérales,
- Tomasi Vakatora, ministre du logement et de l'urbanisation,
- Apenisa Kurisaqila, ministre de la santé,
- Irene Jai Narayan, ministre des affaires indiennes,
- Taniela Veitata, ministre de l'emploi et des relations avec les syndicats,
- Finau Tabakaucoro, ministre de la culture et des femmes
- Vatilai Navunisaravi, ministre des affaires fidjiennes,
- Josaia Tavaiqia, ministre des forêts,
- Viliame Gonelevu, ministre des industries primaires,
- Lieutenant-colonel Ilaisa Kacisolomone[645], ministre de la jeunesse et des sports,
- David Pickering, ministre du tourisme et de l'aviation civile,
- Apolosi Biuvakaloloma, ministre du développement rural,
- Ishwari Vajpayi, ministre des coopératives.

Ce nouveau régime fait beaucoup de déçus. Parmi les plus actifs des nationalistes, *Ratu* Meli Vesikula ; le révérend *Ratu* Inoke Kubuabola, *Adi* Litia Cakobau, Sakeasi Butadroka veulent que les recommandations du Grand Conseil des Chefs soient mise en œuvre dans leur totalité et sans délai. Une rumeur circule selon laquelle certains

[643] Cité par Brij V. LAL, 1992, p. 296.

[644] Le « R » de *Royal* a disparu avec la suspension du Commonwealth. Le Premier ministre Mara prend soin de formaliser publiquement l'installation du général Rabuka à la tête des forces : une cérémonie est organisée à la caserne *Queen Elizabeth Barracks* dans les jours qui suivent la mise en place du gouvernement. *Ratu* Epeli Nailatikau y participe, légitimant lui aussi son successeur avant de commencer une carrière diplomatique en partant comme ambassadeur des Fidji à Londres (John SHARPHAM, 2000, p. 141-142).

[645] I. Kacisolomone est, avec le général Rabuka, le seul militaire de ce gouvernement.

envisagent, début 1988, d'unir leurs forces avec les Fidjiens travaillistes pour écarter *Ratu* Mara et le général Rabuka[646].

Pendant les premiers mois de 1988, le gouvernement de *Ratu* Penaia Ganilau, *Ratu* Mara et Sitiveni Rabuka prépare un projet de Constitution, très proche de ce que le GCC a proposé l'année précédente au Comité. Divulgué en juillet, il fait l'objet de sévères critiques, notamment parce qu'il prévoit que tous les sièges seront attribués sur des bases communautaires et que les députés fidjiens seront choisis par l'intermédiaire des conseils provinciaux[647]. Face à la désapprobation, un Comité de conseil et d'étude de la Constitution (*Constitution Inquiry and Advisory Committee*) est installé le 5 octobre pour travailler sur ce texte. Il est présidé par le colonel en retraite Paul Manueli, le premier commandant non-expatrié de l'armée fidjienne.

Le 20 septembre 1989, le rapport du *Constitution Inquiry and Advisory* est rendu public. Il reprend, pour l'essentiel, les termes du projet gouvernemental, et constitue la base de la deuxième constitution des Fidji, approuvée par le Grand Conseil des Chefs, puis promulguée par le président de la République le 25 juillet 1990. La nouvelle loi fondamentale de la *Sovereign Democratic Republic of Fiji* attribue aux Fidjiens trente-sept des soixante-dix sièges de la chambre des représentants et vingt-quatre des trente-quatre sièges du sénat. Le président de la République est nommé par le Grand Conseil des Chefs. L'obligation pour le gouvernement de conduire une politique de discrimination positive (*affirmative action*) en faveur des Fidjiens est inscrite dans cette constitution[648] qui accorde l'immunité aux auteurs des coups d'État[649] et charge l'armée d'assurer la sécurité, la défense et même le « bien-être » des Fidji et de leurs habitants :

> *Sa nona I tavi na Mataivalu ni Republic e Viti me vakadeitaka tiko e na veigauna kece na veitaqomaki kei na **tiko vinaka** ni vanua e Viti kei ira na lewena / It shall be the overall responsibility of the Republic of Fiji Military Forces to ensure at all times the security, defence and **well-being** of Fiji and its peoples*[650].

---

[646] Deryck SCARR, 1988, p. 143.

[647] De ce fait, les électeurs fidjiens seraient privés du droit de voter pour leurs représentants, et le pouvoir des chefs serait très important. Sur les 71 députés, 28 seraient ainsi désignés pour représenter les Fidjiens. Seulement 22 seraient des Indo-Fidjiens, 8 seraient choisis par les « *general voters* » et 1 par les Rotumans. Les 12 autres seraient nommés par le président de la République (8) et le Premier ministre (4), et l'un d'entre eux serait, de droit, le commandant de l'armée. Cette chambre constituerait, à elle seule, le Parlement (il n'y aurait plus de Sénat). Voir David ROBBIE, 1989, p. 251, et John SHARPHAM, 2000, p. 125.

[648] La Constitution de 1990 est décrite par Marion BASTOGI (*Le gouvernement pluraliste en Nouvelle-Calédonie et aux Fidji*, 2008, p. 113-116). Le texte intégral de la Constitution est publié par le *Pacific Islands Legal Information Institute* : www3.paclii.org/fj/promu/promu_dec/cotsdrofd1990712.pdf consulté le 15 novembre 2010.

[649] Voir l'annexe 27 : Immunité des militaires impliqués dans les coups d'État de 1987.

[650] Article 94-3 de la *Constitution of the Sovereign Democratic Republic of Fiji* (1990).

Dans la communauté internationale, les réactions après la promulgation du texte s'inscrivent dans la continuité des prises de position affichées depuis le premier coup d'État, plus de trois ans auparavant.

5. Les relations extérieures : des réactions contrastées

En mai 1987, plus ou moins ouvertement, les États insulaires du Pacifique se sont rangés du côté des auteurs du coup, c'est-à-dire des militaires fidjiens et du gouvernement qu'ils ont mis en place. Pour leurs dirigeants, il importe davantage de préserver les droits indigènes que de se conformer aux idéaux démocratiques. En revanche, et logiquement, Canberra et Wellington ont soutenu le gouvernement multiracial déchu. En Australie comme en Nouvelle-Zélande, les communautés immigrées majoritaires sont concurrencées par des mouvements indigènes réclamant un pouvoir politique sans rapport avec leur proportion dans la population. Les gouvernements travaillistes en place se sentent solidaires du premier parti insulaire travailliste à accéder au pouvoir[651]. Les deux puissances régionales ont décidé des sanctions économiques, limité leur coopération militaire.

Après le deuxième coup, les réactions sont dans l'ensemble plus modérées et prudentes qu'après le premier : la confirmation d'un régime prétorien ne surprend plus Canberra et Wellington, dont la réprobation n'a pas eu d'effet après mai, optent pour une position mesurée et des relations maintenues avec Suva. Le Commonwealth, après avoir condamné les coups d'État, décide de suspendre les Fidji des organes délibérants de l'organisation alors que beaucoup pensaient, à Suva, que cela n'aurait pas lieu : l'Ouganda et le Nigéria, dont les coups d'État et les guerres civiles ont été beaucoup plus sanglants, sont restés membres[652]. Certains pays, en particulier en Asie, ont vu dans la crise fidjienne une opportunité d'accroître leur présence et leur influence en Océanie. Pendant les quelques mois de gouvernement militaire, *Ratu* Mara, en charge des affaires étrangères, a demandé avec succès le soutien de plusieurs gouvernements asiatiques.

La France saisit aussi l'occasion. Les relations entre Suva et Paris sont marquées par la personnalité de *Ratu* Sukuna, dont l'engagement dans la Légion étrangère, pendant la Première Guerre mondiale est systématiquement évoqué lors des rencontres politiques bilatérales. Dans les années 1970, toutefois, elles sont refroidies par la question des essais

[651] Ron CROCOMBE, 2001, p. 448.

[652] Deryck SCARR, 1988, p. 131.

atomiques atmosphériques français en Polynésie française : Suva s'associe à Canberra et Wellington, en 1975, pour porter l'affaire devant la Cour internationale de justice. Entre militaires, les liens restent étroits et chaleureux, encore renforcés à partir de 1978 avec la participation des deux armées à la force des Nations Unies au Liban. En 1985, l'affaire du *Rainbow Warrior* dégrade encore notablement l'image de la France en Océanie. Paris déploie alors une offensive diplomatique, en particulier à l'égard des États de Micronésie, de Polynésie et des Fidji, supposés moins hostiles que d'autres pays océaniens à la présence de la France dans le Pacifique. A partir de 1986, le gouvernement Chirac poursuit la même politique et la rend encore plus visible avec la nomination de Gaston Flosse au poste de Secrétaire d'État chargé des « problèmes[653] du Pacifique Sud ». Cette année-là, Paris subit néanmoins deux revers importants avec la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser et avec la ratification, par la majorité des États océaniens, du Traité de Rarotonga sur le Pacifique dénucléarisé. La chute du gouvernement de Jacques Chirac, en 1988, entraîne la disparition du secrétariat d'État de Gaston Flosse, mais Michel Rocard maintient la politique destinée à améliorer les relations avec le Pacifique. L'ambassade de France aux Fidji voit son personnel passer de neuf à vingt membres, la coopération militaire s'intensifie entre les *RFMF* et les forces françaises basées en Nouvelle-Calédonie[654].

La France refuse de condamner le coup d'État du lieutenant-colonel Rabuka, se démarquant nettement de Canberra et Wellington. Contrariée par l'attitude de ses alliés traditionnels régionaux, Suva accepte naturellement l'offre de Paris. Début 1988, un important programme d'aide est mis en œuvre : des prêts préférentiels sont accordés, ainsi que des dons, dans les domaines de l'aviation civile, des télécommunications, de la production de sucre. Les *RFMF* sont particulièrement aidées, avec la cession gratuite de véhicules de transport de troupes et d'un petit hélicoptère. La position de la France accélère, indirectement, la normalisation des relations des Fidji avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En août 1989, Michel Rocard, Premier ministre de la République française, se rend en visite aux Fidji : il remet à Sitiveni Rabuka les insignes d'officier de la Légion d'honneur.

---

[653] La formulation même de la fonction (Journal officiel de la République française) souligne les difficultés du gouvernement français à appréhender l'Océanie. Voir Paul DE DECKKER : « Le secrétariat d'Etat au Pacifique Sud. Pour une politique du développement ou un développement du politique ? » *in* REGNAULT, J.-M., (dir.) *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique, 1981-1988, mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français* (2003), p. 493-506. Voir aussi Isabelle CORDONNIER, *La France dans le Pacifique Sud : approche géostratégique*, 1995.

[654] Ces points dont développés notamment par Stephen HENNINGHAM dans *France and the South Pacific: a Contemporary History* (1992, p. 209 à 219) : des détails intéressants sont donnés sur la nature et le montant des projets financés par Paris.

CONCLUSION DU CHAPITRE : *TURAGA* ET *BATI*, OU RABUKA COMME UNE INCARNATION DU GUERRIER TRADITIONNEL ?

Aux yeux d'une majorité de Fidjiens mélanésiens, Sitiveni Rabuka est un sauveur et l'incarnation des guerriers d'autrefois. Un *meke*[655] à sa gloire le remercie de se lever pour défendre le peuple et évoque Cakobau et le précieux casse-tête qu'il a offert à la Reine Victoria en signe d'allégeance. Le refrain dit : « Oui vraiment réjouissons-nous / Notre massue de guerre est revenue / *Tutuvikuta i Radibau* (sic) »[656.] Dans un autre registre, lors de la réunion du Grand Conseil des Chefs qui suit le coup d'État, une foule de Fidjiens se rassemble autour du *Civic Center* de Suva. Les gens dansent au rythme des airs populaires que joue la musique des *RFMF*, tels que « *Bridge over Troubled Waters* » et « *Onward Christian Soldiers* ». Lorsque le lieutenant-colonel apparaît au balcon, les militaires l'accueillent en jouant « *My Way* »[657] et la foule l'acclame.

On peut penser que, au début de sa démarche, Sitiveni Rabuka n'a pas d'ambition politique personnelle, qu'il veut seulement commander l'armée d'un pays gouverné par ses leaders « naturels » selon les règles traditionnelles (issues de coutumes multiséculaires) et les principes chrétiens. Dans la traduction en fidjien du premier verset du chapitre 13 de l'épître de Saint Paul aux Romains, « Que toute personne soit soumise aux pouvoirs établis, car il n'est de pouvoir que de Dieu », pouvoirs est traduit par *Turaga*, chefs[658]. Bien qu'il agisse illégalement, Rabuka semble, aux yeux des autochtones, dans son rôle : en renversant le gouvernement Bavadra, il agit pour défendre les intérêts supérieurs de la société fidjienne et de la religion chrétienne qu'il pense menacés. On peut rapprocher sa

---

[655] Un *meke* est une danse chantée effectuée en groupe de femmes ou d'hommes (pas de groupes mixtes) dont les gestes illustrent les paroles. Les *meke* racontent des événements historiques ou légendaires, ou représentent des activités sociales, telles que les tâches domestiques ou la guerre. Les *meke* sont composés par des artistes, les *daunivucu*, qui dirigent aussi les danseurs/chanteurs. Le *daunivucu* est très estimé et largement rémunéré pour ses services. Le *meke* appartient à ceux qui ont commandité sa création et ne doit pas être exécuté par d'autres sans autorisation (Ronald GATTY, 2009, p. 166).

[656] Ce *meke* est transcrit et commenté par Matt TOMLINSON, *In God's Image : The Metaculture of Fijian Christianity* (2009, p.176). Le casse-tête de Cakobau, qui symbolisait la soumission à la loi britannique, est repris au nom des Fidjiens (mélanésiens) par Rabuka qui incarne alors dans sa personne les trois piliers de la société fidjienne : *vanua*, *lotu*, *matanitu* (les hommes et leur terre, la foi chrétienne, le pouvoir politique). Marshall SAHLINS (« The Return of the Event, Again », *in Culture in Practice: Selected Essays*, 1991) ne voit dans l'action de Sitiveni Rabuka qu'un faible écho des faits d'armes des guerriers d'autrefois. Matt TOMLINSON ne partage pas ce jugement critique et compare en outre Rabuka à Speight, à l'avantage du premier. Citant Steven Ratuva, Matt TOMLINSON fait une autre comparaison dans laquelle Speight est comme le Joshua de la Bible, suivant les traces de Rabuka/Moïse.

[657] *Time Magazine*, 1er juin 1987. L'article est intitulé « *Now They'll Do It Their Way* ».

[658] Deryck SCARR, 1988, p. 76.

démarche de celle d'autres chefs militaires en d'autres lieux et d'autres temps. Le commandant Hélie de Saint-Marc, à propos de sa participation au putsch d'Alger, déclare qu'il se trouvait dans une situation telle que « la rébellion était le seul chemin à paraître normal[659] ». Il s'agit là du grand débat entre légalité et légitimité lié, en particulier, à l'action du général de Gaulle en 1940. Pour la majorité des Fidjiens mélanésiens, en 1987, le coup d'État du lieutenant-colonel Rabuka est parfaitement légitime, donc peu importe qu'il soit illégal.

Il apparaît, comme l'affirme le colonel Jim Sanday[660] en s'appuyant sur des déclarations de Sitiveni Rabuka à ses biographes, que les deux premières raisons ne sont pas crédibles et qu'elles ne sont avancées que pour justifier, a posteriori, son intervention. Quant à la troisième raison, elle mérite d'être examinée ; en effet, elle suppose que le gouvernement Bavadra est dominé par les Indo-Fidjiens et menaçait par là même les intérêts des Fidjiens de souche. C'est ce que mettaient en avant ses opposants, mais en réalité :

- les ministres représentaient à parité les deux communautés,

- les portefeuilles les plus importants relatifs aux « intérêts fidjiens » sont aux mains de ministres fidjiens[661],

- des Fidjiens de souche conservaient les plus hautes fonctions politiques du pays, celles de gouverneur général, de Premier ministre et de chef de l'opposition (sans oublier le grand conseil des chefs et le sénat, complètement fidjiens),

- la majorité des postes de hauts fonctionnaires est occupée par les Fidjiens de souche[662],

- et les Fidjiens de souche constituaient l'essentiel des effectifs de l'armée et la moitié de ceux de la police.

---

[659] Alain HOUZIAUX, *Le citoyen, les pouvoirs et Dieu*, 1998, p. 37.

[660] Jim SANDAY, devenu universitaire à Canberra, a publié plusieurs travaux de recherches. Celui auquel il est fait référence ici est "The military in Fiji: historical development and future role" (*Working Paper, The Research School of Pacific Studies, The Australian National University*, 1989).

[661] C'est-à-dire les portefeuilles des affaires intérieures, de l'éducation, de l'agriculture, du travail, des affaires fidjiennes et du développement rural.

[662] Jim SANDAY, 1989, p. 20 : au 1er mai 1987, sur les 27 postes de hauts-fonctionnaires les plus importants, 11 sont tenus par des Fidjiens de souche, 8 par des Indo-Fidjiens et 8 par des Européens, des métis d'Européens (*part-Europeans*) et des insulaires du Pacifique.

La question foncière est prégnante dans la politique fidjienne quelle que soit la période considérée, et particulièrement dans les coups d'État de 1987. Les Fidjiens roturiers ne perçoivent qu'une partie minime des rentes foncières payées par les cultivateurs (indo-fidjiens). Le sujet fait partie du programme électoral de la coalition *Labour/NFP*[663] Il est clair que même si les Indo-Fidjiens parviennent, avec le gouvernement de coalition, à une participation plus importante de leurs représentants à la vie politique du pays, on est bien loin d'une prédominance indienne. Ainsi, le motif de Sitiveni Rabuka pour mener un coup d'État militaire apparaît comme (très) discutable.

Les deux coups d'État de 1987 sont des coups d'État prétoriens : ils ont été opérés par l'armée en bloc. Ils auraient pu être prévus du fait de l'importance acquise par les *RFMF* dans la société et des rôles politiques, intérieurs comme extérieurs, attribués par le gouvernement à l'institution. Mais, comme souvent, les leçons de l'Histoire n'ont pas été tirées :

> Les castes militaires résistent aux analyses d'une société civile qui les craint tout en les ignorant et les méprisant […]. Sociologues et politologues sont mal à l'aise face à la société militaire qu'ils ne peuvent saisir car les armées sont toujours, individuellement et collectivement, de « grandes muettes ». D'où de « surprenantes surprises » quand les problèmes émergent au grand jour, en particulier avec les coups d'État prétoriens, pourtant classiques dans l'Histoire, qui surprennent tous ceux qui auraient du les prévoir, sinon les prévenir[664].

Une évidence domine le débat : les coups d'État de Sitiveni Rabuka ont irrémédiablement transformé les Fidji. Toute la société est bouleversée. Les Indo-Fidjiens sont devenus des citoyens de seconde zone sur la terre de leur naissance, et même les structures mélanésiennes sont profondément affectées. Les rivalités entre chefferies, entre confédérations, sur lesquelles la colonisation a posé un éteignoir, ont ressurgi avec force. Les régions occidentales veulent désormais être représentées par leur propre confédération, la *Western Confederacy* ou *Yasayasa vaka Ra*[665]. Les leaders qui promeuvent ce changement, réunis en un *Twelve-Member Committee of the Western Confederacy*, s'insurgent contre le projet de constitution du gouvernement Mara de mi-1988, dans lequel le découpage des circonscriptions « fidjiennes » selon les provinces, aboutirait à un profond déséquilibre entre les nombres d'électeurs par circonscription : par exemple, il y aurait un député pour 5000 habitants dans la province de Bua, sur Vanua Levu, et un député pour 25 000 habitants dans celle de Naitasiri, à l'Ouest de Viti Levu. Ce

---

[663] Stephanie LAWSON *in* Ronald J.MAY et Viberto SELOCHAN, 2004, p. 137.

[664] Communication personnelle du Professeur François Doumenge.

[665] Le projet est porté par le *Tui Vuda* (*Ratu Sir* Josaia Tavaiqia, le grand chef de la région de Lautoka) et Apisai Tora. Voir le *Report of the Fiji Constitution Inquiry and Advisory Committee*, 1989, p. 14-15.

mouvement échoue, mais il montre que tous les Fidjiens n'approuvent pas le programme politique du régime Rabuka-Mara pour une domination néo-traditionaliste des grands chefs de l'Est[666]. La communauté fidjienne est divisée, la communauté indienne est désemparée, aucune perspective politique et sociale encourageante n'est perceptible et l'économie est dévastée. Démographiquement aussi, la société est métamorphosée : puisque les Indiens, qui ont émigré par dizaines de milliers, ne constituent plus que 43,7% de la population totale[667]. L'armée détient la clef du pouvoir politique et certains analystes vont commencer à envisager les Fidji comme un État prétorien[668].

[666] Stephanie LAWSON, *Tradition versus Democracy in the South Pacific: Fiji, Tonga and Western Samoa*, 1996, p. 68. Le projet de quatrième confédération ressurgira en 2000, dans la période confuse du coup d'État de George Speight. Voir infra.

[667] Voir l'annexe 29 : Evolution de la population des Fidji.

[668] « *The military may be pulled into a praetorian role of conservative guardianship* ». Stephanie LAWSON (*Regime change as regime maintenance: the military versus democracy in Fiji*, 1992, p. 4.)

CHAPITRE 3. SITIVENI RABUKA, PREMIER MINISTRE.

Me ra liutaki na tamata[669]

Après plus de quatre ans aux affaires, le gouvernement de *Ratu* Mara installé en décembre 1987 a rétabli en partie la situation économique. Le PIB croît de 11,9% en 1989 et de 5% en 1990, et se maintient (-0,4%) en 1991[670]. Le tourisme est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant les coups d'État, mais le nombre des touristes augmente. L'industrie textile gagne de nouveaux marchés, en particulier en Europe. Le pays a désormais accès à la télévision, en l'occurrence *Television New Zealand*, en attendant la création d'une chaîne nationale. D'importants programmes d'amélioration des infrastructures, notamment routières, sont lancés, sur financement conjoint de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement.

En juin 1991, le général Rabuka critique la politique du gouvernement Mara, qu'il dit « réactionnaire et impopulaire[671] » et lui demande de démissionner. Il refuse l'offre de devenir vice-Premier ministre s'il renonce au commandement des *RFMF*, expliquant qu'il ne quitterait ses fonctions de chef militaire que pour être Premier ministre. Il rappelle les 3000 réservistes par des convocations radiodiffusées[672] qui font monter la tension et craindre un nouveau coup d'État. L'opposition indo-fidjienne se dit prête à travailler avec lui. Il affirme qu'il n'aura même pas besoin de mener un nouveau coup d'État, mais seulement à reprendre le pouvoir qu'il a rendu. Puis le président de la République lui rétorque officiellement que la constitution de 1990 ne le lui permet pas il le menace et exige des excuses : « *I wish to make it very clear to you that I demand absolute loyalty,*

---

669 « Que nos leaders soient des hommes honorables », l'un des vers de la version fidjienne de l'hymne national des Fidji. Voir l'annexe 4 : Les signes identitaires des Fidji.

670 *Pacific Report*, Vol. 5 n°12, 25 juin 1992, p.5.

671 *The Age* (quotidien australien de Melbourne), 10 juin 1991.

672 Ces hommes sont appelés à rejoindre les implantations militaires de Lautoka, Suva, Nadi, Labasa and Nausori, sans qu'une raison particulière pour leur rappel soit donnée. Les *RFMF* comptent alors 5000 hommes, sans les réservistes.

absolute trust and devotion to duty. […] I shall no longer tolerate any future lapses or unworthy acts of omission or commission on your part. »Rabuka cède aux injonctions de son *Commander-in-Chief* et chef suprême et vient humblement présenter le tabua de la soumission. Il accepte, en juillet 1991, de quitter le commandement pour devenir « co-vice-Premier ministre » et ministre de l'intérieur de *Ratu* Mara.

Les relations internationales ont été stabilisées. Les liens avec la France sont ostensiblement resserrés, comme le confirme la livraison, en décembre 1991, de l'hélicoptère Dauphin acheté à l'Aérospatiale par les Fidji, et la formation par la France de ses pilotes et de ses techniciens[673]. Les relations avec l'Australie s'améliorent aussi, malgré les critiques de Canberra à l'égard de la constitution « basée sur la race ». Lors du sommet du Forum du Pacifique Sud de juillet 1991 à Pohnpei, *Ratu* Mara s'entretient avec le ministre australien des affaires étrangères, Gareth Evans. Son collègue chargé du commerce extérieur et de la coopération, Neal Blewett se rend à Suva en septembre 1991, puis Gareth Evans fait lui-même le déplacement en janvier 1992, manifestant ainsi le réchauffement des relations bilatérales. Le chef de la diplomatie australienne déclare que, en dehors de la coopération de défense, qui sera réexaminée après les élections législatives fidjiennes et la formation du nouveau gouvernement, la situation a été normalisée[674].

SECTION 1 : LES ELECTIONS DE MAI 1992 ET LA TRANSFORMATION DU PUTSCHISTE EN LEADER ELU

Lorsqu'il a promulgué la nouvelle Constitution, le Président Ganilau l'a décrite comme le fondement d'une République à la société stable et prospère. Il a évoqué les chefs coutumiers, dont la constitution accroît les pouvoirs, comme un élément de modération, d'équilibre et d'équité. Il a exhorté les Indo-fidjiens à avoir confiance en cette nation à

---

[673] Pour cette occasion, l'ambassadeur des Fidji auprès de la Communauté européenne conduit à Paris une délégation qui comprend notamment le commandant Buadromo et le capitaine de corvette Turaganivalu, des « forces aériennes de l'armée fidjienne » (*Fiji Military Forces Air Wing*). Voir *Pacific Report* Vol. 5 N°1, janvier 1992, p. 4. Le Dauphin arrive aux Fidji mi-janvier 1992 ; il est affecté à des missions de surveillance et d'évacuation sanitaire (*Fiji Times* du 16 janvier 1992). Mi-juillet 1994, l'aéronef s'abîme en mer au large de Levuka. Son équipage sort sain et sauf de l'accident (*Pacific Report*, 25 juillet 1994).

[674] *Pacific Report*, Vol. 5 n° 3, 20 février 1992, p. 3.

l'avenir prometteur[675]. Le texte crée pourtant un apartheid[676], puisqu'il institutionnalise la séparation et l'inégalité entre les communautés. C'est dans ce cadre que sont organisées des élections en mai 1992. Le Docteur Bavadra n'est plus là pour le déplorer, un cancer l'a terrassé en novembre 1989. Ses camarades de la coalition *Labour Party-National Federation Party* commencent par annoncer qu'ils vont boycotter le scrutin, puis le *NFP* dénonce l'accord qui lie les deux partis et décide de se lancer dans la bataille électorale et, deux semaines avant le vote, le *Labour* fait de même. Face à eux, un nouveau parti, le *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei*, remplace l'Alliance de *Ratu* Mara.

1. Les partis et les candidats : vétérans et nouveaux venus

Le *Fijian Nationalist Party*, renommé *Fijian and Rotuman Nationalist United Front*, se présente aux élections avec un programme qui reprend les positions que son leader défend depuis presque vingt ans : les Fidji pour les Fidjiens, les Indiens en Inde. Sakeasi Butadroka, avec son nœud papillon rouge et ses discours provocateurs, maintient aussi ses attaques contre les chefs qui n'ont pas su protéger les intérêts des Fidjiens de souche. Butadroka est proche de *Ratu* Osea Gavidi et de son *Soqosoqo ni Taukei ni Vanua* (le parti du peuple de la terre), une réémergence du *Western United Front*.

L'*All Nationals Congress*, créé en juin 1991 sous le leadership d'un autre vétéran de l'action politique, Apisai Tora, se montre comme un parti véritablement multiracial et semble avoir un succès certain dans l'Ouest de Viti Levu. Il s'oppose aux structures néo-traditionnelles héritées de la période coloniale et fondées sur la prééminence des chefs ; il symbolise l'opposition entre Ouest progressiste et Est conservateur[677]. Des observateurs prévoient que l'ANC ne gagnera peut-être pas davantage que deux ou trois sièges, mais cela pourrait lui donner les moyens de faire ou défaire une majorité parlementaire[678].

Le *General Voters Party* de l'armateur Leo Smith est composé de ce qu'il reste de la représentation des *Europeans*, *Part-Europeans*, *Chinese*, etc. qui constituait la *General Electors' Association* dans l'Alliance de *Ratu* Mara. Le GVP a désormais vocation à

---

[675] Brij V. LAL, 1992, p ; 327.

[676] Le terme est souvent employé, avec, en général, les réserves qui s'imposent car la situation des Indo-Fidjiens n'est pas celle des Noirs d'Afrique du Sud. Voir, par exemple, *Fiji: Apartheid in Paradise*, Allan R. KIRK, 1997.

[677] Stephanie LAWSON, 1996, p. 68.

[678] *Pacific Report*, Vol. 5 N°1, 23 janvier 1992.

rassembler aussi tous les électeurs d'ascendance mixte qui étaient, avant les coups d'État de 1987 et la constitution de 1990, admis comme Fidjiens du fait de circonstances particulières de naissance, parmi les autochtones et enregistrés comme tels, en particulier ceux dont la mère est fidjienne et le père océanien (tongien, salomonais, samoan).

Le *Fiji Labour Party* est désormais dirigé par la Fidjienne Jokapeci Koroi et l'Indo-Fidjien Mahendra Chaudhry. Ce dernier, secrétaire général du congrès national des syndicats[679], a succédé en 1991 à *Adi* Kuini Speed, la veuve de Timoci Bavadra. Dans les semaines qui précèdent les élections, le parti travailliste connaît des difficultés. La ligne dure défendue par Mahendra Chaudhry, en particulier le boycott du scrutin, est controversée. Au sein du parti, d'autres considèrent que seule une représentation parlementaire permettrait d'agir efficacement pour amener le futur gouvernement à réformer la constitution, si défavorable aux travailleurs et aux Indo-Fidjiens[680]. Mi-février, un second parti travailliste dissident, le *New Labour Party*, est fondé par des dissidents et des syndicalistes qui veulent participer aux élections. Mi-avril, Mahendra Chaudhry met fin au boycott des élections par le *Labour Party*.

Son ex-partenaire de la Coalition, le *National Federation Party*, emmené par Jai Ram Reddy, se présente aux suffrages des électeurs en annonçant que sa candidature n'entraîne pas une acceptation de la constitution de 1990, mais a pour but, au contraire, de peser au parlement pour la faire évoluer, voire abandonner.

Le *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei*, ou parti politique (du peuple) fidjien, généralement désigné par l'acronyme SVT, a été créé en 1990 pour remplacer l'*Alliance*. C'est le parti des chefs et de la tradition, la branche politique du Grand Conseil des Chefs. *Ratu* Mara ayant annoncé qu'il ne briguerait plus les suffrages des électeurs, c'est son épouse, *Ro Lady* Lala Mara, forte de son haut statut coutumier de *Roko Tui Dreketi*, qui est pressentie pour prendre la tête du mouvement. Son leadership aurait aussi l'avantage de placer le mouvement à l'écart de la politique politicienne et de lui donner dignité et autorité[681]. Mais, lorsque le Grand Conseil des Chefs est amené à se prononcer sur la présidence du parti, Sitiveni Rabuka, dont les ambitions politiques longtemps niées sont ainsi déclarées, réussit à la supplanter largement, suscitant des interrogations : comment les grands chefs pouvaient-ils préférer un roturier à l'une d'entre eux ? Le fait même que *Ro Lady* Lala Mara ait pu être présentée à un comité de sélection était une atteinte à son statut de très grand chef. Quoi qu'il en soit, Sitiveni Rabuka est confirmé dans ses fonctions pour participer aux élections de mai 1992, même si, au sein du parti, Josefata Kamicamica

---

[679] *Fiji Trade Union Congress*.

[680] *Pacific Report*, Vol. 5 N°2, 6 février 1992.

[681] Brij V. LAL, *Another Way: the politics of constitutional reform in post-coup* Fiji, 1998, p. 20.

conserve des soutiens puissants : Poseci Bune le préfère, indiquant de quel côté penche le clan Mara[682].

Plus tôt dans l'année 1991, avant de devenir le président du *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei*, Rabuka, tout en continuant à s'affirmer loyal envers les chefs, se demande s'il convient qu'ils s'engagent dans les élections : le rôle naturel des chefs est en effet d'animer la vie des villages en respectant les principes validant les hiérarchies coutumières ; ils n'ont donc pas à faire de « la politique, pour laquelle ils ne sont pas mandatés par le peuple[683] ».

2. La campagne électorale

Les élections, initialement prévues en mars, sont reportées en mai. Le changement de dates est officiellement expliqué par des difficultés techniques, notamment informatiques, relatives aux listes électorales. Mais la presse régionale évoque des frictions entre chefferies et, surtout, l'animosité entre Sitiveni Rabuka et *Ratu* Mara. Ce dernier ayant annoncé vouloir prendre sa retraite, la presse estime que le chef de gouvernement suivant sera soit le poulain de *Ratu* Mara, Josefata Kamicamica, de Tailevu, le ministre des finances, soit le général Rabuka, qui dispose toujours d'un fort soutien populaire mais s'est récemment livré à des critiques sévères contre les chefs, ce qui joue contre lui. Pour l'establishment traditionnel, Rabuka n'est plus leur sauveur mais une menace[684].

Au fur et à mesure que la date du scrutin approche, il semble plus faible : il ne commande plus les *RFMF* et il est contesté au sein de son « parti politique fidjien ». Viliame Gonelevu, le ministre des industries primaires, qui a été l'un des organisateurs du coup d'État de mai 1987, refuse qu'il soit soutenu par le *SVT* pour être le prochain Premier ministre. Au sein du gouvernement sortant, plusieurs considèrent que le pays aurait intérêt à revenir à la constitution de 1970, ce qui permettrait une levée des sanctions, une réadmission au sein du Commonwealth et un rétablissement des liens avec la Reine Elizabeth[685].

---

[682] John SHARPHAM, 2000, p. 164.

[683] *The Age* du 17 août 1991, cité par Brij V. LAL, 2006, p. 84.

[684] *Pacific Report*, Vol. 5 N°1, janvier 1992.

[685] *Pacific Report*, Vol. 5 N°3, 20 février 1992.

La campagne est beaucoup plus calme et mesurée que les précédentes, notamment parce que le gouvernement provisoire de *Ratu* Mara a décrété que la diffamation est un crime passible de deux ans de prison et parce que les journalistes n'ont pas oublié les mesures d'intimidation à leur égard qui ont suivi les coups d'État de Sitiveni Rabuka[686].

Début avril 1992, le Grand Conseil des Chefs, réuni pour désigner un nouveau président de la République, renouvèle le mandat de *Ratu Sir* Penaia Ganilau, choisit *Ratu Sir* Kamisese Mara et *Ratu Sir* Josaia Tavaiqia comme vice-présidents et décide que seul un grand chef peut exercer cette fonction. Le 28 avril, le gouvernement démissionne pour permettre à ceux de ses membres qui sont candidats de conduire leur campagne électorale.

Les questions ethniques continuent d'être au centre des préoccupations. En dehors de l'*All Nationals Congress*, les partis ont une base communautaire. L'homme d'affaires Jim Ah Koy, dont le père est chinois et la mère fidjienne, veut être candidat dans une circonscription fidjienne, comme le lui permet son inscription sur le registre des autochtones, le *Vola ni Kawa Bula*. Un recours est déposé contre sa candidature et la Haute Cour juge que Ah Koy n'est pas Fidjien au sens de la constitution de 1990. Le Grand Conseil des Chefs décide que les critères d'inscription sur le registre doivent être révisés[687].

Le scrutin commence le 16 mai pour sept jours. Pendant qu'il se déroule, Sitiveni Rabuka appelle à la conclusion d'un accord entre partis en vue de constituer une majorité parlementaire en mesure de former un gouvernement. Il propose une entente avec le *General Voters Party* et le *Fijian Nationalist Party*. Le *GVP* accepte le principe d'une coalition avec le *SVT*, mais s'oppose à ce que le très « anti-Indiens » *FNP* y participe. Au-delà du *GVP*, beaucoup d'électeurs et d'observateurs considèrent comme inapplicable le programme des nationalistes, qui continuent à prôner le départ des Indo-Fidjiens et la confiscation de toutes les terres possédées par des non-Fidjiens.

3. Les résultats du scrutin et la formation du gouvernement

La participation est forte : 78% chez les Fidjiens, 77% chez les Indiens. Le SVT remporte, avec près de 67% des suffrages des Fidjiens, 30 des 37 sièges « fidjiens », les

---

[686] Brij V. LAL, "Chiefs and Indians: Elections and Politics in Contemporary Fiji", *The Contemporary Pacific*, Vol. 5, N° 2, 1993, p. 290.

[687] *Pacific Report*, Vol. 5 N°9, 14 mai 1992.

nationalistes de Butadroka en gagnent trois, ceux de Gavidi, deux et les candidats indépendants, deux également, (dont celui de Rotuma, remporté par le colonel Paul Manueli[688]). Les 27 sièges « indiens » sont partagés presque à égalité entre le *NFP* (14), qui réussit surtout dans les zones urbaines, et le *Labour Party* (13), qui remporte les circonscriptions rurales sucrières grâce à l'action syndicale de Mahendra Chaudhry. Les cinq sièges réservés aux « autres électeurs » reviennent au *General Voters' Party*, n'en laissant aucun à l'*ANC* d'Apisai Tora[689].

Dès la publication des résultats, la compétition s'engage entre Sitiveni Rabuka et Josefata Kamicamica. Le 31 mai, le groupe parlementaire du *SVT* se réunit pour désigner son leader, et par conséquent son candidat au poste de Premier ministre. Sur les 27 membres, 18 sont en faveur du général Rabuka. Fort de ce mandat, Rabuka entreprend de conquérir le soutien d'autres députés afin de disposer d'une majorité permettant de former un gouvernement. Le 1er juin, il se présente à la *Gouvernement House* en affirmant disposer du soutien de 42 parlementaires, afin que le Président Ganilau le nomme Premier ministre. Le chef de l'État, dont on suppose qu'il penche, comme *Ratu* Mara, en faveur de Kamicamica et estime qu'une majorité pourrait se constituer en sa faveur, demande au Général de se présenter le lendemain avec les 42 signatures. La constitution impose à *Ratu* Penaia Ganilau de désigner comme Premier ministre le Fidjien capable de rassembler la plus grande majorité de parlementaires, y compris chez les élus Indo-Fidjiens. Dans la soirée, Josefata Kamicamica réussit à obtenir le soutien de 30 de ses collègues, alors Rabuka envoie dans la nuit des émissaires chargés de proposer au parti travailliste de soutenir sa candidature en échange d'un engagement à mener une politique qui leur soit acceptable. A l'aube du 2 juin, le *Labour Party* donne, par une lettre signée de Jokapeci Koroi, un accord assorti de conditions : le général Rabuka doit s'engager à initier immédiatement une réforme de la constitution, à abroger la législation sur les syndicats, à supprimer la taxe sur la valeur ajoutée, à modifier la législation sur la propriété foncière. Immédiatement après l'avoir reçue, le général Rabuka fait porter à Madame Koroi une réponse dans laquelle il accepte toutes les demandes[690].

Le 3 juin, le général Rabuka est en mesure de présenter un gouvernement de 18 membres, dont 15 élus du *SVT* (six sont des *Ratu*), un indépendant (le colonel Manueli) et deux députés du *General Voters' Party* (Leo Smith et Harold Powell). Il a constitué une majorité de 37 députés sur 70, mais a contre lui des personnalités qui comptent et qui ont

---

[688] L'autre député indépendant, Kolonio Qiqiwaqa, est plutôt nationaliste mais critique les chefs qui négligent les intérêts du peuple.

[689] Brij V. LAL, *Chiefs and Indians*, 1993, p. 292.

[690] Ces deux courriers sont reproduits dans l'article de Brij V. LAL, 1993, p. 295-296. Cette alliance entre le général Rabuka et les travaillistes, évidemment surprenante, s'explique par la volonté du premier de devenir Premier ministre à n'importe quel prix et celles des derniers de jouer un rôle politique décisif et de supplanter le *NFP*. De surcroît, pour le *Labour*, Kamicamica semblait une alternative encore pire, au vu de son attitude à l'égard des syndicats et de sa proximité avec *Ratu* Mara.

refusé des portefeuilles dans son gouvernement, tels que Josefata Kamicamica et *Ratu* Finau Mara[691]. Ce gouvernement ne semble pas très durable. Le Président Ganilau désigne l'Indo-Fidjien Jai Ram Reddy, le leader du *National Federation Party*, comme chef de l'opposition parlementaire. Le parlement élit le Docteur Apenisa Kurisaqila au poste de Speaker. Le nouveau président de la Chambre des représentants est un ancien ministre de la santé et a été présenté[692] par le *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei*, dont il a été un candidat malheureux aux législatives. Le parti travailliste a soutenu la candidature d'Apenisa Kurisaqila, et obtenu pour son secrétaire général, Navin Maharaj, le poste de vice-président de l'assemblée (*Deputy Speaker*).

SECTION 2 : LES POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS RABUKA

1. Sur le plan intérieur : reniement et atermoiements

Après la mise en place de ce gouvernement, les semaines et les mois se succèdent, au cours desquels les actions et déclarations varient jusqu'à la contradiction. Une fois à la tête du gouvernement, Rabuka renie sa parole, refuse d'étudier la suppression de la TVA, reporte la révision de la constitution. Le parti travailliste dénonce ce manquement. Il se réunit en convention en août et présente des propositions d'amendements constitutionnels qu'il demande de soumettre à référendum.

Fin août, avant de partir pour une visite officielle en Australie dont il espère beaucoup, le Premier ministre annonce la mise en place pour fin septembre d'un comité parlementaire chargé d'initier une révision de la constitution.

---

[691] La liste du gouvernement fait l'objet de l'annexe 25 : Gouvernement Rabuka de juin 1992.

[692] La Constitution de 1990 dispose que le *Speaker* et le *Deputy Speaker* ne sont pas choisi parmi les députés : ils sont élus par les députés parmi des candidats présentés par les groupes parlementaires (Art. 45 de la Constitution de la République démocratique souveraine des Fidji).

La santé du Président Ganilau se dégrade. Fin août, les États-Unis l'évacuent par aéronef médicalisé vers un hôpital de Washington. Pendant plusieurs mois, *Ratu* Mara assure l'intérim de la présidence.

Mi-septembre, Sitiveni Rabuka marque les cent jours de son gouvernement par un discours sur l'état de la Nation dans lequel il affirme que son régime dispose d'un fort soutien populaire et que le pays peut être fier d'un gouvernement qui est « largement accepté à l'intérieur et complètement reconnu par la communauté internationale ». Il présente ses projets pour les années à venir, mettant l'accent sur l'éducation et la formation, le soutien à la croissance économique. Il souligne l'amélioration spectaculaire de la fréquentation touristique : en juillet en en août, le taux de remplissage des hôtels atteint les 80%. Il ne dit rien d'une révision de la constitution. Puis, mi-octobre, devant l'assemblée générale des Nations Unies, il se dit heureux d'annoncer que son gouvernement s'engage à réviser la constitution. Il ajoute que le travail préparatoire a commencé et que toutes les communautés seront associées au processus. Début décembre 1992, le général Premier ministre surprend ses partisans comme ses détracteurs en proposant aux grands partis de l'opposition, le *NFP* et le *Labour*, de former un gouvernement d'unité nationale. Jai Ram Reddy et Mahendra Chaudhry acceptent l'offre, et d'autres députés soutiennent l'idée, mais le Grand Conseil des Chefs, invité à se prononcer, tarde à donner son avis, et les mois passent sans que le projet avance.

A partir d'avril 1993, Sitiveni Rabuka change nettement son discours. Il n'est plus autant nationaliste et déclare que, si les Fidjiens doivent avoir la prééminence, il réalise désormais que, en tant que chef du gouvernement, il doit prendre en compte les autres communautés :

> *I cannot devote myself exclusively to the concerns of only one community in our multi-ethnic and multi-cultural society. […] As Prime minister, I have a larger mission and I see it now more clearly than I did before*[693].

Cette nouvelle orientation est évidemment critiquée par les nationalistes : Sakeasi Butadroka considère le général comme un traître à la cause fidjienne. Le Grand Conseil des Chefs diffère sa réponse sur le projet de gouvernement d'unité nationale en décidant, lors de sa réunion de mai 1993, que la question doit être discutée au niveau des villages. Le président de la République appelle toutes les communautés à soutenir l'action du gouvernement. Fin juin, les treize députés travaillistes cessent de siéger[694] pour protester contre le général Rabuka qui, après un an de pouvoir, n'a respecté aucun des engagements qu'il a pris en échange du soutien du parti. Début juillet, Rabuka installe le comité chargé

[693] *Pacific Report*, Vol. 6 N°8, 3 mai 1993.

[694] Aux termes de la Constitution de 1990, s'ils ne siègent pas pendant deux sessions consécutives sans raison valable, ils perdent leur siège, provoquant des législatives partielles (Article 43).

d'envisager la révision de la constitution : il est présidé par le ministre Filipe Bole et compte quatorze autres membres, dont cinq de l'opposition (quatre *NFP*, dont Jai Ram Reddy, et un nationaliste, *Ratu* Moses Tuisawau).

Fin octobre 1993, Sitiveni Rabuka décide un remaniement ministériel dans lequel il prend le portefeuille des affaires fidjiennes, ce qui lui permet de contrôler l'administration des affaires indigènes et, de ce fait, de peser plus directement sur les décisions des chefs. Fin novembre, le projet de budget que son gouvernement présente au parlement est rejeté par une majorité de députés : aux voix de l'opposition se sont jointes celles de sept députés du *SVT*. Ils espèrent qu'en mettant ainsi Rabuka en minorité, ils obtiendront que le président de la République le remplace. Mais le Premier ministre demande au chef de l'État, en l'occurrence *Ratu Sir* Kamisese Mara, qui assure l'intérim de *Ratu Sir* Epeli Ganilau, de dissoudre le parlement. *Ratu* Mara accepte et de nouvelles élections doivent être organisées. En décembre, *Ratu Sir* Penaia Ganilau décède, et le Grand Conseil des Chefs choisit *Ratu* Mara comme chef de l'État. Celui-ci fixe la date des élections : elles auront lieu du 18 au 25 février.

2. Les élections de 1994 et les évolutions politiques

Les députés dissidents exclus du *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei* forment un nouveau parti politique, la *Fijian Association*, présidée par Josefata Kamicamica. Son action se dit « basée sur les principes de vérité, justice et intégrité dans la conduite des affaires publiques[695] ». *Ratu* Finau Mara, le fils du président de la République, est l'un des membres les plus en vue du nouveau mouvement.

La campagne électorale est dominée par la rivalité entre Rabuka et Kamicamica. Le SVT réussit à préserver son assise et Rabuka constitue une majorité pour former un nouveau gouvernement. Cette fois, le ministre des finances, le colonel Paul Manueli, reconduit dans ses fonctions, peut faire passer son budget, légèrement modifié.

En janvier 1995, le *Sunday Observance Decree*[696] est abrogé. La décision est largement approuvée, parce qu'elle favorise l'activité économique et la liberté de culte, mais le président de l'Église méthodiste, le révérend Manasa Lasaro, s'insurge. Fin février, sur son initiative, environ 12 000 personnes défilent dans Suva, Nadi et Lautoka pour

[695] *Pacific Report*, Vol. 5 n° 11, 11 juin 1992.

[696] *Pacific Report*, 30 janvier 1995.

protester contre l'abrogation de cette législation et remettent une pétition au Président Mara[697]. Mais la tendance va dans le sens d'une amélioration des relations sociales : les discours de politique générale du Premier ministre, comme les documents de travail du gouvernement, cherchent l'unité, la stabilité et la sécurité sur le long terme[698].

L'année sucrière 1994 établit un record de production de sucre, avec près de 517 000 tonnes, et le meilleur ratio canne/sucre en sept ans (une tonne de sucre pour 7,9 tonnes de canne). Le sucre fournit un tiers des exportations fidjiennes et il est vendu principalement à des États européens et asiatiques. En moyenne, la croissance économique est médiocre et les perspectives sont plutôt sombres : chaque année, environ 1000 nouveaux emplois sont créés, alors que 13000 jeunes sortent du système scolaire[699]. En 1998, le dollar fidjien est à nouveau dévalué. Le ministre des finances, qui est alors l'homme d'affaires Jim Ah Koy, ne peut l'éviter, compte tenu de la nécessité de soutenir une situation économique très dégradée en stimulant les exportations et les investissements étrangers.

Les liens entre le Grand Conseil des Chefs et le *SVT* évoluent en même temps que le projet de nouvelle constitution progresse. En 1997, le GCC abandonne son rôle de mentor du parti, afin de prendre du recul et de pouvoir intervenir de manière moins partisane dans le débat politique. Le général Rabuka assume pleinement son rôle de chef du gouvernement, sur le plan intérieur comme sur la scène internationale.

3. Relations extérieures : la normalisation

Immédiatement après les élections de 1992 et la formation du gouvernement du général Rabuka, Canberra et Wellington déclarent attendre une sollicitation du gouvernement Rabuka pour envisager de reprendre la coopération militaire, mais le général répond que c'est à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, qui avaient décidé leur suspension, de prendre l'initiative du rétablissement des relations de défense[700]. Les 8 et 9 juillet, le général Premier ministre participe, à Honiara, aux îles Salomon, au 23e sommet annuel du

---

[697] La pétition demande non seulement le maintien de l'ordonnance sur le respect du repos dominical mais aussi le rejet du projet visant à installer 28 000 Chinois aux Fidji en échange d'investissements. *Pacific Report*, 6 mars 1995.

[698] *Report on Government's Major Achievements in 1994 et Government's Development Proposals for 1995*.

[699] *Pacific Report*, 22 mai 1995.

[700] *Pacific Report*, 24 janvier 1994.

Forum du Pacifique Sud. Il s'y entretient avec ses homologues australien et néo-zélandais, Paul Keating et Jim Bolger, qui annoncent la reprise de la coopération militaire[701].

Fin août 1992, Sitiveni Rabuka est invité à Sydney. Il est reçu par son homologue et par plusieurs ministres. Celui de la défense, Robert Ray, lui annonce que l'Australie va offrir aux Fidji trois navires du programme *Pacific Patrol Boat*. Il présente un nouveau dispositif d'encouragement aux investissements, en particulier dans les domaines de l'industrie textile, la manufacture de mobilier et les pêcheries. Dans le même temps, son ministre des affaires étrangères, Filipe Bole, se rend à Wellington, qui normalise aussi ses relations avec Suva. Dans les mois qui suivent, ces décisions politiques se concrétisent. La première année du gouvernement Rabuka se termine avec la perspective de disposer, en 1993, d'une aide extérieure au développement de 48 millions de dollar fidjiens, soit une augmentation de 5 millions par rapport à 1992. Les principaux bailleurs de fonds sont l'Australie, le Japon et la Communauté européenne[702]. L'émigration, très forte depuis 1987[703], ralentit un peu.

En mars 1994, le Président Mara annonce que les Fidji vont solliciter leur réintégration dans les institutions du Commonwealth et chercher la normalisation des relations avec l'Inde, dont l'ambassade a été fermée en 1990 pour ingérence dans les affaires intérieures.

Le 25e sommet du Forum du Pacifique Sud a lieu à Brisbane du 31 juillet au 2 août 1994. Le général Premier ministre y affirme qu'une solution constitutionnelle durable pour les Fidji doit nécessairement prendre en compte en priorité le rapport particulier des Fidjiens à la terre et la manière dont ils associent étroitement la sécurité de leur avenir à la sécurité de leurs droits fonciers : il est indispensable de reconnaître, accepter et agir pour satisfaire ce besoin avant de pouvoir satisfaire ceux des autres communautés[704].

En août 1994, à l'occasion d'un remaniement et d'un élargissement de son gouvernement, Rabuka confie le portefeuille des affaires étrangères, qu'il s'était réservé, à Filipe Bole. Le ministre de l'intérieur est le colonel Paul Manueli, qui connaît bien l'armée, puisqu'il a commandé les *RFMF* de 1973 à 1978.

---

[701] Au moment où l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'empressent de rétablir l'intégralité de leurs relations avec les Fidji, les relations sont tendues entre Canberra et Port-Vila : le Vanuatu a expulsé le chef de la mission diplomatique australienne pour ingérence dans les affaires intérieures, en l'occurrence des déclarations relatives au droit des affaires vanuatais. Le sommet du Forum n'a pas permis d'aplanir le différend. *Pacific Report*, 16 juillet 1992.

[702] *Pacific Report*, 30 novembre 1992.

[703] Plus de cinq cents personnes par mois ont quitté les Fidji, dont approximativement 90% d'Indo-Fidjiens.

[704] *Pacific Report*, 1er septembre 1994.

En septembre 1994, invité par le gouvernement taïwanais, Sitiveni Rabuka conduit une délégation officielle à Taïwan pour une semaine de rencontres avec les autorités civiles et militaires de ce pays dont les Fidji « ont beaucoup à apprendre ». A son homologue taïwanais, le Premier ministre déclare se réjouir du développement des échanges bilatéraux commerciaux et techniques[705]. Quelques jours plus tard, à la tête d'une délégation encore plus importante d'hommes politiques et d'hommes d'affaires, il se rend en Chine populaire, notamment pour promouvoir les relations commerciales. Le général Rabuka remercie Pékin pour les assurances données en termes d'investissements. Le numéro un chinois, Li Peng, qui a invité les Fidjiens à effectuer ce voyage, rappelle que son gouvernement tient à la disposition de Suva un prêt sans intérêt de plus de cinquante millions de dollars : « comme les Fidji, la Chine est un pays en développement, et elle s'engage dans l'aide internationale[706] ». Dans les mois qui suivent, une entreprise de Hong Kong propose l'installation aux Fidji de 28000 Chinois dans le cadre d'un dispositif prévoyant que 7000 unités d'investissement verseront 130 000 dollars américains pour pouvoir s'installer. Le gouvernement Rabuka accepte d'abord le projet, puis, face aux protestations de responsables religieux, politiques (d'opposition) et syndicaux, annonce qu'une étude va être menée[707]. En mars 1995, le ministre du commerce extérieur, Jim Ah Koy, évoque un dispositif encore plus large d'incitation à l'immigration de ressortissants asiatiques. Il considère que cela compenserait avantageusement l'émigration de 48 000 Indo-Fidjiens depuis 1987 et ne poserait pas de difficultés d'intégration, puisque la communauté chinoise aux Fidji est nombreuse et bien assimilée[708].

En mai 1996, les Fidji rejoignent le Groupe mélanésien du « Fer de lance ». Cela fait plusieurs années que les gouvernements de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Salomon et du Vanuatu encouragent le quatrième État de Mélanésie à intégrer ce mouvement, créé dix ans auparavant. Il s'est associé aussi le Front de libération nationale kanak socialiste de Nouvelle-Calédonie. En effet, il a pour objectif, parmi d'autres, de soutenir une indépendance à dominante kanak en Nouvelle-Calédonie[709] . « *With great humility and great joy, I bring the sovereign democratic country of Fiji to the Melanesian Spearhead Group* » déclare Sitiveni Rabuka, qui prend la présidence tournante du mouvement en 1997.

---

[705] *Pacific Report*, 15 septembre 1994.

[706] *Pacific Report*, 3 octobre 1994. C'est le discours que tiennent encore, plus de vingt ans après, les dirigeants chinois, fidèles à une posture pour laquelle la Chine est qualifiée de « dragon bienveillant ». Voir, par exemple : *Chine, La grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, de Bathélémy COURMONT, 2009.

[707] *Pacific Report* 30 janvier 1995.

[708] Interview de Jim Ah Koy dans *Pacific Report*, 21 mars 1995.

[709] Après la signature des Accords de Matignon, en 1988, le Fer de lance a modifié ses objectifs pour s'attacher davantage au développement des relations économiques et politiques entre ses membres. Les visas ont été supprimés, des lignes aériennes ouvertes, des accords commerciaux conclus. Les Fidji étaient un observateur depuis 1993. Le Fer de lance est formellement devenu une organisation internationale en 2007.

En août 1996, le général Premier ministre des îles Fidji effectue une visite en Malaisie à l'issue de laquelle son homologue, le Dr Mahathir bin Mohamad déclare que son gouvernement soutiendra une demande de réadmission des Fidji dans les organes délibérants du Commonwealth. La situation malaisienne est depuis longtemps une source d'inspiration et de réflexion pour les hommes politiques et politologues des Fidji. Le Dr Mahathir Mohamad confirme à Sitiveni Rabuka que, dans leur cas, la discrimination positive a porté ses fruits en permettant aux autochtones de prendre une part plus importante dans l'économie monétaire : il l'encourage à régler la question ethnique, préalable à la stabilité économique et politique[710].

En octobre 1996, Isikeli Mataitoga, officier en retraite, devient ambassadeur en Australie : le général Premier ministre continue à placer des militaires à tous les niveaux du pouvoir.

En 1997, les Fidji accueillent le sommet annuel du groupe mélanésien du Fer de lance à Savusavu, sur les terres de Sitiveni Rabuka, qui prend la présidence du mouvement. Dans un cadre qui dépasse largement l'Océanie, le général Rabuka devient aussi le président, du Conseil des ministres « ACP » (en 1997). Incarnant ainsi les anciennes colonies de l'Europe en Afrique, Caraïbes et Pacifique, il dirige les négociations sur les prix des productions agricoles dans le cadre de la Convention de Lomé.

A compter du 1er octobre 1997, l'État des Fidji est réadmis dans le Commonwealth. A la fin du même mois, à Edinbourg, le général Rabuka représente donc son pays à la réunion des chefs de gouvernements de cette organisation, dont le communiqué final souligne la réintégration avec satisfaction : « *Heads of Government expressed satisfaction at the return of Fiji on 1 October 1997 to the Commonwealth, as their 54th Member state*[711] ». Dans cette affaire, Suva a bénéficié du soutien de New Delhi. Les Fidji invitent l'Inde à rouvrir sa mission diplomatique.

En matière de relations extérieures, 1998, la dernière année de mandat du général Rabuka à la tête du gouvernement avant les élections prévues au début de 1999, est marquée par une tournée en Asie Pacifique : à Singapour, en Indonésie, en Australie et en Malaisie, où se déroulent les Jeux du Commonwealth. Les Fidji, réintégrées dans l'organisation, sont heureuses de participer à nouveau à ce grand rendez-vous sportif quadriennal. A Kuala Lumpur, une nouvelle rencontre a lieu avec Mahathir bin Mohamad, au cours de laquelle les deux dirigeants comparent l'évolution de leurs deux nations

---

[710] Le docteur Mahathir bin Mohamad a dirigé la Malaisie de 1981 à 2003. Les interactions entre les Fidji et la Malaisie pendant ces vingt-deux ans sont étudiées par Ahmad Faiz Abdul HAMID dans *Malaysia and South-South cooperation during Mahathir's era: determining factors and implications*, 2005.

[711] Le communiqué officiel est disponible sur le site Internet du Commonwealth : www.thecommonwealth.org, consulté le 29 novembre 2010.

« multiraciales »[712]. Le général Rabuka est considéré par les autres chefs d'État et de gouvernement comme l'un des leurs, et parfaitement fréquentable. Il a d'excellentes relations personnelles avec plusieurs de ses homologues.

4. Les relations du Général Rabuka avec la France

Depuis 1987, les relations sont bonnes entre Sitiveni Rabuka et la France. En août 1989, la visite du Premier ministre Rocard à Suva est très remarquée. Le gouvernement Mara-Rabuka a reçu de la France un hélicoptère Ecureuil, trois véhicules d'autorités (des Renault 25), cinquante-trois véhicules de transport de troupes et un soutien pour une tournée internationale de son équipe de rugby. Paris prend soin d'affirmer qu'il ne s'agit pas de prendre la place laissée vacante par l'Australie et la Nouvelle-Zélande ; Canberra souligne « la complémentarité des contributions [de l'Australie et de la France] en faveur de la stabilité et de la sécurité dans la région », mais ne manque jamais une occasion de rappeler son opposition aux expérimentations nucléaires[713].

Les liens entre les Fidji et les territoires français du Pacifique sont intensifiés. Une mission néo-calédonienne vient à Suva, en juillet 1991, pour développer les échanges commerciaux et simplifier les procédures douanières et phytosanitaires. Après les élections de mai 1992, la France est le premier État qui envoie un représentant rencontrer le Général - Premier ministre. Du 20 au 23 juin, le Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Alain Christnacht, effectue une visite discrète, au cours de laquelle il s'entretient avec le chef du gouvernement[714].

Lorsque la reprise des expérimentations atomiques françaises en Polynésie rassemble les États océaniens contre la France, Sitiveni Rabuka appelle ses homologues du Pacifique à envisager le long terme. Si la France est démise de son statut de « partenaire de dialogue » du Forum du Pacifique Sud, que se passera-t-il lorsque ses essais nucléaires seront terminés ? Quelle procédure permettra de la réintégrer ? Rompre les relations avec la France nuirait aux intérêts de l'Océanie : « *We cannot go into our own Cold War*[715] ».

---

[712] Sitiveni Rabuka, le jour de ses 50 ans, assiste avec Mahathir bin Mohamad au match de rugby à sept qui oppose leurs deux équipes nationales, que les Fidjiens remportent 65 à 3. En finale du tournoi, les Fidjiens perdent face à la Nouvelle-Zélande (John SHARPHAM, 2000, p. 250).

[713] *Les Nouvelles calédoniennes*, 27 janvier 1989.

[714] *Les Nouvelles calédoniennes*, 24 juin 1992.

[715] *Pacific Report*, 25 septembre 1995. On peut noter que si le général Rabuka refuse que les Fidji adoptent une position trop opposée aux décisions de Paris, le gouvernement tongien va encore plus loin dans le sens

Paris apprécie cette prise de position et le Président Chirac invite en France le chef du gouvernement fidjien. Cette première visite a lieu en avril 1997 ; le général Premier ministre est fait commandeur de la Légion d'honneur.

Le 25 avril 1997, Jacques Toubon, ministre de la Justice, prononce un discours qui dresse le tableau des relations entre la France du Président Chirac et les Fidji du général Rabuka[716] :

> […] Vous êtes […] monsieur le Premier ministre, […] un ami réel de notre pays. Cette amitié est ancienne et je crois pouvoir dire qu'elle a les racines les plus fortes, celles de la fraternité d'armes, forgée avec vos camarades français, lorsqu'au début des années 1980 vous apparteniez, en qualité d'officier, au détachement fidjien de la FINUL. Vous avez alors sauvé la vie d'un officier français, le colonel Laforge[717], et avez été élevé pour cet acte de bravoure à la distinction de Commandeur[718] de la Légion d'honneur.
>
> Votre amitié pour notre pays ne s'est pas démentie au cours des années récentes.
>
> Il y a deux ans, en effet, vous avez eu le courage d'adopter à l'égard de la France une position que nous n'oublierons jamais, face aux controverses que suscitait la dernière série de nos essais nucléaires. Cette position, qui n'était pas, nous le savons, exempte de critique, se démarquait cependant des attaques si virulentes et si dépourvues de fondement rationnel dont nous étions la cible.
>
> L'homme d'État que vous êtes, a compris que l'essentiel était de sauvegarder le dialogue avec la France.
>
> Pour cette clairvoyance et cette amitié, Monsieur le Président de la République, qui vous recevait ce midi à déjeuner à l'Elysée, a tenu à vous élever ce jour à la dignité de Grand Officier de la légion d'honneur.

---

du refus de protester contre la France : le Premier ministre, le Baron Vaea, déclare, au même moment, que, même si le Royaume souhaite la fin de ces expérimentations, il s'agit là d'une question de souveraineté française. Néanmoins, après le deuxième test, en septembre 1995, la France est suspendue par le Forum du statut de *Dialogue Partner* qu'elle avait depuis la création de ce « *Dialogue post-Forum* », en 1989.

[716] Le texte intégral constitue l'annexe 26 : Discours de Jacques Toubon, à Paris, le 27 avril 1997.

[717] Le colonel Laforge était présent à l'Elysée ce jour-là. On le voit sur l'album de photographies commémorant cette réception, que le Président Chirac a offert dédicacé au Premier ministre Rabuka. Communication personnelle du général Rabuka.

[718] Selon le diplôme qu'il possède (qui a fait l'objet d'un prêt personnel, comme l'album de photographies) le général Rabuka a été élevé à la dignité de Grand Officier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur, pas Commandeur. Son diplôme est daté du 31 mai 1997 ; il porte le numéro 162 LHE 97 et est signé par le Président Chirac, le Général Forray et M. Tisné. On peut signaler que le Code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire dispose que « Les étrangers qui se sont signalés par les services qu'ils ont rendus à la France ou aux causes qu'elle soutient peuvent recevoir une distinction de la Légion d'honneur » (article R128). De plus, lorsque les étrangers bénéficiaires des dispositions de l'article R. 128 résident à l'étranger, ils ne sont pas obligatoirement astreints aux règles de la hiérarchie des grades de la Légion d'honneur (article R130).

[…] d'autres liens rapprochent Fidji et la France, et notamment notre volonté commune d'identité et d'indépendance nationales.

Grâce à votre personnalité courageuse, vous avez incarné, monsieur le Premier ministre, cette volonté dans une période délicate de l'histoire de votre pays, avec notre pleine compréhension.

Actuellement, vous conduisez une réforme constitutionnelle et, là encore, nous vous apportons notre plein soutien. Cet attachement commun à la souveraineté, à l'indépendance nationale et à la liberté nous rapproche et a marqué, à plusieurs reprises, nos relations au cours de ces dernières années.

Je ne peux m'empêcher, évoquant votre attachement à l'esprit d'indépendance et de liberté, de me référer avec émotion à la mémoire, à laquelle nous sommes très attachés, du regretté Ratu Sukuna.

C'est en effet parfois avec bonheur que l'histoire se répète. Ce grand homme d'État fidjien, alors qu'il n'était encore qu'un brillant étudiant à Oxford, avait choisi une voie personnelle et courageuse lors du premier conflit mondial en décidant, puisque la possibilité de combattre dans les troupes britanniques lui était refusée, de gagner la France et de rejoindre notre Légion étrangère. Je vous ai remis tout à l'heure un copie de l'engagement de Ratu Sukuna dans la Légion étrangère française en 1914.

Nous n'oublions pas, Monsieur le Premier ministre, que Ratu Sukuna accomplit, entre 1914 et 1918, plusieurs actions d'éclat, qui lui valurent nos plus hautes distinctions militaires, et notamment la médaille militaire, ainsi que toute notre reconnaissance. Peut-être faut-il voir dans cet épisode de la vie du fondateur de la nation fidjienne moderne, un événement symbolique et fondateur de l’amitié qui nous unit aujourd'hui.

Votre voyage en France, monsieur le Premier ministre, constitue, nous en sommes certains, une étape mémorable de nos relations bilatérales. Outre que ce voyage constitue votre première visite officielle en France, il doit nous permettre de donner une impulsion nouvelle à notre dialogue politique, à nos échanges et à notre coopération.

Nos deux pays ne manquent pas de raisons d'aller dans cette direction. La force du lien historique qui unit la France au Pacifique sud est un trait permanent de notre identité. […] Elle continuera à jouer son rôle unique dans la région.

Persuadée de cette vérité durable, qui dépasse par sa portée tous les malentendus passagers que nous avons pu connaître encore récemment, la France est sans doute la seule puissance occidentale résolue à maintenir et à développer dans l'ensemble du Pacifique insulaire son action de coopération dont nos territoires sont, de plus en plus, les premiers acteurs.

> La France est en effet un ardent défenseur des intérêts fidjiens au sein de l'Union européenne, union dont vous n'ignorez pas qu'elle est, et de très loin, le premier donneur d'aide au développement à votre pays, en particulier grâce au F.E.D. et au Protocole sucre.
>
> Comme la France est en outre le pays qui respecte, plus que tout autre, l'indépendance de vos choix politiques, nous sommes convaincus que Fidji peut trouver dans un partenariat renforcé avec nous l'occasion de diversifier ses relations extérieures et donc, de gagner une autre liberté.
>
> […] Je lève mon verre […] au renforcement de l'amitié franco-fidjienne.

Toutes les raisons qui expliquent la politique de la France envers les Fidji dans les années 1990 sont énumérées dans ce discours. La position de la France, qui détonnait dix ans auparavant, est désormais plus en phase avec celles de la plupart des États qui ont désapprouvé les coups d'État de 1987. Le Général - Premier ministre est désormais accepté, souvent apprécié. La réforme constitutionnelle alors en préparation y contribue largement.

SECTION 3. LA REVISION DE LA CONSTITUTION : UNE ATTENUATION DU NATIONALISME

1. L'œuvre de la Commission Reeves

En novembre 1994, après de nombreux ajournements, le gouvernement arrête enfin la composition de la commission chargée de préparer la révision de la constitution de 1990. La *Constitution Commission* sera composée de trois personnalités : l'une choisie par le gouvernement, la deuxième par l'opposition parlementaire et la dernière sera désignée conjointement par le gouvernement et l'opposition. Le ministre en charge de ce dossier, Filipe Bole, considère que le président de la commission devrait être un citoyen des Fidji, pas un étranger, si qualifié soit-il : « *Why should I have someone from outside to tell me, to lead me into a constitution which is acceptable to me?*[719] ». En mars, c'est le Néo-

[719] *Pacific Report*, 28 novembre 1994.

Zélandais *Sir* Paul Reeves, ancien Gouverneur-Général et ancien archevêque anglican de ce pays, qui est choisi pour présider la commission. Les autres membres sont le Docteur Brij V. Lal, un Indo-Fidjien enseignant à l'*Australian National University*, choisi par l'opposition[720] et Tomasi Rayalu Vakatora, un ancien *Speaker* du Parlement et ministre de l'Alliance de Ratu Mara, choisi par le gouvernement[721]. A ce moment-là, Sitiveni Rabuka remanie son gouvernement et reprend les dossiers de la réforme constitutionnelle et de la réforme foncière. La commission doit rendre son rapport en juin 1996, mais finalement elle sollicite un report.

Enfin, le 6 septembre 1996, *Sir* Paul Reeves, le Docteur Brij Lal et Tomasi Vakatora présentent leur travail de 699 pages intitulé *Fiji : Towards a United Future*. Le Parlement le discute publiquement le 10 septembre, à l'occasion d'une séance solennelle réunissant les députés et les sénateurs, avec discours du président de la République, du Premier ministre et du chef de l'opposition. Le document est ambitieux, il réfute l'inscription dans la constitution d'une prééminence des Fidjiens (mais recommande la constitutionnalisation des droits coutumiers sur les terres et les ressources naturelles, du rôle et des pouvoirs du Grand conseil des Chefs, de la dévolution des titres de chefs, de la résolution des conflits). Le rapport propose un gouvernement dans lequel les différentes communautés seraient représentées. Ceci ne serait possible qu'avec l'émergence de partis ou coalition multiraciales et, donc, la fin des circonscriptions communautaires. Le rapport recommande que 45 des 70 sièges de la chambre des représentants correspondent à des circonscriptions où tous les électeurs voteraient sans distinction de communauté. Les 25 sièges restant continueraient (provisoirement ?) à des circonscriptions par communautés (12 pour les Fidjiens, 10 pour les Indiens, deux pour les « *general voters* » et un pour les Rotumans. Quant au Sénat, il serait composé de membres élus sur des circonscriptions non communautaires mais correspondant au découpage provincial, ce qui avantagerait probablement les candidats autochtones, plus précisément les chefs coutumiers des provinces[722].

Le projet est audacieux ; le faire accepter par les plus radicaux défenseurs des intérêts des Fidjiens semble improbable. Le Général Premier ministre, auteur des coups d'État nationalistes de 1987, déclare devant le Parlement que « le pays a besoin d'une

---

[720] Outre ses nombreux travaux de politologue, qui sont abondamment cités ici, le Dr LAL a écrit et dirigé des ouvrages sur l'histoire des Indo-Fidjiens, parmi lesquels *Chalo Jahaji: on a journey through indenture in Fiji* (2000), *Mr Tulsi's store: a* Fijian *journey* (son premier roman, 2001),(2004), *Girmitiyas: the origins of the Fiji Indians* (2004), ou *The Encyclopedia of the Indian Diaspora* (2006).

[721] Tomasi VAKATORA est l'auteur de *From the Mangrove Swamps* (1988, une autobiographie sur son parcours jusqu'au plus haut niveau de la fonction publique et de la représentation politique), de *Traditional Culture and Modern Politics* (1997) et, avec Brij V. LAL, de *Fiji and the World* (1997) et *Fiji in Transition* (1997).

[722] Sandra TARTE, "Political reviews, Melanesia, Fiji", in *The Contemporary Pacific*, Vol. 9 N° 2 « Fall 1997 ».

constitution qui donne à tous les citoyens le sentiment qu'ils sont chez eux ». Il évoque aussi, pour apaiser les craintes de certains Fidjiens et récuser les contestations, que la République a besoin de se conformer à des exigences internationales et de rassurer les investisseurs, locaux comme étrangers[723].

2. La Constitution de 1997

Sur la base des recommandations du rapport de la Commission Reeves, un comité parlementaire prépare le texte d'une nouvelle constitution. En présentant un travail préparatoire au parlement, le Général - Premier ministre déclare avec émotion que sa conviction profonde a totalement changé en dix ans. Lui qui pensait que, pour la sauvegarde de la sécurité nationale, il était indispensable d'assurer la prééminence des Fidjiens, considère alors avec la même force que la seule voie possible est celle de l'unité :

> *Ten years ago I was convinced that there was no other way to safeguard the national security interests of Fiji. Today I can say with the same strength of conviction that I believe there is only one way. We must stand together and commit ourselves towards a united future*[724].

Le 3 juillet, la chambre des représentants adopte à l'unanimité le projet de constitution. Le sénat fait de même le 10 juillet. Le texte est définitivement adopté le 25 juillet, lorsque le président Mara y appose sa signature. Il entrera en vigueur en juillet 1998. Des élections auront lieu dans ce nouveau cadre avant février 1999. Dans l'intervalle, il faudra redécouper les circonscriptions, sur la base du recensement de 1996[725].

La Constitution tente de faire de l'archipel un pays pluriethnique, dans lequel l'appartenance communautaire des citoyens ne détermine plus le système politique et social[726]. Le développement économique et social doit désormais être la priorité. Parmi les dispositions de la Constitution qui doivent permettre de mettre en œuvre cet objectif, on

---

[723] *Ibid*. citant *Islands Business* d'octobre 1996.

[724] *Fiji Times* du 15 mai 1997.

[725] Les Fidji comptent officiellement 775 000 habitants. Pour la première fois depuis 1901, les Fidjiens constituent la majorité numérique absolue : 51,1%. (*Fiji Islands Bureau of Statistics*, http://statsfiji.gov.fj).

[726] Le passage qui suit reprend des éléments du chapitre « Les Fidji : Constitutions et coups d'État » que nous avons co-écrit avec Marion BASTOGI, *in Etats et Constitutions du Pacifique Sud /States and Constitutions of the South Pacific*, Emmanuel-Pie GUISELIN et Marc JOYAU (dir.), 2010.

retrouve l'instauration du système électoral des préférences et la mise en place d'institutions de consensus.

Le partage du pouvoir entre Fidjiens de souche autochtone et Indo-Fidjiens se fait tant au sein du parlement qu'au sein du gouvernement. Le Premier ministre ne sera pas nécessairement un fidjien. La chambre des représentants comprend des sièges réservés aux deux communautés principales ainsi qu'à la communauté rotumane et aux *General Voters*. Ce système permet d'assurer que les différentes ethnies soient représentées au Parlement, et plus particulièrement les Indo-Fidjiens et les Fidjiens autochtones. L'instauration de sièges ouverts marque une rupture avec les constitutions précédentes. Désormais, sur les 71 sièges de la chambre des représentants, 25 peuvent être pourvus par un candidat de n'importe quel groupe ethnique et dans ce cas, tous les électeurs résidant aux Fidji peuvent voter, quelle que soit la communauté à laquelle le candidat appartient.

Cette constitution va beaucoup plus loin que les précédents textes constitutionnels dans le partage du pouvoir entre les communautés autochtone et indo-fidjienne, et elle innove en créant, pour la première fois, des sièges « ouverts » à la Chambre des représentants. Le système de vote des préférences doit permettre la représentation, au sein des assemblées, des deux principaux camps politiques et ethniques, tout en accordant une place particulière aux autochtones, reconnus comme premiers occupants du pays, avec l'existence du Grand Conseil des Chefs.

3. Un problème non résolu : la question foncière

L'avancée remarquable sur la voie d'un avenir partagé, que concrétise la nouvelle constitution, n'occulte pas les difficultés qui demeurent, et tout particulièrement la question foncière. 1997 est l'année où commencent à expirer les baux fonciers établis 30 ans auparavant dans le cadre de l'*Agricultural Landlords and Tenants Act* (*ALTA*). 19 000 hectares sont concernés, soit plus de 4800 baux. Pour l'essentiel, ce sont des terres coutumières exploitées par des Indo-fidjiens. Beaucoup de clans propriétaires envisagent de cesser de les louer afin de les exploiter eux-mêmes, et en tirer des revenus plus importants[727]. Des évictions auraient des conséquences dramatiques pour les familles indo-

[727] Les baux *ALTA* ne rapportent aux propriétaires que 50% des rentes, qui elles-mêmes ne sont pas très élevées : 6% des revenus attendus de la vente de la canne à sucre (Jean-Pierre DOUMENGE, « La gestion de la diversité culturelle à Fidji et en Nouvelle-Calédonie : analogies et divergences de deux pays connaissant des turbulences », *in L'Asie-Pacifique des crises et des violences* de Christian HUETZ DE LEMPS et Olivier SEVIN (dir.) 2008, p. 292). Pour des détails et des explications sur la délicate question foncière fidjienne,

fidjiennes concernées. Ces terres produisent, entre autres, un million de tonnes de canne à sucre par an. Une action doit être entreprise, à la fois immédiatement pour tenir compte de la situation des exploitants évincés, et à long terme pour régir durablement les relations entre bailleurs et preneurs. Un audit indépendant a été commandé à des consultants extérieurs sur le *Native Land Trust Board* qui administre les terres coutumières depuis 1940[728]. Le rapport conclut que le *NLTB* n'est pas efficace et ne génère pas suffisamment de revenus pour les propriétaires fonciers. Un comité parlementaire est chargé de préparer, à partir de ce rapport, une réforme de la législation. Afin de gérer directement cette affaire sensible, Sitiveni Rabuka reprend à son compte, fin janvier 1998, le portefeuille des affaires fidjiennes. Les débats sont difficiles. Rabuka souhaite qu'une réforme puisse être adoptée avant les élections de 1999, mais il n'y parvient pas et le problème demeure : le prochain gouvernement devra le traiter.

CONCLUSION DU CHAPITRE. LE GENERAL - PREMIER MINISTRE ET SON ARMEE

Immédiatement après ses coups d'État de 1987, Sitiveni Rabuka a utilisé le pouvoir qu'il a usurpé (et qu'on lui a rapidement reconnu) pour développer les *Fiji Military Forces*. Leurs missions sont étendues ; les effectifs et le budget sont doublés en deux ans : entre 1986 et 1989, le nombre des personnels d'active passe de moins de 2000 à plus de 5000, et le budget annuel de moins de 17 millions de dollars fidjiens à plus de 43 millions[729]. Dès 1988, Sitiveni Rabuka a donné aux forces militaires une fonction d'aide au développement en confiant à une unité auxiliaire, expressément créée, une mission d'intermédiaire entre des pêcheurs et des agriculteurs de régions isolées et les marchés de

voir, par exemple, l'étude de Naren PRASAD pour l'UNESCO : « Régimes fonciers et développement économique dans le Pacifique », 1999 (http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001162/116284fo.pdf consulté le 29 novembre 2010).

[728] Le *NLTB* a été créé en 1940 pour administrer les terres coutumières « au bénéfice des propriétaires coutumiers ». C'est cet organisme qui approuve les baux, collecte les rentes et les redistribue : il agit au nom des propriétaires et assure l'intermédiaire entre les différents protagonistes. Avant 1940, chaque *mataqali* négociait directement avec les exploitants, pour des surfaces souvent petites. Aucune mise en valeur de grande envergure n'était possible. C'est *Ratu* Sukuna qui a été la cheville ouvrière d'un nouveau système centralisé permettant une gestion harmonisée des terres, avec laquelle à la fois les propriétaires et les exploitants pouvaient s'engager sur le long terme. Le *NLTB* a un site internet bien documenté : www.nltb.com.fj.

[729] Ces sommes correspondent aux dépenses réelles, telles qu'elles figurent dans le Livre blanc de la Défense 1997, *Defending Fiji* (p. 85-86). Voir l'annexe 28 : Evolution du budget de la défense entre 1971 et 1994.

Suva. Cette opération *Veivueti* n'a pas eu les résultats escomptés, faute de régularité des productions en question, des passages des navires militaires et de la lenteur de l'acheminement, pendant lequel la marchandise pouvait se détériorer[730].

En 1991, lorsqu'il renonce à ses fonctions militaires, le général Rabuka nomme à la tête des *Republic of Fiji Military Forces* le colonel *Ratu* Epeli Ganilau, fils de *Ratu Sir* Penaia Ganilau et gendre[731] de *Ratu Sir* Kamisese Mara. Mais il conserve le portefeuille de l'intérieur, se réservant ainsi les questions de défense et de sécurité. Ce n'est qu'en septembre 1993 que le général Premier ministre cède le ministère de l'armée et de la police à *Ratu* William Toganivalu, qui était déjà, dans son gouvernement, chargé de dossiers particuliers (la télévision, l'immigration, les services de renseignement)[732].

Le général Rabuka souhaite pour l'armée un rôle international accru. Il participe par exemple aux discussions sur un projet de force régionale de maintien de la paix initié par le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée : début 1994, alors que le gouvernement papouasien est confronté au conflit sanglant de Bougainville depuis sept ans, *Sir* Julius Chan, consulte ses homologues des États océaniens qui disposent d'une armée (Tonga et Fidji) ou d'une composante paramilitaire au sein de leur police (Vanuatu et Salomon)[733]. Début juin, Sitiveni Rabuka se rend en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En septembre, quelques dizaines de militaires fidjiens sont déployés à Bougainville au sein de la *South Pacific Peace-Keeping Force* commandée par le général australien Abigail.

---

[730] Le dispositif est évoqué par Brij V. LAL (*Fiji before the storm: elections and the politics of development*, 2000, p. 143) et décrit par Joeli VEITAYAKI dans *Fisheries development in Fiji : the quest for sustainability*, 1995. On reparle de cette opération *veivueti* depuis 2006 pour souligner son échec et rappeler qu'elle était conduite par un jeune officier de marine, Esala Teleni. Celui-ci, devenu *Commodore*, proche de Frank Bainimarama, est chef de la police (2006-2010) puis ambassadeur en Chine (2010).

[731] Sur ce plan, *Ratu* Epeli Ganilau est dans la même situation que le précédent *Commander RFMF*, *Ratu* Epeli Nailatikau.

[732] *Ratu* William meurt de maladie quelques semaines avant les élections de février 1994. Dans le gouvernement suivant, le portefeuille de l'intérieur est confié à Berenado Vunibobo (qui est aussi chargé de l'immigration, du travail, de l'emploi, des relations avec les syndicats, de la jeunesse et des sports). Ensuite, ce sera le colonel Manueli qui sera chargé du *Ministry for Home Affairs and Immigration* : à nouveau, un *ex-Commander RFMF* assurera la tutelle de l'armée.

[733] *Pacific Report*, 30 mai 1994. Ce projet ne verra pas le jour en tant que tel : l'Australie et la Nouvelle-Zélande seront les contributeurs principaux de dispositif d'interposition mis en place à Bougainville, la *South Pacific Peace Keeping Force*. Le chef des opérations de la *SPPKF* est le colonel tongien Tupou et le commandant sur le terrain est le colonel fidjien Draunidalo, mais le véritable commandement est australien et néo-zélandais : le général de brigade Abigail commande l'ensemble du dispositif interarmées à partir du *HMAS Tobruk*, le grand navire amphibie australien, au mouillage en baie d'Arawa (cette intervention est présentée en détails par Bob BREEN dans Giving peace a chance: *Operation Lagoon, Bougainville, 1994, a case of military action and diplomacy*, 2001). *Sir* Julius Chan continuera pendant de longues années à faire avancer l'idée, mais, jusqu'en 2010, aucune concrétisation n'a eu lieu sans que Canberra et Wellington en prennent la tête. L'exemple le plus significatif est la *RAMSI* (*Regional Assistance Mission to Solomon Islands*) mise en place sous l'égide du Forum (devenu Forum des îles du Pacifique) déployée à partir de juillet 2003, dont la grande majorité des personnels, militaires et policiers, sont australiens et néo-zélandais.

La coopération militaire avec l'Australie a repris intégralement sous le gouvernement Rabuka. Chaque année, de nombreuses activités bilatérales sont conduites. On peut citer par exemple, pour l'année 1995 :

- la livraison de deux patrouilleurs du programme des *Pacific Patrol Boats* (en mai et en octobre),

- la modernisation de la base navale de *Walu Bay*, à Suva,

- une importante formation de toute une compagnie des *RFMF* (120 Fidjiens en instruction au centre d'entraînement au combat des forces terrestres, à Canungra, dans le Queensland) dans le cadre de la préparation aux déploiements dans les opérations de maintien de la paix[734].

- de l'équipement destiné à l'unité du génie pour un montant de 350 000 dollars fidjiens (notamment de gros engins de terrassement, de levage et d'excavation[735]).

Au-delà de la région Pacifique, la participation aux missions internationales de maintien de la paix se maintient et s'étend : en mars 1996, cinquante policiers sont engagés en Croatie au sein de l'administration provisoire des Nations Unies à Vukovar (*UNTAES*[736]). En avril-mai 1996, le général Rabuka envoie son ministre de l'intérieur, le colonel Manueli, effectuer une tournée internationale d'un mois pour s'entretenir, à New York, avec les responsables onusiens du *Peace Keeping* et pour rendre visite aux détachements fidjiens engagés dans des opérations de paix[737]. En mars 1997, le général Rabuka va lui-même rendre visite aux policiers de l'*UNTAES*. En avril, à Paris, sa carrière militaire et sa carrière politique sont distinguées par le gouvernement français.

---

[734] *Pacific Report*, 6 avril 1995.

[735] *Pacific Report*, 6 novembre 1995

[736] www.un.org/en/peacekeeping/missions/past/untaes_p.htm consulté le 21 novembre 2010.

[737] Outre ses responsabilités au sein du gouvernement et son passé de *Commander RFMF*, le colonel Manueli porte le titre de *Colonel of the Fiji Infantry Regiment*, qui lui confère une stature particulière. Cette distinction héritée du cérémonial militaire britannique fait de lui le conseiller du commandant et le gardien des traditions et des valeurs du régiment, c'est-à-dire de l'essentiel des forces terrestres fidjiennes : ce sont les bataillons de cet unique régiment fidjien qui fournissent les contingents des missions de paix : *First, Fiji Infantry Regiment*, ou *1FIR*, est déployé au Liban, le *2FIR* au Sinaï. Paul Manueli était officier lors de la campagne de Malaisie ; dès le début du déploiement du bataillon fidjien, un incident insolite a opposé le jeune lieutenant (il a tout juste 20 ans, étant né en 1934) à un éléphant blessé qui l'a laissé pour mort (Kim GRAVELLE, 2000, p. 231).

Dix ans après les coups d'État de 1987, les militaires ont pénétré la haute administration civile : trois des quatre commissaires de district[738] sont des colonels en retraite. D'autres officiers sont notamment ambassadeurs ou chefs de services ministériels. Les élites de l'armée, de la politique, de l'administration et des affaires se mélangèrent à un niveau jamais atteint[739].

Il apparaît, à la lumière des coups d'État de 1987, que les dirigeants fidjiens ont toujours été conscients de la valeur de leur armée, mais qu'ils n'ont pas vu les risques qu'une telle force pouvait représenter. Les « Forces militaires royales » des Fidji souveraines étaient politisées : les effectifs étaient presque exclusivement constitués de Fidjiens de souche, le commandement majoritairement exercé par des chefs coutumiers. Ceux-ci représentaient et appliquaient les valeurs et les intérêts de l'élite dirigeante conservatrice. Les relations entre le pouvoir politique et le commandement militaire reflétaient les liens traditionnels entre les chefs et leurs guerriers. Les cadres issus de l'aristocratie coutumière inculquaient leurs idées politiques aux hommes placés sous leurs ordres, contribuant ainsi à pérenniser l'ordre établi. La nomination, en 1982, de *Ratu* Epeli Nailatikau, fils d'un très grand chef héros de guerre, gendre du Premier ministre et neveu du gouverneur général[740], marque le paroxysme du système : par son ascendance et son mariage, il incarne à la fois la très haute aristocratie, la tradition militaire et les liens avec le sommet du pouvoir politique. Dans les années 1980, les militaires sont ainsi conditionnés pour servir et défendre les intérêts de la classe dirigeante, mélanésienne de souche[741], noble, chrétienne et fière de l'être. Les officiers supérieurs ont des relations étroites avec les membres du gouvernement, auxquels ils sont souvent liés par le sang et des liens coutumiers d'allégeance[742].

Dans les Fidji du général Rabuka, coutume et démocratie sont incompatibles : la première, enracinée dans la terre et la tradition, fonde la société ; la seconde est une « fleur

---

[738] Il y a quatre « *District Commissioners* », chargés chacun de l'administration d'un quart du territoire fidjien. Dans la division administrative pour laquelle il est compétent, le commissaire de district est le représentant du gouvernement.

[739] Ron R. CROCOMBE, 2001, p. 565.

[740] *Ratu* Epeli Nailatikau est le fils de *Ratu Sir* Etuate (Edward) Cakobau, qui a été officier pendant la Seconde Guerre mondiale et commandant du bataillon fidjien en Malaisie. Il est le gendre du Premier ministre *Ratu Sir* Kamisese Mara et le neveu de *Ratu Sir* Penaia Ganilau, qui, en 1982, est le Gouverneur Général des Fidji.

[741] L'uniforme même, avec la jupe traditionnelle (*sulu*), consacre l'appartenance des militaires à la population autochtone (Jim SANDAY, 1989, p. 12). L'histoire de ce vêtement, imposé par les missionnaires et devenu le costume national fidjien, est notamment étudiée, parmi d'autres exemples d'invention des traditions vestimentaires, par Robert ROSS dans *Clothing: a global history, or the imperialists' new clothes* (2008) et, dans le contexe océanien, dans l'ouvrage dirigé par Suzanne KUCHLER et Graeme WERE, *The art of clothing: a Pacific experience* (2005).

[742] Ces idées s'appuient sur des communications personnelles et des écrits publiés du colonel Jim SANDAY (notamment 1989, p. 11-12).

exotique[743] » inadaptée au sol fidjien. Les intérêts des autochtones sont constitutionnellement prépondérants, même si ceux des autres communautés ont été partiellement rétablis par la Constitution de 1997. La composition de la population évolue significativement du fait que les Indo-Fidjiens émigrent en masse après les coups d'État de 1987 : entre le recensement de 1986 et celui de 1996, le nombre des *Indians* diminue significativement, en valeur absolue comme en proportion, passant de 48,7% à 43,7% de l'ensemble de la population, tandis que les *Fijians*, au contraire, représentent 50,8% en 1996, contre 46% en 1986.

La majorité numérique absolue revient aux Fidjiens, après un demi-siècle de suprématie démographique des Indo-Fidjiens[744]. La communauté autochtone retrouve ainsi la possibilité de peser quantitativement sur les scrutins, conserve la maîtrise de l'essentiel du domaine foncier (83%) et dispose de la primauté politique, protégée par la Constitution.

[743] La formule « *foreign flower, wrong soil* » appliquée à la démocratie aux Fidji, est d'*Adi* Finau Tabakaucoro (universitaire devenue politicienne ethnonationaliste). Elle a été adoptée par le général Rabuka, qui l'a répétée longtemps : « *Democracy, we have always stated, is a foreign flower* » et à qui on l'attribue souvent.

[744] Ces données numériques sont publiées, détaillées et commentées par le Bureau national des statistiques, dont de nombreux documents sont en ligne sur www.statsfiji.gov.fj. On lira aussi, en français, les travaux de Jean-Louis RALLU sur les minorités et l'intégration aux Fidji, en particulier « L'intégration, à quel type de société ? » *in Anciennes et nouvelles minorités*, dont il est l'un des directeurs, avec Youssef COURBAGE et Victor PICHE (1997, p.379 à 393).

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE. LE BILAN DES ANNEES RABUKA, 1987-1999 : D'UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE ULTRA-NATIONALISTE A UN ETHNO-CENTRISME TEMPERE.

Les Fidji de la fin des années 1990 sont bien différentes de celles du début de 1987. Les coups d'État du général Rabuka, puis sa gouvernance, ont vu des transformations profondes et définitives. La composition de la population est radicalement différente : démographiquement, les Fidjiens ont désormais une supériorité numérique absolue. En 1994, les Fidji ont fait un pas important dans le « monde moderne » : un service de téléphonie cellulaire est lancé et la télévision des Fidji émet pour la première fois[745]. « *Fiji Television* » est présidée par le directeur exécutif de la Banque nationale de développement, Laisenia Qarase, qui arrivera au premier plan de la scène politique quelques années plus tard.

L'homme politique Sitiveni Rabuka est desservi par son impulsivité et son inconstance[746] : il parle souvent avant d'avoir achevé sa réflexion et multiplie les déclarations provocatrices et contradictoires. Fin mai 1994, pour soutenir un projet de loi sur des mesures favorables aux Fidjiens, il déclare ainsi devant le Parlement qu'il ne peut pas garantir qu'il n'y aura pas un nouveau coup d'État, et que s'il y en avait un, il ne pourrait pas garantir qu'il serait conduit sans effusion de sang[747]. Fin 1996, lorsque le projet de constitution est élaboré par la Commission Reeves, le Général - Premier ministre se démarque clairement de l'ethno-nationalisme qu'il défendait auparavant : « *The stance of Fiji for the Fijians won't work* ». Pour autant, à la même période, lorsque le SVT échoue

---

[745] *Fiji Television* est une *joint venture* à capitaux fidjiens et néo-zélandais. A ce service public gratuit sont associées deux chaînes payantes, l'une consacrée aux sports, l'autre diffusant des films *Vodafone Fiji* est une *joint venture* à capitaux fidjiens et britanniques. *Pacific Report*, Vol. 7, N°13, 11 juillet 1994. Dans le même ordre d'idée, les Fidji sont d'une certaine manière affectées par la mondialisation lorsque, en mai 1996, ouvre à Nadi le premier restaurant *McDonald's.*

[746] Le terme, employé ici dans le sens de « disposition à changer d'avis », est également pertinent dans son autre acception : Sitiveni Rabuka est notoirement infidèle et ses relations extraconjugales le mettent régulièrement en difficulté.

[747] Lors de cet incident, les députés indo-fidjiens quittent le parlement et refusent de siéger pendant une semaine.

aux élections municipales, il déclare que le système électoral devrait garantir la représentation de Fidjiens par des Fidjiens. En novembre, à l'occasion d'une célébration d'action de grâces, Sitiveni Rabuka pleure et demande pardon à la population des Fidji[748].

Le général Rabuka est le visage des Fidji visà-vis du reste du monde. Il forme, avec le président Ratu Mara, une alliance inimaginable avant 1987. Un roturier domine la société fidjienne hiérarchisée, dont les chefferies aristocratiques semblaient incarner durablement le pouvoir politique.

Douze ans après ses coups d'État, le général Rabuka se présente[749] aux élections de 1999 avec un bilan mitigé. Les Fidji ont une nouvelle constitution indéniablement progressiste et, sans son action personnelle, cela n'aurait pas été possible. Le pays a réintégré le concert des nations en général et le Commonwealth en particulier. Mais son économie n'est pas encore remise des événements de 1987, la société souffre d'une aggravation de la délinquance et de la criminalité, l'exode rural a conduit dans les centres urbains des dizaines de milliers de personnes qui vivent dans des situations précaires, la complexe question foncière reste à régler.

L'armée fidjienne de 1999 a vu ses missions redéfinies dans le cadre du premier Libre blanc de la défense (« Defending Fiji », 1997). Elles doivent se préparer à accompagner le pays pour son entrée dans le XXI^{e} siècle, dans le cadre d'un format resserré. La nouvelle politique de défense prévoit une armée « adaptée à la taille du pays, à sa volonté d'indépendance et à ses intérêts internationaux[750] ». Les changements induits par les événements de 1987 sont admis « *1987 changed things for Fiji externally as well as internally […] and cold winds of disapproval blew from all around. The effects were both bad and good* ». Les Fidji ont pris conscience, à cette occasion, de la nécessité d'assurer elles-mêmes leur propre défense : « *each sovereign nation must look to its own defence* ». Leur armée doit être en mesure de contribuer à l'effort international de soutien de la paix, de dissuader d'autres État d'intervenir militairement sur leur territoire[751], de participer au maintien de l'ordre intérieur, de faire face à la menace terroriste, d'apporter une assistance à la population en cas de catastrophe naturelle.

---

[748] Sandra TARTE, 1997, op. cit.

[749] Le Général-Premier ministre a annoncé sa candidature à un « *open seat* » à l'occasion de l'entrée en vigueur de la Constitution, le 27 juillet 1998 (John SHARPHAM, 2000, p. 249).

[750] « *Provide for Fiji a level of defence security appropriate to the size of the nation, its independent status and its world-wide interests* » écrit le colonel Paul F. Manueli dans son avant propos du Livre Blanc de la défense 1997. Ce *Defending Fiji, Defence White Paper 1997* est preparé depuis 1993, date à laquelle le gouvernement Rabuka a chargé un comité d'étudier les besoins de l'Etat en matière de défense et d'ébaucher un document de base d'une politique de défense. Ce comité, composé du général de brigade Ian Thorpe (un ex-Commander RFMF), d'Akuila Savu (un haut-fonctionnaire) et de Berenado Vunibobo (un ancien ministre) a rédigé un rapport qui a constitué la base du Livre Blanc.

[751] *Defending Fiji, Defence White Paper 1997* fait expressément référence à 1987 et à l'éventualité d'une intervention militaire étrangère (p. 17).

Beaucoup espèrent que l'armée ethno-nationaliste qui a suivi et soutenu les coups d'État de 1987 sera désormais la force de défense professionnelle d'un État pluriethnique, loyale envers le gouvernement légal[752]. On pourrait craindre que le Général Rabuka ait ouvert une boîte de Pandore fidjienne de « culture du coup d'État[753] ».

[752] Jim SANDAY, 1989, p. 17-19.

[753] L'expression « *Coup culture* », appliquée aux Fidji, ne semble pas apparaître avant le coup d'État du 5 décembre 2006.

TROISIEME PARTIE. LES FIDJI DU *COMMODORE* BAINIMARAMA : UNE CULTURE DU COUP D'ÉTAT ?

INTRODUCTION

Début 1999, à l'approche des premières élections législatives depuis l'entrée en vigueur de la constitution de 1997, la victoire du *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei* de Sitiveni Rabuka ne fait guère de doute, malgré un bilan mitigé de son gouvernement. La nouvelle Constitution restaure en partie les droits des Indo-Fidjiens ; elle ne restreint pas leur accès aux plus hautes fonctions de l'État. Néanmoins, le pays reste divisé entre *Taukei* et *Vulagi* : les relations entre « indigènes » et « invités »[754] sont nettement plus paisibles que les années précédentes mais elles continuent à dominer la scène politique fidjienne et la campagne électorale. On reste

> dans le face à face de deux cultures aux conceptions sociétales souvent antinomiques : l'une autochtone, multiséculaire, fortement ancrée dans des valeurs et des mythes agrestes ; l'autre importée, centenaire, urbaine et cosmopolite, impliquée dans la mondialisation des échanges. Dans la mesure où les éléments de la population d'ancrage ancien considèrent avoir des droits supérieurs à ceux d'implantation récente, le fonctionnement de la démocratie y est forcément problématique.[755]

L'armée est dirigée par un chef de rang subalterne : après le commandement de *Ratu* Epeli Ganilau, la nomination de *Ratu* Josaia Voreqe Bainimarama semble indiquer la

---

[754] Formule de Viviane CRETTON dans *Négocier le conflit à Fidji : cérémonies du pardon et enjeux du coup d'État de 2000*, 2007, p. 76.

[755] Jean-Pierre DOUMENGE, « La gestion de la diversité culturelle à Fidji et en Nouvelle-Calédonie : analogies et divergences de deux pays connaissant des turbulences », *in* Christian HUETZ DE LEMPS et Olivier SEVIN (dir.) *L'Asie-Pacifique des crises et des violences*, 2008, p. 276. La description concerne aussi la Nouvelle-Calédonie.

fin de la prééminence de la haute hiérarchie coutumière au sein de la haute hiérarchie militaire.

CHAPITRE PREMIER. LE COUP D'ÉTAT DE GEORGE SPEIGHT.

O ira ga na turaga era tabaki keda sobu tiko[756]

SECTION 1. LES ELECTIONS DE MAI 1999

Les élections législatives de 1999 concrétisent les changements politiques profonds inscrits dans la constitution de 1997. On attend beaucoup du vote obligatoire, qui va conduire d'habituels abstentionnistes à se prononcer, ainsi que de la formation du gouvernement multipartite qui suivra le scrutin. Le nouveau régime prévoit un cabinet qui intègre des représentants de tous les partis ayant réussi à obtenir 10% des sièges au parlement[757]. Cette disposition, de même que le nombre relativement important de « sièges ouverts » et le système de scrutin alternatif et préférentiel, ont contraint les partis politiques à élargir leur base au-delà des clivages ethniques ou à former des coalitions multiraciales.

En effet, dans ce système, il n'y a qu'un seul bulletin de vote par circonscription, qui liste tous les candidats de la circonscription. L'électeur a deux possibilités : soit il

[756] Ce sont les chefs, et eux seuls, qui nous écrasent (« *It is only the Chiefs who are pushing us down* »). La formule est présentée par Ronald GATTY dans son histoire des *Highlanders* (www.accessfiji.com/History Kaicolo by Gatty.html consulté le 27 décembre 2010. Les « montagnards » de Viti Levu, dont la société n'était pas organisée autour de chefs, continuent de critiquer cet apport extérieur néfaste. Dans le coup d'État de mai 2000, comme en 1987, des chefs coutumiers manipulent les roturiers à leur profit au motif que les intérêts de toute la communauté seraient menacés par les Indo-Fidjiens.

[757] Cette disposition est à comparer au « gouvernement collégial » de la Nouvelle-Calédonie. Voir Marion BASTOGI, *Le gouvernement pluraliste en Nouvelle-Calédonie et aux Fidji*, 2008.

coche celui qu'il préfère (le suffrage est dit au-dessus de la ligne (*above the line*), soit il classe tous les candidats en inscrivant un numéro devant chaque nom (*below the line*). Autrement dit, l'électeur laisse le parti de son candidat favori choisir quel autre candidat serait le meilleur, soit il choisit lui-même comment doit s'effectuer le report de sa voix. Lors du dépouillement, on sépare les bulletins selon l'unique ou la première préférence. Si l'un des candidats recueille plus de 50% de ces suffrages, il est déclaré élu. Si aucun candidat n'atteint cette majorité absolue, on élimine le candidat qui a obtenu le moins d'uniques et premières préférences, et on attribue les voix qui s'étaient portées sur lui « *above the line* » au candidat que le parti a désigné à cet effet (en vertu des accords conclus entre partis). On recommence le procéssus : décompte, élimination du candidat le moins bien placé et distribution des préférences, jusqu'à ce qu'un candidat recueille plus de 50% des préférences[758].

1. Les partis politiques et leurs leaders

Dans les mois qui précèdent les élections, deux coalitions rivales se sont formées. Le général Rabuka a associé son *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei* à deux mouvements : le *National Federation Party* de Jai Ram Reddy et l'*United Generals Party* de David Pickering[759]. Face à eux sont regroupés le *Fiji Labour Party* de Mahendra Chaudhry, le *Fijian Association Party* d'*Adi* Kuini Speed, et le *Party of National Unity* de *Ratu* Sairusi Nagagavoka (le *Tui Ba*). Cet ensemble qui réunit le *FLP*, le *FAP* et le *PaNU* s'est donné le nom de *People's Coalition*. Il promet de résoudre la question foncière et de lutter contre la corruption, le chômage, la criminalité et la paupérisation.

Les nationalistes sont présents, comme lors de tous les scrutins. On retrouve Sakeasi Butadroka et Iliesa Duvuloco, qui ont fusionné leurs mouvements en un *Nationalist Vanua Tako Lavo*. Des candidats sans étiquettes se présentent dans un certain nombre de circonscriptions et plusieurs d'entre eux se sont constitués en une *Coalition of Independent Nationalists*. En outre, un nouveau mouvement, la *Christian Democratic Alliance* (*Veitokani ni Lewanivanua Vakarisito*, ou *VLV*) a fait son apparition. Ce parti rassemble des Fidjiens de souche, notamment des personnalités connues et populaires. Son

---

[758] Le système incite à la concertation entre partis, et il permet l'élection de candidats ayant réellement la préférence d'une grande proportion d'électeurs, mais il est si complexe que beaucoup de bulletins sont nuls. Le dispositif est expliqué, par exemple, dans le rapport du groupe d'observateurs du Commonwealth : *Fiji Islands General Elections : 25 August-5 September 2001*, p. 10-11.

[759] Cet ancien ministre du gouvernement militaire de Sitiveni Rabuka est un « *part-European* » typique, descendant d'un « écumeur de plage ».

leader officiel est le révérend *Ratu* Josaia Rayawa, le *Tui Noco* de la province de Rewa. C'est un ancien combattant : jeune soldat, il a participé à la campagne de Malaisie. Parmi les candidats du *VLV*, on peut signaler des hauts-fonctionnaires, comme son leader Poseci Waqalevu Bune (ancien ambassadeur et fils illégitime présumé de *Ratu* Mara[760]) et des nobles coutumiers, comme *Adi* Koila Mara Nailatikau (fille de *Ratu Sir* Kamisese Mara et épouse du général de brigade *Ratu* Epeli Nailatikau). Le programme idéologique n'est pas clair, mais l'objectif politicien de fait aucun doute : il s'agit d'évincer le *SVT*, probablement avec les encouragements de *Ratu* Mara[761]. Sur ce point, il rejoint le *Labour Party*, qui prévoit d'allouer au *VLV*, dans certains cas, les préférences qu'il recueillera (et qui ont naturellement vocation à revenir à ses partenaires de la *Coalition*).

Aucun pacte n'est signé entre les membres de la *Coalition* pour éviter la concurrence entre leurs représentants, ni pour s'entendre sur la personnalité qui dirigerait le gouvernement, mais un programme commun est établi, sur lequel tous les candidats font campagne. En revanche, Sitiveni Rabuka, Jai Ram Reddy et David Pickering n'ont pas su s'accorder sur un projet politique conjoint, mais ils se sont franchement partagés les circonscriptions dans un document écrit, signé en février 1999 : le *SVT* présente des candidats aux 23 sièges réservés aux Fidjiens et à 12 des 25 sièges ouverts ; le *NFP* postule aux 19 sièges réservés aux Indo-Fidjiens et 11 des sièges ouverts ; l'*UGP* brigue les suffrages des électeurs pour les 3 sièges « généraux » et 2 des sièges ouverts.

L'accord électoral prévoit aussi qu'en cas de victoire de cette entente, le leader du *SVT* (*de facto*, le général Rabuka) sera Premier ministre, celui du *NFP* (Jai Ram Reddy) sera vice-Premier ministre et l'*UGP* aura un ministère. Les trois partis s'engagent à gouverner ensemble jusqu'aux élections suivantes, même si l'un d'entre eux dispose à lui seul d'une majorité au parlement[762]. Le général Rabuka, auteur des coups d'État « ethno-nationalistes » de 1987, s'entend ainsi avec un Indo-fidjien et un « part-European » en vue de former un gouvernement pluriethnique[763].

Sitiveni Rabuka n'est pas le seul officier général qui se présente devant les électeurs : en février, le général de brigade *Ratu* Epeli Ganilau, démissionne de ses fonctions de commandant des *Republic of Fiji Military Forces* pour se présenter aux élections de mai en tant que candidat de la nouvelle alliance *Veitokani ni Lewanivanua Vakarisito*. Il a l'ambition de devenir Premier ministre. Il est remplacé par son chef d'état-major, le *Commodore Ratu* Frank Bainimarama. Cet homme relativement discret, qui fait

[760] Cette filiation n'est pas officiellement admise, mais elle est de notoriété publique. Voir par exemple Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH, *The 2006 military takeover in Fiji: the coup to end all coups?*, 2009, p. 54.

[761] Brij V. LAL, 2006, p. 166.

[762] *Ibid*.

[763] Dans la seconde biographie du général Rabuka, l'ambiance de cette période est décrite comme amicale entre les leaders de cette nouvelle coalition (John SHARPHAM, 2000, p. 262).

rarement étalage de son titre coutumier, est le premier officier de marine à commander les forces fidjiennes[764]. Il est secondé par un officier supérieur des forces terrestres, le colonel Ioane Naivalurua[765].

La campagne de la *Coalition*, appuyée sur le manifeste commun, est précise idéologiquement. Celle du *SVT* et du *NFP* reste floue, les candidats mettant en avant des promesses vagues de société « multiraciale et réconciliée ». Beaucoup pensent que les Fidjiens de souche seront assez nombreux à exprimer leur déception à l'égard du gouvernement Rabuka, et que les Indo-Fidjiens reprocheront au *NFP* de s'allier avec l'ennemi de naguère. Néanmoins, les pronostics[766] sont largement en faveur de l'entente autour du *Soqosoqo*, et celui–ci est très confiant. Début mars, l'entrée officielle du parti dans la campagne électorale attire huit cents personnes. Le général Rabuka se réjouit de cette manifestation encourageante de soutien populaire :

> *It is very uplifting to see so many people. The party was always confident of the support it had but their presence here today has given us a renewed sense of confidence […] Our multiracial team and our multiracial leadership is strong […] It is an unbeatable combination*[767].

L'édition de mai 1999 d'un mensuel fidjien d'information[768] annonce en couverture un sujet sur le « *New Cabinet* » et pronostique que Sitiveni Rabuka et Jai Ram Reddy gouverneront le pays. 428 000 électeurs sont appelés aux urnes. 304 candidats (dont 10 femmes), représentant 16 partis politiques, briguent leurs suffrages. Les opérations de vote commencent le 8 mai pour une semaine ; le vendredi 14 mai, date anniversaire du premier coup d'État, Sitiveni Rabuka organise, dans sa résidence officielle de Suva, une petite cérémonie de commémoration[769] avant de rejoindre sa circonscription pour y attendre l'annonce des résultats. La participation est très forte, comme on pouvait s'y attendre, puisque le vote est obligatoire[770]. Le dépouillement indique que 90% des votants

---

[764] Dès les premières semaines de son commandement, Frank Bainimarama se rend au Moyen Orient pour rendre visite aux deux bataillons déployés au Liban et au Sinaï.

[765] Le poste de « numéro deux » des *RFMF*, auparavant intitulé « *Chief of Staff* » (chef d'état-major) est désormais clairement titré « *Deputy Commander* ». Ioane Naivalurua, homme de confiance du général Rabuka, a commandé l'unité des forces spéciales de l'armée fidjienne : depuis ses débuts, lorsqu'elle était nommée *Counter Revolutionary Warfare Unit*, de 1987 à 1990, puis, sous son nouveau nom de *First Fiji Meridian Squadron*, en janvier 1999 (communications personnelles de militaires fidjiens).

[766] En 1999, il n'y a pas de sondages d'opinion aux Fidji.

[767] Cité par John SHARPHAM, 2000, p. 262.

[768] « *The Review: the news and business magazine of Fiji* » a été publiée de 1993 à 2005.

[769] L'atmosphère est solennelle, et les participants se remémorent les événements des douze années passées. Voir John SHARPHAM, 2000, p. 288.

[770] Néanmoins, 34 000 électeurs ne votent pas, soit 10,9% des Fidjiens et 7,5% des Indo-Fidjiens. Voir Brij V. LAL, 2006, p. 173-174, qui détaille avec précision la répartition des suffrages par parti.

choisissent « au-dessus de la ligne » et ne désignent donc que leur candidat préféré, laissant celui-ci ou son parti décider du report éventuel du suffrage. 8,5% des bulletins sont nuls.

2. Les résultats des élections et la formation du gouvernement

Les résultats sont surprenants : le *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei* sort très affaibli, avec seulement 8 députés, dont Sitiveni Rabuka, *Ratu* Inoke Kubuabola et Jim Ah Koy. Le *National Federation Party* n'en a aucun : Jai Ram Reddy, vétéran de la scène politique fidjienne depuis une trentaine d'années, n'est pas réélu et le *NFP* n'est plus représenté au parlement[771]. En revanche, le *Fiji Labour Party* compte 37 élus, et ses partenaires de la *Coalition* l'emportent dans 15 circonscriptions (11 pour le *Fijian Association Party* et 4 pour le *Party of National Unity*). Les 11 sièges restants sont gagnés par l'*United Generals Party* (2), le *VLV* (3), le *Fijian Nationalist Party* (2) et 4 candidats sans étiquette. Incapable de constituer une majorité de gouvernement, Sitiveni Rabuka remet au Président de la République, le 18 mai, sa démission de Premier ministre.

Le *FLP* dispose donc à lui seul de la majorité absolue au Parlement et, grâce à ses alliés de la Coalition, d'une puissante majorité sur laquelle appuyer l'action d'un gouvernement. Mahendra Chaudhry est ainsi en mesure de proposer un cabinet solide à *Ratu Sir* Kamisese Mara, qui le nomme Premier ministre dès le 19 mai. Chaudhry a toutes les raisons de savourer la victoire de son mouvement. Lors de sa première conférence de presse de chef du gouvernement, il qualifie ce succès de révolution populaire : « *we have witnessed what can only be described as a People's*[772] ». Pour beaucoup, sa nomination est un choc, davantage encre que la large victoire du parti travailliste, qui avait déjà stupéfait le pays :

> *To say that the nation was stunned –when the Fiji Labour Party won an overwhelmingly majority in the country's House of Representatives – may be an understatement. But it was nothing compared to the reaction that greeted the announcement, May 19, that Labour leader Mahendra Chaudhry had been sworn as Prime Minister.*[773].

---

[771] Parmi les candidats malheureux du *NFP*, on peut signaler le docteur Wadan Narsey, jeune universitaire récemment entré en politique (John SHARPHAM, 2000, p. 289), dont les travaux ultérieurs sur l'économie fidjienne (et les prises de position politiques anti-Bainimarama) seront remarqués, à commencer par *The performance of the Fiji manufacturing sector: 1973-1985*.

[772] Cité par *Pacific Islands Monthly* de juin 1999.

[773] *Pacific Islands Monthly*, Juin 1999.

M. Chaudhry confie à des Fidjiens indigènes les portefeuilles les plus sensibles pour leur communauté et choisit deux vice-Premiers ministres mélanésiens : *Adi* Kuini Speed (du *Fijian Association Party*) et le Docteur Tupeni Baba (du *Labour Party*, qui se voit également confier le portefeuille des affaires étrangères). *Adi* Kuini serait préférée par beaucoup comme Premier ministre, et *Ratu* Mara est sollicité dans ce sens, mais il ne cède pas à la pression. En théorie, *Ratu* Mara pourrait refuser de nommer Mahendra Chaudhry : la Constitution octroie au président de la République le pouvoir de désigner le député qui lui semble le mieux à même de former un gouvernement ayant la confiance de la chambre des représentants. Mais la victoire du parti travailliste est tellement nette que la légitimité de Mahendra Chaudhry est incontestable : « *Chaudhry deserves to be Prime minister. A Fijian face would be a sham and would be seen as such by the whole nation*[774] » écrit en ce sens l'éditorialiste du *Fiji Times* le 19 mai.

Le *SVT* de Sitiveni Rabuka, avec ses dix députés, remplit les critères établis par la Constitution de 1997 pour participer au gouvernement aux côtés du *Labour Party* et du *Fijian Association Party*. Mais il s'en exclut lui-même en posant exprès des conditions inacceptables : un poste de vice-Premier ministre pour le Général, et quatre ministères importants pour d'autres élus du parti. Sitiveni Rabuka commence par s'envisager en chef de l'opposition parlementaire et explique son choix par le fait qu'il ne peut s'associer à ceux qui ont bâti leur projet sur son éviction :

> *I have decided not to accept an invitation to join the new multi-party Cabinet, although we will have eight seats. As a matter of principle I cannot accept an invitation from people whose immediate objective was to remove me and my party from Government.*
>
> *I believe our experience in Government will enable us to be an effective and loyal Opposition. The only disappointment I have is the bloc votes the Indian community has given the Fiji Labour Party. I also feel the way they have conducted their campaign as reflected in the bloc votes by the Indian community clearly showed they do not sincerely believe in what the SVT and NFP were genuinely trying to promote – and that was to bring our different communities together in the political mainstream.*
>
> *The bloc vote by the supporters of the FLP and the splintering among the Fijian voters have clearly shown that the forces at work to pull the different communities apart, are still stronger than those committed to bringing us together*[775].

---

[774] Cité par Sandra TARTE dans sa synthèse de l'année 1999 aux Fidji pour *The Contemporary Pacific* Vol. 12, N°2, 2000, p. 507-515. D'autres informations contenues dans cet article sont reprises ici.

[775] Déclaration de Sitiveni Rabuka citée par John SHARPHAM, 2000, p. 292.

Le 22 mai, Mahendra Chaudhry présente officiellement son cabinet, composé de dix-sept ministres, élus du *Labour Party*, du *Fijian Association Party*, du *Party of National Unity* et du *Veitokani ni Lewanivanua Vakarisito*. En contraste flagrant avec le gouvernement Rabuka sortant, qui n'était composé que de Fidjiens de souche, ce cabinet inclut six Indo-Fidjiens. Objectivement, on peut remarquer que Mahendra Chaudhry joue « l'ouverture » raciale en choisissant presque deux fois plus de Fidjiens que d'Indiens. *Ratu* Mara a participé directement au choix des ministres, favorisant sa « dynastie » et son clan[776]. Mahendra Chaudhry admet publiquement l'intervention du président de la République et fait comprendre qu'il n'a pas pu résister à l'habileté séduisante mais tranchante de cet homme d'État expérimenté :

> *I must admit that His Excellency played a very major role in the naming of my Cabinet and he did it in his usual way. His Excellency is always precisive, full of charm and authoritative and being a seasoned politician and a statesman, he knows how to do things.*[777]

La situation est tendue : la semaine qui suit la proclamation des résultats est marquée par plusieurs attentats à la bombe dans Suva, dont l'un entraîne la mort d'une personne. Des rumeurs circulent annonçant une action sanglante. Les regards sont braqués sur les autorités militaires, qui adoptent une attitude neutre. On observe aussi chaque mouvement du grand leader désavoué. Sitiveni Rabuka, reconnaissant sa responsabilité personnelle dans l'échec de son parti aux élections, et sévèrement critiqué au sein de son parti, décide de démissionner de la présidence du *SVT* et de son siège de député. Son successeur est le révérend *Ratu* Inoke Kubuabola, qui aspire depuis longtemps à jouer un rôle de premier plan : il est désormais chef de parti et chef de l'opposition parlementaire. Rabuka s'écarte mais il laisse en héritage la Constitution de 1997 qui contraint les formations politiques à dépasser les clivages communautaires et impose un gouvernement pluriel : une nouveauté dont la résistance et la validité doivent encore être prouvées par la pratique de l'exercice du pouvoir exécutif.

---

[776] *Adi* Koila Mara Nailatikau, ministre du tourisme et des sports, est sa fille ; Poseci Bune, ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts, est son fils illégitime. Le fils aîné de *Ratu Sir* Kamisese Mara, *Ratu* Finau Mara, a été nommé ambassadeur auprès des Nations Unies

[777] *Daily Post* du 22 mai 1999.

3. La politique du gouvernement Chaudhry (mai 1999-mai 2000)

Mahendra Chaudhry peut-il réussir là où d'autres ont échoué ?[778] Peut-il réunir les communautés ? Un Indo-Fidjien sera-t-il le Premier ministre de tous les *Fiji Islanders* ? En tant que chef du gouvernement, il est fondé à intervenir devant le Grand Conseil des Chefs. Il le fait pour la première fois en juin 1999, prononçant des paroles de respect, promettant de préserver les droits des Fidjiens de souche, notamment leur propriété foncière. Il rend hommage au rôle des chefs dans l'histoire du pays et souligne avec reconnaissance l'action déterminante du seul roturier qui siège au Grand Conseil des Chefs, le *Bose Levu Vakaturaga*, Sitiveni Rabuka, son prédécesseur comme chef du gouvernement, à qui la nation doit sa constitution : « *To him lies the primary credit for steering our country forward into a more united and secure future, through our new Constitution. Our gratitude to him is immeasurable* »[779]. Mais ces déclarations n'apaisent pas les craintes de beaucoup de Fidjiens qui peinent à admettre que leur pays soit gouverné par un *Indian* : à leurs yeux, la situation est pire que celle qui a conduit, douze ans auparavant, celui qui était alors lieutenant-colonel, à conduire un coup d'État. Symboliquement, le nationaliste Sakeasi Butadroka troque son nœud papillon rouge pour un noir, en signe de deuil de la prééminence fidjienne ainsi perdue[780]. Mais une majorité de la population veut le calme et considère que le nouveau gouvernement doit avoir une chance de tenir ses promesses électorales. Une manifestation organisée par Butadroka n'attire que cent cinquante personnes environ.

En août, trois nouvelles explosions secouent Suva et ses environs. Il n'y a ni victime ni dégâts importants. Il s'agit probablement, comme en mai, de tentatives de déstabilisation, pas d'actes destinés à tuer. Mais les difficultés politiques sont réelles. Le gouvernement peine à mettre en œuvre le programme sur lequel le parti travailliste a fait campagne. Le réalisme l'emporte et l'idée d'un salaire minimum de 120 dollars par semaine est abandonnée. Le Premier ministre échappe à une motion de censure déposée par l'opposition parlementaire. Il décide la suppression de la TVA sur un certain nombre de produits alimentaires de base, afin d'améliorer le niveau de vie des classes les moins favorisées, mais la réforme des taxes sur les produits alimentaires n'est pas aussi ambitieuse que prévu.

---

[778] « *Crossing Fiji's racial divide: Can Chaudhry succeed where others have floundered?* » titre le *Pacific Islands Monthly* de juin 1999.

[779] *Fiji Times* du 14 juin 1999.

[780] Brij V. LAL, 2006, p. 168 : le nœud papillon rouge symbolisait le sang qui serait versé si les Indiens prenaient le pouvoir aux Fidjiens. Sakeasi Butadroka décède quelques mois plus tard, fin 1999, pendant que son pays est gouverné par un *Indian*.

En revanche, sur le délicat dossier de la question foncière, le gouvernement marque des points au sein de la communauté fidjienne en acceptant la demande de transfert des terres du domaine public (précédemment terres de la Couronne, *Crown Land*) dites « *schedule A* » et « *schedule B* »[781] au *Native Land Trust Board*. Dans le même ordre d'idée, le cabinet Chaudhry maintient le fonds spécial qui soutient l'éducation des jeunes fidjiens (4,5 millions de dollars fidjiens par an) et initie des programmes de développement pour les populations des îles les plus isolées[782].

En novembre, le Premier ministre présente son budget pour l'an 2000. A la surprise générale, cette première loi de finances travailliste s'inscrit dans la continuité de ce que faisait le gouvernement Rabuka. Le monde des affaires est rassuré et le cabinet Chaudhry retrouve une crédibilité que des maladresses, notamment dans les relations avec la presse, avaient fortement hypothéquée. Les bons résultats de l'économie fidjienne le soutiennent dans son action : l'année a été favorable pour le sucre, le tourisme et surtout l'industrie textile.

Au bout d'un an, le bilan du gouvernement Chaudhry est plutôt positif. La violence a été limitée et les Fidji restent le pays phare du Pacifique insulaire ; les liaisons aériennes sont nombreuses[783] ; plusieurs organisations régionales y sont implantées. Suva se positionne en leader au sein de celles qui ont une vocation économique, tout en occupant une place déterminante dans le regroupement du « Fer de lance » mélanésien. Les Fidji confortent leur position sur la scène internationale, comme le montre leur facile entrée au Conseil économique et social des Nations Unies. Les États-Unis intensifient leur coopération. Les souvenirs des coups d'État militaires de 1987 se sont estompés, comme la crainte d'un nouveau putsch.

Le nouveau Premier ministre a montré qu'il ne se désintéresse pas de l'armée, malgré la connotation si fortement mélanésienne de l'institution du fait du recrutement de ses hommes. Il a fortement augmenté le budget de la défense (+ 12,7% pour l'année 2000). Certains officiers contestent la réalité de l'augmentation, arguant du fait que les budgets précédents ont été amputés en cours d'années et qu'on compense à peine les réductions passées.

---

[781] Les terres du *schedule A* correspondent à environ 53 000 hectares appartenant à des *mataqali* réputés éteints lors de la Cession, en 1874. Celles du *schedule B* correspondent à environ 43 000 hectares de terres non occupées et non réclamées à la *Native Lands Commission*. Toutes ces terres, qui correspondent à près de 5% de la superficie du pays et sont souvent de bonnes terres agricoles, sont administrées par le gouvernement. Certains Fidjiens craignent qu'elles ne soient, *de facto*, gérés par des Indiens.

[782] Brij V. LAL, 2006, p. 183.

[783] Certaines ont été ouvertes en 1999, reliant l'archipel à différents aéroports de la région Asie-Pacifique. D'autres ouvrent début 2000, avec la Corée du Sud, par exemple.

En février 2000, le leader de l'opposition, *Ratu* Inoke Kubuabola, et plusieurs personnalités du *SVT* font l'objet d'une enquête pour sédition à la suite d'une réunion du parti au cours de laquelle il aurait été ouvertement fait mention d'un plan visant à renverser le gouvernement Chaudhry. Un compte-rendu de la réunion est parvenu à la presse, dans lequel sont annoncées des « campagnes de sensibilisation » de la population, un soulèvement populaire ou une grève de la fonction publique. Début avril, le mouvement nationaliste *Taukei* annonce la reprise de ses activités. La police est mise en alerte. Les sections du *FAP* de l'Ouest du pays annoncent leur soutien au leader du mouvement *Taukei*, Apisai Tora, et demandent à *Adi* Kuini Speed de démissionner de la présidence du parti. Le 28 avril, une manifestation nationaliste est organisée. Le gouvernement a réagi sobrement à cette démonstration, déclarant que les opposants sont libres de s'exprimer. Mais, le Premier ministre a quand même avancé le fait que cela puisse nuire à l'image du pays auprès des investisseurs extérieurs, entraînant la perte d'emplois, ce qui toucherait les classes sociales les plus modestes.

La contestation et la tension persistent, car les nationalistes ne désarment pas, mais elles semblent limitées et contenues.

SECTION 2. L'ARMEE FIDJIENNE DE 1999

Les *Republic of Fiji Military Forces* de 1999 ont été profondément transformées par les années de commandement et de gouvernement du général Rabuka. Elles sont, de très loin, l'armée la plus puissante du Pacifique insulaire[784]. Depuis le début de l'année, elles sont commandées par le *Commodore* Bainimarama : la nomination de cet officier de marine à la tête d'une armée composée très majoritairement de forces terrestres suscite

[784] Certes, la concurrence n'est pas très rude, car seuls deux autres Etats ont une armée, le Royaume des Tonga et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ; cette dernière, environ cinq fois plus peuplée et vingt fois plus étendue, serait fondée à avoir une force de défense bien supérieure à celle des Fidji. En termes d'effectifs et d'équipements, la *Papua New Guinea Defence Force* tient la comparaison, mais pas en termes de valeur opérationnelle ni de stature internationale. En 1999, la *PNGDF* est profondément décrédibilisée et démotivée par son incapacité à faire face au conflit sécessionniste de Bougainville. L'affaire des mercenaires de *Sandline*, en 1997, est une blessure encore vive. Voir, par exemple, Ronald J. MAY, *State and Society in Papua New Guinea: the first twenty five years* (2001), ou David KAVANAMUR, Charles YALA, Quinton CLEMENTS (dir.), *Building a Nation in Papua New Guinea: views of the post-independence generation* (2003).

interrogation et amertume. L'annonce de sa sélection est une surprise. Le 25 février, alors qu'on attend dans la journée la décision du ministre de l'intérieur, le colonel Paul Manueli, le *Daily Post* pronostique la désignation d'un colonel des forces terrestres : « *Waqanisau to get army post* ». Le quotidien cite d'autres candidats, dont le capitaine de vaisseau Frank Bainimarama[785].

Pendant les premières semaines d'exercice du pouvoir exécutif par le gouvernement Chaudhry est créé, sur l'initiative du *Commodore* Bainimarama, un établissement de crédit et d'épargne réservé aux militaires : la *Mataivalu Savings and Credit Union*, présidé par le lieutenant-colonel Samuela Raduva, qui venait de commander le bataillon fidjien au Sinaï.[786] Le but officiel est de fournir au personnel des dispositifs avantageux de crédit et d'épargne, et de les encourgager à bien gérer leurs revenus, notamment ceux, plus importants, obtenus en missions extérieures[787]. A terme, cet organisme peut devenir un élément important du secteur financier fidjien et donner à l'armée encore davantage de poids et d'autonomie : il y a dans le monde d'autres exemples d'armées puissantes qui disposent d'institutions financières propres, comme celles de l'Indonésie et de la Turquie[788].

---

[785] « Others in the running for the army chief post include Chief of Staff Captain Frank Bainimarama, Colonels Savenaca Draunidalo, Ratu George Kadavulevu, Ulaisi Vosabalavu Vatu and police commissioner Isikia Savua. » On note que celui qui est donné favori n'est pas un militaire en activité : c'est un haut-fonctionnaire, titulaire d'une maîtrise en « *Defence and Security Analysis* » de l'université de Lancaster, en Angleterre. Sa carrière militaire s'est terminée en 1995, après qu'il a commandé le bataillon fidjien au Liban. *Fiji Daily Post* du 25 février 1999.

[786] En 2010, le lieutenant-colonel Raduva préside encore la *MSCU*.

[787] En 2008, la *Mataivalu Savings and Credit Union* dispose d'un fonds de 3 millions de dollars fidjiens et compte un millier de membres qui empruntent à un taux de 3% et épargnent à un taux de 4%. (Information du site Internet d'actualités www.fijilive.com du 29 mai 2008). Début 2011, elle met en place des services par Internet afin que ses membres puissent effectuer des opérations où qu'ils soient dans le monde (*Fiji Times* du 17 janvier 2011).

[788] La caisse mutualiste des officiers de l'armée turque, l'*OYAK*, est un élément important de la qualité de vie de ses membres et du poids social de l'institution. Son rôle est développé par Melvüt BOZDEMIR dans *La marche turque vers l'Europe*, 2006, qui explique que « dans un pays à protection sociale faible, l'*OYAK* [offre une prestation] qui n'a rien à envier aux organismes similaires des pays riches » (p. 256).

1. Le *Commodore* Bainimarama, nouveau « *Commander RFMF* »

Ratu Josaia Voreqe Bainimarama[789] est né en 1954 à Kiuva, un village côtier de la péninsule de Kaba, dans la province de Tailevu (Est de Viti Levu). Il est le frère cadet de *Ratu* Meli Bainimarama et *Ratu* Timoci Bainimarama, tous deux haut-fonctionnaires. Bien que sa famille soit méthodiste, *Ratu* Josaia Voreqe, que l'on appelle souvent « Frank » (la version anglo-saxonne de son deuxième prénom), a été lycéen chez les frères maristes (*Marist Brothers' High School*[790]). Il s'est engagé en 1975 comme matelot dans la composante navale des *Royal Fiji Military Forces*. Il a rapidement gravi les échelons : élève-officier dès 1976, puis enseigne de vaisseau en 1978. En 1985, il est nommé commandant du patrouilleur Kikau. L'année suivante, il part pour le Sinaï. En 1988, il est commandant en second de la marine fidjienne. En 1992, il en prend le commandement. Promu capitaine de vaisseau en 1995, il devient le chef d'état-major interarmées des *RFMF*. Le 25 février 1999, le capitaine de vaisseau Frank Bainimarama est nommé *Commander RFMF* à compter du 1er mars 1999 et promu *Commodore*. Il a été préféré aux autres candidats au poste, dit son prédécesseur, le général de brigade *Ratu* Epeli Ganilau, pour son professionnalisme et sa motivation[791]. « *He has the ability to lead the Force and is a very capable successor*[792] »

Le *Commodore*, comme la plupart des officiers supérieurs fidjiens, a beaucoup de contacts internationaux et d'expériences à l'étranger. Il a été formé principalement en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et en Malaisie. En 1979, pendant six mois,

---

[789] On peut remarquer avec étonnement qu'aucune biographie du *Commodore* Bainimarama n'a encore été publiée, malgré le fait qu'il occupe le devant de la scène depuis le coup d'État de mai 2000. Les nombreux ouvrages consacrés aux Fidji depuis l'an 2000 ne donnent que peu de détails sur le parcours du *Commodore*. Le portrait sommaire qui en est dressé ici s'appuie notamment sur sa fiche biographique officielle telle qu'elle figurait sur le site Internet des *RFMF* jusqu'en 2009 (elle constitue l'annexe 30 : Biographie officielle du *Commodore* Bainimarama) et sur les différents articles que le *Daily Post* lui a consacrés le 31 décembre 2000, lorsque ce quotidien l'a désigné comme « Homme de l'année » (qui constituent l'annexe 31 : Articles du *Fiji Daily Post* du 31 décembre 2000).

[790] Le lycée des Frères Maristes de Suva a été fondé en 1937. Il a été le premier établissement secondaire multiracial des Fidji et a formé de hautes personnalités océaniennes, en particulier *Ratu* Mara. Une association très active rassemble les anciens élèves *Marist Brothers' High School Old Boys* (voir le site internet www.mbhsob.com). Régulièrement, le *Commodore* rend hommage à son ancien lycée et participe aux activités des « *Marist Old Boys* », ou « *MOB* ». Fin août 2010, il a ainsi lancé le forum « *MOBilise 2010* », (*Fiji Sun* du 29 août 2010), une réunion internationale des *Old Boys* organisée à Suva du 23 au 30 octobre 2010.

[791] « Ratu *Epeli said* […] *he recommended Captain Josaia because of his professionalism and commitment.* » *Fiji Times* du 26 février 1999. On peut noter que le journaliste utilise le premier des prénoms que cet officier, qui n'est pas son prénom d'usage, indication du fait qu'il n'est pas du tout connu des médias.

[792] *Fiji Daily Post* du 26 février 1999.

il a servi à bord du navire école chilien *Esmeralda*[793]. Il a suivi des formations spécialisées en Thaïlande et au Canada.

Bainimarama, nommé pour succéder à un gendre de *Ratu* Mara alors que celui-ci est président de la République, est incontestablement apprécié par le « clan Mara ». *Ratu* Epeli Ganilau a recommandé au ministre de l'intérieur Manueli et au Premier ministre Rabuka (tous deux ex-*Commanders RFMF*) de proposer son nom au Président Mara, à qui revient, constitutionnellement, la désignation du commandant de l'armée. D'autres officiers, plus anciens, plus expérimentés, auraient pu ou dû avoir le poste, et admettent difficilement la décision. « *Tension as new army chief named* » titre en une le *Daily Post* du 26 février 1999 au-dessus d'une photographie de Frank Bainimarama et *Ratu* Epeli Ganilau très souriants[794]. Dans les pages intérieures, le sujet est développé dans un article intitulé « *Bainimarama's big challenge* » :

> *Captain Bainimarama comes into the job without the exposure and training of some of the army's senior officers. As a result, his appointment, as seen at the army barracks in Suva yesterday, has attracted some feeling of resentment. That is to be expected in an organisation like the army where seniority counts*[795].

Cet officier est connu pour son franc-parler et des manières parfois brusques ; il ne s'embarrasse pas d'inutiles précautions de langage. Il demande beaucoup de ses hommes, mais il est exigeant avec lui-même et commande par l'exemple. Il joue au rugby avec ses hommes, boit avec eux, prie avec eux. Il est sociable et a le sens de l'humour. C'est un homme pour qui la famille compte beaucoup. Père de six enfants, il les rassemble le plus souvent possible avec leurs conjoints et apprécie d'être entouré de ses petits-enfants. En tant que *Commander RFMF*, il encourage, et c'est nouveau, la participation des familles de ses hommes aux offices religieux organisés à leur intention dans le cadre des activités militaires[796].

---

[793] Sous la dictature du général Pinochet, le *Buque Escuela Esmeralda* a été une prison et un site de torture. Depuis 2006, les opposants au *Commodore* Bainimarama évoquent volontiers le fait qu'il a servi sur ce « navire de mort » : « *Esmeralda* […] *was a torture ship*. […] *In the middle of it, for six months, was Sub Lieutenant Voreqe Bainimarama. This was the formative part of his career that is otherwise marked by limited achievement* » www.michaelfield.org/Madness of Frank.htm, consulté le 14 décembre 2010.

[794] *Fiji Daily Post* du 26 février 1999.

[795] *Ibid*.

[796] Ce paragraphe reprend notamment un passage de l'article « Who is Commodore Frank Bainimarama? » (*Fiji Daily Post* du 31 décembre 2000) qui correspond aux témoignages recueillis et à l'impression ressentie lors de nos rencontres avec le *Commodore*. Dès février 2000, la presse, même lorsqu'elle s'étonne de sa nomination, reconnaît les qualités humaines du personnage.

2. Une organisation marquée par les missions de maintien de la paix

Depuis environ vingt ans, les *Fiji Military Forces* déploient deux bataillons au Moyen Orient. Le ratio généralement maintenu par les États contributeurs de troupes est d'une unité en opérations pour deux en base arrière[797]. L'armée fidjienne n'a pas suffisamment d'effectifs pour cela et, pendant longtemps, la durée et la fréquence des rotations ont été telles que les personnels engagés passaient, en moyenne, 12 mois en mission pour 10 mois aux Fidji, au lieu de deux ans dans le pays après chaque année passée en opérations. Et cela pose de nombreux problèmes, pour l'armée, les familles des militaires concernés, la société dans son ensemble :

> *It is fundamental to good management, sustained morale, family stability and the maintenance of proper professional standards that regular soldiers engaged in the peacekeeping rotation should have two years in the homeland for every one away. The Government accepts this as a fundamental principle for the administration of the peacekeeping policy.*[798]

De ce fait, le gouvernement décide que les effectifs de la force régulière seront tels que l'alternance un an en « OpEx » pour deux ans aux Fidji soit respectée. L'engagement de deux bataillons entiers et, éventuellement, d'autres plus petits détachements, reste une priorité pour le commandement comme pour le pouvoir politique. Les avantages de ces missions sont considérés comme majeurs pour l'armée et le pays. Dans son premier discours devant l'assemblée générale des Nations Unies, en septembre 1999, le Premier ministre Mahendra Chaudhry confirme que son pays poursuivra sa contribution à la « noble mission » de l'ONU au service de l'humanité toute entière, en maintenant sa participation aux interventions au Liban, au Sinaï, en Bosnie et au Kosovo, mais aussi bientôt au Timor oriental (à condition que ce soit avec l'ONU et donc « contre remboursement »[799]).

Les retombées financières sont très significatives. Le rapport du ministère de l'intérieur pour l'année 1998 détaille les bénéfices retirés pour le budget de l'État : l'ONU et les financeurs de la *MFO* ont remboursé à Suva davantage que les déploiements au Liban et au Sinaï ne lui ont coûté. Les Fidji ont gagné, entre 1982 et 1998, plus de 5 millions de dollars fidjiens grâce à leur engagement au Sinaï et, entre 1978 et 1998, plus de 44 millions grâce à leur participation à la FINUL. Et l'ONU doit encore plus de 11 millions. Sans compter ce qui profite au pays par l'intermédiaire des indemnités

---

[797] C'est le *ratio* nécessaire pour maintenir le niveau de performance des hommes, assurer une bonne gestion des forces et limités les contraintes sociales (communications personnelles d'officiers français).

[798] *Defending Fiji, Defence White Paper 1997*, p. 59.

[799] *Fiji Daily Post* du 12 octobre 1999.

personnelles perçues par les soldats et qui sont, pour l'essentiel, transmises à leurs familles restées aux Fidji[800].

3. Une institution mélanésienne, chrétienne et traditionnaliste

Commandées par le *Commodore Ratu* Voreqe Bainimarama, les *RFMF* de 1999 constituent une institution sous le contrôle des mandataires de la communauté mélanésienne, même si les grands chefs n'exercent plus de tutelle directe, comme précédemment. Les effectifs restent presque exclusivement autochtones ; les uniformes demeurent inspirés des tenues des Océaniens. Les célébrations religieuses chrétiennes font partie intégrante de la vie quotidienne et du calendrier cérémoniel[801]. Les traditions multiséculaires restent vivantes à travers l'évocation fréquente d'un passé glorieux, exclusivement océanien.

Cette armée est réputée pour les qualités physiques et purement militaires et morales de ses personnels. Peu d'entre eux sont diplômés de l'enseignement supérieur : quand ils le sont, ils le mentionnent souvent comme une compétence hors du commun. Fin 1999, lorsque le commandant Lesi Korovavala soutient une thèse de doctorat en science politique en Angleterre, la presse s'en fait l'écho avec insistance. Le *Fiji Sun* lui consacre une page entière sous le titre « *The philosophical major* »[802]. Et le jeune docteur, dans l'entretien qu'il accorde au journaliste, indique que, selon lui, l'armée devrait encourager et valoriser la formation universitaire de ses officiers : « *It is crucial for the military to emphasise on academic qualification* […] *Military qualifications are no longer sufficient* ». Sa thèse porte sur les relations entre l'armée et le pouvoir politique[803]. Il

---

[800] *Ibid*. On peut ajouter que, depuis juin 1997, l'ONU verse 50 000 dollars américains d'indemnisation à tout policier ou soldat ou sa famille en cas de décès ou d'invalidité totale. Avant cette date, les montants différaient selon la nationalité, les personnels des pays développés « valant plus cher » que les autres. En avril 1999, la première famille fidjienne ainsi indemnisée est celle de Waisale Tavutuilagi, mort en 1997 au Liban.

[801] Les rituels et cérémonies sont présentés en détail dans le *RFMF Ceremonial Manual*. Ce document de 514 pages est exceptionnellement exhaustif et détaillé, preuve de l'importance des cérémonies et des rituels, notamment religieux, pour les *RFMF* (communication personnelle du commandant Philippe Roger, chancelier du général commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie).

[802] *Fiji Sun* du 24 février 2000… soit deux jours avant la prise de commandement du *Commodore* Bainimarama.

[803] *Politics, legitimacy and the Fijian military: between a rock and a hard place. PhD thesis, Lancaster University*, 1999. Cette thèse semble très difficile à consulter si on ne va pas à Lancaster. Son auteur ne l'a pas diffusée. Les bibliothèques universitaires océaniennes n'en ont pas d'exemplaire, même pas l'Université du Pacifique Sud, à Suva, où des enseignants chercheurs ont tenté en vain de l'obtenir : Lesi Korovavala « *has been very clever in hiding himself and his work* » (communication personnelle du Docteur Morgan

indique au journaliste qu'elle n'est pas ce qu'elle devrait être et qu'il est nécessaire de la réformer en profondeur, sinon elle deviendra un fardeau pour le pays : « *I think this military needs shake-up. If we don't move in that direction our military could be a burden* ». Il déplore le fait qu'à son retour aux Fidji, il a retrouvé son poste à l'état-major des *RFMF*, sans promotion de grade ni responsabilités accrues, alors qu'il est le plus diplômé de tous les officiers : « *Major Lesi feels that he is being ignored by the powers that be within the army despite the fact that he is now the most highly qualified officer* ».

La même semaine, le général de brigade *Ratu* Epeli Ganilau quitte les *RFMF*, après sept années d'exercice du commandement. Il encourage les personnels à travailler dur et servir avec courage et honnêteté. Pour lui l'armée est une institution pouvant contribuer de manière idéale au développement national de par la formation qu'elle dispense et les perspectives professionnelles qu'elle offre[804].

SECTION 3. LE COUP D'ÉTAT DE GEORGE SPEIGHT

1. Le préambule : des manifestations nationalistes

Au cours du mois de mai 2000, plusieurs dates symboliques contribuent à augmenter la tension politique : le dimanche 14 marque le 13e anniversaire du putsch de Sitiveni Rabuka, qu'il commémore, comme chaque année, lors de sessions de *yaqona* avec des proches, notamment les personnels des forces spéciales[805], la *Counter Revolutionary Warfare Unit* qu'il a constituée en 1987. Une manifestation est annoncée pour le vendredi 19, que certains prédisent violente : « *the Nationalist/Vanua Tako Lavo march planned for Friday May 20* (sic) *is likely to be a bloody affair*[806] » Le 19 est le premier anniversaire de

Tuimaleali'ifano). Devenu ensuite haut-fonctionnaire au ministère de l'intérieur (chargé des questions de défense), le docteur Korovavala sera en conflit ouvert avec le *Commodore* Bainimarama.

[804] Discours du général Ganilau lors de la cérémonie d'adieux aux armes, le 25 février 1999, cité par le *Fiji Times* du 26 février 1999.

[805] Robert ROBERTSON et William SUTHERLAND, *Government by the Gun: the unfinished business of Fiji's 2000 coup*, 2001, p. 12.

[806] *Fiji Daily Post* du15 mai 2000.

l'entrée en fonction du gouvernement Chaudhry. Pourtant, le gouvernement refuse de céder à la psychose et insiste sur la nécessité de travailler comme si de rien n'était : « *business as usual* ». Le *Commander RFMF* est envoyé en voyage officiel en Norvège, laissant le commandement de l'armée à l'un des officiers de son état-major, et le chef de la police est en tournée dans les « îles du centre » (Lomaiviti).

Le matin du 19 mai, avant la reprise des travaux parlementaires, le cabinet marque l'occasion avec un gâteau orné d'une bougie. Au même moment, une manifestation nationaliste traverse Suva. D'autres ont déjà eu lieu au cours des mois précédents pour réclamer la mise à l'écart du gouvernement de coalition. Elle est conduite, en particulier, par des vétérans de l'action nationaliste, dont Apisai Tora : quelques semaines auparavant, il a participé résolument à la réactivation le mouvement *Taukei* de 1987. Le mouvement élabore et fait circuler une pétition intitulée « Complainte[807] de la terre et des hommes » (*na Kudru ni Vanua*) appelant *Ratu* Mara à prendre les mesures radicales nécessaires pour éviter une catastrophe, autrement dit une guerre civile comparable à celles du Liban, du Rwanda ou du Sri Lanka[808]. Le 28 avril, à son appel, environ 3000 personnes ont défilé dans Suva. Désormais, le *SVT* annonce qu'il appellera lui aussi à manifester, aux côtés des militants et sympathisants du mouvement *Taukei* et des organisations nationalistes : la posture ouverte et pluriethnique prônée précédemment par le général Rabuka est abandonnée et contredite :

> *The SVT has completely abandoned the multiracial policy it preached and practiced in the lead to last year's general election. The new SVT approach now is based on the same tune the Nationalists have been singing from the days of the late Sakeasi Butadroka, that is, Fiji for the Fijians. Like the Nationalists, they are now demanding a review of the constitution and put in place a government consisting exclusively of Fijians.*[809]

Le vendredi 19 mai vers 10 heures, une manifestation estimée à 10 000 personnes commence à défiler dans Suva, en direction de la *Government House*, la résidence du Président Mara, pour lui remettre la pétition *Na Kudru ni Vanua*. Le texte est notamment signé par des représentants du *Nationalist Vanua Tako Lavo Party*, du *Soqosoqo ni Vakavulewa ni Taukei*, du *Veitokani ni Lotu Vakarisito*, du *Fijian Association Party*, et du *Taukei Movement*. Parmi les raisons de la « colère du *vanua* », est évoquée la vente de forêts d'acajou matures à la *Commonwealth Development Corporation* plutôt qu'à l'entreprise étatsunienne préférée par les milieux d'affaires fidjiens. Les manifestants sont

---

[807] Ou la colère du *vanua*, les deux traductions semblant pertinentes. Le terme *kudru* est puissant et évoque l'idée de soulèvement. Voir Unaisi NABOBO-BABA, *Knowing and learning: an indigenous Fijian approach*, 2006, p. 64, ou Mere Tuisalalo SAMISONI, "Thoughts on Fiji's third Coup d'etat", *in* Michael PRETES et Brij LAL, *Coup: Reflections on the Political Crisis in Fiji*, 2008, p. 37.

[808] Deryck SCARR, 2008, p. 379.

[809] *Fiji Daily Post* du 15 mai 2000.

soixante fois plus nombreux que les policiers supposés la contenir. Parmi eux, certains demandent que *Ratu* Mara renonce à la présidence, n'ayant pas su ou voulu, défendre les intérêts des Fidjiens[810]. D'autres sont déterminés à agir encore plus radicalement : lors de la réunion entre leaders de partis qui s'est tenue la veille, un jeune entrepreneur métis, que l'affaire de l'acajou affecte personnellement, a annoncé qu'un coup d'État serait mené ce vendredi.

Ce nouveau venu parmi les principaux animateurs du mouvement contre le gouvernement Chaudhry s'appelle George Ilikimi Naitini Speight. Le gouvernement Rabuka l'avait placé à la tête de la *Fiji Harwood Corporation* et de *Fiji Pine Limited*, les établissements publics chargés de la gestion des plantations d'acajou et de pin. George Speight a la quarantaine. Il est originaire de la province de Tailevu. Il est l'un des fils d'un député d'opposition, Sam Savenaca Tokainavo Speight, député du *SVT*, proche de Sitiveni Rabuka et vétéran de la campagne de Malaisie. En tant que président de la *Hardwood Corporation*, George Speight a négocié la vente de l'acajou parvenu à maturité. L'enjeu est majeur : les plantations fidjiennes de ce *mahogany* couvrent 55 000 hectares et sont considérées comme les plus importantes du monde, et leur valeur est estimée à 40 millions de dollars américains par an[811]. Speight, en tant que « consultant », a reçu d'importants émoluments de la part d'un intermédiaire étasunien d'une obscure compagnie, *Trans Resource Management*, qui devait emporter le marché. Le gouvernement Chaudhry écarte Speight pour corruption présumée et accorde le contrat à la *Commonwealth Development Corporation*, un organisme du gouvernement britannique[812] dont les activités dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles sont connues et réussies. Elle interviendra dans le cadre d'un projet réunissant aussi l'État fidjien et les clans propriétaires dans leur ensemble, pour une gestion commune, raisonnée et durable des plantations. Speight, qui s'est engagé auprès des Américains, s'insurge contre la décision et affirme aux propriétaires terriens que leurs bénéfices seraient plus intéressants s'ils vendaient tout simplement, et séparément, l'acajou de leurs terres à ces acheteurs.

Le sujet est sensible, il mêle les droits fonciers, les hauts revenus escomptés, l'ingérence supposée des Indiens dans les affaires fidjiennes : George Speight, qui est en

---

[810] Deryck SCARR, 2008, p. 380.

[811] Ces plantations d'acajou (*swietenia macrophylla*) ont été initiées, comme celles de pin (*pinus caribaea*), par les autorités coloniales britanniques, dans les années 1950 et 1960, pour contribuer au développement national. Les terres ont été louées aux clans en échange d'une rente et de la promesse de profits importants lorsque le bois sera vendu. Pour une lecture approfondie, voir Mélie MONNERAT, *L'acajou aux Fidji : un arbre au cœur des préoccupations environnementale, sociopolitique et économique*, mémoire de maîtrise de géographie, Université de Laval (Canada) 2005.

[812] Les activités de la *Commonwealth Development Corporation* sont présentées sur son site Internet : www.cdcgroup.com : « *Our mission is to foster growth in sustainable businesses, helping to raise living standards in developing countries* ».

outre un orateur convainquant, mobilise facilement. Il est inquiété par la justice et doit comparaître prochainement.

2. Le déroulement du coup de force[813]

Au Parlement, après le partage du gâteau d'anniversaire du gouvernement Chaudhry, les travaux ont repris. Un peu avant 11 heures, la plupart des députés et des ministres sont rassemblés lorsque sept individus, armés de fusils d'assaut *Kalachnikov*, font intrusion dans la salle. La scène est précisément transcrite[814] pour la postérité par le secrétaire du parlement :

> *At this point (10:45 a.m.) several heavily-armed strangers (one wearing balaclava) stormed into the Chambers and jumped over the Bar shouting: « Sit down, sit still and remain calm! »).*
>
> *MR SPEAKER (Standing up) What is this?*
>
> *STRANGER NO 1 This is a civil coup. Hold tight, nobody move!*
>
> *MR. SPEAKER Yes?*
>
> *STRANGER NO 1 This is a civil coup by the people, the taukei people and we ask you to please retire to your chamber right now, Mr. Speaker. Please co-operate so nobody will get hurt.*
>
> *STRANGER NO 2 Tose ike; o iko toso mai ike! (Move here; you, move here!) (Speaking to the other strangers) Dua me toso mai ike. Dua me tu mai kea. Totolo! (One to move here, one to stand over there. Quickly!)*
>
> *STRANGER NO 1 Hold your seats.*

---

[813] En 2000, Internet est déjà développé et les médias fidjiens ont beaucoup évolué : l'information du public est assurée par trois quotidiens (*Fiji Times*, *Fiji Sun*, *Fiji Daily Post*), deux radios (*Radio Fiji*, F*M 96*) et une chaîne de télévision (*Fiji One*). Les journalistes sont nombreux, même avant l'arrivée des envoyés spéciaux de la presse étrangère, ils écrivent, enregistrent et filment ce qui se passe. Certains sont à l'intérieur du Parlement le 19 mai. Les putschistes ne les empêchent pas de travailler, au contraire. Le coup d'État est relaté en direct par de nombreux sites d'information, dont les archives sont aujourd'hui facilement exploitables. De même, les archives de documents officiels sont consultables sur Internet. La littérature sur le sujet est importante. Les faits étant récents, les acteurs et témoins se les rappellent bien et les évoquent fréquemment.

[814] Le secrétaire, Serei Seniloli Moucavu note mot à mot les premiers échanges qui figureront dans le « *Hansard* » du Parlement. (*Hansard* est le terme qui désigne le compte-rendu des débats au parlement en Grande-Bretagne et dans beaucoup d'États du Commonwealth. C'est le nom de l'imprimeur qui, à Londres, au début du XIX^{e} siècle, a été officiellement chargé de publier ces documents. Voir Hugo CONIEZ, *Ecrire la démocratie : de la publicité des débats parlementaires*, 2008, p. 42-43).

STRANGER NO 2 Dabe! Dabe I keri! (Sit! Sit there!)

MR. SPEAKER (Still standing) Na cava: what is this?

STRANGER NO. 1 This is a civil coup, with arms and ammunition, by the people and for the people. Please just tell them not to get up!

MR. SPEAKER It is an illegal act, you know that!

STRANGER NO. 1 Mr Speaker, please, we do not want anybody to get hurt. Please do not make things difficult for us or I will be forced to use this (brandishing a gun). Would the Members of the Opposition leave the Chamber with the Speaker.

MR. SPEAKER (Still standing, and pointing a finger at Stranger No. 1) If you have to shoot anyone in this House, you shoot me first!

HON. RATU I. KUBUABOLA (opposition leader). (Still seated) No, we will not leave without our Speaker! (At this point, Stranger No. 2, fires two shots towards the ceiling of the Chamber)

(Mr. Speaker leaves the Chamber with the Leader of the Opposition and Opposition Members. All the doors to the Chamber are immediately closed and guarded by the armed strangers. Government Members and six Parliamentary staff remaining in the Chamber)

« The House was unceremoniously adjourned at 10.55 a.m. »

Le « *stranger number one* » est George Speight. Avec ses acolytes, il prend ainsi en otage les ministres présents, dont Mahendra Chaudhry, et les députés de la majorité, soit une cinquantaine de personnes. Très vite, la nouvelle du coup se répand dans Suva, où les commerces et bureaux se vident tandis que des pilleurs et des incendiaires profitent de la confusion causée par la manifestation nationaliste en cours et l'annonce du coup d'État. Le public et la presse se massent autour du parlement. Speight donne vers 13 heures une conférence de presse au cours de laquelle il déclare avoir conduit un coup d'État civil au nom et dans les intérêts des Fidjiens mélanésiens, et dans le but de restaurer les droits des Fidjiens de souche dépossédés de leur pouvoir légitime par le gouvernement Chaudhry. Il s'agit d'établir, une fois pour toutes, les fondations sur lesquelles doivent être gérées les affaires de l'État, comme le souhaite son peuple autochtone :

I would like to take this time to address the people of the nation of Fiji and in particular our indigenous people with regard to recent events that have taken place in our country of the Republic of the Fiji Islands.

> *We have secured a civil coup on behalf of the indigenous peoples of Fiji. That civil coup has resulted in the overthrow of the Labour-led coalition government in Fiji.*
>
> *I would like to announce that Fiji is currently under civilian rule with the assistance of armed forces who are passive but will remain at the beck and call and the control of the civilian government that is in place at this time that is headed by myself. I have taken these actions as requested by the indigenous peoples of Fiji [inaudible] of Fiji and by the law of Fiji.*
>
> *I want to assure the international community as well as the communities in our country of Fiji that the coalition Labour members in the former government whom we have just put down are safe and well and are held in a secure place and their safety you should have no fear for.*
>
> *The purpose of this brief statement is for me to make this announcement and to make clear that [inaudible] set forth the foundations for change once and for all in the affairs of the country of Fiji as desired by the indigenous peoples of Fiji in their desire to achieve self determination and control of their future destiny in all matters pertaining to their livelihood and the affairs of the Republic of the Fiji Islands.*
>
> *When we executed our actions this morning there were a small number of us. But as I speak and as I sit and make these announcements to you, I speak on behalf of every individual member of the indigenous Fijian community in this country of ours.*
>
> *Some of these actions I am asserting ownership, I am asserting control and I am asserting executive power over Fiji as I speak. What these actions do is that I announced that we have revoked the Constitution and have set that aside. We have revoked the powers of the President of the Republic of Fiji, and that all executive control of the [inaudible] and this country of ours currently resides in my hands.*[815]

La presse s'intéresse soudain à celui qui apparaît comme le meneur du coup d'État[816]. Ses échecs entrepreneuriaux amènent les journalistes à le qualifier d'homme d'affaires déchu, de *failed businessman*[817], formule qui va lui rester associée[818]. On sait

---

[815] Transcription de l'enregistrement de la déclaration de George Speight diffusée dans l'émission « *The World Today* » du réseau australien *ABC*, le 19 mai 2000, disponible sur http://abc.net.au/worldtoday/stories/s129059.htm (document consulté le 17 décembre 2010).

[816] Et comme George Speight n'est pas encore connu, son nom commence parfois par être orthographié « Spate ».

[817] Brij V. LAL affirme avoir été à l'origine de cette formule, forgée dans les heures qui ont suivi le coup du 19 mai, au cours d'une interview pour une émission télévisée australienne, le *Midday Show* de la chaîne *ABC*.

alors assez peu de choses sur lui, mais il semble être un proche du général Rabuka avec qui il jouerait régulièrement au golf[819].

Pour ceux qui, à l'intérieur du parlement, assistent à l'intrusion des putschistes, George Speight ne peut pas être le véritable meneur du coup d'État. Il annonce à ceux qui l'entendent qu'ils seront surpris par la personnalité qui va arriver. Visiblement, il tente vainement de joindre quelqu'un avec son téléphone portable et sa nervosité augmente avec le nombre d'essais infructueux. Entre deux essais ratés, il a quelques conversations avec d'autres interlocuteurs. N'étant pas relayé par celui ou ceux qu'il attend, il prend la direction des événements. Rapidement, il proclame qu'il est désormais le président de la République, que la constitution a été abrogée et que *Ratu* Timoci Silatolu est le nouveau Premier ministre. Cet homme est surtout connu comme leader syndicaliste, pour avoir été le président de la *Telecom Employees Association*. Candidat du *Fijian Association Party* d'*Adi* Kuini Speed. Elu dans la circonscription « fidjienne » de Rewa, il n'a pas obtenu le portefeuille ministériel qu'il escomptait. Dans la même série de décisions « officielles », imprimées et diffusées avec la signature de « George Speight, *Taukei Civilian Takeover Leader* », le colonel Ulaisi Vatu est nommé *Commander RFMF*, et le colonel Filipo Tarakinikini est nommé chef d'état-major. L'assentiment des intéressés n'est pas confirmé.

Dans les premières heures qui suivent la prise d'otages, Sitiveni Rabuka arrive au Parlement : il déclare que Speight l'a appelé sur son téléphone portable pour lui demander de venir. Le président du Grand Conseil des Chefs se positionne immédiatement comme intermédiaire entre George Speight et les responsables qu'il dit avoir destitués, en particulier le président *Ratu* Mara. Celui-ci refuse d'entériner le coup de force, déclare l'état d'urgence et instaure un couvre-feu (de 19 heures à 6 heures) pour deux semaines. Les *Republic of Fiji Military Forces*, aux ordres du colonel *Ratu* George Kadavulevu, qui assure l'intérim du *Commodore* Bainimarama, en déplacement en Norvège, sont chargées de soutenir la police dans son action de maintien de l'ordre, mais aucun dispositif de forces de sécurité n'est mis en place autour du Parlement : rien n'empêche les adeptes de l'action de George Speight de se masser et de constituer, *de facto* au moins, un bouclier humain pour les putschistes[820].

Les journalistes l'ont rapidement reprise et elle a été ensuite systématiquement associée à George Speight. Voir son chapitre « fijicoup.com », *in* Michael PRETES Brij V. LAL et Brij LAL (dir.), 2008, p. 4.

[818] Dans les reportages en français, des qualificatifs équivalents sont aussi utilisés : « homme d'affaires à la réputation peu brillante » pour *Le Figaro* du 20 mai 2000, « homme d'affaires raté » pour *Libération* du même jour et « homme d'affaires raté, sans consistance » pour *L'Humanité* du 22 mai 2000. Jean-Pierre DOUMENGE (2008, p. 282) choisit « homme d'affaire ruiné ».

[819] « *He regularly played golf with Major-General Sitiveni Rabuka* » écrit David Robbie le 22 mai 2000, sur le site internet du programme de journalisme de l'Université du Pacifique Sud (archive consultable sur le site www.asiapac.org.fj). Information confirmée par Brij V. LAL (2006, p. 198), qui ajoute que c'est en raison de cette proximité que *Ratu* Mara commence par accepter l'entremise du général Rabuka.

[820] *Ratu* Mara déplore l'inefficacité des forces de l'ordre et met leur inaction sur le compte de leur réticence à affronter les (quelques) soldats expérimentés et bien armés qui soutiennent George Speight (Deryck SCARR,

Le 20 mai, George Speight, qui s'est annoncé président de la République la veille, se déclare Premier ministre : *Ratu* Timoci Silatolu est rétrogradé vice-Premier ministre. Le président est désormais *Ratu* Jope Naucabalavu Seniloli, le *Turaga Taukei Naua* de Bau, proche de la famille Cakobau[821]. On évoque, dans certains milieux, un cas de *vere vaka Bau* : un coup d'État, une conspiration à la Bau contre *Ratu* Mara[822].

Ce 20 mai, 10 otages sont relâchés (après avoir signé leur démission du parlement) mais 31 restent captifs, dont *Adi* Koila, la fille de *Ratu* Mara. Suva est encore saccagée par des pillards. Se passant des services de Sitiveni Rabuka, le Président Mara délègue Michael Kidd, un universitaire australien en poste à l'*University of the South Pacific*, à Suva, pour discuter avec George Speight et son groupe. Kidd est porteur d'une lettre conciliante, mais l'entrevue est stérile.

Le dimanche 21 mai est une journée de confusion. Speight refuse à son tour l'entremise de Rabuka qui ne manque pas de dénigrer à son tour le « *Taukei Leader* » autoproclamé et de contester la légitimité de celui qui prétend agir au nom des droits indigènes alors qu'il ne parle même pas le fidjien : « *I don't know why he is claiming to be acting on behalf of indigenous rights like I did in 1987. I'm still waiting for him to say this in Fijian*[823]. » Le *Commander RFMF* diffuse « un message demandant à tous les réservistes de l'armée de se présenter au camp d'entraînement de la capitale avec leur paquetage et de prévoir une absence de leurs foyers pour les 21 prochains jours[824] ».

Le 22, Speight admet que Mahendra Chaudhry est blessé après avoir été battu. Près de 2000 personnes sont rassemblées autour du Parlement pour exprimer leur soutien à l'initiative de George Speight. Elles constituent un bouclier humain qui empêche toute intervention des forces de l'ordre, pour autant que ceci soit envisagé : « *The army will think twice before it goes in there. Some of the militants belong to the Fiji Military's Counter Revolutionary Warfare Unit* » fait remarquer le général Rabuka.

Speight s'adresse fréquemment aux journalistes et les images du leader au crâne rasé, impeccable dans sa chemise blanche et son *sulu* gris foncé, face aux caméras et aux

---

2008, p. 382). D'autres, surtout avec la facilité que donne le recul historique, voient là un élément du plan des instigateurs masqués du coup pour aggraver la situation (Robert ROBERTSON et William SUTHERLAND, 2001, ou Michael FIELD, Tupeni BABA et Unaisi NABOBO-BABA, 2005, par exemple).

[821] *Ratu* Jope est un très grand chef. En 2005, lorsqu'il a été question de désigner un nouveau *Vunivalu ni Bau*, il était l'un des prétendants.

[822] Deryck SCARR, 2008, p. 283.

[823] Cité par le journaliste et universitaire David Robbie, le 22 mai 2000 (archive consultable sur le site www.asiapac.org.fj).

[824] Termes d'une dépêche du journaliste français indépendant basé à Suva Patrick-Antoine Decloître du lundi 22 mai 2000.

micros, font le tour du monde[825]. Le *Bose Levu Vakaturaga* renouvelle son soutien au Président Mara, et celui-ci déclare que, le Gouvernement de Mahendra Chaudhry étant dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, il assume les pleins pouvoirs, conformément aux dispositions de la Constitution. Du monde entier, des déclarations sont adressées aux Fidji. Le Commonwealth prend la situation très à cœur, d'autant que son Secrétaire général est un Océanien : le Néo-Zélandais Don MacKinnon, ancien ministre des affaires étrangères de son pays. L'ONU condamne le coup d'État et le porte-parole du secrétaire général des Nations Unies annonce :

> Au vu des récents événements à Fidji, le Secrétaire général a décidé de nommer M. Vieira de Mello, qui est actuellement son Représentant au Timor oriental, comme Envoyé spécial pour Fidji et lui a demandé de se rendre dans le pays aussi vite que possible. M. Vieira de Mello aura pour tâche d'évaluer la situation à Fidji et d'exprimer au Gouvernement et aux dirigeants des partis politiques fidjiens les préoccupations du Secrétaire général concernant le recours à des actions inconstitutionnelles et violentes en vue de provoquer un changement de gouvernement. Le Secrétaire général demande instamment la libération des otages et la restauration de la règle démocratique conformément à la Constitution de la République de Fidji. M. Vieira de Mello rendra compte au Secrétaire général des résultats de sa mission[826].

Le 23 mai, cinquième jour de détention des otages, il est clair que le coup d'État n'a pas le soutien de la communauté fidjienne dans son ensemble. Le nationaliste Apisai Tora, leader de la manifestation du 19 mai, se désolidarise de l'opération. Bien qu'il soit celui qui discute avec les intermédiaires et les journalistes au nom des putschistes, George Speight, ne semble pas être l'instigateur de l'opération. La presse constate l'assurance calme des quelques soldats qui l'entourent et rapportent les déclarations d'un mystérieux « colonel Bill » qui affirme qu'il est le véritable cerveau du coup de force ; Speight n'aurait été « recruté » que deux jours avant le coup de force « pour ses talents de communicateur »[827]. Le Grand Conseil des Chefs, réuni à la caserne *Queen Elizabeth*, déclare, par la voix de son président, Sitiveni Rabuka, apporter son soutien unanime à *Ratu* Mara :

> *The Bose Levu Turaga declares its support to his Excellency President of Fiji in the effort he is pursuing, in bringing Fiji back to normalcy. That is in*

---

[825] En 2010, lorsqu'on demande des images de « Speight » à « Google », on peut en visionner des centaines, parmi lesquelles on peut recommander, pour leur intérêt historique, celles, nombreuses, datées et commentées, du site internet du magazine étatsunien *Life* (www.life.com).

[826] Communiqué de presse SG/SM/7414, consultable sur le site internet de l'ONU : www.un.org.

[827] Dépêches de presse du 23 mai 2000.

> *a nutshell what happened today at the Fiji Military Forces Camp which hosted the GCC meeting.*[828]

Au cours de la journée, une délégation de Tailevu est venue présenter les excuses de la province pour les agissements irrespectueux de George Speight/Ilitini Naitini. *Ratu* Mara tend la main aux putschistes en leur proposant l'amnistie s'ils mettent fin à leur action, et suggère que le docteur Tupeni Baba soit désigné comme Premier ministre en remplacement de Mahendra Chaudhry. Le *Bose Levu Vakaturaga* est convaincu par les arguments éloquents et le charisme intact de *Ratu* Mara. Les grands chefs reconnaissent que le *Tui Nayau* peut parvenir à une solution acceptable, à condition qu'il s'engage à satisfaire les exigences inquiètes des Fidjiens : « *give full and urgent attention to the grievances as raised by the various taukei groups* » et prenne les dispositions nécessaires pour préserver la prééminence mélanésienne : « *ensuring that the position of President and Prime minister […] shall always be held by indigenous Fijians and Rotumans*[829] ». Mais Speight/Naitini est inébranlable et insiste pour que le *Tui Nayau* renonce à la présidence de la République « avant que la situation dégénère et ne puisse plus être contrôlée par aucune autorité ». Dès le 24 mai, Sergio Vieira de Mello et Don McKinnon sont à Suva pour tenter de résoudre la crise. Pendant quarante-huit heures, ils négocient avec les putschistes. Ils peuvent rencontrer les otages, et confirmer leur relative bonne santé, mais n'obtiennent pas qu'ils soient libérés et quittent les Fidji après une mission infructueuse qui accroît l'importance de George Speight et renforce sa confiance[830].

3. Les pleins pouvoirs de *Ratu* Mara

Une semaine après le début de la crise, le parti travailliste s'est donné un leader intérimaire et porte-parole, pour pallier l'empêchement de Mahendra Chaudhry : c'est *Ratu* Tevita Momoedonu, le seul ministre encore libre de ses mouvements[831]. Le 27 mai, le président Mara le nomme Premier ministre en remplacement de Mahendra Chaudhry. Il s'agit d'une manœuvre politique permettant au président d'obtenir l'avis du chef du gouvernement, sans lequel il ne peut, constitutionnellement, prendre certaines décisions. Ainsi pourvu d'un Premier ministre en mesure de le conseiller, le président de la

[828] Déclaration à la presse de Sitiveni Rabuka, président du Grand Conseil des Chefs, le 23 mai 2000, citée par le *Fiji Times* du 24 mai 2000.

[829] Extraits d'un communiqué officiel du *Great Council of Chiefs* du 23 mai 2000, cités par Brij V. LAL (2008, p ; 200).

[830] Deryck SCARR, 2008, p. 386.

[831] Le ministre du travail et des relations avec les syndicats n'était pas au parlement le 19 mai.

République est, en droit[832], fondé à décider la dissolution d'un gouvernement incapable de gouverner, accepter la démission de ce Premier ministre éphémère et assumer non seulement le pouvoir exécutif, en l'absence de gouvernement, mais aussi le pouvoir législatif, puisque le parlement est empêché.

D'une certaine manière, en prenant ainsi, *de facto*, les pleins pouvoirs, *Ratu* Mara entérine le coup de force de George Speight et légalise l'éviction de Mahendra Chaudhry, de son gouvernement et du parlement.

Le 28 mai, une confrontation a lieu entre les rebelles et les forces de l'ordre qui encerclent le Parlement, deux soldats et un journaliste sont blessés par balle. On évoque aux Fidji le fait que c'est la première fois que des Fidjiens tirent contre des Fidjiens[833].

Le lendemain, quelques centaines de rebelles sortent du Parlement, sont refoulés à l'entrée de la résidence présidentielle, saccagent les studios de la chaîne nationale de télévision, *Fiji One*, quelques heures après la diffusion d'un programme politique particulièrement critique sur l'action des putschistes. Un policier est tué par balle et le gardien de nuit du studio succombe à une crise cardiaque. Une manifestation est annoncée pour le 29 mai, destinée à pousser *Ratu* Mara à la démission.

Le Président, malgré ses pleins pouvoirs de fait, n'est pas en position de force : la police est largement dépassée par les partisans des putschistes et les opportunistes, de plus en plus nombreux, qui se rassemblent autour du parlement et commettent des méfaits. L'armée est divisée et, comme son *Commander* le constate, est plutôt en accord avec les motifs du coup de Speight/ Naitini, bien qu'elle en désapprouve les méthodes.

Beaucoup de soldats, estime le *Commodore* Bainimarama, hésiteraient à risquer leur vie pour un chef de l'État qui n'a pas su défendre les intérêts des Fidjiens de souche, légitimes détenteurs du pouvoir politique dans leur pays.

Face à cette aggravation potentielle de la crise, le *Commander RFMF* prend l'initiative, le lundi 29 mai.

---

[832] Le point est juridiquement contesté, la Constitution de 1997 (section 99) disposant expressément que le Président ne peut démettre le Premier ministre et son gouvernement que dans le cas où ceux-ci ont perdu la confiance du Parlement. Au moment des faits, la confusion était telle que les spécialistes de ces questions ne pouvaient faire valoir leurs arguments.

[833] Vivianne CRETTON est ce jour-là dans l'enceinte du Parlement et raconte ce moment dans *Négocier le conflit à Fidji* (2007).

SECTION 4. LE COUP DANS LE COUP : LE *COMMODORE*, CHEF DE L'ÉTAT

Dix jours après que George Speight a déclaré prendre le pouvoir, et deux jours après que *Ratu* Mara a tenté de le contrer en assumant lui-même le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le *Commodore* Bainimarama décide à son tour qu'il est le seul en mesure de résoudre la crise et, surtout, d'éviter un affrontement dramatique entre les rebelles et les membres des forces de l'ordre.

1. La mise à l'écart de *Ratu* Mara

En fin d'après-midi, lundi 29 mai 2000, les rumeurs sont alarmantes : des rebelles déterminés se dirigent vers la *Government House* pour en finir avec *Ratu* Mara[834]. Celui-ci appelle son fils, qui commande une compagnie du *3rd Fiji Infantry Regiment*. Le commandant *Ratu* Tevita rassure son père : avec ses quatre-vingts hommes, il sera rapidement sur place. Mais il n'arrive pas, et l'inquiétude croît dans l'entourage du *Tui Nayau*. Le Président et sa suite décident de rejoindre la base navale de Suva et d'embarquer sur un patrouilleur, le *Kiro*, à bord duquel ils seront en sécurité[835]. Dans la soirée, un autre bâtiment de la marine fidjienne, le *Levuka*, aborde le *Kiro*. Un groupe d'hommes en débarque pour s'entretenir avec *Ratu* Mara. Le *Commodore* Bainimarama, le général Rabuka, le général Ganilau, le général Konrote[836], le préfet de police Savua se sont réunis un peu plus tôt et ont convenu que le contexte constitutionnel ne permettrait pas de résoudre la crise. Il faut que le Président se démette et que les militaires agissent, sans contrainte, dans le cadre de la loi martiale. A bord du patrouilleur *Kiro* se déroule alors une cérémonie traditionnelle de pardon (*matanigasau*). Sitiveni Rabuka joue le rôle de porte-parole (*matanivanua)* de *Ratu* Mara. *Ratu* Epeli Ganilau présente la requête d'abdication et le *tabua*. En acceptant le présent symbolique, *Ratu* Mara accède à la demande présentée à

[834] Ce passage reprend le déroulement de cette soirée tel qu'il est relaté notamment par Deryck SCARR dans sa biographie de *Ratu* Mara, *Tuimacilai*, à partir des souvenirs et témoignages des protagonistes (2008, p. 387-388). L'aspect coutumier de la cérémonie et son contexte historique sont analysés en détails par Viviane CRETTON (2007, p. 167-185).

[835] Le petit bâtiment est commandé par le capitaine de corvette Bradley Bower, dont la grand-mère est une tante maternelle de *Ratu* Mara.

[836] Cet officier général rotuman en retraite, qui a notamment été le commandant de l'ensemble de la force de l'ONU au Liban, est alors haut fonctionnaire (*Permanent Secretary*) au ministère de l'intérieur.

la manière des chefs (*vakaturaga*), bien qu'il ne soit pas convaincu que son retrait soit la solution à la crise en cours. Il est vrai que la présence de sa fille, *Adi* Koila, parmi les otages peut l'exposer à une forme de chantage. Le *Kiro* mouille pour la nuit sous le vent de l'île de Beqa, avec *Ratu* Mara et ses proches[837], tandis que le *Levuka* regagne la base navale.

Le *Commodore* annonce à la Nation, dans la soirée, que le Président a renoncé à ses fonctions et que l'armée dirige le pays dans le cadre de la loi martiale. La Constitution est abrogée, mais le corpus législatif dans son ensemble reste en vigueur et doit être respecté. D'une voix hésitante, il déclare que c'est avec beaucoup de réticence qu'il a pris le pouvoir : « *All the nation has been saddened by the extent to which the country has fallen during the last week. I have therefore, with much reluctance, assumed executive authority*.»

> Vers 18 H 00, ce lundi 29 mai 2000, j'ai pris avec beaucoup de réticence le pouvoir exécutif du pays puis déclaré la loi martiale. Le pays sera provisoirement administré par un gouvernement militaire. L'objectif prioritaire de ce gouvernement sera de restaurer dès que possible la paix, la stabilité et le bien-être des Fidji et de sa population. Les mesures suivantes seront appliquées immédiatement : Suva sera placée sous couvre-feu à partir de lundi 29 mai 2000 à 18 heures. Ce couvre-feu restera en vigueur pendant 24 heures et sera réétudié quotidiennement. Les *RFMF* se réservent le droit d'avoir recours à la force pour faire appliquer le couvre-feu. Tous les déplacements en direction de l'enceinte du parlement seront limités aux raisons impératives de service. Tous les réservistes devront rejoindre la caserne *Queen Elizabeth* aux fins d'être déployés pour soutenir l'action des *RFMF*. Je souhaite que nous tous, en tant que Nation, respections et appliquions l'état de droit. J'ai confiance en la capacité et la détermination de nos populations à résoudre la crise actuelle et à œuvrer pour un avenir sûr de notre nation bien-aimée. Merci et que Dieu bénisse les Fidji.

George Speight et son groupe, qui détiennent Mahendra Chaudhry et exigent le départ de *Ratu* Mara, se font ainsi confisquer par le chef de l'armée le pouvoir qu'ils ont cru prendre. Beaucoup perçoivent un nouveau coup d'État dans ce brusque retournement de situation : « *The Chief of the Armed Forces has launched the country's second coup in as many weeks* » annonce la presse étrangère[838]. Frank Bainimarama ordonne le couvre-feu et déploie les militaires dans les rues pour le faire respecter.

---

[837] Le lendemain matin, lorsque le capitaine de corvette Bower demande à son noble cousin où il souhaite aller, *Ratu* Mara répond « *home* » et le patrouilleur met le cap sur Lakeba (Deryck SCARR, 2008, p. 390).

[838] Formule de la station de radio australienne *ABC* le mardi matin 30 mai. Les archives de ces reportages immédiats sont consultables sur www.abc.net.au.

2. L'exercice du pouvoir par le *Commander RFMF*

A priori, ce retournement de situation satisfait les rebelles, qui estiment que l'armée, en tant qu'institution stable, composée presqu'exclusivement de Fidjiens autochtones, sera un interlocuteur avec lequel ils pourront négocier. Ils déclarent leur approbation par une annonce de *Ratu* Timoci Silatolu à la radio, au matin du mardi 30 mai :

> *I suppose for the maintenance of law and order and for the safety of the lives of the public that was the only option for the military to take. And we are keen to negotiate with them, someone who understands the hostage situation – an institution that is totally Fijian.*[839]

Mais la suite des événements contredit cette première impression car le « clan » de Ratu *Mara* continue d'occuper le devant de la scène : au cours de la journée du 30 mai, c'est l'un des gendres du *Tui Nayau* que le *Commodore* Bainimarama désigne comme chef d'un conseil de gouvernement provisoire : *Ratu* Epeli Nailatikau. Pour les putschistes, qui considèrent que *Ratu* Mara porte, au moins en partie, la responsabilité de l'ascension politique des Indiens au détriment des Fidjiens, cette désignation relève de la provocation. Le fait que *Ratu* Epeli soit un très grand chef (de Bau) n'occulte pas son appartenance au clan de celui qui, selon eux, a manqué à ses devoirs. Pour Speight/Naitini et ses partisans, le choix est inacceptable et le gouvernement provisoire doit être dirigé par un des leurs.

Frank Bainimarama renonce à désigner un gouvernement provisoire. Il dirige *de facto* le pays. Malgré l'étiquette de coup d'État donnée à son action, le *Commander RFMF* n'est pas présenté comme un autocrate : « *Fiji's new leader: quiet, likeable and no autocrat'*[840] ». Par comparaison avec le général Rabuka, le *Commodore* Bainimarama apparaît modéré.

---

[839] Cité par Brij V. LAL, 2008, p. 203.

[840] Titre d'un article du *New Zealand Herald* du 31 mai 2000, qui est illustré par une photographie du *Commodore* en treillis, l'air soucieux et humble.

3. Les négociations avec les putschistes et l'accord de Muanikau

La crise entre dans sa troisième semaine et s'enlise. Les rivalités s'exacerbent. Le 4 juin, les grands chefs de l'Ouest annoncent qu'ils vont se constituer en une quatrième confédération coutumière. Le 5, Speight menace de tuer ses 31 otages si les militaires tentent de reprendre le parlement. Le 6, le *Commonwealth* suspend les Fidji de ses institutions. Le 12, à un barrage, les militaires tirent sur un véhicule transportant Speight qui dénonce une tentative d'assassinat. Un colonel présente les excuses de l'armée. Le 14, les militaires annoncent la reprise des négociations avec Speight. Le 15, un accord est trouvé, aux termes duquel les putschistes admettent le rétablissement de la Constitution de 1997, mais le 21, les putschistes refusent catégoriquement la présence des Fidjiens d'origine indienne dans le gouvernement, deux jours après l'avoir acceptée. Le 23, le groupe de Speight et l'armée sont parvenus à un accord pour mettre fin à la crise et libérer les otages, annonce la présidence. Le 24, les putschistes annoncent que les otages ne seront libérés que lorsque le pouvoir exécutif sera transféré par les militaires au Grand Conseil des chefs. Le 25, quatre femmes parlementaires otages sont libérées. Il reste vingt-sept otages. Les négociations sont interrompues. Le 26, l'armée menace d'assumer le pouvoir pendant deux ans en cas d'échecs répétés des négociations pour former un gouvernement civil intérimaire. Le 27, le *Commodore* Bainimarama lance un ultimatum : faute d'accord dans les 24 heures, les militaires désigneront un gouvernement sans les putschistes. Ceux-ci rejettent la sommation. Le 28, l'armée annonce qu'un gouvernement militaire dirigera les Fidji pendant deux ans.

Un nouveau mois commence, sans qu'une issue se profile. Le 3 juillet, l'armée compose un gouvernement civil intérimaire dans lequel ne figure aucun Indo-Fidjien, mais Speight s'y oppose fermement. Le 4 a lieu un échange de tirs entre l'armée et les rebelles, faisant plusieurs blessés, dont un jeune homme qui décédera de ses blessures. Le *Commodore* nomme le gouvernement prévu, à la tête duquel est placé Laisenia Qarase, ancien gouverneur de la banque nationale de développement. *Ratu* Epeli Nailatikau en est vice-Premier ministre. L'armée décrète simultanément que le quartier du Parlement est une zone militaire, en vue d'isoler les preneurs d'otages, puis renonce à la mettre en vigueur. Le 5, une nouvelle injonction des militaires est adressée aux rebelles, leur laissant 48 heures pour quitter le parlement. Les difficultés sont de tous ordres. Par exemple, les propriétaires fonciers de Monasavu occupent le barrage dont dépend l'approvisionnement électrique de Viti Levu. La *Fiji Electricity Authority* met en marche deux générateurs de secours, ce qui n'empêche pas de longues coupures de l'alimentation électrique. Le 8, alors qu'expire l'ultimatum, les négociations reprennent entre l'armée et les putschistes.

Enfin, le 9 juillet, le *Commodore* Bainimarama signe avec Speight/Naitini un accord, dit de Muanikau : « *The Muanikau Accord for the release of the hostages held at the Parliament Complex Veiuto*[841] ». Il est signé par « *Ratu Josaia Voreqe* Bainimarama, *the Commander of the Republic of Fiji Military Forces and Head of the Interim Military Government of Fiji* » et « *Ilikini Naitini aka*[842] *George Speight as leader of the Taukei Civilian Takeover Group* ». Aux termes de ce texte, notamment, le Grand Conseil des Chefs nommera un président de la République et un vice-Président, tandis que les rebelles s'engagent à libérer les otages et rendre leurs armes, en échange de quoi ils seront amnistiés. Il faudra encore trois jours de tractations avant que le mercredi 12 juillet, vers 16 heures, George Speight, après avoir organisé une cérémonie de pardon, laisse partir les otages qu'il retenait depuis 55 jours.

Le 13 juillet, un fidèle de George Speight, *Ratu* Josefa Iloilovatu Uluivuda, est nommé à la présidence du pays et une ordonnance, dite « *Immunity Decree* », accorde l'amnistie à George Speight et son groupe. Le 17, les putschistes et leurs partisans quittent le Parlement. Mais ils ne se dispersent pas : quatre cents d'entre eux s'installent dans une école primaire de la banlieue Nord-Est de Suva : *Kalabu Fijian School*. La crise n'est pas finie.

4. L'arrestation de George Speight et de son groupe

Le groupe de George Speight, retranché dans l'école de Kalabu comme il l'était dans le Parlement, multiplie les provocations et les exactions. A plusieurs reprises, les rebelles tentent de forcer les barrages tenus par la police et l'armée. Ils exigent que Laisenia Qarase soit remplacé par un grand chef et proposent *Adi* Samanunu Cakobau (qui a quitté son poste d'ambassadrice en Malaisie pour participer aux événements). Le mercredi 26 juillet, tard dans la soirée, George Speight est appréhendé à un barrage militaire aux abords du pont de Laqere, à proximité de l'école de Kalabu avec son conseiller juridique, Tevita Bukanau, son conseiller en communication, Joe Nata, et un garde du corps. Speight est arrêté pour port d'arme prohibé : « l'accord de Muanikau précisait qu'une amnistie serait accordée à la condition que toutes les armes soient restituées. Ce n'est pas le cas, donc il n'y a plus d'amnistie », explique le lieutenant-colonel Tarakinikini, porte-parole des *RFMF*.

---

[841] Voir l'annexe 32: *The Muanikau Accord* (9 juillet 2000).

[842] Aka est l'abréviation de « *also known as* ».

A l'aube du jour suivant, l'armée donne l'assaut sur l'école de Kalabu[843]. L'action est commandée par le lieutenant-colonel Jone Baledrokadroka,[844] Dans l'intervention, on déplore un mort, une quarantaine de blessés et presque quatre cents arrestations. Le commandement justifie cette opération par le fait que, depuis leur installation, les rebelles terrorisent et rançonnent les riverains. Plusieurs chefs d'inculpation sont retenus contre George Speight/Ilitini Naitini, dont l'organisation d'obsèques et de rassemblement illégaux. Accusé, avec seize de ses partisans, de haute trahison, il est transféré sur l'îlot de Nukulau[845] dans la baie de Suva, qui devient un centre de détention de haute sécurité.

Le 28 juillet, le gouvernement Qarase-Nailatikau, dont l'investiture a été retardée à deux reprises par des menaces de George Speight, prête serment devant le président de la République, *Ratu* Josefa Iloilovatu. Le *Commodore* Bainimarama retourne à son rôle normal de *Commander RFMF*.

SECTION 5. UNE ARMEE DIVISEE

La présence de George Speight / Ilikili Naitini sur le devant de la scène et sa personnalité très médiatique n'ont pas complètement masqué le fait qu'il n'était qu'un instrument. Les véritables instigateurs du coup sont restés dans l'ombre et il faudra du temps pour que, dans la masse des témoignages et des analyses, on puisse discerner le rôle

---

[843] Sur place, les forces de l'ordre retrouvent la masse cérémonielle (*mace*) du parlement, celle de Cakobau, qui avait disparu pendant l'occupation du Parlement par les partisans de George Speight. Ces faits sont relatés par Michael FIELD, Tupeni BABA et Unaisi NABOBO-BABA dans *Speight of Violence*, p. 228 et 233.

[844] Le lieutenant-colonel Jone BALEDROKADROKA a continué à progresser dans la hiérarchie des *RFMF* jusqu'à devenir le *Commander Land Forces* en 2006, mais il s'est opposé au *Commodore* Bainimarama, a été mis en examen pour sédition et a quitté l'armée et les Fidji. Il est devenu chercheur à l'*Australian National University* de Canberra, où il est, en 2010 et 2011, un doctorant qui étudie le rôle de l'armée dans la politique fidjienne. Sa principale publication est un chapitre de l'ouvrage dirigé par Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH, *The 2006 Military Takeover in Fiji* : « Fijian ethno-nationalism », p. 409-414. Il est un contributeur régulier du « blog » d'opposition au régime Bainimarama « *CoupFourPointFive* » déjà cité.

[845] C'est sur cet îlot que les travailleurs indiens, à la fin du XIX^{e} siècle, ont posé le pied pour la première fois aux Fidji. Un centre de quarantaine y avait été installé, où les arrivants pouvaient attendre pendant plusieurs mois avant d'être déclarés aptes au travail et transférés sur les exploitations agricoles. On peut voir l'ironie de l'Histoire dans le fait que ce soit cet endroit, symbole des peines des immigrants, qui soit la prison des nationalistes des années 2000. Voir Rajendra PRASAD, *Tears in Paradise: a personal and historical journey, 1879-2004*, 2004, p. 44.

de certains d'entre eux. Beaucoup de personnalités avaient intérêt à la mise à l'écart de Chaudhry et de son gouvernement travailliste. Notamment une certaine élite fidjienne de souche, ses relations d'affaires à l'étranger et même de grands entrepreneurs indo-fidjiens qui sentaient leurs intérêts menacés par ce gouvernement de gauche, en particulier au sujet des bénéfices escomptés par la mise sur le marché des plantations d'acajou.

En ce qui concerne les actions et surtout l'inaction des policiers et des militaires, dans les premiers jours de la crise de mai 2000, il est difficile de faire la part des choses entre incompétence et complicité. Le chef de la police, Isikia Savua était peut-être complice, mais, dans tous les cas, la force qu'il commandait était mal équipée, mal formée, mal dirigée. Le procès dont il sort blanchi n'est gère concluant[846].

Surtout, l'armée, qui a fait bloc derrière Sitiveni Rabuka en 1987, apparaît divisée. Certains membres de son unité d'élite, le *First Meridian Squadron*, héritier renforcé de la *Counter Revolutionary Warfare Unit* créée en 1987, sont le bras armé de George Speight. Beaucoup de personnels, tout en restant dans les rangs, manifestent leur approbation pour le coup de force. La discipline, valeur fondamentale de l'institution militaire et de l'organisation coutumière, est pourtant bafouée : par deux fois, en juillet et en novembre, des soldats se mutinent.

1. La mutinerie de Labasa (juillet-août 2000)

A Labasa, sur l'île de Vanua Levu, comme dans tout le pays, les réservistes obéissent à l'ordre de mobilisation que le *Commodore* Bainimarama lance dès le début de la crise et rejoignent la caserne Sukanaivalu. Le 4 juillet, vers midi, six hommes pénètrent par effraction dans le magasin de leur compagnie et emportent toutes les munitions qui s'y trouvent. Puis ils entrent de la même manière dans l'armurerie du bataillon et y saisissent toutes les armes. Armes et munitions sont entreposées au mess des officiers de *Saukanaivalu Barracks*. A leur tête se trouve le lieutenant Vosayaco, petit-fils du *Major* Ligairi, « conseiller militaire » de George Speight. Un capitaine, averti de l'action en cours, qui a pour but se soutenir l'action du « groupe » de Speight, à Suva, tente de la faire cesser. Il assure en vain Vosayaco et ses cinq acolytes que, s'ils obéissent immédiatement, aucune suite ne sera donnée à l'affaire. Le lieutenant Vosayaco dit à son capitaine qu'il a pris le commandement, puis fait rassembler la compagnie pour expliquer aux hommes ce

[846] Brij V. LAL, 2006, p. 207. Cela n'empêchera pas la nomination d'Isikia Savua comme représentant permanent des Fidji auprès de l'ONU, en 2003.

qui se passe : il leur affirme qu'ils sont soldats de leur *vanua* avant d'être soldats du gouvernement, et Fidjiens avant d'être soldats. Il leur demande de prendre position pour ou contre lui, pour ou contre le *vanua*. Une vingtaine de ces hommes décide de suivre Vosayaco. Les mutins se rassemblent au mess, tandis que les loyalistes se replient dans la partie basse du camp.

Plusieurs grands chefs de Vanua Levu, parmi lesquels *Ratu* Naiqama Lalabalavu (le *Tui Cakau*)[847], se présentent rapidement devant les mutins, les assurant qu'ils ont choisi la bonne voie, et qu'il est de leur devoir se soutenir la « cause indigène ». Au fur et à mesure que les jours passent, le nombre des mutins augmente : ils finissent par être plus de cinquante. De nombreux civils les rejoignent, recréant dans *Sukanaivalu Barracks* le dispositif qui s'est mis en place à Suva autour du Parlement. Le 12 juillet, les mutins prennent le contrôle du commissariat de police de Labasa. Ce n'est que le 3 août qu'une mission envoyée par l'état-major à Suva, reprend le contrôle du camp, évacuant les soldats mutins et leurs partisans civils et remettant certains d'entre eux à la police.

Le commandement des *RFMF* considère l'incident comme particulièrement grave : c'est la première véritable mutinerie à se produire au sein des *RFMF* : en 1987, lorsque le lieutenant-colonel Rabuka, en tant que numéro trois de l'armée, a pris le pouvoir, l'action n'a été considérée qu'en tant que coup d'État ; la mutinerie, pourtant évidente, est passée inaperçue. Celle de Labasa, à son tour, passe à l'arrière plan en novembre 2000, lorsqu'une nouvelle mutinerie éclate, dans le grand camp militaire de Suva.

2. La mutinerie du 2 novembre 2000

L'instrument actif de cet acte de sédition est le capitaine Shane Stevens, du *First Meridian Squadron* (l'ex-*Counter Revolutionary Warfare Unit*, dont l'ancien intitulé est encore souvent utilisé) : en mai, il a refusé de se joindre à George Speight et est resté loyal au commandement, mais il est déçu par l'attitude du commandement et contrarié par le traitement infligé à ses camarades. Les douze membres de l'unité d'élite, détenus à *Queen*

[847] Avec lui, *Ratu* Josefa Dimuri, *Ratu* Viliame Rovabokola (le *Tui Nadogo*) et *Ratu* Rokodewala Niumataiwalu (le *Tui Wailevu*). Ils affirmeront ensuite s'être rendus à *Sukanaivalu Barracks* sur l'initiative du *Tui Labasa*, *Ratu* Joseva Ritova Qomate afin d'empêcher que quelque chose de grave soit commis. Voir Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH, 2007, p. 120 (leur *From Election to coup in Fiji: the 2006 campaign and its aftermath* détaille l'implication de ces personnalités coutumières dans la vie politique fidjienne au cours des années suivantes, en particulier comme ministres du gouvernement Qarase).

Elizabeth Barracks, se sentent trahis par la hiérarchie : lors de la signature de l'accord de Muanikau, ils ont rendu les armes avec confiance en échange de l'amnistie promise.

A contrario, les autres unités n'ont pas oublié que les soldats du *First Meridian* ont tourné leurs armes contre eux. Pour beaucoup, le commandement se montre excessivement bienveillant à l'égard des soldats rebelles, puisque, mi-octobre, le *Commodore* Bainimarama, profitant de l'absence du pays du Premier ministre Qarase et du Président Iloilo, libère tous les soldats détenus, en signe de réconciliation. Il explique que la justice devra suivre son cours mais que, dans l'intervalle, les hommes peuvent reprendre une vie normale auprès de leurs familles. Le nouveau porte-parole des *RFMF*, Howard Politini[848], va jusqu'à déclarer publiquement que ces personnels ont fait du « good job » en assurant la sécurité des otages dans le Parlement[849]. Par ailleurs le *Commander RFMF* fustige certains grands chefs pour leur rôle dans les événements et souhaite qu'ils soient sanctionnés comme n'importe quel autre fauteur de trouble, la loi étant la même pour tous : « *There is one set of rules for everyone* ».

Le calme et l'ordre public ont été rétablis, mais les rancœurs l'emportent sur l'esprit de réconciliation. Si justice doit être faite, nombreux sont ceux, parmi l'élite, qui en sentiront tomber le couperet. Le 2 novembre 2000, le *First Meridian Squadron* se mutine, dans le sang et la confusion : en début d'après-midi, le capitaine Shane Stevens, commandant une quarantaine d'hommes armés, prend le contrôle du bâtiment dans lequel est situé le bureau du *Commodore*, de l'armurerie et du centre opérationnel. Ils veulent prendre des otages et négocier la libération de leurs camarades détenus avec George Speight sur l'île de Nukulau. Et ils veulent assassiner Voreqe Bainimarama. Leur organisation prévoit la neutralisation des téléphones mobiles d'un certain nombre de militaires. Des complices, à Naitisiri, Tailevu et Rewa, sont prévenus par un message codé, diffusé par *Radio Fiji*, ils doivent rassembler des partisans aussi nombreux que possible au camp *Queen Elizabeth* afin de soutenir l'action des mutins.

Mais s'ils ont saisi des armes sophistiquées, les mutins n'ont pas réussi à se procurer suffisamment de munitions et ils doivent se contenter d'utiliser des armes moins perfectionnées. Ils bâclent leur attaque contre le *Commodore*, commençant une action ouverte dans le camp et lui laissant le temps de fuir au lieu d'agir par surprise. Ils n'ont pas organisé un ralliement éventuel du reste de l'armée et se laissent surprendre par l'arrivée

---

[848] Filipo Tarakinikini a changé de fonctions en septembre, ses supérieurs le trouvant trop ambitieux pour être laissé à un poste aussi en vue… et lui reprochant une trop grande proximité avec certains instigateurs du coup de mai 2000. Voir Robbie ROBERTSON et William SUTHERLAND, 2001, p. 39.

[849] « *The people should realise that these soldiers were responsible for the security of the hostages in Parliament and they did a good job* […] *They were well trained and had the power to contain those rowdy and abusive crowd* » *Fiji Times* du 29 octobre 2000.

dans le camp d'éléments du troisième bataillon[850], qui se trouvent là par hasard mais montent rapidement une contre offensive. Ils sont privés du soutien de leurs partisans par les soldats loyalistes qui ferment le camp et empêchent leur entrée.

Les mutins tuent de sang froid 3 soldats non armés, et ils font face à la détermination féroce de ceux qui sont restés loyaux au commandement. La mutinerie ne dure que quelques heures, et elle échoue. En début de soirée, tout est fini. Le *Commodore* est sain et sauf. 8 mutins ont été tués, probablement battus à mort après avoir été pris. 20 autres soldats sont blessés. 6 civils ont été atteints par des balles perdues[851].

3. Des failles profondes et visibles

En 2000, le rôle de l'armée est donc beaucoup moins clair que lors des coups menés par Rabuka. En 1987, les *RFMF* ont participé au premier coup d'État militaire enregistré dans le Pacifique post colonial : il s'est effectué dans l'ordre, l'unité et l'efficacité, ce qui fait que ces forces armées ont conservé la réputation d'être organisées et valeureuses. En mai 2000, l'armée fidjienne se révèle divisée et désorientée, car fortement soumise aux rivalités traditionnelles affectant les communautés tribales autochtones. Des militaires, au premier rang desquels les membres de « l'unité des forces spéciales » ayant opéré la prise d'otages au Parlement, sont clairement en faveur du coup. D'autres affirment soutenir les objectifs de l'opération, même s'ils en désapprouvent les méthodes. Les derniers s'opposent aux procédés comme aux buts.

Une autre différence entre les deux coups est l'absence de maintien de l'ordre. En 2000, le coup de Speight fait des victimes. Les Indo-Fidjiens, bien plus qu'en 1987, sont l'objet d'exactions : des commerces et des exploitations agricoles sont pillés et incendiés et, cette fois, certains sont tués. Les Fidji connaissent le premier camp de réfugiés de leur histoire. Et la violence s'exerce aussi, et c'est nouveau, entre Fidjiens. Des roturiers défient l'autorité des chefs traditionnels ; des chefs s'opposent frontalement. Des Fidjiens tuent

---

[850] Le *Third, Fiji Infantry Regiment*, est commandé par le lieutenant-colonel Viliame Seruvakula, qui défiera la chronique en affirmant qu'il a refusé les 260 000 dollars fidjiens qui lui ont été proposés pour participer au coup de mai 2000. Voir notamment Michael FIELD, Tupeni BABA et Unaisi NABOBO-BABA (2005) et Robbie ROBERTSON et William SUTHERLAND (2001). Surtout, Viliame Seruvakula accusera Sitiveni Rabuka d'être l'un des instigateurs du coup de mai 2000 et de la mutinerie de novembre 2000. Voir infra.

[851] La répression violente de la mutinerie est largement critiquée. *Amnesty International* s'émeut dans un communiqué qui constitue l'annexe 33 : Communiqué d'*Amnesty International* du 9 novembre 2000.

des Fidjiens. Les tensions internes au *Taukei*, jusque-là présentes mais étouffées, se révèlent ouvertement.

Malgré leur implication dans les coups d'État, les soldats fidjiens conservent l'estime de leurs homologues étrangers. Comme d'autres, les officiers néo-zélandais regrettent que « l'attitude anticonstitutionnelle » des *Fiji Military Forces* les prive des contacts étroits qu'ils avaient auparavant. C'est au Timor oriental qu'ils ont pu, entre 2000 et 2002, renouer les liens avec ces partenaires de longue date. La compagnie fidjienne s'est très bien insérée dans le bataillon néo-zélandais, participant en première ligne aux opérations délicates, ses membres se montrant toujours fiables et courageux. Les officiers fidjiens en formation dans les cours supérieurs militaires néo-zélandais sont généralement bien intégrés. L'armée néo-zélandaise comporte une proportion significative de Maoris et leurs rituels sont une partie prenante de la vie militaire. Les Fidjiens s'y sentent d'autant mieux[852].

CONCLUSION DU CHAPITRE. LE ROLE DU GENERAL RABUKA DANS LES EVENEMENTS DE 1999 ET 2000.

Dès l'annonce de la victoire éclatante du parti travailliste, Sitiveni Rabuka a été approché par des personnalités du *SVT*, dont des ex-ministres de premier plan, pour conduire un coup d'État comparable à celui du 14 mai 1987. Il a refusé catégoriquement : les choses ont changé, le *Soqosoqo* a été désavoué par les électeurs et une majorité de la population, Fidjiens compris, est d'avis que le gouvernement sorti des urnes doit gouverner[853].

Début juin 1999, immédiatement après qu'il a démissionné du *SVT* et de son siège de député, le Grand Conseil des Chefs l'a choisi comme président : lors du vote à bulletin

[852] Communication personnelle d'un officier néo-zélandais.

[853] Brij V. LAL, 2006, p. 181, citant une communication personnelle du général Rabuka. Régulièrement, l'ex-Premier ministre a réitéré cette affirmation à divers interlocuteurs. En juin 2010, il l'a fait à nouveau (communication personnelle du général Rabuka).

secret[854], le général, pourtant roturier, l'a emporté par 32 voix contre 18 face à *Ratu* Josefa Iloilo, vice-président de la République. « *I am greatly humbled with the confidence the chiefs have in me. Especially when the SVT has lost in the last election. My election ahead of the Turaga na Tui Vuda Ratu Josefa is a sign of the chiefly support I have*[855] » déclare-t-il pour souligner le paradoxe de sa victoire face à un adversaire si prestigieux. Le poste confère à son titulaire des pouvoirs réels. C'est le *Bose Levu Vakaturaga* qui nomme le Président et le vice-président de la République. En outre, la position est assortie d'un avantage significatif, une indemnité annuelle de 30 000 dollars fidjiens.

Quelques jours plus tard, à peine, le *Commonwealth* prend une décision qui donne à Sitiveni Rabuka une nouvelle dimension internationale : on voit en lui le promoteur d'une « société multiraciale », plus du tout le putschiste de 1987. Il est choisi comme envoyé spécial du Secrétaire général de l'organisation, chargé d'une mission de médiation aux îles Salomon, où les tensions entre milices rivales se sont récemment aggravées. Pour le « *Chief* » Emeka Anyaoku[856], Sitiveni Rabuka est l'homme de la situation : de par le cumul de son ancien poste de chef de gouvernement et de son actuel poste de président du Grand Conseil des chefs coutumiers, il a acquis une stature régionale, internationalement reconnue, et la capacité à gérer ce genre de situation délicate, « *he has special standing in the region and is well versed in this kind of problems. He is a person of stature in the region and is respected by all the parties involved in the dispute* ». Rabuka accepte la mission en se déclarant honoré à l'idée de venir en aide à un « État-frère mélanésien », conforté par son expérience passée de président du groupe des pays mélanésiens dit du « Fer de lance » :

> *It is a great honour to be doing something for a brother Melanesian leader. It is appropriate that I was chairman of the last two Melanesian Spearhead group meetings where more prominent subjects apart from regional trade were regional security and conflict resolution.*[857]

Durant les événements de mai 2000, le rôle du général Rabuka reste confus. Le fait qu'une action de sa part ait été souhaitée et demandée est certain, il l'a lui même confirmé. Mais, à quel point a-t-il, discrètement, approuvé ou encouragé George Speight ? On l'ignore. C'est son gouvernement qui a nommé George Speight (le fils du fidèle Sam Speight) à la tête des établissements publics de gestion des plantations d'acajou et de pin.

---

[854] C'est la première fois dans l'histoire du Grand Conseil des Chefs que cette institution recourt au vote secret pour désigner son président. Brij V. LAL, 2006, p. 179.

[855] Cité par John SHARPHAM, 2000, p. 302.

[856] Le Nigérian connaît le Fidjien et lui fait confiance (John SHARPHAM, 2000, p. 307). Emeka Anyaoku, Secrétaire Général du Commonwealth depuis 1990, est aussi apprécié par *Ratu* Mara, qui l'a trouvé compréhensif lorsqu'il s'est agi de faire réadmettre les Fidji au sein de l'organisation (Kamisese MARA, 1997, p. 205).

[857] *Fiji Times* du 18 juin 1999.

Surtout, la proximité de Sitiveni Rabuka avec la *Counter Revolutionary Warfare Unit* incite à penser qu'il n'a pu ignorer que cette unité se préparait à intervenir. Son influence aurait certainement empêché cet engagement. En n'intervenant pas Sitiveni Rabuka cautionne la participation de ces hommes qu'il a contribué à recruter. En tant que président du Grand Conseil des Chefs (il a été réélu à l'unanimité début mai 2000), Rabuka convoque le 23 mai une réunion à l'issue de laquelle l'institution refuse de cautionner le coup de force et apporte son soutien (« *its full support* ») au président *Ratu* Mara pour qu'il résolve la crise. Rabuka apparaît ainsi, au tout début des événements, comme un médiateur entre le groupe de Speight/Naitini et les responsables politiques jusqu'alors en place. En novembre 2000, sa présence bien visible à la caserne *Queen Elizabeth Barracks* semble indiquer une implication supérieure au rôle de médiateur qu'il s'est attribué[858].

Si ses responsabilités dans les événements de 2000 restent obscures, le rôle du général Rabuka dans l'histoire récente des Fidji est fondamental. En 1987, le coup défendait les intérêts des populations d'origine face à la montée du pouvoir des communautés immigrées. Ce thème rejoignait les préoccupations et suscitait la compréhension des dirigeants des autres États insulaires du Pacifique. Le coup de 2000, qui étale au grand jour des dissensions entre leaders traditionnels, n'a pas été accueilli avec le même assentiment. Il s'agit de s'assurer que les Fidji sont et resteront aux Fidjiens certes, mais quels Fidjiens ? L'État unitaire des Fidji est une création de la colonisation britannique ; doit-on revenir à la situation d'octobre 1874, lorsque Cakobau a fait le tour de l'archipel pour faire accepter aux chefs la cession à la Grande-Bretagne ?

D'une certaine manière, les événements de 1987, et encore davantage ceux de 1999, ancrèrent plus que jamais les Fidji en Mélanésie. *Ratu* Mara, membre éminent du gouvernement local de la colonie de la couronne, puis Premier ministre de 1970 à 1987, formé à Oxford, a une vision internationale et conduit un gouvernement stable et fort. Les coups d'État ont remis au premier plan les divisions entre communautés coutumières typiquement mélanésiennes et les questions d'organisation politique au détriment de l'efficacité notamment économique[859].

---

[858] L'accusation sera portée formellement par le lieutenant-colonel Seruvakula et le général Rabuka sera mis en examen. Mais son procès, qui se déroulera fin 2006, se terminera par un acquittement, le 11 décembre, alors que le *Commodore* Bainimarama aura, lui aussi, effectué un coup d'État.

[859] Voir Ron CROCOMBE, 2001, p. 450.

CHAPITRE 2. LES GOUVERNEMENTS QARASE

Ke ra vinaka walega na noda i liuliu[860]

En juillet 2000, Laisenia Qarase a été placé à la tête d'un gouvernement provisoire. En le désignant, le *Commodore* Bainimarama et ses conseillers ont pensé confier les affaires du pays à un spécialiste de l'économie et des finances publiques, en espérant qu'il pourrait restaurer une situation largement problématique. Les premiers mois d'exercice de ce cabinet sont encourageants et on s'accorde généralement pour considérer que le choix du nouveau chef du gouvernement fidjien a été judicieux : la restauration de l'économie fidjienne est devenue une priorité absolue car le pays apparaît ruiné après le coup d'État de 2000. En effet depuis 1987, on enregistre le départ massif de la main-d'œuvre indo-fidjienne qualifiée. Par ailleurs, les sanctions internationales à l'encontre du régime prétorien et la baisse de la fréquentation touristique ne permettent pas la reconstitution des fonds nécessaires au fonctionnement de l'État. Les sanctions infligées dans un contexte local de forte instabilité politique créent une forte perte de revenu tant dans le secteur de la confection textile que dans celui du tourisme. Les investisseurs locaux et extérieurs limitent leurs opérations. Devant cet état de fait calamiteux, Laisenia Qarase propose de stimuler une reprise des activités économiques en diminuant les impôts et certaines taxes. Comme Sitiveni Rabuka en 1987, il cherche de nouveaux partenaires

[860] « *If only our leaders were good!* Si seulement nos leaders étaient à la hauteur ! ». Matt TOMLISON (2009, p. 22) explique que les jeunes Fidjiens des villages, au XXI[e] siècle, regrettent ainsi la perte, par les chefs, de leur sens du devoir.

internationaux (en Asie) pour pallier la défection des « alliés traditionnels », Australie et Nouvelle-Zélande. La situation économique est difficile :

> Le modèle de développement économique dénommé MIRAB[861], […] alternative aux prises en charge financières des puissances coloniales, est en train de s'effondrer dans pratiquement tous les pays océaniens où il a été expérimenté. La mise en œuvre de la MIRAB economy par les petits États insulaires fut au départ conçue, par des experts des Nations-Unies, comme un processus de « développement durable » alternatif au sponsoring dont les grandes puissances continuent à faire profiter les territoires restés dans leur sphère de souveraineté[862].

Constitutionnellement, la situation est complexe : le 15 novembre 2000, le tribunal de Lautoka, par la voix du juge Anthony Gates, déclare que l'abrogation de la Constitution n'est pas valide, que le texte demeure donc en vigueur. Par conséquent, le gouvernement intérimaire est illégal et *Ratu Sir* Kamisese Mara est toujours président de la République. Il est fait appel de ce jugement, et l'affaire doit être examinée par la Cour d'Appel, début 2001.

Lorsque l'an 2000 se termine et qu'on en dresse le bilan, il ressort que le *Commodore* a su résoudre la crise de manière satisfaisante. Le 31 décembre 2000, le *Fiji Daily Post* en s'appuyant sur l'opinion de personnalités et de ses lecteurs, présente l'homme de l'année : c'est « Frank » Bainimarama[863]. On peut noter aussi que cet épisode marque la fin d'une époque : le coup d'État de 2000 a « neutralisé définitivement le réseau d'influence constitué depuis plus de trente ans autour de *Ratu* Mara[864] ».

---

[861] *MIRAB = MI* pour « *migrations* », *R* pour « *remittance* » c'est-à-dire le résultat du rapatriement des fonds amassés par les migrants, *A* pour « *aide* » internationale et *B* pour « *bureaucratie* » locale. Le phénomène a été théorisé par G. BERTRAM et R. F. WATTERS : « The MIRAB economy in the South Pacific microstates », *Pacific Viewpoint*, vol. 26, n°3, 1985, p. 497-519.

[862] Communication personnelle du Professeur Jean-Pierre Doumenge, issue d'un texte à paraître.

[863] Ce numéro du quotidien publie différents articles consacrés à « *the Man of the Year* ». Dans l'un d'entre eux, des témoignages divers, émanant de personnalités et de citoyens ordinaires, sont cités pour étayer l'idée que « Frank » Bainimarama a été le sauveur de la situation, tenant tête aux rebelles et évitant l'escalade de la violence. Voir l'annexe 31 : Articles du *Fiji Daily Post* du 31 décembre 2000.

[864] Jean-Pierre DOUMENGE, « La gestion de la diversité culturelle à Fidji et en Nouvelle-Calédonie : analogies et divergences de deux pays connaissant des turbulences », *in* Christian HUETZ DE LEMPS et Olivier SEVIN (dir.), 2008, p. 282-283.

SECTION 1. LE GOUVERNEMENT DE 2001

Comme la Cour d'appel confirme, dans un arrêt en date du 1er mars 2001, que la Constitution de 1997 est toujours en vigueur et que la dissolution du Parlement élu en 1999 n'est pas réalisée dans la légalité, le gouvernement intérimaire se voit obligé de se plier à cette décision de justice, sans pour autant quitter le pouvoir, ce qui apparaît paradoxal. Dès lors, le Président Iloilo et le Premier ministre Qarase en réfèrent au Grand Conseil des Chefs. De son coté, Mahendra Chaudhry tire partie de la décision de justice pour exiger la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections. Le 14 mars, le président de la République, fort du soutien du *Bose Levu Vakaturaga*, interprète différemment cet arrêt en se référant à certaines dispositions de la Constitution pour démettre Chaudhry de son poste de Premier ministre et nommer à sa place un autre membre du parti travailliste, *Ratu* Tevita Momoedonu (qui se trouve être son neveu), exactement comme l'a fait *Ratu* Mara en mai 2000. A nouveau, un artifice est employé pour dissoudre le Parlement et désigner un nouveau gouvernement provisoire, en attendant la tenue de nouvelles élections.

1. Les élections d'août 2001 et la reconfiguration du paysage politique

Les préparatifs électoraux voient une recomposition du panorama politique. De nouveaux partis sont créés. Laisenia Qarase lance, en mai 2001, l'*United Fiji Party*, ou *Soqosoqo ni Duavata ni Lewenivanua* (*SDL*), qui est rapidement accusé par l'ensemble des autres mouvements d'utiliser l'appareil d'État à son profit pour la campagne électorale. Des sommes très importantes sont débloquées en faveur de grands projets avantageant les Fidjiens de souche. Face à ce qui promet d'être une force politique notable, on retrouve le *Labour Party*, conduit par Mahendra Chaudhry, le *SVT*, dirigé désormais par le modéré Filipe Bole[865], et un mouvement nationaliste proche des putschistes, la *Conservative Alliance Matanitu Vanua*, dont George Speight lui-même, toujours en prison, est l'un des candidats.

---

[865] Filipe Bole a succédé à *Ratu* Inoke Kubuabola. Il a une posture nettement plus conciliante et pluriethnique, qui est contestée dans le parti, ce qui affaiblit le mouvement pendant la campagne. Voir Brij V. LAL, 2002, p. 222.

Des partisans du coup de mai 2000 apparaissent dans les rangs du *SDL*. Des témoignages, dont celui d'un officier supérieur démissionnaire, confirment que les vrais auteurs du coup de mai 2000 ne sont pas ceux qui ont été arrêtés. La justice blanchit des protagonistes manifestes, tels que le préfet de police Savua, qu'on a vu aux côtés de Speight. L'immunité est accordée aux militaires qui ont réprimé la mutinerie de novembre 2000 à Suva de la manière la plus violente[866]. En juillet, la Haute Cour, saisie par un mouvement de citoyens (*Citizens Constitutional Forum*) juge que même si le Président Iloilovatu n'a pas respecté les dispositions de la constitution en ne rappelant pas le parlement après la décision de la Cour d'Appel en mars, son action est justifiée par la nécessité : le retour du gouvernement Chaudhry aurait été un « cauchemar légal et administratif » et aurait créé un « risque totalement inacceptable pour la paix et le bien-être de la Nation[867] ». L'atmosphère préélectorale est très tendue, mais la campagne est terne. Les partis organisent peu de grands meetings, mais participent à davantage de débats radiodiffusés et télévisés et développent leurs programmes sur Internet (surtout destinés à leurs bailleurs de fonds et aux sympathisants expatriés, car peu de foyers sont équipés aux Fidji). On entend des rumeurs de menaces de troubles importants et de divisions au sein de l'armée si le parti travailliste remporte à nouveau les élections[868]. Du côté des Indo-Fidjiens, le cœur n'y est plus, et la stature des candidats reflète le désarroi, la crainte et/ou le désintérêt ; ce sont les Fidjiens, plus que les Indo-Fidjiens, qui voient un avenir et un espoir dans la politique : pour ces derniers, il est évident que, quel que soit le verdict des urnes, les nationalistes mélanésiens garderont ou reprendront le pouvoir[869].

Fin août, les élections se déroulent dans le calme. La participation est faible, que ce soit par crainte de troubles, par indifférence, ou par contestation[870]. La proportion de votes nuls est encore plus importante que précédemment (11,7%). Le *SDL* de Qarase,

---

[866] Ils ont tué cinq mutins, dont les corps portaient des traces de coups violents et répétés. La presse fidjienne parle de véritables meurtres. *Amnesty International* s'insurge : « des faits laissent à penser que les autorités militaires et pénitentiaires fidjiennes auraient violé certains droits fondamentaux de l'être humain […] pour certains [soldats décédés] la mort pourrait ne pas être due aux blessures occasionnées pendant les échanges de tirs. » Voir l'Annexe 33: Communiqué d'*Amnesty International* du 9 novembre 2000.

[867] *Fiji Times* du 12 juillet 2001.

[868] Du côté des Indo-Fidjiens, la situation n'est pas très claire non plus. Une participation indienne au coup semble certaine. Deux ans plus tard, le 18 février 2003, au cours d'une audience du procès en haute trahison des deux derniers complices de Speight (Timoci Silatolu et Jo Nata), un ancien membre des forces spéciales, Salesi Tuifagalele, désignera deux entreprises, *Punja* et *C.J. Patel*, comme soutiens financiers de l'opération. Le 19 février 2003, la presse en fait ses gros titres. Les responsables de ces deux sociétés démentent toute implication, mais la nuit suivante, à Lautoka, une usine de savon de Punja est détruite par un incendie. Le sujet est discuté âprement au Parlement les 19 et 20 février. Voir le « *Hansard* » sur le site Internet du Parlement : www.parliament.gov.fj/hansard/ (consulté le 28 décembre 2010).

[869] Brij V. LAL, 2006, p. 212.

[870] Le vote reste obligatoire, mais les amendes dues en cas d'abstention ne sont jamais exigées. Brij V. LAL, 2006, p. 211.

fortement soutenu par l'Eglise méthodiste[871], en sort vainqueur, avec 32 sièges sur 71, contre 27 seulement au parti travailliste de Chaudhry. La *Conservative Alliance Matanitu Vanua* a 6 élus, dont George Speight. Les 6 derniers sièges sont remportés par un parti travailliste dissident[872] créé par le Docteur Tupeni Baba (2)[873], par le *National Federation Party* (1) et par des candidats indépendants (3). Ni le *SVT* de Rabuka, ni le *Fijian Association Party* d'*Adi* Kuini Speed n'ont d'élus.

Qarase n'ayant pas la majorité absolue, il doit former une coalition. Les tractations sont ardues, mais il les réussit et devient Premier ministre le 10 septembre. La Constitution le contraint à prendre des élus travaillistes dans son gouvernement. Chaudhry accepte l'invitation formelle mais Laisenia Qarase forme, dès le 11 septembre, une équipe gouvernementale sans le *Labour*, invoquant des exigences inacceptables de Mahendra Chaudhry, arguant du fait qu'un tel cabinet ne pourrait pas fonctionner et assurant respecter l'esprit et la lettre de la Constitution avec un gouvernement multipartite (il y a fait entrer la *Conservative Alliance* et le *New Labour*, ainsi que deux candidats sans étiquette).

S'il veut survivre politiquement, Laisenia Qarase n'a pas d'autre choix que de répondre aux aspirations de son électorat par une politique franchement nationaliste. Il modifie le statut de certaines terres du domaine public de l'État pour en faire des terres indigènes, portant à 91% de la superficie du pays la proportion des *Native Lands*. Il se révèle aussi être un habile politicien en ralliant à sa cause des personnalités fidjiennes qui ne lui étaient pas au départ acquises. Il profite aussi pour nommer Apisai Tora au Sénat ; il offre à *Ratu* Tevita Momoedonu l'ambassade à Pékin ; il place *Ratu* Epeli Nailatikau à la présidence du Parlement.

Le parti travailliste conteste la composition du gouvernement et saisit la justice pour faire appliquer la Constitution[874] telle que ses leaders l'interprètent. Cela n'empêche pas la communauté internationale de commencer à lever les sanctions imposées depuis mai 2000. Canberra normalise ses relations avec Suva dès octobre, et envoie son ministre des

---

[871] L'Église méthodiste « a menacé de la damnation éternelle ceux qui soutiennent d'autres candidats » note le *Fiji Times* du 2 septembre 2001. Sur cette période, voir le bilan de l'année 2001 dans *The Contemporary Pacific*, vol. 14, n° 2, automne 2002, p. 439-446.

[872] Le *New Labour Unity Party*, qui veut éviter que Chaudhry soit réélu, craignant que cela déclenche un nouveau coup d'État. On retrouve notamment, parmi les dirigeants, *Ratu* Meli Vesikula, un grand chef de Verata, qui a été proche de Rabuka, et ministre dans son gouvernement d'octobre 1987. Il est désormais un défenseur d'une société multiraciale. Son revirement est raconté par Michael HENDERSON dans *Forgiveness: breaking the chain of hate* (2003, p. 152-154).

[873] Ces deux députés sont Ofa Duncan Swann (une juriste, originaire de Vanua Balavu, dans les îles Lau, qui a déjà été élue dans la circonscription de « *Suva Open* » en 1999, sous l'étiquette de l'*United General Party*) et Kenneth Zinck (originaire de Rewa, candidat malheureux du *Labour Party* dans la même circonscription).

[874] Le jugement de la *Court of Appeal* est en sa faveur, mais le gouvernement interjette appel ; il faudra un an pour que la *Supreme Court* se prononce, le 18 juillet 2003.

affaires étrangères en visite officielle en décembre, au moment où le Commonwealth réintègre les Fidji dans ses conseils. La Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne suivent. Seule l'Union européenne déclare vouloir attendre la résolution du problème constitutionnel de la composition du gouvernement :

> L'Union européenne se réjouit de la tenue d'élections globalement libres et régulières qui reflètent l'état de l'opinion à Fidji.
>
> L'Union européenne note cependant les préoccupations exprimées à Fidji même et par la communauté internationale concernant la formation, par le nouveau Premier ministre désigné, Laisenia Qarase, du nouveau gouvernement.
>
> L'Union européenne lance un appel à tous les partis politiques de Fidji pour qu'ils résolvent cette question aussi rapidement que possible et qu'ils établissent un gouvernement conforme aux règles constitutionnelles, en vue de permettre le retour à la réconciliation et à la concorde nationales à Fidji.
>
> Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne, Chypre, Malte et la Turquie, pays également associés, ainsi que les pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen se rallient à cette déclaration[875].

Sur le plan intérieur, malgré un rétablissement économique encourageant (3,8% de croissance pour l'année 2001) les choses vont en se compliquant : outre l'affrontement politique inévitable avec Mahendra Chaudhry, auquel il a, au mépris de la Constitution, refusé de permettre la participation au gouvernement, Laisenia Qarase va être confronté à la critique sévère du *Commander RFMF*.

2. L'affrontement Qarase/Bainimarama : une situation à la manière turque ?

Dès les premières semaines de son mandat provisoire, Laisenia Qarase a indiqué qu'il favoriserait les Fidjiens de souche. Une feuille de route a été établie dans ce sens (*Blueprint for the Protection of Fijian and Rotuman Rights and Interests, and the Advancement of their Development*) et présentée au Grand Conseil des Chefs[876]. Ce projet

[875] Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne relative aux élections aux Fidji (Bruxelles, 28 septembre 2001, consultable sur www.europarl.europa.eu).

[876] Voir l'annexe 34 : *Blueprint for the Protection of Fijian and Rotuman Rights and Interests*, juillet 2000.

concerne notamment les droits fonciers : il est de nouveau prévu le transfert des terres du domaine public d'État au *Native Land Trust Boa*rd et il est envisagé la création d'une juridiction foncière (*Lands Claims Tribunal*). En mai 2001, un autre document comparable annonce des mesures de discrimination positive en faveur des Fidjiens dans le domaine de l'éducation : *Blueprint for affirmative action for Fijian Education*. Outre les Indo-Fidjiens, une partie des Fidjiens désapprouve cette politique, qui n'apportera rien aux jeunes motivés et sérieux, mais encouragera les paresseux: « *not benefit Fijians who [are] hardworking, successful, talented, smart* »[877]. Mais le gouvernement Qarase flatte ainsi les Fidjiens nationalistes. Au début, le *Commodore* Bainimarama et l'ensemble des *RFMF* ne s'opposent pas à cette orientation. Un dialogue est organisé dans le sens d'une réconciliation nationale : le Docteur (tongien) Sitiveni Halapua, de l'*East-West Center* d'Honolulu, assure la médiation dans le cadre de palabres à l'océanienne (*Talanoa Sessions*) entre Laisenia Qarase et Mahendra Chaudhry[878].

Le 14 novembre 2002, une cour martiale juge quinze soldats coupables de mutinerie pour les événements de novembre 2000. Le capitaine Shane Stevens est condamné à mort[879] ; puis sa peine est commuée en détention à perpétuité. Les autres se voient infliger des peines allant de dix-huit mois à huit années de prison. La blessure de la dramatique journée du 2 novembre est encore très vive dans les rangs des militaires. Le *Commodore* ne peut oublier que, outre la sédition, on a voulu l'assassiner. Il est forcément marqué par l'événement. Il ne peut donc laisser le gouvernement Qarase replacer à des postes à responsabilités des individus impliqués dans les événements de mai 2000, dont la mutinerie de *Queen Elizabeth Barracks* a été l'une des conséquences. Dès ce moment-là, il entre en conflit avec l'homme à qui il a transmis le pouvoir politique obtenu par l'instauration de la loi martiale : c'est lui qui a nommé Laisenia Qarase à la tête d'un gouvernement provisoire. Il peut difficilement admettre qu'il agisse ainsi en contradiction avec le mandat que, informellement au moins, il lui a confié.

Fin 2002, alors que les *RFMF* tournent une page importante de leur histoire avec la fin de leur déploiement au Liban[880], le *Commodore* est fait contre-amiral. La promotion est présentée comme un moyen destiné à renforcer sa candidature au poste de commandant

---

[877] Termes employés par le Docteur *Ratu* Isimeli Cokanasiga (ministre du gouvernement Chaudhry renversé), du *Fijian Association Party* dans le *Fiji Times* du 13 novembre 2001.

[878] Des entrevues entre les deux leaders ont eu lieu le 8 juin et le 8 juillet, mais celle d'août n'a pas lieu, faute d'un accord sur la question foncière, toujours très sensible, mais le dialogue a repris début 2004. Les archives de ces sessions sont consultables sur www.eastwestcenter.org.

[879] La peine de mort a été abolie en droit commun après le procès de George Speight, début 2002, mais la cour martiale considère (ce sera controversé) qu'elle est toujours en vigueur dans la justice militaire.

[880] Le 20 décembre 2002, un grand défilé est organisé dans Suva, auquel sont invités à participer les soldats en activité, réserviste et retraités qui ont été déployés au sein de la FINUL depuis 1978. Des bataillons sont reconstitués symboliquement et conduits par leurs commandants de l'époque. C'est ainsi qu'on voit le général Rabuka marcher fièrement en tête de l'un d'entre eux.

de la Mission d'observation des Nations Unies en Irak et au Koweït, l'*UNIKOM*. N'ayant pas été sélectionné[881], il redevient *Commodore* en février 2003. A ce moment-là, son mandat de *Commander RFMF* est à douze mois de son terme. Le choix du successeur de « Frank » est d'une grande importance pour la sécurité nationale et la stabilité politique du pays. Comme le souligne le Docteur Sitiveni Ratuva[882], cet officier devra, outre l'expérience, la compétence et les qualités militaires habituelles, répondre à des critères particuliers. Il devra être un officier de l'armée de terre, pour contrebalancer la désignation du marin Frank[883]. Le futur *Commander RFMF* devra être irréprochable. Les Fidjiens se demanderont immanquablement où il était pendant le coup de mai 2000, ce qu'il faisait, vers qui allaient ses sympathies. Il devra être au fait de la politique et des relations internationales, et ouvert sur la société civile fidjienne. Beaucoup de responsables civils, notamment des universitaires, voient en l'armée un vivier de putschistes potentiels. Beaucoup de militaires se méfient des organisations civiles, en particulier des pacifistes et des universitaires. Il faudra donc que le prochain commandant des forces soit en mesure d'effectuer un rapprochement, par exemple en s'ouvrant sur la société civile. La réduction de l'antagonisme actuel entre la société civile et l'armée pourrait renforcer à la sécurité et la stabilité du pays.

Le *Commodore* Bainimarama, au milieu de ces spéculations, annonce vouloir être reconduit dans ses fonctions. Il prend une position très politique en déclarant qu'il veut rester à la tête de l'armée jusqu'à la fin des poursuites judiciaires à l'encontre des putschistes de mai 2000. Les rumeurs de tensions au sein de l'armée et entre le commandement et le gouvernement sont longuement reprises et discutées dans la presse, au point que, le 20 janvier 2003, le Premier ministre Qarase intervient à la télévision pour appeler à l'apaisement : il n'y a « pas de confrontation entre l'armée et le pouvoir politique » y affirme-t-il, et certainement pas de « crise nationale ». La confrontation entre eux est pourtant une réalité, et elle se poursuit toute l'année 2003. Frank Bainimarama est en conflit ouvert avec son ministre de tutelle, Joketani Cokanasiga, et des hauts-fonctionnaires du ministère, en particulier le «colonel (en retraite) Jeremaia Waqanisau. L'issue de ce véritable bras de fer se fait à l'avantage du *Commodore* : le 29 janvier 2004,

---

[881] On peut penser que sa candidature aurait eu besoin d'un soutien new-yorkais, mais les Fidji ne sont plus représentées au *Department of Peace Keeping Operations* de l'ONU depuis que le lieutenant-colonel Filipo Tarakinikini en est parti. Il a d'ailleurs démissionné des *RFMF*, dans le cadre d'un conflit avec le commandement. F. Tarakinikini semble avoir été un défenseur efficace des intérêts fidjiens tant qu'il était en poste à New York (*Islands Business* vol; 29, n° 1, janvier 2003) mais il n'aurait sans doute pas cherché à favoriser le *Commodore* qui l'a fait poursuivre en justice pour désertion.

[882] Voir l'article intitulé « Who will be the new army chief? » in *The Review* de décembre 2002.

[883] Dans les armées du monde entier on retrouve cette rivalité professionnelle entre marine et armée de terre. Les officiers de marine estiment souvent avoir une plus grande compétence technologique et une approche plus complète des objectifs tactiques et stratégiques ; ils laissent à d'autres le soin de « crapahuter » dans la jungle ou le désert. Pour leur part, les personnels de l'armée de terre se considèrent comme les seuls soldats authentiques, les seuls à accomplir les vraies missions. C'est pourquoi la nomination d'un « terrien » à la tête des forces fidjiennes, en 2003, serait considérée comme susceptible d'apaiser les tensions entre certains membres de l'armée de terre et le commandant des forces.

le président de la République annonce que Frank Bainimarama est reconduit dans ses fonctions, suscitant le soulagement : « *Bainimarama appointment a welcome relief* » constate le *Fiji Sun* dans son éditorial du 30 janvier :

> *The announcement ends months of uncertainty during which the Government and the armed forces seemed perilously close to open dispute […] Now, perhaps, Commodore Bainimarama can, as it were, return to barracks and carry on with his normal duties away from the glare of the political spotlight.*

Beaucoup, à l'instar du quotidien, espèrent que le *Commander RFMF* se cantonnera désormais à ses missions de commandant militaire. Mais le rôle politique des militaires fidjiens, auquel Sitiveni Rabuka a donné sa dimension particulière en mai 1987, continue d'agiter les Fidji et d'être longuement débattu. Sans s'en réclamer, l'armée fidjienne suit le modèle turc : gardienne suprême de l'État et de ses valeurs, comme les deux constitutions élaborées pendant les années Rabuka l'ont inscrit dans le marbre : « responsable du bien-être du pays et de son peuple ».

3. Le Livre Blanc de 2005 : une politique de défense contre les militaires

Le gouvernement Qarase décide que le Livre Blanc de 1997 doit être réactualisé. L'Australie accepte de financer plus des deux tiers d'une étude[884] qui est confiée, en septembre 2003, à un comité composé d'un professeur d'université, le spécialiste de sciences politiques Stewart Firth, d'un Fidjien de souche, l'économiste Jesoni Vitusagavulu[885], et d'un officier australien en retraite, Robert Lowry[886], chargé de présider le comité. Le rapport du comité est remis au gouvernement Qarase le 9 février 2004. Le document compte une bonne centaine de pages ; il est intitulé « *Safeguarding Peace and Security* » et souvent désigné comme le Rapport Lowry (*Lowry Report*). La présentation

---

[884] La presse fidjienne indique que le gouvernement contribue à hauteur de 90 000 dollars fidjiens, « *the Australian Government covering the rest of the costs of the Review* » soit 200 000 dollars (*Radio Fiji*, le 3 septembre 2003).

[885] Jesoni Vitusagavulu est originaire de Kadavu. Diplômé en économie (il a obtenu ses diplômes aux Fidji, en Angleterre, en Israël et en Australie) il a servi comme haut-fonctionnaire, de 1978 à 1990, à la *Fiji Development Bank*…présidée par Laisenia Qarase. Il sera récompensé de ses services par le gouvernement Qarase en étant nommé ambassadeur des Fidji aux États-Unis en mai 2005, accrédité au Canada, au Mexique et à Cuba (Sitiveni Rabuka, pressenti pour le poste, a été refusé par Washington).

[886] Lieutenant-colonel Robert (Bob) LOWRY, ainsi amené à s'intéresser aux militaires fidjiens, a été l'auteur, ensuite, de *Fortress Fiji: holding the line in the Pacific War, 1939-1945*, publié en 2006, plusieurs fois cité *supra*. Voir l'Annexe 35: *Robert Lowry's biographical note*.

officielle se fait dans une ambiance très tendue : le lieutenant-colonel Lowry est assis en bout de table ; des deux côtés, les représentants du gouvernement et ceux de l'armée se font face, dans une crispation palpable[887]. Un projet de Livre Blanc est issu du Rapport Lowry début 2005, intitulé « *A Safe and Prosperous Fiji – Draft White Paper* »[888]. Le contenu entraîne une détérioration des relations déjà mauvaises entre le commandement et le gouvernement.

La période est difficile pour les Fidji ; elle marque la fin d'une époque avec la disparition de *Ratu* Mara, pendant le week-end de Pâques 2004. Le *Tui Nayau* succombe à la maladie, le dimanche 18 avril, à Suva. Des hommages affluent du monde entier[889] et la Nation dans son ensemble, sans distinction communautaire, marque une pause pour honorer sa mémoire. Le Parlement résume le sentiment général en témoignant ses regrets, sa reconnaissance en votant une motion qui exprime :

> *Its deep regret at the passing on Sunday, 18th April, 2004 of the Right Honourable Ratu Sir Kamisese Kapaiwai Tuimacilai Mara, GCMG, KBE, CF, KStJ, MSD Turaga na Tui Nayau, Tui Lau, Sau ni Vanua ko Lau, Chief Minister from 1967 to 1970, Prime Minister from October 1970 to 1992, and President of the Republic of the Fiji Islands from 1993 until 2000; and records its deep appreciation of his long and outstanding public services to the House and the nation, and tenders its profound sympathy to his family and Vanua.*[890]

Sitiveni Rabuka décrit à sa manière la gratitude de la population en déclarant que, bien que né pour être servi par ses sujets, le *Tui Nayau* a choisi de servir le peuple : « *He was born to be served by his subjects, but elected to serve all the people of Fiji*[891] ». Une période de deuil national est décrétée du 21 au 30 avril. Le dernier jour de ce deuil est celui des funérailles d'État organisées à Suva. Des cérémonies coutumières d'une ampleur

---

[887] Communication personnelle du général de Brigade Aziz, à qui le *Commodore* Bainimarama avait demandé de revenir d'Australie exprès pour pouvoir participer à cette réunion.

[888] Le projet de Livre Blanc de 2005 « *A Safe and Prosperous Fiji – Draft White Paper* » classifié « *secret* » (en français on dit « secret défense ») n'a jamais été rendu public. Une copie nous a été communiquée personnellement par le général Mohammed Aziz, l'adjoint du *Commodore* Bainimarama, en juin 2010. Des extraits ont été néanmoins divulgués : on en trouve notamment depuis octobre 2010 sur le site Internet d'opposition www.coupfourandahalf.com.

[889] On peur lire différentes annonces officielles et notices nécrologiques sur l'un des sites Internet de l'*University of the South Pacific* : www.vanuatu.usp.ac.fj/library/Online/Texts/Mara/Mara.htm.

[890] Texte d'une motion présentée et votée le 10 mai 2004 : *Condolence - The Right Honourable Ratu Sir Kamisese Mara, Former President of the Republic of the Fiji Islands*, consultable sur : www.parliament.gov.fj/hansard/viewhansard.aspx?hansardID=192&viewtype=full.

[891] Cité par Deryck SCARR, 2008, p. 396.

extraordinaire ont lieu à Lakeba, l'île du *Tui Nayau*[892]. L'armée participe largement aux cérémonies, ses soldats et officiers en grand uniforme blanc et rouge côtoyant solennellement les guerriers coutumiers enduits de noir et armés de casse-tête.

Puis le quotidien reprend, et les militaires continuent de s'opposer aux dirigeants civils. Pour les *RFMF*, le futur Livre Blanc a pour objectif d'affaiblir l'armée, avec le soutien actif du gouvernement australien[893]. En effet, il affirme, dès l'introduction, que les Fidji n'ont jamais été engagées dans une action militaire pour protéger la Nation, sauf pendant la Seconde Guerre mondiale et qu'une telle éventualité ne semble pas vraisemblable dans un avenir prévisible. Après avoir souligné les missions honorables des *RFMF* et les avantages qu'elles ont apportés au pays en termes de réputation internationale et de formation des hommes, le *Draft White Paper* énonce que l'armée ne doit être qu'un élément (même s'il est reconnu comme essentiel) dans un ensemble de politiques de sécurité et d'actions. Il fait l'apologie du gouvernement Qarase :

> *with the healing and stabilizing effect of policies very quickly put in place by the present government after the 2000 coup, Fiji is now poised for greater growth in the 21st Century that would lead to greater national well-being, and hasten the move towards the achievement of Peace, Progress and Prosperity for the nation.*[894]

A Safe and Prosperous Fiji prévoit une limitation des prérogatives du commandant des forces, présenté comme devenant l'équivalent d'un simple haut-fonctionnaire du ministère, dont il convient de fixer les objectifs, de contrôler l'action et de limiter la durée du mandat, afin d'éviter l'identification de l'institution avec l'homme, ce qui nuit souvent aux performances et au développement :

> *The Commander should be considered in the same light as the CEO895 of any Ministry to the extent that his contract of appointment to the position should include a non-negotiable performance management system consisting of a list of outcomes the government expects the Commander to achieve, grounds for the termination of contract, in addition to the salary package. A term of appointment for three years with the option of one*

---

[892] La vie de *Ratu* Mara et les cérémonies organisées pour lui rendre hommage sont présentées dans le numéro d'avril 2004 de *Vanua*, la revue d'information du *Native Land Trust Board*, dont deux pages constituent l'Annexe 36 : Hommage du *NLTB* à *Ratu* Mara.

[893] Communication personnelle du général Mohammed Aziz, qui présente le programme de politique de défense qu'il contient comme l'une des causes du coup d'État du 5 décembre 2006.

[894] *A Safe and Prosperous Fiji – Draft White Paper*, p. 2.

[895] *Chief Executive Officer*, c'est à dire le chef d'une direction générale dans un ministère. La traduction en français n'est pas évidente, et dépend beaucoup du contexte. Au Canada, on traduit officiellement *Chief Executive Officer* par « premier dirigeant », aussi bien dans les entreprises que dans les administrations (Voir les explications sur le site Internet du ministère canadien de la justice : www.justice.gc.ca).

> *extension not exceeding three years is considered appropriate. This will also prevent the military as an organization from being associated with the persona of a commander, a situation which more often than not could result in the retardation of organizations.*[896]

Pour chaque fonction des *RFMF* (renseignement, sécurité maritime, surveillance des frontières, secours aux populations en cas de catastrophes naturelles, etc.) le document précise que des missions et services équivalents existent ou sont nécessaires au sein d'autres ministères. Le projet de Livre Blanc affirme avec force que les Fidji ont certes besoin de forces militaires, mais très différentes : elles devront se cantonner à certaines missions et être réduites, en effectifs et en moyens, tandis que d'autres institutions, en particulier la police, devront être renforcées. Faute de quoi, au lieu d'être l'atout qu'elles devraient être, elles continueront à constituer une menace :

> *While the military can provide the Fiji Police Force with support in escalated law and order situations, it can itself as an organization be a threat to national security by interfering with the due processes of government as it did in 1987. The involvement of rogue elements in the military in the May 2000 coup, and the internal insurrection at the military camp which resulted in a number of fatalities, has caused a loss of confidence in the military by the public, and the spate of exchanges between the military and the government, as recently reported in the media, is doing nothing to improve the image of the RFMF.*[897]

> *Therefore, while experience of national security breaches in the country so far has been a result of internal political dissatisfaction with an ethnic bias, in all cases, the military has been involved and measures must be taken to ensure effective government control of the military that will allow it to concentrate on its peace-keeping and national defence responsibilities, and continue to be effective in the non-defence functions it has developed over the years.*[898]

Le rapport Lowry, argumentaire à charge contre l'armée, a été ressenti par les militaires comme une attaque violente qui n'a fait qu'envenimer les relations déjà très difficiles entre l'armée et le gouvernement. Il envisage la dissolution de l'armée en posant la question « *Does Fiji need a military?* ». Ce que le projet de Livre Blanc atténue en « *How would Fiji continue to utilize the RFMF?* » en reconnaissant les contributions des *RFMF* à l'histoire et au développement de la Nation[899]. Mais une diminution des effectifs

---

[896] *A Safe and Prosperous Fiji – Draft White Paper*, p. 91.

[897] *Ibid*, p. 85.

[898] *Ibid*, p. 86.

[899] *Ibid*, p. 86-87.

est présentée comme définitivement décidée : « *there is already a decision to educe force strength over the next three years to 2008*[900] ». Le *Commodore* et ses proches, vont, davantage encore que précédemment, s'opposer au gouvernement, voire le menacer.

Ce projet de Livre Blanc n'évoque pas un sujet pourtant important relatif aux militaires : l'engagement de beaucoup d'entre eux dans les compagnies militaires privées[901].

4. Des soldats et des mercenaires

Lorsque le rapport Lowry et le projet de Livre Blanc qui en découle sont rédigés, des Fidjiens sont engagés par centaines, peut-être déjà par milliers, dans des sociétés militaires privées. Ces SMP ont pris une importance considérable dans les conflits depuis l'intervention étatsunienne en Irak « *Iraqi Freedom* » début 2003. Les soldats fidjiens ont immédiatement été recherchés par les « *contractors* » américains et surtout britanniques, qui connaissent la valeur de ces hommes courageux et aguerris dans les missions extérieures au Moyen Orient. Plusieurs officiers des *RFMF* en retraite ont saisi l'opportunité et sont devenus les agents locaux de grandes SMP ou ont créé leurs propres structures[902]. Ils gagnent des sommes très élevées en faisant partir des Fidjiens expérimentés pour ces missions auxquelles ils sont parfaitement préparés et pour lesquelles ils coûtent beaucoup moins cher que leurs homologues occidentaux : le lieutenant-colonel Sakiusa Raivoce, retraité de l'armée fidjienne et recruteur pour « *Global Risk* »[903] explique à la presse :

> *He can ship a special forces-trained Fijian soldier to a private army such as Blackwater USA in Moyock, North Carolina, or the London-based Global Strategies Group for a salary of about $1700 a month. That's 97 per cent*

---

[900] *Ibid*, 2005, p. 95.

[901] Les sociétés militaires privées, compagnies modernes de mercenaires, font l'objet de très nombreuses études. Il semble que les ouvrages en français n'évoquent pas (encore) les Fidjiens. Sur ce point, les travaux de références sont donc ceux du Professeur François DOUMENGE, 2010, p. 52-55. En anglais, on lira par exemple *Big Boys Rule: America's Mercenaries fighting in Iraq*, de Steve FAINARU (2009) qui replace la participation des Fidjiens dans le contexte plus large de l'emploi des mercenaires et « Fiji, Iraq and Pacific Island Security », de Nick MACLELLAN, *in Race & Class* (Vol. 48, N° 3, janvier 2007, p. 47-62) qui évoque les conséquences régionales de « l'industrie fidjienne du mercenariat ».

[902] Pour la plupart, ces agences fidjiennes de recrutement sont des filiales de SMP étatsuniennes et britanniques telles que « *Homeland Security* », « *ArmorGroup* » et « *Control Risk* ».

[903] Dès 2003, le lieutenant-colonel Raivoce est le représentant aux Fidji de « *Global Risk Strategy* », une SMP majeure.

> *less than the $50,000 a month those same firms will pay for a retired and similarly seasoned US or British combat trooper.* [904]

En février 2005, *Global Risk* emploie déjà un millier de Fidjiens en Irak[905]. La presse fidjienne rapporte régulièrement leur mise en place, évoque le grand nombre des candidats au recrutement qui s'y pressent en espérant un engagement et annonce les décès « des » malheureux qui perdent la vie en mission. Londres et Washington ne dissimulent pas le recours aux sociétés militaires privées et apprécient officiellement la participation fidjienne : « *The United States deeply values and appreciates the support Fiji and so many of its citizens are providing to international efforts to bring peace, freedom and democracy to the people of Iraq* »[906].

A partir de 2005, le Groupe de travail des Nations Unies sur l'emploi de mercenaires, dès sa création, s'intéresse au cas fidjien et conduit des consultations avec les autorités locales. En 2007, une délégation est envoyée à Suva, qui constate l'importance du phénomène et son impact financier, et considère que certains des emplois de Fidjiens à l'étranger sont des activités de mercenariat qui, de surcroît, sont menées dans des conditions qui confinent à l'exploitation :

> *The Working Group notes that Fiji has an established tradition of well trained, disciplined and highly skilled military and security personnel, who perform security functions in various capacities worldwide. It also recognizes the important contributions of remittances from Fijian migrant workers in the field of security and other sectors to the economy of the country.*
>
> *However, the Working Group notes with concern that in a number of instances the activities carried out by Fijians abroad may qualify as mercenary-related activities. The Working Group is concerned with information received about some aspects of activities of Fijians recruited to work for private companies offering military assistance, consultancy and security services in situations of violence and armed conflict such as in Iraq. The Working Group has also received information of situations where*

---

[904] Extrait d'un article publié par le *Fiji Times* du 26 février 2008 (« Making a living with a gun ») qui est paru sous des titres différents dans de nombreux organes de presse en Océanie et au-delà (« Dogs of War unleashed by Fiji at right price for UN, Blackwater » ou « The necessary mercenaries ».

[905] Le chiffre est donné par Jane KELSEY dans *Serving whose interests ? The political economy of trade in service industries* (2008, p. 218). L'auteur analyse les contrats d'engagement des Fidjiens, les conditions de rémunération et les indemnités en cas d'accident.

[906] Communiqué de presse de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Suva, avril 2005. Les décès sont nombreux : en deux semaines seulement, en avril 2006, sept Fidjiens perdent la vie en Iraq. Voir l'article paru dans le *Fiji Times* du 2 mai 2006, qui constitue l'annexe 42 : *Death is a price of Blood Money*. Il fait le point sur les motivations des employés des SMP, leurs conditions de recrutement, de travail et de rémunération.

> *Fijians recruited for these private security companies have been exploited. Thousands of Fijians were in recent years, for example, lured into paying fees for prospective security work abroad which did not materialize. In other instances, the contracts were signed under fraudulent conditions, either immediately upon departure or upon arrival in the country of destination. Once performing security work in countries abroad, many Fijians have experienced contractual irregularities and poor working conditions, including excessive working hours, partial or non-payment of salaries, ill-treatment and the neglect of basic needs such as access to medical services.*
>
> *Unemployment, and/or underemployment, a migratory population ready to perform security work abroad, and largely unmonitored activities of private security companies in Fiji have facilitated these recruitments in Fiji.*
>
> *The Working Group has been informed of the limited reintegration measures available to Fijians having performed security work abroad upon the return to their communities in Fiji. Such measures are necessary to prevent domestic violence and the spread of sexually transmittable diseases.*
>
> *The existence of traditional forms of mercenarism continue to persist, as demonstrated in cases such as when former Fijian soldiers were recruited in 2005 to undertake mercenary activities in Papua New Guinea on the autonomous island province of Bougainville.*
>
> *In all, the Working Group has noted the absence of national legislation and measures in Fiji to effectively address the issues of mercenaries, mercenary-related activities and the effects of private security companies.*[907]

Le Groupe de travail appelle le gouvernement fidjien à prendre des mesures pour s'assurer que les SMP agissent dans un cadre légal et en conformité avec les principes internationaux des droits humains: « *It encourages the Fiji authorities to take positive action in order to ensure that private security companies operate in a legal framework in full accordance with international human rights standards* ». Mais l'attrait des rémunérations reste fort, et les candidats continuent de venir nombreux dans les bureaux de recrutement de *Global Risk*, *Risk Control*, *Triple Canopy* et *Sabre International Security*, quatre grandes SMP ayant des agences aux Fidji.

Sur le plan intérieur fidjien se pose aussi la question du risque que peuvent représenter ces agents mercenaires pour la stabilité et la sécurité nationales, dans la mesure où leur loyauté et leur obéissance deviennent sujettes à leur intérêt financier, et non plus à leur sens du devoir. C'est la fin des héros si importants dans l'histoire militaire des Fidji.

---

[907] Extrait d'un communiqué de presse de l'ONU : « UN Working Group on the use of mercenaries concludes visit to Fiji », consultable sur www.unhchr.ch.

> Un mercenaire peut se battre pour des mobiles matériels ; un soldat combattra pour préserver l'intégrité de son pays ; mais pour qu'il y ait des héros, il faut pouvoir mourir pour quelque chose qui ne meurt pas, c'est-à-dire ce qu'il y a d'éternel dans l'esprit vivant d'un peuple[908].
>
> Les « chevaliers des traditions fidjiennes » et les « soldats de paix » se transforment peu à peu en mercenaires pour qui l'argent seul compte. Dans ces circonstances, l'attachement ne va plus à son pays et à son drapeau, mais se porte sur un « chef de bande » qu'on peut suivre ou quitter au gré des criconstances[909].

SECTION 2 : LE GOUVERNEMENT DE 2006

Dès le début de l'année 2005, les préparatifs des élections prévues de la mi-2006 commencent. Fin janvier, le général *Ratu* Epeli Ganilau annonce la création d'un nouveau mouvement politique destiné à rassembler tous les partis favorables à une société véritablement multiraciale. Il déclare que le pays y est prêt, désormais. Comme le *Commodore* Bainimarama, *Ratu* Epeli est partisan de la poursuite des enquêtes et des sanctions à l'encontre de tous les auteurs des troubles de 2000.

1. La suite du conflit entre le Premier ministre et le *Commander RFMF*

En février 2005, les tensions entre Frank Bainimarama et Laisenia Qarase se manifestent à nouveau de façon flagrante : le commandant des *RFMF*, à qui le gouvernement reproche d'avoir largement dépassé le budget qui lui était alloué, retire le

---

[908] Monique CASTILLO, « Héroïsme, mysticisme et action » *in Inflexions* N°16 intitulé *Que sont les héros devenus ?*, 2011. Cet auteur a aussi écrit *Le Pouvoir : puissance et sens* (2008) qui nous intéresse, puisqu'il évoque les dictateurs.

[909] François DOUMENGE, 2010, p. 55.

dispositif de protection militaire fourni au Premier ministre. Le gouvernement annonce qu'il va sanctionner ce comportement du *Commodore* Bainimarama, jugé inacceptable, mais ne prend finalement aucune mesure, probablement par crainte des réactions possibles des soldats auxquels le colonel Ioane Naivalurua, commandant des forces terrestres et adjoint du *Commodore*, rappelle opportunément leur devoir de loyauté envers l'institution, lors de la prise d'armes mensuelle[910].

Le gouvernement prend aussi des décisions qui ne peuvent qu'augmenter la pression : en avril, le ministre des terres et des ressources minérales, *Ratu* Naiqema Lalabalavu, est condamné à huit mois de prison ferme pour sa participation à la mutinerie de Labasa, en juillet 2000. Il est remplacé par Sam Tikoinasau, le frère de George Speight, avant d'être réintégré, dès août, sa peine ayant été commuée en travail d'intérêt général. En mai, une proposition de loi est introduite au parlement, visant à créer une commission pour la réconciliation et l'unité sur le modèle sud-africain. Il permettrait de protéger les membres du gouvernement menacés par des enquêtes judiciaires et d'amnistier les chefs qui, sous prétexte d'obligations coutumière, ont participé aux événements de 2000. Le commandement des *Republic of Fiji Military Forces* s'y oppose vivement : des officiers en uniforme assistent aux débats parlementaires et de nombreuses réunions d'information sont organisées pour les soldats. Le *Commodore* va même jusqu'à dépêcher des équipes de « relations publiques » pour tenir des réunions à ce sujet dans les villages[911]. Il est évidemment rappelé à l'ordre par son ministre de tutelle qui le menace de sanctions s'il continue à faire des déclarations sur les questions de sécurité nationale sans l'avoir consulté. Mais le *Commander RFMF* maintient ses positions et annonce qu'il ne se laissera pas museler. Un degré supplémentaire de gravité de la situation est atteint lorsque le *Commodore* explique que, si le projet de loi est adopté, l'armée sera fondée à démettre le gouvernement qui aura ainsi contrevenu aux règles démocratiques.

C'est une menace de coup d'État, même si elle est formellement démentie par des déclarations répétées : « *No more coups!* ».

Le *Commodore* Bainimarama agit aussi à l'extérieur : en décembre 2005, il se rend à Pékin, où il rencontre le chef d'état-major de l'armée chinoise, confirme l'adhésion du gouvernement fidjien et des *RFMF* au principe d'unicité de la Chine, tandis que le commandement chinois s'engage à développer la coopération militaire bilatérale[912]. Le 22

---

[910] *Fiji Times* et *Fiji Sun* du 14 février 2005.

[911] Ces activités sont relatées par Steven RATUVA dans "The pre-election 'cold war': the role of the Fiji military during the 2006 election", *in* Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH, 2007, p. 26-45.

[912] Les liens entre les l'Armée de Libération Populaire et les *Fiji Military Forces* sont établis depuis longtemps. Les gouvernements Rabuka les ont bien entretenues et, en février 1998, le ministre chinois de la défense est venu en visite officielle à Suva (l'Agence France Presse de Pékin annonce le 9 février que le « *Chinese Defence Minister lauds ties with Fiji* » et le *Fiji Times* du 10 février titre « China boosts ties » et publie un grand portrait du général Chi Haotian buvant le *yaqona* à la caserne *Queen Elizabeth Barracks*).

décembre, le *Commodore* met son ministre de tutelle, Josefa Vosanibola, et le directeur général du ministère, le colonel (en retraite) Lesi Korovavala, au défi de venir aux *Queen Elizabeth Barracks* et de le démettre de ses fonctions, car il ne tiendra aucun compte d'un limogeage écrit. Il ajoute qu'il va faire occuper le bureau du colonel Korovavala par ses hommes et ne plus admettre aucune directive de sa part. Le chef de la police, l'Australien Andrew Hugues, annonce que les forces qu'il commande empêcheront une telle action illégale. Le ministre Vosanibola rencontre le président de la République par intérim[913], *Ratu* Joni Madraiwiwi, pour lui rendre compte et l'assurer que les mesures nécessaires (*appropriate action*) seront prises. Puis il déclare publiquement qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter : « *everything is under control* »[914]. L'année 2005 se termine avec la déclaration, par le *Commodore*, le 31 décembre, qu'il ne reconnaît plus la tutelle du ministre.

C'est dans ce climat délétère que se déroule la campagne électorale.

2. La campagne et le scrutin

Le 2 mars 2006, *Ratu* Joni Madraiwiwi, Président par intérim, annonce la dissolution anticipée du Parlement, qui prend effet le 27 mars ; les élections sont prévues du 6 au 13 mai. Il y a 338 candidats, dont 30 femmes, représentant 24 partis politiques. Les principales forces en présence sont le *Soqosoqo Duavata ni Lewenivanua* de Laisenia Qarase et le *Fiji Labour Party* de Mahendra Chaudhry. Le *SDL*, qui présente des candidats dans les soixante et onze circonscriptions, signe des accords avec quatre petits mouvements nationalistes. Le parti travailliste annonce qu'il aura également des candidats pour tous les sièges à pourvoir et s'entend avec l'*United Peoples' Party* (ex-*United Generals Party*) de Mick Beddoes, la nouvelle alliance de *Ratu* Epeli Ganilau (qui n'a de candidats que dans quelques circonscriptions urbaines) et le *National Federation Party* (dans certaines circonscriptions seulement, tandis que pour d'autres un accord a été trouvé avec le *SDL*). Il y a davantage de candidats sans étiquette (soixante-huit) que lors des scrutins précédents. Ils se présentent aussi bien comme candidats à des sièges communautaires qu'à des sièges « ouverts ». Leurs profils sont divers : prétendants déçus de partis, opportunistes ou réellement indépendants, ils sont courtisés par les grands

[913] *Ratu* Josefa Iloilovatu Uluivuda est malade.

[914] Tous ces événements sont relatés en détails par la presse fidjienne et régionale, aisément consultable sur Internet, même quelques années après.

mouvements, bien conscients du fait qu'ils pourront modifier les équilibres généraux de la vie parlementaire.

La campagne est dominée par le débat autour du projet de loi sur la réconciliation nationale, (*Reconciliation, Tolerance and Unity Bill*). Outre le *Commodore*, des voix s'élèvent pour s'y opposer, parmi lesquelles celle de Chaudhry. Le scrutin s'échelonne sur une semaine, du 6 au 13 mai. Près de 64% des 480 000 électeurs inscrits se rendent aux urnes. Des observateurs internationaux ont été invités. Envoyés par le *Commonwealth*, l'Union européenne et le Forum des îles du Pacifique, ils annoncent, dès le 17 mai, par la voix du Hongrois Istvan Szent-Ivanyi, que malgré des imperfections, le scrutin reflète la volonté des votants. Ils relèvent le pourcentage élevé de bulletins nuls (10 %)[915]. Les résultats officiels indiquent que le *SDL* a 36 élus, soit tout juste la majorité absolue, et le parti travailliste 31. Il y a deux députés de l'*United Peoples' Party*, et deux députés sans étiquette. Les résultats soulignent la persistance de la polarisation entre les Fidjiens mélanésiens et les Indo-Fidjiens. Ce fort clivage n'a pas permis aux partis prônant la coopération multiethnique d'obtenir de député ; *Ratu* Epeli Ganilau a échoué.

3. Le gouvernement collégial

Quatre jours seulement après la fin des opérations de vote, Laisenia Qarase se succède à lui-même en prêtant serment devant le chef de l'État. Au cours de la conférence de presse qui suit, il se félicite d'avoir au Parlement une majorité renforcée par le ralliement des deux députés sans étiquette. Il annonce qu'il a adressé un courrier à Mahendra Chaudhry, invitant le *Labour Party* à participer au gouvernement, conformément à l'article 99 de la Constitution.

> Mon intention est de former un gouvernement composé de 17 ministres. Avec 31 sièges, le parti travailliste représente 44 pour cent de la chambre des représentants, je dois donc leur offrir 44 pour cent de mon gouvernement. Cela revient à sept ministères […] J'espère que M. Chaudhry va répondre rapidement, parce que j'ai l'intention d'installer mon gouvernement dès lundi prochain et que la session inaugurale du Parlement se tiendra la mardi 6 juin.

---

915 Pour les grandes lignes du rapport de la mission, voir http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/07/st05/st05779.fr07.pdf, (consulté le 20 octobre 2009).

Laisenia Qarase indique quels sont les ministères offerts aux travaillistes et prend les journalistes à témoin : « Je suis sûr que vous conviendrez avec moi que tous ces portefeuilles sont des ministères à responsabilités de premier plan ». Puis il précise avoir demandé aux travaillistes de fournir une liste de douze personnes :

> Je ferai ensuite ma sélection à partir de cette liste, si le parti travailliste accepte mon invitation […] À mon sens, j'ai fait une très bonne offre aux travaillistes. Mais s'ils décident de l'accepter, ils devront aussi accepter les principes selon lesquels notre cabinet fonctionne, y compris le fait que nous ayons l'intention de présenter à nouveau des projets de loi très controversés, comme celui sur la tolérance, l'unité et la réconciliation. Et les travaillistes ont jusqu'ici été opposés à ces projets de loi, donc cela va être une période très intéressante pour les Fidji.

Cette conférence de presse n'élude pas le délicat sujet des relations entre le Premier ministre reconduit et le commandant militaire : Laisenia Qarase indique son intention de saisir son prochain ministre de l'intérieur, puis le Conseil National de Sécurité, voire la Cour Suprême afin de « régler cette affaire le plus rapidement possible ». Tout en déplorant « l'impact négatif » de ces déclarations à l'étranger, il exclut de remplacer le *Commodore* Bainimarama par un expatrié[916].

Finalement, Laisenia Qarase désigne 24 ministres de son camp (dont beaucoup figuraient dans le cabinet précédent, notamment le ministre de l'intérieur) et 9 travaillistes, parmi lesquels on peut remarquer Poseci Bune (ministre de l'environnement) et Krishna Datt (ministre du travail et des relations avec les syndicats). Mahendra Chaudhry n'a pas été retenu par Laisenia Qarase et son parti a décidé qu'il rejoindrait sans lui le gouvernement.

Le *Commodore*, dont les déclarations polémiques et les démonstrations de force se poursuivent, sort apparemment affaibli de la période électorale, surtout après la reconduction de Josefa Vosanibola, avant de reprendre l'offensive verbale. L'Union européenne appelle à la raison et au respect de l'État de droit :

> L'Union européenne a constaté que les forces armées des Fidji ont à plusieurs reprises critiqué le gouvernement de ce pays ces dernières semaines et qu'elles ont tout récemment fait des déclarations qui semblent exiger la démission du gouvernement.

---

[916] La veille, Frank Bainimarama a affirmé être en possession de renseignements selon lesquels le gouvernement compte le remplacer par un officier supérieur néo-zélandais, ce qu'a démenti Wellington : « Nous sommes parfaitement au courant du différend qui existe entre le commandant de l'armée fidjienne et le gouvernement des Fidji. Toutefois, c'est une affaire qu'il revient aux Fidjiens eux-mêmes de résoudre. La Nouvelle-Zélande ne voudrait pas agir de telle manière à compliquer la situation ».

> L'Union européenne rappelle que des élections législatives ont eu lieu aux Fidji en mai 2006, et que leurs résultats ont été jugés crédibles par les observateurs internationaux, au nombre desquels figurait notamment une importante mission d'observation électorale de l'Union européenne.
>
> L'Union européenne observe que le gouvernement de coalition formé par le Premier ministre, M. Qarase, à la suite des élections jouit d'une légitimité démocratique totale et qu'il dispose d'une très large majorité au parlement. L'Union européenne est fermement convaincue que, dans une démocratie, l'armée doit être subordonnée aux autorités civiles élues. L'armée ne devrait en aucun cas intervenir dans les affaires politiques.
>
> L'Union européenne exhorte toutes les parties aux Fidji à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître les tensions et de menacer la stabilité des Fidji.
>
> L'Union européenne continuera à suivre de près la situation[917].

Malgré les tensions entre le commandement militaire et le gouvernement, beaucoup d'observateurs, y compris parmi les plus vigilants et les mieux informés, ne croient pas que le *Commodore* Bainimarama puisse mettre ses menaces à exécution. Au ministère néo-zélandais des affaires étrangères, mi-octobre 2006, la directrice de la division Pacifique « ne croit pas que les remarques récentes du commandant de l'armée représentent une menace immédiate pour le gouvernement fidjien[918] ».

4. L'affaire Saubulinayau et la remontée des tensions

Le 31 octobre 2006, alors que le *Commodore* est en tournée au Moyen Orient pour rencontrer ses soldats déployés au Sinaï et en Irak, le président de la République, cédant aux pressions du gouvernement, annonce son limogeage. Il veut le remplacer par le colonel *Ratu* Meli Saubulinayau (le chef de l'état-major stratégique) mais celui-ci décline l'offre. La hiérarchie des *RFMF* défend son *Commander*.

---

[917] Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne situation aux Fidji, Bruxelles, le 26 octobre 2006.

[918] « *Heather Riddell, Director of the Ministry of Foreign Affairs and Trade's Pacific Division […] said she does not believe that recent anti-Government remarks by Fiji's military commander Bainimarama posed an immediate threat to the [Government of Fiji], although NZ is watching the situation closely. Bainimarama will be in the Middle East for the next three weeks, she added.* » Extrait d'un télégramme diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Wellington, le 17 octobre 2006, publié par le site internet « WikiLeaks » en décembre 2010 et repris par le *New Zealand Herald* du 22 décembre 2010.

Dans le même temps, le Président Iloilovatu accepte de donner suite à la demande du Premier ministre Qarase de saisir la Cour Suprême sur la définition, selon la Constitution, du rôle de l'armée. Le point de vue des militaires s'appuie sur l'article 94 de la Constitution de 1990, qui dispose que les *RFMF* ont pour responsabilité générale d'assurer la sécurité et la défense des Fidji et de leur population, mais aussi leur « bien être » (*well-being*). Selon le gouvernement, cet article est devenu caduc lorsque la constitution de 1997 est entrée en vigueur, tandis que le *Commodore* Bainimarama considère que le texte a été repris *de facto* dans la Constitution actuelle.

Le 1er novembre, les militaires saisissent un important stock de munitions, retenu par la police dans le port de Suva au motif que les procédures d'acquisition n'ont pas été respectées. Dans la soirée, Laisenia Qarase adresse à la Nation un discours radiodiffusé et télévisé dans lequel il annonce qu'il ne cèdera pas aux pressions de l'armée et ne démissionnera donc pas. Il se déclare disposé à engager le dialogue avec le *Commodore*. Frank Bainimarama et le porte-parole des *RFMF* répondent avec insolence que le Premier ministre a créé « une situation où il risque d'y avoir effusion de sang et violence ».

Par le fait même qu'ils continuent à s'exprimer ainsi, les militaires prouvent qu'ils ont repris l'ascendant sur le pouvoir politique. Les semaines qui suivent ne font que renforcer cette impression et renforcer les inquiétudes :

> La Présidence de l'Union européenne réitère les inquiétudes exprimées par l'Union européenne le 26 octobre 2006 relatives à la situation aux Iles Fidji et demande instamment à toutes les parties de ne pas procéder à toute action susceptible d'aggraver les tensions.
>
> La Présidence note que le gouvernement de coalition formé après les élections du mois de mai 2006 dispose d'une légitimité démocratique totale et d'une large majorité au Parlement. L'Union européenne estime que dans une démocratie, l'armée doit être subordonnée au pouvoir civil élu. L'Union européenne s'oppose à toute tentative d'affaiblissement du processus démocratique aux Iles Fidji.
>
> La Présidence demande instamment à toutes les parties d'instaurer un dialogue visant à résoudre les tensions actuelles et à restaurer la stabilité démocratique aux Iles Fidji.[919]
>
> Le Secrétaire général [des Nations Unies] est alarmé par l'éventualité d'un coup d'État militaire contre le Gouvernement légitime de la République de

[919] Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne situation aux Fidji, Bruxelles, le 27 novembre 2006.

> Fidji. Il encourage les parties à s'efforcer de réconcilier leurs points de vue pacifiquement et dans le cadre constitutionnel.
>
> Le Secrétaire général souhaite également souligner que la prolongation de la crise pourrait détruire la réputation qu'au fil des ans, Fidji s'est soigneusement faite sur la scène internationale, en tant que contributeur important aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et plus récemment, membre de la Commission de consolidation de la paix.
>
> Le Secrétaire général est disposé à compléter les efforts nationaux et régionaux visant à surmonter la crise par le dialogue[920].
>
> Les membres du Conseil de Sécurité [des Nations Unies] sont préoccupés par les défis que le commandant militaire de Fidji pose au gouvernement du Premier ministre Qarase.
>
> Les membres du Conseil de sécurité accueillent favorablement et appuient les efforts déployés dans la région pour encourager la modération et parvenir à un accord entre les parties au différend, et demandent instamment à l'armée fidjienne de faire preuve de modération et de s'abstenir de toute action susceptible de porter atteinte à l'état de droit et d'aller à l'encontre des intérêts supérieurs de la population de Fidji. Ils estiment qu'un règlement pacifique et durable des différends politiques actuels, dans le respect de la Constitution fidjienne, serait dans l'intérêt de Fidji et de toute la région. Ils engagent le Secrétaire général à continuer d'user de ses bons offices pour aider à régler le différend de manière ordonnée et pacifique.
>
> Les membres du Conseil de sécurité accueillent favorablement et appuient tous les efforts déployés à cette fin, tant à Fidji même que par ses partenaires régionaux et internationaux[921].

Une action du *Commodore* semble imminente, bien que certains observateurs, même parmi les mieux informés, ne veuillent pas croire que l'homme qui a contré le coup d'État de George Speight puisse en conduire un à son tour.

---

[920] Déclaration du Secrétariat Général des Nations Unies, le 28 novembre 2006.

[921] Déclaration du président du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le chef de l'Etat péruvien, Joge Voto-Bernales, le 29 novembre 2006.

SECTION 3. LE COUP D'ÉTAT DU 5 DECEMBRE 2006 : DES « OFFICIERS LIBRES » ?[922]

La tension continue de monter, le *Commodore* évoquant un « nettoyage » (*cleaning*) du gouvernement. Puis, le vendredi 1er décembre, alors que certains pronostiquaient un coup de force, il assiste, aux côtés du vice-président de la République, au match de rugby annuel entre la police et l'armée (remporté par les policiers par 17 à 15). Samedi 2 décembre, le Premier ministre et le *Commander RFMF* rencontrent (séparément) le vice-président Madraiwiwi. Dimanche 3, Frank Bainimarama s'exprime pendant une heure, en fidjien, à la télévision. Il répète qu'il contraindra le Premier ministre à démissionner s'il ne renonce pas à sa politique raciste désastreuse, et que l'armée conduira alors une transition paisible. Le même jour, Laisenia Qarase participe à un office de l'influente Église méthodiste et encourage la population à prier. Il annonce que le Conseil national de Sécurité se réunira le 6 décembre pour étudier à nouveau les exigences du *Commodore*.

Lundi 4 décembre, en milieu de journée l'armée saisit, sans violence, les armes et les munitions des deux unités de la police qui en possèdent. Les commerces, entreprises et administrations restent ouverts, comme le bâtiment du Parlement, où le Sénat est en session. L'armée installe un dispositif relativement léger de contrôle des axes routiers autour de Suva. Le Premier ministre annonce que le Président lui a demandé de choisir entre l'acceptation de toutes les demandes du *Commodore* et la démission, mais qu'il refuse les deux options. *Ratu* Josefa Iloilo charge alors le *Commodore* de mettre en place un gouvernement intérimaire. Puis le Président, influencé par une partie de son entourage, change de position et désavoue le *Commander RFMF*, qui décide de continuer son action.

1. La prise du pouvoir, le 5 décembre 2066

Le mardi 5 décembre, l'armée intensifie les contrôles routiers, confisque les véhicules officiels, dont celui du Premier ministre. Dans l'après-midi, lorsque le président de la République condamne les actions illégales des militaires, le *Commodore* prend

[922] Il s'agit évidemment ici de faire référence aux « Officiers libres » égyptiens des années 1950. Voir par exemple *Egypte, société militaire*, d'Anouar ABDEL-MALEK (1962).

formellement le pouvoir, opérant ainsi le quatrième coup d'État de l'histoire des Fidji en moins de 20 ans[923]. En début de soirée, il donne une conférence de presse pour justifier son intervention :

> *The RFMF has observed the concern and anguish of the deteriorating state of our beloved Fiji. We consider that Fiji has reached a crossroads and that the government and all those empowered to make decisions in our constitutional democracy are unable to make these decisions to save our people from destruction. As of 6 o'clock this evening the military has taken over the government as executive authority in the running of this country.*[924]

Il explique que, en vertu de la « *doctrine of necessity* » (que l'on peut rapprocher du concept de raison d'État), il remplace, à titre provisoire, le président de la République qui, sous « influence néfaste », ne peut plus assurer ses fonctions. La constitution restera en vigueur, dans l'esprit si ce n'est dans la lettre, sauf cas de force majeure. Affirmant son attachement au respect de la loi et de la démocratie, Frank Bainimarama justifie son action par le besoin de mettre un terme à la politique désastreuse du Premier ministre Qarase, qu'il qualifie de « coup rampant et silencieux », et à la corruption du régime : « *Qarase has already conducted a silent coup through bribery, corruption and the introduction of controversial bills*. » Dans sa démarche, l'armée fidjienne de 2006, lorsqu'elle prend le pouvoir, se comporte un peu comme les « officiers libres » de l'Egypte des années 1950, qui veulent faire progresser les structures sociales et mettre fin à la présence britannique. Comme le général Neguib et le colonel Nasser, le *Commodore* Bainimarama et ses collaborateurs, suivant l'exemple des « Officiers libres » égyptiens, veulent transformer la société traditionnelle, archaïque, et débarrasser le pays de l'ingérance moralisante de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, que le gouvernement Qarase acceptait, voire encourageait, en choisissant, par exemple, un officier australien pour commander la police nationale. Comme en Egypte, l'armée fidjienne est la force qui permet au *Commodore* d'accéder au pouvoir et le réservoir de responsables capables de constituer un appareil étatique[925].

Le *Commodore* désigne, comme Premier ministre intérimaire, médecin militaire et diplomate, le Docteur Jona Baravilala Senilagakali[926]. La situation est calme et le

---

[923] C'est le décompte le plus généralement admis au moment des faits : les deux premiers coups sont ceux de Sitiveni Rabuka, en 1987, et le troisième celui de George Speight.

[924] Voir l'annexe 37 : *Public Declaration of Military Takeover*.

[925] Cette formulation est empruntée à Alaf El KOSHERI MAHFOUZ, qui l'emploie dans *Socialisme et pouvoir en Egypte* (1972, p. 196). On peut remarquer ici, encore une fois, les différences idéologiques : alors que beaucoup de régimes militaires, ailleurs dans le monde, ont eu des fondements idéologiques forts, marxistes surtout, il n'y a rien de tel aux Fidji. Sur le colonel Nasser et le socialisme arabe, voir *Gamal Abdel Nasser*, de Dominique DE ROUX, 2000.

[926] Le docteur Senilagakali est né en 1929 à Lakeba, l'île de *Ratu* Mara, dans les îles Lau, il est prêcheur laïque de l'Église méthodiste.

Commodore se veut rassurant : les contrôles routiers devraient disparaitre rapidement, la circulation est libre, les médias ne sont pas censurés et il n'y a pas de couvre-feu, mais l'état d'urgence a été instauré.

Dans les jours qui suivent, des tentatives de conciliation et de normalisation ont lieu : en particulier, *Ratu* Epeli Ganilau propose son entremise. Au niveau régional, le Premier ministre des îles Salomon appelle le Groupe mélanésien du Fer de lance à envoyer une mission de médiation aux Fidji pour rétablir le dialogue entre le pouvoir militaire et l'exécutif renversé. Les militaires gardent leur sang-froid, mais quelques personnalités font l'objet d'intimidation et sont conduites aux *Queen Elizabeth Barracks*, où elles sont menacées.

Le chef de la police, l'Australien Andrew Hugues, est remplacé par son adjoint fidjien. Les policiers assurent le maintien de l'ordre aux côtés des militaires. Le gouvernement mis en place par le *Commodore* procède au « nettoyage » annoncé : les limogeages se multiplient.

2. La mise en place du gouvernement Bainimarama

Le Grand Conseil des Chefs, réuni à partir du 20 décembre, peine à adopter une position commune. Invité à y intervenir comme commandant de l'armée et non comme chef de l'État, Frank Bainimarama refuse de s'y exprimer. Au bout de trois jours, le *Commodore*, mécontent du tour que prennent les débats, décide que, dans le cadre de l'état d'urgence, le *Bose Levu Vakaturaga* ne pourra plus se réunir sans l'autorisation du pouvoir militaire. Le général Rabuka, tout juste blanchi par la justice pour sa participation supposée aux événements de 2000, est intervenu dans les débats et semble avoir ajouté à la confusion. Les chefs apparaissent divisés. Certains appellent en vain les soldats des communautés qu'ils dirigent à déserter, ce qui confirme qu'ils ont perdu de leur influence.

Le 4 janvier, le *Commodore* rend le pouvoir au Président Iloilo et le Docteur Senilagakali donne sa démission. Le 5, *Ratu* Iloilovatu désigne Frank Bainimarama comme Premier ministre. Le 8 janvier, le *Commodore* présente son gouvernement : il se réserve le portefeuille de l'intérieur et celui de l'information et conserve le commandement de l'armée. On peut distinguer la présence d'Indo-Fidjiens à des postes clefs : Mahendra Chaudhry est ministre des finances, de la planification nationale, des entreprises publiques

et de la réforme de la filière sucrière. Aiyaz Sayed-Khayum[927] est *Attorney-General*, ministre de la justice, de la réforme électorale et de la lutte contre la corruption. On remarque aussi la présence de *Ratu* Epeli Nailatikau (ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur), de *Ratu* Epeli Ganilau (ministre des affaires fidjiennes) ou de Poseci Bune.

Le Grand Conseil des Chefs décide alors de soutenir « la décision du Président Iloilo », et donc la nomination de Frank Bainimarama comme Premier ministre. Le Président du *Bose Levu Vakaturaga*, *Ratu* Ovini Bokini, affirme que « tous doivent travailler pour que les Fidji aille de l'avant » et demande aux médias de faire preuve de « responsabilité ». De même, le secrétaire général de l'Église méthodiste, jusqu'alors très opposé au *Commodore*, qui a verbalement attaqué son institution et ses dirigeants depuis plusieurs mois, demande à tous de « prier pour que le gouvernement provisoire puisse travailler honnêtement au progrès du pays ». Et la *Fiji Law Society*, qui a aussi condamné le coup, assure désormais que le Président Iloilo respecte la Constitution en désignant ce gouvernement provisoire : le coup d'État était illégal, mais la décision présidentielle a, selon l'association des juristes, rétabli la légalité.

Grâce à ce pragmatisme, le régime Bainimarama est en mesure de gouverner, malgré les critiques et sanctions internationales.

3. Les réactions extérieures

La communauté internationale, à quelques exceptions près, s'insurge contre le coup d'État militaire.

> La présidence de l'Union européenne condamne la prise des pouvoirs exécutifs du gouvernement démocratiquement élu de Fidji par les forces militaires fidjiennes et réitère son opposition la plus stricte aux actions qui entravent le processus démocratique à Fidji.
>
> La présidence demande aux forces militaires de se retirer et de rendre le pouvoir au gouvernement démocratiquement élu.
>
> Suite à ses déclarations des 26 octobre et 27 novembre, la présidence demande instamment à toutes les parties concernées de poursuivre,

[927] Ce juriste est un Indo-Fidjien musulman.

> résolument et au travers des canaux appropriés, le dialogue visant à régler la crise actuelle et à rétablir la stabilité démocratique du pays[928].

Deux jours plus tard, le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'exprime en des termes similaires :

> Les membres du Conseil de sécurité sont profondément préoccupés par la situation aux Fidji, où le commandant des forces militaires de la République des îles Fidji a annoncé que l'armée a pris le contrôle du pouvoir exécutif en lieu et place du gouvernement du Premier ministre Qarase élu démocratiquement.
>
> Les membres du Conseil de sécurité espèrent vivement que l'on fera preuve de retenue et que l'on parviendra à un règlement pacifique de la situation actuelle, conformément à la Constitution des Fidji, et que le gouvernement élu démocratiquement sera rétabli dans ses fonctions dès que possible.
>
> Les membres du Conseil de sécurité saluent et appuient l'action menée par le Forum des îles du Pacifique et d'autres organismes régionaux et internationaux pour régler la situation de manière pacifique et durable.
>
> Les membres du Conseil de sécurité engagent également le Secrétaire général à coopérer avec les organismes et les partenaires régionaux et internationaux des Fidji en vue de rétablir le gouvernement légitime.
>
> Les membres du Conseil de sécurité continuent de suivre la situation.[929]

Le 14 décembre, le Parlement européen adopte une résolution déclinant des sanctions à l'encontre du gouvernement Bainimarama. Il :

> - invite la Commission européenne et les États membres à suspendre sans délai toute aide non humanitaire au profit des îles Fidji, conformément à l'article 96 de l'accord de partenariat de Cotonou ;
>
> - demande à l'Union européenne d'imposer une interdiction immédiate de voyager afin d'empêcher les membres des forces armées, leurs familles ou toute personne ayant un lien avec le coup d'État aux îles Fidji de pénétrer sur le territoire des États membres de l'Union européenne ;
>
> - invite tous les membres du Forum des îles du Pacifique et les autres acteurs régionaux et internationaux à exercer des pressions afin de régler la situation

[928] Déclaration de la Présidence de l'Union européenne relative au coup d'État militaire aux Fidji (Bruxelles, 5 décembre 2006).

[929] Déclaration du Président du Conseil de Sécurité de l'ONU (Nassir Abdulaziz Al-Nasser, représentant permanent du Qatar auprès de l'ONU) le 7 décembre 2006.

> et d'aboutir à une stabilité politique, économique et sociale pérenne dans les îles Fidji ;
>
> - charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux États membres de l'UE, au secrétaire général des Nations unies, au secrétaire général du Commonwealth, aux gouvernements des pays membres du Forum des îles du Pacifique, y compris l'Australie et la Nouvelle Zélande, ainsi qu'aux gouvernements des pays partenaires du Dialogue Post Forum, y compris les États-Unis[930].

Il en faudrait bien davantage pour dissuader le *Commodore* de poursuivre la mission qu'il s'est donnée ou dont il se sent investi.

CONCLUSION DU CHAPITRE. UNE ARMEE DEVENUE UNE FORCE POLITIQUE D'OPPOSITION

Tous les auteurs de coups d'État prennent le pouvoir en avançant de bonnes raisons[931]. Le putsch de Sitiveni Rabuka, en 1987, et celui de Frank Bainimarama, en 2006, ont des objectifs diamétralement opposés. Le lieutenant-colonel Rabuka était ouvertement « ethno-nationaliste ». Il ne craignait pas de dénigrer la démocratie, cette « fleur exotique ». Les événements de mai 2000, au contraire, ont mis en avant un *Commander* et des *RFMF* qui défendent ardemment la démocratie et les institutions face aux agissements des nationalistes mélanésiens. Après avoir obtenu la libération des otages après cinquante-cinq jours de détention, et la remise des armes des putschistes, il les a fait arrêter. En quelques jours, le *Commodore* a installé un gouvernement provisoire civil dirigé par un administrateur choisi pour ses compétences dans le domaine économique et financier et le fait qu'il n'appartenait ni à la classe politique ni à l'establishment coutumier, et il est retourné à ses fonctions de commandant de l'armée. Néanmoins, il n'a cessé d'observer soigneusement les actions du gouvernement, marqué, à l'évidence, par ses quelques semaines d'exercice du pouvoir exécutif.

---

[930] Texte intégral disponible sur le site Internet du Parlement européen : http://europarl.europa.eu.

[931] Ce passage reprend des éléments de notre chapitre « Guerres, insurrections et conflits dans les Etats mélanésiens : lorsque les militaires sont hors-la-loi », *in* Sylvette BOUBIN-BOYER (dir.), *Révoltes, conflits et guerres mondiales en Nouvelle-Calédonie et dans sa région*, 2008.

Malgré les résultats des élections de 2001 et 2006 qui ont conforté la légitimité de Laisenia Qarase, le *Commander RFMF* est resté l'homme fort des Fidji. Aucune sanction véritable n'a été prise contre lui alors que son attitude outrepassait ses compétences. Après des mois de confrontation verbale avec le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, les prises de position politiques de Frank Bainimarama se sont radicalisées et ses exigences à l'égard du gouvernement Qarase n'ont fait qu'augmenter, suscitant l'inquiétude et les réactions, dans le pays comme à l'extérieur.

Dans le même temps, la société continue de se militariser : aux milliers d'hommes engagés dans les forces régulières et envoyés sur les théâtres extérieurs d'opérations s'ajoutent ceux qui, souvent fort de l'expérience onusienne, monnaient cette compétence en rejoignant des compagnies militaires privées.

Malgré le très fort soutien que lui apportait la communauté internationale, Laisenia Qarase était très isolé fin 2006 : ni ses ministres, ni les institutions coutumières, ni les autorités religieuses, ni les organisations non-gouvernementales locales ne se sont mobilisés en sa faveur. Face à ce chef de gouvernement affaibli, le *Commodore*, conforté dans sa puissance et lassé de ce qu'il considérait être des mensonges, a exigé toujours davantage du Premier ministre.

Sans être alors véritablement hors-la-loi, Frank Bainimarama, et l'armée fidjienne derrière lui, ont exercé pendant plusieurs années un rôle politique fondé sur une interprétation très large de la Constitution qui organise la défense nationale par référence à la Constitution de 1990, qui attribue à l'armée des compétences étendues et la charge de veiller, comme le général Rabuka l'a voulu, au « bien-être de la population ».

Mardi 5 décembre 2006, en refusant d'obtempérer lorsque le président de la République proclame que Laisenia Qarase reste Premier ministre, le *Commodore* Bainimarama effectue le quatrième coup d'État fidjien en moins de 20 ans. De nouveau, l'armée fidjienne, dans son ensemble, est dans l'illégalité.

CHAPITRE 3. LE *COMMODORE*, CHEF DE GOUVERNEMENT

Vueti Viti Me Vinaka Vei Keda Kece[932]

Pendant les quatre années[933] qui suivent la prise du pouvoir par le *Commodore* Bainimarama, la situation reste parfaitement calme[934]. Les mesures d'exception, décidées en décembre 2006 et prorogées de mois en mois par ordonnance, sont levées en mai 2007. Elles sont réinstaurées en septembre 2007 après une nouvelle montée de la tension, et levées début octobre. D'autres sont décidées en avril 2009 et renouvelées tous les 30 jours. La censure des médias, sévère en 2009, est beaucoup plus légère ensuite.

En 2006, des points de contrôle sont placés sur les principaux axes routiers, tenus par des policiers et des militaires. Ces *check points* n'empêchent pas les habitants de vaquer à leurs occupations habituelles, au contraire : certains citoyens manifestent leur satisfaction, expliquant que la présence des forces de l'ordre ne gêne que les malfaiteurs. Les militaires ne sont présents sur la voie publique que par intermittence. Les réservistes de la *Territorial Force*, rappelés fin 2006 sont ostensiblement démobilisés en juin 2007. La vie quotidienne paraît normale. Les troubles violents que certains annoncent régulièrement n'ont pas lieu. Malgré beaucoup de prédictions, aucune opposition structurée ne fait face au *Commodore* ; la population supporte la dégradation de la situation économique. Une grève des infirmières et des fonctionnaires, mi-2007, ne dure pas. Les détracteurs du

[932] *Building a Better Fiji For All* : sous-titre du projet de charte populaire présenté par le *Commodore* Bainimarama en avril 2007.

[933] Ces lignes sont écrites en décembre 2010.

[934] Ce chapitre reprend largement notre contribution « Frank Bainimarama, un dictateur pour l'égalité ? » parue dans l'hommage au Professeur François Doumenge, *Une géopolitique du Pacifique et de ses îles, au cœur d'une passion* (2009).

régime invoquent la peur pour expliquer le fait que la population ne s'oppose pas au gouvernement militaire. Mais l'armée compte moins de 4000 hommes pour une population de plus de 800 000 habitants répartie sur plus de 18 000 kilomètres carrés. Elle ne dispose d'aucun véhicule blindé et de quasiment aucune artillerie[935] : elle ne pourrait contenir un soulèvement populaire et tout le monde le sait puisque, du fait de leur participation aux opérations extérieures, environ 15 000 hommes, originaires de tous les îles et villages, connaissent bien l'état et l'équipement des *RFMF*.

Des policiers et des militaires se sont livrés à quelques interrogatoires violents et à des manœuvres d'intimidation. Deux hommes au moins ont perdu la vie sous les coups de militaires lors d'interventions ; plusieurs autres personnes ont été brutalisées. En novembre 2007, plusieurs officiers supérieurs en retraite, un très grand chef coutumier, *Ratu* Inoke Takiveikata, et un homme d'affaires indo-fidjien, Ballu Khan ont été soupçonnés d'avoir fomenté un complot contre Bainimarama, Chaudhry et d'autres membres du gouvernement provisoire. Ils ont été arrêtés et interrogés sans ménagement. Depuis, on n'a plus rapporté de comportement violent de la part de policiers ni de militaires.

Certes, le pays est sous contrôle, et les agitateurs potentiels sont surveillés. En février 2008, le *Commodore* décide la réactivation du Conseil de Sécurité nationale (*National Security Council*, créé en 1987 par Rabuka) et celle des services de renseignement du gouvernement (l'*Intelligence Unit*, créée en 1978 par *Ratu* Mara, dissoute en 1999 par Mahendra Chaudhry). Mais si ces excès sont indéniables, ils sont limités par rapport à ceux qu'on constate généralement dans les régimes militaires.

[935] Il ne s'agit que de quelques canons anciens servant aux tirs de cérémonie et de quelques tubes de mortier. Ceux-ci sont montrés à la presse à l'occasion d'un exercice dans la banlieue de Suva le 29 novembre 2006, en ce qui constitue probablement une manœuvre d'intimidation destinée aux gouvernements étrangers tentés d'intervenir aux Fidji. Ce jour-là, la marine australienne, qui a positionné des navires au sud de Viti Levu, a perdu un hélicoptère *Black Hawk* qui tentait de se poser sur le *HMAS Kanimbla*, à l'intérieur des eaux fidjiennes, dans le cadre de l'Opération « *Quickstep* ». Voir l'annexe 41 : Opération Quickstep, qui présente l'opération et évoque une interprétation d'une légende, selon laquelle le dieu requin Dakuwaqa aurait causé ce drame.

SECTION 1. 2007 - 2008 : DIX-HUIT MOIS DE PROMESSES DEMOCRATIQUES

Lorsque Frank Bainimarama prend le pouvoir, le 5 décembre 2006, en invoquant la raison d'État, il garantit que les *Republic of Fiji Military Forces* respecteront la Constitution et que des élections démocratiques seront organisées, conformément à la Constitution, dès qu'un recensement aura été conduit et un système électoral approprié (*proper*) mis en place. À l'*Eminent Persons Group* du Forum des îles du Pacifique, en mission à Suva dès janvier 2007, le *Commodore* expose les mêmes arguments : il faudra, préalablement au scrutin, procéder à un recensement[936] de la population (le précédent date de 1996, et l'exode rural et l'émigration ont été importants) puis, en fonction de ses résultats, à un redécoupage des circonscriptions).

1. Des élections annoncées pour mars 2009

En juillet 2007, Frank Bainimarama réaffirme que son gouvernement a accepté le principe d'élections d'ici mars 2009. En août, il annonce même la date précise du scrutin, le 13 mars 2009, puis, en signe d'ouverture vers l'opposition, confie le ministère des Pêches et des Forêts à Joketani Cokanasiga, qui avait été ministre de l'Intérieur de Laisenia Qarase. Le 29 septembre 2007, s'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies, le *Commodore* admet qu'il est un « chef militaire qui a renversé un gouvernement élu » [937] ; il expose les raisons de son action et affirme que son gouvernement organisera des élections justes et libres « aussitôt que cela sera matériellement possible ».

---

[936] Le recensement est conduit mi-2007. Ses résultats sont publiés en octobre 2008 : les Fidjiens de souche représentent désormais 57 % et les Indo-Fidjiens 37 % seulement des 837 000 habitants.

[937] « *Statement by H.E. Commodore Josaia Voreqe Bainimarama, Prime minister of the Republic of the Fiji Islands* » consultable sur le site internet de l'ONU : www.un.org.webcast.ga/62/2007/pdfs/fiji-en.pdf.

2. Un « Conseil pour des Fidji meilleures » et une « Charte populaire »

Le 10 octobre 2007, jour anniversaire de l'Indépendance, le Président Iloilovatu lève les mesures d'urgence ; il inaugure le *National Council for Building a Better Fiji* sur lequel les dirigeants intérimaires veulent s'appuyer en l'absence de Parlement et qui doit élaborer une Charte[938] populaire, fondement d'une société nouvelle, et dont une ébauche a été établie en avril. Ce texte fixe les priorités : il faut empêcher que la situation économique se détériore ; des réformes en profondeur sont nécessaires pour assurer une croissance durable ; le pays mérite d'être bien gouverné, dans la stabilité, la transparence et la responsabilité ; la Nation doit devenir plus progressiste, démocratique et « racialement harmonieuse ».

> *First and foremost, any further deterioration of Fiji's precarious overall economic and fiscal situation needs to be averted with utmost urgency.*
>
> *Reform and restructuring including confidence-building measures are needed to orient the economy towards a path of not only higher but sustainable growth.*
>
> *Leaders throughout the country need to be seized that the vast majority of Fiji's people aspire for and deserve a country, including a system of governance, that is characterized by stability, transparency and accountability, as well as the prevalence of law, order, and peace.*
>
> *Fiji needs to become a more progressive and a truly democratic nation; a country in which its leaders, at all levels, emphasize national unity, racial harmony and the social and economic advancement of all communities regardless of race or ethnic origin.*[939]

Le Conseil est co-présidé par le *Commodore* Bainimarama et Monseigneur Mataca (l'archevêque catholique[940] de Suva est un proche de « Frank »). Composé d'une quarantaine de membres, le *NCCBF* est assez représentatif de la société fidjienne, malgré l'absence du *Soqosoqo Duavata ni Lewenivanua* de Qarase et de l'Église méthodiste. La Chambre de Commerce, le *Citizens' Constitutional Forum*, des organisations indo-

---

[938] Le texte de la *People's Charter for Change, Peace and Progress* est disponible sur le site du *National Council for Building a Better Fiji* : www.fijipeoplescharter.com.fj.

[939] Extrait du projet de charte populaire, *A People's Charter for Change & Progress (draft),* consultable sur www.fijipeoplescharter.com.

[940] 9% des habitants des Fidji seulement sont catholiques, mais cette Église est importante socialement et politiquement, notamment par rapport et en opposition avec la très puissante Église méthodiste. *Ratu* Mara était catholique. Frank Bainimarama ne l'est pas, mais il a été élève des Pères maristes, et sa femme est catholique.

fidjiennes y sont notamment représentés. Des personnalités de premier plan y siègent, augurant bien de qu'il pourrait accomplir.

Fin octobre, le Premier ministre se rend au Sommet annuel du Forum, qui a lieu cette année-là à Nuku'alofa, puisque le Royaume des Tonga prend la présidence tournante de l'organisation. Il y confirme son engagement : des élections auront lieu au cours du premier trimestre 2009. Il ajoute qu'il ne s'y présentera pas. Le communiqué final[941] des leaders prend note avec satisfaction de ces promesses. L'Australie avait déjà annoncé qu'elle apporterait son soutien technique à l'organisation du scrutin (elle soutient financièrement le recensement de la population). Fin 2007, les positions internationales les plus dures se sont donc nettement assouplies. Le changement de gouvernement en Australie permet d'espérer de meilleures relations entre Canberra et Suva. Wellington autorise même le ministre fidjien de l'Éducation à entrer sur son territoire pour une réunion du Forum. Le *Commodore* effectue une tournée en Afrique et au Moyen-Orient ; il passe Noël en Irak avec des soldats fidjiens.

3. Des doutes sur les évolutions démocratiques

En janvier 2008, Frank Bainimarama remanie et réduit son gouvernement, s'attribuant (en plus de la Fonction publique) la Charte, l'Information, le Développement rural, les Affaires indigènes et multiethniques. *Ratu* Epeli Ganilau se voit confier un nouveau ministère de la Défense, de la Sécurité nationale et de l'Immigration. *Ratu* Epeli Nailatikau ajoute l'Aviation civile et la Coopération internationale à son portefeuille des Affaires étrangères. Les ministres de la Justice (Aiyaz Sayed-Khaiyum) et des Finances (Mahendra Chaudhry) voient aussi leurs compétences étendues à d'autres domaines. Le « Conseil national » se réunit pour la première fois. Le *Commodore* répète qu'il a pris le pouvoir à contrecœur, et ne souhaite pas le conserver. Il évoque la nécessité d'examiner et de redéfinir le rôle de l'armée pour mettre fin à la « culture du coup d'État ».

En février, les modifications apportées au statut du Grand Conseil des Chefs (qui font de Frank Bainimarama son président, par ses fonctions de ministre des Affaires indigènes), puis l'expulsion du directeur (australien) du quotidien *Fiji Sun*, enfin la réactivation du conseil national de Sécurité et des services de Renseignement du gouvernement réveillent le mécontentement et les critiques. Dans le même temps,

[941] Le communiqué est consultable sur le site Internet du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique : www.forumsec.org.

beaucoup constatent la lenteur des préparatifs des élections supposées avoir lieu 12 mois plus tard. Et les *Republic of Fiji Military Forces* conduisent, à proximité de Suva, un exercice d'artillerie visible et très médiatisé qui a tout d'une démonstration de force.

En mars, à l'occasion de la publication du rapport annuel du département d'État sur les Droits humains dans le monde (très critique pour la commission fidjienne des Droits de l'homme), Washington met en doute les engagements du *Commodore*. En avril, le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée et celui des Tonga font escale à Nadi pour le rencontrer. La teneur de leurs entretiens n'est pas révélée, mais Frank Bainimarama confirme les élections de mars 2009. Un « superviseur des élections » est nommé : c'est un avocat néo-zélandais, Maurice Coughlan. Mais il suscite la polémique, car il a été radié du barreau de son pays entre 1992 et 2002. Il démissionne quelques jours après avoir été désigné.

En mai, le directeur (australien) du *Fiji Times*, Evan Hannah, est à son tour expulsé du pays : il aurait porté atteinte à la Sécurité nationale. Plus positivement, les relations s'apaisent entre le régime Bainimarama et ses adversaires locaux : le précédent vice-président, *Ratu* Joni Madraiwiwi, proche du gouvernement renversé, s'exprime à Wellington devant la *Pacific Cooperation Foundation*[942]. Il fait l'inventaire des difficultés du pays, les attribuant clairement aux responsables politiques fidjiens dans leur ensemble ; il souhaite donc une réforme du système électoral, comme le prône le *Commodore*.

4. Une avancée : la rencontre Bainimarama-Qarase

Le 19 mai, 2008, pour la première fois depuis le coup d'État, Laisenia Qarase et Frank Bainimarama se rencontrent et se parlent pendant une heure, en présence du président de l'Église méthodiste et de l'archevêque de Suva, organisateurs de l'entrevue. « *It was a good meeting*, dit Laisenia Qarase à la presse. *It's a positive development. I hope it continues* ». Puis le *Commodore* se rend à Port-Vila avec *Ratu* Epeli Nailatikau pour un sommet du Groupe du Fer de Lance mélanésien et l'inauguration du siège de l'organisation. Encore une fois, ils assurent que les élections auront lieu en mars 2009. À Suva, la juriste néo-zélandaise Felicity Heffernan, est nommée *Superviser of Elections*.

---

[942] « *The Challenges in building a New Fiji* » consultable sur le site Internet de la Fondation : www.pcf.org.nz/home.

En juin, étant à Rome pour une conférence mondiale sur la sécurité alimentaire, le Premier ministre est reçu chaleureusement par le Pape[943]. *Ratu* Epeli, à Addis-Abeba, assure ses homologues des États ACP (les pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique anciennes colonies de l'Europe) que le gouvernement intérimaire respectera ses engagements. Le Ni-Vanuatu Sela Molisa prend la présidence du groupe indépendant de suivi de la Charte populaire. L'archevêque Mataca et le révérend Ratabacaca réunissent à nouveau Frank Bainimarama et Laisenia Qarase. L'ONU et le *Commonwealth* acceptent d'assurer la médiation d'un grand forum politique sur l'avenir du pays dit « *Presidential Forum* ». L'Union européenne envoie une mission d'évaluation, qui note une évolution encourageante. Le Conseil national propose un mode de scrutin à la proportionnelle sans distinction d'appartenance ethnique des électeurs ni des candidats. Canberra note les progrès accomplis et accepte la nomination d'un *High Commissioner* des Fidji à Canberra et d'un Consul général à Sydney.

SECTION 2. JUILLET 2008 : LE RENIEMENT

Le 15 juillet, le « groupe ministériel de contact » du Forum des îles du Pacifique se réunit à Suva. Les ministres australien et néo-zélandais des Affaires étrangères, Stephen Smith et Winston Peters, y participent. M. Smith s'entretient avec le *Commodore* pendant plusieurs heures. Rien ne semble empêcher des élections huit mois plus tard.

1. «*No elections next year* »

Le 18 juillet, au cours d'un entretien accordé à *Radio Fiji*, Frank Bainimarama exclut la tenue d'élections en 2009. Il explique ce revirement par le délai nécessaire pour le

[943] La photographie officielle du *Commodore* avec Benoît XVI, devant la foule de la place Saint-Pierre, est largement diffusée. Elle illustre notamment la brochure du plan stratégique de l'armée fidjienne pour 2010. Voir l'annexe 38 : *Commander's Intent 2010*.

redécoupage des circonscriptions et la réforme du mode de scrutin. Il affirme que, pour son gouvernement, les engagements réitérés n'étaient que « de principe ». Il va jusqu'à accuser le Premier ministre tongien de lui avoir extorqué des promesses lors du sommet du Forum des îles du Pacifique de 2007. Feleti Sevele ne lui en tient pas rigueur : il assure que l'organisation régionale sera « flexible » quant à un report des élections. Quelques semaines plus tard, lorsque le *Commodore* se rend à Nuku'alofa pour le couronnement de George Tupou V, les autorités tongiennes lui réservent un accueil chaleureux et plein d'égards, avec honneurs militaires.

Aux Fidji, la déception est certaine. Le gouvernement soutient le Premier ministre : « *We are going to have electoral reforms first before any election takes place* ». Mais Laisenia Qarase résume le sentiment général en déplorant :

> *It is one of the most unfortunate statements I have ever heard. I know there will be a lot of anger from the people since we were all promised about elections next year. The international community and the Forum were informed about this promise of election. This has come as a shock and a disappointment.*[944]

Un an et demi après avoir renversé le gouvernement de Laisenia Qarase, le *Commodore* Bainimarama mesure à quel point il est difficile de diriger le pays, mais il persiste dans sa politique de réforme.

2. La démission de Mahendra Chaudhry

En août 2008, Mahendra Chaudhry et les deux autres ministres travaillistes démissionnent du gouvernement. Les motis de ces démisions restent confus : le "conseil national" du parti travailliste les a demandées afin que le mouvement au complet puisse, en toute indépendance, examiner le projet de charte populaire et, donc, l'avenir que le gouvernement Bainimarama propose pour le pays. Il semble surtout que Mahendra Chaudhry ne se sentait pas libre de conduire la politique économique qu'il souhaitait.

Frank Bainimarama s'attribue le portefeuille des Finances. Il occupe le terrain à l'étranger, en choisissant ses destinations : il se rend en Chine pour l'ouverture des Jeux olympiques mais décide de ne pas participer au sommet annuel du Forum des îles du

[944] Cité par le *Fiji Times* du 19 juillet 2008.

Pacifique, accueilli par Niue, au motif que la Nouvelle-Zélande, où doivent se tenir toutes les réunions hors du sommet des leaders proprement dit, lui refuse l'entrée sur son territoire. Il transmet une déclaration écrite[945] dans laquelle il indique notamment qu'il faudra douze à quinze mois pour préparer des élections. Le communiqué final du sommet[946] envisage l'exclusion des Fidji de l'organisation. Les États mélanésiens continuent de prôner le dialogue ; le Premier ministre papouasien propose une réunion *ad hoc* à Port Moresby avant la fin de l'année. Le Conseil national publie le projet de *People's Charter for Change, Peace and Progress* et invite la population à le commenter. Il y est prévu que les militaires prêtent serment d'allégeance à la Constitution, et non plus au Président. De larges consultations publiques commencent.

En septembre, Frank Bainimarama reprend le portefeuille des Affaires étrangères et confie à *Ratu* Epeli Nailatikau le Développement provincial et les Affaires pluriethniques. Le *Commodore* part à New-York pour participer à la 63e Assemblée générale de l'ONU. Il confirme le report des élections et, comme l'année précédente, insiste sur le besoin d'une réforme électorale, demande la compréhension et le soutien de la communauté internationale : il s'engage à « mettre fin au cycle des coups d'État »[947]. À Suva, la porte n'est pas fermée : Laisenia Qarase déclare être prêt à participer au Forum présidentiel de dialogue.

3. Une légalisation du régime

Début octobre 2008, la justice rejette la plainte de Laisenia Qarase contre le gouvernement intérimaire, considérant que le Président Iloilo a agi dans le cadre de ses prérogatives en acceptant le renversement du gouvernement Qarase. Le régime est donc légalisé.

Quelques jours plus tard, le Premier ministre invite l'ensemble des partis politiques à préparer effectivement le « Forum présidentiel de dialogue politique ». Les plus importants, dont le *SDL* de Qarase, acceptent le principe de se retrouver autour du *Commodore* le 27 octobre pour s'accorder sur sept points permettant la normalisation de la

---

945 « *Statement by the Prime Minister – 18.08.08* » consultable sur www.fiji.gov.fj (pages « *Press Releases* »).

946 Communiqué consultable sur www.forumsec.org.

947 Voir le texte de cette déclaration sur le site Internet de l'ONU : www.un.org/ga/63/generaldebate/pdf/fiji-en.pdf.

situation. L'Église méthodiste et l'Association des Juristes soutiennent la démarche. Le gouvernement intérimaire appelle l'ONU et le *Commonwealth* à assurer la médiation du « Dialogue » à venir.

En novembre, des délégations de l'ONU, du *Commonwealth* et de l'Union européenne viennent en mission à Suva pour mesurer l'avancement du processus de retour à la démocratie. Des élections semblent possibles avant la fin de l'année 2009. Le *Working Group* du Forum des îles du Pacifique se réunit à Suva et note avec satisfaction le dialogue politique en cours. Frank Bainimarama va à Bruxelles pour une réunion des ministres de l'Économie et des Finances des États ACP et y défend son action.

En décembre, deux ans après le coup d'État, est lancé un *Fund and Movement for the Restoration of Democracy in Fiji*. Créé à l'initiative de Laisenia Qarase, il rassemble diverses forces d'opposition, partis politiques et associations[948].

Le même mois, *Commodore*, de retour d'une réunion onusienne sur le développement au Qatar, fait escale à Port Moresby et Honiara pour rencontrer ses homologues papouasien et salomonais : le sommet exceptionnel des leaders, proposé au Forum par *Sir* Michael Somare, aura lieu en Papouasie-Nouvelle-Guinée en janvier et Frank Bainimarama y assistera. Il parle désormais d'élections en 2011… La *High Commissioner* néo-zélandaise à Suva, Carolyn McDonald, est déclarée *persona non grata* : la tension est encore montée entre Suva et Wellington après un nouveau refus néo-zélandais d'accorder des visas à des étudiants fidjiens.

SECTION 3. 2009 : LA MISE EN PLACE D'UNE DICTATURE ?

En janvier 2009, des inondations catastrophiques frappent l'ouest du pays, faisant une douzaine de morts, des milliers de sans-abri, causant des dégâts considérables aux cultures et aux infrastructures. Le *Commodore* estime qu'il ne peut pas s'absenter du pays au moment où ses compatriotes font face à de telles difficultés. Le 27, les chefs d'État et de gouvernement du Forum des îles du Pacifique se réunissent sans lui à Port Moresby. Ils

[948] Le mouvement ne réalisera rien de significatif.

entendent Aiyaz Sayed-Khaiyum qui leur rappelle, au nom du gouvernement intérimaire, que le Forum, lors des précédents coups d'État, a considéré que les îles Fidji devaient gérer elles-mêmes leurs affaires. Aucune sanction n'est décidée, mais il est demandé, pour le 1er mai, la présentation d'un calendrier fixant des élections avant la fin de l'année 2009. Le *Commodore* ne donne aucune assurance. Au contraire, il semble davantage dans l'affrontement avec les alliés traditionnels du pays et paraît sûr de disposer d'autres soutiens.

En février, le vice-président chinois fait escale à Nadi. Le gouvernement donne une grande importance à cette brève visite. Une délégation technique ONU-Commonwealth vient à Suva : il est toujours question d'assurer la médiation du dialogue politique. Laisenia Qarase est en Australie, où il anime des réunions publiques d'opposition au régime militaire. En mars, néanmoins, son parti prend part à la seconde réunion de préparation du Forum présidentiel. Mais le Forum lui-même est toujours repoussé. Sitiveni Rabuka (qui est chef de parti et intervient donc dans le dialogue) encourage le gouvernement intérimaire à poursuivre son action en faveur de l'unité nationale sans se soucier des pressions extérieures ! Mais, en avril, tout retour rapide à la démocratie est écarté. Pour beaucoup de détracteurs, c'est la dictature.

1. L'abrogation de la Constitution

Le 9 avril, la *Court of Appeal*, qui a été saisie par Laisenia Qarase après le jugement d'octobre, juge que le gouvernement intérimaire est illégal :

> *The assumption of executive authority and the declaration of a State of Emergency by [Josaia Voreqe Bainimarama]; the dismissal of [Laisenia Qarase] from the office of Prime Minister […] the appointment on 5 January 2007 of [Josaia Voreqe Bainimarama] as Interim Prime minister and of other persons as Ministers by President Uluivuda […] were unlawful acts under the Fiji Constitution*[949].

Elle invite le président Iloilovatu à nommer un nouveau Premier ministre provisoire. Le *Commodore* note que le pays n'a plus de gouvernement. Il rappelle qu'il commande l'armée et que celle-ci maintiendra l'ordre.

---

[949] Le *fac simile* des cinquante-quatre pages du jugement du 9 avril est disponible sur Internet, par exemple sur www.fijitimes.com/extras/Qarase-vs-Bainimarama-Court-of-Appeal-judjement.pdf.

Le 10 avril, le Président abroge la constitution et décide que, en l'absence de constitution, il prendra des ordonnances qui auront force de lois. Il révoque les magistrats et annonce la désignation prochaine d'un gouvernement de transition, chargé de mener à bien des réformes électorales et économiques jusqu'à des élections (avant septembre 2014).

Le 11, *Ratu* Josefa Iloilovatu Uluivuda nomme Frank Bainimarama Premier ministre, justifiant son retour au pouvoir par la nécessité de mener à bien les reformes engagées depuis 2006. Le *Commodore*, invoquant les mêmes raisons, reconduit son gouvernement à l'identique. Il décide pour 30 jours des mesures d'exception (qui seront reconduites de mois en mois).

Le 16, *Ratu* Epeli Nailatikau est nommé vice-président. Frank Bainimarama dispose ainsi, au sommet de l'État, du meilleur des appuis : le fidèle *Ratu* Epeli prendra le relais, si nécessaire, de Ratu Josefa, dont la santé est très fragile.

Les ordonnances se succèdent : début août 2009, on en compte déjà une trentaine. La réprobation est générale, à quelques exceptions près, qui sont d'autant plus notables : en avril, le *Commodore* est mis à l'honneur lors d'une réunion de la Banque asiatique de développement en Indonésie ; le porte-parole du secrétaire général des Nations Unies affirme que les soldats fidjiens continueront leur mission en Irak ; le ministre de la Défense Ganilau participe à une conférence régionale sur la sécurité organisée aux Tonga par les Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique.

2. les sanctions internationales

Les réactions à l'étranger restent nombreuses et divergentes. En mai 2009, le Forum des îles du Pacifique met à exécution sa menace de suspension, et le Japon n'invite pas le *Commodore* à son cinquième *Pacific Alliance Leaders' Meeting*. En revanche, lors d'une réunion ministérielle Europe-Asie/Caraïbes/Pacifique à Bruxelles, le *Commodore* reçoit le soutien marqué du ministre des Affaires Étrangères du Vanuatu. De son côté, le représentant des Samoa américaines au Congrès des États-Unis prend position en faveur du gouvernement Bainimarama et appelle Washington à la compréhension. En juin, une délégation commerciale chinoise, composée d'une soixantaine de fonctionnaires et investisseurs, effectue une visite aux Fidji, aux termes de laquelle est annoncé un prêt à

taux préférentiel d'une centaine de millions d'euros pour la construction de logements sociaux.

En juillet, le *Commodore* présente un « cadre stratégique pour le changement[950] » annonçant une nouvelle Constitution pour 2013 et des élections en 2014. Ce *Strategic Framework for Change* est une déclinaison du projet de Charte populaire publié en août 2008. Immédiatement après, le chef du gouvernement se rend à Port-Vila où son homologue du Vanuatu organise une réunion exceptionnelle du Fer de lance sur la situation aux Fidji : les Premiers ministres de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Salomon, du Vanuatu et le représentant du FLNKS[951] apportent un franc soutien au gouvernement Bainimarama. Mais la France n'invite pas les Fidji au troisième Sommet France-Océanie. A Suva, le gouvernement s'oppose frontalement aux responsables de l'Eglise méthodiste, mettant certains d'entre eux en détention provisoire et interdisant leur conférence annuelle : cette puissante Eglise est privée du rassemblement régulier au cours duquel des sommes très importantes sont collectées. Le *Commodore* annonce la retraite du président de la République et, donc, l'arrivée au premier plan du vice-Président, *Ratu* Epeli Nailatikau.

En août, le *Commonwealth* réunit à Londres son *Ministerial Action Group* qui décide que si le *Commodore* n'annonce pas, avant le 1er septembre 2009, un calendrier pour des élections en octobre 2010, les Fidji seront exclues de l'organisation. Le quarantième Sommet du Forum des îles du Pacifique, en Australie, se divise sur le sujet et se contente de vagues déclarations de principe[952].

3. L'impasse

Après des mois de sanctions internationales et de persistance du régime militaire sur ses positions, la situation est bloquée : personne ne peut sérieusement continuer à croire que le Commodore cèdera aux pressions extérieures. Les événements qui se sont succédé depuis sa prise du pouvoir, en décembre 2006, montrent sa détermination à ne pas se laisser dévier de son objectif : il veut conserver le pouvoir tant que les réformes pour lesquelles il s'est installé à la tête du pays n'auront pas été mises en œuvre. Au contraire, les menaces et sanctions n'ont fait que renforcer sa volonté et consolider son pouvoir. En

[950] Voir l'annexe 39 :*A Strategic Framework For Change*.

[951] Victor Tutugoro, le porte-parole du Front de libération nationale kanak socialiste.

[952] Voir le communiqué final sur www.forumsec.org.

juin 2009, malgré la situation économique dégradée et la réduction du nombre des fonctionnaires, il a accueilli au sein des RFMF plus de 450 hommes supplémentaires (soit environ 15% des effectifs). Même au sein des gouvernements les plus hostiles, on lui reconnaît parfois une sincérité (que l'on dénie à ses collaborateurs) : Bainimarama serait « the only military man who believes in a return to civilian rule, as less senior officers are getting the taste of being in power »[953].

Ceux qui invoquent le fait que le Commodore craint des poursuites judiciaires s'il abandonne le pouvoir ne sont pas crédibles : le 9 avril 2010, le Président Nailatikau a décrété l'amnistie des auteurs des coups d'État de 2000 et 2006, à l'exception des individus déjà condamnés en raison de leur participation à ces événements. Le texte[954], accorde au Commodore et à ses partisans, notamment à l'ensemble des militaires, une complète immunité, comme l'a fait en son temps le général Rabuka[955], avec le succès que l'on sait.

Les appels à un rétablissement de la situation antérieure ne sont pas plausibles : la Constitution de 1997, qui s'appuie sur la distinction raciale des citoyens, ne peut être raisonnablement invoquée comme une solution d'avenir. Et comment Frank Bainimarama pourrait-il faire marche arrière sans se décrédibiliser totalement, trahir ses partisans, risquer la prison et rendre toute son action inutile, dérisoire et infondée ? Il dispose d'atouts importants : la population fidjienne, que ce soit par crainte, par résignation ou par adhésion à sa politique, ne s'est pas mobilisée contre lui ; plusieurs gouvernements étrangers refusent sa mise au ban de la communauté internationale ; le Secrétaire général des Nations Unies conserve sa confiance aux soldats fidjiens qui protègent ses personnels et ses installations en Irak.

Et l'exemple de son prédécesseur ne peut que l'encourager : le général Rabuka, auteur du premier coup d'État, a conservé le pouvoir pendant 12 ans, puis, ayant perdu les élections de 1999, il est devenu le Président du Grand Conseil des Chefs[956]. Alors qu'il avait été mis au ban de la communauté internationale, il en a retrouvé les faveurs au point d'être choisi par le Commonwealth, en 2000, pour assurer une médiation aux îles Salomon.

---

[953] Termes employés le 12 août 2009 par Duncan Kerr, Secrétaire d'État australien aux Affaires du Pacifique, selon un télégramme diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Canberra, divulgué par « WikiLeaks » et repris par le *Sydney Morning Herald* du 19 décembre 2010. Selon la même source, Duncan Kerr prônait le pragmatisme : « *things could be worse if Bainimarama stops believing in his own rhetoric or if another military officer ousts and supplants him. He said Bainimarama will either be shot or we'll have to do business with him* ».

[954] *Limitation of Liability for Prescribed Political Events Decree 2010.*

[955] Voir l'annexe 27 : Immunité des militaires impliqués dans les coups d'État de 1987.

[956] Seul roturier à y entrer, il en est même devenu membre à vie.

CONCLUSION DU CHAPITRE. FRANK BAINIMARAMA : UN PUTSCHISTE VERTUEUX ?

Fin 2010, lorsqu'on dresse un bilan de quatre années de régime militaire, on ne peut manquer de constater que, s'il est indéniable que le *Commodore* a usurpé le pouvoir en renversement un gouvernement légalement élu, il peut apparaître comme un « putschiste vertueux[957] ». L'économie ne s'est pas effondrée, le Fonds Monétaire International estime que la croissance du produit intérieur brut est de 1,8% pour 2010 et sera de 2% en 2011[958]. Le tourisme, premier secteur d'activité, est en progression constante : en 2009, le pays a accueilli plus de 540 000 visiteurs[959] et espère atteindre les 600 000 en 2010[960].

La volonté annoncée d'« introduire une culture d'égalité des chances[961] », s'est concrétisée de multiples manières. Désormais, les citoyens sont tous « *Fijians* » et non plus « *Fiji Islanders* », comme prévu par la Constitution de 1997. Les organisations d'Indo-Fidjiens ont considéré le mouvement comme une étape positive sur la voie du développement d'un sentiment d'intégration nationale et de cicatrisation des blessures. « *People will need a common identity to have a common sense of belonging. If we have a common identity then we will belong to the same unit and naturally there will be a possibility of healing the wounds that exist* » a ainsi commenté le Président de la Pratinidhi Sabha[962]. Dans le même article de presse, l'ex-leader de l'opposition parlementaire Mick Beddoes, aux origines métissées et jusqu'alors catégorisé « *Part-European* » a lui aussi accueilli favorablement le projet, considérant que les générations qui l'ont précédé ont

---

[957] La formule est employée depuis une dizaine d'années par divers auteurs pour qualifier des dictateurs militaires africains. Voir, par exemple, l'article de Pierre PRIER dans *Le Figaro* du 16 octobre 1999 : « Daouda Malam Wanké, un putschiste 'vertueux' ». Plus récemment, l'expression a été appliquée au général Robert Guei de Côte d'Ivoire.

[958] www.imf.org (pages « *Country Info* » basées sur le *World Economic Outlook* d'octobre 2010). A titre de comparaison, le FMI estime à 06% la croissance du PIB du Royaume des Tonga en 2010 (1,7% pour 2011). Pour le Vanuatu, ce serait 3% en 2010 et 3,7% pour 2011. Pour la Nouvelle-Zélande, ce serait 3% en 2010 et 3,2% pour 2011).

[959] 542 186 exactement, selon le Bureau des Statistiques, auxquels il faut ajouter 63 292 passagers des navires de croisière qui ont fait escale dans l'archipel.

[960] La cible a été atteinte : début 2011 le gouvenement fidjien est heureux d'annoncer que 617 000 touristes ont visité le pays en 2010.

[961] Ce sont les termes employés par Jiko Luveni, la ministre chargée de la condition de la femme, du bien-être social et de la réduction de la pauvreté, devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'Assemblée générale des Nation Unies, en juillet 2010. www.un.org/News/fr-press/docs/2010/FEM1811.doc.htm consulté le 22 juillet 2010.

[962] Kamlesh Arya, cité par le *Fiji Times* du 22 novembre 2007 (l'article est intitulé « All for a common identity »).

gagné pour les métis, en particulier sur les champs de bataille, le droit d'être des Fidjiens à part entière : « …*many of our families have paid the highest price of all, through the sacrifice of their fathers, sons, brothers and uncles in the 1st and 2nd World Wars defending Fiji against the invading Japanese in the Solomons and Malayan campaigns* ». Rapidement, l'administration des *Fijian Affairs* est devenue celle des *Indigenous Affairs*[963].

La question foncière est traitée avec vigueur depuis avril 2010 : un inventaire révisé va permettre la mise en valeur de terres non-exploitées, et cela dans des conditions qui devront satisfaire à la fois les propriétaires et les locataires.

Le *Commodore* est-il un « putschiste vertueux » ? On peut avantageusement comparer son bilan à celui de dirigeants militaires africains ainsi qualifiés du fait que leurs régimes ne sont pas sanguinaires, que les gouvernements qu'ils ont renversés avaient failli, et qu'ils sont plus démocratiques que les cabinets civils qu'ils ont évincés. Comme le Niger du général Salou Djibo[964], les Fidji du *Commodore* Bainimarama ne sont-elles pas mieux gouvernées qu'auparavant ? A tout le moins, on peut difficilement contester le fait que le gouvernement Qarase, qu'il a renversé, pouvait se revendiquer comme démocratique selon le critère du suffrage universel mais conduisait une politique raciste et injuste. Entre 2001 et 2006, le gouvernement Qarase a augmenté le taux de la taxe sur la valeur ajoutée de 10% à 15%, alors que le pays n'offre à ses citoyens les moins favorisés ni protection sociale suffisante, ni salaire minimum. La proportion des habitants vivant sous le seuil de pauvreté n'a fait qu'augmenter, jusqu'à atteindre presque 35%. Le régime Qarase était proche des mouvements ultranationalistes et des fondamentalistes chrétiens de l'*Assembly of Christian Churches* dont l'une des revendications est l'instauration d'un État chrétien.

Le *Commodore* Bainimarama, usurpateur du pouvoir, peut être considéré comme « vertueux » dans le sens où la politique qu'il met en œuvre est objectivement dans l'intérêt de tous, sans distinction d'appartenance communautaire ou religieuse[965].

---

[963] Dans le même ordre d'idée, le gouvernement Bainimarama a instauré la double nationalité : une nouvelle législation permet la *multiple citizenship*, ce qui n'avait jamais été le cas. La nationalité fidjienne peut être obtenue par naturalisation, inscription, ou réintégration des individus qui avaient la nationalité fidjienne mais l'ont perdue en en acquérant une autre (puisque les Fidji n'admettaient pas la double nationalité) de la retrouver. La mesure concerne aussi leurs conjoints et enfants.

[964] Voir l'article « Le putschiste vertueux, nouveau modèle en Afrique ? » de Christophe BOISBOUVIER dans la revue *Défense* de juillet-août 2010, dont le dossier est consacré à la « militarisation des pouvoirs en Afrique ».

[965] De ce point de vue, on laisse de côté les autres considérations, notamment les atteintes aux libertés individuelles, à la liberté de la presse, etc.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE. LA VOLTE-FACE IDEOLOGIQUE DES MILITAIRES FIDJIENS : DU CONSERVATISME MELANESIEN AU PROGRESSISME PLURICULTUREL.

En 2006, les militaires fidjiens, très majoritairement solidaires et en accord avec leur *Commander*, ne semblaient pas être prêts à mener un coup d'État, puisque, en 2000, ce sont eux (aux quelques exceptions près des soldats qui ont agi avec George Speight) qui avaient évité le bain de sang que le coup n'aurait manqué d'être si le *Commodore* n'avait pris le pouvoir pour neutraliser Speight/Naitini et son « groupe ». L'ironie de la situation de la fin de l'année 2006 est que c'est Frank Bainimarama, précisément, qui avait choisi Laisenia Qarase comme Premier ministre intérimaire en 2000, pensant que ce roturier spécialiste des finances publiques saurait rétablir la situation économique et échapper aux pressions et malversations de la classe politique.

En 2006, comme en 2000, les *RFMF* vont à l'encontre des extrémistes nationalistes, alors que l'armée de 1987 avait massivement rallié le général Rabuka.

Ce changement radical de posture des militaires peut s'expliquer par différents facteurs. D'abord, par culture, le soldat obéit ; si le commandement lui donne un ordre, il l'exécute. Et le commandement des *RFMF* était, en 2000, solide et déterminé à éviter les troubles qui, en 1987, avaient tant fait souffrir les Fidji, et si longtemps. Tous les militaires, ou presque, avaient alors participé, souvent plusieurs fois, aux difficiles opérations de maintien de paix dans des pays lointains, notamment au Moyen Orient, ce qui leur avait ouvert l'esprit et leur avait montré les dégâts catastrophiques des conflits entre communautés. Sur le site Internet des *RFMF*, dans les pages consacrées aux opérations de soutien de la paix, il était[966] indiqué que « les nombreuses années d'expériences dans le maintien de la paix ont grandement aidé l'armée à gérer les problèmes locaux avec professionnalisme et à l'amiable, tout en ramenant la nation sur la voie des principes démocratiques ». Se sentant investi d'une mission au service de son pays qui dépasse

[966] En 2010, le site, remanié, est beaucoup moins étoffé qu'auparavant. Le « *Peace Keeping* » n'occupe plus qu'une seule page et ce passage a été supprimé.

l'obligation de respecter la Constitution, le *Commodore* s'est alors fixé pour objectif de finir la tâche commencée en 2000 en empêchant le plein succès du coup d'État conduit par George Speight : il considère de son devoir (et de celui de l'armée dans son ensemble), de faire en sorte que tous les citoyens, sans distinction d'origine, aient les mêmes droits et les mêmes devoirs et que ceux qui ont causé les événements dramatiques de 2000 et/ou qui se sont enrichis indûment soient tous poursuivis et sanctionnés. Ce que le gouvernement Qarase refusait catégoriquement, au nom de la prééminence des intérêts des Fidjiens de souche.

Comme d'autres armées en d'autres temps et d'autres lieux, les *Republic of Fiji Military Forces* du XXI[e] siècle se sont ralliées à leur commandement pour s'engager dans une action extra-militaire forgée autour du « rejet des politiciens et des classes possédantes traditionnelles en raison de leur gestion déficiente des affaires de l'État » et, « réciproquement, de la conviction que la cohésion, la discipline et l'autonomie de l'armée sauront initier les transformations nécessaires »[967].

Les chefs coutumiers ne constituent plus la charpente de la société fidjienne : leur rôle et leur influence ont beaucoup évolué entre les années 1980 et les années 2000. L'intervention de Sitiveni Rabuka, en 1987, avait pour objectif de renforcer le pouvoir des Fidjiens de souche et leur unité en tant que communauté, tandis que celle de 2000 a eu pour effet leur fractionnement politique à un degré jamais atteint. Alors qu'il se cherchait, dans la mouvance de la constitution de 1997, un rôle de gardien des intérêts nationaux et non plus seulement des intérêts nationalistes fidjiens, le *Bose Levu Vakaturaga* n'a pas réussi à jouer ce rôle d'arbitre suprême dans la tourmente de 2000. Ses membres sont apparus solidaires des objectifs de Speight[968] et englués dans leurs rivalités. Leurs débats ont révélé les appétits des plus jeunes d'entre eux, avides de se faire une place[969].

La société fidjienne est complexe et mouvante ; elle a évolué très vite au cours des périodes récentes. Les hommes d'État qui ont marqué les premières décennies du pays indépendant ne sont plus au pouvoir. *Ratu* Penaia Ganilau, *Ratu Sir* George Cakobau, *Ratu Sir* Edward Cakobau ont disparu. *Ratu* Mara a été écarté et son départ, avant même son décès, a marqué la fin d'une époque. Par leur naissance, ces hommes étaient destinés à diriger ; leur personnalité était exceptionnelle ; ils ont été soigneusement préparés au

---

[967] Ces idées sont formulées par Lucie BULLICK à propos du rôle politique de l'armée péruvienne pendant les années 1960 dans *Pouvoir militaire et société au Pérou au XIX[e] et XX[e] siècles* (1999, p. 170). Malgré les différences d'échelle de contexte historique et de niveau de violence, elles nous semblent correspondre à l'attitude des militaires fidjiens.

[968] Prenant la parole devant la presse, le 29 mai 2000, à l'issue d'une réunion du GCC dont il est le Président, Rabuka déclarait que le Grand Conseil « désapprouvait les actions de George Speight tout en sympathisant avec la cause des rebelles ».

[969] Voir Brij V. LAL, 2000.

leadership national. Au delà de leur région d'origine, leur influence s'étendait à tout le pays.

Aucun des leaders fidjiens d'aujourd'hui n'a (encore ?) une envergure suffisante pour que toute la communauté se reconnaisse en lui. On ne voit pas d'influence s'exercer au delà de la région d'origine. Le provincialisme s'exacerbe, les confédérations s'opposent. On est loin des années précédant l'indépendance, lorsque les chefs fidjiens rassemblaient toute la communauté en appelant à l'union sans laquelle les Indiens s'empareraient des terres[970]. La naissance n'est plus une condition *sine qua non* de l'accession au pouvoir ; des roturiers, aux premiers rangs desquels Rabuka et Qarase, sont parvenus aux plus hautes fonctions. Ceux qui considèrent qu'ils sont les seuls détenteurs légitimes de l'autorité ne sont pas prêts à abandonner leurs prérogatives, mais leur « *mana* » a décliné.

Par contraste, et comme cela se produit dans certains États africains, « l'armée semble être devenue la principale force politique et sociale », ou « du moins le seul corps social qui ne soit pas gangréné par le clanisme et la corruption »[971]. En tout état de cause, l'idéologie qu'elle défend est conforme aux principes internationaux de démocratie, ce qui n'était pas le cas en 1987. Les soldats fidjiens de 2010 sont, dans leurs discours mais aussi dans leurs actes, bien plus démocrates et progressistes que les dirigeants, civils et militaires, qui les ont précédés. A l'instar du Père Kevin Barr[972], beaucoup de Fidjiens (sans distinction d'origine) considèrent que « *Democracy is possible in an illegal regime* »[973] et qu'elle ne se résume pas à la notion étroite d'élections justes. La justice sociale et l'égalité sont primordiales, et que le régime militaire pourrait les développer :

> *The illegal removal of a democratically elected government is wrong. If we look at the military takeover from the perspective of democracy it stands condemned in principle. However, there is another perspective which needs to be considered. That is the perspective of social justice. One could say that the government of Laisenia Qarase showed clearly how democracy could be manipulated to serve narrow Fijian nationalist interests. […] It seems regrettable that those who have condemned the military takeover seem obsessed with the "violation of democracy" perspective and fail to recognise the "anti-racist" and "pro-people" aspects of the takeover which could be termed the "social justice" perspective. Many of the overseas governments*

[970] Brij V. LAL, 2002b.

[971] Formules de Christophe BOISBOUVIER, 2010.

[972] Les prises de position du Père Kevin BARR sont largement reprises par la presse fidjienne et critiquées par les détracteurs du régime. On les retrouve dans l'ouvrage qu'il a publié en fin 2007 : *Thinking about Democracy Today*. Ce prêtre catholique d'origine australienne est très engagé dans la lutte contre la pauvreté et il est l'auteur ou le co-auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Poverty in Fiji* (1990), *Blessed are the rich… Praise the Lord: an examination of new religious groups in Fiji today* (1998) et *Christianity, poverty and wealth at the start of the 21st century: Fiji country case study* (2003).

[973] *Fiji Times* du 23 janvier 2008.

(the US, the UK, and the EU) who were quick to condemn the recent military takeover in Fiji do not have to look back very far to discover that kings were deposed, wars were fought, governments were ousted or revolutions were begun in order to bring about a more just regime change[974].

[974] *Fiji Times* du 19 décembre 2006.

CONCLUSION GENERALE. LES FIDJI, UN ÉTAT PRETORIEN

Au terme de cette recherche, il nous semble avoir démontré que le rôle politique actuel des militaires fidjiens s'explique par les fonctions et la place des guerriers puis des soldats dans la société. Tout au long de l'histoire de l'archipel, les hommes en armes ont été un élément déterminant de la conquête et de la conservation du pouvoir politique. Dans une continuité remarquable, les traditions ont été respectées ou modelées pour les mettre en valeur : les guerriers ont permis aux chefs d'accéder puis de garder leur puissance ; les soldats de la Colonie ont forgé, par leur courage et leur dévouement, les conditions favorables au « peuple premier » de l'accession à la souveraineté ; les militaires de l'État indépendant ont donné à leur pays une place sur la scène internationale plus importante que celle qu'il aurait eue sans leur participation appréciée aux opérations de maintien de la paix ; enfin, avec le général Rabuka puis le *Commodore* Bainimarama, l'armée, devenue une institution admirée, organisée, formée et ambitieuse, a atteint le paroxysme de son rôle politique en prenant illégalement le pouvoir. Elle est passée, en moins de vingt ans, de la position de défenseur des intérêts mélanésiens à celle de promoteur d'une égalité de droits et de devoirs entre tous les citoyens. Mais elle conserve un rôle extramilitaire antinomique avec l'État de droit, dans lequel l'institution militaire est subordonnée au pouvoir politique.

Parallèlement à la mutation des rôles politiques des militaires, l'évolution démographique, culturelle et économique de la société fidjienne a créé certaines des conditions de l'avènement de l'État prétorien. La compatibilité des principes sociopolitiques océaniens avec le fonctionnement de la démocratie a été remise en question, cette dernière ayant été régulièrement qualifiée, à partir de 1987, de « fleur exotique ». Comme ailleurs, le contexte insulaire a été aux Fidji un facteur déformant des rapports entre l'État et la population : les valeurs coutumières ont été un argument de la politique locale, du fait que :

> *Cette tradition est ressentie comme une « assurance sociale » que tout individu s'est vu conférer à sa naissance, par sa famille lignagère, et plus encore par sa communauté clanique. Chacun sait que s'il la perd, c'est le cadre d'expression de sa personnalité qui disparaît. Donc, même si l'exercice de la tradition apparaît de plus en plus en décalage sur les*

> *nécessités vécues au quotidien, en particulier pour la jeunesse, chaque individu veille, autant que faire se peut, à ne pas casser les éléments de solidarité qui fondent son identité, en veillant à ne jamais la mélanger avec ce que la modernité technicienne peut lui apporter au quotidien. De ce fait, les Océaniens jonglent entre deux registres de valeurs, selon qu'ils sont entre eux ou qu'ils évoluent au contact des allochtones occidentaux ou asiatiques*[975].

De fait, la supériorité numérique des Indo-Fidjiens, à partir des années 1940, leur développement économique nettement plus rapide que celui des Fidjiens, leur maintien à l'écart en tant que communauté séparée et leur accession au pouvoir politique en la personne de Mahendra Chaudhry ont fourni aux militaires les justifications de leurs interventions successives, jusqu'à faire du pays un État prétorien.

En effet, aux Fidji, l'institution militaire « détient la capacité d'arbitrage et de veto [et] occupe une place centrale dans le système politique en intervenant de manière décisive dans les conflits sociopolitiques[976]». L'armée à laquelle ils appartiennent étant plus professionnalisée et mieux organisée que dans l'État prétorien antique, les militaires d'un État prétorien moderne gouvernent avec responsabilité et s'appuient sur l'organisation sociale, « les obstacles à l'affermissement du pouvoir civil dans ce type de système prétorien reproduisant, sinon renforçant par-là le pouvoir militaire sont nombreux. Ils relèvent à la fois des structures sociétales et des caractéristiques de l'institution militaire[977] ». Il nous semble incontestable que les Fidji de 2010 correspondent à cette description. La société fidjienne a été bouleversée par l'évolution prétorienne commencée avec le coup d'État de mai 1987. Nous suivons l'analyse du Professeur François Doumenge, pour qui :

> Vingt ans de gouvernement prétorien, direct ou indirect, ont renouvelé en profondeur toute la société. La réduction de l'autosubsistance, la perte des solidarités traditionnelles et l'isolement social ont accentué la pauvreté aussi bien rurale que périurbaine. Les « riches » issus des milieux administratifs et commerciaux (en expansion rapide) restent piégés par le « face à face » ethnique et ne peuvent pas s'évader du cadre étroit de leur affiliation ethno-culturelle. Les aléas politiques, de moins en moins maîtrisables, traduisent par leur incohérence la déstructuration de l'État et, par-delà, le délitement de l'ensemble des groupes sociaux[978].

---

[975] Communication personnelle du Professeur Jean-Pierre Doumenge, extraite d'un texte à paraître.

[976] Levent UNSALDI, *Le militaire et la politique en Turquie*, 2005, p. 295.

[977] *Ibid*.

[978] « Fidji depuis 1987 : un État prétorien en Océanie », 2010, p. 59.

Mais le caractère prétorien du régime n'est pas généralement admis. Certains auteurs, parmi les plus experts de la question fidjienne, ne partagent pas cet avis. Peu suspects de la moindre sympathie pour le régime Bainimarama, Jon Fraenkel et Stewart Firth réfutent l'idée que les Fidji soient ni deviennent un État prétorien :

> *Might Fiji develop into a 'praetorian' or 'garrison' state, with the military coming to dominate the political system? [..] There are several reasons why a 'praetorian state' is an unlikely outcome. Fiji's coup, like that in Thailand, was justified as a 'guardian coup', to use Samuel Huntington's phrase, aimed at improving public order, cleaning up corruption, promoting economic development and ridding the state of ethnic cleavages. […] Guardian coups purport to be temporary expedients. They may entail a violent clampdown and suppression of dissent, but the army soon returns to barracks –as it did in early 2007, with the dismantling of roadblocks and checkpoints.*[979]

Les Fidji, si elles sont clairement en 2010 un État prétorien, pourraient devenir un État prétorien « démocratiquement correct ». Le passé et le présent du pays sont marqués par le rôle politique des militaires. L'expansion de cette classe continue avec les milliers d'hommes qui servent dans les sociétés militaires privées, perpétuant l'expérience du métier des armes sans le cadre éthique du service de la Patrie et accentuant la militarisation de la société[980]. Le « devoir de mémoire » de la Nation envers ceux de ses enfants qui sont morts au champ d'honneur ne diminue pas, au contraire, les missions de soutien de la paix ayant succédé aux conflits mondiaux. Un « *War Memorial and Museum* » est en construction à Suva, destiné à leur rendre hommage de manière encore plus solennelle.

Il est donc peu probable que les militaires cessent d'intervenir politiquement, même si l'initiateur du processus lui-même regrette son action : en avril 2010, Sitiveni Rabuka a renouvelé très ostensiblement ses regrets et ses excuses pour avoir enclenché le mouvement des coups d'État fidjiens. Déclarant qu'il a commis une mauvaise action en 1987 et qu'il en est le seul responsable, il s'est rendu dans le village de Viseisei pour demander pardon à la famille de Timoci Bavadra et exprimer son respect au chef coutumier de son *vanua* et ex-président de la République, *Ratu* Josefa Iloilovatu. Une grande cérémonie a été organisée, en présence de *Ratu* Apisai Bavadra, frère cadet du Premier ministre renversé en 1987 et chef du *Tokatoka* Werecakaca. Avec pompe et émotion, le *Turaga na Tui Vuda* et les « anciens » de la chefferie Vunisei ont accepté le

---

[979] Leur chapitre « Fiji's Coup Syndome » *in* Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH, 2007, p.452

[980] La question de la militarisation de la société fidjienne est notamment étudiée par Winston HALAPUA, l'auteur de *Tradition, Lotu and Militarism in Fiji*, (2003) déjà cité, et de *The Role of Militarism in the Politics of Fiji* (2010, ouvrage tiré de sa thèse de doctorat en sociologie obtenue à l'*USP* en 2002) et par Teresia K. TEAIWA depuis sa thèse de doctorat *Militarism, Tourism and the Native: Articulations in Oceania* (*University of California*, 2001).

tabua présenté par le général Rabuka et l'ont pardonné, soulignant le courage et l'humilité dont il fait preuve en admettant ses fautes[981]. On s'éloigne des événements et le temps apaise les esprits. Le régime Bainimarama semble aussi marquer le déclin de la famille de *Ratu* Mara. En effet, après plusieurs années de proximité étroite avec le clan Mara qui l'avait choisi, en 1999, pour prendre le commandement de l'armée, il semble s'en éloigner et écarter progressivement ses membres des postes à responsabilités qu'ils occupent. 2010 a vu le général *Ratu* Epeli Ganilau (gendre de *Ratu* Mara) démissionner du ministère de la Défense[982] et le lieutenant-colonel *Ratu* Tevita Mara (le plus jeune fils du *Tui Nayau*), quitter pour de « longues permissions » le commandement du 3e bataillon, le seul des *RFMF* à avoir des effectifs complets, c'est-à-dire environ 500 hommes[983]. Toutefois, *Ratu* Epeli Nailatikau, l'autre gendre de *Ratu* Mara, est encore président de la République. Le renouvellement de la classe politique, s'il est en cours, reste partiel.

L'armée pendant ce temps, reste, malgré des divisions qui nous paraissent marginales[984], une institution cohérente et soudée dont la fonction d'intégration nationale est indéniable. Elle est un creuset au sein duquel les jeunes Fidjiens peuvent, de plus en plus, se hisser à des fonctions à responsabilités[985] : la transposition de l'organisation coutumière dans la hiérarchie militaire diminue rapidement. D'une certaine manière, on peut voir dans cette progression l'équivalent de ce qui s'est passé en Europe au XIXe siècle (particulièrement en Prusse) lorsque le commandement militaire a cessé d'être exercé uniquement par des aristocrates pour passer entre les mains « d'hommes ordinaires réussissant grâce à une éducation supérieure et l'expérience[986] ».

---

[981] Voir notamment l'article « Vuda accepts Rabuka apology » dans le *Fiji Times* du 16 avril 2010. Parallèlement, et plus discrètement, le Général Rabuka a demandé pardon à d'autres victimes des ses actions, notamment le colonel Jim Sanday, qui, « en bon chrétien », a pardonné totalement (communications personnelles du général Rabuka et du colonel Sanday).

[982] Il s'est opposé au *Commodore* sur l'affaire « *Fiji Water* » : le Premier ministre exigeait que la compagnie étatsunienne, qui exporte avec beaucoup de profit de l'eau minérale fidjienne, verse davantage de taxes. Il était prêt à voir partir l'entreprise plutôt que de céder, ce que *Ratu* Epeli, proche des dirigeants de la compagnie, refusait. Finalement, « *Fiji Water* » a cédé, mais *Ratu* Epeli a quitté le gouvernement. Sur ce sujet, on peut lire « The Fiji Water Saga », de Matthew DORNAN (de l'*ANU*) « posté » le 18 décembre 2010 sur le site Internet de l'*East Asian Bureau of Economic Research* de Canberra : www.eastasiaforum.org/2010/12/18/the-fiji-water-saga-2/ consulté le 23 décembre 2010.

[983] Le lieutenant-colonel *Ratu* Tevita Uluilakeba Mara a aussi été écarté, fin 2010, de la présidence du conseil d'administration de la « *Fiji Pine Company Limited* », la puissance entreprise publique d'exploitation des plantations de pin.

[984] Les limogeages et démissions très médiatisés de certains officiers ne doivent pas occulter le fait que la masse des effectifs reste obéissante et loyale au commandement.

[985] On voit là l'intérêt d'une comparaison supplémentaire avec l'armée israélienne, dont la fonction d'intégration nationale a été importante. Voir par exemple Pierre RAZOUX qui, dans *Tsahal : nouvelle histoire de l'armée israélienne* (2008), explique le rôle clef des forces de défense israéliennes dans la construction du pays.

[986] Pour reprendre les termes de Samuel HUNTINGTON dans The *Soldier and the State: the theory and politics of Civil-military relations*, 1959, p. 51.

Un argument en faveur de la viabilité du régime Bainimarama vient du fait que le contexte international a changé : l'évolution de la géopolitique mondiale dans le sens de la « multipolarisation » a réduit le pouvoir d'influence des États et organisations qui étaient les partenaires traditionnels des Fidji. Les critiques et sanctions émises par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne à l'encontre du régime Rabuka pendant la Guerre froide ont contribué à l'évolution de sa politique. De même, la suspension du Commonwealth n'a pas eu le même impact pour le *Commodore* Bainimarama que pour le général Rabuka :

> *Fiji's two expulsions from the Commonwealth matter. Unfortunately, the second time round probably didn't have quite the same impact. When Fiji was cast from the club because of the Rabuka coups in 1987, it was a moment of real import in a seminal year in Suva. The expulsion forced Fiji to remake its governing symbols. Farewell Elizabeth II as Queen of Fiji. Enter the Republic of Fiji. Being chucked out a second time because of Bainimarama has not had as much impact, symbolically or practically.*[987]

En revanche, ce bouleversement géopolitique peut avoir aussi un impact sur la transition démocratique : si les nouveaux partenaires généreux, intéressés et peu regardants sur la nature du régime, s'engagent suffisamment pour que les Fidji n'aient pas besoin d'autres alliances, la nécessité de répondre aux attentes de l'Occident sera d'autant plus faible. On sait que l'incitation économique a été l'un des moteurs d'autres transitions démocratiques récentes : en particulier en Europe du Sud[988]. Habilement présentée, et assortie d'avantages concrets conséquents, une proposition de soutien par les puissances démocratiques pourrait encourager le régime militaire fidjien à céder la place à une gouvernance éthique. Pour l'Espagne, le Portugal et la Grèce, le niveau de vie était suffisant pour que le débat politique l'emporte sur les attentes économiques : cela aussi contribué à l'évolution démocratique. Ailleurs, dans le tiers-monde, la gravité des difficultés économiques a relégué les attentes démocratiques au second plan.

De nouveaux alliés puissants apportent un soutien réel : la Chine, en particulier, développe significativement cette relation bilatérale dans laquelle elle trouve un intérêt réel : les Fidji sont l'un des États d'Océanie les plus vastes et des plus peuplés. Elles disposent de ressources naturelles que Pékin convoite (marines, minérales, forestières). Elles occupent une place non-négligeable sur la scène internationale et sont représentées

---

[987] Extrait de l'article « Weight-for-age Democracy Stakes » sur le site Internet du *Lowy Institute for International Policy* de Canberra, le 15 octobre 2010 (www.lowyinterpreter.org, consulté le 20 octobre 2010). L'auteur, Graeme DOBBELL, est un analyste régulier de la situation aux Fidji et des relations de Canberra et Wellington avec Suva.

[988] Les régimes militaires de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce ont été incités à la transition démocratique par les avantages économiques et financiers de l'entrée dans la Communauté européenne. Voir Juan José LINZ et Alfred C. STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation, Southern Europe, South America and Post-Communist Europe 1996*, dont nous reprenons des arguments dans ce passage.

dans de nombreuses institutions au sein desquelles elles peuvent promouvoir les positions chinoises. Ainsi, en rejoignant le Mouvement des Non Alignés[989], Suva entend accentuer la « *Look North policy which involves developing relationships with countries outside the Southern Pacific sphere* » et se détacher des attaches héritées de la colonisation qui lient encore le pays à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Dans le même temps, le *Commodore* se pose en leader régional. Il est contesté, comme l'indiquent la suspension du Forum, ses joutes régulières avec le Premier ministre des Samoa ou le refus du Premier ministre du Vanuatu, en juillet 2010, de lui transmettre la présidence du Fer de lance. Mais il bénéficie aussi de forts soutiens, puisque la majorité des gouvernements du Pacifique insulaire a répondu à son invitation à la réunion « *Engaging with the Pacific* », organisée à Nadi en urgence en juillet 2010 pour remplacer le sommet annuel du Fer de lance et qu'il est finalement devenu le président de l'organisation en décembre. A L'ONU, l'ambassadeur des Fidji préside un nouveau groupe de travail chargé de déterminer comment augmenter la représentation des États insulaires du Pacifique dans les institutions onusiennes[990]. La solidarité océanienne l'emporte sur les exigences de démocratie clamées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et le pragmatisme prévaut dans beaucoup de circonstances : Washington se démarque de plus en plus de Canberra[991] et doit inaugurer à Suva, mi-2011, une nouvelle ambassade aux bâtiments étendus et au personnel renforcé par le retour d'un bureau de l'agence étatsunienne d'aide au développement, « *USAid* ».

La viabilité du régime et son cheminement vers une transition démocratique nous semblent possibles du fait de la politique conduite, qui nous paraît aller dans le sens du progrès social, œuvrer à l'intégration des communautés et rechercher le développement économique. Conscient que le pays ne peut vivre qu'en s'insérant dans la mondialisation,

---

[989] Le MNA, même s'il joue un rôle moins important dans le monde multipolaire du début du XXI^e^ siècle que pendant la Guerre Froide, constitue un forum et un groupe de pression international significatif. Le *Commodore* a annoncé en 2010 que les Fidji le rejoindraient. En janvier 2011, le Mouvement a accepté la candidature fidjienne et a invité les Fidji à participer à la conférence suivante, prévue en mai 2011 en Indonésie (www.nonaligned.org). On peut noter avec amusement le fait que le non-alignement avait déjà été envisagé par *Ratu* Mara (qui y a renoncé sur l'insistance étatsunienne), puis par Timoci Bavadra (qui a été renversé avant de pouvoir le concrétiser… ce qui a contribué à accréditer la thèse de l'implication de Washington dans le coup d'État de mai 1987).

[990] Les Etats insulaires du Pacifique comptent pour environ 6% des membres de l'ONU mais leurs représentants ne constituent que 0,3% des personnels des institutions onusiennes. Le groupe de travail est intitulé « *PRIUS* », pour *Pacific Islands Representation in the UN System*. Il a été créé début août 2010 et son président est l'ambassadeur des Fidji, Peter THOMSON, l'auteur de *Kava in the Blood*, souvent cité ici.

[991] En 2000, Washington dépendait largement sur Canberra pour l'information et le choix de la posture à adopter envers les puschistes fidjiens. Ainsi, le 16 juillet 2000, William Cohen, le « *Secretary of Defense* » déclarait à un journaliste australien : « *We certainly are concerned about what has taken place in Fiji. We can look to Australia for leadership, in terms of what kind of action and reaction should be taken, and we will cooperate very much in coordinating the kind of response that will be important to restoring democracy to Fiji.* […] *we will discuss what Australia thinks to be the best policy to pursue. I think that Australia, being closer, much closer to the situation, that we can perhaps work together. But we will look to Australia to give us some advice in terms of how this should be handled as well* ». La transcription de l'entretien est consultable sur le site Internet du « ministère » étatsunien de la Défense, le *Department of Defense* : http://www.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=1524.

le gouvernement Bainimarama agit pour améliorer le niveau d'éducation et d'activité économique de toutes les communautés, mais surtout des Fidjiens de souche, dont les retards sont nets. Il n'est plus question de discriminations positives racistes, mais d'encouragement à l'effort et à l'initiative. Les frais de scolarisation sont diminués par la gratuité des bus pour les élèves et des manuels scolaires essentiels. Mais il ne s'agit pas de « guerre contre la coutume[992] ». Ce sont ses excès, sa manipulation par des dirigeants peu scrupuleux, qui sont combattus. On le sait, la question foncière est fondamentale. En 2010, le gouvernement Bainimarama a modifié la législation, par un *Land Use Decree*, et créé une « banque de terres » (*Land Bank*) destinée à favoriser la mise en valeur des domaines inexploités dans l'intérêt des propriétaires comme dans celui des investisseurs. Cette banque des terres contient les domaines en déshérence et ceux que les communautés propriétaires y déposent volontairement. Le ministère des terres et des ressources minérales en évalue le potentiel et la valeur de location, cherche des investisseurs intéressés et veille à ce que les deux parties trouvent leur intérêt. Le premier terrain géré dans le cadre de ce dispositif est une zone minière de Vanua Levu[993] dont une compagnie à capitaux chinoise va exploiter la bauxite. Une véritable révolution est en cours, mettant fin à un privilège considérable des chefs : depuis le 1er janvier 2011, les revenus des rentes foncières sont distribués à égalité entre tous les membres de la communauté propriétaire (*yavusa*, *mataqali* ou *iTokatoka*) afin de renforcer le pouvoir économique individuel. Chacun, chef ou roturier, reçoit la même part de la rente versée par le locataire :

> *From 1st January 2011, all lease monies collected through the leasing of native titled land by the Native Land Trust Board and through the Land Use Decree shall be distributed equally amongst all the members of the respective landowning unit. In other words, there will be no distinction made between chiefs and commoners. If you are a member of the landowning unit, you will get an equal share as all the other members of your Yavusa, Mataqali or iTokatoka.*[994]

Les Fidji sont encore en quête d'identité : faute de métissage significatif, les deux communautés principales se côtoient, généralement avec respect et sans violence, mais elles ne se sont pas mêlées. Elles étudient et travaillent ensemble, elles échangent et commercent, mais les interactions sociales ne franchissent pas la barrière du mariage :

---

[992] Formule d'Alain BABADZAN. Voir notamment Le spectacle de la culture : *globalisation et traditionalismes en Océanie* (2009).

[993] Il s'agit de Nawailevu et Natuvu, dans la province de Bua. L'investisseur chinois a créé une entreprise, *Aurum Explorations (Fiji) Limited*, à laquelle le gouvernement garantit qu'elle pourra exploiter le terrain. Les propriétaires sont assurés de tirer le meilleur profit de la mise en exploitation. Voir le *Fiji Times* du 8 janvier 2011. Plus généralement, on lira avec intérêt les informations du site Internet du *Ministry of Lands and Mineral Resources* : www.lands.gov.fj.

[994] Extrait du message du Nouvel an du Premier ministre (www.fiji.gov.fj).

« *integrated by day but separated by night* »[995]. Le gouvernement du *Commodore* a fait de l'identité commune et de l'intégration sociale une priorité pour « *develop a common identity and build a cohesive society* » en insistant sur les valeurs et les intérêts communs : « *We need to focus on our common shared values and interest and adopt a common national identity. There is a need for us to move away from the idea of strongly identifying ourselves by ethnicity*. »[996] Le gouvernement s'emploie à accélérer l'intégration : il exige que les nouveaux enseignants soient formés dans les trois langues officielles : l'anglais, le fidjien et l'hindi et qu'ils puissent les enseigner. Les documents d'information destinés au public les plus importants sont aussi établis dans les trois langues. C'est un enjeu majeur car,

> sans une meilleure répartition des pouvoirs publics entre les représentants des deux communautés culturelles, il n'y a pas à attendre de reprise économique et d'obtention d'un consensus social durable, sauf à penser que les Indo-Fidjiens n'ont de salut que dans la migration massive vers les grandes métropoles anglophones où ils bénéficient, dès à présent, de solides points d'attache[997].

Il n'y a pas d'opposition marquée : une vaste majorité de la population semble accepter les réformes entreprises, par adhésion ou par résignation[998]. Il n'y a aucun mouvement fort d'opposition au régime, et l'argument selon lequel la répression, la menace ou la censure les empêchent n'est pas crédible. Même en rappelant tous les réservistes, l'armée ne pourrait contenir un soulèvement : elle ne dispose ni des effectifs ni de l'armement nécessaires, surtout dans un archipel aussi vaste. Le régime a des opposants déterminés et très actifs, mais ils ne parviennent pas à mobiliser. L'information circule, les gens se déplacent beaucoup, téléphonent énormément, ont couramment accès à l'Internet : les réseaux sociaux sont fréquentés depuis longtemps, en particulier par les expatriés et leurs proches. Des manifestations ont été organisées dans les métropoles du Pacifique, où les Fidjiens vivent par dizaines de milliers : elles n'ont jamais rassemblé que quelques dizaines de personnes. En janvier 2011, lorsque la Tunisie se soulève contre le régime du président Ben Ali, certains détracteurs du *Commodore* appellent le peuple fidjien à faire le

---

[995] Pour paraphraser la formule de *Sir* William Arthur Lewis, le prix Nobel d'économie de 1979, sur la société étatsunienne des années 1960, dans laquelle les Noirs étaient bien intégrés dans les activités diurnes mais retournaient à leurs ghettos la nuit. La comparaison s'arrête là : le mouvement « *Black Power* » s'il était connu de certains leaders nationalistes, n'a eu qu'un impact très limité, nous l'avons vu, sur la politique fidjienne.

[996] Formules employées par le Ministre de l'Education, Filipe Bole et reprises dans un communiqué du gouvernement le 24 janvier 2011 (www.fiji.gov.fj).

[997] Communication personnelle du Professeur Jean-Pierre Doumenge.

[998] Mi-février 2011, lors des funérailles nationales de l'ex-président de la République *Ratu* Josefa Iloilo, dix mille Fidjiens environ se rassemblent pour lui rendre hommage. Les détracteurs du régime militaire soulignent le soutien qu'il a apporté au *Commodore* Bainimarama.

parallèle « *Tunisian president ousted - hope for Fiji*?[999] ». Lorsque les Egyptiens résistent à leur tour, l'appel se fait plus pressant : « *Egypt continues Day of Rage: Fiji should be watching and learning* », et le questionnement encore plus direct : « *Would the people of Fiji ever have the strength to rally as the people in Yemen, Tunisia and Egypt have done?*[1000] ». Le « printemps du monde arabe » est vu par les opposants au régime militaire comme une source d'inspiration pour le people fidjien ; l'exemple égyptien, en particulier, est invoqué, du fait du rôle politique des militaires dans ce pays et de la longue inaction de la population contre le régime, soudainement remplacée par un immense soulèvement populaire : « *So, does Commodore Bainimarama have any reason to quake in his boots, and are there any lessons for Fiji from the Egyptian experience ?*[1001] ». Les réseaux sociaux sont activés, qui appellent à résister et à manifester. Sans concrétisation[1002].

La question fondamentale du rôle de l'armée dans la future société fidjienne est posée par le régime Bainimarama. Au sein du « Conseil pour construire des Fidji meilleures », un groupe de travail est chargé d'y réfléchir. Son mandat[1003] indique expressément que « *the desired future role of the RFMF needs clarification, in the light of national security objectives* » et tout particulièrement que « *the role of the RFMF in a time of national crisis and emergency needs clarification* ». Tout en s'engageant à préciser la place constitutionnelle et légale des militaires (« *clarifying the Constitutional and legal position of the Fiji Military Forces within the framework of laws that govern Fiji* », et à fixer des règles et des sanctions afin d'empêcher qu'ils agissent illégalement, le *National Council for Building a Better Fiji* prend soin d'affirmer le besoin de donner à l'armée les moyens de participer officiellement à la vie politique nationale :

> *In ensuring any reputation for a coup culture is dissipated, there are a number of issues to be considered. They include:*
>
> *- Removing through reform the underlying problems in governance, lessening political tensions and improving the overall living environment in Fiji that led to the coups as a basis for alleviating the risks that future coups might occur;*

---

[999] http://www.coupfourandahalf.com/, 16 janvier 2011

[1000] http://www.coupfourandahalf.com/, 29 janvier 2011.

[1001] La question est posée le 21 février par Jenny HAYWARD-JONES dans un « post » publié sur le « blog » du *Lowy Institute* australien : « *The Interpreter* » : www.lowyinterpreter.org/post/2011/02/21/Does-Egypt-offer-any-lessons-for-Fiji.aspx. Il n'y a évidemment pas de réponse certaine à la question et les situations des deux pays ne sont pas vraiment comparables.

[1002] Sans concrétisation en tout cas au moment où ces lignes sont écrites, fin février 2011. On n'aura pas l'imprudence de tirer de conclusions définitives, surtout au moment où tant de bouleversements inattendus surviennent ailleurs dans le monde.

[1003] Le mandat du groupe de travail fait l'objet de l'annexe 40 : *Role of Fiji's Security forces in national development.*

> *- Clarifying the Constitutional and legal position of the Fiji Military Forces within the framework of laws that govern Fiji;*
>
> *- Providing checks and balances, and sanctions, through the legal and military discipline framework, that ensure that the Military conducts itself at all times in accordance with the laws it operates under, while providing opportunities for it appropriately to put its views before government;*
>
> *- Ensuring the apparatus for national security operates effectively so as to provide appropriate direction and coordination.*
>
> *Fiji needs to have governmental apparatus that ensures the Military is appropriately involved in decision-making related to its national security responsibilities. This process ensures that security governance is democratized and transparent and differences can be ironed out at an early stage.*

Le régime Bainimarama prépare ainsi, au travers d'une législation étendue, un cadre institutionnel dans lequel l'armée aurait une fonction extramilitaire constitutionnalisée. L'État prétorien serait alors durablement confirmé. Il pourrait prendre une forme acceptable, à l'image d'autres régimes dans lesquels les militaires exercent un rôle politique significatif et qui sont plus que tolérés par la communauté internationale.

SOURCES

Pour retracer l'histoire des militaires fidjiens, qui n'a jamais été écrite dans son ensemble dans aucune langue, et tenter de répondre aux questions soulevées par leurs particularités, nous avons étudié les travaux de nombreux chercheurs. Les publications sur les Fidji sont innombrables, surtout en anglais. Le pays passionne des historiens, des anthropologues et ethnologues, des géographes, des linguistes, des juristes, des politologues. La liste des ouvrages et articles utilisés constitue notre bibliographie (voir *infra*).

Nous avons échangé avec certains d'entre eux, en particulier dans des colloques internationaux.

Nous avons consulté des archives et déploré le refus de l'armée fidjienne de me laisser accéder aux siennes (mais nous avons eu la chance qu'elle nous confie certains documents classifiés).

Nous avons lu la presse fidjienne, australienne, néo-zélandaise, étatsunienne.

Nous nous sommes entretenue avec de nombreux militaires fidjiens, en particulier le Général Rabuka et le *Commodore* Bainimarama.

Nous avons questionné des militaires papouasiens, tongiens, australiens, néo-zélandais, français. Ils ont parfois demandé à ne pas être cités, ce qui explique pourquoi la source de certaines informations n'est pas indiquée.

Liste des auteurs des communications personnelles citées :

Général de brigade Mohammed Aziz, chef d'état-major des *RFMF*.

Docteur Marion Bastogi

Docteur Sylvette Boubin-Boyer

Professeur François Doumenge

Professeur Jean-Pierre Doumenge

Général Thierry Durand, représentant militaire français au Timor oriental en 2000.

Professeur Jean Guiart

Jone Kotobalavu, secrétaire du *Fiji Servicemen's After Care Fund*.

Chef de bataillon Lavaux, de l'infanterie alpine.

Lieutenant-colonel Gaëtan Le Hénaff, attaché de défense aux Fidji de 2005 à 2008.

Stéphanie Leclerc-Caffarel

Capitaine Eric Paul, de la Légion étrangère, qui a participé à la MONUIK vers 1990.

Général Sitiveni Rabuka

Commandant Philippe Roger, chancelier du général commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie.

Colonel Jim Sanday, chef d'état-major des RFMF lors du coup d'État de S. Rabuka.

Général Pierre de Saqui de Sannes, commandant de la compagnie blindée du « FrenchBatt » de mai à décembre 1982

Major William Sorby, vétéran du *Fiji Batt* dans la campagne de Malaisie.

Professeur Darrell Tryon

Docteur Morgan Tuimaleali'ifano

Sitographie

(Sélection de site Internet parmi ceux que nous citons)

http://afs.sagepub.com - Site de la revue *Armed Forces and Society.*

http://crosbiew.blogspot.com - « Blog » de l'universitaire Crosbie Walsh : *"Fiji: the way it was, is and can be"*.

http://fijiboardexiles.yuku.com - « Blog » d'opposition au gouvernement Bainimarama.

http://latestfijinews.blogspot. - « Blog » d'opposition au gouvernement Bainimarama.

http://pacific.scoop.co.nz - Site néo-zélandais d'information.

http://paperspast.natlib.govt.nz - Archives de journaux de la Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande .

http://statsfiji.gov.fj - Site du *Fiji Islands Bureau of Statistics*,

http://www.defense.gov - Site du « ministère » étatsunien de la Défense, le *Department of Defense*.

www.abc.net.au. - Site du groupe de presse australien *ABC*.

www.archive.org - Site de documents d'archives : textes officiels, ouvrages numérisés, photographies. Nous y avons lu des documents du gouvernement étatsunien sur les Fidji datant des années 1830 et 1850.

www.cairn.info - Site de publications de revues et d'ouvrages en sciences humaines et sociales.

www.coupfourandahalf.com - « Blog » d'opposition au gouvernement Bainimarama.

www.dtic.mil/dpmo/. - *Prisoners of War and Missing Personnel Office* » du *Department of Defense* des États-Unis.

www.eastwestcenter.org. - Site de l'*East-West Center* d'Hawaii (« *Collaboration, Expertise, Leadership* ») *who promotes better relations and understanding among the people and nations of the United States, Asia and the Apcific through cooperative study, research and dialogue.*

www.europarl.europa.eu - Site du Parlement européen.

www.fiji.gov.fj - Site officiel du gouvernement fidjien.

www.fijigirmit.org - Site consacré à l'histoire des Indo-Fidjiens.

www.fijilive.com - Site fidjien d'actualités

www.fijime.com - Site Internet officiel du tourisme fidjien.

www.fijipeoplescharter.com.fj/ - Site du *National Council for Building a Better Fiji : « Moving Forward Together to Build a Better Fiji ».*

www.fijitimes.com - Site du quotidien *Fiji Times*.

www.flp.org.fj/history.htm - Site du *Fiji Labour Party*.

www.forumsec.org - Site du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique.

www.lands.gov.fj - Site du Ministry of Lands and Mineral Resources.

www.life.com - Site du magazine étatsunien *Life*.

www.lowyinterpreter.org - « Blog » du *Lowy Institute for International Policy* de Canberra.

www.matavuvale.com - « *Fiji's Family Network* », « Blog » d'opposition au gouvernement Bainimarama.

www.mbhsob.com - Site des anciens élèves du lycée des frères maristes de Suva (*Marist Brothers' High School Old Boys)*.

www.museumvictoria.museum/fiji/index.aspx - « *Fiji's Treasured Culture. Highlighting the collections of Museum Victoria & the Fiji Museum* ».

www.nikolaymarinov.com - "Nikolay Marinov Research, Elections and Democracy Promotion, the Future of the Coup d'Etat, International Relations" site de N. Marinov, Professeur de Science politique à Yale University.

www.nltb.com.fj/ - Site du *Native Lands Trust Board*.

www.nonaligned.org - Site du Mouvement des Non Alignés.

www.nytimes.com - Site du *New York Times*.

www.operationspaix.net/ - Site du Réseau francophone sur les opérations de paix (Université de Montréal).

www.paclii.org - Site du *Pacific Islands Legal Information Institute* de l'*University of the South Pacific School of Law*.

www.parliament.gov.fj - Site du Parlement des Fidji : comptes-rendus de séance, historique, etc.

www.ramsi.org - Site officiel de la *Regional Assistance Mission to Solomon Islands*.

www.rfmf.mil.fj - Site des *Republic of Fiji Military Forces*.

www.thecommonwealth.org - Site du Commonwealth.

www.un.org/democracyfund/ - Site du Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (*United Nations Democracy Fund*, ou *UNDEF).*

www.usni.org - Site de l'*U.S. Naval Insitute* (*independnet forum for those who dare to read, think, speak and write in order to advance the professional, literary and scientific understanding of sea power and other issues critical to national defense*) où l'on peut lire de nombreux articles sur la Guerre du Pacifique.

BIBLIOGRAPHIE

ABDEL-MALEK, Anouar. 1962. *Égypte, société militaire*. Paris, Éditions du Seuil.

AKRAM-LOHDI, A. Haroon. 2000. *Confronting Fiji futures*. Canberra, Asia Pacific Press, Asia Pacific School of Economics and Management, Australian National University.

ALAIN. 1945. *Les aventures du cœur*. Paris, P. Hartmann.

ALI, Ahmed. 1980. *Plantation to politics: studies on Fiji Indians*. Suva, University of the South Pacific.

ANTHONY, Ian. 1990. *The naval arms trade*. Oxford, Oxford University Press.

ARNO, Andrew. 1993. *The world of talk on a Fijian island: an ethnography of law and communicative causation*. Westport, Greenwood Publishing Group.

BABADZAN, Alain. 2009. *Le spectacle de la culture: globalisation et traditionalismes en Océanie*. Paris, L'Harmattan.

BAILY, Leslie. 1945. *Travellers' tales: a series of BBC programmes broadcast throughout the world, people and places overseas seem through the eyes of travellers*. Sydney, Allen & Unwin.

BARÉ, Jean-François. 1987. *Tahiti, les temps et les pouvoirs: pour une anthropologie historique du Tahiti post-européen*. Paris, Éditions de l'ORSTOM.

BARR, Kevin J. 1998. *Blessed are the rich: praise the lord : an examination of new religious groups in Fiji today*. Suva, Fiji Council of Churches.

———. 2007. *Thinking about democracy today*. Suva, Ecumenical Centre for Research Education and Advocacy.

BARR, Kevin J. et al. 1990. *Poverty in Fiji*. Suva, The Fiji Forum for Justice, Peace, ands the Integrity of Creation.

BASTOGI, Marion. 2008. *Le gouvernement pluraliste en Nouvelle-Calédonie et aux Fidji*. Nouméa, SCEREN-CDP Nouvelle-Calédonie.

BAVADRA, Timoci Uluivuda, et ‘Atu BAIN. 1990. *Bavadra, prime minister, statesman, man of the people: selection of speeches and writings, 1985-1989*. Nadi, Sunrise Press.

BELLAMY, Alex J., Paul WILLIAMS, et Stuart GRIFFIN. 2009. *Understanding Peacekeeping*. Cambridge, Polity Press.

BELLWOOD, Peter S. et al. 1995. *The Austronesians: historical and comparative perspectives*. Canberra, ANU E Press.

BENNETT, Judith A. 2009. *Natives and exotics: World War II and environment in the southern Pacific*. Honolulu, University of Hawaii Press.

BLIGH, William, et Edward CHRISTIAN. 2001. *The Bounty mutiny*. Londres, Penguin Books.

BLOCH, Marc. 1946. *L'étrange défaite: témoignage écrit en 1940*. Paris, Société des Éditions Franc-tireur.

BOUBIN-BOYER, Sylvette. 2003. *De la première guerre mondiale en Océanie: les guerres de tous les Calédoniens, 1914-1919*. Lille, Presses universitaires du Septentrion.

———. 2008. *Révoltes, conflits et guerres mondiales en Nouvelle-Calédonie et dans sa région*. Paris, L'Harmattan.

BOYD, Carl, et Akihiko YOSHIDA. 2002. *The Japanese submarine force and World War II*. Annapolis, Naval Institute Press.

BOZDEMIR, Melvüt. 2005. *La marche turque vers l'Europe*. Paris, Karthala Editions.

BREEN, Bob, 2001. *Giving peace a chance: Operation Lagoon, Bougainville, 1994 : a case of military action and diplomacy*. Canberra, Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University.

———. 2008. *Struggling for Self Reliance: Four Case Studies of Australian Regional Force Projection in the Late 1980s and the 1990s*. Canberra, ANU E Press.

BREWSTER, Adolph Brewster. 1907. *In the time of King Thakombau*. Londres, Robert Hale Brown.

———. 1922. *The Hill Tribes of Fiji*. London, Seeley, Service & co. limited.

———. 1937. *King of the Cannibal Isles. A tale of early life and adventure in the Fiji Islands. [With plates, including portraits, and a map.]*. Londres, R. Hale & Company.

BROOKES, Jean Ingram. 1972. *International rivalry in the Pacific islands, 1800-1875*. New-York, Russell & Russell.

BROWN, Judith Margaret, et William Roger LOUIS. 1999. *The Oxford history of the British Empire: The twentieth century*. Oxford, Oxford University Press.

BROWN, Stanley. 1973. *Men from under the sky: the arrival of Westerners in Fiji*. Londres, C. E. Tuttle Co.

BULLICK, Lucie. 1999. *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIX^e^ et XX^e^ siècles*. Paris, Publications de la Sorbonne.

BUTLER, James, et John Holland ROSE. 1967. *The Empire-Commonwealth, 1870-1919*. Cambridge, Cambridge University Press.

CALDER, Alex, Jonathan LAMB, et Bridget ORR. 1999. *Voyages and beaches: Pacific encounters, 1769-1840*. Honolulu, University of Hawaii Press.

CALLAHAN, James Morton. 1901. *American Relations in the Pacific and the Far East, 1784-1900*. New-York, John Hopkins Press.

CAMPBELL, Ian Christopher. 1998. *"Gone native" in Polynesia: captivity narratives and experiences from the South Pacific*. Westport, Greenwood Publishing Group.

CAMPBELL, Ian Christopher, et Jean-Paul LATOUCHE. 2001. *Les insulaires du Pacifique : histoire et situation politique*. Paris, Presses universitaires de France.

CAPIE, David H. 2003. *Under the gun: the small arms challenge in the Pacific*. Victoria University Press.

CARY, William S. 1987. *Wrecked on the Feejees*. Ye Galleon Press.

CASTILLO, Monique. 2008. *Le pouvoir: puissance et sens*. Michalon.

CAZAUMAYOU, Sophie. 2007. Objets d'Océanie : Regards sur le marché de l'art primitive en France.Paris, L'Harmattan.

CHAN, Stephen. 2003. *Robert Mugabe: a life of power and violence*. I.B.Tauris.

CHANT, Christopher. 1986. *The encyclopedia of codenames of World War II*. Londres, Routledge.

CHARPENTIER, Jean. 1982. "Pratique française du droit international - 1982." *Annuaire français de droit international* 28(1): 1017-1116.

CHESNEAUX, Jean. 1987. *Transpacifiques: observations et considérations diverses sur les terres et archipels du grand océan*. La Découverte.

CHEVALLIER, Jacques. 1999. *L'Etat de droit*. Montchrestien.

CLARK, Geoffrey Richard, et Atholl ANDERSON. 2009. *The early prehistory of Fiji*. Canberra, ANU E Press.

CLEZIO, Jean-Marie Gustave Le. 2006. *Raga*. Seuil.

CLUNIE, Fergus, et Kolinio MOCE. 2003. *Fijian weapons & warfare*. Suva, Fiji Museum.

COATES, John. 1992. *Suppressing insurgency: an analysis of the Malayan Emergency, 1948-1954*. Westview Press.

CONIEZ, Hugo. 2008. *Écrire la démocratie: de la publicité des débats parlementaires*. Paris, L'Harmattan.

COOK, James, et John Cawte BEAGLEHOLE. 1974. *The journals of Captain James Cook on his voyages of discovery*. Hakluyt Society.

———.*A voyage to the Pacific Ocean: undertaken by the command of his Majesty, for making discoveries in the northern hemisphere, and performed under the direction of Captains Cook, Clerke, and Gore, in his Majesty's ships the Resolution and Discovery, in the years 1776, 1777, 1778, 1779, 1780*. 1784. S.A. Cumberlege.

COURBAGE, Youssef. 1997. *Anciennes et nouvelles minorités*. John Libbey Eurotext.

COURMONT, Barthélémy. 2009. *Chine, la grande séduction: Essai sur le soft power chinois*. Choiseul.

COUTAU-BEGARIE, Hervé. 1987. *Géostratégie du Pacifique*. Paris, Economica.

COWMAN, Ian. 1996. *Dominion or decline: Anglo-American naval relations on the Pacific, 1937-1941*. Berg Publishers.

CRETTON, Viviane. 2007. *Négocier le conflit à Fidji: "cérémonies du pardon" et enjeux du coup d'état de 2000*. Paris, L'Harmattan.

CROCOMBE, Ron G. 1995. *The Pacific Islands and the USA*. Institute of Pacific Studies, Suva, University of the South Pacific.

———. 1976. *The Pacific way: an emerging identity*. Nadi, Lotu Pasifika.

———. 2001. *The South Pacific*. Suva, University of the South Pacific.

CROSS, J. P. 1992. *Jungle warfare, experiences and encounters*. Londres, English Book Depot.

DAVIDSON, James Wightman, et Deryck SCARR. 1970. *Pacific Islands portraits*. Australian National University Press.

DAVIDSON, James Wightman, et Oskar Hermann Khristian SPATE. 1975. *Peter Dillon of Vanikoro: Chevalier of the South Seas*. Oxford University Press.

DEAN, Eddie, et Stan RITOVA. 1988. *Rabuka: no other way*. Doubleday.

DECKKER, Paul de, et Jean Yves FABERON. 2003. *L'État pluriculturel et les droits aux différences: colloque organisé à Nouméa du 3 au 5 juillet 2002*. Bruylant.

DECKKER, Paul de, et Laurence KUNTZ. 1998. *La bataille de la coutume et ses enjeux pour le Pacifique Sud*. Paris, L'Harmattan.

DECKKER, Paul de, et Pierre-Yves TOULLELAN. 1990. *La France et le Pacifique*. Société française d'histoire d'outre-mer.

DENOON, Donald et al. 2004. *The Cambridge History of the Pacific Islanders*. Cambridge University Press.

DERRICK, Ronald Albert. 1950. *A history of Fiji*. Government Press.

DILLON, Peter. 1830. *Voyage aux îles de la mer du Sud, en 1827 et 1828, et relation de la découverte du sort de La Pérouse* ... Chez Pillet aîné.

DODWELL, Henry. 1929. *The Cambridge history of the British Empire*. CUP Archive.

DONNELLY, T.A., M. QUANCHI, et G.J.A. KERR. 1994. *Fiji in the Pacific*. The Jacaranda Press.

DOUMENGE, François. 1966. *L'homme dans le Pacifique Sud*. Musée de l'Homme.

DOUMENGE, François et al. 1990. *Géopolitique du Pacifique Sud*. Centre de recherches sur les espaces tropicaux de l'Université de Bordeaux III.

DULUCQ, Sophie, Jean-François KLEIN, et Benjamin STORA. 2008. *Les mots de la colonisation*. Presses Université du Mirail.

DUPONCHEL, Auguste. 1845. *Nouvelle bibliothèque des voyages anciens et modernes, contenant la relation complète ou analysée des voyages de Christoph Colomb, Fernand Cortez, Pizarre, Anson, Byrou, Bougainville, Cook ...: Ouvrage illustré de 100 magnifiques planches* ... Comptoir des Imprimeurs-Unis, Comon & Cie.

DURUTALO, Simione. 1985. *Internal colonialism and unequal regional development: the case of western Viti Levu, Fiji*. University of South Pacific.

DUMONT D'URVILLE, Jules-Sébastien-César. 1832. *Voyage de la corvette l'Astrolabe exécuté par ordre du roi: pendant les années 1826-1827-1828-1829*. J. Tastu.

———., Jules-Sébastien-César. 1842. *Voyage au Pole Sud et dans l'Océanie sur les corvettes l'Astrolabe et la Zélée / Histoire du Voyage: exécuté par ordre du roi pendant les années 1837, 1838, 1839, 1840, sous le commandement de M. J. Dumont d'Urville, Capitaine de vaisseau*. Gide.

EDWARDS, Edward, George HAMILTON (surgeon), et Basil THOMSON. 1915. *Voyage of H. M. S. 'Pandora' despatched to arrest the mutineers of the 'Bounty' in the South Seas, 1790-91*. F. Edwards.

FABERON, Jean-Yves, et Armand HAGE. 2010. *Mondes océaniens: Etudes en l'honneur de Paul de Deckker*. Paris, L'Harmattan.

FAINARU, Steve. 2009. *Big Boy Rules: America's Mercenaries Fighting in Iraq*. Da Capo Press.

FAIVRE, Jean-Paul. 1967. "~~The Journal of Pacific History~~, vol. 1, 1966." *Journal de la Société des océanistes* 23(23): 157.

FARNSWORTH, Henry Weston. 1913. *The log of a would-be war correspondent*. Dodd, Mead.

———. 1916. *Letters of Henry Weston Farnsworth*. Private print.

FIELD, Michael, Tupeni BABA, et Unaisi NABOBO-BABA. 2005. *Speight of violence: inside Fiji's 2000 coup*. Pandanus Books.

FINER, Samuel, et Jay STANLEY. 2002. *The man on horseback: the role of the military in politics*. Transaction Publishers.

FIRTH, Stewart, et Jon FRAENKEL. 2009. *The 2006 military takeover in Fiji: the coup to end all coups?* ANU E Press.

FIRTH, Stewart, Daryl TARTE. 2001. *Twentieth century Fiji*. USP Solutions, Suva, University of the South Pacific.

FORBES, Litton. 1875. *Two Years in Fiji*. Longmans, Green and Co.

FRAENKEL, Jon, et Stewart FIRTH. 2007. *From election to coup in Fiji: the 2006 campaign and its aftermath*. ANU E Press.

FRANCE, Peter. 1969. *The charter of the land: custom and colonization in Fiji*. Oxford University Press.

FROST, Richard. 1992. *Enigmatic proconsul: Sir Philip Mitchell and the twilight of empire*. The Radcliffe Press.

FULLER, Graham E. et al. 1996. *Algeria: the next fundamentalist state?* Rand.

FURNAS, Joseph Chamberlain. 1948. *Anatomy of paradise: Hawaii and the islands of the South Seas*. W. Sloane Associates.

GARDNER KING, Agnes. 1921. *Islands Far Away; Fijian Pictures with Pen and Brush*. Sifton, Praed and Co.

GARRETT, John. 1982. *To live among the stars: Christian origins in Oceania*. Suva, University of the South Pacific.

GARRETT, John. 1997. *Where nets were cast: Christianity in Oceania since World War II*. Suva, University of the South Pacific.

GATTY, Ronald. 2009. *Fijian-English dictionary: with notes on Fijian culture and natural history*. R. Gatty.

GILLION, Kenneth L. 1962. *Fiji's Indian migrants: a history to the end of indenture in 1920*. Oxford University Press.

———. 1977. *The Fiji Indians: challenge to European dominance, 1920-1946*. Australian National University Press.

GIRARD, Charles. 2009. *Lettres reçues d'Océanie par l'administration générale des pères maristes pendan: 9 volumes*. Karthala.

GLADSTONE, W. E., et H. C. G. MATTHEW. 1990. *The Gladstone Diaries: With Cabinet Minutes and Prime-Ministerial Correspondence Volume X: January 1881-June 1883*. Oxford University Press.

GLADSTONE, William Ewart, et Baron Arthur HAMILTON-GORDON STANMORE. 1961. *Gladstone-Gordon correspondence, 1851-1896: selections from the private correspondence of a British Prime Minister and a colonial Governor*. American Philosophical Society.

GODELIER, Maurice, et Michel PANOFF. 1998. *La production du corps: approches anthropologiques et historiques*. Archives contemporaines.

GOUTTMAN, Rodney. 1996. *Bondi in the Sinai: Australia, the MFO and the politics of participation*. University Press of America.

GRAVELLE, Kim. 1988. *Fiji's times: history of Fiji*. Fiji Times.

GRIFFIN, James, Hank NELSON, et Stewart FIRTH. 1979. *Papua New Guinea: a political history*. Heinemann Educational Australia.

GUBB, Matthew. 1988. *The Australian military response to the Fiji coup, an assessment*. Strategic and Defence Studies Centre, the Research School of Pacific Studies, the Australian National University.

GUILLIEN, Raymond et al. 2007. *Lexique des termes juridiques*. Dalloz.

GUILLOU, Jean. 2000. *Peter Dillon, capitaine des mers du Sud: le découvreur des restes de La Pérouse*. Editions de l'Etrave.

GUIOT, Hélène. 1997. *Waka et construction navale*.

HALAPUA, Winston. 2010. *The Role of Militarism in the Politics of Fiji*. VDM Verlag.

———. 2003. *Tradition, lotu, and militarism in Fiji*. Fiji Institute of Applied Studies.

HAMID, Ahmad Faiz Abdul. 2005. *Malaysia and South-South cooperation during Mahathir's era: determining factors and implications*. Pelanduk Publications.

HAMILTON, Catherine. 1983. *Fiji, the garden isles*. Bateman.

HASSNER, Pierre, Roland MARCHAL. 2003. *Guerres et sociétés: états et violence après la Guerre Froide*. KARTHALA Editions.

HAVINDEN, Michael ASHLEY, et David MEREDITH. 1996. *Colonialism and development: Britain and its tropical colonies, 1850-1960*. Londres, Routledge.

HAYES, Kevin J. 2007. *The Cambridge introduction to Herman Melville*. Cambridge University Press.

HEGARTY, David,. 1943. *Libya and the South Pacific*. Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University.

HEMPENSTALL, Peter J., et Noel RUTHERFORD. 1984. *Protest and dissent in the colonial Pacific*. Suva, University of the South Pacific.

HENDERSON, Michael. 2003. *Forgiveness: breaking the chain of hate*. Arnica Publishing, Inc.

HENNINGHAM, Stephen. 1992. *France and the South Pacific: a contemporary history*. University of Hawaii Press.

HERVOUET, Gérard. 1991. *Asie-Pacifique: les nouveaux espaces de coopération et de conflits*. Presses de l'Université de Laval.

HOCART, Arthur Maurice. 1933. *The progress of man: a short survey of his evolution, his customs and his works*. Methuen & co., ltd.

———. 1936. *Kings and councillors: an essay in the comparative anatomy of human society*. Printing office P. Barbey.

———. 1929. *Lau islands, Fiji*. Bernice P. Bishop Museum.

———. 1935. *Les progrès de l'homme*. Payot.

———. 1954. *Social origins*. Watts.

———. 1952. *The northern states of Fiji*. Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland.

———. 1968. *Caste, a comparative study*. Russell & Russell.

HORNE, Gerald. 2007. *The white Pacific: U.S. imperialism and Black slavery in the South Seas after the Civil War*. University of Hawaii Press.

HOUZIAUX, Alain. 1998. *Le citoyen, les pouvoirs et Dieu*. Editions Olivetan.

HOWE, Kerry Ross. 1984. *Where the waves fall: a new South Sea Islands history from first settlement to colonial rule*. George Allen & Unwin.

HOWLETT, Robert A. 1948. *The history of the Fiji military forces, 1939-1945: compiled from official records and diaries*. Published by the Crown Agents for the Colonies on behalf of the Government of Fiji.

HUETZ DE LEMPS, Christian, et Olivier SEVIN. 2008. *L'Asie-Pacifique des crises et des violences*. Presses Paris Sorbonne.

HUFFER, Elise. 1993. *Grands hommes et petites îles: la politique extérieure de Fidji, de Tonga, et du Vanuatu*. ORSTOM

———. 1998. *Fidji ou la "Pacific way": une histoire contemporaine du rôle de Fidji dans la région océanienne, 1970-1992*. Centre de documentation pédagogique Nouvelle-Calédonie.

HULME, Peter, et Russell Mcdougall. 2007. *Writing, travel, and empire: in the margins of anthropology*. I.B.Tauris.

HUNTINGTON, Samuel P. 1959. *The soldier and the state: the theory and politics of civil-military relations*. Belknap Press of Harvard University Press.

JACKSON, Ashley. 2006. *The British Empire and the Second World War*. Continuum International Publishing Group.

JANOWITZ, Morris. 1960. *The Professionel Soldier: A Social and Political Portrait*. The Free Press.

JOLLY, Margaret, Serge TCHERKÉZOFF, et Darrell T. TRYON. 2009. *Oceanic encounters: exchange, desire, violence*. ANU E Press.

JOYAU, Marc et Emmanuel-Pie GUISELIN. 2010. *Etats et Constitutions du Pacifique Sud*. New Zealand Association for Comparative Law.

KAUFMANN, Eric P. 2004. *Rethinking ethnicity: majority groups and dominant minorities*. Londres, Routledge.

KAVANAMUR, David, Charles YALA, et Quinton CLEMENTS. 2003. *Building a nation in Papua New Guinea: views of the post-independence generation*. Pandanus Books.

KEAY, Douglas. 1991. *Elizabeth II: portrait of a monarch*. Century.

KELLY, John Dunham, et Martha KAPLAN. 2001. *Represented communities: Fiji and world decolonization*. University of Chicago Press.

KELSEY, Jane. 2008. *Serving whose interests?: the political economy of trade in services agreements*. Londres, Taylor & Francis.

KENNEDY, Greg. 2008. *Imperial defence: the old world order 1856-1956*. Londres, Routledge.

KHAN, Chantelle A., et Kevin J. BARR. 2003. *Christianity, poverty and wealth at the start of the 21st century: Fiji country case study*. Suva, Ecumenical Centre for Research Education and Advocacy (ECREA).

KIKAU, Eci. 1981. *The Wisdom of Fiji*. Suva, Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific.

KIRK, Allan Robert. 1997. *Fiji: apartheid in paradise*. Wellington, Capital Letters.

KISTE, Robert C., et Brij V. Lal. 2004. *Pacific places, Pacific histories: essays in honor of Robert C. Kiste*. Honolulu, University of Hawaii Press.

KOSHERI, Mahfouz El. 1972. *Socialisme et pouvoir en egypte: par madame el kosheri mahfouz. Pref. de maurice duverger. Introd. de boutros boutros ghali*. Paris, Librairie Generale de Droit et de Jurisprudence.

KÜCHLER, Susanne, et Graeme WERE. 2005. *The art of clothing: a Pacific experience*. Londres, Routledge.

LACOUTURE, Jean, et Simonne LACOUTURE. 1956. *L'Égypte en mouvement*. Paris, Éditions du Seuil.

LAL, Brij V. 1988. *Power and prejudice: the making of the Fiji crisis*. Wellington, New Zealand Institute of International Affairs.

———. 1992. *Pacific Islands history: journeys and transformations*.Canberra, Australian National University.

———. 1997. *A vision for change: AD patel and the politics of Fiji*. Suva, National Centre for Development Studies.

———.1998. *Another way: the politics of constitutional reform in post-coup Fiji*. Canberra, NCDS, Asia Pacific Press, Asia Pacific School of Economics and Management, Australian National University.

———. 2000. *Fiji before the storm: elections and the politics of development*. Canberra, Asia Pacific Press at the Australian National University.

———. 2000. *Chalo Jahaji: on a journey through indenture in Fiji*. Canberra, Division of Pacific and Asian History, Australian National University and Fiji Museum.

———. 2001. *Mr Tulsi's store: a Fijian journey*. Canberra, Pandanus Books.

———. 2004. *Girmitiyas: the origins of the Fiji Indians*. Suva, Fiji Institute of Applied Studies.

———. 2004. *Bittersweet: the Indo-Fijian experience*. Canberra, Pandanus Books.

———. 2006. *Islands of turmoil: elections and politics in Fiji*. Canberra, Asia Pacific Press.

———.2006. *Fiji: British documents on the end of Empire*. Londres, University of London: Institute of Commonwealth Studies. The Stationery Office.

LAL, Brij V. et al. 1992. *Broken waves: a history of the Fiji Islands in the twentieth century*. Honolulu, University of Hawaii Press.

LAL, Brij V., Peter REEVES, et Rajesh RAI. 2006. *The encyclopedia of the Indian diaspora*. Honolulu, University of Hawaii Press.

LAL, Brij V., et Tomasi R. VAKATORA. 1997a. *Fiji and the world*. Suva, School of Social and Economic Development, University of the South Pacific.

LAL, Victor. 1990. *Fiji: coups in paradise : race, politics, and military intervention*. Londres, Zed Books.

LAMB, Jonathan, Vanessa SMITH, et Nicholas THOMAS. 2000. *Exploration & exchange: a South Seas anthology, 1680-1900*. Chicago, University of Chicago Press.

LANE, Jan-Erik. 2008. *Comparative politics: the principal-agent perspective*. Londres, Routledge.

LAUX, Claire. 2000. *Les théocraties missionnaires en Polynésie (Tahiti, Hawaii, Cook, Tonga, Gambier, Wallis et Futuna) au XIXe siècle: Des cités de Dieu dans les Mers du Sud?* Paris, L'Harmattan.

LAUX, Claire, François-Joseph RUGGIU et Pierre SINGARAVELOU (dir.). 2009. *Au sommet de l'empire: les élites européennes dans les colonies (XVIe-XXe siècle)*. Bruxelles, Peter Lang.

LAWSON, Stephanie. 1991. *The failure of democratic politics in Fiji*. Oxford, Oxford University Press.

———. 1992. *Regime change as regime maintenance: the military versus democracy in Fiji*. Canberra, Dept. of Political and Social Change, Research School of Pacific Studies, Australian National University.

———. 1996. *Tradition versus democracy in the South Pacific: Fiji, Tonga, and Western Samoa*. Cambridge, Cambridge University Press.

LEBOT, Vincent, Mark MERLIN, et Lamont LINDSTROM. 1997. *Kava--the Pacific elixir: the definitive guide to its ethnobotany, history, and chemistry*. Londres, Inner Traditions / Bear & Company.

LECKIE, Jacqueline. 1997. *To labour with the state: the Fiji Public Service Association*. Wellington, University of Otago Press.

LELIEVRE, Mathieu. 1866. *L'Apôtre des cannibales, vie de John Hunt, missionnaire aux îles Fidji... par Matth. Lelièvre,...* G. Bridel.

LIAVA'A, Christine. 2009. *Qaravi na'i tavi. They did their duty*. Auckland, Polygraphia.

LINZ, Juan José, et Alfred C. STEPAN. 1996. *Problems of democratic transition and consolidation: southern Europe, South America, and post-communist Europe*. JHU Press.

LOCKERBY, William. 1925. *The journal of William Lockerby, sandalwood trader in the Fijian Islands during the years 1808-1809: with an introduction & other papers connected with the earliest European visitors to the Islands*. Londres, Printed for the Hakluyt Society.

LONDON, Jack. 1912. *A son of the sun*. Doubleday, Page.

LOON, Hendrik Willem Van. 1940. *The story of the Pacific*. Harcourt, Brace and company.

LOWRY, Robert. 2006. *Fortress Fiji: holding the line in the Pacific War, 1939-1945*. Robert Lowry.

LYONS, Paul. 2006. *American Pacificism: Oceania in the U.S. imagination*. Londres, Taylor & Francis.

MACARTHUR, Douglas, et Charles Andrew WILLOUGHBY. 1966. *The campaigns of MacArthur in the Pacific*. Washington, U.S. Gov. Print. Off.

MACNAUGHT, Timothy John. 1982. *The Fijian colonial experience: a study of the neotraditional order under British colonial rule prior to World War II*. Canberra, Australian National University.

MADDEN, Frederick. 2000. *The end of empire: dependencies since 1948. Pt. 1, , The West Indies, British Honduras, Hong Kong, Fiji, Cyprus, Gibralter, and the Falklands*. Westport, Greenwood Publishing Group.

MAHFOUZ, Afaf el Kosheri. 1972. *Socialisme et pouvoir en Egypte.* Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.

MALTE-BRUN, Conrad. 1831. *Traité élémentaire de géographie: contenant un abrégé méthodique de Précis de la géographie universelle en huit volumes ... précédé d'une introduction historique, et suivi d'un aperçu de la géographie ancienne, sacrée et profane*. Aimé-André.

MARTIN, John. 1817. *An account of the natives of the Tonga Islands, in the South Pacific Ocean: With an original grammar and vocabulary of their language*. Printed for the author, and sold by John Murray.

MATTHEW, Henry Colin GRAY. 1997. *Gladstone 1809-1898*. Oxford, Clarendon Press.

MAUDE, Henry Evans. 1964. “Beachcombers and Castaways”, in *Journal of the Polynesian Society*, 73 (3).

———. 1968. *Of islands and men: studies in Pacific history*. Oxford, Oxford University Press.

MAY, Ronald James. 2001. *State and society in Papua New Guinea: the first twenty-five years*. Canberra, ANU E Press.

MAY, Ronald James, et Viberto SELOCHAN. 2004. *The Military and Democracy in Asia and the Pacific*. Canberra, ANU E Press.

MCARTHUR, Norma. 1967. *Island populations of the Pacific*. Canberra, Australian National University Press.

MCGARRY, John, et Brendan O'LEARY. 1993. *The Politics of ethnic conflict regulation: case studies of protracted ethnic conflicts*. Londres, Routledge.

MCGIBBON, Ian C., et Paul GOLDSTONE. 2000. *The Oxford companion to New Zealand military history*. Oxford, Oxford University Press.

MCGRATH, John J. 2006. *Boots on the ground: troop density in contingency operations*. Suva, Government Printing Office.

MELVILLE, Herman. 1850. *Omoo: a narrative of adventures in the south seas.* Londres, John Murray.

MILES, John Arthur Reginald. 1997. *Infectious diseases: colonising the Pacific?* Otago, University of Otago Press.

MILLAR, Thomas Bruce. 1967. *The Commonwealth and the United Nations*. Sydney, Sydney U.P.

MILLER, Harry. 1954. *The Communist menace in Malaya*. Santa Barbara, Praeger.

MIRABEAU, Honoré Gabriel Riquetti de. 1788. *De la monarchie prussienne: sous Frédéric le Grand; avec un appendice contenant des recherches sur la situation actuelle des principales contrées de l'Allemagne*..

MIYAZAKI, Hirokazu. 2007. *The Method of Hope: Anthropology, Philosophy, and Fijian Knowledge*. Stanford, Stanford University Press.

MONIOT BEAUMONT, René. 2008. *Histoire de la littérature maritime*. La Rochelle, La Découvrance.

MONNERAT, Mélie. 2005. *L'acajou aux Îles Fidji: un arbre ethnique, politique et économique*. Université de Laval.

MRGUDOVIC, Nathalie. 2008. *La France dans le Pacifique Sud: les enjeux de la puissance*. Paris, L'Harmattan.

MUNRO, Doug, et Brij V. LAL. 2006. *Texts and contexts: reflections in Pacific Islands historiography*. Honolulu, University of Hawaii Press.

MURRAY, John Thomas. 2007. *The minnows of Triton: policing, politics, crime and corruption in the South Pacific Islands*. J.T. Murray.

NABOBO-BABA, Unaisi. 2006. *Knowing and learning: an indigenous Fijian approach*. Suva, University of the South Pacific.

NAIDU, Vijay. 1980. *The violence of indenture in Fiji*. Suva, School of Social and Economic Development, University of the South Pacific.

NANDAN, Kavita Ivy. 2004. *Stolen worlds: Fijiindian fragments*. Canberra, Ivy Press International.

NARSEY, Wadan. 1989. *The performance of the Fiji manufacturing sector: 1973-1985*. Suva, University of the South Pacific.

NAWADRA, Tevita R. 1995. *Ai matai Malaya: 1st Battalion, Fiji Infantry Regiment, Far-East Land Forces, 1952-1956*. History & Archives Unit, Republic of Fiji Military Forces.

NAYACAKALOU, R. R. 1975. *Leadership in Fiji*. Oxford, Oxford University Press.

NEWBURY, Colin. 2010. *Patronage and Politics in the Victorian Empire: The Personal Governance of Sir Arthur Hamilton Gordon (Lord Stanmore)*. Londres, Cambria Press.

NICOLE, Robert. 2009. *Disturbing history: resistance in early colonial Fiji 1874-1914*. Honolulu, University of Hawai'i Press.

NORTON, Robert Edward. 1977. *Race and politics in Fiji*. St Lucia, University of Queensland Press.

O'HANLON, Michael E. 2003. *Expanding global military capacity for humanitarian intervention*. Washington, Brookings Institution Press.

OLIVER, Douglas L. 1989a. *Oceania: the native cultures of Australia and the Pacific Islands*. Honolulu, University of Hawaii Press.

———. 1989b. *The Pacific Islands*. Honolulu, University of Hawaii Press.

PARRY, Jonathan Philip. 2007. *Benjamin Disraeli*. Oxford, Oxford University Press.

POMERANCE, Michla. 1982. *Self-determination in law and practice: the new doctrine in the United Nations*. Boston, Martinus Nijhoff Publishers.

PONS, Frédéric. 2009. *Opérations extérieures: Les volontaires du 8e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009*. Paris, Presses De La Cite.

PRASAD, Rajendra. 2004. *Tears in paradise: a personal and historical journey, 1879-2004*. Auckland, Glade Publishers.

PRETES, Michael. 2008. *Coup: Reflections on the Political Crisis in Fiji*. Canberra, ANU E Press.

PUGH, Michael Charles. 1989. *The ANZUS crisis, nuclear visiting and deterrence*. Cambridge, Cambridge University Press.

QUANCHI, Max, et John ROBSON. 2005. *Historical dictionary of the discovery and exploration of the Pacific islands*. Londres, Scarecrow Press.

RABUKA, Sitiveni Ligamamada. *The Fiji Islands in transition: a personal reflection*. Canberra, Centre for the Contemporary Pacific, Research School of Pacific & Asian Studies, Australian National University.

RALSTON, Caroline. 1978. *Grass huts and warehouses: Pacific beach communities of the nineteenth century*. Honolulu, University of Hawaii Press.

RATUVA, Steven. 1999. *Ethnic politics, communalism and affirmative action in Fiji: a critical and comparative study*. University of Sussex.

———. 2002. *Participation for peace: a study of inter-ethnic and inter-religious perception in Fiji*. Suva, Ecumenical Centre for Research, Education and Advocacy.

RAVUVU, Asesela. 1988a. *Development or dependence: the pattern of change in a Fijian village*. Suva, University of the South Pacific.

———. 1988b. *Fijians at war*. Suva, Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific.

RAZOUX, Pierre. 2008. *Tsahal: nouvelle histoire de l'armée israélienne*. Paris, Perrin.

REED, Alexander Wyclif, et Alice Inez HAMES. 1967. *Myths and legends of Fiji and Rotuma*. Wellington, Reed.

REGNAULT, Jean-Marc. 2003. *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique, 1981-1988: mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*. Paris, Les Indes savantes.

RICCI, James Herman de. 1875. *Fiji: our new province in the South Seas*. Londres, E. Stanford.

RICHARDS, Jonathan. 2008. *The secret war: a true history of Queensland's native police*. St Lucia, University of Queensland Press.

RIGO, Bernard. 1997. *Lieux-dits d'un malentendu culturel: analyse anthropologique et philosophique du discours occidental sur l'altérité polynésienne*. Papeete, Au vent des îles.

———. 2004. *Altérité polynésienne, ou, Les métamorphoses de l'espace-temps*. Paris, CNRS.

ROBERTSON, Robert Thomas, et William M. Sutherland. 2001. *Government by the gun: the unfinished business of Fiji's 2000 coup*. Leichhardt (NSW) Pluto Press.

ROBERTSON, Robert Thomas, et Akosita TAMANISAU. 1988. *Fiji: shattered coups*. Leichhardt (NSW), Pluto Press in association with the Australian Council for Overseas Aid and the Fiji Independent News Service.

ROBBIE, David. 1989. *Blood on their banner: nationalist struggles in the South Pacific*. Londres, Zed Books.

ROSS, Robert. 2008. *Clothing: a global history: or, The Imperialists' new clothes*. Cambridge, Polity Press.

ROTHSCHILD, Arthur de. 1880. *Histoire de la poste aux lettres et du timbre-poste depuis leurs origines jusqu'à nos jours*. Paris, Calmann Lévy.

ROUTLEDGE, David. 1985. *Matanitū: the struggle for power in early Fiji*. Suva, Institute of Pacific Studies in association with the Fiji Centre Extension Services, University of the South Pacific.

———. 1994. *The Fiji and New Caledonia journals of Mary Wallis, 1851-1853*. Suva, University of the South Pacific.

ROUX, Dominique de. 2000. *Gamal Abdel Nasser*. Paris, L'âge d'homme.

RYLE, Jacqueline. 2010. *My God, My Land: Interwoven Paths of Christianity and Tradition in Fiji*. Farnham, Ashgate Publishing, Ltd.

SAHLINS, Marshall David. 1976. "Notes on the multiple structures of history and praxis in Moala." *Journal de la Société des océanistes* 32(50): 7-29

———.1978. *Culture and practical reason*. Chicago, University of Chicago Press.

———. 1985. *Islands of history*. Chicago, University of Chicago Press.

———. 2000. *Culture in practice: selected essays*. Cambridge, Zone Books.

———. 2004. *Apologies to Thucydides: understanding history as culture and vice versa*. Chicago, University of Chicago Press.

SAKAMOTO, Yoshikazu. 1988. *Asia, militarization & regional conflict*. New-York, United Nations University Press.

SAMSON, Jane. 1998. *Imperial benevolence: making British authority in the Pacific Islands*. Honolulu, University of Hawaii Press.

SANDAY, Jim. 1989. *The military in Fiji: historical development and future role*. Canberra, Research School of Pacific Studies, Australian National University.

———. 1998. *UN peacekeeping, UNIFIL and the Fijian experience*. Canberra, Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University.

SANDLER, Stanley. 2001. *World War II in the Pacific: an encyclopedia*. Taylor & Francis.

SCARR, Deryck. 1978. *More Pacific Islands portraits*. Australian National University Press.

———. 1980. *Ratu Sukuna: soldier, statesman, man of two worlds*. Macmillan Education for the Ratu Sir Lala Sukuna Biography Committee.

———. 1984. *Fiji: a short history*. Allen & Unwin.

———. 1988. *Fiji: politics of illusion, the military coups in Fiji*. NSWU Press.

———. 2008. *Tuimacilai: a life of Ratu Sir Kamisese Mara*. Crawford House Pub.

SCHOLEFIELD, Guy Hardy. 1920. *The Pacific: its past and future, and the policy of the great powers from the eighteenth century*. Scribner.

SCURR, John. 1982. *The Malayan Campaign 1948-60*. Osprey Publishing.

SELLERS, Mortimer N. S. 1996. *The New world order: sovereignty, human rights, and the self-determination of peoples*. Berg Publishers.

SELOCHAN, Viberto. 1991. *The Military, the state, and development in Asia and the Pacific*. Westview Press.

SHARPHAM, John. 2000. *Rabuka of Fiji: the authorised biography of Major-General Sitiveni Rabuka*. Central Queensland University Press.

SHINEBERG, Dorothy. 1971. *Guns and men in Melanesia*. Oxford University Press.

———. 1981. *Ils étaient venus chercher du santal: étude sur le trafic du bois de santal en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides de 1830 à 1865*. Société d'études historiques de la Nouvelle-Calédonie.

SIERS, James. 1979. *Fiji in colour*. Millwood Press.

SNOW, Philip. 1997. *The years of hope: Cambridge, colonial administration in the South Seas and cricket*. The Radcliffe Press.

SORENSON, David S., et Pia Christina Wood. 2005. *The politics of peacekeeping in the post-cold war era*. Taylor & Francis.

SPURWAY, John. 2001. *Ma'afu: the making of the Tui Lau*. Australian National University.

SREENIVASAN, T. P. 2008. *Words, words, words: adventures in diplomacy*. Pearson Education India.

STANLEY, David. 1985. *Finding Fiji*. David Stanley.

STANMORE, Baron Arthur Hamilton-Gordon. 1879. *Letters and notes written during the disturbances in the highlands (known as the "Devil County") of Viti Levu, Fiji, 1876*. Privately printed by R. and R. Clark.

STEWART, H. 2002. *The New Zealand Division, 1916-1919: A Popular History Based on Official Records*. Naval & Military Press, The.

SUKUNA, Sir Lala, et Deryck SCARR. 1983. *Fiji: the three-legged stool : selected writings of Ratu Sir Lala Sukuna*. Published by Macmillan Education for the Ratu Sir Lala Sukuna Biography Committee.

SUTHERLAND, William M. 1992. *Beyond the politics of race: an alternative history of Fiji to 1992*. Dept. of Political and Social Change, Research School of Pacific Studies, Australian National University.

SUTTON, Barbara, Sandra MORGEN, et Julie NOVKOV. 2008. *Security disarmed: critical perspectives on gender, race, and militarization*. Rutgers University Press.

TANGYE, Derek. 1944. *One king: a survey of the dominions and colonies of the British empire*. G. G. Harrap & co. ltd.

TARTE, Daryl. 1993. *Turaga: the life and times and chiefly authority of Ratu Sir Penaia Ganilau, G.C.M.G., K.C.V.O., K.B.E., D.S.O., K.St.J., E.D. in Fiji*. Fiji Times.

TAVOLA, Helen. 1991. *Secondary education in Fiji: a key to the future*. Suva, University of the South Pacific.

TCHERKEZOFF, Serge. 2008. *Polynésie, Mélanésie: l'invention française des "races" et des régions de l'Océanie, XVI^{e}-XX^{e} siècles*. Au vent des îles.

TERTRAIS, Bruno. 2010. *La guerre*. Presses Universitaires de France - PUF.

THOMAS, Lowell. 2008. *The Sea Devil - The Story of Count Felix Von Luckner, the German War Raider*. READ BOOKS.

THOMAS, Nicholas. 1991. *Entangled objects: exchange, material culture, and colonialism in the Pacific*. Harvard University Press.

THOMSON, Basil, Bolton Glanvill CORNEY, et James STEWART. 1908. *The Fijians: a study of the decay of custom*. W. Heinemann.

THOMSON, Peter. 1999. *Kava in the blood*. Tandem Press.

TODD, Alpheus. 2006. *Parliamentary government in the British colonies*. The Lawbook Exchange, Ltd.

TOMLINSON, Matt. 2009. *In God's image: the metaculture of Fijian Christianity*. University of California Press.

TROLLOPE, Anthony. 1978. *The tireless traveler: twenty letters to the Liverpool Mercury*. University of California Press.

TRYON, Darrell T., et Jean-Michel CHARPENTIER. 2004. *Pacific pidgins and creoles: origins, growth and development*. Walter de Gruyter.

TUIMALEALI'IFANO, Morgan A. 1990. *Samoans in Fiji: migration, identity and communication*. Institute of Pacific Studies, Fiji, Tonga and Western Samoa Extension Centres, Suva, University of the South Pacific.

ÜNSALDI, Levent. 2005. *Le militaire et la politique en Turquie*. Paris, L'Harmattan.

USHER, L. G. 1987. *Mainly about Fiji: selected writings, broadcasts, and speeches, 1930-1987*. L. Usher.

VAKATORA, Tomasi R. 1988. *From the mangrove swamps*. Institute of Pacific Studies, Suva, University of the South Pacific.

———. 1997. *Traditional culture and modern politics*. Australian National University, Research School of Pacific and Asian Studies.

VEITAYAKI, Joeli, 1995. *Fisheries development in Fiji: the quest for sustainability*. Suva, University of the South Pacific.

VERNES, Théodore. 1867. *Catalogue de l'Exposition universelle de 1867 à Paris, Section des Missions protestantes évangéliques.*

VINDEX (pseudo). 1873. *Fiji: its political aspect; from 1870--1873*. Printed and published by G.L. Griffiths.

WALLIS, Mary Davis. 1851. *Life in Feejee: or, Five years among the cannibals*. W. Heath.

WALSH, Crosbie. 2006. *Fiji: An Encyclopedic Atlas*. Suva, University of the South Pacific

WARD, R. Gerard. 1965. *Land use and population in Fiji: a geographicical study*. Her Majesty Stationery Office.

———. 1972. *Man in the Pacific Islands: essays on geographical change in the Pacific Islands*. Oxford, Clarendon Press.

WATERHOUSE, Joseph. 1866. *The king and people of Fiji*. University of Hawai□i Press.

WHITE, Geoffrey Miles, et Lamont LINDSTROM. 1997. *Chiefs today: traditional Pacific leadership and the postcolonial state*. Stanford University Press.

———. 1989. *The Pacific theater: island representations of World War II*. Honolulu, University of Hawaii Press.

WHITWORTH, Sandra. 2004. *Men, militarism, and UN peacekeeping: a gendered analysis*. Lynne Rienner Publishers.

WILKES, Charles. 1851. *Narrative of the United States exploring expedition ... 1838-1842*. Putnam.

WILLIAMS, Nat, Margaret DENT. 2005. *National treasures from Australia's great libraries*. Canberra, National Library of Australia.

WILLIAMS, Thomas, et James CALVERT. 1859. *Fiji and the Fijians*. Londres, D. Appleton and Company.

James WILSON. 1799. *A missionary voyage to the southern Pacific Ocean, 1796-1798*. Praeger.

WITTERSHEIM, Éric. 2006. *Des sociétés dans l'état: anthropologie et situtations postcoloniales en Mélanésie*. La Courneuve, Aux lieux d'être.

WRIGHT, Arthur Alban. 1929. *Fiji: the colony of Fiji, 1874-1929*. Suva, Fiji, J.J. McHugh, Govt. Printer.

WURM, Stephen Adolphe, Peter Mühlhäusler, et Darrell T. Tryon. 1996. *Atlas of languages of intercultural communication in the Pacific, Asia and the Americas*. Berlin, Walter de Gruyter.

TABLE DES MATIERES

Carte des Fidji dans le Pacifique 5
Carte générale des Fidji 5
Carte des 14 provinces et des 4 divisions des Fidji 7

NTRODUCTION GENERALE. L'EXCEPTION FIDJIENNE 13

PREMIERE PARTIE. HISTOIRE DES MILITAIRES FIDJIENS JUSQU'EN 1987 : DES GUERRIERS ET SOLDATS AU SERVICE DE L'ESTABLISHMENT 28

CHAPITRE PREMIER. LES GUERRIERS DES TEMPS PRECOLONIAUX 30

SECTION 1 : LES COMBATTANTS DES CHEFS 30
1. L'organisation sociale et politique 31
2. L'usage du « coup d'État » 35
3. Le rôle des guerriers 36
4. Les armes : art de la guerre et art de l'objet 38

SECTION 2 : L'INFLUENCE DES OCCIDENTAUX SUR LES GUERRES 44
1. Les premiers contacts 44
2. Les *beachcombers*, santaliers et autres *traders* 49
3. Les missionnaires 55
4. Les diplomates 58

SECTION 3. LE « ROI » CAKOBAU ET SON ARMÉE 61
1. Seru Cakobau, « *Tui Viti* » 61
2. Le concurrent : le Tongien Ma'afu 64
3. L'« armée royale » de Cakobau. 65
4. La cession des Fidji à la Grande-Bretagne 66

CONCLUSION DU CHAPITRE. LES GUERRIERS, PUISSANT INSTRUMENT DE POUVOIR 73

CHAPITRE 2. LES SOLDATS DE LA COLONIE 75

SECTION 1 : LES FIDJI DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 77
1. La participation à l'effort de guerre 78
2. Les « *Fiji Contingents* » 79
3. La *Fiji Defence Force* 81
4. *Ratu* Sukuna, le légionnaire 82
5. Le *Labour Corps* 84
6. La capture du Comte Von Luckner 85
7. Une voix divergente : Apolosi Nawai 86
8. Les Indiens des Fidji et la Guerre 88

SECTION 2 : LES FIDJI DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE 89
1. La montée en puissance de la *Fiji Defence Force* 90
2. La présence américaine 93
3. Les Fidjiens sur les théâtres extérieurs 96

4. Un héros de l'Empire : Sefanaia Sukanaivalu, « *VC* »..... 97
5. Les Indo-Fidjiens et la guerre (bis) 99
6. Les conséquences de l'engagement des Fidjiens 100

SECTION 3. LES FIDJI DANS LA CAMPAGNE DE MALAISIE (1952-1956) 101
1. Le contexte de l'intervention..... 101
2. Le *Fiji Battalion* 102
3. L'identification par certains leaders fidjiens des Chinois de Malaisie aux Indiens des Fidji, une comparaison pertinente ?..... 104

CONCLUSION DU CHAPITRE. LES SOLDATS DE L'EMPIRE, DIGNES HÉRITIERS DES GUERRIERS 106

CHAPITRE 3 : L'ARMEE DES FIDJI INDEPENDANTES, 1970-1987 108

SECTION 1. LA CRÉATION DES ROYAL FIJI MILITARY FORCES 109
1. La question des forces armées dans la préparation de l'indépendance 109
2. Les Fidji en 1970..... 112
3. Les missions des *RFMF* dans les premières années de souveraineté..... 114
4. Les Indo-Fidjiens et l'uniforme..... 117

SECTION 2. LES RFMF ET LES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX 118
1. Les *RFMF* au Liban avec l'ONU..... 118
2. Les *RFMF* au Sinaï 120
3. Les *RFMF* dans les autres missions multinationales..... 123

SECTION 3. LA PLACE DES RFMF DANS LES FIDJI DE RATU MARA 126
1. *Ratu* Mara : la voix du Pacifique et l'inventeur de la *Pacific Way* 127
2. L'intérêt financier de la participation des *RFMF* à des opérations extérieures..... 129
3. Un instrument de politique étrangère..... 131
4. L'engagement militaire, une opportunité pour des milliers de Fidjiens..... 132

CONCLUSION DU CHAPITRE. L'ARMÉE, UN OUTIL EFFICACE DE LA POLITIQUE DE *RATU* MARA. 135

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE. LES ROLES POLITIQUES DES MILITAIRES FIDJIENS JUSQU'EN 1987, CONFORMES AUX PRINCIPES GENERAUX DU DROIT. 137

DEUXIEME PARTIE. LES ANNEES RABUKA : L'APOGEE DU « RATUISME ». 139

CHAPITRE PREMIER. LE CONTEXTE DU COUP D'ÉTAT DU 14 MAI 1987 142

SECTION 1. LES FIDJI EN 1987 143
1. L'organisation constitutionnelle..... 144
2. La place et le rôle des chefs coutumiers..... 145
3. Un nouveau venu dans le paysage politique : le *Fiji Labour Party* 146

SECTION 2 : LES ÉLECTIONS D'AVRIL 1987 148
1. La campagne électorale..... 148
2. Les résultats et la formation du gouvernement 151
3. Les réactions nationales 154
4 Les réactions internationales..... 156

SECTION 3. LES PROTAGONISTES 157
1. Le Docteur Timoci Bavadra 157
2. Les *Ratu* (Ganilau, Mara, Nailatikau) 158
3. Le lieutenant-colonel Sitiveni Ligamamada Rabuka 161

CONCLUSION DU CHAPITRE. TRADITIONS, RELIGION CHRÉTIENNE, RUGBY ET RATUISME 164

CHAPITRE 2. LES COUPS D'ÉTAT DE SITIVENI RABUKA 166

SECTION 1. LE « COUP » DU 14 MAI 1987 167
1. La préparation de l'opération *Kidicala* 168
2. La décision du passage à l'action 170
3. La conduite de l'opération 171

SECTION 2 : LES SUITES DE L'ACTION DE FORCE 173
1. La confusion politique 173
2. Les réactions des militaires 177
3. Les actions du gouvernement renversé 179

SECTION 3 : LE COUP DU 25 SEPTEMBRE 1987 182
1. Le projet de gouvernement d'unité nationale et l'accord de Deuba 183
2. « Rabuka II : le retour » 186
3. L'instauration de la République et le gouvernement militaire 188
4. Un nouveau gouvernement Mara 191
5. Les relations extérieures : des réactions contrastées 194

CONCLUSION DU CHAPITRE : *TURAGA* ET *BATI*, OU RABUKA COMME UNE INCARNATION DU GUERRIER TRADITIONNEL ? 196

CHAPITRE 3. SITIVENI RABUKA, PREMIER MINISTRE. 200
SECTION 1 : LES ÉLECTIONS DE MAI 1992 ET LA TRANSFORMATION DU PUTSCHISTE EN LEADER ÉLU 201

1. Les partis et les candidats : vétérans et nouveaux venus 202
2. La campagne électorale 204
3. Les résultats du scrutin et la formation du gouvernement 205

SECTION 2 : LES POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS RABUKA 207
1. Sur le plan intérieur : reniement et atermoiements 207
2. Les élections de 1994 et les évolutions politiques 209
3. Relations extérieures : la normalisation 210
4. Les relations du Général Rabuka avec la France 214

SECTION 3. LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION : UNE ATTÉNUATION DU NATIONALISME 217
1. L'œuvre de la Commission Reeves 217
2. La Constitution de 1997 219
3. Un problème non résolu : la question foncière 220

CONCLUSION DU CHAPITRE. LE GÉNÉRAL - PREMIER MINISTRE ET SON ARMÉE 221

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE. LE BILAN DES ANNEES RABUKA, 1987-1999 : D'UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE ULTRA-NATIONALISTE A UN ETHNO-CENTRISME TEMPERE 226

TROISIEME PARTIE. LES FIDJI DU *COMMODORE* BAINIMARAMA : UNE CULTURE DU COUP D'ÉTAT ? 229

INTRODUCTION 230

CHAPITRE PREMIER. LE COUP D'ÉTAT DE GEORGE SPEIGHT 232

SECTION 1. LES ÉLECTIONS DE MAI 1999 232
1. Les partis politiques et leurs leaders 233
2. Les résultats des élections et la formation du gouvernement 236
3. La politique du gouvernement Chaudhry (mai 1999-mai 2000) 239

SECTION 2. L'ARMÉE FIDJIENNE DE 1999 241
1. Le *Commodore* Bainimarama, nouveau « *Commander RFMF* » 243
2. Une organisation marquée par les missions de maintien de la paix 245
3. Une institution mélanésienne, chrétienne et traditionnaliste 246

SECTION 3. LE COUP D'ÉTAT DE GEORGE SPEIGHT 247
1. Le préambule : des manifestations nationalistes 247
2. Le déroulement du coup de force 250
3. Les pleins pouvoirs de *Ratu* Mara 256

SECTION 4. LE COUP DANS LE COUP : LE *COMMODORE*, CHEF DE L'ÉTAT 258
1. La mise à l'écart de *Ratu* Mara 258
2. L'exercice du pouvoir par le *Commander RFMF* 260
3. Les négociations avec les putschistes et l'accord de Muanikau 261
4. L'arrestation de George Speight et de son groupe 262

SECTION 5. UNE ARMÉE DIVISÉE 263
1. La mutinerie de Labasa (juillet-août 2000) 264
2. La mutinerie du 2 novembre 2000 265
3. Des failles profondes et visibles 267

CONCLUSION DU CHAPITRE. LE RÔLE DU GÉNÉRAL RABUKA DANS LES ÉVÉNEMENTS DE 1999 ET 2000. 268

CHAPITRE 2. LES GOUVERNEMENTS QARASE 271

SECTION 1. LE GOUVERNEMENT DE 2001 273
1. Les élections d'août 2001 et la reconfiguration du paysage politique 273
2. L'affrontement Qarase/Bainimarama : une situation à la manière turque ? 276
3. Le Livre Blanc de 2005 : une politique de défense contre les militaires 279
4. Des soldats et des mercenaires 283

SECTION 2 : LE GOUVERNEMENT DE 2006 286
1. La suite du conflit entre le Premier ministre et le *Commander RFMF* 286
2. La campagne et le scrutin 288
3. Le gouvernement collégial 289
4. L'affaire Saubulinayau et la remontée des tensions 291

SECTION 3. LE COUP D'ÉTAT DU 5 DÉCEMBRE 2006 : DES « OFFICIERS LIBRES » ? 294
1. La prise du pouvoir, le 5 décembre 2066 294
2. La mise en place du gouvernement Bainimarama 296
3. Les réactions extérieures 297

CONCLUSION DU CHAPITRE. UNE ARMÉE DEVENUE UNE FORCE POLITIQUE D'OPPOSITION 299

CHAPITRE 3. LE *COMMODORE*, CHEF DE GOUVERNEMENT 301

SECTION 1. 2007 - 2008 : DIX-HUIT MOIS DE PROMESSES DÉMOCRATIQUES 303
1. Des élections annoncées pour mars 2009 303
2. Un « Conseil pour des Fidji meilleures » et une « Charte populaire » 304
3. Des doutes sur les évolutions démocratiques 305
4. Une avancée : la rencontre Bainimarama-Qarase 306

SECTION 2. JUILLET 2008 : LE RENIEMENT 307
1. «*No elections next year* » 307
2. La démission de Mahendra Chaudhry 308
3. Une légalisation du régime 309

SECTION 3. 2009 : LA MISE EN PLACE D'UNE DICTATURE ? 310
1. L'abrogation de la Constitution 311
2. les sanctions internationales 312
3. L'impasse 313

CONCLUSION DU CHAPITRE. FRANK BAINIMARAMA : UN PUTSCHISTE VERTUEUX ? 315

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE. LA VOLTE-FACE IDEOLOGIQUE DES MILITAIRES FIDJIENS : DU CONSERVATISME MELANESIEN AU PROGRESSISME PLURICULTUREL. 317

CONCLUSION GENERALE. LES FIDJI, UN ÉTAT PRETORIEN 321

SOURCES 331
Liste des auteurs des communications personnelles citées : 332
Sitographie 333
BIBLIOGRAPHIE 336

INDEX 361

ANNEXES 368
1. Histoire des noms des Fidji et des Fidjiens 424
2. Les langues des Fidji 427
3. L'archéologie aux Fidji 429
4. Les signes identitaires des Fidji 430
4a. *Tabua* 433
4b. *Yaqona* 434
5. L'anthropophagie aux Fidji 436
6. Le santal dans les Fidji du XXI^{e} siècle 437
7. Les descendants de David Whippy 438
8. L'histoire de *Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau* 439
9. *Deed of Cession* (acte de cession des Fidji à la Grande-Bretagne, le 10 octobre 1874). 441
10. Arthur Hamilton Gordon 446
11. Le tourisme aux Fidji 449
12. Le *SS Talune* et la grippe espagnole (1918). 450
13. *Ratu* Sukuna 451
14. La *Viti Company* 453
15a. Carte des avancées japonaises au début de la Guerre du Pacifique. 455
15b. Ronald Tinker 456
16. Le maintien de la paix des Nations Unies. 457
17. Témoignages d'officiers français de la FINUL. 459
18. L'expérience du Liban vue par la presse fidjienne en 2009 461
19. Témoignage d'un officier français de la MFO 463

20. L'expérience du Sinaï vue par la presse fidjienne en 2010. 465
21. *Roll of Honor* 468
22. Fiji Times du vendredi 15 mai 1987 470
22a. Sitiveni Rabuka 471
23. *Military Government Decrees 1987* 473
24. *Sunday Observance Decree, 1987* 474
25. Le gouvernement Rabuka de juin 1992 476
26. Discours de Jacques Toubon, à Paris, le 25 avril 1997 477
27. Immunité des militaires impliqués dans les coups d'Etat de 1987 479
28. Evolution du budget de la défense entre 1979 et 1994 481
29. Evolution de la population des Fidji. 482
30. Biographie officielle du *Commodore* Bainimarama 483
31. Articles du *Fiji Daily Post* du 31 décembre 2000. 485
32. *The Muanikau Accord* (9juillet 2000) 489
33. Communiqué d'*Amnesty International* du 9 novembre 2000 492
34. *Blueprint for the Protection of Fijian & Rotuman rights and interests, and the advancement of their development*. 495
35. Robert Lowry Biographical note 499
36. Hommage du *Native Land Trust Board* à *Ratu* Mara 500
37. *Public Declaration of Military Takeover / Commander RFMF* 502
38. Commander's Intent 2010 505
39. *A Strategic Framework for Change* 506
40. *Role of Fiji's security forces in national development* 511
41. Opération "Quickstep" 516
42. Death is a Price of Blood Money 517
43. Le conflit sécessionniste de Bougainville. 519

INDEX

1

1er Régiment Marocain, 82

A

A Safe and Prosperous Fiji, 280, 281, 282
acajou, 248, 249, 264, 269, 348
Adi Samanunu Cakobau, 262
affirmative action, 136, 193, 277, 349
Ah Koy, 205, 210, 212, 236
Aimable Joséphine, 54, 57
allemands, 91
Alliance Party, 138, 148, 149, 151
Alliés, 62, 91, 93, 95, 112, 184
Américains, 59, 60, 66, 94, 100, 121, 249
Americal Division, 95
ANC, 71, 72, 202, 206
Angleterre, 39, 53, 64, 70, 80, 91, 92, 111, 115, 127, 128, 162, 242, 246, 279
Anyaoku, 269
Argo, 48
Armed Native Constabulary,, 4, 72, 73, 81
armée royale, 65, 66, 67, 71, 73
Australie, 47, 48, 49, 53, 59, 67, 78, 79, 82, 86, 88, 89, 91, 92, 93, 102, 113, 122, 123, 125, 133, 155, 162, 170, 178, 179, 180, 182, 194, 195, 201, 207, 210, 211, 213, 214, 222, 223, 243, 272, 279, 280, 295, 299, 305, 311, 313, 325, 326
Aziz, 11, 73, 280, 281

B

Baba, 148, 153, 172, 180, 237, 256, 275
Bainimarama, 3, 4, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 26, 27, 35, 53, 73, 98, 154, 189, 222, 230, 234, 235, 236, 241, 242, 243, 244, 246, 247, 253, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 266, 270, 271, 272, 276, 277, 278, 279, 280, 286, 287, 290, 291, 292, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 321, 323, 324, 325, 327, 328, 329, 330
Baledrokadroka, 263
Baniwai, 92
bataille de Champagne, 83
Bataillon du Pacifique, 83
bati, 36, 160, 165, 173
Bau, 30, 31, 35, 38, 41, 49, 50, 51, 53, 54, 56, 57, 61, 62, 63, 64, 66, 69, 70, 73, 74, 83, 160, 187, 254, 260
Bavadra, 25, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158, 163, 167, 172, 173, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 196, 197, 202, 203, 323, 326, 337
beachcombers, 21, 31, 49, 52, 53, 54, 55, 66
Beazley, 178
bêche-de-mer, 52, 53, 63
Beddoes, 288, 315
Beightler, 94, 95, 96
Black Power, 140, 328
blackbirding, 25
Blackbirding, 71
Bligh, 15, 46, 47, 86
Bokini, 297
Bole, 155, 188, 192, 209, 211, 217, 273, 328
Bolger, 211
Bose Levu Vakaturaga, 239, 255, 256, 269, 273, 296, 297, 318
Bougainville, 4, 97, 98, 102, 125, 222, 241, 285, 337, 340
Bounty, 46, 47, 48, 337, 340
bowai, 40, 41
Britanniques, 47, 79, 99, 100, 102, 104, 109
British Subjects' Mutual Protection Society, 68
Bruni d'Entrecasteaux, 47
Bua, 49, 52, 53, 55, 61, 63, 64, 190, 198, 327
Bukanau, 262
Buli, 76
Bune, 132, 204, 234, 238, 290, 297
Butadroka, 138, 149, 188, 190, 192, 202, 206, 208, 233, 239, 248

C

Cakobau, 8, 17, 30, 31, 35, 38, 41, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 73, 77, 97, 102, 103, 105, 112, 118, 137, 144, 156, 160, 163, 165, 171, 188, 192, 196, 224, 254, 263, 270, 318
Calais, 85
Calcutta, 71
Cargill, 17, 56
Carnarvon, 69, 72
casse-tête, 35, 36, 37, 39, 40, 42, 43, 69, 73, 171, 185, 196, 281
cession, 23, 25, 31, 32, 40, 60, 61, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73, 76, 84, 101, 145, 195, 270
Chaudhry, 25, 146, 148, 153, 158, 203, 206, 208, 233, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 245, 248, 249, 250, 251, 254, 255, 256, 259, 264, 273, 274, 275, 276, 277, 288, 289, 290, 296, 302, 305, 308, 322

chefs, 31, 34, 69, 158
Chief Justice, 175, 176
Chine, 48, 52, 90, 212, 222, 287, 308, 325, 339
Chirac, 195, 215
Christnacht, 214
Churchill, 97
Cirque *Barnum*, 42
Coalition of Independent Nationalists, 233
Cokanasiga, 98, 277, 278, 303
Colonial Office, 105
Colonial Sugar Refinery, 100
commando, 36, 97, 118
Commendation for Outstanding Services, 97
Commonwealth, 67, 90, 103, 112, 116, 123, 143, 145, 162, 170, 174, 180, 185, 187, 192, 194, 204, 211, 213, 227, 233, 248, 249, 250, 255, 261, 269, 276, 289, 299, 307, 310, 311, 313, 314, 325, 335, 338, 345, 348
communistes, 101, 104, 169
Conservative Alliance Matanitu Vanua, 273, 275
Constabulary, 4, 71, 72, 73, 77, 80, 81, 84, 165
contractors, 283
Cook, 39, 44, 45, 46, 47, 128, 339, 340, 346
Council of Advisers, 176, 177
Counter Revolutionary Warfare Unit, 235, 247, 254, 264, 265, 270
coup d'État, 3, 8, 9, 11, 14, 15, 19, 25, 26, 27, 35, 36, 58, 67, 136, 142, 152, 154, 164, 167, 168, 170, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 185, 186, 187, 190, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 204, 226, 228, 230, 232, 235, 239, 243, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 259, 260, 265, 267, 268, 270, 271, 272, 275, 281, 287, 292, 293, 294, 297, 298, 300, 305, 306, 310, 314, 317, 318, 322, 326
coup d'État, 19, 295, 297, 298
Cour internationale de justice, 195
Cour Suprême, 290, 292
Croix de Guerre, 83
Cross, 17, 56, 79, 102
CSR, 88, 113
culacula, 41

D

Datt, 147, 153, 157, 180, 290
Decree, 189, 190, 191, 209, 262, 314, 327
Deed of Cession, 69, 70
Defence Force, 88, 94, 178, 241
d'Entrecasteaux *Voir* Bruni d'Entrecasteaux
Dillon, 51, 52, 53, 339, 342
doctrine of necessity, 295
Dreketi, 56, 69, 127, 203
Droit de la Mer, 129
Drury, 68
Duff, 48
Dugu, 168, 169, 170, 171, 172, 173
Duke of Edinburgh, 115
Duvuloco, 233

E

Egypte, 13, 14, 80, 294, 295, 347
Elizabeth, 10, 105, 106, 115, 137, 138, 144, 161, 166, 168, 172, 173, 179, 180, 186, 204
Epworth House, 167
essais atomiques, 195
États-Unis, 42, 47, 55, 58, 68, 74, 78, 79, 91, 93, 94, 95, 113, 121, 123, 156, 157, 181, 182, 208, 240, 243, 279, 284, 291, 299, 312, 314

F

Fantan, 93
FDF, 88, 90
Fer de lance *Voir*
Fiji Batt, 103, 104, 105, 106, 119, 120, 121, 122, 132, 162, 332
Fiji belongs to the Fijians, 171
Fiji Defence Force, 4, 80, 81, 84, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96
Fiji Independence Order 1970, 112
Fiji Labour Corps, 92, 94
Fiji Law Society, 297
Fiji Little War, 72
Fiji Medical Association, 158
Fiji Military Forces, 3, 4, 8, 53, 81, 90, 96, 97, 100, 106, 108, 109, 110, 112, 114, 115, 129, 142, 161, 162, 163, 175, 192, 201, 221, 243, 245, 256, 268, 287, 329, 330
Fiji Public Servants' Association, 146
Fiji Public Service Association, 158, 346
Fiji School of Medecine, 157
Fiji Sugar Corporation, 113
Fiji Television, 226
Fiji Volunteer Corps, 72
Fiji Water, 324
Fijian Association Party, 233, 236, 237, 238, 248, 253, 275, 277
Fijian Nationalist Party, 149, 188, 202, 205, 236
FINUL, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 130, 131, 132, 160, 162, 215, 245, 277
First Fiji Contingent, 80
First Meridian Squadron, 264, 265, 266
fleur exotique, 136, 225, 299, 321
Florida, 97
Flosse, 195
FMF, 96, 97, 100, 101
forces impériales, 93
Forum des îles du Pacifique, 126, 222, 289, 298, 299, 303, 305, 307, 308, 309, 310, 312, 313, 334
France, 14, 20, 21, 39, 57, 77, 80, 81, 82, 83, 85, 128, 129, 194, 195, 201, 214, 215, 216, 217, 287, 313, 338, 340, 343, 348, 352

G

Ganilau, 103, 105, 111, 112, 116, 119, 137, 144, 156, 158, 159, 160, 163, 165, 173, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 185, 187, 190, 191, 192, 193, 201, 205, 206, 207, 208, 209, 222, 224, 230, 234, 243, 244, 247, 258, 286, 288, 289, 296, 297, 305, 312, 318, 324, 352
Gates, 272
Général de Gaulle, 197
general voters, 193, 218
George V, 85
Global Risk, 283, 284, 285
Gonelevu, 166, 188, 192, 204
Gordon, 39, 70, 71, 72, 76, 342, 348, 352
Grand Conseil des Chefs, 96, 114, 138, 144, 166, 176, 177, 184, 187, 192, 193, 196, 203, 205, 208, 209, 210, 220, 239, 253, 255, 256, 262, 268, 269, 270, 273, 276, 296, 297, 305, 314

Grande-Bretagne, 10, 23, 32, 40, 59, 61, 66, 67, 68, 70, 73, 77, 79, 82, 84, 91, 99, 101, 110, 113, 123, 149, 180, 187, 188, 250, 270, 276, 325
Groupe mélanésien du Fer de lance, 16, 179, 296
Guadalcanal, 93, 95, 97
Guerre du Pacifique, 92, 93, 98, 108, 125, 127
Guerre froide, 14, 157, 163, 325
guerrier, 8, 39, 43, 44, 54, 57, 73, 107, 160, 165, 196
Gurkhas, 102, 104, 125

H

Halapua, 277
Harcourt, 79, 346
Hawke, 178, 182
Hugues, 288, 296
Hunt and Kill, 103, 104
hydravion, 93

I

île Maurice, 70, 89, 109
Iloilo, 266, 269, 273, 294, 296, 297, 309, 328
Inde, 24, 66, 76, 89, 99, 104, 110, 115, 162, 169, 181, 188, 202, 211, 213
Indirect Rule, 76
Indonésie, 76, 125, 182, 213, 242, 312, 326
Irak, 3, 124, 133, 278, 283, 284, 291, 305, 312, 314
Italie, 85
iTaukei Voir Taukei, Voir Taukei
iTokatoka, 327
iyau, 34

J

Japonais, 93, 95, 97, 98
Jungle Training School, 103

K

Kacisolomone, 189, 192
Kadavu, 34, 45, 48, 93, 279
Kalabu, 262, 263
Kamicamica, 192, 203, 204, 206, 207, 209
kava, 34, 167, 168
Kawaguchi, 93
Keating, 211
kiakavo, 41
Kidicala, 168, 169, 170, 177
King's Rifle, 106
kinikini, 41, 42
Kitchener, 81
Knollys, 71, 72
Kofi Annan, 19, 20
Komaisavia, 92
Konrote, 120, 258
Koro, 94, 95
Korovavala, 246, 288
Koweït, 124, 278
Ku Klux Klan, 68
Kubuabola, 155, 166, 189, 192, 236, 238, 241, 273
Kuini Speed, 203, 233, 237, 241, 253, 275

L

l'*United Peoples' Party*, 288, 289
l'*United States Exploring Expedition*, 55, 56
Labasa, 98, 115, 200, 264, 265, 287
Labour Corps, 84, 85, 96
Labour Party, 146, 148, 152, 158, 163, 179, 186, 202, 203, 206, 233, 234, 236, 237, 238, 273, 275, 288, 289, 334
Laforge, 215
Lakeba, 10, 17, 48, 50, 55, 56, 61, 62, 63, 65, 157, 185, 259, 281, 295
Lapérouse, 53
Lautoka, 92, 115, 152, 157, 167, 198, 200, 209, 272, 274
Légion d'honneur, 53, 162, 195, 215
Leonidas, 71, 170
Levuka, 52, 53, 54, 55, 58, 59, 66, 67, 71, 78, 86, 201, 258
Liban, 3, 11, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 129, 135, 170, 195, 223, 235, 242, 245, 246, 248, 258, 277, 349
Livre Blanc, 74, 279, 281, 282, 283
London Missionary Society, 48, 55
Londres, 25, 34, 39, 59, 60, 68, 70, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 83, 84, 85, 88, 90, 91, 92, 94, 100, 101, 102, 103, 109, 110, 111, 112, 138, 145, 180, 181, 192, 250, 284, 313
lotu, 164, 196, 342
Lowry, 279, 282, 283, 346

M

Ma'afu, 58, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 67, 69
Madraiwiwi, 81, 288, 294, 306
maiden speech, 172
Malaisie, 8, 76, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 111, 112, 119, 127, 160, 182, 213, 223, 224, 234, 243, 249, 262
Malaya Battalion, 101
malumu, 39
mana, 33, 39, 174, 319
Manueli, 115, 137, 163, 193, 206, 209, 211, 222, 223, 227, 242, 244
Mara, 8, 16, 59, 65, 108, 109, 110, 112, 113, 115, 116, 119, 126, 127, 128, 130, 131, 133, 135, 137, 138, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 158, 159, 160, 163, 164, 165, 166, 167, 171, 174, 176, 177, 182, 184, 185, 187, 188, 190, 191, 192, 193, 194, 198, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 214, 218, 219, 222, 224, 227, 234, 236, 237, 238, 243, 244, 248, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 269, 270, 272, 273, 280, 281, 295, 302, 304, 318, 324, 326, 351
maristes, 36, 55, 127, 243, 304, 341
Marseille, 85
massue, 39, 40, 41, 42, 51, 69, 70, 196, 263
Mata ki Bau, 54
Mataivalu, 37, 193, 242
matanigasau, 258
matanitu, 32, 35, 36, 61, 62, 196
mataqali, 32, 36, 108, 117, 221, 240
Matuku, 47, 48
Mawaraka, 97
McKinnon, 256
Médaille militaire, 83
Mélanésie, 16, 26, 32, 34, 39, 81, 128, 212, 270, 352, 354
mercenaires, 65, 241, 283, 284, 285, 286

Méthodiste, 166
Méthodistes, 56, 86
MIRAB economy, 272
Mirabeau, 13
Mitchell, 94, 95, 97, 341
Moce, 46, 47
Momoedonu, 256, 273, 275
Monowai, 93
Mopelia, 85
Mouvement des Non Alignés, 154, 169, 326
Moyen Orient, 119, 163, 169, 178, 235, 245, 283, 291, 317
Muanikau, 91, 261, 262, 266
mutinerie, 46, 264, 265, 267, 274, 277, 287

N

Nadi, 17, 72, 86, 91, 92, 93, 94, 99, 200, 209, 226, 306, 311, 326
Naduruloulou, 88
Nailatikau, 35, 118, 119, 143, 158, 159, 160, 163, 166, 167, 170, 171, 177, 178, 192, 222, 224, 234, 238, 260, 261, 263, 275, 297, 305, 306, 309, 312, 313, 314, 324
Naivalurua, 235, 287
Nandan (Satya), 129
Naselesele, 176
Nasser, 295, 298, 350
Nata, 262, 274
National Federation Party, 137, 146, 147, 148, 149, 158, 181, 188, 202, 203, 207, 233, 236, 275, 288
Nationalist Vanua Tako Lavo, 233, 248
Nations Unies, 15, 18, 113, 115, 118, 120, 121, 123, 124, 125, 128, 129, 132, 133, 135, 143, 157, 170, 181, 195, 208, 223, 238, 240, 245, 255, 278, 284, 292, 293, 298, 303, 312, 314, 335
Native Land Trust Board, 100, 221, 240, 277, 281, 327
Nausori, 88, 91, 200
Nawai, 86, 87
Nayau, 56, 256, 281
Neguib, 295
Nigéria, 76, 194
Nimitz, 93
Niue, 309
Nouvelle-Calédonie, 11, 49, 81, 83, 85, 90, 92, 93, 95, 100, 114, 155, 163, 193, 195, 212, 214, 220, 230, 232, 272, 299, 337, 343, 351
Nouvelle-Zélande, 60, 69, 78, 79, 80, 82, 86, 87, 88, 90, 91, 94, 101, 102, 106, 110, 115, 123, 127, 133, 156, 162, 180, 182, 194, 195, 210, 211, 214, 222, 243, 272, 276, 290, 295, 309, 315, 325, 326, 333
nucléaire, 129, 154, 156, 157
Nukulau, 58, 263, 266

O

Officiers libres, 294, 295
Oneata, 48, 56
ONU, 3, 18, 19, 20, 110, 113, 115, 118, 121, 124, 125, 130, 133, 155, 195, 245, 246, 255, 258, 264, 278, 285, 293, 298, 303, 307, 309, 310, 311, 326
Order of the British Empire, 104, 162, 169
Ouganda, 194
Oxford, 56, 68, 76, 78, 82, 91, 93, 109, 127, 154, 160, 216, 270, 338, 339, 341, 342, 346, 347, 348, 349, 351

P

Pacific Defence Conference, 90
Pacific Democratic Union, 171
Pacific Patrol Boat, 211
Pape, 143, 167, 307
Papouasie-Nouvelle-Guinée, 114, 125, 140, 142, 170, 179, 212, 222, 241, 306, 310, 313
parade de la Victoire, 100
Party of National Unity, 233, 236, 238
Patrie, 135, 323
Pearl Harbour, 92, 93, 95
People's Charter for Change, Peace and Progress, 15, 304, 309
Philippines, 92
Pickering, 53, 55, 58, 59, 189, 192, 233, 234
Polynésie française, 195
Première Guerre mondiale, 8, 10, 77, 86, 88, 95, 99, 194
prétorien, 11, 13, 20, 23, 27, 194, 199, 271, 321, 322, 323, 330
Pritchard, 59, 60

Q

Qarase, 17, 27, 143, 226, 261, 262, 263, 265, 266, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 281, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 298, 300, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 316, 317, 318, 319
QEB, 168
Queen Elizabeth Barracks, 10, 137, 166, 168, 172, 173, 186, 192, 266, 270, 277, 287, 288, 296
Queen Victoria School, 157

R

Rabuka, 3, 4, 8, 9, 11, 13, 14, 17, 22, 26, 35, 36, 106, 120, 124, 137, 152, 154, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 182, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 195, 196, 197, 198, 200, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 218, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 230, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 244, 247, 248, 249, 253, 254, 255, 256, 258, 260, 264, 265, 267, 268, 269, 270, 271, 275, 277, 279, 280, 287, 295, 296, 299, 300, 302, 311, 314, 317, 318, 319, 321, 323, 324, 325, 339, 351
Raduva, 242
Rainbow Warrior, 195
Ratu, 4, 8, 10, 16, 30, 35, 57, 59, 61, 63, 65, 66, 75, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 90, 92, 96, 97, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 118, 119, 121, 126, 127, 128, 130, 131, 133, 135, 137, 138, 140, 142, 143, 144, 145, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 170, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 182, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 198, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 208, 209, 216, 218, 221, 222, 224, 227, 230, 233, 234, 236, 237, 238, 241, 242, 243, 244, 246, 247, 248, 249, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 269, 270, 272, 273, 275, 277, 280, 281, 286, 287, 288, 289, 291, 294, 295, 296, 297, 302, 304, 305,

306, 307, 309, 312, 313, 318, 323, 324, 326, 328, 351, 352
Ratuisme, 8, 140, 164, 165
Reconciliation, Tolerance and Unity Bill, 289
Reddy, 138, 148, 153, 155, 181, 203, 207, 208, 209, 233, 234, 235, 236
Reeves, 217, 218, 219, 226
Regular Force, 115
Republic of Fiji Military Forces, 10, 11, 37, 65, 80, 103, 106, 116, 120, 123, 143, 173, 193, 222, 234, 241, 253, 262, 287, 303, 306, 318, 335, 348
Rewa, 38, 54, 55, 56, 61, 62, 63, 69, 78, 81, 88, 157, 234, 253, 266, 275
RFMF, 8, 73, 81, 98, 104, 106, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 129, 130, 133, 135, 143, 155, 159, 160, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 175, 177, 178, 182, 186, 195, 196, 198, 200, 204, 211, 222, 223, 227, 235, 243, 244, 246, 247, 248, 253, 254, 257, 259, 260, 262, 263, 265, 266, 267, 276, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 286, 287, 291, 292, 294, 295, 299, 300, 302, 314, 317, 324, 329
Rhodésie, 76, 92, 123
Risk Control, 285
RMS Makura, 80
Robinson, 70, 76
Rocard, 195, 214
Roko, 62, 69, 71, 76, 81, 127, 203
Rotuma, 87, 144, 206, 349
Rotumans, 184, 190, 193, 218, 256
Royal Australian Air Force, 103, 178
Royal Field Artillery, 82
Royal Fiji Military Forces, 114
Royaume Uni, 91, 101
rugby, 8, 78, 140, 162, 164, 165, 214, 244, 294

S

Sabre International Security, 285
Salem, 39, 52, 53, 54, 55, 58, 59
samoan, 203
Sanday, 119, 122, 160, 161, 167, 171, 174, 178, 179, 197, 324
santal, 49, 52, 53, 351
Saubulinayau, 291
Savage, 50, 51, 52
Savua, 242, 258, 264, 274
Sayed-Khayum, 297
SDL, 273, 274, 288, 309, *Voir* Soqosoqo Duavata ni Lewenivanua
Seconde Guerre mondiale, 8, 75, 89, 101, 102, 106, 107, 108, 111, 112, 160, 184, 224, 281
Seeadler, 85
Senilagakali, 295, 296
Serua, 157
Sharma, 153, 177
Sigatoka, 171
Sinaï, 3, 53, 120, 121, 122, 124, 162, 169, 186, 223, 235, 242, 243, 245, 291
Singapour, 103, 213
Sixty Elite, 169
SMP, 283, 284, 285
Smythe, 60, 63
sociétés militaires privées, 283, 284, 323
solevu, 34
Solevu, 55
Somosomo, 55, 56, 57
Soqosoqo Duavata ni Lewenivanua, 288, 304
Soqosoqo ni Duavata ni Lewenivanua, 273
sous-marin, 91, 93
Sovereign Democratic Republic of Fiji, 193
Speight, 9, 58, 196, 199, 247, 249, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 269, 273, 274, 275, 277, 287, 293, 295, 317, 318, 341
Stevens, 265, 266, 277
Sukanaivalu, 97, 98, 115, 264, 265
Sukuna, 4, 10, 75, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 90, 96, 100, 101, 103, 105, 106, 108, 126, 127, 135, 162, 185, 194, 216, 221, 351, 352
Sutotu, 98
Suva, 10, 22, 39, 58, 62, 64, 67, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 86, 87, 88, 91, 92, 93, 94, 95, 98, 101, 104, 112, 115, 118, 120, 124, 127, 130, 140, 147, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 161, 164, 166, 169, 170, 171, 176, 177, 180, 181, 185, 194, 195, 196, 200, 201, 209, 211, 212, 213, 214, 222, 223, 235, 238, 239, 240, 243, 244, 245, 246, 248, 251, 254, 256, 258, 259, 262, 263, 264, 265, 274, 275, 277, 280, 284, 287, 292, 294, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 309, 310, 311, 313, 323, 325, 326

T

tabua, 34, 83, 159, 201, 258, 324
Tahiti, 33, 46, 47, 336, 346
Tailevu, 204, 243, 249, 256, 266
Taïwan, 182, 212
Tanoa, 35, 62
Tarakinikini, 253, 262, 266, 278
Tasman, 44
Taufa'ahau, 56, 65
Taukei, 75, 155, 156, 183, 184, 185, 186, 188, 202, 203, 204, 207, 209, 230, 233, 236, 241, 248, 253, 254, 262, 268
Taveuni, 176
Teleni, 222
Templer, 102
Territorial Force, 115, 301
Thomson, 105, 167, 168, 172
Thurston, 68
Tikoinasau, 287
Timor, 46, 47, 125, 245, 255, 268, 332
Tinker, 102
Toganivalu, 81, 192, 222
Tonga, 39, 44, 45, 47, 50, 56, 57, 63, 64, 65, 75, 81, 87, 90, 94, 100, 118, 142, 160, 199, 222, 241, 305, 306, 312, 315, 343, 346, 347, 353
Tonga Defence Forces, 100
tongien, 29, 44, 58, 61, 63, 65, 203, 214, 222, 277, 308
Tora, 87, 104, 155, 189, 198, 202, 206, 241, 248, 255, 275
totokia, 42, 73
traders, 49, 52
Triple Canopy, 285
Tui Cakau, 108, 160, 265
Tui Levuka, 58
Tui Nayau, 38, 55, 64, 65, 108, 126, 127, 256, 258, 260, 280, 324
Tui Tailevu, 81
Tui Viti, 38, 59, 61, 62, 69, 70, 77, 160, 187
Tuivaga, 175
Tunisie, 14, 328

Turaga, 8, 71, 112, 160, 185, 196, 254, 255, 269, 280, 323, 352
Turquie, 20, 242, 276, 322, 353

U

Union européenne, 217, 276, 289, 290, 291, 292, 297, 298, 307, 310

V

Vakatora, 192, 218
vakaturaga, 259
vanua, 30, 36, 61, 62, 108, 140, 164, 193, 196, 248, 265, 323
Vanua Levu, 46, 47, 49, 61, 88, 98, 161, 198, 264, 265, 327
Vatukoula, 157
Veisamasama, 166, 189
Veitata, 155, 171, 188, 192
Veitokani ni Lewanivanua Vakarisito, 233, 234, 238
Veiuto, 154, 262
Verata, 35, 50, 61, 186, 190, 275
vere vaka Bau, 35, 254
Victoria, 39, 60, 67, 68, 69, 70, 98, 127, 135, 152, 161, 174, 196, 334, 338
Victoria Cross, 60, 98
Vieira de Mello, 255, 256
Viseisei, 152, 155, 157, 323
Viti Company, 86, 87
Viti Levu, 29, 46, 47, 48, 55, 61, 64, 66, 71, 73, 88, 94, 138, 147, 157, 171, 185, 198, 202, 232, 243, 261, 302, 340, 352
Viwa, 56
VLV, 233, 236
Volunteer Corps, 68
Volunteer Naval Reserve, 91
Von Luckner, 85, 86, 352
Vosanibola, 288, 290
Vosayaco, 264
Vuiyasawa, 81
Vunibobo, 192, 222, 227
vunikau, 40, 42
Vunivalu, 33, 50, 51, 62, 69, 160, 187, 254

W

Wakaya, 86
Walu Bay, 223
Waqanisau, 242, 278
Westminster, 76, 113, 143, 152
Whippy, 53, 54, 55, 58, 59
White Residents Political Association, 68
Wilkes, 39, 55, 56
Workman, 90

Y

yaqona, 34, 38, 83, 247, 287
Yasawa, 46
yavusa, 32, 36

ANNEXES

Ratu Sir Kamisese Mara

Dr Timoci Bavadra

Lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka

1. Histoire des noms des Fidji et des Fidjiens

Dans son **Traité élémentaire de géographie contenant un abrégé méthodique de précis de la géographie universelle** en huit volumes précédé d'une introduction historique, et suivi d'un aperçu de la géographie ancienne, sacrée et profane, Volume 2, publié en 1831, Conrad MALTE-BRUN emploie déjà le nom Fidji :

> *Au sud de l'archipel Mulgrave on trouve celui qui a reçu le nom d'archipel Viti ou Fidji, et que Tasman, qui le découvrit en 1643, nomma îles du Prince-Guillaume. Paou et Naviheilevou sont les deux plus grandes de cet archipel. La première a 50 lieues de circonférence : elle est célèbre par le bois de Sandal ou de Santal, qu'elle produit en abondance, et que les Européens et les Américains viennent y chercher. Sa population est très-nombreuse. La seconde porte les noms de Fidji, Viti, Ambow ou Bawo. Les autres sont : Myvoulla, Farewell, Middleton, Akatembo, l'île de la Table, celle de la Tortue, et quelques autres. On pourrait regarder comme une dépendance des îles Fidji, Qno, dont les habitans (sic), doux et pacifiques, et vivant de poissons, passent pour assez bons navigateurs. Ceux des îles Fidji ont la réputation d'être anthropophages, et sont plus industrieux que ceux de Tonga, qui les ont subjugués.*

Dans son **Voyage de la corvette l'Astrolabe exécuté par ordre du roi : pendant les années 1826-1827-1828-1829**, Volume 4, publié en 1832, Jules-Sébastien-César DUMONT D'URVILLE explique :

> *L'origine du nom de Fidji est due probablement aux habitans (sic) des îles Tonga qui nomment Vitchi-Lévou la grande Viti, et Vitchi les habitans de tout l'archipel. Quelques-uns même disent assez souvent Fitchi-Lévou, et parmi les Vitiens eux mêmes il en est qui disent aussi Vilchi-Lévou. De Vitchi et Fitcbi, les premiers navigateurs ont fait Fidji. C'est ce qui arriva à plusieurs d'entre nous, qui, prévenus par le nom vulgaire adopté par les géographes, croyaient entendre les Vitiens dire Fidji. En y prêtant quelque attention, il fut facile de se convaincre qu'ils prononçaient Viti bien distinctement; et bientôt tout le monde en demeura d'accord.*

En 2007, le gouvernement Bainimarama a décidé que les citoyens seraient tous « *Fijians* » dans le but de favoriser l'intégration nationale, applique le terme *Fijian* à tout ce qui est fidjien. Les affaires autochtones sont désormais officiellement les *iTaukei Affairs* (la typographie étant *itaukei* ou *iTaukei* selon les textes, y compris lorsque ceux-ci émanent des mêmes sources :

> *The Prime Minister said that the Fijian Affairs (Amendment) Decree 2010 makes consequential changes to the Fijian Affairs Act by renaming the Fijian Affairs Act as itaukei Affairs Act; and amending the Fijian Affairs Act and all subsidiary legislation made under that Act, by deleting the 7ord "Fijian" wherevar it appears and replacing it with the word "itaukei". He sai$ that the Fijian Affairs (Amendment) Decree 2000 also makes consequdntial changes to all written laws (including the titles of any written law) by deleting the word "Fijian" whereter it appearc and beplacing it with the word "itaukei"; and all State documends of any nature whatsoerer, by deleting the word "Fijian" wherever it appears and replacing it uith the word "itaukei".*[1004]

Et encore :

> *The Ministry of Fijian Affairs is now officially known as the Ministry of iTaukei. The Ministry of iTaukei will continue to ensure that the Government will develop, maintain and promote policies that will provide for the continued good governance and welfare of the iTaukei now and into the future. The legal framework within which the Ministry operates remains the same in terms of covering the Itaukei Affairs Act and Regulations, the Native Lands & Fisheries Commission Act, and the Native Lands Act".*[1005]

Les personnes qui ont un père autochtone et une mère d'une autre origine sont assez facilement considérées comme membres de la communauté *itaukei* ; celles qui ont une mère fidjienne mais un père vulagi n'y sont qu'exceptionnellement admises. Ce sujet est souvent évoqué dans la littérature indo-fidjienne. Pour les autres groupes ethniques, le roman autobiographique ***Kava in the Blood***, de Peter Thomson (publié en 1999, réédité et révisé en 2000, puis en 2008) apporte l'éclairage d'un homme au sang « purement » européen. Il se sent totalement fidjien, puisque ses ancêtres sont arrivés dans l'archipel il y a cinq générations, mais reste considéré comme un vulagi. P. Thomson a été haut-fonctionnaire et diplomate depuis 1972. Il a été le *Permanent Secretary* du Gouverneur général Ganilau en 1987, emprisonné par le régime Rabuka, exilé volontaire en Australie pendant une trentaine d'années avant d'être nommé ambassadeur auprès des Nations Unies par le gouvernement Bainimarama. Il raconte comment *Ratu Sir* Penaia Ganilau, qui l'avait choisi comme son collaborateur pendant la crise de 1987, connaissait sa famille et l'avait tenu dans ses bras quand il était petit, pouvait utiliser l'expression « *your country* » pour désigner l'Ecosse des ancêtres de P. Thomson, faisant de lui à tout jamais un vulagi, un étranger, malgré sa naissance fidjienne et celle de plusieurs générations avant lui. Il explique bien comment il y a, depuis longtemps, des relations d'amitié proche, de confiance mutuelle entre individus de différentes origines, mais que cela reste au niveau interpersonnel. Les communautés ne peuvent pas se mêler, du fait, selon lui, que les Fidjiens en tant que peuple constituent une entité homogène qui n'intègre pas d'éléments hétérogènes. Cela n'empêche pas de les accueillir avec chaleur et de lais laisser s'installer,

---

1004 Communiqué du Ministère de l'Information, site internet *Fiji Government Online*, 1er juillet 2010.

1005 Même origine, 30 juillet 2010.

comme des invités bienvenus … à condition qu'ils se comportent comme tels et ne deviennent pas des usurpateurs dominants.
Sur les Indo-Fidjiens et leur culture, voir la thèse de Mohit Manoj Prasad : *Indo-Fijian diasporic bodies : narratives in text, image, popular culture, and the lived everyday in Fiji and Liverpool, Sydney Australia.*

2. Les langues des Fidji

Les méthodistes wesleyens David Cargill et William Cross, établis à Lakeba, dans les îles Lau, ont été les premiers à transcrire une langue fidjienne. Leurs travaux, comme ceux, plus approfondis de leur collègue William Hunt, ont porté sur le dialecte de Bau. Celui-ci, parce qu'il a été celui des premières transcriptions de la Bible, est devenu la langue vernaculaire prééminente, et aujourd'hui l'une des trois langues de communication et d'enseignement des Fidji. La grammaire fidjienne du Révérend Cargill a été rééditée en 1980 (*Bulletin of the Fiji Museum n°6* : *Fijian Grammar Studies II*).

Sur l'importance de l'écriture et de l'imprimerie dans l'essor d'une « langue fidjienne », lire par exemple ***L'apôtre des cannibales: vie de John Hunt, missionnaire aux îles Fidji*** de Matthieu Lelièvre, où il est expliqué : « Après de longues et sérieuses réflexions, les missionnaires se décidèrent à choisir le dialecte qui leur paraissait réunir le mieux les caractères d'une langue fixe et arrêtée, celui qui, par sa nature intime, semblait le mieux destiné à devenir la langue officielle du pays. Une expérience déjà longue leur fit choisir unanimement celui qui se parlait à Mbau (sic) ; deux raisons les décidèrent : les caractères intrinsèques de cet idiome lui assignaient évidemment la priorité au point de vue de la pureté, et, en second lieu, la puissance toujours grandissante de Mbau faisait prévoir le moment où sa suprématie serait incontestée, et déjà les formes de son langage possédaient dans l'archipel une notoriété que n'avaient celles d'aucun autre. »

A ce sujet, voir par exemple « ***Bible Translation Takes Shape*** » un article de Harold Koi dans le F*iji Times* du 9 avril 2010, dans lequel on peut lire :

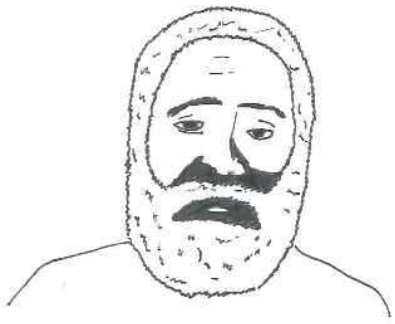
> *Restauration of a lost translation of the Fijian Bible from the original Greek text was now into its second phase. Davuilevu Methodist Theological College's Reverend James Bhagwan said after years of painstaking work, the compilation of the original Fijian translation of the New Testament by missionary Reverend John Hunt was nearing completion […]. "Since 1847, the first Fijian New Testament has been considerably revised, with many textual changes. As a result of these extensive re-visions, Hunt's original Fijian translation, made directly from Greek into Fijian, has been lost to the Fijian people," he said*[1006].

L'éditorial du même numéro du *Fiji Times* est d'ailleurs consacré à ce sujet, preuve de son importance pour la population fidjienne. Sous le titre « *Translation Launch* », on peut lire notamment à propos de John Hunt :

> His missionary abilities were aided in no small measure by Hunt's determination to learn the various Fijian dialects, idiomatic phrases and the

1006 http://www.fijitimes.com/story.aspx?id=144078 consulté le 9 avril 2010.

culture of the people. It was through his vast knowledge of the local culture and languages that Hunt was able to complete the New Testament and begin work on the Old Testament. Unfortunately, Hunt died before completing his work […] Missionaries who took up the translation of the Bible after Hunt's death, used his text but reviewed it extensively, making changes which lead to the loss of depth in portions of scripture. Psalm 121 is a fine example. In the Fijian translation the psalmist says: Au na ta cake kin a ulu-ni-vanua, Sa taka mai kina na noqui vukevuke. This can be literally translated into English as: "I shall look to the hills from where my help comes." But in English versions — translated from the original text the psalmist does not make a statement and instead asks a question: " I lift my eyes to the hills — where does my help come from?" To the casual reader, this may not be important. But given the emphasis placed on Biblical teachings in ordinary Fijian homes, it is important that translations are as accurate as possible. This will help prevent the manipulation of scripture by self-serving clerics. Hopefully, the work of Andrew Thornley, Tauga Vulaono and Reverend Dr Ilaitia Tuwere will address some of the anomalies which exist in the Fijian translation of the Bible. Of course there will be cause for debate on the use of phrases and the methods of translation. This should be taken in the context of any scholarly work which is open to interpretation and discussion. What is most encouraging is the realisation that there is a need to work on existing scripts with the aid of the knowledge left by those like Hunt who had a genuine love for Fiji, God and language. We commend Thornley, Vulaono and Tuwere for their work and urge others to contribute to this country's rich history, language and culture."[1007]



Cakobau Rex

1007 http://www.fijitimes.com/story.aspx?item=leader consulté le 9 avril 2010.

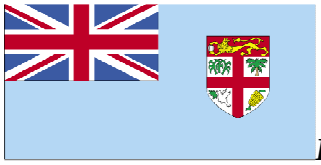
3. L'archéologie aux Fidji

Au-delà des vestiges retrouvés par les archéologues, des traces de ces nombreux villages fortifiées sont visibles dans le paysage fidjien. Depuis quelques années, certaines communautés réaménagent d'anciens sites pour présenter les conditions de vie des temps précoloniaux. Les fortifications et éléments défensifs sont mis en valeur avec fierté. Il s'agit à la fois de développer une forme durable de tourisme et de faire connaître la culture traditionnelle aux visiteurs comme aux jeunes locaux. Les anciennes guerres et les figures des combattants sont évoquées en détails. Le gouvernement soutient ces initiatives par un programme du ministère du Tourisme, le *CBT* (*Community Based Tourism*).

Voir par exemple l'article "*Molituva: ancient ruins offer ray of hope for villagers*", dans le *Fiji Times* du 3 août 2009. « *Entering the ancient ruins of Naikawakawalevu in Tailevu is like walking into a picture of an old village setting in history books.* […] *Originally called Molituva in the days of tribal wars, the area has a lush green environment and hidden relics of what used to be a prehistoric fortified ring ditch where its ancestors sought refuge away from hostile tribes. While those days may be part of history now, the natural village setting has remained to show and tell about the life of the early settlers.* […] *Descendants and villagers of this settlement have kept their dream of turning their historical village into an eco tourism venture.* […] L'accueil du public à Molituva a commencé en janvier 2009. Les touristes sont escortés dans leur visite par des "guerriers".

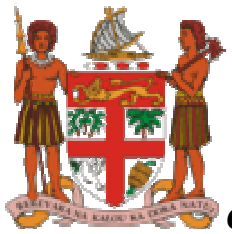
Un autre village fortifié oublié a été découvert en 2010 à l'occasion d'un contrôle de l'état du barrage hydroélectrique de Monasavu, dans le centre de Viti Levu : *A survey by the Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC) has discovered an ancient fortification in the Monasavu dam area. The discovery of the i-taukei ring ditch was made by Senior Adviser Marine Geophysicist at SOPAC Robert Smith while reviewing data on sedimentation in the dam area. Mr Smith began his exploration of the Monasavu Hydro to determine the amount of sedimentation in the lake, as part of a survey that he began in l991. The ring ditch was discovered with the use of state-of-the-art mapping tools. Ring ditches were used for fortification in the warring days of old. Many can be found all over the country and date back hundreds and hundreds of years. The Monasavu ditch has never been discovered or detailed. Mr Smith shared his find during his presentation to participants in the SOPAC/STAR meeting in Nadi recently. Because the lake was never cleared of trees and bush when it was filled, the ring ditch was never discovered. But it is now very much a part of the lakebed sitting under 10 metres of water at Monasavu.* […] (Article « *Ring ditch find* », dans le *Fiji Sun* du 28 octobre 2010).

4. Les signes identitaires des Fidji

 ***Flag:***

The flag of Fiji was adopted on October 10, 1970. The state arms have been slightly modified but the flag has remained the same. It is a defaced sky-blue "Blue Ensign" (the actual Blue Ensign version of the flag is the Government ensign). It has remained unchanged since Fiji was declared a republic in 1987, despite calls from some politicians (such as Opposition Senator Atu Emberson-Bain) for changes.

The current flag is very similar to the colonial ensign used prior to independence, the main differences being the latter used a darker shade of blue and displayed the entire Fijian coat of arms as opposed to just the shield. While some reformists have called for the removal of the Union Flag, seeing it a British colonial emblem, others support its retention for the sake of historical continuity. The flags of other independent countries, such as Australia, New Zealand and Tuvalu retain the Union Flag in their national flags. Some influential Fijians have called for the restoration of the full coat of arms to the flag.

 ***Coat of arms****:*

The Coat of arms of Fiji was granted by Royal Letters Patent on 4th July 1908. It was featured on the colonial ensign and its shield remains on the current flag of Fiji.

The elements which appear in the coat of arms are:

The shield: features English elements of a Cross of St. George surmounted by a lion that has been modified to hold a cocoa pod. The quarters of cross contain sugarcane, a coconut palm, a bunch of bananas and a dove of peace.

The supporters: two Fijian warriors dressed in mulberry bark skirts, one of them holding a lance and the other a pineapple mace, all proper;

The crest: featuring a wreath Argent and Gules as well as a canoe with outrigger all proper.

Motto*: "Rerevaka na Kalou ka Doka na Tui ""Fear God and honour the Queen"*

National Anthem*:"Meda Dau Doka", God Bless Fiji*

Fijian
Meda dau doka ka vinakata na vanua
E ra sa dau tiko kina na savasava
Rawa tu na gauna ni sautu na veilomani

Biu na i tovo tawa savasava
CHORUS:
Me bula ga ko Viti
Ka me toro ga ki liu
Me ra turaga vinaka ko ira na i liuliu
Me ra liutaki na tamata
E na veika vinaka
Me oti kina na i tovo ca
Me da dau doka ka vinakata na vanua
E ra sa dau tiko kina na savasava
Rawa tu na gauna ni sautu na veilomani
Me sa biu na i tovo tawa yaga
Bale ga vei kemuni na cauravou e Viti
Ni yavala me savasava na vanua
Ni kakua ni vosota na dukadukali
Ka me da sa qai biuta vakadua

Translated
Let us show pride and honour our nation
Where righteous people reside
Where prosperity and fellowship may persevere
Abandon deeds that are immoral
CHORUS
Let Fiji live on
And progress onwards
May our leaders be honourable men
Let them lead our people
To great things
And bring an end to all things immoral
Let us show pride and honour our nation
Where righteous people reside
Where prosperity and fellowship may persevere
Abandon deeds that are immoral
The burden of change lie on your shoulders youth of Fiji
Be the strength to cleanse our nation
Be wary and not harbour malice
For we must abandon such sentiments forever

English
Blessing grant oh God of nations on the isles of Fiji
As we stand united under noble banner blue
And we honour and defend the cause of freedom ever
Onward march together
God bless Fiji
CHORUS:
For Fiji, ever Fiji, let our voices ring with pride
For Fiji, ever Fiji, her name hail far and wide,
A land of freedom, hope and glory, to endure what ever befall
May God bless Fiji
Forever more!
Blessing grant oh God of nations on the isles of Fiji
Shores of golden sand and sunshine, happiness and song
Stand united, we of Fiji, fame and glory ever
Onward march together
God bless Fiji.

(D’après le site Internet du gouvernement fidjien : www.gov.fj).

4a. *Tabua*

Le *tabua* reste un objet symbolique majeur des Fidji du XXI[e] siècle, échangé ou offert dans toutes les ceremonies importantes.

Fiji Sun du 17 octobre 2010

Comme tous les objets précieux, il fait l'objet de contrefaçons. Ces faux suscitent l'émoi : "*They forge something which is of immese value to Fijian tradition and culture and that is tantamount to forgery and should be punished in a court of law […] There should be a law against fake tabua and people who make it*" peut-on lire dans le *Fiji Times* du 17 décembre 2010. L'article est illustré par la photographie d'un faux *tabua* :

Fiji Times du 17 décembre 2010

4b. *Yaqona*

La cérémonie de préparation et de partage du yaqona, comme la présentation du tabua, continue de réunir les Fidjiens dans de nombreuses circonsatances formelles. Il est aussi partagé de manière informelle dans de nombreuses occasions.

www.fijilive.com

Les récits anciens n'ont pas manqué de fasciner les lecteurs occidentaux. Celui de Dumont d'Urville a marqué les esprits vers 1840[1008]

> *Enfin arriva le kava qui se prépare à peu près à la mode de Tonga. Un plat en bois est apporté au milieu de l'assemblée, et placé en face du roi. Il est formé d'un seul bloc dans lequel on a taillé toute la pièce, y compris les trois pieds qui le soutiennent ; ensuite, quelques esclaves apportent à Tanoa1009 la racine du Kava. Le roi choisit les morceaux et les fait distribuer à des hommes qu'il désigne et qui sont chargés de le mâcher1010. Ceux-ci, sans doute des chefs puissants, après avoir donné quelques coups de dents, semblent se débarrasser de ce soin à quelques individus qui viennent s'accroupir autour du roi, et tout autour du plat dans lequel ils rejettent la racine de kava, après qu'elle a été mâchée. Ces préparateurs ayant terminé, ils fixent le roi et le silence se rétablit. Celui-ci fait avec la tête, une espèce de signe affirmatif et aussitôt les préparateurs jettent de l'eau dans le plat et y mêlent avec la main la racine mâchée, dont ils retirent ensuite le résidu avec des parquets de filasse fait avec la fibre de coco.*

1008 Voyage au Pôle Sud et dans l'Océanie sur les corvettes l'Astrolabe et la Zélée, Histoire du voyage, 1842, p. 207-210.

1009 Le père de Seru, futur Cakobau.

1010 On ne mâche plus le yaqona aux Fidji aujourd'hui.

Dès lors, le kava semble terminé et prêt à être distribué ; mais l'étiquette exige que le roi s'assure par lui-même que la préparation a été bien faite ; c'est sans doute dans ce but qu'un homme espèce de maître d'hôtel de cette cérémonie sauvage, étend jusqu'aux pieds du roi une corde d'environ deux mètres qui est fixée au plat à kava. Tanoa, en effet qui sans doute trouve la liqueur ainsi préparée trop chargée en kava, donne l'ordre d'y ajouter de l'eau et ensuite il le fait servir. C'est surtout dans cette distribution que règne l'étiquette la plus scrupuleuse. Le roi seul qui préside la cérémonie est appelé à désigner l'ordre dans lequel elle doit avoir lieu. La première coupe est toujours offerte au chef le plus puissant, la deuxième appartient ensuite à celui qui occupe le second rang, soit par sa naissance, soit par sa puissance, et ainsi de suite suivant l'ordre des préséances. Chacun doit attendre avec une patience indicible que son nom sorte enfin de la bouche du despote, et avec quelle grandeur ne doit il pas savourer cette coupe fortunée qui témoigne de son rang.

Le kava une fois préparé, un homme en remplit le coco qu'il tient à la main, et debout, le bras tendu du côté du roi, il attend l'ordre de Tanoa. Alors une espèce de héraut d'armes prononce quelques paroles à haute voix qui doivent être traduite ainsi : « le kava est versé », ce à quoi le roi répond, « donnez le à ... ».

La première coupe fut présentée à un vieil homme qui ne siégeait point au rang des premiers chefs. On m'a dit que c'était une espèce de personnage, un devin semblable au Toui-Tonga de Tonga-Tabou1011, qui ne s'occupe nullement des affaires de ce monde mais qui y jouit d'une immense considération. La seconde fut présentée au roi Tanoa qui se hâta de me la présenter ; mais le lecteur sans doute comprendra facilement toute ma répugnance pour cette boisson, lorsque surtout je venais d'assister à sa préparation. Je m'empressai donc de l'échanger contre un verre de vin que j'avais apporté et Simonet but le kava en mon lieu et place. Comme j'avais expliqué à Tanoa que le vin était le kava des Français, il m'en demanda un verre que je lui versais et qu'il sembla goûter avec plaisir.

1011 Le souverain des Tonga.

5. L'anthropophagie aux Fidji

L'anthropophagie aux Fidji n'est contestée que par une minorité d'auteurs. Les indications de sa réalité sont nombreuses : le vocabulaire qui s'y rapporte est riche, des objets qui y sont relatifs sont exposés au musée de Suva, les faits sont largement relatés jusque dans les manuels scolaires fidjiens (voir, par exemple, ***Fiji in the Pacific***, de T. DONNELLY, M. QUANCHY et G. KERR).

Parmi les témoignages de l'époque des premiers contacts entre les Européens et les insulaires des Fidji, beaucoup sont outranciers, à l'image de Ma***n Eaters and Other Odd People*** (par Maine REID, 1818-1883, prolifique auteur de livres à sensation. Ce texte a été publié en français en 1868 dans la Bibliothèque rose illustrée Hachette sous le titre Peuples étranges).

Plus sérieusement, on peut citer de nombreuses lettres de missionnaires. Ainsi, Charles-Eugène Mathieu, le premier Français à résider aux Fidji, écrit à son frère en 1853 qu'il n'y « a point pour eux de joie ni de gloire comparable à celle [de] tuer et de dévorer leurs ennemis » (**Lettres reçues d'Océanie par l'administration générale des pères maristes pendant le généralat de Jean-Claude Colin**. Edition critique. Claude GIRARD., S.M., volume 9, Paris et Rome, 2009, page 2). Le *Fiji Museum*, à Suva, présente différents objets relatifs au cannibalisme, dont les effets personnels du missionnaire Thomas Walker, tué à l'aide d'un casse-tête dans les montagnes de Viti Levu et mangé en 1867.

A titre anecdotique, l'un des objets artisanaux les plus vendus aux touristes comme souvenir des Fidji est la « fourchette de cannibale » en bois sculpté.

www.sothebys.com

6. Le santal dans les Fidji du XXI[e] siècle

Le temps de croissance est long, mais le profit important. Le gouvernement encourage la production. Ainsi, le 16 août 2010, le ministère fidjien de l'information publie un communiqué relatif à l'intérêt renouvelé pour cette culture. Le département des forêts du ministère des terres vend de jeunes plants de *santalum* pour quelques dollars, alors qu'un plant de 25 ans peut en rapporter 16 000.

> *Sandalwood (or Yasi) which is known for its unique and attractive sedative aroma has registered a huge following from interested parties attending the Forestry Exhibition at the Government Referral Centre this week. […]. A 25-year-old sandalwood which was harvested in Lakeba this year costs $16,000. The owner was so delighted and said he is content with that single harvest for the time being. Peni Cawani, a lab assistant with the Department of Forestry said there are three species of sandalwood in Fiji. "These are the indigenous Fijian species (santalum yasi), the Indian species (santalum album) and the natural hybrid between the s.yasi and s.album." […] The current market price is $60-$80 per kilogram which comes to $60,000-$80,000 per tonne. Most indigenous species of sandalwood are found in the Bua and Dogotuki areas of Vanua Levu, in Kadavu, Ono i Lau, Lakeba, Oneata and the Nausori Highlands. Mr Cawani says it is encouraging to note the high demand of sandalwood seedlings. He adds this could be an indication of the positive responses to the Planting of 1 Million Trees Campaign and realising the economic benefit it will bring to the nation as a whole.*[1012].

Sur la production de santal dans le Pacifique, voir par exemple les actes du *Symposium on Sandalwood in the Pacific* (Honolulu, 9-11 avril 1990)[1013] qui indique que les Fidji ont exporté 250 tonnes de bois de santal (vers Hong Kong) pendant la saison 1989-1990.

1012http://www.fiji.gov.fj/index.php?option=com_content&view=article&id=2105:huge-interest-for-sandalwood&catid=71:press-releases&Itemid=155 consulté le 16 août 2010.

1013 http://www.fs.fed.us/psw/publications/documents/psw_gtr122/psw_gtr122.pdf consulté le 17 août 2010.

7. Les descendants de David Whippy

Les descendants de David Whippy constituent une petite communauté active. Le 31 août 2010, une plaque à sa mémoire a été dévoilée par le Président de la République au cours d'une grande réunion familiale organisée à Bua :

> The President Ratu Epeli Nailatikau […] unveiled the plaque in remembrance of pioneer David Whippy […] the first of the Whippys to settle in Fiji. The occasion was witnessed by his descendants from across the country and abroad at the Whippys' Settlement in Nakabuta, Wainunu, Bua. This is the first such reunion for the Whippy family in over 80 years. Ratu Epeli was the chief guest at the reunion and he read out the historical journey of David Whippy and how he became a historical figure in Fiji. "This plaque is for the family, but one should be made by Fiji in remembrance of him," Ratu Epeli said. "There should be rightly a plaque in Levuka as well." The 6th generation descendant and the chairman of the descendants of David Whippy Committee in Fiji, Daniel Whippy, said the committee conducted research into their ancestor. […]

(*President joins special family reunion*, dans le *Fiji Sun* du 1er septembre 2010)

Ratu Sir Lala Sukuna

8. L'histoire de *Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau*

Ai Tutuvi Kuta I Radini Bau est le casse-tête préféré du « Roi » Cakobau. Après qu'elle a été offerte à la Reine Victoria, cette armée symbolique, décorée de symboles de paix en argent, reste à Windsor pendant presque 50 ans. En 1932, George V décide qu'il sera rendu au peuple fidjien comme masse de son Conseil législatif.

En effet, au Royaume Uni et dans tout le Commonwealth, chaque assemblée parlementaire possède une masse cérémonielle dont la présence est indispensable pour que ses travaux soient officiels. La masse était, au Moyen Âge, une arme de guerre que portait le garde du corps royal lorsque les rois d'Angleterre dirigeaient leur propre assemblée, puis devint l'emblème du transfert des pouvoirs au Parlement anglais. Lorsque le Président du Parlement devint responsable devant la Chambre et non devant le Roi, la masse de cérémonie représenta le pouvoir de la Couronne.

Les masses de la Chambre des Représentants et du Sénat des Fidji seraient les seules au monde à avoir été de véritables armes de guerre (celle du Sénat ayant aussi appartenu à Cakobau).

www.fijitimes.com

> The mace is the favourite war club that was used in battle by Ratu Seru Cakobau. It is made of a type of hardwood called "gadi". He gave it as a gift to Queen Victoria of Great Britain in 1874, when Fiji became part of the British Empire. […] The club is beautifully mounted and decorated with emblems of peace, embellished with small silver doves and olive branches. The club was used as the Mace from November 1871 until October 10 1874, when the Cakobau Government came to an end on the signing of the Deed of Cession. In 1875, the Mace was loaned to the Royal Colonial Institute for display at an art exhibition in the South Kensington Museum, London. After more than 50 years nothing seemed to have been heard of the mace until it came to light again through an entirely extraneous incident which took place

in the House of Commons in July 1930. This discovery roused keen interest in Fiji and an interest desire was expressed that it might be returned to its native home. Sir Murchison Fletcher, the then Governor, formally laid the matter before King George V, who acceded to the wishes of the people of Fiji and returned the club to be used again as a mace – this time to the Legislative Council. The mace stayed in Great Britain until 1932, when it was returned to Fiji by King George V.[1014]

www.parliament.gov.fj

1014 www.parliament.gov.fj/graphics/aboutus/mace consulté le 07 août 2009.

9. *Deed of Cession* (acte de cession des Fidji à la Grande-Bretagne, le 10 octobre 1874).

Le document officiel est en anglais. Il est disponible sur Internet, transcrit et en fac simile, par exemple sur le site « *Fiji Memory of the World* » : http://www.fijimemory.org.fj.

> Instrument of Cession of the Islands of Fiji by Thakombau, styled Tui Viti and Vuni Valu, and by the other high Chiefs of the said islands to Her Most gracious Majesty Victoria, by the grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland Queen, Defender of the Faith, &c &c &c:
>
> Whereas divers of the subjects of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland have from time to time settled in the Fijian group of islands and have acquired property or certain pecuniary interests therein;
>
> And Whereas the Fijian Chief Thakombau styled Tui Viti and Vuni Valu and the other high native chiefs of the said islands are desirious [sic] of securing the promotion of civilization and Christianity and of increasing trade and industry within the said islands;
>
> And Whereas it is obviously desirable, in the interests as well of the native as of the white population, that order and good government should be established therein;
>
> And Whereas the said Tui Viti and other high chiefs have conjointly and severally requested Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland aforesaid to undertake the government of the said islands henceforth;
>
> And Whereas in order to the establishment of British government within the said islands the said Tui Viti and other the several high chiefs thereof for themselves and their respective tribes have agreed to cede the possession of and the dominion and sovereignty over the whole of the said islands and over the inhabitants thereof and have requested Her said Majesty to accept such cession,- which cession the said Tui Viti and other high chiefs, relying upon the justice and generosity of Her said Majesty, have determined to tender unconditionally,- and which cession on the part of the said Tui Viti and other high chiefs is witnessed by their execution of these presents and by the formal surrender of the said territory to Her said Majesty; And Whereas His Excellency Sir Hercules George Robert Robinson, Knight Commander of the most distinguished* order of Saint Michael and Saint George, Governor Commander in Chief and Vice Admiral of The British Colony of New South Wales and its dependencies, and Governor of Norfolk

Island, hath been authorised and deputed by Her said Majesty to accept on Her behalf the said Cession:

Now These Presents Witness,

1. That the possession of and full sovereignty and dominion over the whole of the group of islands in the South Pacific Ocean known as the Fijis (and lying between the parallels of latitude of fifteen degrees South and twenty two degrees South of the Equator and between the Meridians of longitude of one hundred and seventy seven degrees West and one hundred and seventy five degrees East of the meridian of Greenwich) and over the inhabitants thereof, together with the possession of and sovereignty over the waters adjacent thereto and of and over all ports harbours havens roadsteads rivers estuaries and other waters and all reefs and foreshores within or adjacent thereto, are hereby ceded to and accepted on behalf of Her said Majesty the Queen of Great Britain and Ireland her heirs and successors, to the intent that from this time forth the said islands and the waters reefs and other places as aforesaid lying within or adjacent thereto may be annexed to and be a possession and dependency of the British Crown.

2. That the form or constitution of government, the means of the maintenance thereof, and the laws* and regulations to be administered within the said islands shall be such as Her Majesty shall prescribe and determine.

3. That, pending the making by Her Majesty as aforesaid of some more permanent provision for the government of the said islands His Excellency Sir Hercules George Robert Robinson, in pursuance of the powers in him vested and with the consent and at the request of the said Tui Viti and other high Chiefs the ceding parties hereto, shall establish such temporary or provisional government as to him may seem meet.

4. That the absolute proprietorship of all lands not shown to be now alienated so as to have become bona fide the* property of Europeans or other foreigners or not now in the actual use or occupation of some Chief or tribe or not actually required for the probable future support and maintenance of some chief or tribe shall be and is hereby declared to be vested in Her said Majesty her heirs and successors.

5. That Her Majesty shall have power, whenever it shall be deemed necessary for public purposes, to take any lands upon payment to the proprietor of a reasonable sum by way of compensation for the deprivation thereof.

6. That all now existing public buildings houses and offices, all enclosures and other pieces or parcels of land now set apart or being used for public purposes, and all stores fittings and other articles now being used in

connection with such purposes are hereby assigned transferred and made over to Her said Majesty.

7. That on behalf of Her Majesty His Excellency Sir Hercules George Robert Robinson promises (1.) that the rights and interests of the said Tui Viti and other high chiefs the ceding parties hereto shall be recognised so far as is and shall be consistent with British Sovereignty and Colonial form of government, (2.) that all questions of financial liabilities and engagements shall be carefully scrutinized and dealt with upon principles of justice and sound public policy, (3.) that all claims to title to land by whomsoever preferred and all claims to pensions or allowances whether on the part of the said Tui Viti and other high chiefs or of persons now holding office under them or any of them shall in due course be fully investigated and equitably adjusted.

In Witness whereof, the whole of the contents of this instrument of Cession having been, previously to the execution of the same, interpreted and explained to the ceding parties hereto by David Wilkinson Esquire, the interpreter nominated by the said Tui Viti and the other high chiefs and accepted as such interpreter by the said Sir Hercules George Robert Robinson, the respective parties hereto have hereunto set their hands and seals.

Done at Levuka this tenth day of October, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and seventy four.

Cakobau R. Tui Viti and Vunivalu
Maafu
Hercules Robinson
Tui Cakau
Ratu Epeli
Vakawalitabua Tui Bua
Savenaca
Esekele
B. V. Tui Dreketi
Ritova
Kato-nivere
Ratu Kini
Matanitobua
Nacagilevu

Comme le document l'indique, une version en fidjien a été établie par l'interprète officiel, David Wilkinson, Esquire, pour l'information des chefs signataires. Longtemps considérée comme égarée, cette traduction officielle était à Levuka (l'ancienne capitale de la Colonie) dans un cadre sur un mur du bureau de l'administrateur provincial des îles Lomaiviti, où un agent du service national du patrimoine (*National Heritage*) l'a identifié. Le document « retrouvé » a été transféré aux archives nationales :

Historical find : Deed of Cession paper discovered
Article d'Unaisi Ratubalavu, dans le Fiji Times du 8 avril 2008

A historical document, the original copy of the Fijian version of the Deed of Cession, was found in Levuka last month by government officials. Lomaiviti Provincial Administrator, Jese Veibuli said the Government Chief Archivist Setareki Tale who went to Levuka to inspect the document confirmed it as the original copy of the Deed of Cession. Mr Veibuli said the historical document would be taken to Suva and kept at the National Archives. "The document is written in Fijian, in a frame hanging here in my office," he said. "An officer with the National Heritage saw it in the office and mentioned how important it was. It was written by one Wilkinson. "The document is a Fijian version of the Deed of Cession, it states to the chiefs what they were signing," he said

He said it was written in 1874 for Fijian chiefs to understand what they were signing. He said the Government Archivist was contacted and he proved the authenticity of the document. Mr Tale yesterday confirmed the 134-year-old find. "The document was in a pretty good condition considering the time it was written," he said. "It was handwritten and a quill was used to write the document. "I don't know the kind of paper used." The document would be taken to Australia for further tests. Interim Minister for Education and Heritage, Filipe Bole said he would comment later. Historian, Tevita Nawadra said the discovery was a big thing for the people of Fiji. "That is good news and I am looking forward to seeing that document," he said. Mr Nawadra said David Wilkinson, the chief interpreter who translated the Deed of Cession in Fijian was the first chairman of the Native Lands Commission after Fiji became a colony. "Mr Wilkinson, used to stay in Bua and was the secretary of Ramasima, one of the chiefs in Bua at that time," he said. "The Colonial Government was looking for someone who was fluent in Fijian and our culture, so Mr Wilkinson became the first NLC chairman," Mr Nawadra said. He said this was something special for the people of Fiji, especially the indigenous people with the current political turmoil facing Fijian institutions. He proposed that a big celebration be staged to highlight the importance of such a document. The Deed of Cession was signed on October 10, 1874 by 13 chiefs of Fiji and Sir Hercules George Robert Robinson, the British Government representative at Nasova in Levuka.

Ratu Epenisa Cakobau, a descendant of Ratu Seru Cakobau, one of the chiefs who signed the deed of cession, said he was eager to see the document. "I would love to see the document and I would prefer to comment after I actually see," he said. "I'm really happy that such a document has been found." Tui Namosi, Ratu Suliano Matanitobua was delighted to hear the news, but preferred to comment after seeing the document. Levuka mayor, George Gibson said he was thrilled about the discovery but at the same time sad because the document would be kept in Suva. "I would have hoped that it remains here in Levuka, because the signing of the Deed of

Cession was done in Levuka," he said. He was informed about the discovery last month and said such a document proved the history of Fiji in the pre and post colonial era.

10. Arthur Hamilton Gordon

Arthur Hamilton Gordon[1015] *was born in London, England, on 26 November 1829, the youngest son of George Hamilton Gordon, fourth earl of Aberdeen, and his second wife, Harriet Douglas, daughter of the Honourable John Douglas and widow of James, Viscount Hamilton. Educated privately and at Trinity College, Cambridge, Arthur Gordon graduated MA in 1851. The following year he became private secretary to his father, the British prime minister (1852–55). In 1854 he entered Parliament as a Liberal, representing Beverley in Yorkshire, but lost his seat in 1857. When William Gladstone was appointed high commissioner extraordinary to the Ionian Islands in November 1858, Gordon accompanied him as private secretary. This mission developed Gordon's interest in colonial affairs and deepened his relationship with Gladstone.*

Contacts made through his father and his friendship with Gladstone greatly assisted Gordon in his subsequent career. He owed his first colonial appointment to the duke of Newcastle who had been in his father's cabinet. Gordon served as lieutenant governor of New Brunswick (1861–66), governor of Trinidad (1866–70), governor of Mauritius (1871–74), first governor of Fiji (1875–80), high commissioner and consul general for the western Pacific (1877–83), governor of New Zealand (1880–82), and governor of Ceylon (1883–90). He was appointed a CMG in 1859, a KCMG in 1871 and a GCMG in 1878. On 20 September 1865, in London, he married Rachel Emily Shaw Lefevre, eldest daughter of Rachel Emily Wright and her husband, Sir John Shaw Lefevre. They were to have a son and a daughter.

Arthur Gordon arrived in New Zealand in November 1880 with an established reputation as one of the abler governors of his generation. His previous appointments had been mainly in Crown colonies where governors were both policy makers and administrators. Gordon relished power and was ambitious and autocratic. In Crown colonies his administrative gifts, his desire to promote public welfare and his humanitarian concern for the oppressed or exploited had had free rein. He was associated with land and educational reforms in Trinidad, the protection of Indian indentured labour in Trinidad and Mauritius, and especially with an experiment in indirect rule in Fiji which foreshadowed principles and methods employed later by F. D. Lugard in Africa. By contrast, his term in New Zealand was marked by frustration and discord. Gordon had expressed a wish to hold Fiji in plurality with another Australasian government so that he could retain control of his experiment in indirect rule, but this was not to be. G. W. Des Voeux was appointed governor of Fiji and Gordon transferred to New Zealand. He did, however, remain high commissioner for the western Pacific and was given a general superintendence, but not control, over native affairs in Fiji. Gordon's disappointment was compounded by other factors. New Zealand enjoyed responsible government and the governor's role was limited. Gordon lamented that he would have no real power, and found the prospect of 'laying…stones…making little speeches…and entertaining large parties of stupid people' distasteful. In New Zealand he was, he wrote, being 'highly paid, well housed and well

1015 Biographie d'Arthur Hamilton Gordon par W. P. N. TYLER dans le Dictionary of New Zealand Biography. Te Ara - the Encyclopedia of New Zealand, ce qui explique pourquoi l'accent est mis sur son role de Gouverneur de la Nouvelle-Zélande, de 1880 à 1882. (http://www.TeAra.govt.nz/en/biographies/2g13/1, consulté le 1er septembre 2010).

fed, for performing the functions of a stamp.' Moreover, he feared his name would be tarnished by association with the Hall ministry's Maori policy which alarmed him. He was soon seeking a transfer and his frequent threats of resignation earned him the name 'Abdicator' in his ministers' telegraphic code.

The Parihaka crisis dominated Gordon's term in New Zealand. The prophet Te Whiti-o-Rongomai's thriving Maori settlement at Parihaka in Taranaki lay on land officially confiscated in the 1860s. When the Grey government began opening up the area for European settlement in 1878 Te Whiti resisted, rightly claiming that Maori land reserves, promised in 1865, had not been set aside. The West Coast Royal Commission in 1880 confirmed that the government's failure to define these reserves constituted a genuine grievance. The situation was exacerbated when the road past Parihaka was laid unfenced through cultivated fields, stock damaged crops and Maori protests were ignored. Te Whiti sent his men to erect fences across the new road and to plough land already sold to Europeans. By September 1880 216 Maori fencers and ploughmen were in prison without trial, their detention legalised by the Maori Prisoners Act 1880 and the Maori Prisoners Detention Act 1880.

One of Gordon's first tasks was to report to the Colonial Office on this situation. In forwarding his ministers' explanation Gordon indicated that he would report separately after conducting his own inquiries. His report of 26 February 1881 supported the 1880 commissioners' contention that the trouble was caused by the government's failure to set aside Maori land reserves before opening the area for settlement. He did not, however, comment on his ministers' claim that attempts since October 1880 to inform Te Whiti of the government's offer to him and his people had been rebuffed. Gordon criticised the government agents' handling of the fencing issue and maintained that the Maori, in asserting their rights of occupation, were 'substantially in the right, although undoubtedly wrong in the mode they took to assert their pretensions.' He concluded that both the arrest and detention of the Maori prisoners were justified, given local tensions, but found the various penal laws potentially dangerous: some of the powers granted were 'exceptional' and set precedents which could afford 'a cloak to acts of grave oppression.'

Gordon had been doubly unwise. Convention required a governor who disapproved of his ministers' policy or actions to convey his criticism in a confidential dispatch. Instead, Gordon wrote an 'open' dispatch which could be made public. Secondly, it took Gordon nearly three months to honour another convention, that of showing open dispatches to ministers, despite their repeated requests to see his 26 February report. When the premier, John Hall, finally saw it on 18 May he was furious. A series of exchanges took place in which ministers criticised the governor's reading of the Parihaka situation, and Gordon undertook further research. On 12 July he told his ministers that he would not modify his views. This was reiterated in another open dispatch four days later. But on 16 August in a confidential letter Gordon asked the secretary of state for the colonies, Lord Kimberley, to erase this dispatch as it was too contentious for publication. By these actions he undermined his influence. The ministers mistrusted the governor, and Gordon's contact with them was thereafter largely formal. Gordon was visiting Fiji in September–October 1881 when his ministers resolved to settle the Parihaka affair. Whether they took advantage of his absence to force the issue is a matter of debate. They maintained that Te Whiti's changed attitude prompted their action; his speech of 17 September they interpreted as a clear signal that he was abandoning passive opposition in favour of violent resistance. Parliament voted £100,000 for increased military expenditure, and when William Rolleston, the minister for native affairs, failed to persuade Te Whiti to adopt a more accommodating stance, the cabinet issued an ultimatum. John Bryce, who favoured a more vigorous policy, replaced Rolleston and a proclamation gave the Parihaka Maori 14 days to accept the reserves offered or risk forfeiture of their lands. Gordon, alerted by his secretary, was hurrying back to New Zealand, but several hours before his vessel

docked the ministry's measures were approved by James Prendergast, the administrator in the governor's absence. Hall later claimed under oath that while he knew Gordon was returning he did not know that his arrival was imminent.

Gordon strongly disapproved of his ministers' policy but was obliged to acquiesce, given their political and popular support. He questioned the legality of the proclamation, which he regarded as 'injudicious', 'disputable' and 'inequitable', but gained no support from the Colonial Office. Its view was that ministers knew what they were doing and 'fortunately' the office was not bound to comment on their conduct. Meanwhile, Te Whiti ignored the proclamation and 1,589 troops marched on Parihaka. Te Whiti was apprehended and over 1,500 Maori were either arrested or sent back to their homes elsewhere. The village was largely demolished, crops were destroyed and all weapons confiscated. Te Whiti's dignity throughout the proceedings and his advocacy of non-resistance won him a moral victory.

Gordon continued to criticise his ministers' handling of the affair and its aftermath. He scored points in dispatches and correspondence with ministers but failed to influence events. Sometimes ministers ignored him. Gordon learnt from the press, for example, that the premier of New South Wales, Henry Parkes, was to represent New Zealand in talks in the United States over trans-Pacific steamship services and a bid to reduce the American tariff on wool. He was unjustly criticised for informally consulting former premier George Grey when the Hall ministry resigned. The governor, uncertain of the strength of the various political groupings following elections, was merely taking soundings. There were also wrangles over the publication of papers relating to the Parihaka crisis.

Gordon left New Zealand on 24 June 1882. He had shown courage in opposing what he regarded as an unjust policy over Parihaka, but his manner and methods alienated ministers and left him without any moderating influence. The Parihaka affair haunted Gordon for some time. He had injudiciously provided G. W. Rusden with information critical of Bryce which was published in Rusden's History of New Zealand (1883). During Bryce's libel case against Rusden in London in 1886 Gordon was attacked, not only as the source of the libel but for supplying such information while Bryce was one of his ministers. This unfavourable publicity led Gladstone to defer his recommendation of Gordon for a peerage; he had to wait until 1893 for that honour, when he was created Baron Stanmore, of Great Stanmore, Middlesex. After retiring from the colonial service Gordon published a short life of his father and a biography of Sidney Herbert, and edited his father's and his own papers. He served on committees in the House of Lords and was a member of the House of Laymen in the English ecclesiastical province of Canterbury. Arthur Gordon died in London on 30 January 1912, and was buried at Ascot, his home for many years. His wife, Rachel Gordon, had died in 1889 at Malta.

11. Le tourisme aux Fidji

Le touris n produit intérieur brut ; c'est la plus importan 000 emplois directs (chiffres de la Commun de l'*Asia Economic Institute*, www.asi presque 620 000 visiteurs (malgré le régime m issuasifs des ministères des Affaires étrangère

Nénamoi opulation locale sont extrêmement limitées cès qu'à un folklore édulcoré, mis en scène da cette culture réinterprétée est l'image du guerri

st www.fijime.com.

Les données chiffrées les plus précises et détaillées sont publiées par le *Bureau of Statistics* : www.statsfiji.gov.fj.

12. Le *SS Talune* et la grippe espagnole (1918).

Le *Steam Ship Talune* était un bâtiment de commerce à vapeur desservant plusieurs archipels d'Océanie. Naviguant pour l'*Union Steam Ship Company of New Zealand* à partir de 1891, il pouvait transporter 175 passagers (l'un d'entre eux fut Rudyard Kipling, qui l'a emprunté pour aller de Wellington à Bluff puis à Melbourne en novembre 1891).

Pendant la Première Guerre mondiale, le *Talune* a été *His Majesty's New Zealand Transport 16* (*HMNZT 16*).

Le *Talune* est surtout connu pour avoir apporté la grippe espagnole aux Tonga et aux Samoa en 1918, causant la mort de milliers de personnes.

Cette catastrophe est encore dans les mémoires, surtout aux Samoa, où le nombre des victimes a été estimé à près de 8000. Lorsque le Premier ministre néo-zélandais a présenté des excuses officielles au gouvernement des Samoa pour certaines actions commises par la Nouvelle-Zélande envers les Samoa, le 4 juin 2002, ce drame a été évoqué : « *In particular we acknowledge with regret the decision taken by the New Zealand authorities in 1918 to allow the ship Talune, carrying passengers with influenza, to dock in Apia. As the flu spread, some twenty two per cent of the Samoan population died. It is judged to be one of the worst epidemics recorded in the world, and was preventable*."[1016]

1016 http://www.beehive.govt.nz/speech/state+luncheon+apia+Samoa consulté le 15 août 2010.

13. *Ratu* Sukuna

Ratu Sir Josefa Vanayaliyali Labalabavu Sukuna[1017] est un personnage majeur de l'histoire des Fidji. Homme de noble naissance, soldat héroïque et diplômé d'une université mondialement renommée, il fut un homme d'Etat au terme d'une carrière de haut fonctionnaire et d'homme politique qu'il termina comme premier Président de l'Assemblée législative. *Ratu Sir* Lala Sukuna fut aussi le mentor des grands leaders fidjiens mélanésiens des îles Fidji indépendantes. Homme d'Etat cicérone d'hommes d'Etat. C'est lui, en particulier, qui soutint, guida et orienta *Ratu* Mara.

www.nltb.com.fj

Aux Fidji, le dernier lundi de mai est consacré à célébrer le souvenir de *Ratu* Sukuna : c'est le « *Ratu Sukuna Day* » et sa mémoire est chaque fois honorée de façon significative. Jusqu'en 2010, la journée était fériée. Le gouvernement Bainimarama a mis fin à cette disposition dans le cadre d'une réduction du nombre de jours chômés, afin de soutenir l'économie nationale. On peut penser qu'il s'agit aussi de réduire un peu les occasions de rappeler en détail l'action de *Ratu* Sukuna. En effet, certaines de ses prises de position les plus fortes étaient en faveur du maintien du mode de vie « traditionnel » des Fidjiens et du pouvoir des chefs sur le peuple, ce qui est contraire à la politique menée par le *Commodore*.

Sa statue est placée devant les bâtiments du gouvernement.

www.fijitimes.com

1017 Ce texte s'appuie sur la biographie de Ratu Sukuna par Deryck Scarr (1980), et reprend certaines formules de sa préface par Ratu Mara.

Ratu Sukuna est né le 22 avril 1888 à Bau, porteur du titre de chef de la maison royale de Bau. Décrit comme l'homme de deux cultures, il fut l'interprète et le défenseur de ces cultures, selon Ratu Mara.

Son grand-père était un cousin de Seru Cakobau. Son père était l'un des plus sérieux prétendants au titre de *Vunivalu*. Sa mère était l'aînée des enfants du *Tui Nayau*, le chef suprême de Lau, et son statut de chef était considérablement accru par le fait qu'il était Vasu Levu de Lau.

Dans ses études, il fut primus inter pares. Il obtint le diplôme du Wadham College, à Oxford, et fut avocat auprès de tribunaux londoniens à une époque où aucun autre Fidjien n'était encore entré à l'université. Ses études universitaires furent interrompues par la Première Guerre mondiale. Refusé par l'armée britannique parce qu'il était un homme de couleur, il s'engagea dans la Légion étrangère.

Aux Fidji, *Ratu* Sukuna fut chargé de fonctions administratives et de responsabilités militaires. Malgré les positions subalternes dans lesquelles son statut d'indigène le cantonnait, il était heureux de contribuer directement au bien-être de son peuple. Il était fonctionnaire de l'administration autochtone, expert officiel de la langue fidjienne, sous-inspecteur indigène honoraire de la *Constabulary* et sous-lieutenant dans la *Fiji Defence Force*.

Avec d'autres grands chefs, *Ratu* Sukuna insista auprès des autorités coloniales pour que des Fidjiens puissent être envoyés au front. A Londres, le ministère de la guerre fut intransigeant, ne voyant pas de quelle utilité ils pourraient être en dehors des garnisons du Pacifique, et encore. Les seuls autorisés à partir pour l'Europe étaient des Blancs. Les petites unités locales restaient strictement encadrés par des Européens. En juin et juillet 1916, Sukuna, promu lieutenant, se vit chargé de l'entraînement d'une section de Fidjiens. Peu après, il fut pendant quelques semaines le sous-secrétaire des affaires indigènes par intérim. Il devenait un personnage de premier plan. Impeccablement vêtu de vêtements européens ou en uniforme avec ses décorations et ses cicatrices de guerre, il était le seul fidjien à évoluer avec aisance parmi les colons.

Son travail au sein de la Commission des terres indigènes, qui occupa la plus grande partie de sa vie professionnelle, lui permit d'acquérir une connaissance exceptionnelle de tous les *mataqali* et *yavusa* propriétaires terriens, faisant de lui l'expert des questions fidjiennes. Il fut le *Talai ni Kovana*, c'est à dire le plus haut fonctionnaire de l'administration des affaires indigènes. A ce titre, il renforça le système coutumier et le pouvoir des chefs.

14. La *Viti Company*

Dans le *Sydney Morning Herald* du 10 février 1917 :

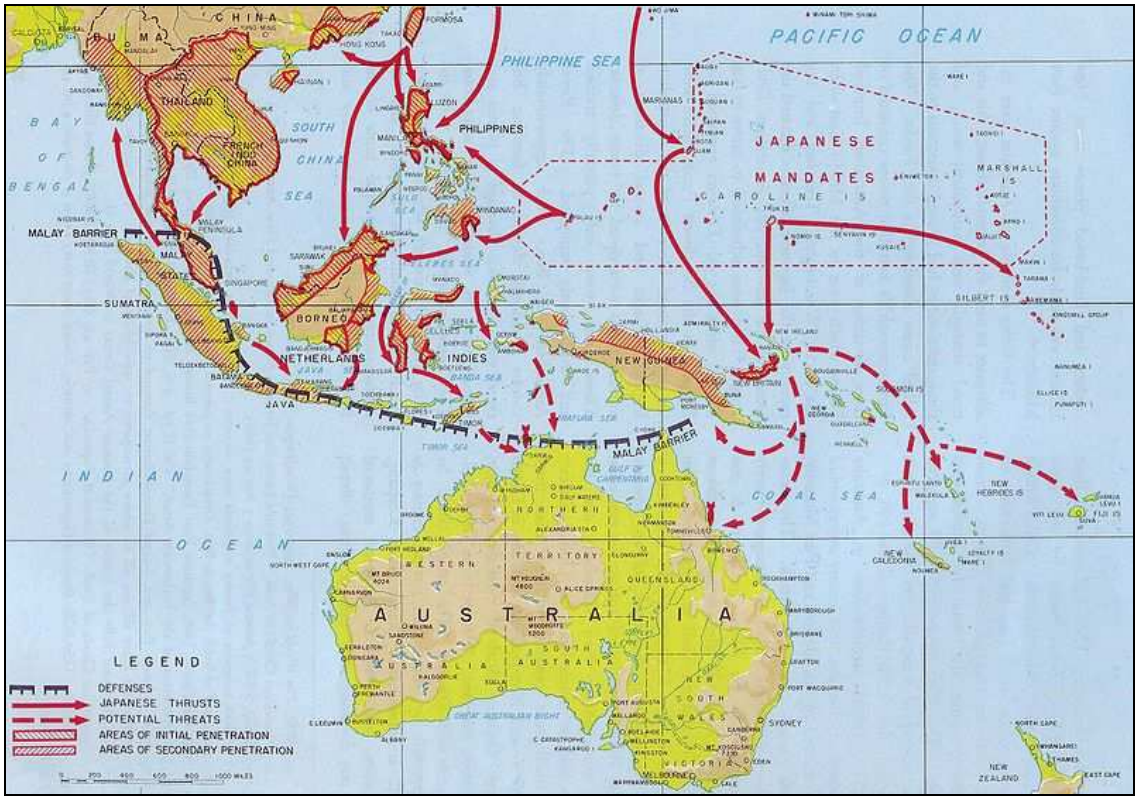
> "Viti" stands for Fiji, and the company […] is a close corporation of Fijian natives established for the frank purpose of competing with the white man in commercial pursuits. It began three years ago under the guidance of a young Fijian named Apolosi. This young man speaks English, and has many qualities of leadership. At the time of the formation of the company, there were some white men on the board of directors, and these, when Apolosi used large sums of money without giving an account, caused a writ to be issued for the arrest of the smart islander. He fled to the Yasawa Group, but was captured and placed in gaol for the term of l8 months. Apolosi has just been released, and has resumed the leadership of the company in somewhat the position of an uncrowned king.
>
> The movement caused much amusement amongst white men at its inauguration, but gradually the natives have groped their way, learning acuteness by bitter experience. They established themselves legally as a company with a capital of £10,000, and with upwards of 3000 shareholders, and the accounts were regularly audited. For the past three years the members of the company have been exceedingly active. The movement is really pan-Fijian, and the whole nation is stirred to the depths by the new ideas emanating from it. In the business world, the directors bought launches and punts in order to facilitate the transmission of produce; the planting of bananas has proceeded at an increased rate, and many deliberate attempts have been made with varying success to oust the white middleman. […] instead of being a laughing-stock the company has become an annoyance to a section of the white population, and some of the latter even fear it, especially those who depend on the Fijians for supplies of bananas to fill up their allotments of space in the ocean-going steamers. The Fijians grow much of the best fruit in Fiji. […] The plot has recently thickened. On the release of Apolosi he resumed the leadership of his company, and he inserted a letter in the local daily papers as follows:-"To all the inhabitants of the Colony of Fiji. Sirs,-This is my letter of confession, which I wish you all to be acquainted with before I commence my business (1) I shall love all my brethren. (2) I shall honour all the chiefs. (3) I will honour the King through all his subjects. (4) I will fear the Lord our God. The foregoing is the foundation of my work at the present time. (Signed) Apolosi, R, Nawai, Suva, Oct. 10, 1916." Pursuant on this the "Western Pacific Herald" printed in its pages the following: "Apolosi wields a tremendous influence over the

> Fijians, which is most unaccountable. White men who know the Fijian thoroughly, who have lived here for many years, reason with them in vain.
>
> The natives appear to have thrown over the power of the chiefs, and are abiding by the dictation of Apolosi, who is a commoner." The most important development, however, is still more recent. In the month of December a big meeting of natives was held […] and there were many hundreds of Fijian representatives, who discussed root and branch the whole economic situation. […] the members of the company decided to […] withhold their bananas from the white buyer until they received a higher price than heretofore. They thus come into line with similar industrial movements and rings throughout the world. The Fijians have a strong position if they continue on this plan. And since they are under the impression that the white buyer has been exploiting them hitherto, it is the more likely that they will so continue. At any rate they are well within their own domain when they say that they will act as a kind of watchman on behalf of all Fijian sellers of "bananas, copra, sici (Trochus) shell, beche-de-mer, Fiji grog, tobacco, maize, sugarcane, kauri gum, pearl-shell, etc."
>
> Prices have been fixed […] in the daily papers of Suva:-"Gentlemen, banana buyers, please excuse the foolishness and ignorance of the natives of Fiji, in regard to their disputing on some occasions of banana buying. If any of you is inconvenienced by anything, let him come to the office of the Viti Company, as it is not my desire to inconvenience any trading gentleman. Also, I do not desire that you shall make any charges against me about anything unjustly." With this garlanding of the bull before sacrifice, Apolosi goes on:-" […] the buyers held off for a time "in the hopes that the natives would come to terms […] they at last reluctantly were compelled to agree to the Fijians' demands. […] A Fijian, acting on his own behalf, can be managed, but a movement like this is wont to have a lot of momentum. […] The white buyer had to give in. […] As an instance, of the confidence his fellows have in Apolosi it is interesting to note that he is to be in receipt of £100 per month as a personal emolument.

Voir aussi, par exemple, l'article de l'*Advertiser* (d'Adelaïde) du 7 mars 1917 : *Mission Work in Fiji – Problems that have to be faced – Dangerous Native Trading Company*, qui évoque la *Viti Company* comme un « danger politique » et celui publié par le *Sydney Morning Herald* du 7 mai 1918 : *The new Religion*. On peut lire des textes équivalents dans la presse néo-zélandaise : *Evening Post* (Wellington) du 6 décembre 1917 ou du 26 janvier 1918.

15a. Carte des avancées japonaises au début de la Guerre du Pacifique.

On remarque que les Fidji font l'objet d'une menace possible *(Potential threat).*



Map of Imperial Japanese advances in the Southwest Pacific and Southeast Asia areas during the first five months of the Pacific Campaign of World War II.

Cette carte se trouve à la page 24 du premier tome de **The Campaigns of MacArthur in the Pacific**, 1966.

15b. Ronald Tinker

Ronald Arthur Tinker, né en 1913, a eu une grande expérience des combats pendant la Seconde Guerre mondiale.
Engagé volontaire, ses faits d'armes lui ont valu d'être promu officier en 1942 et plusieurs fois décoré. Il a notamment servi en Egypte, en Tunisie, au Liban, en Italie, en Yougoslavie. Après la guerre, il a retrouvé la vie civile avant de s'engager à nouveau dans l'armée de terre néo-zélandaise en 1947.
En 1949, il a été détaché au sein des *Fiji Military Forces*, dont la Nouvelle-Zélande assurait le soutien.
En 1951 il a été choisi pour commander le *1st Battalion*, *Fiji Infantry Regiment* et promu lieutenant-colonel à titre temporaire.

Sa personnalité et ses qualités de chef militaire ont certainement contribué largement aux succès du *Fiji Battalion* en Malaisie. En 1953, lorsque *Ratu* Edward Cakobau lui a succédé à la tête de l'unité, il a réintégré l'armée néo-zélandaise et assuré des fonctions d'entraînement.

En 1962, il a quitté l'armée pour rejoindre la Division Antarctique du Département de Recherches Scientifiques et Industrielles, et il a commandé la Base Scott pendant l'hiver 1963.

Pendant la dernière partie de sa vie, Ron Tinker a été agent commercial. Il est mort en 1982.

D'après la fiche biographique « Tinker, Ronald Arthur 1913 – 1982 » établie par Paul Goldstone dans le *Dictionary of New Zealand Biography*, mis à jour le 22 juin 2007 (http://www.dnzb.govt.nz/).

16. Le maintien de la paix des Nations Unies.

Le maintien de la paix des Nations Unies est un instrument unique et dynamique conçu par l'Organisation en vue d'aider les pays en proie à des conflits à créer les conditions d'une paix durable. La première mission de maintien de la paix de l'ONU a été créée en 1948, lorsque le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement d'observateurs militaires au Proche-Orient afin de superviser la mise en œuvre de l'accord d'armistice signé entre Israël et ses voisins arabes.

L'expression « maintien de la paix » ne figure pas dans la Charte des Nations Unies et ne peut être expliquée par une simple définition. Dag Hammarskjöld, le deuxième Secrétaire général des Nations Unies, a fait référence au maintien de la paix comme s'inscrivant sous le Chapitre « six et demi » de la Charte, entre les méthodes traditionnelles de résolution pacifique des différends, telles que la négociation et la médiation placées sous le Chapitre VI, et les actions plus coercitives autorisées sous le Chapitre VII.

Au fil des ans, le maintien de la paix des Nations Unies a évolué de manière à répondre aux exigences posées par différents conflits et un paysage politique changeant. Né à l'époque où les rivalités de la Guerre froide paralysaient régulièrement le Conseil de sécurité, le maintien de la paix avait comme principaux objectifs le maintien de cessez-le-feu et la stabilisation des situations sur le terrain afin que les efforts entrepris au niveau politique puissent aboutir à un règlement pacifique des conflits. Ces missions étaient composées d'observateurs militaires et de troupes légèrement armées ayant des fonctions de supervision, de préparation de rapports et d'établissement de la confiance en appui aux cessez-le-feu et à des accords de paix limités.

Avec la fin de la Guerre froide, le contexte stratégique du maintien de la paix des Nations Unies a profondément changé, conduisant l'Organisation à modifier et étendre ses opérations sur le terrain de missions « traditionnelles » impliquant des tâches strictement militaires à des entreprises pluridimensionnelles complexes destinées à veiller à la mise en œuvre d'accord de paix globaux et à aider à bâtir les fondations d'une paix durable. Aujourd'hui, les soldats de la paix entreprennent une grande diversité de tâches complexes, allant de l'appui à la mise en place d'institutions de gouvernance durables, la surveillance des droits de l'homme, la réforme du secteur de la sécurité au désarmement, à la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants.

La nature des conflits a également changé au cours de ces dernières années. Initialement conçu comme un moyen de régler des conflits inter-étatiques, le maintien de la paix a progressivement été appliqué aux conflits intra-étatiques et aux guerres civiles. Bien que les soldats demeurent l'épine dorsale de la plupart des opérations de maintien de la paix, celles-ci se composent également d'administrateurs, d'économistes, de policiers, d'experts juridiques, de démineurs, d'observateurs électoraux, d'observateurs des droits de l'homme, de spécialistes dans les domaines des affaires civiles, de la gouvernance ainsi que des employés humanitaires et des experts en communication et en information publique.

Le maintien de la paix des Nations Unies continue d'évoluer, tant sur le plan conceptuel qu'opérationnel, afin de relever les nouveaux défis et réalités politiques. Face à la demande croissante pour des opérations de paix de plus en plus complexes, les Nations Unies ont vu, ces dernières années, leurs capacités utilisées à leurs limites d'une manière qui est sans précédent .L'Organisation s'est activement employée à renforcer ses capacités de gestion et d'appui aux opérations sur le terrain et, de cette façon, a contribué à la fonction la plus importante des Nations Unies: le maintien de la paix et de la sécurité.

http://www.un.org/fr/peacekeeping/index.shtml consulté le 28 novembre 2010. Le détail de la doctrine de l'ONU, dite « doctrine Capstone » est consultable sur le site internet : http://www.un.org/fr/peacekeeping/documents/capstone_doctrine_fr.pdf.

17. Témoignages d'officiers français de la FINUL.

Pierre de Saqui de Sannes, commandant de la compagnie blindée du « FrenchBatt » de mai à décembre 1982, déclare que[1018] :

> C'étaient vraiment d'excellents soldats, très professionnels et courageux. Ils avaient beaucoup d'allure et étaient de remarquables sportifs. Ils donnaient de leur armée l'image d'une force performante. Nous avions d'excellents rapports avec eux. Nous avions confiance. De tous les bataillons engagés, le FijiBatt est celui que nous respections le plus ; celui qui était considéré comme le plus fiable. Parce que les Fidjiens ne laissaient rien passer. Leurs check points étaient tenus avec rigueur ; il n'y avait jamais de laisser aller ni d'indiscipline ; leur système de relève était performant. Ils étaient toujours joignables par radio.
>
> D'ailleurs, ils étaient redoutés par les Israéliens. Ils ont eu un certain nombre de morts en action.
>
> Leur réputation est excellente auprès des Français. Lorsque nous participons à une opération de maintien de la paix, la présence d'un contingent fidjien est un point très positif : nous savons que nous pouvons compter dessus.

La même impression prévalait douze ans après : le capitaine Lavaux est « officier opérations » au sein de la cellule opérations du bataillon logistique français, 33e mandat FINUL, en 1994. Il explique[1019] :

> Fidji armait à l'époque un des bataillons d'infanterie en charge du contrôle d'un secteur entre la zone sous contrôle de l'armée libanaise et la zone occupée par Israël. Comme il n'y a que trois bataillons d'infanterie aux Fidji, ces bataillons reviennent tous les 18 mois passer 6 mois au Liban sud, et comme ils sont professionnels, les soldats connaissaient parfaitement leur zone d'opération, certains en étant à leur 5e ou 6e mandat au même endroit.
>
> C'est clairement des six bataillons d'infanterie (les autres pays contributeurs étant : Finlande, Ghana, Irlande, Norvège et Népal) le seul qui accomplissait avec rigueur et sans état d'âme sa mission. Concrètement, il y a des patrouilles fidjiennes toutes les nuits et il y eut plusieurs fois des accrochages sérieux avec des activistes palestiniens (il y a un grand camp de

1018 Communication personnelle du général de Saqui de Sannes, de l'infanterie de marine.

1019 Communication personnelle du chef de bataillon Lavaux, de l'infanterie alpine.

réfugiés palestiniens dans la zone fidjienne, entre Tyr et Naqoura), engendrant des pertes des deux côtés. De fait, les militants du Hezbollah évitaient soigneusement le secteur fidjien quand il leur prenait l'envie de lancer des roquettes sur le nord d'Israël.

La compagnie blindée française effectuait deux fois par semaine des patrouilles blindées (deux VAB[1020], une demi section) dans le secteur fidjien, et la coopération entre Fidjiens et Français est excellente.

Sinon, et de façon plus anecdotique, je me souviens de la façon dont ils accueillaient leurs visiteurs : ils mélangeaient dans une grande coupe de l'eau et une racine typique de leur pays jusqu'à obtenir une mixture qui a la couleur et le goût d'une boue très liquide et il fallait en boire une gorgée à tour de rôle, la coupe faisant le tour des convives autant de fois que nécessaire jusqu'à ce qu 'elle soit vide…[1021]

1020 Véhicule de l'avant blindé.

1021 Il s'agit évidemment d'une cérémonie de partage de yaqona.

18. L'expérience du Liban vue par la presse fidjienne en 2009

Article de Margaret Wise dans le *Fiji Times* du 10 novembre 2009 (la veille du 11 novembre, « *Remembrance Day* », journée du souvenir des morts des les guerres et les opérations extérieures.

The battles we must never forget

THE news is so focused on the war in Iraq and Afghanistan we tend to forget about the battles fought by our own blue berets of UNIFIL - where the mission was one of the most dangerous in the world. Keeping peace in South Lebanon, an arms infested region, where combatants only want to wage war, the Fiji battalion paid the price with the loss of 34 lives between the years 1978 and 2002.

In a territory full of nervous, untrained, trigger happy boys, peacekeepers faced a real threat of continuous armed confrontation between Lebanese resistance fighters and the heavily armed Israel Defense Forces and their surrogates, the De Facto Forces.

Operating in a semi-war zone where the action accelerates after dark, the job is a dangerous game of cat and mouse. The Palestinian Liberation Army is also equipped with heavy offensive weapons. UNIFIL, which stands between the two opposing forces, has 120mm mortars as its heaviest weapons.

Checkpoint duties expose peacekeeping troops to hostilities and yet virtually none of these incidents make the international press. But now, after 30 years of duty in South Lebanon it is time we give recognition and admiration to our blue berets of UNIFIL with the detailed account of one particular battle.

This little known savage fire fight erupted on August 21, 1979, at a checkpoint near Qana. The stand-off, which lasted three days and claimed the lives of three young Fijian soldiers, was triggered by the shooting dead of a local leader of the Lebanese Communist Party.

Now referred to as the Battle of Charlie Checkpoint, the confrontation is remembered as one of the more significant skirmishes as far as the experience of the Fijian military was concerned.

Then Lt Col Jim Sanday, who commanded the Fiji Battalion in Lebanon from June 1979 to June 1980 had this to say in a recent interview: "Except for the experience of Fiji soldiers who fought in the trenches of France and Belgium during the First World War (1914-1918) and perhaps Fiji soldiers who fought the Japanese on Bougainville during World War II, it is hard to think of another battle in the experience of the RFMF where so many casualties were inflicted on opposing forces in one single day."

The conflict that stemmed from a civilian's refusal to cooperate with a vehicle search is recounted in dramatic detail in a book by African Lieutenant-General Emmanuel Erskine who was UNIFIL Force Commander at the time.

The battles all started at Al Bazuriah - and at Charlie Checkpoint near Qana where the second and more serious battle took place. This second battle claimed the lives of soldiers Isoa Tulega, Seru Moape and Mikaele Nadomo. Lt Col Sanday said many resistance fighters were killed in The Battle of Charlie Checkpoint but it was an act of self defence. Fijibatt, he said, was defending the UN mandate in southern Lebanon as well as themselves.

"The Battle of Charlie Checkpoint was a tragic set of events. Every man or woman who has served with UNIFIL has been scarred in some way by their experience there."

"Some have coped better than others. For myself, not a day passes without me thinking about the extraordinary challenges we faced and the loss of young lives in a land so far from home. I think of the loved ones they left behind. My prayers are with them always."

Mr Sanday, who now lives in Australia, also raised, trained and commanded the first contingent of Fiji peacekeepers deployed into the Sinai desert in March 1982.

Soldiers who made the ultimate sacrifices
(NAME, Cause of death, Date, Place, Province)
1. SIGA, Eparama Vehicle accident Oct 5, '78 Vanuavatu, Lau
2 LEITUBADEI, Alifereti Killed in action Feb 3, '79 Ruwailevu, Nadroga
3 SAGAR, Vidya Killed in action Feb 3, '79 Labasa, Macuata
4 WAINIBITU, Kavirieli Killed in action Jul 16, '79 Wainibuka, Tailevu
5 TULEGA, Isoa Killed in action Aug 24, '79 Gau, Lomaiviti
6 SERU, Moape Killed in action Aug 24, '79 Tavuki, Kadavu
7 NADOMO, Mikaele Killed in action Aug 24, '79 Kubulau, Bua
8 TUIDRAVU, Lote Died from wounds Feb 11, '80 Wailevu, Macuata
received in action
9 SORONAIVALU, Seveti Killed in action Apr 12, '80 Nabukelevu, Kadavu
10TURUVA, Asesela Natural causes Dec 19, '80 Sabeto, Nadi
11YABIA, Lemeki Killed on duty Jan 19, '81 Tokatoka, Tailevu
(sniper fire)
12TABUAWESI, Peni Executed by armed Jun 19, '81 Serua Island, Serua
elements
13KOROI, Isireli Executed by armed Jun 19, '81 Nasigatoka, Rewa
elements
14RODAN, Albert Accidental discharge Oct 16, '81 Verata, Tailevu
of weapon
15RATABACACA, Epeli Accidental discharge Mar 4, '82 Verata, Tailevu
of weapon
16MOMOIVALU, Taniela Killed in action May 29, '83 Tavuki, Kadavu
17TUOSE, Penaia Killed in action Jan 24, '85 Saweni, Cakaudrove
18SOROVAKI, Poasa Accidental discharge Feb 18, '86 Nakasaleka, Kadavu
of weapon
19RAVOUVOU, Inoke Killed in action Mar 28, '86 Tavuki, Kadavu
20CAVUILATI, Ravula Car bomb explosion Nov 20, '86 Vuna, Taveuni
21YAYA, Jovilisi Car bomb explosion Nov 20, '86 Nakasaleka, Kadavu
22CAVU, Jope Car bomb explosion Nov 20, '86 Ono-i-Lau, Lau
23LOMALAGI, Waisiki Natural causes Aug 13, '90 Deuba, Serua
24ORODEI, Tevita Natural causes Nov 14, '90 Vunaniu, Serua
25GUKIVULI, Taito Vehicle accident Dec 13, '93 Totoya, Lau
26SERU, Manasa Natural causes Mar 31, '94 Sigatoka, Nadroga
27NETZLER, Edward Died from wounds Jun 4, '94 Taladrau, Nadroga
received in action
28VOLAUKITOGA, Seruvatu Died from wounds Jun 5, '94 Nabukaluka, Naitasiri
received in action
29TAVATUILAGI, Waisele Natural causes Dec 20, '97 Navatu, Cakaudrove
30ROKODUNA, Josaia Natural causes Apr 23, '99 Seaqaqa, Macuata
31SUGUTURAGA, Nemani Natural causes Sep 9, '99 Tokatoka, Tailevu
32WAQAVONOVONO, Anare Gunshot wound Mar 15, '00 Mualevu, Lau
33TUIGAU, Tevita Vehicle accident Mar 11, '02 Gau, Lomaiviti
34MAVOA, Kevueli Natural causes Aug 9, '02 Kabara, Lau

19. Témoignage d'un officier français de la MFO

Le colonel Boussard, pilote de transport de l'armée de l'air française, a effectué deux séjours au sein de la mission des Nations Unies au Sinaï, en 1988 et 1989[1022].

> Nous étions stationnés au sud d'El Arish sur une plate-forme nommée El Gorah. La force multinationale de l'ONU a pour mandat de faire respecter les accords de Camp David et la zone démilitarisée du Sinaï. Cette force est constituée par les contingents de onze nations et comptait à peu près 2500 hommes. Nous étions trente-cinq Français, mais les plus gros contributeurs sont les Etats-Unis, la Colombie et Fidji. Les Fidjiens ont sur zone un bataillon de 600 hommes.
>
> Ce contingent fidjien se voyait confier les missions les plus lourdes et souvent les plus ingrates ; en effet, il est un des plus importants et surtout, (« il n'y a pas photo »), un des plus fiables et des plus efficaces, et ne rechignant jamais à la tâche.
>
> Ainsi, ils sont quasi systématiquement déployés sur les postes d'observation les plus perdus et les plus isolés au cœur du désert et confrontés à un ravitaillement problématique (ils passaient 15 jours sur zone et 8 jours au camp et ainsi de suite…). Ils y ont témoigné d'une grande rusticité et les conditions difficiles n'ont jamais affecté leur mission.
>
> Par ailleurs, ils ont eu l'occasion de démontrer leurs qualités au feu et leur maîtrise de ce que nous, Occidentaux, appelons le « stress du combat » : régulièrement les fedayins ou les forces spéciales israéliennes tentaient des incursions, voire cherchaient à faire évacuer les postes en les harcelant, et en en minant les abords. Les Fidjiens se sont attachés à interdire ces incursions contraires au mandat ONU, y compris par le feu, ont défendu leurs postes avec détermination et avec vigueur quand ils sont pris à partie, et ont fait preuve d'une grande solidité et d'une grande fermeté face aux intimidations.
>
> Confrontés à des pertes en plusieurs occasions (par balles et surtout par mines), ils n'ont jamais fléchi et ont géré ces pertes avec sang-froid et, encore une fois, sans états d'âme.

1022 Communication personnelle.

Nous, Français, entretenions d'excellentes relations avec eux. D'autant que, pour ma part, sur le plan strictement professionnel du commandant de bord d'aéronef, c'est véritablement une bouffée d'oxygène de travailler avec eux, dans le contexte du « caravansérail » ONU ; « drillés[1023] » à la méthode anglaise, tout est « carré » dans la préparation des missions : détachements toujours en tenue, organisés et commandés, colisages bien faits et respectés, paquetages carrés et conformes aux poids indiqués, discipline à l'embarquement et au cours du transport, pas de surprises de dernière minute à l'embarquement….

Je le ai trouvés par ailleurs très débrouillards et pragmatiques, et tenant parole dans les différents contacts professionnels que j'ai pu avoir…

Pour terminer, j'ajouterai un dernier commentaire : ayant également servi à l'ETOM[1024] de Nouméa, j'ai toujours été surpris par le contraste entre mon expérience du Sinaï et les impressions de désordre et d'imprécision que m'ont laissé mes escales et séjours à Nadi.

1023 Formés selon le « drill » ; le modèle militaire britannique.

1024 L'escadron de transport (aérien militaire) outre-mer. L'ETOM 00.052 est basé à Tontouta, Nouvelle-Calédonie.

20. L'expérience du Sinaï vue par la presse fidjienne en 2010.

Lions of the Desert
Article de Margaret Wise dans le FIJI TIMES du 11 novembre 2010[1025].

WHEN the first batch of soldiers was deployed to the Sinai desert in March 1982, they swiftly mastered their new environment. Their professionalism and experience instantly earned them the respect of other MFO contingents.
Fiji's participation came about after the MFO was set up by the governments of Egypt, Israel and the US in accordance with the 1979 Peace Treaty between Egypt and Israel.
The agreement established that Israel would withdraw from the Sinai Peninsula on April 25, 1982 and a UN peacekeeping force would supervise the Israeli withdrawal from the Sinai desert.
The UN peacekeeping force would also occupy a buffer zone along the Egyptian-Israeli border.
However, an impasse in the UN Security Council saw Egypt, Israel and the US form a separate peacekeeping organisation outside of the UN, now known as the 'MFO.
The Fiji Commitment
Fiji's reputation in the UN peacekeeping operation in Lebanon (UNIFIL) led the governments of Egypt and Israel to request a light infantry battalion for service with the MFO.
The Fiji Battalion was to be assigned the northern sector of the Sinai desert. Bordering the Palestinian territory of Gaza, the northern sector was the most populated and sensitive part of the Sinai.
Up at Queen Elizabeth Barracks, Brigadier Ian Thorpe, the Commander RFMF (1979-1982), made the decision to assign the MFO mission to 2FIR which at the time was a territorial battalion.
The battalion was to be activated into full-time regular service and be re-organized, trained and equipped for the Sinai mission
The Planning Challenges
The challenges were formidable. A training plan had to be set up and implemented. Platoon commanders, technical specialists such as signallers, medical orderlies, clerks as well foot soldiers had to be selected and skilled-up for the mission. Arms and equipment had to be sourced from overseas and procured.
If the governments of Egypt and Israel wanted 2FIR to be in the Sinai by April 25, 1982, then the area assigned to the Fiji Battalion had to be checked out and a deployment plan developed.
This meant that a detailed reconnaissance of the assigned area had to be completed at some stage of the planning. Likewise, each of the 500 men of 2FIR had to understand their role and where they fitted in the whole scheme of things.
Distance from the Middle East also posed logistics problems for Fiji.
In this, valuable lessons were drawn from Fiji's experience in Lebanon.
The Project Planning Team
To put the whole project together and command the newly formed battalion, Brigadier Thorpe turned to one of his more experienced officers.
LtCol Jim Sanday was a graduate of the Malaysian Armed Forces Staff College in Kuala Lumpur where he specialised in counter-insurgency operations.

1025 Jour du souvenir des soldats morts.

He was also a graduate of the Australian Joint Service Staff College in Canberra which prepared officers for higher command and control appointments in joint force operations involving the Army, Navy and Air Force.
He also commanded the Fiji Battalion in Lebanon in 1979-1980 and had an intensely active period in command. Lt Col Sanday was decorated by the Queen in 1980 for his leadership of the Fiji battalion in Lebanon.
Warrant Officer Class 1 Viliame Bill Mucunabitu was appointed Regimental Sergeant Major.
He was an experienced military instructor and a man of impeccable character and standards. He too had seen service in Lebanon.
The Senior Weapons Instructor (SWI) position was filled by WO2 Sam Naqelevuki (now deceased). Like Mucunabitu he was an experienced military instructor who had once served an attachment with the New Zealand Army SAS Squadron at the Papakura Military Camp in Auckland. Born in Kadavu, Naqelevuki also earned a fearsome reputation as the crash-tackling fullback for the Army rugby team. He went on to represent Fiji at fullback in the 1970 tour of NZ.
Major Isikia Savua was appointed Operations Officer for the Battalion. He had previously served in this appointment in Lebanon where he had also served as a company commander. A Sandhurst-trained officer, he brought all his experience to bear in his new role as Operations Officer.
Looking after human resources matters was the responsibility of the Adjutant, Captain Aisake Mataikabara. Now deceased, Captain Matai was a popular and well-liked figure in the battalion. A graduate of the Officer Cadet School in Portsea, Australia, Captain Matai had previously served as a platoon commander and as Adjutant of the Fiji Battalion in Lebanon.
Commander Stan Brown and Captain Kamlesh Singh were assigned positions on the MFO planning staff in Alexandria, Washington, USA. They also acted in a liaison role and kept the Fiji planning staff under Lt Col Jim Sanday up to date on all aspects of MFO planning so that the training and operational plans could be adjusted if necessary.
These men put the whole Sinai project together. The planning was typically military both in its precision and detail. The battalion was under strict instructions to use their weapons only for self defence, each carried a card which spelt out when they permitted to use force.
Training
The New Zealand Army sent a training team to run the young officers commissioning course in Suva. At the end of the eight week course successful candidates were commissioned as second lieutenants and given command of a 30 man rifle platoon.
The US Army provided the arms and ammunition and sent a US Special Forces team ('Green Berets') to train military instructors in the use of the weapons.
The Fiji army conducted its own training of infantry section commanders, medical orderlies, storemen, clerks, cooks, drivers and other essential skills that were required.
Departure
After intense preparation a farewell parade at Albert Park in March 1982 was reviewed by then Prime Minister, the late Ratu Sir Kamisese Mara. Having seen service in Lebanon, the battalion was well led, well trained, confident in their ability. They understood the risks they were about to face.
They were referred to as the Lions of the Desert.
Operations
The main threat for the soldiers was the thousands of landmines that were buried in the desert. There were no accurate maps of where they actually were.
The occupation of positions and patrolling of the 1,500 square kilometres of desert assigned to the Fiji battalion had to proceed regardless of the threat of unmarked landmines. The Battalion had a general idea where the mines were and kept away from the area.
By April 25, the Battalion was already in position, ready to carry out its mission to supervise the Israeli withdrawal out of the Sinai Peninsula. After the withdrawal, the Fiji Battalion along with a battalion from Colombia and the US, were to occupy a buffer zone that ran from the Mediterranean Sea in the north to the settlement of Sharm El Sheikh in the south.
The Fiji Battalion's Reconnaissance Platoon, under Lieutenant Naibuka Qarau spent several hot days and very cold nights patrolling on foot along the length of the Israeli and Egyptian border. Their task was to locate the border markers between Israel and Egypt. The border was virtually a

line drawn in the sand and locating them was a challenge. Luckily, none of Qarau's men were injured by landmines.
Another problem faced by the Battalion was the threat of heat exhaustion. With the very high desert temperatures, moisture was being constantly lost from the body even during the act of breathing. The drinking of water at regular intervals was enforced. Whether the drinking of yaqona in the evenings helped is debateable.
While the soldiers lost in Sinai are few and died as a result of natural causes or vehicle accident, we must acknowledge that the members of 2FIR are continuing to make a vital contribution to the maintenance of peace and stability in a part of the world that is swamped by cultural, political and ideological conflict.
** The author would like to thank a number of former soldiers who have served in Sinai with the first Contingent as well as the other contingents that followed. They willingly shared their knowlwedge and their contribution to this story is very much appreciated*[1026].

1026 http://www.fijitimes.com/story.aspx?id=159636 consulté le 12 novembre 2010.

21. *Roll of Honor*

Eléments fournis par le *Major* Jone Kotobalavu, secrétaire du *Fiji Servicemen's After Care Fund*. Dans la liste des morts au champ d'honneur pendant la Première Guerre mondiale, l'astérisque indique lesquels sont des Fijdiens de souche.

Roll of Honor
Republic of Fiji Military Forces

First World War (1914 – 1918)

1. Andrews W.W
2. Bailey G.E
3. Barker E.H
4. Barry G.E.
5. Barry J
6. Bartle T.W
7. Baskerville E.W
8. Bathgate D
9. Beddows G.J
10. Berkerly T
11. Boa J *
12. Bragg H.V
13. Browne E.J.W
14. Bursill A.L
15. Cairns C.P
16. Cairns F.R
17. Church J.B.T
18. Cleary M.H
19. Cocks A.J
20. Corbett E
21. Corley A.P.H
22. Cottingham R
23. Creer E.J.H
24. Curtis J
25. Cutbush T.W
26. Dawson D.D
27. Day J.C
28. Dandy A.E
29. Dewar
30. Drummond J.A
31. Dummett R
32. Edwards W.J
33. Eipper K.M
34. Evans J
35. Evans E
36. Fanning F
37. Fitzroy C.S
38. Fraser N
39. Fyvie W
40. Galloway G.S.M
41. Goodsell W
42. Gordan J
43. Queenslade H
44. Onceve C.A
45. Haley P.V
46. Healley J.H
47. Henderson G
48. Henney T.P.A
49. Hill W.O
50. Holness B
51. Hopewell B
52. Houston H.E
53. Ireland A.E
54. Jenaius D.O
55. Jorden J
56. Kalano R.A *
57. Kendrick G
58. Kaubley M.A
59. Langton A.H.B
60. Lazarus J
61. Long F.S
62. Lord W.D
63. Marlow S.F
64. Meaney A
65. Michael E
66. Millgrew J.W
67. Millard H.E
68. Morris H.G
69. Mua L *
70. Munno J
71. Mccorkill J
72. McDonald W.A
73. McDonald A.S
74. Nailote V *
75. Natoga M *
76. Nicol L.G
77. Norbea H
78. Olvier P.R
79. Owen E.P
80. Pain A.G
81. Philips A.G
82. Philips P
83. Philips D.T
84. Powell R.B
85. Raniuci S *
86. Raiciuciu K*
87. Ratulevu W*
88. Rowley R.W
89. Ryland S.W
90. Saunders A
91. Saunders W
92. Shepperd A.L.M
93. Simmons H.A
94. Smith F
95. South L.J
96. Spowart F
97. Stafford F.R
98. Stockton W.A
99. Strochey C.O
100. Sturrock E.S
101. Suvann F.H
102. Swat Escort M.R
103. Tate H
104. Tavaga S *
105. Taylor T.D
106. Vakaotia W *
107. Vickers R
108. Vonovavavau E *
109. Walker G
110. Walker N.B.D
111. Warden C.A
112. Waring H.G
113. White E.A.L
114. Wilkinson M.R
115. Williams L.H.C
116. Williams L.J
117. Wilson A.
118. Wilson G
119. Wright E

Second World War

1. Pte Mateo Tuidala
2. Pte Manoa Nakara
3. Pte Apakuki Nawailagi
4. Pte Maciu Seravou
5. Pte Wiliame Tori
6. Pte H.Levy
7. Pte Veremo Dauniveimoku
8. Pte Nacanieli Rusaleba
9. Pte Uraia Caucau
10. Pte Emosi Waqa
11. Pte Mosese Ragolea
12. Pte Akilio Kadrate
13. Pte Tevita Burekama
14. Pte Kameli Rokotuiloma
15. Pte Jone Mudreyawa
16. Pte Peni Rokoe
17. Pte K.McPherson
18. Pte Alifereti Wakanavesi
19. Pte Apeuta Nala
20. Pte Laisiasa Masudogo
21. Pte Nemani Cakausese
22. Pte Asesela Serau
23. Pte Sitiveni Ratu
24. Pte Eparama Cokanasiga
25. Pte Taniela Siko
26. Pte Jokatama Raivola
27. Pte Semi Bilo
28. Pte Viliame Nailati
29. Pte Emori Cabenalevu
30. Pte Sailosi Ravatu
31. Pte Uraia Nataliga
32. Pte Anare Vuruna
33. Pte Simeli Kurusavulevu
34. Cpl Sefanaia Sukanaivalu,VC
35. Cpl JesoniTale
36. Cpl Apisai Lutu
37. Cpl Eroni Kurumaira
38. Cpl Inia Ranuqaruqa
39. Cpl Jone Tawakelevu
40. Cpl J.H.E. Duffield
41. Cpl R.R.Scott
42. Sgt E.Wilson
43. Lt A.S.Phelps
44. Lt M.F. Fantham
45. Lt O.W. Stratford
46. Lt P.M.Harper
47. Lt B. Masefield
48. Lt B.J.Dent
49. Lt H.Taliai
50. Lcpl Wilisoni Naqasima
51. Sgt B.W. Ensor
52. Sgt W.A. Collins
53. Sgt W.G. Conn
54. Cpl Kelepi Vodo
55. Lcpl apakuki Naba
56. Pte Inia Rasaku
57. Pte Kitione Karavati

Malaya 1952 – 1956

1. Pte Hawea Turagavakacegu
2. Pte Eroni Vukica
3. Pte Apenisa Waqamatia
4. Pte Samuela Vakaruru
5. Pte Maika Rabonu
6. Pte Jone Luwei
7. Pte John Sinclair
8. Pte Iliaseri Kasivo
9. Pte Vereniki Marawa
10. Pte Toma Tanicakau
11. Pte Manueli Canavarua
12. Cpl Manoa Vala
13. Sgt Napolioni Wara
14. Sgt Allan W. Bucknell
15. Sgt George Nepia (NZ)
16. Lt Peter Hargest (NZ)
17. Major Robert Genge
18. Pte S. Nagata
19. Cpl M. Komaiwai
20. Sgt P. Taloga
21. WO1 S. Vatubua
22. Lcpl N. Nadaku
23. Pte A. Baleilakeba
24. Pte Qasevakatini
25. Lt M. Vula

UNIFIL Lebanon

1. Spr Soronaivalu S.
2. Pte Siga Eparama
3. Pte Leitubadei Alivereti
4. Pte Wainibitu K
5. Pte Nadomo Mikaele
6. Pte Seru Moape
7. Pte Tulega Isoa
8. Pte Tuidravu Lote
9. Pte Koroi Sireli
10. Pte Tabuwesi Peni
11. Pte Rodan Albert B.
12. Pte Ratabacaca
13. Pte Momoivalu T.
14. Pte tuose Penaia
15. Pte Ravouvou Inoke
16. Pte Cavu Jope
17. Pte Cavuilati R.
18. Pte Yaya Jovilisi
19. Pte Tevita Orodei
20. Pte Sorovakatini Petaia
21. Pte Waqavonovono Anare P.
22. Pte Netzler Edward
23. Pte Volaukitoga Seruvatu
24. Pte Tavatuilagi Waisele
25. Cpl Yabia Lemeki
26. Cpl Sagar Vidya
27. Cpl Sorovaki Poasa
28. Cpl Gukivuli Taito
29. Sgt Seru Manasa
30. Sgt Tunuva A.T.
31. Sgt Rokodina Josaia
32. Sgt Tuigau Tevita
33. Lcpl Mavoa Kevueli
34. WO1 Suguturaga Nemani
35. Capt Lomalagi W

MFO Sinai

1. Capt Vakaciwa Isoa
2. Capt Namua Jone
3. Pte Kaulotu Emosi
4. Pte Leone Camaitoga

UN Mission – East Timor

1. Capt Kini Inia T.
2. Ssgt Rakabu Maika
3. Pte Bolakasi Maciu

UN Mission - Iraq

1. Cpl Soko Sekuri
2. WO Tuni Pio Semi
3. Cpl Rabale Viliame

22. Fiji Times du vendredi 15 mai 1987

FORECAST: Cloudy. Details and map on Page 26.

THE
Fiji Times
THE FIRST NEWSPAPER PUBLISHED IN THE WORLD TODAY

SUVA IS JUST WEST OF THE INTERNATIONAL DATELINE WHERE THE NEW DAY BEGINS

FRIDAY, MAY 15, 1987 | 36 PAGES | 25¢ | 118TH YEAR | No. 116

LATE NEWS

Nailatikau speaks

CANBERRA — The head of the Royal Fiji Military Forces, Brigadier-General Rutu Epeli Nailatikau, said last night he did not wish to see Australian military intervention in the Fiji coup.

He opposed the action by some members of his forces but believed there was still discipline and that it was "just a matter of talking to the people concerned".

"As far as I am concerned, I am still the commander".

Army seizes power
COUP

The army yesterday seized power without a shot being fired.

Lieutenant-Colonel Sitiveni Rabuka, 38, third in command in the Royal Fiji Military Forces, assumed total control of the country at 10am yesterday after staging a lightning coup.

After the successful coup, Lt. Col. Rabuka said he had been monitoring events in Fiji since the election "and I see how these events could lead to serious situations and threaten law and order and property".

His coup was an "interim measure" before electing a Council of Ministers to run the country.

Security of life and property is a prime concern," he said.

Of the detained Government members, he said: "I intend to release them under house arrest ... they have not done anything wrong. It is my responsibility to see they are made comfortable."

In a swift operation, his men seized the Prime Minister, Dr Timoci Bavadra, his Cabinet colleagues and other Government Backbenchers, and suspended both the Commander of the RFMF, Brigadier General Epeli Nailatikau and his Chief of Staff, Colonel Jim Sanday.

The Commissioner of Police, Mr Premesh Raman and his deputy, Mr Mosese Tuisawau, were also suspended from their positions.

The Constitution has been suspended and with it, the Governor-General, Ratu Sir Penaia Ganilau, lost his position. But Colonel Rabuka says he will renominate Ratu Sir Penaia for the Governor-General's position after forming a caretaker government.

In a statement issued from the Government House afterward, Ratu Sir Penaia described the seizure as unlawful.

"The executive power under the Constitution is vested in her Majesty the Queen which by law and convention I exercised on her behalf on the advice of the Cabinet.

"In the temporary absence of the Ministers of the Crown I have assumed that authority," he said.

He issued a proclamation declaring a state of public emergency and said he was taking immediate steps to restore "the lawful situation".

As Commander-in-Chief, he called on all officers and men of the RFMF, the Royal Fiji Police and members of the Public Service to return "to their lawful allegiance in accordance with the oath of office and their duty of obedience without delay".

A statement issued from Buckingham Palace in London yesterday said the situation in Fiji was being "kept under observation".

The British Foreign Office said as Queen of Fiji, Queen Elizabeth would be advised of the coup by the Governor-General.

The entire coup operation yesterday took less than 15 minutes.

Armed soldiers in combat gear and wearing gas masks marched into the House of Representatives at 10am as it was sitting, and arrested the members of the Government at gun-point.

Dr Bavadra's team was bundled into an army truck and driven off to army headquarters in Nabua.

Simultaneously, a group of soldiers took control of the Suva Telephone Exchange.

The coup leader later told news reporters that he would be appointing a Council of Ministers to run the affairs of the country.

Lieutenant-Colonel Rabuka said his action was "pre-emptive"-designed to prevent "unrest and violence".

He said "recent events" had caused him considerable concern as he feared these could have threatened life, property and law and order.

The people of Fiji were yesterday shocked by the coup but there was no disorder or any incidents of violence anywhere in the country.

Full reports and pictures on page 2, 3, 8, 9, 10, 11.

Bavadra speaks

The Prime Minister, Dr Timoci Bavadra, yesterday denied radio reports that his Government had ever intended to use the army to quell disturbances in Fiji.

Speaking from his home in Veisu at 12.15am this morning where the 28 members of the Government were moved, Dr Bavadra said he expected a resolution of "this impasse" in a very short time.

He appealed to all people to keep calm.

Dr Bavadra said he and his Government "deny that the Government had any intention whatsoever of using the army against the people."

"The Government's position has always been that the situation was fast returning to normal.

"And therefore, there was absolutely no reason for the action taken by Colonel Rabuka," he said.

Dr Bavadra also welcomed "the support for his democratically-elected Government" by the Prime Ministers of Australia and New Zealand.

He assured the nation that his members were all well.

LIEUTENANT Colonel Sitiveni Rabuka, (extreme right) outside the Opposition office about an hour after Government members of Parliament were whisked away in Royal Fiji Military Forces (RFMF) trucks. In the centre an armed and masked RFMF soldier. A spectator looks on.

LIEUTENANT Colonel, Sitiveni Rabuka, answering questions from reporters of the various news media during his Press conference at the Cabinet Room of the New Wing of the Government Buildings yesterday afternoon.

22a. Sitiveni Rabuka

Sitiveni Rabuka est né le 13 septembre 1948 près du petit village de Nakobo, situé sur la côte sud-est de Vanua Levu à une cinquantaine de kilomètres de Savusavu. Mais c'est le village natal de son père, Drekeniwai (clan de Navatu), à une dizaine de kilomètres de là qui reste son point de rattachement : c'est à cette terre qu'il est lié, sur celle-ci qu'il a des droits fonciers1027. Son père est, sans que ce soit à un niveau important, d'une famille dirigeante et ajoutait à son statut assez élevé le fait qu'il est directeur d'établissement scolaire, autre source de prestige.

Sa mère est de Vatu, à la pointe nord de Vanua Levu, également dans la province de Cakaudrove. Elle est issue d'une famille de chefs.

Il est baptisé Sitiveni (Stephen), Ligamamada, le prénom de son oncle paternel, qui remonte loin dans la tradition fidjienne et désigne le guerrier du grand chef chargé de punir ceux qui désobéissent au leader. Ce nom comporte aussi le sens de enlever un poids aux autres, se charger de leurs problèmes. C'est ce nom de Sitiveni Ligamamada qui est utilisé pendant sa scolarité. Le nom de son père, Rabuka, ne figurait pas sur l'acte de naissance et ce n'est que lorsqu'il eut 21 ans, s'en rendant compte, qu'il obtint la rectification.

Né après un premier bébé décédé, et lui-même rescapé d'un cyclone à l'âge de trois mois dans des circonstances curieuses, Sitiveni est pour ses parents l'objet des plus grandes attentions.

La tradition familiale paternelle contient l'appartenance à un clan de bati, les guerriers spécialisés dans le combat à l'extérieur du village, ceux qui sont les hommes forts des chefs, ce qui explique aussi comment et pourquoi ses actions de 1987 reçurent un tel soutien de la part de l'establishment fidjien.

Enfant, il est d'une santé fragile : à cinq ans ils est hospitalisé plusieurs semaines pour pneumonie et déshydratation grave.

Il est un très bon élève, accepté sur son mérite au sein du meilleur lycée des Fidji pour les Fidjiens : la Queen Victoria School, qui a été créée en 1902 pour éduquer les fils de chefs et accueillait depuis la fin des années 1930, quelques jeunes gens méritants d'autres origines. Depuis 1950, l'établissement est à Matavatucou, à 50 kilomètres au nord de Suva. Sitiveni y entra en 1962. Ses résultats n'sont pas au de dessus de la moyenne mais il est très travailleur. Sur le plan physique, il a une constitution fragile, mais s'entraînait davantage et a une volonté supérieure. Comme dans les établissements britanniques dont la Q.V.S. suivait le modèle, le sport est très important, de même que son groupe d'apprentissage militaire : le School Cadet Corps.

En dernière année, il est le meilleur joueur de rugby du lycée, mais il est surtout engagé dans le Cadet Corps. Son physique est devenu très solide, il a une voix forte et appréciait l'entraînement militaire. Il aimait l'uniforme, l'ordre, la discipline, est un meneur naturel et finit par occuper le plus haut rang possible pour un lycéen dans le dispositif. Il n'envisageait rien d'autre qu'un avenir d'officier. Son père aurait préféré qu'il entre dans la fonction publique civile, moyen sûr, pour un roturier, d'accéder à de hautes fonctions.

En 1966, il passa l'examen d'entrée à l'université. Ses résultats sont moyens. Il est plus jeune que beaucoup de ses condisciples. Le principal de Q.V.S. lui proposa d'y passer une année de plus, comme Head Boy (poste généralement attribué à un fils de chef), et de repasser l'épreuve. Il le

1027 J. Sharpham, 2000, p. 22. Beaucoup d'éléments concernant Rabuka proviennent évidemment de cette biographie et de celle écrite par Dean et Ritova.

considérait comme le meilleur leader parmi ses étudiants. Dans le même temps, le chef d'état-major de l'armée, qui a remarqué les aptitudes de Sitiveni Ligamamada à l'occasion d'une période d'entraînement des School Cadets à la caserne Queen Elizabeth Barracks, lui offrit de le recruter s'il faisait cette année supplémentaire.

Le rang coutumier des lycéens l'emportait dans leurs relations de camarades. Mais Sitiveni sut se rallier l'ensemble d'entre eux lorsque cela est nécessaire. Il est très convainquant et se révéla bon négociateur,

L'armée a alors besoin de deux élèves officiers. il est facilement sélectionné, en même temps, mais avec de bien meilleurs résultats aux épreuves de sélection, que Jim Sanday. Le 7 février 1968, il prêta serment et s'engagea à servir loyalement la Reine et à accomplir sa mission dans le respect de la loi.

Subissant l'entraînement de base avec toutes les nouvelles recrues et les soldats revenus des opérations extérieures, Sitiveni les surclassa tous. En avril, il partit pour la Nouvelle-Zélande avec Jim Sanday : ils y suivirent, à Waioru, la formation des instructeurs « toutes armes ».

Sa formation supérieure militaire est effectuée en Australie, en Nouvelle-Zélande, à HongKong et en Inde, en même temps qu'il poursuivait son entraînement de sportif de très bon niveau : en 1970, il joua pour Fidji contre les rugbymen d'Angleterre et du Pays de Galles ; il représenta son pays dans plusieurs disciplines d'athlétisme aux Jeux du Commonwealth de 1974 en Nouvelle-Zélande, où il est le porte-drapeau de la délégation fidjienne.

En 1980, commandant du FijiBatt de la FINUL, il sauva la vie d'un colonel français1028 blessé lors d'une attaque contre le quartier général onusien et organisa un raid réussi contre un camp de l'armée de libération de la Palestine. Pour ces actions, il reçut l'Order of the British Empire puis la Légion d'honneur. Il commanda ensuite le Fijibatt au Sinaï.

En mai 1987, il est lieutenant-colonel et numéro trois dans la hiérarchie militaire fidjienne.

1028 Il serait intéressant d'approfondir ce point ; les biographies consacrées à Sitiveni Rabuka sont avares de précisions.

23. ***Military Government Decrees 1987***

1. Fiji Constitution 1970 Revocation Decree 1987.
2. Existing Laws Decree 1987.
3. Constitutional Abrogation - Military Government and Finance Decree 1987.
4. Fiji Judicative Decree 1987.
5. Fiji Service Commission and Public Service Decree 1987.
6. Prerogative of Mercy Decree 1987.
7. Fiji Constitution of Offices Decree 1987.
8. Declaration Republic of Fiji Decree 1987.
9. Fiji Military Government Decree No. 9 of 1987.
10. Fiji Service Commission and Public Service (Amendment) Decree 1987.
11. Fiji Judicative (Amendment) Decree 1987.
12. Fundamental Freedoms Decree 1987.
13. Fundamental Freedoms (Amendment) (No. 1) Decree 1987
14. Fiji Citizenship Decree 1987.
15. Broadcasting Commission (Chapter 105) Amendment Decree 1987.
16. Magistrates Courts (Chapter 14) Amendment Decree 1987.
17. Ombudsman Decree 1987.
18. Fiji Judicative (Amendment) (No. 2) Decree 1987.
19. Constitution (Abrogation) Military Government and Finance (Amendment) Decree 1987.
20. Sunday Observance Decree 1987.
21. Executive Council of Ministers - Responsibilities of Leadership Code Decree 1987.
22. Fijian Affairs (Fijian Affairs Board Membership) Decree 1987.
23. Fiji Judicative Compensation - Loss of Office Decree 1987.
24. Fiji Service Commission and Public Service (Amendment) (No. 2) Decree 1987.
25. Appointment of Head of State and Dissolution of Fiji Military Government Decree 1987.

Liste publiée sur internet par le *Pacific Islands Legal Information Institute* http://www.vanuatu.usp.ac.fj/pacific%20law%20materials/Fiji_legislation/Indices/Decrees_1987-88.html consulté le 14 novembre 2010.

24. *Sunday Observance Decree, 1987*

THE REPUBLIC OF FIJI DECREE NO. 20

IN exercise of the powers vested in me as Commander and Head of the Fiji Military Government, I hereby make the following Decree:

1. This Decree may be cited as the Sunday Observance Decree, 1987.

2.-(1) Sunday shall be observed in the Republic of Fiji as a sacred day and a day of worship and thanksgiving to Christ the Lord and such observation shall be without prejudice to section 3(2) and section 10 of the Fundamental Freedoms Decree.
(2) For the purpose of this Decree Sunday commences at midnight on the preceding Saturday and ends at midnight on Sunday.

3. All persons irrespective of whether or not they profess the Christian faith shall respect Sunday and shall subject to section (4) of this Decree neither do nor omit to do any act that may undermine the significance of Sunday to the Christians in the Republic of Fiji.

4. The following activities may be undertaken on Sunday:
(a) performance of essential services as set out in the Schedule to this Decree;
(b) carriage of persons from one place to another in a private motor vehicle;
(c) transport to and participation in worship: religious discussions and activities;
(d) preparation of food outside a dwelling house by way of a 'lovo' or barbecue;
(e) tendering of essential services in relation to domestic animals:
Provided that the performance of any of the above is not in relation to the conduct or furtherance of any trade, business or gainful employment and in respect of (d) above it shall be an essential precondition that all the food and materials required are gathered prior to Sunday.

5.-(1) Subject to sections 2 and 4 of this Decree all other activities not normally carried out on Sunday are prohibited and as such are unlawful.
(2) For the avoidance of any doubt it shall be unlawful for a person to do any of the following on Sunday:
(a) attend picnic and/or any gathering in a public place or participation in any sporting activities anywhere;
(b) engage in commerce or trade for profit and performance of professional services wherever for a fee or levy;
(c) operate buses, taxis or other means of public transport;
(d) operate a hotel, restaurant, cinema or nightclub and related activities or businesses.
Provided that bona fide tourists (whenever any of the above is relevant) shall not be affected by any of such prohibitions and are exempted therefrom and such tourists shall be entitled to be served as normal without any repercussions on the person providing the service required by them.

6. Any other activities sought to be carried out on Sunday and for whatever reason and/or purpose it is sought to be carried out shall only be carried out following the obtainment of a permit from the nearest police station, and, such permit shall only be issued by officers holding the rank of Inspectors and above and for rural stations by station officers or their assistants from time to time.

7. Any person who is in breach of any of the provisions of this Decree shall be guilty of an offence and upon conviction shall be liable to a fine of not exceeding $100.00 or to 1 month's imprisonment or liable to both such fine and term of imprisonment.

8. This Decree shall come into force on 29th October 1987.

Dated this 11th day of November 1987.
COLONEL SITIVENI LIGAMAMADA RABUKA O.B.E (Mil.)
Commander and Head of the Fiji Military Government

Texte publié sur internet par le *Pacific Islands Legal Information Institute* http://www.paclii.org/fj/promu/promu_dec/sod1987206/ consulté le 14 novembre 2010.

25. Le gouvernement Rabuka de juin 1992

Prime Minister, Minister for Home Affairs and Immigration
Major General Sitiveni Rabuka (SVT)
Deputy Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Civil Aviation
Filipe Bole (SVT)
Deputy Prime Minister, Minister for Fijian Affairs and Regional Development
Ratu Timoci Vesikula (SVT)
Attorney General and Minister for Justice
Apaitia Seru (SVT)
Minister for Education
Taufa Vakatale (SVT)
Minister for Energy and Rural Electrification
Mesulame Narawa (SVT)
Minister for Finance and Economic Planning
Colonel Paul Manueli (Independent)
Minister for Health
Leo Smith (General Voters Party)
Minister for Housing and Urban Development
Jonetani Kaukimoci (SVT)
Minister for Information, Broadcasting and Telecommunications
Ilai Kuli (SVT)
Minister for Infrastructure, Public Works and Maritime
Colonel Apolosi Biuvakaloloma (SVT)
Minister for Labour and Industrial Relations
Militoni Leweniqila (SVT)
Minister for Lands and Mineral Resources
Ratu Ovini Bokini (SVT)
Minister for Primary Industries, Forestry and Cooperatives
Koresi Matatolu (SVT)
Minister for Tourism
Ratu Viliame Dreunimisimisi (SVT)
Minister for Trade and Commerce
Harold Powell (GVP)
Minister for Women, Culture and Multi-ethnic Affairs
Ratu Jo Nacola (Independent)
Minister for Youth, Employment and Sports
Ratu Inoke Kubuabola (SVT)
Minister of State with Special Responsibilities in the Prime Minister's Office
Ratu Etuati Tavai (SVT)

Un ministre des affaires indiennes, le sénateur Himmat Lodhia, un commerçant, est désigné ensuite, mais il démissionne fin août 1992 lorsqu'il est mis en examen pour fraude. Rabuka ne nomme personne pour lui succéder à ce portefeuille. Cette information, comme la liste du gouvernement, proviennent de *Pacific Report* (plusieurs éditions de 1992).

26. Discours de Jacques Toubon, à Paris, le 25 avril 1997

C'est un grand honneur et un grand plaisir qui m'est donné ce soir d'accueillir, à l'occasion de sa première visite officielle en France, le chef du gouvernement fidjien, invité de notre gouvernement.
Vous êtes en effet, monsieur le Premier ministre, ainsi que chacun le sait à Paris comme dans la grande famille du Pacifique, un ami réel de notre pays. Cette amitié est ancienne et je crois pouvoir dire qu'elle a les racines les plus fortes, celles de la fraternité d'armes, forgée avec vos camarades français, lorsqu'au début des années 1980 vous apparteniez, en qualité d'officier, au détachement fidjien de la FINUL. Vous avez alors sauvé la vie d'un officier français, le colonel Laforge[1029], et avez été élevé pour cet acte de bravoure à la distinction de Commandeur de la Légion d'honneur.
Votre amitié pour notre pays ne s'est pas démentie au cours des années récentes. Il y a deux ans, en effet, vous avez eu le courage d'adopter à l'égard de la France une position que nous n'oublierons jamais, face aux controverses que suscitait la dernière série de nos essais nucléaires. Cette position, qui n'était pas, nous le savons, exempte de critique, se démarquait cependant des attaques si virulentes et si dépourvues de fondement rationnel dont nous étions la cible.
L'homme d'Etat que vous êtes, a compris que l'essentiel était de sauvegarder le dialogue avec la France. Pour cette clairvoyance et cette amitié, Monsieur le Président de la République, qui vous recevait ce midi à déjeuner à l'Elysée, a tenu à vous élever ce jour à la dignité de Grand Officier de la légion d'honneur.
Alors même que j'évoque notre amitié, certains objecteront que nos pays sont culturellement éloignés et que Fidji, qui fut un temps colonie britannique, est peut-être plus proche du monde anglo-saxon que de la France. Pourtant, d'autres liens rapprochent Fidji et la France, et notamment notre volonté commune d'identité et d'indépendance nationales.
Grâce à votre personnalité courageuse, vous avez incarné, monsieur le Premier ministre, cette volonté dans une période délicate de l'histoire de votre pays, avec notre pleine compréhension. Actuellement, vous conduisez une réforme constitutionnelle et, là encore, nous vous apportons notre plein soutien. Cet attachement commun à la souveraineté, à l'indépendance nationale et à la liberté nous rapproche et a marque, à plusieurs reprises, nos relations au cours de ces dernières années.
Je ne peux m'empêcher, évoquant votre attachement à l'esprit d'indépendance et de liberté, de me référer avec émotion à la mémoire, à laquelle nous sommes très attachés, du regretté Ratu Sukuna. C'est en effet parfois avec bonheur que l'histoire se répète. Ce grand homme d'Etat fidjien, alors qu'il n'était encore qu'un brillant étudiant à Oxford, avait choisi une voie personnelle et courageuse lors du premier conflit mondial en décidant, puisque la possibilité de combattre dans les troupes britanniques lui était refusée, de gagner la France et de rejoindre notre Légion étrangère. Je vous ai remis tout à l'heure un copie de l'engagement de Ratu Sukuna dans la Légion étrangère française en 1914.
Nous n'oublions pas, Monsieur le Premier ministre, que Ratu Sukuna accomplit, entre 1914 et 1918, plusieurs actions d'éclat, qui lui valurent nos plus hautes distinctions militaires, et notamment la médaille militaire, ainsi que toute notre reconnaissance. Peut-être faut-il voir dans cet épisode de la vie du fondateur de la nation fidjienne moderne, un événement symbolique et fondateur de l'amitié qui nous unit aujourd'hui.

1029 Le colonel Laforge était présent à l'Elysée ce jour-là. On le voit sur l'album de photographies commémorant cette réception, que le Président Chirac a offert dédicacé au Premier ministre fidjien. Le diplôme de Grand Officier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur est daté du 31 mai 1997. Il porte le numéro 162 LHE 97 et est signé par le Président Chirac, le Général Forray et M. Tisné (communication personnelle du Général Rabuka, le 5 juin 2010).

Votre voyage en France, monsieur le Premier ministre, constitue, nous en sommes certains, une étape mémorable de nos relations bilatérales. Outre que ce voyage constitue votre première visite officielle en France, il doit nous permettre de donner une impulsion nouvelle à notre dialogue politique, à nos échanges et à notre coopération.
Nos deux pays ne manquent pas de raisons d'aller dans cette direction. La force du lien historique qui unit la France au Pacifique sud est un trait permanent de notre identité. Nos territoires, ainsi qu'une partie de la population du Vanuatu, représentent une communauté francophone, de 400 000 personnes, numériquement significative dans le Pacifique insulaire. Elle continuera à jouer son rôle unique dans la région.
Persuadée de cette vérité durable, qui dépasse par sa portée tous les malentendus passagers que nous avons pu connaître encore récemment, la France est sans doute la seule puissance occidentale résolue à maintenir et à développer dans l'ensemble du Pacifique insulaire son action de coopération dont nos territoires sont, de plus en plus, les premiers acteurs.
La France est en effet un ardent défenseur des intérêts fidjiens au sein de l'Union européenne, union dont vous n'ignorez pas qu'elle est, et de très loin, le premier donneur d'aide au développement à votre pays, en particulier grâce au F.E.D. et au Protocole sucre.
Comme la France est en outre le pays qui respecte, plus que tout autre, l'indépendance de vos choix politiques, nous sommes convaincus que Fidji peut trouver dans un partenariat renforcé avec nous l'occasion de diversifier ses relations extérieures et donc, de gagner une autre liberté.
Permettez-moi enfin, Monsieur le Premier ministre, de clore ce propos en évoquant brièvement les questions culturelles. Fidji n'est pas seulement un pays magnifique, propice au développement du tourisme, et où il fait bon vivre.
C'est aussi l'un des pays d'Océanie ou l'art a connu quelques unes de ses plus belles réalisations et nous avons d'ailleurs eu l'occasion d'admirer de belles pièces de son artisanat dans une vitrine de la salle à côté.
Vous savez, Monsieur le Premier ministre, que le président de la République porte un intérêt profond aux Arts premiers et je suis heureux de rappeler ici sa décision de faire en sorte que Fidji soit bien représente dans le futur musée parisien qui leur sera consacré.
De même, nous vous apporterons, si vous le souhaitez, notre soutien et notre expertise pour réaménager la muséographie et la présentation du très beau musée de Suva, en témoignage de ce que la compréhension des cultures est la clé de l'amitié et de la paix entre les peuples.
Permettez-moi, monsieur le Premier ministre, Madame, de vous dire combien nous sommes heureux de vous recevoir en France pour votre première visite officielle dans notre pays. Nous vous souhaitons beaucoup de bonheur et de santé, ce qui se dit, je crois, en fidjien : "ni boulla ! (sic)"
Au moment de lever mon verre à la prospérité et au bonheur du peuple fidjien, j'espère que vous me pardonnerez de vous servir du champagne et non du traditionnel "kava", cette boisson nationale qui est, dans votre pays, la marque même de l'hospitalité et que j'ai eu, en plusieurs occasions, le plaisir de boire dans le Pacifique.
Je lève mon verre à la santé de son excellence Sir Ratu Kamisese Mara, président de la République de Fidji, et de son excellence M. Jacques Chirac, président de la République française, ainsi qu'au renforcement de l'amitié franco-fidjienne.

Source : http://lesdiscours.vie-publique.fr/pdf/973137800.pdf consulté le 9 juin 2010. Ce texte comporte trois petites erreurs de transcriptions qui ont été ici rectifiées, et une curieuse orthographe d'une expression fidjienne, qui a été conservée.

27. Immunité des militaires impliqués dans les coups d'Etat de 1987

(Article 164 de la Constitution de 1990). *164.Immunity of Members of the Republic of Fiji Military Forces (including the Naval Division), the Police Force and the Fiji Prison Services and others*

(1)The leader of the military coup d'etat which took place in Fiji on fourteenth of may, 1987 and on twenty-fifth of September, 1987 shall be immune from criminal and civil responsibility in respect of the commission of any offence under the Penal Code or the breach of any law of Fiji and in respect of any damage or injury to property or person resulting either directly or indirectly from the two military coup d'etat and no court shall entertain any action or make any decision or order, or grant any remedy or relief in any proceedings instituted against him in relation thereto.

(2)All members of the Republic of Fiji Military Forces (including the Naval Division), the Fiji Police Force and the Prisons Services who during the two military coup d'etat referred to in subsection (1) of this section and up to the fifth of December, 1987, had shown allegiance to the coup leader and obediently carried out instructions and orders of the Fiji Military Government established by the coup leader, shall be immune from criminal and civil responsibility in respect of the commission of any offence under the Penal Code or the breach of any law of Fiji and in respect of any damage or injury to property or person resulting either directly or indirectly from the two military coup d'etat and no court shall entertain any action or make any decision or order, or grant any remedy or relief in any proceedings instituted against any member aforesaid in relation thereto.

(3)Any person who during the two military coup d'etat referred to in subsection (1) of this section and up to the fifth of December, 1987, acted under the direction of a member of the Republic of Fiji Military Forces (including the Naval Division), the Fiji Police Force and the Fiji Prison Services shall be immune from criminal and civil responsibility in respect of the commission of any offence under the Penal Code or the breach of any law of Fiji and in respect of any damage or injury to property or person resulting either directly or indirectly from so acting and no court shall entertain any action or make any decision or order, or grant any remedy or relief in any proceedings instituted against that person in relation thereto.

(4)For the avoidance of doubt-

(a)No court shall entertain any action or make any decision or order, or grant any remedy or relief in any proceedings whether criminal or civil instituted against any member of the Republic of Fiji Military Forces (including the Naval Division), the Fiji Police Force and the Fiji Prison Services or against any person acting under the direction of any member of such Forces and Services in respect of damage or injury to property or person arising either directly or indirectly from the two military coup d'etat up to fifth December 1987.

(b)No compensation shall be payable by the State to any person in respect of any damage or injury to his property or person caused by or consequent upon any conduct for which immunity has been granted under this section.

(5)This section shall not be reviewed or amended by Parliament.

Extrait du texte integral de la Constitution de 1990 disponible sur le site internet du Pacific Islands Legal Information Institute
http://www3.paclii.org/fj/promu/promu_dec/cotsdrofd1990712.pdf consulté le 15 novembre 2010.

28. Evolution du budget de la défense entre 1979 et 1994

Les chiffres figurent dans le Livre Blanc de la Défense des Fidji de 1997 : Defending Fiji (p. 84-86).

Année	Part des soldes et indemnités	Part des coûts de fonctionnement	Part des investissements	**Somme totale en dollars fidjiens**
1971	56,9	31,4	17,7	**0,51**
1972	54,7	29,7	15,6	**0,64**
1973	58,1	32,4	9,5	**0,74**
1974	54,6	26,9	18,5	**1,08**
1975	40,5	41,1	18,4	**1,68**
1976	47,5	34,0	18,6	**2,47**
1977	55,6	24,9	19,5	**3,83**
1978	Données manquantes			
1979	77,13	18	4,87	**8,00**
1980	76,89	11,33	1,78	**8,47**
1981	77,34	16,37	6,29	**9,71**
1982	82,56	16,65	0,79	**13,93**
1983	84,30	13,09	2,61	**15,35**
1984	83,29	13,45	3,26	**16,88**
1985	85,46	14,42	0,12	**16,16**
1986	84,87	13,74	1,39	**16,52**
1987	63,0	25,4	11,6	**31,25**
1988	62,2	22,4	15,4	**35,26**
1989	60,2	26,4	13,4	**43,14**
1990	71,01	20,12	8,87	**42,64**
1991	58,5	12,1	19,4	**47,9**
1992	81,9	14,1	4,00	**45,89**
1993	78,3	14,2	17,5	**49,40**
1994	77,3	14,5	8,2	**49,29**

Census Year	Fijians (%)	Indians (%)	Others (%)
1946	45.5	46.4	8.1
1956	42.8	49.0	8.2
1966	42.4	50.5	7.1
1976	44.2	49.8	6.0
1986	46.0	48.7	5.3
1996	50.8	43.7	5.5
2007	56.8	37.5	5.7

n des Fidji.

Ces données numériques sont publiées, détaillées et commentées par le Bureau national des statisitiques, dont de nombreux documents sont en ligne sur http://www.statsfiji.gov.fj. Le tableau reproduit ici provient du N°45 des « Statistics News » du Fiji Islands Bureau of Statistics (ocotbre 2008, p. 17).

30. Biographie officielle du *Commodore* Bainimarama

Biographie publiée sur le site internet des RFMF, accompagnée d'un portrait du Commander en grand uniforme.www.rfmf.mil.fj (consulté le 22 avril 2007)

> *Commodore Josaia Voreqe Bainimarama, CF, MSD, OStJ*
>
> *The Commander's naval career spans three decades. He has received a number of honours for his service. He has been made an Officer Brother in the Order of St John of Jerusalem, and has received the Meritorious Service Decoration, the Peacekeeping Medal for United Nations peacekeepers, the General Service Medal, the Fiji Republic Medal, and the 25 Anniversary Medal.*
>
> *Following his education at Marist Brothers High School, The Commander enlisted with the Fijian Navy on 26 July 1975 and rose smoothly through the ranks, becoming an Able Seaman in August 1976, a Midshipman in December the same year, and an Ensign on 1 November 1977.*
>
> *After completing the Midshipmen's Supplementary Course in Australia, he was appointed Navigation officer of HMFS Kiro in August 1978. At the end of that year, he was promoted to Sub-Lieutenant. In January 1979, The Commander embarked on the Chilean naval training ship, the Buque Escuela Esmeralda, which spent six months circumnavigating South America. On his return to Fiji in August, The Commander was appointed Executive Officer of HMFS Kiro.*
>
> *After a brief Navigation Course in HMAS Watson in March 1982, The Commander underwent Search and Rescue training at the United States Coast Guard Centre in New York. On his return to Fiji, he was appointed commander of HMFS Kikau, his first command post. He went on to command HMFS Kula, and spent four months in 1984 in the markings of the Exclusive Economic Zones of Tonga, Tuvalu, and Kiribati. After being promoted to Lieutenant Commander in February 1986, he departed for Sinai where he served for eighteen months with the Multinational Force and Observers.*
>
> *The Commander returned to Fiji in September 1987. He took charge of the delivery of two naval ships, the Levuka and Lautoka, from Louisiana in the United States. He became Commanding Officer of the Fijian Navy in April 1988, and was promoted to the rank of Commander on 4 October that year. He held this post for the next nine years.*

The Commander underwent further training at the Malaysian Armed Forces Staff College in 1991 and at the Australian Defence Force Warfare Centre at RAAF Williamtown, Newcastle, New South Wales, where he studied Maritime Surveillance Training. This was followed by Disaster Management training at the Asian Institute of Technology in 1993, and Exclusive Economic Zone Management training at Dalhousie University, Canada, in 1994. He was promoted to the rank of Captain in October of that year, and went on to attend the Australian Joint Services Staff College (JSSC). He attended the Integrated Logistics Support Overview course of the Australian Defence Co-operation Program on 23 September 1996, and the Chief of Army Conferences in Singapore in 1998 and 1999, as well as the Chief of Defence Conference in Hawaii.

The Commander was appointed Acting Chief of Staff on 10 November 1997, and was confirmed in this post on 18 April 1998. On 1 March 1999, he was promoted to the rank of Commodore and was named Commander of the Armed Forces, to replace Brigadier-General Ratu Epeli Ganilau, who resigned to pursue a political career

31. Articles du *Fiji Daily Post* du 31 décembre 2000.

Man of the year

THE Army Commander, Commodore Frank Bainimarama, is our "Man of the Year".
He was chosen after a random opinion poll of people from all walks of life, including politicians, businessmen, academics, activists and the men on the street, who voted him ahead of six former and present national leaders who have been the topic of everyday conversation since May 19.
The six are rebel leader George Speight, ousted Prime Minister Mahendra Chaudhry, Former President Ratu Sir Kamisese Mara, the President Ratu Josefa Iloilo and Great Council of Chiefs Chairman Sitiveni Rabuka. Commodore Bainimarama shot to prominence after May 19 when he and his men refused to back the "racially motivated" coup supporters. On May 29, he assumed executive authority of the country and was the head of state until July 29 when he relinquished authority after signing the Muanikau Accord. As the country tries to recover from the crisis, Commodore Bainimarama has been hailed for being stern and putting a stop to what could have been an endless and unpredictable level of violence in the country.
Those who voted for Bainimarama never failed to mention that he has been the saviour for the year - "saving the country and its people from further chaos". The fact that Bainimarama have never bent down to those who decided to break the law to fulfil their objectives during those trying times on and after May 19 has also been applauded. Commodore Bainimarama said he was honoured to be named the "Daily Post's Man of the Year".
He said that he was supported by many people through the crisis. He said his source of strength came from his family, "the messages of prayers received from people from all walks of life and the on-going support of the military".
"The will of the Republic of the Fiji Military Forces to do the right thing have undoubtedly been my source of strength during this impasse," the army chief said yesterday. He also thanked every single member of the RFMF for their sacrifices during the crisis. Commodore Bainimarama said the men have supported the institution and what it stood for, whose personal sacrifices made it easy for him to make decisions.

Who is he?

WHO is Commodore Frank Bainimarama?
Commodore Bai-nimarama is known for speaking his mind. He calls a spade a spade. He hates malingerers and many officers have felt the brunt of his no-nonsense approach. Many say that he has become a success because he leads by example.
When his men play rugby, he does the same. When they drink, he drinks. When they attend church, he is the first there. He is a sociable man with a great sense of humour. Most of all, Commodore Bainimarama is a family man. The family is very important to him. And whenever and wherever possible, he would have those closest to him (his wife, his six children, his sons-in-law, his grand-children) around him. In his attempts at strengthening family unity, he introduced a force family church service targeting the participation of wives and children. His commitment to this cause reveals another side of the man. He believes in God wholeheartedly and is a Christian.
Commodore Bai-nimarama is originally from Kiuva, a coastal village in the Kaba peninsula, in Tailevu. Although commonly referred to as Frank, his name is really Ratu Josaia Voreqe, which denotes his chiefly family heritage. In fact, he is the younger brother of the Permanent Secretary

for Fijian Affairs Ratu Meli Bainimarama and Government Statitician Ratu Timoci Bainimarama. He had studied at Marist Brothers High School and was one of the founding members of the Fiji Naval Squadron, which celebrated its 25th anniversary in July. He joined the Navy as an able seaman. He rose through the ranks, becoming a midshipman in December 1976.
He was promoted as sub-lieutenant in 1978, became a lieutenant in 1981 and a lieutenant commander in 1981. He became a captain in 1995 and was promoted FMF chief of staff. Commodore Bai-nimarama studied at several staff colleges including those in Malaysia, Australia and New Zealand. He became army commander on February 25 after his predecessor, Ratu Epeli Ganilau, resigned to enter politics. His appointment was not without controversy. Many senior army officers had not been too happy when he became the Commander.
Some of these officers were implicated in the coup and the aborted mutiny. Others who were opposed to him, have changed their minds. Commodore Bai-nimarama is a kind and considerate man, who hates to live with pretentious people. He likes simple things in life and is not extravagant. He socialises easily and has a good sense of humour. Commodore Bainimarama's not ambitious and is a man who is comfortable with what he has.

Bainimarama - the man

MILITARY Commander, Commodore Frank Bainimarama's selection as Fiji's Daily Post's Man of the Year will come as no surprise to many.
He has been a central figure in the year 2000 - first his appointment as Commander ahead of other high ranking military officers and then the coup. But it was more the happenings during the coup and thereafter that thrust Commodore Bainimarama into the hot seat. He became the focus of media attention not only as head of the military but also Head of State following his request for former President Ratu Sir Kamisese Mara to step down. His role as Commander of the army was questioned at times especially when the military came under scrutiny following allegations some senior officers were involved in the coup.
This also included allegations someone he'd trusted had tried to overthrow his leadership during the failed mutiny attempt at Queen Elizabeth Barracks on November 2. Commodore Baini-marama is known for openly speaking his mind after he criticised some members of the Great Council of Chiefs. He is also known for shunning the media in his quest to conserve the integrity of the institution he heads. He has gone through much in his efforts to bring stability to the country and no doubt the crisis was one of the most trying times of his career.
But, despite the pressure he faced he has remained cool- headed throughout and like the true soldier he is - has survived with his reputation and leadership intact. Still, some may continue to wonder why Bainimarama was the people's choice ahead of well known figures like former President Ratu Sir Kamisese Mara, the President, Ratu Josefa Iloilo, ousted Prime Minister Mahendra Chaudhry, Great Council of Chiefs chairman Sitiveni Rabuka and coup leader George Speight.
These men have made the media headlines day in and day out since May 19. After a few calls here and there and a walk about Suva City for an opinion poll on who should be named Fiji Daily Post's Man of the Year, it was quickly apparent Mr Bainimarama was the favourite. The only other nominee in the running was Ratu Mara while the other four were given the "no, no, no" shake. Commodore Bainimarama has been generally described by the people as the saviour of the day, a leader who has stood firm with integrity since the May 19 crisis. While the who's who in Fiji are sure to be updated with the latest happenings to the minutest detail, so are the people on the streets when it comes to Mr Bainimarama. "My choice would be Bainimarama he's a good fella, saving the country during the crisis," 29-year-old Josaia Levukana of Nausori said. Ratu, a market vendor, had some difficulty making up his mind over Mr Bainimarama and Ratu Mara but when he finally did he chose Mr Bainimarama. "Ratu Mara has done a lot for the country over the past decade and could be voted for the man of the century but when you come to think of the May 19 coup and people who sacrificed their time trying to save this country I'll have to vote for Bainimarama," Ratu said.
"There were times when I thought Bainimarama would give in to George Speight and his group but at the end of the day there was always a way out for this man (Bainimarama). "And if it wasn't for him I believe Speight would have won." In the chaos of racial tension, Mr Bainimarama still came

out strongly as the people's choice. Raju Lal from Makoi and his friend Babu of Nasole said: "I'm thankful the events of May 19 are over and the country is trying to rebuild itself once again," Mr Lal said. "We have to face reality here, I can't choose Mr Chaudhry just because I'm an Indo-Fijian like he is but I'd base my vote on who are responsible for helping the nation back on its feet, providing security when people - especially us Indians needed it most. "Out of the six I'd go for Bainimarama, he has gone through hell in trying to lead the institution he heads to provide the much needed security the nation needed." Babu added that Mr Bainimarama may be a man of a few words but his decision was firm during the crisis at the same time conserving the integrity of the military. According to Military Spokesperson Major Howard Politini Mr Bainimarama has never bent to those who broke the law to get their objective and has stood on moral ground even when the encounter at hand was a do-or-die situation.

"Mr Bainimarama stood firm with integrity during and in the height of the crisis," Mr Politini said. Echoing the sentiment, women activist Shamima Ali said Mr Bainimarama is a man to be admired for coming out right always in the end of difficult situations and never swayed even when pressured by those who opposed him. "After the initial confusion and abrogation of the constitution, Bainimarama has stood firm in whatever decisions he has made and never swayed easily to whoever pressured him in doing something he totally opposes," Ms Ali said. University of the South Pacific Sociology Senior lecturer Professor Nii-Plange did not think twice in answer immediately replying that Mr Bainimarama was definitely his ideal choice. Professor Nii-Plange said Mr Bainimarama at least was able to put a stop to what could have been endless and unpredictable levels of violence in the country after the May 19 event.

"Especially, when there was endless negotiations between the military and George Speight who was changing demands everytime they met," Professor Nii-Plange said. "And every change in demands was sure to be accompanied by violence which is sure to keep the community terrified not to mention the lives of the hostages who were being held at that time." "With Bainimarama at the helm of the Fiji Military Forces he was able to put a stop to all this and he is definitely my choice." It's amazing how a person, like Mr Bainimarama, at the helm of the RFMF echelon survives the test of time especially when the going gets tough or when it means a do-or-die situation. And for a man of Mr Bainimarama's calibre, who is known to be a quiet and conservative leader, the May 19 crisis can be said to be the testing ground of his career. And with the army providing security to the nation since May 19 acting as the first line of defence resulting in the loss of three loyal comrades, Mr Bainimarama has been cool-headed never giving in to George Speight and his rebels.

He knew his decision meant a make or break situation not only for the people but to the economy, future relationships and of course the future generation. And to date the Tailevu native is sure to go down in the history of the country for the way he handled the May 19 situation to ensure law and order was maintained. In an interview with one of the dailies a few months back, Mr Bainimarama revealed that the source of his strength during those testing times were values both spiritual and cultural, recognising the real issues and responding to them against the moral values of the other communities. "Those were my guide-lines, compromising these would have been to compromise the professional credibility of the Republic of the Fiji Military Forces," Mr Bainimarama said.

He added that he made sure his army stood morally as an institution in the crisis that should serve as an assurance to the nation. The fact that the fine line between right and wrong is well defined for RFMF members, serious consequences are faced if the integrity of the force is questioned. While about 70% of the votes went to Mr Bainimarama the other 30 were shared among Ratu Mara (23%), Ratu Iloilo (3%), Speight (0%), Chaudhry (2%) and Rabuka (2%). The handful that voted for Ratu Mara centred on the fact that Fiji owes so much to a great statesman for his leadership in the past four decades. One such person is the Permanent Secretary to the Prime Minister's Office Joji Kotobalavu. Mr Kotobalavu said Ratu Mara is the top choice for the "Man of the Year 2000" without question. "He has provided leadership for the country over 36 years way back to 1964 and throughout our country has not seen the kind of upheaval and instability it is currently going through," Mr Kotobalavu said.

"In 1987 the coup took place because he was ousted as Prime Minister in the then general elections but became Interim President from 1987 to 1992 in which the country was brought back to stability." "And this year when the May 19 coup took place as President Ratu Mara had the courage to stand up and say that he in no way supported the Taukei Civilian Government and that all he wanted was the country returning normalcy." Another high profile personality, who did not

want to be named, said Ratu Mara was his ideal choice because he was a chief of high calibre and well respected by everyone of different races in Fiji and internationally.
He added that Fiji would not be what it is today if it was not for the way Ratu Mara has led the nation throughout the past years both during his term as a Prime Minister and President. "Fiji owes him so much and now that he has gone into retirement the least the country can do is show appreciation for his contribution to the country." Ratu Iloilo, George Speight and Mahendra Chaudhry may have been a hit in the local media but were not the people's choice when it came to the "Man of the Year". Many said Ratu Iloilo had only been appointed as president after former President Ratu Mara stepped down from office and has yet to be influential in any way. Speight, on the other hand, in staging the coup has definitely been ruled out with no one voting for him. The reason - "he doesn't deserve it after what he has done, bringing chaos to the country."
"Why should Speight ever be in the list of nominees in the running for the "Man of the Year 2000", it's ridiculous especially in light of what he has done," a person interviewed on the streets said yesterday. For the 2% who voted for Mahendra Chaudhry did so out of pity saying the ousted Prime Minister should be given a chance. Those who went against Chaudhry said he did not deserve to be recognised as he has not done anything worth praising during his term as Prime Minister.' The remaining 2% who voted for Rabuka said the Great Council of Chiefs Chairman had tried his best to mediate during the crisis and had played an important role in his days as the Prime Minister after winning the 1994 elections.
Those who went against Rabuka said his credibility is still in question over his involvement with the coup as speculated by the media. So, with a hectic year in "coup, coup land", one can't dispute the fact Mr Bainimarama is the saviour of the day and rightly deserves to be declared "Man of the Year 2000".

32. *The Muanikau Accord* (9juillet 2000)

THE MUANIKAU ACCORD FOR THE RELEASE OF HOSTAGES HELD AT THE PARLIAMENT COMPLEX VEIUTO

THIS ACCORD is made at Muanikau, Suva on Sunday the 9th day of July 2000.

BETWEEN: The Commander of the Republic of Fiji Military Forces and head of the Interim Military Government of Fiji and Ilikini Naitini also known as George Speight for and on behalf of himself and his group and supporters.

(A) Whereas a group of armed men under the leadership of one Ilikini Naitini aka George Speight (hereinafter) referred to as the George Speight Team (GST) did on May 19, 2000 at the Parliament Complex at Veiuto, Suva by force of arms seize, take and have kept as political hostages the Prime Minister, most members of his Cabinet, some members of the House of Representatives and other persons (hereinafter referred to as the "political hostages") Schedule One hereto.

(B) And Whereas the GST was immediately joined by other civilians who under the leadership of Ilikini Naitini aka George Speight purported to form a government and styled themselves the Taukei Civilian Government (TCG) with the declared purpose of addressing and correcting the growing discontent among indigenous Fijians and their opposition:

(a) to various policies declared and/or implemented by the People's Coalition Government under Mahendra Pal Chaudhry as Prime Minister; and to various matters and issues which are inconsistent with the aspirations of the indigenous Fijians; and (b) to the 1997 Constitution of the Republic of the Fiji Islands which they believe are repugnant to the preservation and protection of the rights and interests of indigenous Fijians in Fiji;

(C) And Whereas the said Ilikini Naitini aka George Speight did on May 19 2000 purport to abrogate by Decree the 1997 Constitution of the Republic of the Fiji Islands, and he also purported to promulgate various enabling Decrees under which he proceeded to appoint a President, a Prime Minister and other Ministers under the said TCG:

(D) And Whereas the said Ilikini Naitini aka George Speight and the TCG purported to establish and have maintained control of the Parliament Complex and its environs together with the political hostages held therein since May 19, 2000.

(E) And Whereas His Excellency, the President of Fiji, Ratu Sir Kamisese Mara, on the advice of the Commissioner of Police and being satisfied that the state of law and order in the country was put at great risk by the political crisis caused by the GST, and acting on his own deliberate judgement, did on May 19, 2000 declare a state of national emergency over Fiji under the Public Safety Act; and acting pursuant to section 85 of the Constitution, he assumed sole Executive Authority of the Government of Fiji in the absence of the Prime Minister and his Government Ministers;

(F) And Whereas on 23rd to 25th May 2000 the Bose Levu Vakaturaga (hereinafter referred to as the "BLV") in an attempt to maintain constitutional Government and authority in Fiji met at the Queen Elizabeth Barracks at Nabua , Suva (QEB) and adopted a number of Resolutions (hereinafter referred to as the (Resolutions), and delegated to a specially appointed committee (hereinafter referred to as the "Committee") the responsibility: (a) of conveying the said Resolutions to Ilikini Naitini aka George Speight and members of his group (hereinafter referred to as the "GSG"); and (b) of maintaining dialogue with the GSG in respect of the Resolutions;

(G) And whereas as a result of the disappointment initially expressed by the GSG over the inconsistencies between some of their aims and plan of action and some of the Resolutions of the BLV conveyed to them by the Committee, the Committee acting pursuant to Resolution 10 of the said Resolutions, sought and obtained the agreement of the GSG that the Committee entered into

negotiations with the GSG for the purpose of determining the best means of implementing the said Resolutions;
(H) And whereas His Excellency the President, in his continuing search for a proper and peaceful solution to the political crisis and acting in accordance with his constitutional powers, appointed the Minister for Labour, Industrial Relations and Immigration Ratu Tevita Momoedonu, to perform the functions of the Prime Minister; and further acting on the advice of the said Prime Minister, the President dismissed Prime Minister Mahendra Pal Chaudhry and all of his Ministers, and upon receiving the resignation for the said Ratu Tevita Momoedonu as Prime Minister, the President proceeded to prorogue Parliament;
(I) And whereas following various incidents of civil commotion and continuing civil unrest especially in and around Suva since May 19, 2000 resulting in the fatal shooting of a policeman, and after the Commissioner of Police considered that the Fiji Police Force can no longer guarantee the security of the nation, requested the President to invoke regulation 22 of the Emergency Regulations and to request the RFMF to perform all duties and functions of police officers. The President in his own deliberate judgement directed the RFMF to assume the responsibility of the security of the nation;
(J) And whereas the RFMF, under its Commander, Commodore Josaia Voreqe Bainimarama, considering the gravity of the deteriorating security situation and believing that it was necessary to preserve the State and the people from potential anarchy, advised the President that it was in the best interest of the security of the nation that the President gave way to the formation of military rule under an Interim Military Government (IMG) and for the assumption of executive authority and power by the Head of the IMG;
(K) And whereas the Head of the IMG in the exercise of its executive authority and legislative power over Fiji did on May 29, 2000, promulgate the following Decrees: (a) IMG Decree No. 1, the Fiji Constitution Revocation Decree 2000, wherein it abrogated the Fiji Constitution of 1997 resulting in the removal of His Excellency the President of Fiji, Ratu Sir Kamisese Mara and all the vital institutions of the Government and, (b) IMG Decree No. 2, the Fiji Existing Laws Decree 2000, resulting in the reinstatement of all laws, other than the 1997 Constitution, existing prior to May 29, 2000
(L) And whereas the IMG under the leadership of the Commander of the RFMF and Head of the IMG with the assistance of his Military Council and selected civilian advisers has been in effective control over the governance of the nation since May 29, 2000 including the promulgation of Decrees for the establishment or constitution of the vital institutions of the State;
(M) And whereas the state of national security has compelled the IMG to continue to maintain military rule over the whole nation with stricter application in and around Suva and its suburb in view of the continuing difficulty in finding an acceptable solution to the current national crisis and the consequential reluctance of the GSG to release its political hostages still held captive at the Parliament Complex until an acceptable solution is found;
(N) And whereas the national crisis has caused and continues to cause serious adverse effect and implications on the national security and its people in relation to their daily lives and welfare, including the national economy, the employment situation, the education system, public transport and national security;
(O) And whereas the representatives of the parties hereto have with the co-operation of a Committee of the BLV and occasionally under the chairmanship of the Turaga ni Tui Vuda Ratu Josefa Iloilo and in the final stages with the assistance of the Turaga na Qaranivalu, Ratu Inoke Takiveikata, been engaged in continuous negotiations in their search for and desire to find the most appropriate peaceful solution to the current national crisis especially in relation to the release of the political hostages, the formation of a suitable and acceptable interim regime and the mapping of a way forward to ensure that the grievances of the indigenous Fijians including those highlighted by the GSG are expeditiously addressed and adequately corrected without ignoring the interests of all other citizens of this nation;
(P) And whereas the H/IMG has continued to govern the nation with the assistance of his Military Council and unilaterally selected a Military Interim Government on July 4, 2000 until the appointment of an Interim Civilian Government under clause 2 below Now therefore the parties hereto agree as follows: 1. The immediate objectives of the Parties under this Accord are: a. release of political hostages held at the Parliament Complex b. the restoration of law and order as

soon as practicably possible c. the return of all service personnel (who shall be reinstated to their service status quo before May 19, 2000), and the return of arms, ordnance and stores to the RFMF. 2.
The H/IMG shall promulgate a Decree on or before Thursday 13th July, 2000 to come into force on Thursday, July 13, 2000 to include provisions for:
a. The establishment of the position of an Interim President and Interim Vice President who shall be nominated and appointed by the BLV.
b. Transferring Executive Authority from the H/IMG to the Interim President on Thursday, 13th July 2000. Effective as at the transfer of executive authority, all Ministers appointed by the H/IMG, pursuant to that power, are deemed to have resigned from their respective portfolios.
c. Vesting power in the Interim President to establish an Interim Civilian Government (ICG) under a Ministerial format to govern the nation from Thursday July 13, 2000 for a period of 24 months in order to return the nation to constitutional rule; and to replace the current Military Appointed Interim Civilian Government.
d. Vesting power in the Interim President to appoint, in consultation with the BLV, a Constitutional Review Commission with an appropriate Terms of Reference.
e. Convening a BLV meeting on Thursday 13th July 2000 to appoint an Interim President and an Interim Vice President. 3. The H/IMG is to promulgate on Thursday 13 July, 2000, a Decree to grant immunity to all persons who allegedly commits the offence of treason in connection with the actions of the GSG on May 19, 2000. The Decree is to cover offences committed between May 19 and July 13, 2000 (both dates inclusive) and also to cover other persons who allegedly committed offences which are covered within the meaning of "political offences" as defined under the Decree.
It is a condition of the grant of immunity under the Decree that: (a) political hostages held at the Parliamentary Complex be released on the date of the BLV meeting. (b) Service personnel involved in the political takeover, are to be reinstated to their respective service status quo before May 19, 2000 and the return of arms, ordinance and stores to the RFMF pursuant to clauses 5 below. 4.
The RFMF shall, upon the signing of this Accord, immediately repeal the Military Exclusion Zone Decree before the meeting of the BLV. 5. Parties shall return all deployed operational stores and personnel to their respective garrisons as soon as practicable after the release of the hostages. Signed by the parties here to on the day and date herein before written.
Ratu Josaia Voreqe Bainimarama the Commander of the Republic of Fiji Military Forces and Head of the Interim Military Government of Fiji (witnessed by the Turaga na Qaranivalu, Ratu Inoke Takiveikata) Ilikini Naitini aka George Speight as leader of the Taukei Civilian Takeover Group (witnessed by the Turaga na Qaranivalu, Ratu Inoke Takiveikata)

33. Communiqué d'*Amnesty International* du 9 novembre 2000

FIDJI : Des menaces pèsent sur les droits humains

Des faits laissent à penser que les autorités militaires et pénitentiaires fidjiennes auraient violé certains droits fondamentaux de l'être humain, droits qui sont inscrits à la fois dans le droit international et dans les décrets militaires fidjiens pris après le coup d'État du mois de mai. Au moins neuf personnes y ont trouvé la mort, trente autres ont été blessées et les familles de bon nombre de ces derniers se sont vu refuser le moindre contact avec eux.
Le 2 novembre 2000, vers 13 heures, des membres d'une unité spéciale de l'armée fidjienne, la Counter Revolutionary Warfare Unit (CRW, Force contre-révolutionnaire) ont pris trois soldats des unités régulières en otage à la caserne Queen Elisabeth de Suva, la capitale, et tué deux soldats non armés faisant partie d'autres unités et sur lesquels ils auraient tiré presque à bout portant. Vers 18 h 30, des forces armées régulières, fidèles au commandant de l'armée, ont lancé une contre-attaque, libérant tous les otages et reprenant le contrôle de la caserne. Au moins 30 personnes ont été blessées lors des combats et il s'en est fallu de peu que le commandant de l'armée fidjienne, Ratu Voreqe Bainimarama, ne soit tué ou enlevé par les rebelles. Il a été confirmé par la suite que huit soldats ont été tués, dont cinq membres de la CWR, mais pour certains de ces derniers la mort pourrait ne pas être due aux blessures occasionnées au cours des échanges de tirs. L'objectif des rebelles à l'origine de l'apparente mutinerie – dont le chiffre estimatif se situe entre 20 et 40 – reste imprécis mais il semblerait que certains d'entre eux étaient sortis de prison une semaine avant les faits. Ils avaient été détenus pour leur participation présumée au coup d'État du 19 mai 2000 au cours duquel le gouvernement élu avait été pris en otage et plusieurs centaines de familles fidjiennes d'origine indienne avaient subi des attaques racistes de la part de partisans du coup d'État.

Amnesty International se dit préoccupée par des informations des médias fidjiens selon lesquelles cinq soldats de la CWR, arrêtés après la mutinerie, auraient été battus à mort. Toujours selon ces sources, au moins 10 autres membres de la CWR auraient également été battus par des membres de l'armée à la suite de leur arrestation. Il semblerait que certains de ces hommes ne se trouvaient pas dans l'enceinte de la caserne lors de la mutinerie et que leur interpellation aurait eu lieu ailleurs. Deux des officiers de la CWR qui ont trouvé la mort avaient été vus à un poste de police le soir de leur arrestation avant d'être emmenés par des membres des troupes régulières, apparemment en direction de la caserne Queen Elisabeth. Ils ne portaient alors pas de traces de blessures. Par ailleurs, des officiers supérieurs de l'armée seraient intervenus à la caserne pour faire cesser le tabassage, par d'autres soldats, de membres de la CRW. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, au moins 10 de ces derniers ont été vus quittant un poste de police aux mains d'officiers de l'armée. Ils ne présentaient alors aucune blessure apparente. Néanmoins, six d'entre eux seraient actuellement hospitalisés pour des blessures occasionnées lors de passages à tabac. D'après des proches de Apaitia Waqaniboro, un soldat de la CWR blessé qui s'est vu refuser la visite de sa famille à l'hôpital, l'équipe soignante aurait dit à sa femme qu'il était soigné en salle de réanimation avec des côtes et une mâchoire cassées, un œil enflé et un " traumatisme pulmonaire ". Selon certaines informations, Apaitia Waqaniboro avait été intercepté quelques heures après le début de la mutinerie du 2 novembre par des patrouilles de l'armée alors qu'il quittait la caserne en compagnie du général de division Sitiveni Rabuka, dans le véhicule de ce dernier. Sitiveni Rabuka, qui est déjà à l'origine de deux coups d'État à Fidji en 1987 et qui a perdu les élections générales de 1999 en

tant que Premier ministre, est actuellement interrogé par la police sur les motifs de sa présence dans la caserne.

Le 4 novembre 2000, le juge Sailosi Kepa, président de la Commission des droits humains de Fidji, a annoncé que l'institution qu'il préside avait l'intention de mener une enquête sur les circonstances de la mort des cinq soldats et d'un civil qui auraient succombé à un passage à tabac quelques heures après leur arrestation, les 2 et 3 novembre. Un médecin légiste aurait reçu des appels téléphoniques anonymes qui l'invitaient à influencer le résultat des autopsies réalisées sur les corps des soldats, ce qui laisse augurer de l'importance cruciale que revêt l'enquête de la Commission. Par ailleurs, le refus opposé aux familles de rendre visite aux suspects blessés, membres de la CWR, pourrait laisser à penser que l'on cherche à dissimuler les véritables raisons de leur arrestation et du traitement que des membres de l'armée régulière leur ont réservé.

Neuf membres de la CWR qui auraient été admis à la suite de leur arrestation au Colonial War Memorial Hospital de Suva pour des blessures au thorax et à la tête, ainsi qu'un nombre indéterminé de personnes actuellement incarcérées à la prison Korovou, également à Suva, n'ont pas, à ce jour, été autorisés à recevoir la visite de leurs proches, une semaine après leur arrestation ou hospitalisation. Certains soldats, soupçonnés d'être des rebelles et actuellement détenus à Korovou, ont tout d'abord été placés en détention à la caserne Queen Elisabeth où leurs familles n'ont pas davantage reçu l'autorisation de les voir. Des informations selon lesquelles des médecins de l'armée et des prisons auraient été appelés pour soigner les personnes actuellement détenues tendent à corroborer les rapports des médias faisant état de passages à tabac de ces détenus par des membres des troupes régulières qui ont procédé à leur arrestation. Dans son édition du 9 novembre, le Fidji Times reprenait les propos du commandant Bainimarama : si des restrictions ont été imposées sur les visites c'est parce que ces hommes sont traités " comme des meurtriers ". Le responsable militaire aurait déclaré : " Ces hommes ont été blessés et se remettent encore de leurs blessures, alors pourquoi leurs épouses voudraient-elles donc les voir ? "

Selon les décrets militaires, la détention arbitraire et l'interdiction générale de recevoir la visite de la famille ou d'un avocat ne sauraient être tolérées ; par ailleurs, seuls les tribunaux sont habilités à prolonger les quarante-huit heures de détention provisoire pour supplément d'information. Le 7 novembre, les familles des membres de la CRW détenus et blessés avaient reçu par voie officieuse l'assurance de pouvoir leur rendre visite dès le lendemain ainsi que tous les lundis, mercredis et vendredis. Malgré cela, le 8 novembre, les gardiens de la prison de Korovou leur auraient opposé un refus en invoquant l'absence d'instructions écrites du quartier général de l'armée. D'après les informations dont dispose Amnesty International, aucune loi ni aucun décret ne dispose que la permission de l'armée soit requise pour que les gardiens de prison autorisent les familles à exercer le droit qui est le leur de rendre visite aux détenus.
Amnesty International craint que ces événements ne dérivent du coup d'État du 19 mai 2000. L'organisation avait reçu des informations selon lesquelles il y avait eu usage abusif de la force au cours de l'arrestation de George Speight et de ses partisans qui ont mené cette tentative de renversement du pouvoir sur laquelle le ministre intérimaire des Affaires intérieures a ordonné une enquête. Toutefois, à la connaissance d'Amnesty International, l'administration provisoire n'a ordonné aucune enquête de ce type sur les allégations faisant état de la participation de membres de la police et de l'armée dans les attaques organisées par des Fidjiens de souche, partisans du coup d'État, contre des familles fidjiennes d'origine indienne. L'administration provisoire a récemment reconnu que ces attaques racistes généralisées et les pillages et incendies de leurs domiciles, commerces et exploitations agricoles avaient poussé des centaines de membres de la communauté indienne à fuir le pays.

Amnesty International demande aux autorités fidjiennes de respecter les principes fondamentaux du droit international qui disposent qu'aucun décret d'urgence ni aucune mutinerie ou autre menace contre la sûreté nationale ne sauraient constituer une exception à l'interdiction universellement reconnue de la torture et des exécutions extrajudiciaires. Les normes internationales régissant le traitement des prisonniers, notamment l'interdiction de la torture et autres traitements ou

châtiments cruels, inhumains et dégradants, demeurent applicables au titre des décrets militaires en vigueur et de la Constitution de 1997.
Amnesty International est d'avis que la même procédure devrait s'appliquer chaque fois que les forces de sécurité sont soupçonnées d'être impliquées dans des violations des droits humains, à savoir l'ouverture d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale. L'organisation estime par ailleurs que les auteurs présumés de ces agissements devraient être déférés à la justice et jugés dans le cadre d'un procès équitable et conforme aux normes internationales. Ces normes s'appliquent également aux personnes soupçonnées d'avoir participé à l'apparente mutinerie et à ceux qui l'ont réprimée.

Amnesty International exhorte les autorités pénitentiaires et les responsables militaires de Fidji à faire respecter sans délai le droit des détenus à recevoir la visite des membres de leurs familles, des avocats de ces dernières et des médecins indépendants qui auraient sollicité une autorisation de visite aux soldats hospitalisés ou incarcérés.
L'organisation de défense des droits humains engage instamment l'administration civile provisoire de Fidji, les responsables militaires et les services de police du pays à garantir à la Commission des droits humains de Fidji leur entière coopération et toute l'assistance dont elle a besoin pour mener une enquête efficace, approfondie et impartiale, conformément aux normes internationales relatives à des investigations de cette nature.

AMNESTY INTERNATIONAL, DOCUMENT PUBLIC ASA 18/009/00 (www.amnesty.org).

34. *Blueprint for the Protection of Fijian & Rotuman rights and interests, and the advancement of their development.*

(Presentation to the Great Council of Chiefs by the Interim Prime Minister, Mr Laisenia Qarase, 13 July, 2000)

Introduction

The proposals set out below cover issues which have been of great concern to Fijians and Rotumans regarding the security of their rights and interests as the indigenous communities in Fiji, and also the advancement and acceleration of their development, so that they can participate on an equitable basis in the progress of our country.

The purpose of the Blueprint is to bring together all the proposals to address these concerns. It will be noted that follow-up action to be taken comprises the enactment of necessary legislation, the issuance of appropriate Government directives and the provision of budgetary allocations. The Blueprint will, of course, require preparation in detail with full background and supporting information. It will also be necessary for individual Government Ministries to submit papers to Cabinet on specific measures to be taken. Much of the measures proposed in the Blueprint can be implemented in the next two years. However, it is also proposed that a TEN-YEAR plan for Fijian and Rotuman development be prepared.

This will incorporate the measures set out in the attached summary Blueprint together with the development proposals in other areas. Education, for example, is a very important area where we need to pay greater attention in order to improve the performance of Fijian and Rotuman children. A good and successful education is the most effective pathway to a successful future for each individual. The ten-year plan can also set out the broad vision for all indigenous Fijian and Rotuman and for our country as a whole. The plan can thus play an important role in our current endeavour to bring greater unity to Fijians and Rotumans.

For it is in our unity that we can best protect our future. The specific proposals summarised below, together with others, will be part of this ten year plan. It is proposed that a meeting representative of all Fijian and Rotuman interests is to be convened by Government early in the year 2001 to discuss and to map out what should be in this ten year plan. This is to ensure that it is a plan for Fijians by Fijians for their future.

Background

Indigenous Fijians and Rotumans make up more than 51% of the total population of the Fiji Islands, and their numbers, according to the 1996 Census, are continuing to grow at 1.8% per annum compared to the national population growth rate of 0.8%. They also comprise the majority landowning communities in Fiji, with customary proprietary rights to more than 83% of all land in the country, together with associated traditional fishing rights, or qoliqoli. Given the above, anything that affects them must affect the nation. Ensuring the paramountcy of their interests and their equitable participation in all aspects of life in Fiji is thus a pre-condition for the achievement of long term peace, stability and sustainable development in the country. What is needed is an enabling environment to facilitate the achievement of these objectives. This is what this Blueprint seeks to provide. It is to enable indigenous Fijians and Rotumans to fully exercise their rights of self-determination within the unitary State of the Republic of the Fiji Islands. It is to safeguard the paramountcy of their interests in our multi-ethnic and multi- cultural society. And it is to improve and enhance opportunities, amenities and services for Fijians and Rotumans in their development and participation.

1. Legislative Action {by Decree}
{i} New Constitution Preparation of a new Constitution to be promulgated on 24 July, 2001 {Constitution Day} to give effect to the collective desire of Fijians that the national leadership positions of Head of State and Head of Government should always be held by them. The new Constitution is also to address other issues of importance to Fijians and Rotumans in line with the Terms of Reference, as approved by the Great Council of Chiefs. The point is stressed that it will be a new Constitution.
{ii} Schedule A & B Lands The transfer of administration of State Schedule A and B lands by Government to the Native Land Trust Board, as requested by the GCC and the NLTB.
{iii} Agricultural Leases on Native Land Moved to NLTA The removal of native land from the ambit of ALTA and placing it under the NLTA, as requested by the GCC and the NLTB. {Appropriate amendments to be considered for NLTA to protect the interests of tenants. First step is further discussions with NLTB.}
{iv} Ownership Rights to Customary Qoliqoli The conferment of ownership rights, similar to customary ownership of land, on all traditional qoliqoli, as requested by the GCC and the NLTB. {This will take some time as survey and demarcation of boundaries by the Native Lands and Fisheries Commission need to be completed. Appropriate safeguards will be included in the legislation on the right of public access and the protection of the interests of investors.}
{v} Lands Claims Tribunal to Settle Land Claims The establishment of a Land Claims Tribunal to deal with land compensation claims for land acquired for public purposes, e.g. Monasavu, Suva {Domain}, etc. This is the best way to deal with long-standing historical land claims, away from the political arena, and in a tribunal which will comprise eminent people well qualified to consider these claims on their merit. {The legislation is also to establish a special fund to give effect to settlements decided by the Tribunal.}
{vi} Strengthening of the Great Council of Chiefs Review of the Fijian Affairs Act and the Great Council of Chiefs Regulations to determine the need for separate stand-alone Legislation for the GCC, given its enhanced authority under the Constitution.
{vii} Fijian and Rotuman Development Trust Fund The establishment of a Fijian {including Rotumans} Development Trust Fund {similar to the Banaban Trust Fund and the Tuvalu Trust Fund}. This is a capital endowment to be invested to earn interest income to support Fijian {and Rotuman} development. Specifically, it is to be used for the following purposes:
{1} to fund the Fijian Foundation - to undertake and sponsor programmes, including research, etc. on Fijian language, culture, and ethno-geography and ethno-history studies, etc. {this is to accompany the introduction of these as a compulsory subject in all schools};
{2} leadership and other training programmes at Nadave; and
{3} any other purposes approved by the GCC {including the financing of its own operation, so that it is financially independent of the elected political government of the day}.
{viii} Compulsory National Savings Scheme The establishment of a national savings scheme for Fijians and Rotumans. A paper on this is to be presented to the GCC for its approval. The Fund is to finance increased Fijian and Rotuman equity and other forms of participation in business, and also investment in education. The concept has been discussed before and agreed to in principle in both the FAB and GCC.
{ix} Law on Affirmative Action Enabling legislation on affirmative action for Fijians and Rotumans to accompany the relevant provisions of the new Constitution.
{x} Royalty for Underground Water Review the law on mining, so that there is also royalty payment for commercial use of artesian or underground water. This is also to ensure that landowners receive a fair share of the royalties, as in the regime for mining of minerals. Other interests of landowners, i.e. environmental protection, to be also taken into account in the review.
{xi} Tax Exemption for Fijian Companies Enabling legislation, i.e. amendment to the Company Tax Act, for exemption of Fijian-owned companies from company tax for a specified period. This is to assist with cash flow in the formative stage of Fijian company operations. This scheme would be consistent with the grant by Government of tax concessions to companies {e.g. 13 year company tax holiday} in the tourism, mining and garment industry sectors in order to stimulate increased investment and employment creation. Fijian-owned companies or joint venture companies with Fijian controlling interest have not really benefited from the grant of these concessions.

{xii} Review of Legislation to Improve Service A review needs to be undertaken of both the Native Land Trust Act and the Native Lands Act to ensure that their provisions are conducive to the effective delivery of services to Fijians and others by the NLTB and the Native Lands and Fisheries Commission. 2. Policy Direction {by Cabinet together with Budget provision, where needed}
{i} Fijian Administration Revamping the Fijian Administration under the Fijian Affairs Act, so that in its operation, it is fully autonomous of the Central Government. This will include a review of the legislative framework for the Great Council of Chiefs, reflecting its enhanced constitutional and other responsibilities.
{ii} Government to Fund Fijian Administration Government subvention to fund the entire operation of the Fijian Administration {i.e. the GCC, FAB and Provincial Councils}. Meanwhile, there is to be no cuts in Budget allocations to the Ministry of Fijian Affairs in the Mini-Budget from August to December, 2000. It will be up to each Province to decide whether to continue or discontinue the collection of provincial levy or rates. However, since the full running costs of the Fijian Administration are to be covered by the Government grant, fundraising by the Provinces either by way of a provincial levy or by other means is to enable the Provinces to apply more funds to community development projects, the improvement of schools and education, and increased investment in business ventures through their provincial-owned companies.
{iii} Government to Restart Financial Assistance to NLTB Government annual grant support to the NLTB to assist it -
{1} in further reducing its poundage levy on lease rent, thus increasing nett rent income to the landowners;
{2} in its development activities to assist landowners in the commercial development of their land; and
{3} in the restitution of rent income foregone during the grace period {12 months} for expiring ALTA leases.
{iv} Government to Pay Arrears in Rent Budget provision for $1.5 million to cover the payment to the NLTB of arrears in rent for leases on State Schedule A land. These are arrears in rent since 1994 which Government has not paid to the NLTB.
{v} Government to Help Establish the FDTB Government to provide a grant to endow the proposed Fijian Development Trust Fund {FDTB}.
{vi} Fijian Education Fund Government to provide a Fijian Education Fund to cover scholarships {currently $4.7 million}, supplementary assistance {additional to the Ministry of Education's} to Fijian schools, and research into Fijian education issues.
{vii} Government Assistance to FHL Government to convert the $20 million interest-free loans to the Fijians Affairs Board {shares in Fijian Holdings Limited} to a Government grant on the following conditions:
** Transfer $1 million "B" shares held by FAB in Fijian Holdings Limited to each of the 14 Provinces {for their provincial companies}.*
** Balance of $6 million to remain with FAB {as equity in FHL}.*
{viii} Government Assistance to YHL Government to provide an interest-free loan to FAB for purchase of shares in Yasana Holdings {YHL}. YHL to acquire shares in other companies similar to the operation of FHL.
{ix} Government Shares for Fijians Reserve 50% of Government shares in companies for Fijians as they become available for sale to the public. {This is through competitive bids. Preference is to be given to provincial-owned companies. Joint ventures with majority control by Fijians are also to be allowed as this will have the added benefit of attracting business experience and expertise into the venture, as well as promoting inter-racial and inter-community co-operation.
{x} Licences for Fijians Reserve 50% of major licences for Fijians {e.g. import licences, taxi permits, etc.}.
{xi} Government Contracts for Fijians Reserve 50% of Government contracts for Fijians {as in {ix} above}.
{xii} FDB Loan Scheme Continuation of the FDB Loan Scheme for Fijians and Rotumans but to exclude other communities who are to be covered by a separate scheme at the FDB.
{xiii} Assistance in Purchase of Shares Establish a Small Business Equity Scheme at the FDB with annual allocation of $5 million from Government {for all citizens}.

{xiv} Small Business Agency Establish a National Small Business Agency under the umbrella of the Fiji National Training Council to provide training, advisory services, business information, etc {for all citizens}. This will be the central agency, co-ordinating with other schemes that are providing similar assistance.
{xv} Dealings on Mahogany on Hold Any dealings on "Mahogany" to await the report of GCC Committee on this industry. The report could also have implications on other industries like the pine industry.
{xvi} Discontinue Land Use Commission Discontinue the Land Use Commission as proposed by the last Government. Government is to be involved in land development programmes under the Ministry of Agriculture, Fisheries and Forests and the Land Development Authority, as well as land development for the resettlement of evicted tenants, and for low cost housing through the Housing Authority, and the resettlement of squatters. Government is also to assist the commercial development of native land through the NLTB.
{xvii} Assistance with Buy Back of Freehold Land Re-instate Government Budget provision of $500,000 to assist Fijians through interest-free loans in buying back ancestral land alienated as freehold land. These are freehold land available on sale by their owners.
{xviii}Assistance for Provincial Business Participation Government to re-instate the annual allocation of $1.5 million to Provincial Councils, via the FAB, for their participation in business. This allocation will henceforth be a grant and not an interest-free loan.
{xix} Assistance to Landowners Taking Up Cane Farming Establishment assistance to be given {through FDB and FSC} to Fijian landowners, taking up cane farming on their reverted land.
{xx} Mining Royalties Percentage of mining royalties to be paid by Government to landowners to be determined by Cabinet, and not by Parliament as provided in the 1997 Constitution.
{xxi} Royalty for Underground Water The royalty regime for minerals should also apply to artesian or ground water.
{xxii} Renting of Fijian-owned Commercial Office Buildings Government to resume renting, on a need basis, of commercial office buildings owned by Provinces and Tikina companies.
{xxiii} Tax Assistance to Fijian-owned Companies Tax exemption to be granted to Fijian-owned companies for specified periods similar to existing tax concession schemes for particular sectors.

11 July 2000.

35. Robert Lowry Biographical note

Robert Lowry grew up in Tasmania before joining the Australian army and served for 30 years before retiring as a lieutenant colonel in 1993. During his army service he was posted to South Vietnam 1968-69, Singapore 1969-71, and Indonesia 1983-86 and developed an abiding interest in military affairs and politics.

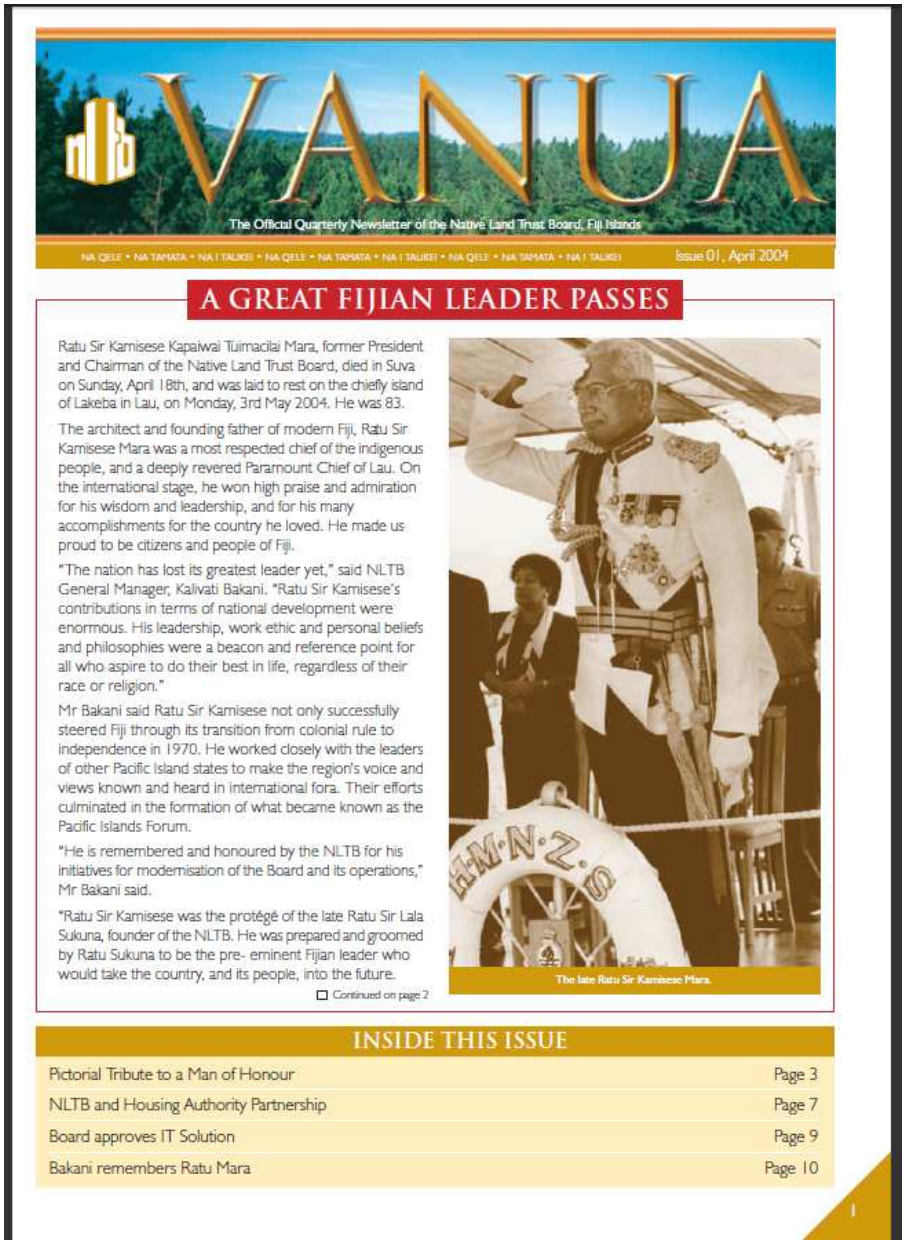
Since 1993 he has been Acting National Director of the Australian Institute of International Affairs 1993-94, Associate Director of the Australian Defence Studies Centre (ADSC) 1997, Senior Analyst for the International Crisis Group in Jakarta 2001, Adviser on National Security in East Timor 2002-03, and Chairman of the Fiji National Security and Defence Review 2003-04.

His educational attainments include: Bachelor of Arts (Asian Studies) ANU, Master of Defence Studies UNSW, graduate of the Australian Staff College, and graduate of the Indonesian Army Command and Staff College. He was the Army visiting fellow at the Strategic and Defence Studies Centre, ANU, in 1992 and has had several visiting fellowships since then at ANU and the ADSC, UNSW.

He is author of The Armed Forces of Indonesia, Allen & Unwin 1996, Fortress Fiji 2006 and other monographs, book chapters, working papers and articles on Indonesian defence matters.
His interest in Fiji was stirred during his time there as chairman of the Fiji National Security and Defence review. The findings of the review were published in Safeguarding Peace & Prosperity, Fiji, 2004. He hopes that Fortress Fiji will help bring to light more information, stories and photographs of wartime Fiji that might be included in further publications.

http://www.interneg.com/robert_lowry.htm consulté le 28 décembre 2010.

36. Hommage du *Native Land Trust Board* à *Ratu* Mara



VANUA

The Official Quarterly Newsletter of the Native Land Trust Board, Fiji Islands

NA QELE • NA TAMATA • NA I TAUKEI • NA QELE • NA TAMATA • NA I TAUKEI • NA QELE • NA TAMATA • NA I TAUKEI

Issue 01, April 2004

A GREAT FIJIAN LEADER PASSES

Ratu Sir Kamisese Kapaiwai Tuimacilai Mara, former President and Chairman of the Native Land Trust Board, died in Suva on Sunday, April 18th, and was laid to rest on the chiefly island of Lakeba in Lau, on Monday, 3rd May 2004. He was 83.

The architect and founding father of modern Fiji, Ratu Sir Kamisese Mara was a most respected chief of the indigenous people, and a deeply revered Paramount Chief of Lau. On the international stage, he won high praise and admiration for his wisdom and leadership, and for his many accomplishments for the country he loved. He made us proud to be citizens and people of Fiji.

"The nation has lost its greatest leader yet," said NLTB General Manager, Kalivati Bakani. "Ratu Sir Kamisese's contributions in terms of national development were enormous. His leadership, work ethic and personal beliefs and philosophies were a beacon and reference point for all who aspire to do their best in life, regardless of their race or religion."

Mr Bakani said Ratu Sir Kamisese not only successfully steered Fiji through its transition from colonial rule to independence in 1970. He worked closely with the leaders of other Pacific Island states to make the region's voice and views known and heard in international fora. Their efforts culminated in the formation of what became known as the Pacific Islands Forum.

"He is remembered and honoured by the NLTB for his initiatives for modernisation of the Board and its operations," Mr Bakani said.

"Ratu Sir Kamisese was the protégé of the late Ratu Sir Lala Sukuna, founder of the NLTB. He was prepared and groomed by Ratu Sukuna to be the pre- eminent Fijian leader who would take the country, and its people, into the future.

Continued on page 2

The late Ratu Sir Kamisese Mara.

INSIDE THIS ISSUE

Pictorial Tribute to a Man of Honour	Page 3
NLTB and Housing Authority Partnership	Page 7
Board approves IT Solution	Page 9
Bakani remembers Ratu Mara	Page 10

1

A GREAT FIJIAN LEADER PASSES

"During his time in public office, Ratu Sir Kamisese tried hard to balance the interests and welfare of the indigenous people, with those of the people of Fiji's other communities. We can appreciate now how difficult a task that was," said Mr Bakani.

"While we have yet to fully realise his overall vision for us and for the country, by his life and example Ratu Sir Kamisese has shown us a way of achieving it."

He first became a member of the NLTB Board in 1964 and served for a term of three years. The Board was chaired by the then Governor General. Other serving members were Ratu Etuate Tuivanuavou Cakobau, Ratu George Kadavulevu Cakobau and Mr J. S Thomson.

From March 1983 to April 1984, Ratu Sir Kamisese was Chairman of the Board in his capacity as Prime Minister and Minister for Fijian Affairs. As President of the Republic of Fiji, he served as President of the NLTB from 1997 to 2000.

During these periods of service, important initiatives and decisions were taken on many issues, including:

- Ensuring the interests of landowners were protected;
- Reorganisation and modernisation to improve efficiency, reduce costs and increase landowners' income;
- Investment of funds for landowners in Fijian Holdings Limited;
- Widening landowner participation in tourism;
- Practical help to be given for Fijians to enter the sugar industry as farmers.

The NLTB pays public tribute to Ratu Sir Kamisese's contribution to the Board, to the welfare of the landowners and the tenants.

The Board remains committed to its crucial task of managing Native Land on behalf of the owners, while serving the requirements of Fiji and the national economy.

We grieve the passing of Ratu Sir Kamisese and extend our sincere condolences to Ro Lady Lala Mara, his family, and his people.

May his soul rest in peace, and his memory inspire the nation.

CLOCKWISE: Ratu Sir Kamisese Mara with former Governor General and President the late Ratu Sir Penaia Ganilau; In relaxed mood; Inspecting a Guard of Honour; In Parliament; With Britain's former Prime Minister, Mrs Margaret Thatcher.

37. *Public Declaration of Military Takeover / Commander RFMF*.

Dec 5, 2006, 19:00

Ladies and Gentlemen, Good Evening.

The RFMF has observed with concern and anguish the deteriorating state of our beloved Fiji.
We consider that Fiji has reached a cross roads and that the Government and all those empowered to make decisions in our constitutional democracy are unable to make decisions to our people from destruction.

As of today, the Military has taken over the Government/executive authority/ running of this country. I urge all citizens to remain calm and maintain the peace that currently prevails.
As of now, the Military and the Police are working together to ensure that the situation remains calm and that people do not take advantage of the current situation and break the law.
As a precautionary measure, the security forces will be putting up and manning checkpoints within the towns and city boundaries and near critical infrastructure.

The security forces will also be conducting joint patrols and you will be seeing a lot more soldiers then the usual with policeman on patrol. Please do not be intimidated or scared, they are there to ensure that people do not break the law and hence ensure everybody's security. I reiterate my call to those that are thinking of conducting illegal activities against the populace and or against the military or police not to do so. The security forces will be out there and will ensure the security of all the people of this nation. At the moment the two forces are in the process of setting up a Joint Operation Command Center at the Central Police Station in Suva. The telephone numbers of the JOCC will be made available to the Public once the Center is set up. All the Ministers from the last government have been given as from tomorrow one month to vacate their government quarters and return a11 government property in their possession. They will be paid a severance pay of one months pay. There is no intention on the Military to arrest these Ministers. We only ask that they live their daily lives and not interfere in the process that is now taking place

RFMF over the years have been raising security concerns with the Government, in particular the introduction of controversial bills, and policies that have divided the nation now and will have very serious consequences to our future generations. These concerns have been conveyed to the Prime Minister in all fairness and sincerity with the country's interest at heart. Apparently, all RFMF concerns were never accepted with true spirit. All my efforts to the government were to no avail. Instead, they turned their attention on the RFMF itself. Despite my advice, they tried to remove me and create dissension within the ranks of the RFMF; the institution that stood up and redirected the Nation from the path of doom that the Nation was being led to in 2000. Qarase has already conducted a 'silent coup' through bribery, corruption and introduction of controversial Bill. This morning the Prime Minister refused to attend an audience with His Excellency the President in His Excellency's attempt to resolve the impasse.

This action by the Prime Minister has indicated to me and the Military that the Government has no intention of solving this crisis. The constitution allows His Excellency to sack the Prime Minister in cases such as this however, the Stalemate has forced me to step forward and the Military has taken

over Government. The RFMF through out this impasse has wanted to resolve this 'I matter constitutionally, legally and expeditiously. The RFMF could have carried out unconstitutional and illegal activities but has not done so and will not do so. It believes in the rule of law and shall adhere to the Constitution. It only adheres to the rule of law and the Constitution but more importantly believes in the adherence to the spirit of the law and the Constitution. Our position can be differentiated from the Qarase Government which for example through the passing of the Reconciliation, Qoliqoli and Land Claims will undermine the Constitution, will deprive many citizens of their rights a guaranteed under the Constitution and compromise and undermine the integrity of the Constitutional Offices including the Judiciary.

The RFMF not only be1ieves in the Constitution but it also believes in and adheres to constitutionalism. As Commander of the RFMF I have been to visit the President who is the Head of the State and the Commander in Chief on a number of occasions over the past few days. The President has personally stated that he is concerned about the crisis point we have reached. We are now in limbo because the Prime Minister has refused to see him despite the President asking to him to do so.

The President has the constitutional and legal option to dismiss the Prime Minister under section 109(1) of the Constitution in his own judgment should exceptional circumstances exist. These powers are some times referred to reserve powers which have been exercised in Fiji previously and other common law jurisdictions including Australia by Governor General Kerr. Kerr as you all know sacked Prime Minister Gough Whitlam. This reading of the powers of the President through this provision of the Constitution was upheld in the decision by Justice Michael Scott in the case of The Rev. Akuila Yabaki & Others and The President of the Republic of Fiji islands and the Attorney General (HBC 119 of 200 1S). This decision of Justice Scott has not been overturned and therefore is binding and valid law. Apart from the fact the Prime Minister is refusing to visit the President and the fact that we are in this national state of a limbo, the President is surrounded by some, including the Vice President who are putting undue pressure on him. Those putting pressure on him and who are going against the ruling of Justice Scott are taking advantage of the President. Accordingly given the RFMF's assessment of the governance issues which I have just laid out, the need to resolve the current crisis, the need to invigorate the economy, the need to normalize the state of affairs, the need to maintain the Constitution, the need to maintain law and order and recognizing that the President has been prevented by some including the Vice President from exercising his constitutional prerogative to dismiss the Prime Minister in exceptional circumstances.

As Commander of the RFMF I, under the legal doctrine of necessity, will step into the shoes of the President given that he has been blocked from exercising his constitutional powers. You will note that Justice Scott had also stated in The Rev. Akuila Yabaki & Others and The President of the Republic of Fiji Islands and the Attorney General (HBC 119 of 2001S) that in some unusual or extreme situations a departure from the normal requirements of the Constitution is permitted. This departure is justified under the doctrine of necessity which has also been discussed in the Chandrika Prasad and Parvez Musharraf cases. This is indeed an unusual and exceptional situation, which was not envisaged by the framers of the Constitution and which requires special steps to preserve the Constitution and maintain the integrity of the Nation-State of Fiji.

We reiterate that while this course of action is undertaken with great reluctance it is necessary to steer our beloved nation into peace, stability, a just solution and to preserve our Constitution. Therefore, the Constitution will remain in place except those parts as necessitated under the doctrine of necessity. Accordingly subject to the prevailing conditions, all our constitutional offices, the judiciary and other arms of Government are to function as they normally would. I have spoken to the members of our security forces and they have given me their undertaking that they shall combine their efforts and work together to maintain peace and stability in our Fiji. Therefore, having stepped into the shoes of the President I shall now in his capacity under section 109(1) of our Constitution, as he is empowered to do so, dismiss the Prime Minister, Laisenia Qarase.

Furthermore as provided for under section 109(2) of our Constitution I appoint Dr Jona Baravilala Senilagakali as the caretaker Prime Minister who will advise dissolution of Parliament.

Following the dissolution of Parliament an announcement will be made regarding the formation of a caretaker or interim Government to steer Fiji. After a proper census and electoral system is in place the caretaker Government will facilitate democratic national elections as provided for under our Constitution.

Given the legal, constitutional and indeed defensible basis of this necessary ac tion, all citizens of this country, including the now former Prime Minister Qarase, our neighbors and the international community, should remain calm, and support and work together for the betterment of our beloved nation and its people. Let me outline the course of events that will take place in the next few days: The takeover will not be permanent. Tomorrow, I will summon the CEO's and charge them with the duty of running their own Ministries until an interim Government is appointed. During the GCC meeting next week, I will be requesting the GCC to reappoint the Turaga Tui Vuda as the President. His Excellency the President will then appoint a caretaker Government.

In the meantime, a Military council will be providing me with advice. When the country is stable and the Electoral Rolls and other machineries of Elections have been properly reviewed and amended, elections will be held. We trust that the new government will lead us into peace and prosperity and mend the ever widening racial divide that currently besets our multicultural nation. We ask the people to corporate and bear with the inconvenience. We will work towards putting in place a government that stands for all citizens of this country. Our priorities for the time being are to ensure your security, safety and the nation's wellbeing.

We will ensure that the rights of all citizens of this country are protected. We will respect the international convention to human rights and humanitarian law. I urge the people of Fiji to continue with their normal daily lives. All those that have employment should continue to go to work. I urge all businesses to remain open. I assure you that there will be no interruptions to the government machinery as things will continue to operate as normal. We will ensure that development plans and programs at all levels continue to be implemented. I plead to the International Community to first learn and understand the situation here in Fiji before you take action.I request that you all remain calm and support the RFMF in the establishment of this process of political re-adjustment to pave the way for a new Fiji. Finally, I again plead for your understanding, patience and support. We seek Gods blessings for Fiji and its people.

GOD BLESS FIJI.

Source : Speeches - Fiji Government Online (www.fiji.gov.fj, consulté le 27 avril 2007 – le document n'est plus en ligne en 2010)

38. Commander's Intent 2010

The significance of maximizing management effectiveness within RFMF will enhance the successful achievement of our organizational mission, objectives and tasks. It is imperative that we focus on enhancing and enforcing management effectiveness at all levels of Command. The aim is to maximize the management effectiveness of our financial, physical and human resources to enable us to perform our functions efficiently and effectively in accordance with our institutional rules and regulations that govern our operations. We are to maximize management effectiveness by improving our command and control structure and strengthening monitoring and reporting system. Maximizing management effectiveness is to be demonstrated through responsible command channels that will guide, and ensure we bring an acceptable return on investment to government, the United Nations and other stakeholders.

The RFMF as a professional institution is to promote the practice of Maximizing Management Effectiveness and some managerial characteristics can be measured by examining the following:

1. Leadership: How effectively command managers, communicates and translates RFMF Vision, Strategy, Corporate Plan and Values of the institution to unit members.

2. Execution: How efficient and effective command, management plans and directives are positively executed by the unit.

3. Delegation: How well command gives assignments and communicates instructions that will generate an effective response from members of the unit.

4. Return on Investment: How well command managers and utilizes the resources [Financial, Physical and Human] of the institution to bring an acceptable return to government.

5. Conflict Management: How well command managers and utilizes confrontation and collaboration skills. Management ability to be flexible and appeal to common institutional interests.

6. Motivation: How command managers and tries to understand the needs of the soldiers and inspires them to perform. Motivation focuses on how performance is rewarded rather than how failure is punished; and

7. Selflessness: How well command seek to understand and appreciate others

The Interim Government has made significant progress since its introduction, which I am pleased to note has reflected on RFMF's continued commitment and focus on guaranteeing the safety and security for our nation.

RFMF is to continue to strive for excellence and achieve its strategic objectives and Command Intent within the boundaries of our institutional policies, regulations and budgetary allocation.

It is equally important for RFMF to maintain and improve its professional image in terms of management and productivity. Command elements are encouraged to work towards achieving this outcome.

I continue to encourage us all to be focussed and united, as we work together in making the RFMF a more effective and efficient Force for the benefit of the people and the nation of Fiji.

"MAY THE LORD BLESS US ALL"

Source : www.rfmf.mil.fj/news/Commanders%20Intent.html (consulté le 20 décembre 2010).

39. *A Strategic Framework for Change*

Jul 1, 2009

Commodore Josaia Voreqe Bainimarama
Ost.J, MSD,jssc,psc
Prime Minister and Minister for Public Service, Peoples' Charter For Change, Information, Sugar, Finance, National Planning, Foreign Affairs, International Cooperation, Civil Aviation and Acting Minister for Indigenous and Multiethnic Affairs and Provincial Development

A STRATEGIC FRAMEWORK FOR CHANGE

Bula vinaka and a good morning.

My fellow citizens, your Excellencies, members of the diplomatic corp, members of the judiciary, employees, employers, NGOs, ladies and gentlemen.

After the abrogation of the 1997 constitution by his Excellency our President he mandated me and my Government to carry out and continue with the reforms as directed by him in 2007.
The mandate also requires my Government to ensure that true democratic, non-communal, equal suffrage based elections for parliamentary representation are held by September 2014.
From now until September 2014 a number of measures including reforms shall be implemented to give reality to the mandate of His Excellency our President and the Peoples Charter for Peace Change and Progress.
It is also imperative that our citizens, employees, investors, business houses, our trading and development partners, multilateral agencies and the international community at large are fully cognizant of what my Government shall focus on from now until 2014.

This morning I appear before you to set out the strategic framework for Fiji and the objectives of my Government until 2014, within the context of the Presidential mandate and the World Economy.
Today I shall set out the key principles and pertinent time frames that my Government shall adhere to.
I am also here this morning to tell you that my Government shall be an agent of change for the betterment of Fiji and her people. My Government shall not shy away from making tough decisions, it shall not be hesitant to think outside the box and make paradigm shifts.

A key objective of my Government has been and shall continue to be the engagement and/or re-engagement with our neighbors and our development partners.
My appeal to the international community is that Fiji has and continues to seek engagement, not disengagement. The principles of internationalism and sovereign dignity require dialogue.

A new legal order exists, a new Government exists and September 2014 has been set down as the date by which elections must take place. This is the reality.
Lets work together to build bridges; lets work together to improve the lives of all Fijians and indeed the lives of all Pacific Islanders for a stable and an economically developed Pacific.
We thank those of our international friends, who have shown fortitude and support; who have shown the willingness to listen and understand. We thank our international partners and multilateral agencies who have continued to engage or have re-engaged to provide assistance to our objectives and facilitation of infrastructure development and reform.
In planning to implement our objectives for the next 5 years it is an imperative that we take into consideration and situate ourselves within the context of the global economy and the consequent impact on the Fijian economy.
The global economy is going through one of the worst recessions since the Great Depression.

World output is projected to decline by 1.3 percent this year. The economies of our trading partners are all expected to contract as well.

However, there are now tentative signs of a turnaround. According to the International Monetary Fund, the unprecedented monetary and fiscal policy responses are slowly bearing results. It is believed that the recession may be bottoming out and recovery could be possible late this year and into next year. A global recovery will assist our own economic recovery by boosting demand for our exports and services.
The Fijian economy given these global developments and the recent flooding is forecasted to decline marginally, by 0.3 percent in 2009.

In the tourism industry, visitor arrivals are recovering. Tourist numbers are expected to improve in coming months assisted by the devaluation of the Fijian dollar and strong marketing which have made Fiji a competitive destination.
Government's efforts in securing new air routes and an 'open sky policy' will be an added impetus to the industry.
The sugar cane crushing season has now commenced. This will engender more economic activity in the cane growing areas and is also expected to increase consumption. Again, the devaluation of the Fijian dollar will mean more income for the farmers.

Given the reduction in EU prices, Government is committed to a successful reform of the industry. Exports of gold and fish have increased. However, performances of other industries, such as garments, timber and mineral water have been affected by the weak demand from our trading partner economies.

We remain optimistic that the recent devaluation will spur more demand from our trading partners for these products. We are also hopeful that as these economies recover next year, we will benefit further from higher exports.
On the major investment front, current developments include the construction of the Nadarivatu hydro dam. Work on this project started in April this year and is expected to be completed in mid-2011 contributing around 41.7 mega watts of electricity. The completion of the Laucala Island Resort and Natadola Bay Resort were important additions to Fiji's tourism industry. The Naisoso Island project is also progressing well.

Monetary and credit conditions improved significantly since April this year. Commercial banks lending rates have started to fall and the full impact of the policies on interest rates announced by the Reserve Bank of Fiji will be noticed in the coming months. Deposit rates have also started to rise after remaining very low in the past.
The banking system liquidity, that is, the amount of money available for banks to lend, has increased considerably from very low levels early in the year to around $150 million. This itself will see credit conditions easing up further in the coming months and will assist greatly in businesses being able to borrow additional amounts to grow their businesses and to start new projects.

In May the inflation rate was 0.8percent. Following the devaluation, we should expect an increase in the inflation rate in the coming months, with the year-end inflation forecast at 9.5 percent. However, prices are expected to start easing after April next year, towards an inflation of around 2 percent by the end of 2010.
While exports have fallen in the first four months of this year over the same period last year, imports also fell by 7 percent in the first four months of this year. This is a positive outcome for our balance of payments. It is however critical for us to lower our dependence on imports.

Since the devaluation in April, foreign reserves have steadily risen to around $660 million, from around $440 million before the devaluation. However, the foreign reserves position must be improved and meet the medium term target of raising reserves to 3-5 months of import cover.
FIRCA is undergoing changes in the manner in which it conducts its business. This has commenced

with an additional allocation of $10 million a month for VAT refunds from last month. This allocation shall provide an extra stimulus to the domestic economy. Reforms to tax laws shall be introduced to make it less cumbersome and more explicit.

The current economic environment requires that Government operating expenditure be kept in check and if possible, reduced. Prudent management has resulted in a 190 million dollar reduction in Government expenditure in the first five months of this year.
It is with this economic background and projections that I now turn to various salient reforms and time frames which my Government shall implement, be focused on and oversee over the next 5 years.
Work on the new constitution under which the 2014 elections shall be held will commence by September 2012. The new constitution shall derive its impetus from the recommendations under the Charter.

As I have stated earlier the new constitution must include provisions that will entrench common and equal citizenry, it must not have ethnic based voting; the voting age shall be 18; and, it must have systems that hold elected governments accountable with more checks and balances.

Consultations with the various stake holders for the drafting of the new constitution shall also commence in September 2012. These consultations shall be extensive and will not just be limited to political parties. It shall include civil society including NGOs and citizens of our country. Consultations shall include but not be limited to, discussions on the size of the new parliament, the appropriateness of a bi-cameral system, the term of office of a government and systems of checks and balances.
I seek the assistance of the international community to provide expertise and resources when this process begins in September 2012.
The new constitution must be in place at least a year before the September 2014 elections - in other words by September 2013. This will allow all Fijians and parliamentary candidates ample time to familiarize themselves with the provisions of the constitution. The constitution shall be translated into the vernacular and it shall be made available to the members of the public in pocket size.

The judiciary shall continue to be strengthened. We have already this year facilitated the allocation of an additional half a million dollars to strengthen the infrastructure and to build capacities within the judiciary. I invite our international partners and relevant development agencies who are interested in facilitating the practicalities of the rule of law, creating transparency, facilitating access to justice and removing systemic corruption, to work with our Chief Justice, the Independent Legal Services Commission, the Legal Aid Commission and the Fiji Independent Commission Against Corruption (FICAC) respectively.

Our commitment to the maintenance of law and order shall continue. The Police force shall be strengthened with upgrading of communications, transport and forensic tools. Government recognizes that policing is important to also instill public and investor confidence. As part of the reforms the archaic Penal Code shall also be revamped.
Let me also state today that the land ownership system will remain as it is. In other words native title shall not be converted to any other form of ownership.
What is important is that more land needs to be made available for productive use, whether it is native or state land.

We cannot realize our true potential in commercial agriculture or increase our exports or lift up the living standards, or improve the economic conditions of the i taukei, or provide sustained economic growth if land is not made available on a long term and secured basis.

My Government shall work with the i taukei land owners to ensure that they get a fair and market return on their land when they lease it; that they lease their lands for a tenure that will make it commercially attractive for the lessees; that the distribution of the lease monies is carried out on an equitable basis so that all i taukei benefit not just a select few. I plan to implement these land

reforms by the beginning of 2010.
In the next three years the reform process shall also seek to empower the marginalized and address areas of neglect.
A major portion of this work shall include revamping archaic laws such as those that affect town and country planning, development processes and approvals. New laws and policies shall be introduced to address problems of underage marriage; domestic violence; discrimination and inequalities; accessibility to justice; and providing certainty to all our citizens and investors in accessing the national asset of the sea and its resources.

The modernizing of our infrastructure and Governmental systems and organization is imperative. Some of these modernizing initiatives are already under way as they are part of the 2009 budget objectives. However, you shall see in the next three years an expedition of these projects.
These will include fast tracking of divestment of Government shares, the closure of non-performing entities and/or the amalgamation of different departments and entities.

Outsourcing to the private sector shall also be pursued vigorously. Major road works including the rehabilitation of our highways and municipal roads and sealing of new roads shall be expedited. The objective here is to not only provide better and safe road conditions but to give accessibility to markets for and to our rural people.

Let me now categorically state that the focus of my Government for the next three years shall be on our economy. This will include the encouragement of financial institutions to participate in and partner with Government in initiatives that will be pro-growth and pro-poor. The role of the financial institutions is critical to facilitating economic development. Effective partnership between financial institutions, Government and the private sector will create the impetus and environment for a national approach to create better investment and savings opportunities.

In this respect the recent unprecedented and widely applauded initiative by the Reserve Bank of Fiji to cap interest rate spread at 4% by January 2010 must be acknowledged and indeed taken advantage of. This initiative shall make borrowings attractive in particular for investment purposes. It will encourage savings and facilitate retention of monies in Fiji. It will overall contribute to stimulating and providing the much needed dynamism to the commercial sector and the economy.

Accordingly, I ask all those in the private sector to seize the opportunity to engage with my Government. It is the opportunity for you to seize the moment. My Government is a Government of change so this is your opportunity to contribute to modernize, seek incentives and contribute to the development of a sustainable economy and its growth.
You must actively engage, engage not just with Government but with your employees, in a partnership to put in place appropriate laws, processes and systems that will create a robust modern day economy which will be for the benefit of all and Fiji.

I also draw the attention of the employees, the workers, the civil servants and the trade unions. This Government is and will be a fair Government. It is and will be a caring Government.

The implementation of the readjustment of the wages for the different sectors, from today, as recommended by the Wages Council, is indicative of my Government's commitment to looking after the workers of Fiji.

It is indicative that my Government will strike the balance between encouraging investment and commerce on one hand while ensuring that workers do not get exploited.

The trade unions, the workers, the employees and the civil servants must contribute to increasing productivity. We must all work harder and smarter. We must all work in partnership and without confrontation to increase our national output.

From now until 2014 and in particular from now until September 2012 will be a period of immense change for the betterment of Fiji and her people. This period will offer opportunities - opportunities for employees, for civil society, for the i taukei landowners, for investors, for the civil service and for the international community and multilateral agencies to contribute to and be part of the imminent changes.

It is in the interest of all parties including the Government that the expertise, skills and resources of all stakeholders are utilized to their maximum potential. My Government shall in this respect consult candidly with all the stakeholders.

My fellow citizens, your Excellencies what I am saying is that I and my Government have a vision to make Fiji realize its true potential – a potential that can be realized through building a strong nation state, by empowering all our citizens, by fixing up the decades of neglected infrastructure, by providing actual adherence to the principles of the rule of law, by putting in place sustainable institutions and laws that will create accountability, transparency, justice, fair play and modernity; by improving living standards and alleviating poverty; by putting in place a liberalized and a level playing field economy.
You and I are now armed with specific and definite time frames. These specifics and the objectives shall all be implemented with vigor and transparency.

To reiterate, the focus for the first three years in particular shall be to improve the socio-economic and infrastructure conditions. This period shall be followed by the formulation of a modern day constitution and then the holding of elections for parliamentary representation by September 2014.

Vinaka Vakalevu and Thank you

40. *Role of Fiji's security forces in national development*

Working Group 3 - Terms of Reference

BACKGROUND

National security is the first responsibility of government. It requires national leadership. National security is an all encompassing concept, referring to everything that contributes to the protection and well being of a nation's population. Defense is the recourse to arms to protect national territory or advance national interests, and is but one important facet of Fiji's security. How Fiji manages its trade, investment, public finances, immigration, customs, education, health, natural resources, gender relations, and above all, political stability are also vital elements in achieving security for the nation and its people.

Republic of Fiji Military Forces

The Republic of Fiji Military Forces (RFMF) has a long and proud tradition of service to the nation. The Constitution provides for its establishment. The President is the Commander in Chief.

The RFMF is made up of the Army and the Naval Force. The RFMF is responsible for defence, internal security, international peacekeeping duties, nation building, youth training & infrastructure development in rural areas, protection of Fiji's 200 mile EEZ, support operations during disasters, emergencies and maritime research and rescue. The RFMF also has used its specialized skills to assist in national development through development of hospitals, schools, churches and community halls.

The Force is comprised of 3191 regular personnel distributed within the twelve units of the military. It includes a total of 512 personnel are deployed on peacekeeping missions, made up of 337 to Sinai, 7 in Sudan, I in East Timor and 167 in Iraq.

The Constitution of the Republic of the Fiji Islands 27th July 1998 affirms the continued existence of the RFMF and provides for the Military Commander to be appointed by the President, on the advice of the Minister and for the Commander to exercise executive military command subject to the control of the Minister. It also provides for Parliament to make laws relating to the RFMF.

The role of the RFMF is defined in the RFMF Act (Cap 81) as follows: "The Forces shall be charged with the defense of Fiji, with the maintenance of order and with such other duties as may from time to time be defined by the Minister". Cap 81 does not specify the procedures for authorizing military support to the civil power or military support to the civil community. From time to time the RFMF has played a role in helping to maintain internal order and security.

Through the Military Council, the RFMF advises the interim Prime Minister and Commander of the RFMF on national security. The Council also takes an interest in monitoring the implementation of the President's mandate relating to governance of the country and may provide its views on relevant issues.

Fji's Reputation for a Coup Culture

The Prime Minister referred at the first NCBBF meeting to ending Fiji's reputation for having "coup culture". The military played the initiating role in three of the four coups since 1987 and was a decisive factor in influencing the outcome in all four. The factors leading to these coups differ to some extent but all concern the relationship between different ethnic groups in Fiji.

In supporting the national interest, the RFMF has felt impelled to act firmly to deal with and contain the national security implications of political and social crises that existed at the time of each coup. The legitimacy of its actions has been the subject of controversy. The role of the RFMF in a time of national crisis and emergency needs clarification.

Other National Security Institutions

The Ministry of Defense, National Security and Immigration formulates and implements policies relating to defence, security, law and order.

The Fiji Police Force is responsible for the maintenance of law and order, preservation of peace, protection of life and property, the prevention and detection of crime and the enforcement of all laws it is directly charged with. The Force is having to contend with a difficult law and order situation, with the growth in more serious crime and the emergence of transnational crime such as drug running and money laundering. Currently a total of 2488 officers are employed in the Police Force and breakdown for each section is as follows:

Headquarters – 169; Special Branch – 125; Criminal Investigation Department – 497; Traffic Control Division – 155 and Training – 55

The Fiji Prisons Service is responsible for the safe, secure and humane treatment of persons in custody by providing opportunities to correct offending behavior, develop work and life skills and perform community service. They also work towards enhancing the quality of custodial responsibilities, improve inmate rehabilitation programmes, develop human resources and modernize the service. The Service has been under significant pressure in managing an overcrowded and under-resourced prison system.

Other security agencies are as follows:

The National Security Council (NSC) currently comprises the Prime Minister (PM), Minister for Defense, Security and Immigration, Attorney General and Minister for Justice, Minister for Finance and National Planning, and the Minister for Foreign Affairs, International Cooperation and Civil Aviation. The police and the RFMF attend the NSC meeting through invitation. Recently they were incorporated as observers. The Council was first established by the Interim Government in 1990 under the Fiji Intelligence Service Decree No. 26/1990 to determine and direct the action to be taken in respect of matters affecting the sovereignty, integrity and security of Fiji and its people. Other specific functions related to this purpose were set out under the Decree.

Border Security – The Fiji Islands Revenue and Customs Authority (FIRCA) is responsible for border control. The Immigration Department, which is responsible for the administration of immigration functions throughout the country. This includes the formulation and implementation of policies relating to work permits, investments, passports, citizenship and for maintaining services at ports of entry. Following the National Security and Defence Review in 2004, border management and control functions at the major ports and airports of Fiji were transferred to the Customs Department. After the 9/11 event, and the rapid increase in people and drug trafficking, identity fraud, money laundering, prostitution, and illegal immigrants, there was an urgent need to strengthen the capabilities of the Departments to ensure that it performed its core roles and functions effectively.

Maritime Security- This involves securing Fiji's Exclusive Economic Zone (EEZ) to preserve sustainable fish stocks, protect potential exploitation of seabed minerals and biota, and deal with crime at sea. The relevant agencies for Maritime Agencies include: RFMF Naval Division which performs policing functions on behalf of Fisheries, Immigration, Customs, Environment, Quarantine and the Police. It also provides maritime search and rescue, medical evacuation and transportation for ministries and projects, in addition to manning the Maritime Surveillance Centre. Telecom Fiji mans the international distress station Suva Radio, issues weather forecasts and warnings and occasionally arranges ships to shore communications. The Fiji Islands Maritime and Safety Authority (FIMSA) is responsible for hydrography and the establishment and maintenance of navigation beacons and lights amongst other matters. The Government Shipping Services is responsible for the hydrographic ship and the lights vessel.

The Fiji Financial Intelligence Unit (FIU) has been established to monitor flows of funds through the banking system to identify and investigate suspicious transactions related to money laundering, corruption and other illegal activities to provide inputs to investigation and enforcement agencies.

At a regional level, a Pacific Anti-money Laundering Programme (PALP) has been established in 2006 in the Suva-based Forum Secretariat with support and cooperation of US and UN agencies. This program will strengthen anti-money laundering activities through training and capacity building with a practical, hands-on approach. These national and regional measures address the

immediate and long term need to protect the integrity of the financial system from money laundering, corrupt practices and criminal abuse.

ISSUES

Role of Fiji Military Forces

The nature and extent of the role that has been played by the Republic of Fiji Military Forces has been challenged in the media and by foreign Governments, particularly in light of previous and recent events. The desired future role of the RFMF needs clarification, in the light of national security objectives.

A second issue concerns the manpower requirements of the RFMF. Some have questioned the justification for supporting the current size of the RFMF, given the absence of any significant external military threat.

A related issue concerns the value of the role the Military Forces play in overseas deployments in peacekeeping exercises. While the necessity for this role has been questioned, it provides valuable economic benefits to Fiji through the remittances that are sent back to dependents to Fiji.

In addition, others have queried the under-utilization of technical expertise in the military. Inefficient operations of the PWD can be boosted by the support from the military engineering unit, for example, in infrastructure work, community work, or supporting regional projects and initiatives.

Other issues that have been raised related to the RFMF as needing attention include:

- leadership training in the RFMF;

- the place of the RFMF in the system of checks and balances within Fiji's constitutional and political system;

- gender and ethnic participation in the RFMF;

- the economic impact of the RFMF and ways of using the armed forces in a productive way;

- conflict resolution and management in the RFMF.

Ending the Coup Culture In Fiji

As a young and fragile democracy there is a need to invest in Fiji's security and stability as much as we can because it impinges on economic development and social stability. However, in ensuring any reputation for a coup culture is dissipated, there are a number of issues to be considered. They include:

- Removing through reform the underlying problems in governance, lessening political tensions and improving the overall living environment in Fiji that led to the coups as a basis for alleviating the risks that future coups might occur;

Clarifying the Constitutional and legal position of the Fiji Military Forces within the framework of laws that govern Fiji;

- Providing checks and balances, and sanctions, through the legal and military discipline framework, that ensure that the Military conducts itself at all times in accordance with the laws it operates under, while providing opportunities for it appropriately to put its views before government;

- Ensuring the apparatus for national security operates effectively so as to provide appropriate direction and coordination.

Fiji needs to have governmental apparatus that ensures the Military is appropriately involved in decision-making related to its national security responsibilities. This process ensures that security governance is democratized and transparent and differences can be ironed out at an early stage. Parliamentary bills such as the two contentious ones now under scrutiny (Reconciliation and Qoliqoli Bill) which may have security implications needed to go through consultative processes for assessment and expression of views on their way to parliament.

This would allow for continuous interaction and dialogue between the different security stakeholders. The inclusion of diverse groups in the process would ensure not only broad participation, also building up good relations between the institutions and organizations involved. No one should be isolated since security is everyone's business. Isolating various stakeholders such as the military or citizen groups would be a threat to national security itself in the long run.

Defining National Security Issues for the Future

Fiji needs to ensure that its organizations working in the national security field are focused on the key threats it faces for the future.
Fiji does not face an external military threat but has a strategic interest in national stability, an effective international security system centered on the United Nations, and the defeat of terrorism. It also has a regional strategic interest in stability characterized by peace within and between Pacific Island states. Regional cooperation will be constrained and regional influence diminished by continuing internal political instability and conflict in Fiji.
Domestically, the major risk for Fiji is internal such as conflicts about governance; domestic, racial and ethnic conflict; instability related to social disadvantage; and the impact of modernization on traditional power arrangements.
Maritime security is a growing concern because of the need to protect fishery and mineral interest and deal with crime at sea. Policy decisions are required on:
whether to leave maritime security with the RFMF Naval Division or transfer the responsibility to a Coastguard, or the FPF or FIRCA;
whether responsibility for monitoring the international distress frequency remains with Telecom Fiji, or is transferred to the RFMF Naval Division or its successors; and
whether responsibility for hydrography and navigational aids are transferred from the Fiji Islands Maritime Safety Authority (FIMSA) to the RFMF Naval Division or its successor.
More so, maritime security responsibilities and resources are scattered and could be performed more effectively and efficiently by one agency.
Border security is also being threatened through people smuggling, drug running, money laundering and other transnational crime.
Law and order is a growing concern, affecting the safety of people and the business climate generally. Serious crimes such as rape, robberies, home invasion, sexual assaults, prostitution, and drug use are increasing. Domestic violence is a continuing concern.
National security also has an interest in ensuring Fiji is a democratic, peaceful, secure and prosperous community; a broadly accepted Constitution and electoral laws; competent and clean government; and competent law enforcement.
The recent political crisis has had its toll on the general law and order situation in Fiji. Its impact has been felt by all law enforcement agencies such as the police, courts, prisons, military, and across general society as a whole. The main issues that these law enforcement agencies face include inadequate enforcement of legislation in light of manpower, equipment and resource constraints; a backlog of cases in the judicial system; access to law and justice; defense and security; weaknesses in internal discipline; prison overcrowding, and the need for human resource development within law enforcement agencies to deal with more sophisticated crimes such as white collar and internet fraud. Related to terrorist activities but also to corruption and wider economic crimes is the need to monitor flows of funds through the financial system both domestically and internationally.
Effectiveness of the Fiji Police Force and Fiji Prisons Service
Over the year, the growing scope and complexity of criminal activities has tested the competence of the law enforcement agencies. The Fiji Police Force, in particular, with limited resources, has been seeking to combat crime. Initiatives such as community policing, recruitment of special constables, and institutional strengthening of the Criminal Investigation Department have aided its efforts to maintain law and order. However, with globalization, transnational crimes, drug trafficking and money laundering in particular, have found its way into Fiji.
Other law enforcement agencies have also suffered from inadequate resourcing such as the Fiji Prisons Service, with overcrowding and a number of the prison complexes in a condemned state.
The effectiveness of the National Security Council has been questioned in terms of the process of participation of the military, police and other security stakeholders in decision-making. The question that then arises is there should be another broader security forum consisting not only of cabinet members, but also of the two security institutions (police and army), civilian experts on national security and representatives of relevant citizen groups. This is important to engage diverse viewpoints on issues of importance to national security.

TASKS

In its review of the above issues the working group will undertake the following tasks set out under priority topic related to "The Role of Fiji's Security Forces in National Development":
-Reviewing the roles of the Fiji Military Forces in relation to national defense and security, in overseas deployment and in supporting the executive government (such as during national disasters).
Determining what action is needed, including through changes to laws and the institutional framework, and appropriate checks and balances, to end the "coup culture" in Fiji.
.Assessing what are the other national security interests that need to be protected for the future (including border and maritime security) and examining the institutional framework that is needed to ensure longer term sustainable security in Fiji.
Reviewing the effectiveness of the Police Force and the Prison Service and the future role they will need to play in order to be effective, having regard to recent increases in some serious crimes and to trends in transnational crime.
Examining what mechanisms are needed to provide national direction, and necessary management and coordination, on security issues.
Making any other recommendations considered appropriate in order to clarify or to strengthen the protection of national security.

COMPOSITION
The working group is to comprise up to 20 members: of whom at least four (4) are NCBBF members plus up to 16 others from government and non-government sectors. At least 10 of the 16 additional members are from the non government sector. The Working Group would have the power to co-opt additional members as it sees fit..

TIMEFRAME
It is anticipated that the WG will be established and operational within a fortnight.
In consultation with the Head of TASS, the Working Group may request the preparation of literature reviews and commission issues and Discussion Papers (IDPs) to assist in its deliberations.
The WG shall report back to NTTs at the latest by mid March 08 with its report(s) and recommendation forwarded for the preparation of the State of Nation & Economy (SNE) report.

REFERENCES
Lowry, R. W., Firth, S. and Vitusagavulu, J (2004) "National Security and Defence Review: Safeguarding Peace and Prosperity", Ministry of Home Affairs, Government of Fiji.
.2002 Taskforce Reports – for the preparation of the Draft SDP 2003-2005, Report by the Law and Order Taskforce. National Planning Office.
Draft Sustainable Economic and Empowerment Development Strategy 2007-2011, Government of Fiji
Dr Steven Ratuva – Briefing Paper for Forum Security Committee – University of the South Pacific, 15th June 2005.
Draft White Paper – 2005 - A Safer and Prosperous Fiji - National Security & Defense Review Implementation Project – Ministry of Home Affairs, Immigration, and National Disaster Management
2006 Annual Plan – Australia – Fiji Law and Justice Sector Program.
Natural Disaster Management Act & National Disaster Management Plan – A New Beginning October 2005 – National Disaster Management Office.

41. Opération “Quickstep”

“ADF Operation to ensure the safety of Australians and approved foreign nationals in Fiji”

An ADF task group of around 800 personnel was deployed to the South West Pacific at the start of November 2006 until mid-November 2010.

The Task Group's mission was to be ready to take appropriate measures to ensure the safety of Australians in Fiji if required. The group comprised HMA Ships Newcastle, Kanimbla and Success together with an SAS contingent, evacuation handling teams, medical staff and a Black Hawk helicopter detachment. A RAAF maritime patrol aircraft was also deployed and supported the Task Group from a base in Pago Pago.

In conjunction with the Maritime Task Group deployment, the RAAF also maintained a number of C-130 Hercules and Boeing 707 transport aircraft on standby in Sydney, and the Army also had additional force elements on standby in Australia to help repatriate Australian citizens from Fiji back to Australia if necessary.

Source : www.defence.gov.au/fijisupport/default.cfm

Tragically, on 29 November 2006, an Australian Army Black Hawk helicopter operating from HMAS Kanimbla crashed ans sank in 2,300 meters of water whilst attempting to land on the ship’s flight deck. Nine personnel were recovered […] one […] missing, presumed dead. The pilot […] later died as a result of his injuries.

Source : www.aph.gov.au/hansard/senate/commttee/s9947.pdf

“Fijians said [the Black Hawk helicopter] had been taken down by the shark god, Dakuwaqa.”

Source : Jon FRAENKEL et Stewart FIRTH, **The 2006 military takeover in Fiji**, 2009, p. 43.

Sur la légende de Dakuwaqa, voir par exemple **Myths and Legends of Fiji and Rotuma**, d’Alexander REED et Alice HAMES, 1967.

42. Death is a Price of Blood Money

Article de Vasemaca Rarabici, dans le *Fiji Times* du 2 mai 2006.

IN two weeks seven Fijian men serving as security guards in Iraq have died, leaving behind grieving wives and children with no fathers. These men go to Iraq with the vision that when they return home, they will be able to provide their families with a better livelihood. Many of them return and build a home, buy a car, pay off debts and provide a better future for their children. Others return in coffins.
With the majority being former soldiers, death is often disguised as part and parcel of the job. But the desperation for employment and, for others, the lure of better pay, is the main reason that hundreds of Fijians are taking the risk to work in Iraq.
Four died on April 17 when they were ambushed by insurgents and another three died yesterday when the vehicle they were travelling in detonated an explosive device on a road in Baghdad. Both groups of men were travelling in convoys of vehicles delivering supplies to northern Iraq. But these are the risks they are willing to take, especially when you get to earn between $3000 to $6000 a month[1030]*. And if you are sent to high-risk areas, the salary is even higher, with allowances ranging from $1000 to $2000 on top of their normal salary. There are 400 Fijians serving as security guards in Iraq and since its inception two years ago, more than a 1000 have returned home after completing a contract there.*
They are either recruited by local agents, recruited online or they join other companies when their contract expires with the company that sent them there originally. The latter is what is becoming a serious concern for local agents and the Government. Local director of Global Risk, Sakiusa Raivoce, said more and more of his men were joining other companies at the end of their contracts while a few others absconded before their contracts were over. He said the men often jumped ship because the money and the conditions offered were good, something he really does not mind. But the danger about it is that most of the companies these men sign up with are not well-equipped to do security work in many high-risk areas.
"Most of these men complete their six months and before they return home they are lured by other companies that offer them a higher salary.
"The salary is the same as those of expatriates because the zone that they are required to work in is very dangerous," Mr Raivoce said.
"Without looking at what the contract entails, they jump ship.
"Most of these companies that they join do not have proper protective gear or protective vehicles for the guards to use when they go into dangerous zones.
"Most of these companies use ordinary vehicles for convoy escort, which is not suppose to be the case.
"Vehicles travelling dangerous routes are supposed to be well-equipped, protected and able to detect roadside bombs.
"I won't be surprised if more of our men will die as a result of this.
"And in Iraq, any foreigner is enemy to them."

[1030] Les sommes sont en dollars fidjiens. Le dollar fidjien vaut environ un demi Euro.

Control Risk director Jonetani Kaukimoce said the danger of joining some companies in Iraq was that administration work was not being carried out properly. He said either contracts were not signed, or there was no cover for insurance and compensation.
"The importance of these administration issues showed in what just happened.
"Men have been killed and we do not know whether they have an insurance policy or any compensation whatsoever.
"We don't know and that is part of the administration," Mr Kaukimoce said. There is nothing that the local companies or government can do to stop our men from joining other companies in Iraq. The local security agents said they could not stop the men from joining other companies because they joined at a time when their contract had expired with the company that originally recruited.
"They go for six months and when their contracts expire, they are expected to return home and have a choice of extending their contract again," Sabre International Security local director Josateki Tarogi said.
"From what we have heard, most of these men are lured to join other companies at the airport, which was the case for two of our men who died in the ambush in Kirkuk."
Caretaker Labour Minister Kenneth Zinck said the Government could not stop them either because it was a contract between the guard and the company. When asked as to whether the Government could stop local recruitment, Mr Zinck said it was the right and freedom of the individual to work anywhere he or she wished to. The only advice that local agents and the Government could give to those intending to work in Iraq was to carefully scrutinise the work contracts from companies that offer better work opportunities in Iraq.
The security companies that operate in Iraq are US, UK and Australia-based security companies. They include Global Risk Strategies, Armour Group, Control Risk International, Custer Battles, Triple Canopy, Iraq American Solution, Edinburgh Risk, Sabre International Security and Sky Link. Those with offices in Fiji are Global Risk, Risk Control, Triple Canopy and Sabre International Security.
Fiji earns about $15million annually in remittances from Iraq, boosting the national economy. It has minimised the unemployment rate and improved the livelihood of many families, especially those in rural areas. So while the risk may be high, the money is good and for many of our men serving in Iraq, that is all that matters.

43. Le conflit sécessionniste de Bougainville.

L'île de Bougainville et les îles plus petites associées, notamment celle de Buka, font partie, géographiquement, de l'archipel des Salomon. Leur incorporation au territoire de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) en tant que North Solomons Province est une conséquence des partages coloniaux.

L'exploitation de la grande mine de cuivre et d'or de Panguna par la compagnie *Conzinc Rio Tinto Australia* (*CRA*) a commencé en 1972, avant l'indépendance de la PNG (1975). A partir de la fin des années 1970, les revenus de la mine représentaient environ 40% des exportations de la PNG et 20 % des recettes de l'Etat. Pour les communautés locales, la mine rapportait peu et causait des dégâts immenses à l'environnement.

En 1988, un groupe de Bougainvilliens mécontents, mené par Francis Ona, a commencé à réclamer une plus grande part des profits de la mine et des dédommagements plus importants pour les dégâts, notamment la déforestation et la pollution des cours d'eau. Ses demandes n'ayant pas été satisfaites, le groupe d'Ona a commencé à s'attaquer au personnel et à mener des opérations de sabotage qui ont provoqué la fermeture de la mine en mai 1989.

L'armée papouasienne (*Papua New Guinea Defence Force, PNGDF*) a été envoyée face à l'armée révolutionnaire de Bougainville (*Bougainville Revolutionary Army, BRA*) composée des hommes de Francis Ona et de groupes indépendantistes. Les Bougainvilliens opposés à l'indépendance ont formé leur propre milice, appelée Force de résistance de Bougainville (*BRF*). La *BRF* et la *PNGDF* sont restées maîtres de Buka, tandis qu'une grande partie de Bougainville, y compris la zone autour de la mine, est restée aux mains de la *BRA*. Les deux camps étaient équipés d'armes de fabrication artisanale et d'armes récupérées de la Seconde Guerre mondiale. La BRA avait aussi des armes automatiques entrées en fraude et la *BRF* des armes fournies par la *PNGDF*.

En juillet 1996, après sept ans de guerre et plusieurs négociations de paix officielles mais éphémères, des centaines de femmes[1031] de Bougainville ont commencé à organiser des marches, manifestations diverses et veillées pour demander aux belligérants de faire la paix.

En 1997, le gouvernement de PNG a décidé de recruter des mercenaires britanniques et sud-africains pour écraser la *BRA* et reconquérir la mine. Ce fut un scandale, le Premier ministre a démissionné et les mercenaires sont repartis de PNG sans être allés jusqu'à Bougainville. Cette affaire a relancé les négociations et, le 30 avril 1998, l'Accord d'Arawa a été signé. Il prévoyait un cessez-le-feu. Un Groupe multinational de

[1031] Bougainville est une société matrilinéaire dans laquelle les femmes sont respectées et ont un certain pouvoir.

surveillance de la paix (*Peace Monitoring Group, PMG*) et un Bureau politique des Nations unies à Bougainville (*UNPOB*) ont été mis en place.

En mars 2000, les parties au conflit ont signé l'Entente de Loloata qui prévoyait le désarmement de tous les miliciens, la préparation de l'autonomie politique de la province et un éventuel scrutin d'autodétermination. Début 2001, les dirigeants des BRF et de la BRA ont conclu un accord sur le dépôt des armes. Ils ont rencontré les représentants du gouvernement de PNG et élaboré avec eux l'Accord de paix global de Bougainville qui a été a été signé le 20 août 2001. Cet accord comprend un plan d'élimination des armes[1032], organise l'autonomie de la province et prévoit un référendum 5 à 15 ans après la date de l'accord.

Le processus se poursuit. Le transfert de compétences de Port Moresby vers Bougainville est en cours, notamment dans le domaine minier. La réouverture de la mine de Panguna est envisagée.
En juin 2010, un nouveau président de la région autonome a été élu. John Momis, figure emblématique de l'île et précédent ambassadeur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en République populaire de Chine, est un homme au charisme certain et aux projets ambitieux.

Ce texte est celui que nous avons rédigé, avec Morgane Jaffré-Colombani, dans le cadre du Trinôme académique de Nouvelle-Calédonie, en 2010, pour faire travailler des élèves de Seconde CAP sur le thème des « guerres et conflits contemporains ».

[1032] De fin 2001 à début 2003, 1 920 armes à feu ont été récupérées, dont 313 armes de fort calibre, 309 fusils de chasse, 244 reliques de la Seconde Guerre mondiale et 1 054 armes de fabrication artisanale.